



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Comme suite aux attentats de Madrid:

«Pas de temps à perdre!»



Le Premier Ministre de Finlande a été accueilli par le Président et le Secrétaire général de la Chambre des Députés

Selon le Premier Ministre de Finlande, M. Matti Taneli Vanhanen, les attentats meurtriers de Madrid montrent la nécessité de renforcer la coopération européenne dans la lutte contre le terrorisme. «Nous n'avons plus de temps à perdre!», a-t-il dit devant une délégation de la Chambre des Députés.

En général, M. Vanhanen - partisan de la méthode communautaire - plaide pour une plus grande efficacité dans la prise de décision au niveau européen, notamment par une extension à un maximum de domaines du vote par majorité qualifiée.

Tout comme le Président de la Chambre des Députés, le Premier Ministre de Finlande estime que les questions institutionnelles ont beaucoup trop dominé le débat sur la future Constitution européenne et qu'il faudrait en venir

aux points essentiels. Dans son discours d'introduction, M. Spautz avait plaidé pour une finalisation rapide de la Constitution, «car les citoyens ne comprendraient pas pourquoi un projet discuté aussi longuement n'est

pas encore adopté et pourquoi quelques Gouvernements attachent autant de poids à certaines questions institutionnelles, alors que les citoyens eux-mêmes estiment majoritairement que leur pays devrait faire des concessions pour aboutir à une Constitution.»

M. Matti Taneli Vanhanen a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz, qui était entouré d'une délégation composée de MM. Paul Helminger, président, Ben Fayot et Marcel Glesener, vice-présidents, Nico Loes, Jean-Paul Ripinger, Claude Wiseler, Laurent Mosar, Jean-Marie Halsdorf et Jacques-Yves Henckes, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense.



M. Matti Taneli Vanhanen (au milieu) est entouré de: 1^{re} rangée: MM. Jean-Paul Ripinger, M. Jean Spautz, M. Paul Helminger, M. Nico Loes; 2^e rangée: M. Jacques-Yves Henckes, M. Marcel Glesener, M. Claude Wiseler; 3^e rangée: M. Ben Fayot, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Laurent Mosar

Du 26 au 28 mars 2004 à Oslo:

Réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

M. Niki Bettendorf, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO), a représenté la Chambre des Députés lors de la réunion de la Commission permanente de l'APO qui s'est déroulée à Oslo du 26 au 28 mars 2004.

Les représentants parlementaires des pays membres et futurs membres de l'OTAN ont discuté d'une initiative définissant un rôle de l'Alliance dans le 'Grand Moyen-Orient' (GMO), englobant l'Asie centrale, l'Afghanistan, l'Irak, le Caucase, le Proche-Orient et les pays qui participent au dialogue méditerranéen. D'autres points à l'ordre du jour étaient les relations avec la Russie et l'Ukraine et le statut des journalistes et correspondants de



M. Niki Bettendorf, président de la délégation luxembourgeoise, et les membres de la délégation lituanienne

guerre en situation de conflit armé. Les parlementaires ont aussi discuté certaines modifications techniques à porter au règlement de l'Assemblée.

Tous ces sujets seront à l'ordre du jour de la session de printemps de l'APO qui se déroulera du 28 mai au 1er juin 2004 à Bratislava.

A l'aube de l'élargissement (III) - Lituanie

Troisième partie de la série d'interviews avec les ambassadeurs des dix pays adhérant à l'Union européenne le 1er mai prochain. Après les ambassadeurs hongrois et tchèque, la parole est cette fois-ci à M. Audrius Navikas représentant la Lituanie au Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur l'Ambassadeur, de quelle manière l'opinion publique en Lituanie a-t-elle suivi le processus de ratification de l'élargissement dans les 15 pays membres de l'UE?

Très attentivement! Et dans ce contexte les Litoniens sont particulièrement reconnaissants du vote unanime de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg. Cette unanimité est pour nous la preuve de la forte adhésion luxembourgeoise au projet européen et l'expression de la grande solidarité d'un petit pays.

Quel est le sentiment prédominant de vos concitoyens à l'aube de l'adhésion de leur pays à l'UE? La joie? La crainte? Ou un mélange des deux?

Je voudrais souligner que, pour les Litoniens, l'adhésion à l'UE est tout d'abord une grande joie. Le résultat officiel du référendum en est d'ailleurs la preuve: avec 91% de suffrages positifs, la Lituanie a été l'un des pays les plus favorables à une adhésion à l'Union européenne. Depuis, cette attitude n'a pas changé: Nous sommes de vrais euro-enthousiastes! Bien sûr, il y a également chez nous quelques eurosceptiques qui expriment certaines craintes, mais ils sont assez rares dans la vie politique lituanienne.

N'oublions pas que la peur est souvent l'expression d'une certaine ignorance, d'un pressentiment d'incertitude face au changement: De quelle manière la vie va-t-elle changer? Est-ce que nous serons à même de nous adapter à ces changements? C'est plutôt psychologique que politique.

Toutefois je peux vous rassurer que ces sentiments de crainte ne sont pas prédominants. Majoritairement l'opinion publique en Lituanie estime que le projet de l'Europe est un projet de succès garantissant la paix, la prospérité et la cohésion sociale. La Lituanie ne peut qu'en profiter.

Qu'est-ce que vos compatriotes attendent de l'adhésion? Plus de prospérité?

Sans aucun doute le niveau de vie de mes concitoyens va augmenter. La tendance amorcée depuis 2002 va sans doute se confirmer, voire se renforcer davantage: au cours des deux dernières années 2002 et 2003, la croissance du PNB (produit national brut) lituanien était la plus forte d'Europe. C'était moins l'effet du projet d'adhésion à l'Union européenne que le résultat de réformes économiques et de restructurations qui ont été réalisées au cours des dix dernières années.

Toutefois la raison la plus importante qui a amené la Lituanie à se tourner vers l'UE sont les valeurs communes: notre adhésion est avant tout considérée comme un retour en Europe, dans un espace de valeurs culturelles et démocratiques que nous partageons. L'histoire n'a pas toujours permis à notre petit pays, situé entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, de manifester son origine naturelle occidentale.

Et de quoi ont-ils peur? De perdre une partie de la souveraineté et de l'indépendance dont ils ne jouissent que depuis une quinzaine d'années?

Cette question ne préoccupe que les eurosceptiques. Tous les pays membres de l'Union européenne ont franchi le pas à un certain moment: les grands (comme la France) et les petits (comme le Luxembourg) ont délégué une partie de leur souveraineté à l'UE sans pour autant perdre toute leur indépendance. Leurs citoyens continuent à vivre en paix et ils ont réussi à préserver leur identité culturelle.

Ces craintes sont donc non fondées. Je dirais même qu'à terme la délégation d'une petite partie de la souveraineté et de l'indépendance se retournera en avantage. Elle rend l'Union européenne plus forte et fait d'elle un acteur puissant dans le monde politique et économique. Tous les pays membres de l'UE, grâce à ce processus, deviendront plus forts, politiquement et économiquement.

(Suite page 2)



De quelle manière le parcours européen du Luxembourg peut-il servir d'exemple à la Lituanie?

Le Grand-Duché de Luxembourg sert d'exemple à notre pays: Tout comme la Lituanie, le Luxembourg est un petit pays - ce qui ne l'empêche pas de jouer un rôle actif au niveau européen, de défendre ses intérêts et ses positions tout en participant activement à la recherche de compromis et en affichant clairement son soutien aux principes d'une Europe communautaire.

D'ailleurs je voudrais noter que le Luxembourg est plus qu'un exemple, mais un grand ami de

la Lituanie au sein de l'UE élargie et des autres organisations internationales. Les Lituanais sont très reconnaissants à Son Altesse Royale le Grand-Duc Henri d'avoir rendu visite à notre pays en 2003 à l'occasion du 750e anniversaire de l'établissement de l'État Lituanien.

Entre petits pays, nous avons des intérêts communs et des expériences qui se ressemblent. D'ailleurs nous devons une partie de l'amitié qui nous lie et nous unit à la lettre 'L': Nos deux pays sont assis l'un à côté de l'autre autour de la table de l'Union européenne et des autres organisations internationales.

La Lituanie en bref

Population:	3.480.000 habitants
Surface:	65.300 km ²
Capitale:	Vilnius
Système politique:	République
Parlement:	Seimas (unicaméral)

Entrevue à la Chambre de Commerce



(de gauche à droite) M. John Schummer, M. Pierre Gramegna et M. Claude Frieseisen

M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés, et M. John Schummer, Président de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports et membre du Bureau de la Chambre des Députés, ont rencontré, le mardi 30 mars

2004, le Directeur de la Chambre de Commerce, M. Pierre Gramegna, et ses collaborateurs au nouveau siège de la chambre professionnelle au Kirchberg. Un but primordial de cette visite a été la concertation sur les travaux législatifs.

Les 29 et 30 mars 2004 à Dublin:

Réunion des Présidents des Commissions des Affaires étrangères

Les Présidents des Commissions des Affaires étrangères des Parlements nationaux des États membres de l'Union européenne, des pays adhérents, des pays candidats et du Parlement européen se sont réunis les 29 et 30 mars 2004 à Dublin. La Chambre des Députés était représentée par M. Paul Helminger, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (3^e rangée, 1^{er} de gauche).

La réunion était consacrée aux défis auxquels est confrontée l'Union européenne élargie dans un monde en rapide mutation.

Les parlementaires ont porté une attention particulière aux politiques de l'Union européenne envers ses voisins après l'élargissement ainsi qu'à l'Agenda de Lisbonne et ont discuté des perspectives de stabilité et de développement de l'Afrique. Les Présidents des Commissions ont également



été informés sur les priorités de la présidence irlandaise par M. Dick Roche, Ministre adjoint chargé

des Affaires étrangères, et ont suivi une allocution de M. Bertie Ahern, Premier Ministre irlandais.

Les 19 et 20 mars au Sénat de Belgique:

Séance plénière du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux



M. Nico Loes lors de la présentation de son rapport et M. John Schummer présidant une partie des débats

Alors qu'en sa qualité de Président de la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche, M. Nico Loes a présenté un rapport intermédiaire sur l'importance économique du secteur du tourisme dans les pays du Benelux, sujet à traiter de façon approfondie lors de la partie de session de fin juin 2004, M. Xavier Bettel est intervenu dans le débat sur la suppression en ordre principal de la procédure d'exequatur dans les pays du Benelux en matière matrimoniale et en

ce qui concerne la responsabilité parentale.

M. Jeannot Belling, quant à lui, a fait rapport sur les comptes de l'exercice 2003 du Parlement Benelux que l'Assemblée a approuvés.

D'autres sujets à l'ordre du jour étaient les travaux de la Conférence intergouvernementale et les résultats du Sommet de Bruxelles, les conclusions de la Table ronde de Riga sur la coopération entre les États baltes et l'Union européenne, le problème des travailleurs frontaliers, l'immatriculation de véhicules à l'étranger, la circulation des personnes, ainsi que les soins de santé transfrontaliers.

En conclusion de ses travaux, l'Assemblée a adopté une série de recommandations invitant de façon générale les trois Gouvernements à rendre les législations et réglementations visées aussi cohérentes que possible.

Sous la présidence de M. Jean-Marie Happart, Sénateur belge, les parlementaires des trois pays ont d'abord écouté une intervention de Madame Frédérique Ries, Secrétaire d'État belge aux Affaires européennes et étrangères, sur le 47^e rapport commun des Gouvernements sur la coopération entre les trois États dans le domaine de la politique extérieure. Du côté luxembourgeois, M. John Schummer, Vice-Président du Parlement Benelux qui a présidé une partie des débats, M. Nico Loes, Mme Nelly Stein, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Camille Gira et Jean-Pierre Koepp ont assisté à cette session qui comptait également la présence d'une importante délégation de l'Assemblée balte avec laquelle le Parlement Benelux entretient des relations soutenues.



Le Président du Conseil Parlementaire de Benelux, M. Jean-Marie Happart (3^e de gauche), entouré des membres de la délégation luxembourgeoise M. Jeannot Belling, M. John Schummer, M. Claude Frieseisen, M. Nico Loes, M. Camille Gira, M. Xavier Bettel, M. Jean-Pierre Koepp et M. Pierre Dillenbourg (de gauche à droite)



Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne

M. Nico Loes, Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler et M. Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés lors de la session inaugurale de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) qui s'est déroulée les 22 et 23 mars 2004 à Athènes.

Regroupant 120 parlementaires des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen ainsi que 120 parlementaires de la région méditerranéenne, l'Assemblée se réunira à l'avenir une fois par an en session plénière dans un des pays partenaires. Elle s'est également dotée de trois commissions parlementaires, à savoir la commission politique, de sécurité et des droits de l'homme, la commission économique, financière, des affaires

sociales et de l'éducation ainsi que la commission de la promotion de la qualité de vie, des échanges humains et de la culture.

Dans la déclaration finale, les représentants des différents Parlements ont précisé que la création de l'APEM constitue un pas décisif vers l'institutionnalisation et le renforcement de la dimension parlementaire du partenariat euro-méditerranéen et estiment que la nouvelle Assemblée constitue l'expression tangible de l'intérêt commun à renforcer la sécurité et la stabilité dans la région, à promouvoir et concrétiser les réformes politiques, sociales et économiques et à empêcher le terrorisme, l'extrémisme et la criminalité organisée, vu que l'Assemblée se base sur des valeurs et des



(de gauche à droite) M. Lucien Weiler, M. Nico Loes et M. Gast Gibéryen

objectifs communs, notamment ceux d'une paix durable et juste dans le respect du droit international. Les participants considèrent également que la création de l'APEM est un instrument permettant d'approfondir la logique du dialogue et de coopération dans le sens d'une meilleure compréhension mutuelle.

A noter que la séance d'ouverture a été coprésidée par M. Pat Cox, Président du Parlement européen, et par M. Abdelwahad Radi, Président de la Chambre des Représentants du Maroc, et qu'au cours de la session inaugurale, M. Fathi Sorour, Président de l'Assemblée du Peuple d'Égypte, a été désigné comme premier Président de l'Assemblée.

NOUVELLES LOIS

4956 - Projet de loi

relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

- portant transposition de la Directive 2000/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et

- abrogeant la loi modifiée du 23 juin 1909 ayant pour objet de faire courir de plein droit l'intérêt en faveur des créances de l'artisan et du détaillant et la loi du 22 février 1984 relative au taux de l'intérêt légal

Le projet de loi 4956 a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2000/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales.

Les points saillants de la Directive sont les suivants:

- Le champ d'application

Le champ d'application est limité aux seules transactions commerciales. Seules les fournitures de marchandises ou les prestations de services entre professionnels, en ce compris les entreprises commerciales et les professions libérales, et entre de tels professionnels et des pouvoirs publics par rapport aux directives - marchés publics, sont visées par la Directive.

Le régime des retards de paiement de marchandises ou services respectivement fournis ou prestés par des professionnels à des consommateurs finaux privés n'est pas modifié par rapport aux prescriptions de la loi modifiée du 23 juin 1909 ayant pour objet de faire courir de plein droit l'intérêt en faveur des créances de l'artisan et du détaillant et de la loi 22 février 1984 relative au taux de l'intérêt légal.

- Les délais de paiement

Les intérêts de retard courent automatiquement dès que la date de paiement ou le délai de paiement fixé dans le contrat est atteinte. Une mise en demeure n'est pas nécessaire.

A défaut de stipulation d'un délai de paiement ou de la date de paiement, le projet de loi fixe à 30

jours après la réception de la facture ou après la réception des marchandises ou de la prestation de services ou encore après l'acceptation ou la vérification de la conformité des marchandises ou des services le terme dans lequel le paiement doit intervenir. A défaut de paiement dans ce délai, les intérêts courent de plein droit sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire.

- Le taux d'intérêt

Le taux d'intérêt qui s'appliquera est le taux directeur de la Banque centrale européenne, majoré de 7 pourcents.

Il est loisible aux parties contractantes de s'écarter de ce niveau de taux d'intérêt soit en fixant un taux moindre, soit, au contraire, en prévoyant contractuellement un taux plus élevé.

- L'action en cessation

Un créancier peut intenter une action en justice pour faire cesser l'utilisation d'une clause contractuelle qui déroge aux dispositions du projet de loi sur les délais de paiement ou le taux d'intérêt, au cas où cette clause dérogatoire constitue un abus manifeste à son égard, compte tenu de tous les éléments du cas d'espèce, y compris les bonnes pratiques et usages commerciaux et la nature des marchandises ou services.

Cette action est aussi ouverte à une organisation ayant, ou officiellement reconnue comme ayant, un intérêt légitime à représenter les petites et moyennes entreprises, à condition que les dispositions contractuelles dérogatoires soient destinées à un usage d'ordre général.

- Les frais de recouvrement

La répétition de ces frais peut être demandée en justice ou faire l'objet de stipulations contractuelles.

Le demandeur dans un litige peut demander au juge la condamnation du défendeur à lui rembourser les frais de recouvrement qu'il a exposés, à condition d'avoir démontré la réalité des montants réclamés. Le juge fera droit à cette demande si ces frais ne sont pas disproportionnés par rapport au montant du litige. Dans ce cas, il pourra accorder au demandeur le montant qu'il juge approprié par rapport au principal réclamé - et seulement par rapport à ce principal.

A noter que, contrairement à la version initiale du projet de loi 4956, qui tendait à transposer la Directive tant dans la loi modifiée du 23 juin 1909 que dans la loi du 22 février 1984, la Commission juridique a opté pour un regroupement dans un seul texte des dispositions de la Directive devant être transposées en droit national et des lois de 1909 et de 1984.

Autrement dit, un seul texte régira désormais les délais de paiement et la fixation des intérêts de retard tant en ce qui concerne les créances résultant de transactions commerciales que celles résultant de contrats entre un professionnel et un consommateur.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 16.05.2002

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

22.01.2003 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi

04.02.2003 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

24.09.2003 Examen d'une nouvelle version du projet élaborée par le rapporteur

03.03.2004 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

10.03.2004 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 16.03.2004

5104 - Projet de loi

relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Le projet de loi 5104 a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la décision cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre les membres.

Conformément à la décision cadre le projet de loi prévoit l'exécution d'un mandat d'arrêt européen sans contrôle préalable de la double incrimination, si le fait à la base du mandat d'arrêt européen constitue l'une des infractions graves figurant dans le texte de loi, et que ce fait soit puni dans l'État qui a émis le mandat d'arrêt européen, d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté d'un maximum d'au moins trois ans.

Ainsi, si cette double condition est remplie, les autorités judiciaires de l'État membre de l'Union européenne qui aura reçu un mandat d'arrêt européen ne contrôleront plus, comme c'est le cas dans le droit extraditionnel actuel, si le fait à la base d'une demande d'arrestation et de remise d'une personne émanant d'un autre État membre est également incriminé dans l'État ayant reçu cette demande.

Pour toutes les infractions ne figurant pas sur la liste limitative, respectivement pour toutes celles qui, tout en figurant sur la liste, ne sont pas punies dans l'État qui a émis le mandat d'arrêt européen, d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté d'un maximum d'au moins trois ans, le principe du contrôle de la double incrimination reste d'application.

Toujours conformément à la décision cadre le projet de loi prévoit différentes hypothèses dans lesquelles l'exécution du mandat d'arrêt européen est refusée respectivement peut être refusée.

Par ailleurs la règle de la non extradition des nationaux est supprimée.

A noter que le mandat d'arrêt européen est un élément très important dans la construction d'un espace européen de liberté, de sécurité et de justice. Le système du mandat d'arrêt européen est basé sur la considération que tous les États membres de l'Union européenne confèrent au prévenu les mêmes droits et qu'au cas où il est remis à un autre État membre, ceci ne signifie donc nullement une diminution de ses droits.

Comme il permet de se saisir plus rapidement des grands criminels

qui se trouvent sur le territoire d'un autre État membre de l'Union européenne, sans devoir passer par la procédure complexe de l'extradition, le mandat d'arrêt européen constitue un instrument efficace de la lutte contre la grande criminalité transfrontalière en Europe.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 11.03.2003

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

14.01.2004 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

21.01.2004 Examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.01.2004 Continuation de l'examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.03.2004 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.03.2004

5189 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Ettelbruck

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors par l'établissement public Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) à Ettelbruck.

Ce projet rentre dans le cadre du programme national pour personnes âgées qui prévoit le développement intensif tant des mesures destinées à garantir aux personnes âgées le maintien à domicile que celles favorisant la modernisation et l'augmentation de la capacité des diverses structures d'accueil pour personnes âgées. Sa réalisation permettra de répondre au besoin toujours plus pressant de structurer l'accueil des personnes âgées en raison du vieillissement de la population.

Sur le site du CHNP sera réalisé un centre réunissant sous un même toit:

1. un centre intégré pour personnes âgées destiné à prendre en charge des personnes âgées de 65 ans et plus qui sont valides c.-à-d. sans ou avec une faible dépendance. La prise en charge est conçue autour des axes suivants: autonomie, gestion d'affaires courantes, écoute empathique, divertissement, orientation en cas de besoin, remémoration. Cette structure offre également une gamme complète de thérapies gériatriques.

2. une structure de revalidation destinée à la prise en charge diurne (soit en demi-journée, soit en journée complète) de personnes de plus de 60 ans moyennement dépendantes et pour lesquelles un retour à domicile est envisagé, ainsi qu'à la revalidation stationnaire des seniors d'une durée de 3 mois environ ayant pour but le réapprentissage des activités de la vie quotidienne et partant la réintégration des seniors dans leur milieu de vie antérieur. Les services offerts dans le cadre de cette structure sont plus spécifiques et orientés vers la revalidation psycho-socio-biographique.

3. une maison de soins spécialisée dans la prise en charge de personnes de plus de 60 ans accusant une forte dépendance (personnes souffrant de troubles psychogériatriques, gérontopsychiatriques et/ou gériatriques) et nécessitant partant un encadrement spécifique que les maisons de repos et de soins classiques ne sont en principe pas à même d'offrir telles que psychothérapies, réapprentissage des activités quotidiennes. A la prise en charge psychogériatrique proprement dite s'ajoutent de nombreuses activités comme p.ex. le jardinage.

4. des espaces réservés à la prise en charge de personnes atteintes de pathologies démentielles aux stades moyen et avancé. Le concept de prise en charge repose sur le modèle de T. Kitwood et vise à satisfaire cinq besoins particuliers: Confort, Attachement, Inclusion, Occupation, Identité.

5. des services spécifiques qui proposent outre de nombreuses fonctions soignantes stricto sensu des techniques telles que la psychomotricité, la musicothérapie, la relaxation ou encore le memory training.

Le financement du projet est assuré tant par l'État que par la Ville d'Ettelbruck conformément à deux conventions datées du 1^{er} juillet 2002 et conclues d'une part, entre le maître de l'ouvrage, l'établissement public Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) et d'État, et d'autre part, entre le même établissement public et la Ville d'Ettelbruck.

Suivant ces conventions précitées, l'État participera à raison de 100% au financement des travaux de construction du centre, sauf en ce qui concerne le financement de la partie centre intégré pour personnes âgées pour laquelle une participation étatique de 80% a été retenue, la Ville d'Ettelbruck assumant les 20% restants.

En tenant compte des hausses des prix à la construction, la Commission propose un nouveau montant de la participation financière étatique qui s'élève à 34.878.828,64 euros, correspondant à la valeur

579,98 de l'indice semestriel des prix à la construction au 1^{er} octobre 2003.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 30.07.2003

Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse (Président: M. Jean-Marie Halsdorf):

15.10.2003 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

21.01.2004 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

19.02.2004 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2004

5194 - Projet de loi

portant approbation de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

L'élargissement de l'Union européenne au 1^{er} mai 2004 et l'élargissement prévisible de l'Union économique et monétaire dans quelques années entraîneront une augmentation du nombre des membres du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne. Vu qu'actuellement chaque membre du Conseil des gouverneurs y dispose d'un vote, une prise de décision deviendra par conséquent plus difficile, en particulier si l'on tient compte du fait que la zone euro élargie pourrait bien se révéler nettement plus hétérogène qu'elle ne l'est actuellement. Ceci a incité la Conférence intergouvernementale de Nice d'ouvrir la voie à une réforme des modalités de vote au sein du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

Le Conseil des gouverneurs se composant du directoire de la Banque centrale européenne et des gouverneurs des banques centrales nationales, chaque pays membre de la zone euro a donc une voix dans les décisions prises par la Banque centrale européenne.

En date du 3 février 2003, la Banque centrale européenne (BCE) a présenté sa recommandation concernant un amendement à l'article 10.2 des statuts. L'objectif ambitieux à atteindre par la BCE était de formuler une recommandation permettant aussi bien de rendre le principal organe de prise de décision de la BCE capable de fonctionner efficacement après l'élargissement éventuel de la zone euro que de respecter les limites strictes établies par la clause d'habilitation de l'article 10.6 du Traité de Nice.

La Recommandation de la BCE, adoptée à l'unanimité par le Conseil des gouverneurs, a proposé un système de rotation qui garantit à la fois une réelle efficacité des travaux au sein du Conseil des gouverneurs et une procédure

équitable, efficace et acceptable d'attribution des droits de vote aux gouverneurs des banques centrales nationales. Les six membres du directoire de la BCE devront conserver leur droit de vote permanent au sein du Conseil des gouverneurs, car leur rôle est de représenter l'ensemble de la zone euro. En outre, il est prévu que le Président de la BCE, également membre du directoire de la BCE, continuera de disposer d'une voix prépondérante en cas de partage des voix au sein du Conseil des gouverneurs.

Même si le Parlement européen a rejeté la proposition de la BCE, jugée trop complexe, le Conseil européen en a repris les grandes lignes le 21 mars 2003, et a arrêté la décision à approuver par le présent projet de loi.

Le système de rotation repose sur cinq principes fondamentaux: une voix par membre, la participation à titre personnel, la représentativité, l'automatisme / la solidité et la transparence.

A la date à laquelle le nombre des membres du Conseil des gouverneurs est supérieur à 21, les modalités de vote seront adaptées une première fois. Le nombre total de droits de vote est alors limité à 21. Les six membres du directoire conservent leur droit de vote permanent. Les 15 votes restants font l'objet du système de rotation parmi les gouverneurs des banques centrales nationales de la zone euro. Les gouverneurs sont répartis en groupes qui se distinguent par la fréquence selon laquelle leurs membres disposent du droit de vote à l'intérieur du groupe respectif. Les groupes sont formés selon un classement des États membres et des banques centrales nationales.

On distingue ensuite différentes étapes qui sont fonction du rythme de l'élargissement de la zone euro

Remarques
La Commission des Finances et du Budget tient à souligner que le système de rotation n'entrera en vigueur que lorsque quatre États membres additionnels de l'Union européenne adopteront la monnaie unique.

De même, elle exprime sa satisfaction concernant la prise en considération de l'importance du secteur financier dans le classement des États. Ce critère joue, comme l'a justement reconnu le Conseil d'État, „en faveur du Luxembourg qui devrait par conséquent se maintenir dans le second groupe, même à partir du moment où le nombre des gouverneurs sera supérieur à vingt et un.”.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 11.08.2003

Rapporteur: M. Norbert Haupt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

08.03.2004 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.03.2004

5199 - Projet de loi

relative à la titrisation et portant modification de

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu

- la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de mettre en place le cadre juridique et fiscal nécessaire au développement au Luxembourg d'un créneau financier en plein essor, celui de la titrisation. Le projet entend instituer des règles sûres et transparentes pour le marché de la titrisation afin de favoriser le recours aux techniques de titrisation par les différents intervenants sur le marché financier. Il vise à créer un cadre juridique large, n'engendrant pas de frais trop importants et n'impliquant pas de formalisme trop contraignant tout en offrant une grande sécurité juridique aux intervenants dans la titrisation sur le marché luxembourgeois.

Le projet définit tout d'abord ce qu'il faut entendre par titrisation, il trace le cadre juridique des organismes d'exploitation en fixant les obligations et conditions d'agrément des organismes agréés et les pouvoirs de surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Le projet règle la procédure de liquidation et fixe les dispositions relatives à la comptabilité et à la fiscalité de ces organismes.

Le projet examine en détail la prise en charge et de la gestion des risques et fixe les droits des investisseurs et créanciers des organismes de titrisation. Un chapitre spécial est consacré aux droits, pouvoirs et conditions d'agrément d'une nouvelle catégorie d'acteurs du secteur financier, à savoir les représentants-fiduciaires.

Finalement, le projet fixe les sanctions et prévoit les dispositions modificatives aux lois relatives à la place financière et à l'impôt sur le revenu.

Le mécanisme de la titrisation

La titrisation est un instrument financier en pleine expansion. Elle permet à une entreprise, en général un établissement de crédit, de sortir de son bilan des actifs, généralement des créances d'un même type, dont elle veut se défaire, de les apporter à un organisme de titrisation qui, en vue de financer cet apport, émet des titres qu'il place auprès d'investisseurs.

Les avantages de la titrisation

La titrisation fournit à l'entreprise cédante une source de refinancement ainsi qu'un moyen d'améliorer sa situation comptable et financière. Elle lui permet de se libérer des risques inhérents aux actifs sous-jacents, généralement des créances, en lui assurant le meilleur prix pour la cession. Si le cédant est un établissement de crédit, la titrisation lui permet d'améliorer en même temps ses ratios prudentiels.

Aux investisseurs, la titrisation offre une possibilité d'investissement diversifié, avec d'autres perspectives de rendement, de gains en valeur, mais aussi avec des risques qu'ils doivent pouvoir assumer. La valeur et le rendement de leur investissement dépendent directement des actifs transférés à l'organisme de titrisation.

D'un point de vue économique la titrisation se présente comme une transformation de créances en titres. Elle consiste en l'isolement des actifs titrisés dans un patrimoine particulier, constituant le gage exclusif des investisseurs,

qui n'est exposé à d'autres risques que ceux liés directement à la détection et au recouvrement de ces actifs. La titrisation protège l'investisseur contre tout recours du cédant même en cas de faillite de ce dernier. S'agissant de créances, le portefeuille des créances titrisées se trouve en quelque sorte revalorisé du fait de la pondération des risques inhérents aux différentes créances. L'organisme de titrisation pourra de ce fait se financer dans de meilleures conditions que n'auraient pu le faire les différents cédants individuellement pour une émission de titres ou une ouverture de crédit.

Du point de vue administratif, le projet n'impose pas à l'opération de titrisation de formalisme trop contraignant et n'engendre pas de frais excessifs. En ce qui concerne les opérations classiques de titrisation portant sur des créances, le projet offre un cadre juridique large, peu formaliste pour la cession des créances et le transfert concomitant et automatique des sûretés tout en assurant leur opposabilité vis-à-vis des tiers.

Des véhicules de titrisation

La titrisation consiste donc en deux opérations bien distinctes: l'acquisition des risques d'une part et l'émission de titres d'autre part. Le projet n'exige pas que les deux activités s'opèrent par l'intermédiaire d'un seul et même organisme. La souplesse du projet permet que les risques soient transférés à un organisme distinct de celui qui se charge d'émettre les titres, à condition de lier leurs interventions respectives.

De l'agrément et de la surveillance des organismes de titrisation

Les organismes de titrisation qui émettent en continu des valeurs mobilières doivent être agréés par la CSSF. Cette dernière doit approuver les statuts ou le règlement de gestion de l'organisme ainsi que le cas échéant sa société de gestion. Pour pouvoir être agréés, les sociétés de titrisation ou sociétés de gestion doivent apporter la preuve que les membres de leurs organes d'administration, de gestion et de surveillance ainsi que tous les actionnaires en mesure d'exercer une influence significative sur la conduite de leurs affaires présentent l'honorabilité, l'expérience et les moyens requis pour l'exercice de leurs fonctions.

Le projet confie à la CSSF un pouvoir de surveillance continu sur les organismes de titrisation en lui assurant un vaste droit d'investigation portant sur tous les éléments susceptibles d'influencer la sécurité des investisseurs. A cet effet, elle peut requérir de l'organisme de titrisation agréé, de sa société de gestion ou de l'établissement de crédit chargé de la gestion de ses avoirs toutes les informations et procéder à tout contrôle sur les lieux.

De la protection des investisseurs

Les organismes de titrisation agréés sont soumis à la surveillance de la CSSF qui approuve les statuts (société de titrisation) ou le règlement de gestion (fonds de titrisation) et agréé le cas échéant la société de gestion. La CSSF veille au respect des dispositions de la législation, du règlement de gestion, des statuts ainsi que des contrats d'émission des valeurs mobilières. Dans sa mission de surveillance, la CSSF peut demander aux organismes de titrisation agréés un état périodique de leurs actifs et passifs ainsi que de leurs résultats.

De la fiscalité

Tout comme c'est le cas pour la plupart des produits offerts sur les places financières, le succès de la titrisation dépend dans une large mesure du régime fiscal auquel elle est soumise. Le problème pour le législateur consiste alors à doter les véhicules de titrisation d'un cadre fiscal qui garantisse le succès de la commercialisation de leurs produits sans pour autant ou-

vrir la voie à une défiscalisation tous azimuts qui pourrait être considérée comme de la concurrence fiscale dommageable et qui entraînerait par ailleurs des déchets fiscaux démesurés pour le Trésor public.

C'est dans cette optique que le projet dispose

1. que les fonds de titrisation sont soumis au régime comptable et fiscal des fonds communs de placement à l'exception de la taxe d'abonnement qui n'est pas due (article 50 du projet); ce qui signifie qu'en dehors du droit d'apport, les fonds ne sont soumis à aucune autre imposition et que les distributions qu'ils effectuent se font sans retenue à la source et ne sont pas imposables dans le chef des contribuables non-résidents;

2. que le droit sur les apports des organismes de titrisation est liquidé à un droit fixe dont le montant ne peut excéder 1.250 € (article 51 du projet);

3. que la gestion des organismes de titrisation est exempte de la TVA (article 52 du projet);

4. que les sociétés de titrisation ne sont pas soumises à l'impôt sur la fortune (article 90 du projet);

5. que les titres émis par un organisme de titrisation ne peuvent pas être échangés en neutralité fiscale (article 89 alinéa a) du projet);

6. que les biens acquis par un organisme de titrisation doivent être évalués à leur valeur estimée de réalisation (article 89 alinéa b) du projet);

7. que les distributions et autres produits alloués aux investisseurs et autres créanciers des organismes de titrisation constituent des revenus de capitaux imposables dans le chef de leurs bénéficiaires (article 89 alinéa d) du projet);

8. que les organismes de titrisation sont exclus du régime d'intégration fiscale (article 89 alinéa e) du projet);

9. que seuls les engagements vis-à-vis des investisseurs et autres créanciers d'une société de titrisation correspondant à des distributions effectuées avant la fin de l'exercice d'exploitation suivant celui de la prise en charge de ces engagements sont à considérer comme dépenses d'exploitation dans le chef de la société (article 89 alinéa c) du projet).

La Chambre de Commerce et le Conseil d'État se sont prononcés en défaveur des mesures énoncées aux points 5 à 9 ci-dessus (pour plus de détails se référer au rapport de la Commission des Finances et du Budget).

5205 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 29 mars 1974 créant un centre informatique de l'État

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi du 29 mars 1974 créant un Centre informatique de l'État. D'après l'article unique le projet prévoit de laisser la nomination du directeur du Centre informatique de l'État (CIE) au choix du Gouvernement en faisant abstraction des conditions de formation et d'expérience professionnelle requises aux termes de la loi actuelle.

Le projet de loi prévoit dès lors de supprimer ces conditions et d'autoriser que le directeur du CIE soit «nommé au gré du Gouvernement». Cette disposition s'inscrit dans le cadre des mesures formulées par la déclaration gouvernementale de 1999, aux termes de laquelle le passage du secteur privé vers le secteur public devrait être facilité, «*principe qui trouve surtout sa raison d'être pour les fonctions les plus élevées de l'administration où les candidats potentiels devraient pouvoir se prévaloir d'une expérience très large (...)*».

En tenant compte de ces impératifs, les auteurs du projet de loi ont emprunté une formule consacrée pour ce genre de fonctions, entre autres par la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et des accises ou par la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Dépôt par Mme Lydie Polfer
Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 03.09.2003

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Président: M. Gusty Graas):

30.01.2004 Désignation du rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.03.2004 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
09.03.2004

5218 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Grevenmacher

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser l'État à participer à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Grevenmacher.

Le projet de construction d'un centre intégré pour personnes âgées le long de la rue des Tanneurs à Grevenmacher remplace un autre projet convenu entre l'État et la Congrégation des Sœurs Franciscaines le 30 mai 1996 et approuvé par une loi du 8 septembre 1998 qui prévoyait comme lieu d'implantation le site de l'ancienne clinique. Suite au refus du collège échevinal d'octroyer l'autorisation de construire pour des raisons tenant à l'incompatibilité d'un bâtiment d'une telle envergure avec l'environnement architectural de la vieille ville, la Congrégation a opté, en accord avec le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, pour un terrain se situant à proximité du site initialement prévu mais sis à l'extérieur des anciens remparts.

Le centre intégré comportera 107 chambres disposées sur trois étages, ainsi que sur le rez-de-jardin d'un même bâtiment. Sa vocation étant d'accueillir des personnes valides, ainsi que des pensionnaires souffrant de démence légère ou avancée, les 107 chambres envisagées sont réparties en 10 groupes reflétant les 7 stades de validité de la population hébergée pouvant aller d'un état de santé satisfaisant à une station de fin de vie. Cette répartition permet de prendre en compte, par un aménagement adapté, les besoins spécifiques de chaque stade.

Le financement du projet est pris en charge par l'État et par la Congrégation. Aux termes de la convention précitée du 21 mars 2003, approuvée par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 7 février 2003 et modifiée par un avenant du 10 décembre 2003, il est prévu que l'État participera à raison de 80% au coût des travaux, premier équipement compris, le solde étant à charge de la Congrégation.

Les dépenses engagées au titre du projet ne pourront pas dépasser le montant de 18.879.305,96.- euros. Ce montant correspond à la valeur 579,98 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} octobre 2003.

Le Conseil d'État recommande de remplacer le montant de la participation de l'État prévu dans le texte gouvernemental par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi. La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse partage cette recommandation de la Haute Corporation et a modifié le texte de l'article 2 en conséquence.

Le Conseil d'État attire encore l'attention sur une difficulté éventuelle qui pourrait résulter de l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans la mesure où le projet ne serait pas réalisé dans les délais légaux prévus. Il propose de prévoir dans le projet de loi sous avis une dérogation à la disposition légale précitée. La Commission parlementaire a suivi cette recommandation.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 09.10.2003

Rapporteuse:
Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse (Président: M. Jean-Marie Halsdorf):

12.02.2004 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

11.03.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
17.03.2004

5219 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Luxembourg

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser l'État à participer à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Luxembourg.

Au cours des dernières années, les structures se sont progressivement diversifiées afin de mieux considérer les besoins et les aspirations spécifiques des différentes catégories d'usagers. Ainsi, le projet de construction du centre intégré pour personnes âgées à Luxembourg Ville tient compte des volets démence et revalidation. Il permet, grâce à la panoplie des services offerts, l'accueil de personnes âgées quel que soit leur état de dépendance.

La construction du centre intégré est prévue sur l'emplacement de l'ancienne clinique Sacré-Cœur dont les fonctions ont été transférées vers le nouvel Hôpital du Kirchberg.

Le centre intégré projeté comporte 119 chambres dont 8 (4 x 2) communicantes. Les chambres qui occupent les 5 étages du bâtiment sont réparties en 5 unités de vie.

Le financement du projet est pris en charge par l'État et par la Congrégation. Aux termes de la convention précitée du 21 mars 2003, approuvée par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 7 février 2003 et modifiée par un avenant du 10 décembre 2003, il est prévu que l'État participera à raison de 80% au coût des travaux, premier équipement compris, le solde étant à charge de la Congrégation.

Les dépenses engagées au titre du projet ne pourront pas dépasser le montant de 20.996.609,95.- euros. Ce montant correspond à la valeur 579,98 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} octobre 2003.

Dans son avis, le Conseil d'État recommande de remplacer le montant de la participation de l'État prévu dans le texte gouvernemental par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi. La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse partage cette recommandation et a modifié l'article 2 en conséquence.

Le Conseil d'État attire encore l'attention sur une difficulté éventuelle qui pourrait résulter de l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans la mesure où le projet ne serait pas réalisé dans les délais légaux prévus. Il propose de prévoir dans le projet de loi sous avis une dérogation à la disposition légale précitée. La Commission parlementaire a suivi cette recommandation et ajouté un nouvel article 4 allant dans ce sens.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 09.10.2003

Rapporteuse:
Mme Ferny Nicklaus-Faber

Travaux de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse (Président: M. Jean-Marie Halsdorf):

12.02.2004 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

11.03.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
17.03.2004

5220 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction

d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Luxembourg

Le projet sous examen est prévu sur le site de la clinique Ste Elisabeth dont les services ont déménagé à la fin du mois de juillet 2003 vers le nouvel Hôpital du Kirchberg. Les travaux de construction du nouveau centre seront donc précédés de la démolition des bâtiments existants. Le terrain en question est classé par le plan général d'aménagement en zone «terrains réservés aux constructions hospitalières». Il bénéficie d'ailleurs d'une situation privilégiée au centre avec en bordure le parc de la ville.

Le centre envisagé, grâce à la panoplie de services offerts, pourra accueillir les personnes âgées quelque soit leur état de dépendance. Il est bien évident que le concept de prise en charge des pensionnaires dicte le cadre architectural.

Le projet précité comporte un programme de 115 lits qui se répartissent en 97 chambres à 1 lit et 9 chambres à 2 lits occupant les quatre premiers étages auquel viennent s'ajouter 7 appartements encadrés à une chambre, situés au cinquième niveau.

En ce qui concerne le financement, la convention prévoit que l'État participera à raison de 80% au coût des travaux, premier équipement compris, le solde étant à la charge de la Congrégation.

Dans son avis du 10 février 2004, le Conseil d'État recommande de remplacer le montant de la participation de l'État prévu dans le texte gouvernemental par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi. La Commission parlementaire propose dès lors le nouveau montant de 20.290.838,09 euros à la valeur 579,98 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} octobre 2003.

Le Conseil d'État attire encore l'attention sur une difficulté éventuelle qui pourrait résulter de l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans la mesure où le projet ne serait pas réalisé dans les délais légaux prévus. Il propose de prévoir dans le projet de loi sous avis une dérogation à la disposition légale précitée. La Commission parlementaire a suivi cette recommandation et ajouté un nouvel article 4 allant dans ce sens.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 09.10.2003

Rapporteur:
M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse (Président: M. Jean-Marie Halsdorf):

12.02.2004 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

19.02.2004 Suite des travaux

02.03.2004 Désignation d'un rapporteur

11.03.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
17.03.2004

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 02.09.2003

Rapporteur:
M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

02.02.2004 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

09.02.2004 Echange de vues avec le Ministère des Finances et l'Administration des Contributions directes

19.02.2004 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
09.03.2004

Ordre du jour

1. Communications
2. Mission de la Commission spéciale „Immigration“
3. Déclaration de recevabilité
4. Retrait du rôle de quatre propositions de loi
5. Ordre du jour
6. Dépôt d'une proposition de loi
7. Ordre du jour (suite)
8. Heure de questions au Gouvernement
 - Question N° 366 du 9 mars 2004 de Monsieur le Député Norbert Hauptert concernant l'extension du réseau routier dans le Sud du Luxembourg et les documents y relatifs publiés sur le site de l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée à Madame la Ministre des Travaux publics
 - Question N° 367 du 9 mars 2004 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant le subventionnement des communes, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur
 - Question N° 368 du 9 mars 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar concernant la reconnaissance mutuelle des avertissements taxés et des procès-verbaux dressés en matière d'infractions au Code de la route, adressée à Monsieur le Ministre de la Justice
 - Question N° 369 du 9 mars 2004 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes concernant la modification projetée du régime des congés de maladie des ouvriers, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
9. Question avec débat N° 38 de M. Alex Bodry relative à l'exécution des engagements du Protocole de Kyoto
10. 5104 - Projet de loi relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne
(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale)
11. 5199 - Projet de loi relative à la titrisation et portant modification de
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier
 - la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires
 - la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu
 - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune
 - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale)*
12. 5194 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
13. 5104 - Projet de loi relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne (suite)
(Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
14. 5199 - Projet de loi relative à la titrisation et portant modification de
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier
 - la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires
 - la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu
 - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (suite)

(Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

15. 5205 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 mars 1974 créant un centre informatique de l'État

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Erna Hennicot-Schoepges, MM. Michel Wolter, Luc Frieden et Carlo Wagner, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Da wollt ech lech folgend Kommunikatioun maachen.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 20 février 2004, la proposition de loi N° 5304 portant réforme de l'autorité parentale et instaurant la permanence du couple parental.

A la demande du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, a déposé, en date du 27 février 2004, le projet de règlement grand-ducal N° 5305 concernant la participation du Luxembourg à la Mission de police de l'Union européenne dans l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM).

Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, a déposé en date du 5 mars le projet de loi N° 5306 modifiant la loi du 4 juin 1981 concernant l'assistance administrative entre les États membres de la Communauté économique européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

Monsieur Henri Grethen, Ministre de l'Économie, a déposé en date du 9 mars 2004 le projet de loi N° 5307 relative à la sécurité générale des produits.

Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a déposé le même jour le projet de loi N° 5308 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003.

3) En date du 19 février 2004 s'est déroulée à Dublin une réunion des Présidents des Commissions spécialisées en affaires communautaires et européennes des Parlements nationaux des États membres de l'Union européenne, des pays adhérents, des pays candidats et du Parlement européen.

La Chambre des Députés a été représentée par M. Ben Fayot, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés et membre de la délégation luxembourgeoise de la COSAC.

Les parlementaires ont procédé à un échange de vues avec M. Dick Roche, Ministre d'État irlandais des Affaires européennes sur la manière de rapprocher les citoyens de l'Europe. Suite à une initiative luxembourgeoise, les parlementaires ont lancé un appel à la Conférence intergouvernementale à finaliser la future Constitution européenne avant les élections européennes au mois de juin. Les représentants parlementaires ont par ailleurs évoqué le rôle de la Cour des comptes européenne.

La réunion était suivie d'une réunion du groupe de travail chargé d'analyser entre autres le rôle des assemblées régionales législatives dans le cadre de la COSAC.

4) La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (AP-OSCE) a eu lieu à Vienne les 19 et 20 février 2004. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, ainsi que par MM. les députés Alexandre Krieps, Fred Sunnen et Georges Wohlfart, membres de la délégation.

En sa qualité de président de la délégation, M. Jean Spautz a participé à la réunion du Comité permanent qui, en premier lieu, a entendu un discours de M. Bruce George, président de l'AP-OSCE. M. Bruce George a mis l'accent sur la nécessité de renforcer la coopération entre l'AP-OSCE et les structures gouvernementales de l'OSCE. Le président a encore souligné le droit de l'AP-OSCE d'exprimer ses propres vues et de faire valoir ses idées auprès des instances gouvernementales de l'OSCE, ceci dans un esprit de légitimité démocratique de l'OSCE.

Après avoir procédé à une discussion des résultats de la réunion du Conseil ministériel de l'OSCE tenue en décembre 2003 à Maastricht, le Comité permanent a évoqué différents points administratifs, dont notamment le rapport financier et le rapport du secrétaire général ainsi que diverses modifications du Règlement.

Le Comité permanent a également discuté différents rapports concernant l'observation d'élections, dont notamment celui relatif aux élections parlementaires du 7 décembre 2003 en Russie. Ensuite le Comité permanent a entendu divers rapports de missions ad hoc, parmi lesquels il y a lieu de mentionner ceux critiquant l'absence de progrès de la situation politique en Moldavie et en Biélorussie.

Au cours d'une réunion conjointe des trois commissions générales, les parlementaires ont d'abord entendu une allocution de bienvenue du président du Nationalrat d'Autriche Dr Andreas Khol qui a relevé que la session d'hiver constitue un instrument favorisant le dialogue et la coopération entre les structures gouvernementales et parlementaires de l'OSCE.

Le président en exercice de l'OSCE, le ministre bulgare des Affaires étrangères M. Solomon Passy, a exposé dans son intervention les points forts du programme de la présidence bulgare. Le prési-

dent en exercice a en particulier exprimé l'avis qu'à long terme l'efficacité, voire la survie de l'OSCE, ne pourra être garantie qu'au prix de l'abandon, selon des modalités à déterminer, de la règle du consensus qui aujourd'hui trop souvent entrave les processus décisionnels au sein de l'OSCE.

Au cours de cette session conjointe, le neuvième prix de l'OSCE pour le Journalisme et la Démocratie a été remis au Comité pour la protection des journalistes, représenté par sa directrice Ann Cooper.

Dans le cadre de réunions séparées des trois commissions générales, les rapporteurs ont présenté leurs avant-projets de rapport en vue de la session annuelle début juillet à Edimbourg qui sera placé sous le thème „Coopération et Partenariat: Faire face aux nouvelles menaces de sécurité“.

MM. Jean Spautz et Alexandre Krieps ont participé aux travaux de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Au cours de cette réunion, les parlementaires ont notamment entendu un exposé du directeur de l'OSCE-ODIHR M. Christian Strohal. L'orateur a souligné que les missions d'observation d'élections ne doivent pas se limiter aux opérations électorales proprement dites, mais qu'il est primordial d'assurer également le suivi et la mise en pratique des recommandations formulées par ces missions.

A l'ordre du jour de la réunion de la Commission des Affaires économiques, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, à laquelle a assisté M. Fred Sunnen, figuraient les interventions de plusieurs hauts responsables de l'OSCE dans les domaines économique et environnemental.

La Commission de la Démocratie et des Droits de l'Homme, à la réunion de laquelle a participé M. Georges Wohlfart, a eu un large échange de vues sur un exposé du Haut-Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales M. Rolf Ekeus qui a analysé les activités de l'OSCE en vue de la protection des droits des minorités dans les pays de l'Asie centrale. Dans ce même exposé s'intervenant a encore décrit la situation des minorités russophones dans les pays baltes, en soulignant le rôle de l'éducation comme facteur d'intégration.

A noter finalement qu'en marge de la session d'hiver, le Président de la Chambre des Députés M. Jean Spautz a eu un entretien sur des questions politiques et parlementaires d'actualité avec le Président du Nationalrat d'Autriche M. Andreas Khol.

5) Par lettre du 24 février 2004, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 28 au 29 janvier 2004:

- résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, du traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture;

- résolution sur le programme de la présidence irlandaise du Conseil et sur la Constitution européenne.

2. Mission de la Commission spéciale „Immigration“

Den 12. Februar gouf an der Chamber eng Orientéierungsdebat iwwert d'Immigratioun ofgehalen. Esou wéi den Artikel 17 (2) vum Chamberglement et virgesäit hält d'Missioun vun der Spezialkommissioun „Immigration“

mam Dépôt vun hirem Rapport op, virausgesat, dass d'Chamber domadder averstanen ass.

Dofir wëll ech d'Chamber froen, ob se d'accord ass mat der Opléisung vun där Spezialkommissioun?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Déclaration de recevabilité

Esou wéi den Artikel 57 (1) vum Chamberreglement et virgesäit, huet d'Präsidentekonferenz an hirer Sitzung vum 1. März virgeschloen, datt folgend Propositions de loi fir recevabel erkläert ginn:

1. D'Proposition de loi 5302 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert d'Prozedur bei der Asylufro;

2. D'Proposition de loi 5304 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert d'Autorité parentale.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Retrait du rôle de quatre propositions de loi

An darselwechter Réunioun huet d'Präsidentekonferenz sech och mam Virschlag vun der LSAP-Fraktion averstanen erkläert, fir véier Propositions de loi vum Rôle ze sträichen.

Dat sinn:

a) d'Proposition de loi 3696 vum Här Robert Angel iwwert d'Vepackungscontainer;

b) d'Proposition de loi 4022 vum Här Marc Zanussi iwwert de Schutz vun der Flora;

c) d'Proposition de loi 4297 vum Här Mars Di Bartolomeo iwwert d'Verkéiersreglement;

d) d'Proposition de loi 4744 vum Här Ben Fayot, déi d'Schafung vun enger Commission d'étude virgesäit iwwert d'Enteegnunge während der Nazi-Zäit.

Ass d'Chamber och domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Ordre du jour

Wat eis parlamentaresch Aarbechte vun dëser Woch ubelaangt gëtt Folgendes virgeschloen: D'Chamber siégéiert haut de Mëtteg a muer de Mëtteg um hallwer dräi. Iwwermuer en Donneschdeg ass keng Sitzung.

Haut de Mëtteg hu mer:

1) Eng Froestonn un d'Regierung;

2) d'Question avec débat N° 38 vum Här Alex Bodry iwwert de Protokoll vu Kyoto;

3) de Projet de loi 5104 iwwert den europäeschen Haftbefehl;

4) de Projet de loi 5199 iwwert d'Titrisatioun;

5) de Projet de loi 5194 iwwert d'Banque Centrale Européenne a

6) de Projet de loi 5205 iwwert de Centre Informatique.

Den Ordre du jour gëtt evakuéiert, och wann d'Sitzung no siwen Auer muss verlängert ginn.

Muer um hallwer dräi hu mer d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Chancéglaichheet tëschent Mann a Fra, an dat nom Modell 2.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Paul Helminger freet d'Wuert.

6. Dépôt d'une proposition de loi

M. Paul Helminger (DP).- Här President, ech wollt eng Proposition de loi déposéieren, déi zum Zweck huet fir d'Gesetz vum 25. Februar 1979, esou wéi et schon eng Kéier ofgeännert ginn ass, duerch d'Gesetz vum 20. Abrëll 1998 iwwert d'Aide au logement ze modifiéieren, fir verschidden Ongerechtegkeeten, déi sech bei der praktescher Applikatioun vun deem Gesetz erweisen hunn, auszebigelen.

- Proposition de loi 5309 modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

M. le Président.- D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun enger Proposition de loi duerch den Här Paul Helminger a si gëtt un déi zoustänneg Kommissioun respektiv un de Conseil d'État weidergeleet.

Den Här Greisen freet nach d'Wuert zum Ordre du jour.

7. Ordre du jour (suite)

M. Fernand Greisen (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mer d'Wuert gefrot zum Ordre du jour. Et geet em eng Question parlementaire, déi ech gestallt hunn, schonn den 9. Dezember 2003, an zwar en dräi Ministären, well dee Fall e bësse méi komplizéiert ass: un d'Travaux publics, un den Intérieur an un den Tresor a Budget.

Den 9. Januar hunn ech d'Antwort kritt vum Ministère de l'Intérieur, dee sech dann do net kompetent fillt. Den 9. Februar kréien ech vun den Travaux publics d'Antwort, déi soen, si hätten do näischt ze soen, an elo de 16. Februar seet den Här Minister Biltgen mer, déi Fro kënn ech hei am Parlament stellen, wa bis dohinner nach keng Antwort komm wier. Bis haut de Moien ass nach keng Antwort erakomm, an dofir géif ech d'Chamber bieden, dass ech déi Fro kënn herno um Schloss vun der Froestonn stellen. A mengen Aen ass et eng dréngend Fro, well an der Tëschenzäit ebe weiderhin do geschaff gëtt.

Ech soen lech merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Wann de Minister hei ass kënn e jo drop äntwerten. Ech hunn dat esou verstanen.

Den Här Rippinger freet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, ech weess net, ob ech dat richtig verstanen hunn, mä wéi et schéngt hunn dräi Ministere sech als net zoustänneg erkläert. Mä da war d'Fro schlecht gestallt, well soss war se net un dräi Ministere gaangen. Ech géing proposéieren, mir géingen dat do te renvoyéieren an d'Conférence des Présidents, an da géif se direkt...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- De Minister ass jo net hei!

M. Fernand Greisen (ADR).- Also, et deet mer Leed, et ass ganz kloer ervirgaangen aus deem wat ech virdru gesot hunn, dass dat de Minister vum Tresor a Budget ass. Wann dat deen Eenzegten ass, deen nach do kompetent ass vun deenen dräi, déi ech genannt hunn, da wär ech frou wann dee kënn dorobber äntworten. En plus, fir et an d'Conférence des Présidents ze ginn, ech hunn hei e Bréif leie vum Minister Biltgen, wou gesot gëtt, dass et hei kënn haut zur Sprooch kommen.

M. le Président.- Ech gesi keng Schwieeregkeet wann de Minister do ass, dass Dir Är Fro da kënn stellen.

Mir kommen elo zur Fro 366 vum Här Norbert Hauptert un d'Bauteminiestesch, iwwert den Ausbau vun eise Stroossenetz am Süde vum Land.

D'Wuert huet den Här Norbert Hauptert.

8. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 366 du 9 mars 2004 de Monsieur le Député Norbert Hauptert concernant l'extension du réseau routier dans le Sud du Luxembourg et les documents y relatifs publiés sur le site de l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée à Madame la Ministre des Travaux publics

M. Norbert Hauptert (CSV).- Merci, Här President. Madame Minister, et gëtt eng Rei Biergerinitiativen, déi sech ëmmer erëm Suerge maachen iwwert d'Trasse vun engem eventuellen Ausbau vun eise Stroossenetz, an dat besonnesch am Süde vun eise Land, a besonnesch wat d'Collectrice du Sud ubelaangt, andeems se sech op sou genannt offiziell Projekte baséieren, déi se op engem Internetsite erëmfannen.

An deem Kontext wollt ech wäsen:

1) Wéi offiziell sinn déi Pläng, déi een um Internetsite vun de Ponts et Chaussées fénn?

2) Ob den Ausbau vun der Collectrice du Sud am Kader vun der IVL-Etüd virgesinn ass?

3) Fir den Enkpass vum Verdeeler Lankels op der Collectrice du Sud ze behiewen, ass do de Bypass noutwendeg, deen de Quartier vun der Monnercher Kopp géing an zwee splécken? Oder kann een deen Enkpass och behiewen, andeem dass een eng aner Alternativ dozou géif fannen?

M. le Président.- D'Madame Bauteminiestesch Erna Hennicot-Schoepges huet d'Wuert.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics.- Här President, ech si frou, datt den Här Hauptert mer d'Geleeënheet gëtt, fir nach eng Kéier ze répétéieren,...

(Interruption)

Jo, ganz richtig.

Wann eng Biergerinitiativ an d'Welt setzt, do wär jo awer um Internetsite vun de Ponts et Chaussées déi Strooss agezeechent vun där ech gesot hätt, si wär nach net decidéiert, dann hätt de Minister d'Wourecht net gesot, dat gëtt mer hei d'Geleeënheet fir ze soen, datt all déi Pläng, déi um Internetsite: www.route2020.lu stinn, een Deel si vun deem Strategiepabeier vu Ponts et Chaussées.

Dee Pabeier vun de Ponts et Chaussées, als Strategiepabeier dokumentéiert - neierdings op deem Internetsite ganz kloer markéiert -, ass en Aarbechtsdokument vun der Stroossebauverwaltung an déi offiziell Position vun der Regierung ass a bleift den IVL. Den Aarbechtspabeier vu Ponts et Chaussées ass vun der Regierung net festgehalten als Décisioun, dat ass een Aarbechtsdokument an nach wie vor wäert d'Regierung an der Démarche vun IVL, wou d'Ministären alleguerten zesummeschaffen, bleiwen.

An deem IVL besti fir de Süden zwee Szenarien:

- En Szenario IVL 1, deen d'Liaison mat Sélange an de Bypass Monnerch émfasst.

- De Verkéiersszenario IVL 2, dee vum Grupp vum IVL recommandéiert gëtt, an dee proposéiert op de Bau vun deenen zwou Stroossen ze verzichten, Bau, dee jo d'Collectrice du Sud an eng international Autobunn géif transforméieren.

Wat den Émbau vum Lankelser Échangeur ugeet, do ass geduecht, datt ee Giratoire awer net a Verbindung ze setzen ass mat der Transformatioun vun der Collectrice du Sud an eng international Autobunn, mä datt een dat éischer an de Kontext muss setze mat der Verbindung mat Micheville. Dës Verbindung dat wier souzeseen d'Verlängerung ënnert der Form vun enger Expressstrooss vun der heiteger Autobunn A4 a Richtung Frankräich mat Uschloss un déi franséisch N30. Dës nei Strooss géif dann och d'Friché vu Belval an d'Jonctioun mat der loothréngescher Nordregioun uschléissen. Do sinn awer nach Verhandlung mat de Fransosen ze féieren. Dës Lösung ass an där Proposition vun IVL virgesinn als Basisfall +, wou als Erklärung an deem Dokument - wat Der deemächst hei wäert vum Minister Wolter virgestallt kréien - derbäistee, datt och do nach keng politesch Décisioun gefall ass.

M. le Président.- Mir kommen zur Fro 367 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Innenminister iwwert d'Subventionéierung vun de Gemengen. D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

- Question N° 367 du 9 mars 2004 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant le subventionnement des communes, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2001, 2002 an 2003 huet de Premierminister jee weils bei der Erklärung zur Lag vun der Nation ugekënnegt, dass déi Gemengen, déi bereet sinn ze wuessen, méi staark vum Stat géife gehollef kréien, ënner anerem beim Subventionnement vun de Schoulgebaier.

Mir hunn eis dofir 2003 gefreet, wéi den Innenminister eis matgedeelt huet, dass an Zukunft d'Schoulgebaier géife méi staark vum Stat subventionéiert ginn. Dat war sensibel. Et ass geschwat ginn, dass d'Subsiden un d'Gemengen ëm 25% géifen erhéicht ginn. An anere Wieder, wann eng Gemeng bis elo 10% kritt huet, géif se an Zukunft 35% kréie fir d'Ennerstëtzung vum Bau vun neie Schoulen.

Mir hunn dat gegleeft, well den Innenminister net gewinnt ass an deenen dote Saachen ze flunkeren a mir waren dofir net schlecht erstaunt, dass mer virun e puer Woche gewuer gi sinn, dass dat net esou ass, dass zwar den Innenministère Engagementer iwwerholl huet bei 17 Gemengen, fir déi dote Tauxen ze applizéieren an déi 17 Gemengen deen Taux och retroaktiv op 2002 kréien, mä dass awer de Budgetminister am Rahme vun den Diskussiounen vum Budget 2004 zesumme mat der Finanzinspektioun gesot huet: Esou geet dat net. An anere Wieder, et sinn Engagementer erausgaange fir 17 Gemengen no deem neie System an déi aner Gemenge profitéiere weder 2002, nach 2003, nach 2004 vun deem majoréierten Tarif, well ee Veto vun der Finanzinspektioun komm ass. Deux poids, deux mesures!

Meng Fro: Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir dass déi Engagementer, déi vis-à-vis vun de Gemenge geholl gi sinn, honoréiert ginn. Wéi gesot, dat hei ass keng Spekulation vu mir, et ass d'Resultat vun der Antwort, déi ech kritt hunn op eng Question parlementaire, wou den Innenminister mer gesot huet, dass dat eben domm

gaange wär, mä dass dat awer net ze ännere wär, bis dass d'Finanzinspektioun hire Veto ophieft, respektiv de Budgetminister bereet ass, dat, wat den Innenminister ugekënnegt huet, och esou ze applizéieren.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.- Dir Dammen an Dir Hären, ech géif dem Här Di Bartolomeo nach eng Kéier dat äntwere wat ech him schonn an der schréfflecher Question parlementaire iwwert deesewechte Sujet geäntwert hunn, déi hien den 18. Dezember vum leschte Joer gestallt huet.

Et ass effektiv esou, dass den Innenminister, nodeem en d'Finanzsituatioun vun de Gemengen analyséiert huet, zur Konkusioun komm ass, dass de Bau vu Schoulen ee vun deene wesentleche Budgetposten ass, déi d'Gemenge musse bestreiden an deen à tel point eng Incidence op d'Gemegefinanzen huet, dass an Zäite wou d'Gemegefinanze vläicht risquéieren net méi esou weider ze wuessen, wéi dat an de leschte Jore geschitt ass, een iwwer en neie Modus vu Financement vun de Gemenge beim Bau vun Zentralschoulen, awer och beim normale Bau vu Schoulen intervenéiert. Dat d'autant plus dass eng Rei vu Buergermeeschteren, a mengen Aen zu Recht, och den Här Bettendorf, zu där Zäit wou en nach Buergermeeschter war zu Bartreng, drop higewisen hunn, dass och sou genannt méi finanzkräfteg Gemengen onni iergendwellech Hëllef vum Stat beim Bau vu Schoulen ganz schwéier iwwert d'Ronne géife kommen.

Ech hunn doropshin effektiv gemengt, dass een déi Tauxen, déi am Fong haut bei 50% leie beim Bau vun den Zentralschoulen, wat haupsächlech e Kredit ass un déi finanzschwaach Gemengen, respektiv deen haut tëschent 0 a 40% läit en fonction vun der Capacité financière vun de Gemenge beim Bau vun deenen anere Schoulen, dass een deen op 75%, respektiv op eng Fourchette vu 25 bis 65% géif erhéien, fir sécherzestellen, dass am Fong eng Gemeng an Zukunft, wa se eng Schoul baut, op d'mannst en Taux d'intervention vu 25% vum Stat kritt, egal a wat fir enger finanzieller Situatioun d'Gemeng ass. Dat fir ze dokumentéieren, dass de Stat bereet ass alleguerten d'Gemenge bei deem dote Effort ze ënnerstëtzen.

Elo ass et effektiv esou, dass am Kader vun den Diskussiounen iwwert de Budget vun dësem Joer, also vum Joer 2004, an zwar ass dat eng Décisioun, déi d'Regierung kollektiv geholl huet, well de Budget vun der Regierung jo kollektiv och an de Processus geet, datt selbstverständlech opgrond vun enger Rei vun Diskussiounen, d'Regierung der Meinung war, dass een des Regelung fir d'Joer 2004 nach net sollt spille loosse.

Doropshin hunn ech dem Här Di Bartolomeo schonn am Dezember geäntwert op seng Fro, dass déiselwecht Fro do dann nach eng Kéier beim Budget vum Joer 2005 wäert kommen. Ech halen et do mam Här Wagner, dee mol eng Kéier viru Joren hei gesot huet, dass wann ee sech och déi éische Kéier vläicht am Conseil de Gouvernement nach net konnt duerchsetzen, een dat dann an enger nächster Kéier kann nohuelen. Toujours est-il, dass effektiv den Innenminister sech par rapport zu 17 Gemengen an déi Richtung schon engagéiert huet. Dat Engagement steet.

Et ass um Innenminister, selbstverständlech en absence vun enger definitiver Décisioun vun der Regierung, an déi Richtung mat deene Crédits budgétaires, déi hien zur Verfügung kritt vun der Regierung, fir op deene Posten dann ze agéieren, fir ze kucken, dass en d'Verdeelung tëschent de Gemen-

ge ka maachen. Dat Engagement steet.

Perséinlech ginn ech dovunner aus, dass mer am Kader vun der Diskussioun iwwert de Budget vum Joer 2005, déi ech nawell ganz gäre géif och am Zesummenhang mat méi enger genereller Diskussioun iwwert d'Zukunft vun de Gemegefinanze géif gesinn, dass mir do zu enger Konkusioun kommen, déi an d'Richtung vun deem geet, wouvun den Innenminister nach wie vor iwwerzeegt dovun ass, dass et am Intérêt vun de Gemengen ass, an dass et och eng Noutwendegkeet ass, wa mir gären à long terme d'Finanzkapassitéit vun eise Gemenge wellen erhalen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Et kann dach net sinn, Här President, dass d'Gemenge verschidde behandelt ginn! Dat ass dach onméiglech! 17 Gemengen hunn en Engagement an déi aner ginn aneschtlers behandelt. Wéi ass et da mam Gläichheitsprinzip? Dat gétt et dach net!

(Interruptions)

M. le Président. - Da komme mer elo zur Fro 368 vun Här Laurent Mosar un de Justizminister iwwert déi géigesäiteg Unerkennung vun de Protokollen bei Verstéiss géint de Code de la route. D'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

- Question N° 368 du 9 mars 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar concernant la reconnaissance mutuelle des avertissements taxés et des procès-verbaux dressés en matière d'infractions au Code de la route, adressée à Monsieur le Ministre de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten an e puer Minuten de Projet de loi iwwert den europäeschen Haftbefehl diskutieren, deen eng géigesäiteg Unerkennung vu Justizdécisionen tëschent deenen eenzelnen EU-Memberlänner virgesäit. De Prinzip vun der géigesäiteger Unerkennung stellt sech awer och am Beräich vun deene verschiddene Strofdote géint de Code de la route. An de leschten Deeg war an der geschriwwener Press ze liesen, dass et géif heimat e Problem ginn, wat d'Unerkennung notament vu Protokollen ugeet, déi dresséiert gi si souwuel par rapport zu der Belsch wéi par rapport zu Frankräich. An deem Kontext géif ech wëlle verschidde Froen un de Justizminister stellen:

1) Wéi steet et mat der allgemenger Unerkennung vu Strofdote géint de Code de la route, déi um Territoire vun engem EU-Land begaange gi sinn, duerch dat Land, aus deem dee Bierger kennt, deen des Strofdote begaangen huet?

2) Gi Protokollen, déi géint EU-Bierger hei zu Lëtzebuerg erstallt ginn, wéi zum Beispill géint d'falscht Parken, unerkant vun eisen Nopeschlänner, a kënnen domadden also och géint déi Automobilisten exekutiert ginn?

3) Wéi gesäit et hei mam Bénéfice de réciprocité aus, an deem Sënn, dass Strofdote vu lëtzebuergeschen Automobilisten, déi am EU-Ausland begaange ginn, och hei kënnen poursuivéiert an exekutiert ginn, a wat ass eventuell och do den Impact op d'Funkenzuel vun deene jeeweilige Führerschäiner?

4) Ginn déi schwéier Verstéiss géint de Code de la route, déi zum Beispill zu Accidenter mat Kierperschued respektiv dem Doud vun aneren Automobiliste féieren, och am Schengener Informatiounssystem gespeichert?

M. le Président. - D'Wuert huet de Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, den honorabelen Här Mosar stellt hei eng ganz Rei technesch Froen, ech ka

se nëmmen am Kader vun deser Debat generell beäntweren.

Generell ass et esou, dass hei déi normal Regele vun der Entraide judiciaire spillen. Dat heescht, dass déi kleng Vergehen, déi am Code de la route am Ausland gemaach ginn, zu Lëtzebuerg net agezu ginn. Dat heescht, wann een a Frankräich, well en ze schnell gefuer ass, e Protokoll kritt, da ginn d'Lëtzebuerg Autoritéiten net dee Protokoll exekutieren. Se deelen awer op Grond vun de generelle Regele vun der Entraide judiciaire an deem Beispill Frankräich mat, wien de Propriétaire vun deem Auto ass, deen déi Infraction begaangen huet.

Wat awer elo nei gétt, an dat ass eppes, wou als Lëtzebuerg mir matgeschafft hunn, dat ass, dass mer eis politesch ënnert deene 15 Justizministere eens gi sinn, fir eng Reconnaissance mutuelle vun den Amendes-pécuniaires ze maachen. Dat geet iwwert de Code de la route eraus, mä do fällt och de Code de la route dran. Deen Accord politique hu mer um leschte JAI-Conseil gemaach. Ech mengen, dat war am November d'lescht Joer. Deen Text ass amgaange finaliséiert ze ginn. Mir ginn dovun aus, dass deen Text kann am Laf vum Joer 2004 ugeholl ginn, wou da géng een deem anere seng Protokollen an dann och dee Volet financier exekutieren. Dat ass mengem Wëssen no bis haut net de Fall, well mir eben dat néidegt juristescht Instrument an deem Kontext net hunn.

Grundsätzlech spillen haut, an dat hängk dann ebe vun der Gravitéit vun der Infraction of, déi normal Regele vun der Entraide judiciaire. Wann also een eng schlëmm Infraction am Stroosseverkéier am Ausland mécht, da poursuivéiert och dat Land no deene Regele. Dat ass net de Fall zum Beispill bei engem Protokoll wéinst falsch Parken. Do ass et esou, dass dat Land, wat ufreet, och net déi ganz Machinerie en oeuvre setzt, déi awer bei anere Vergehe géint de Code de la route wéi zum Beispill engem Autosaccident da scho regelméisseg a Kraaft gesat ginn.

Merci.

M. le Président. - Mir kommen elo zur Fro 369 vun Här Jacques-Yves Henckes un den Här Gesondheitsminister iwwert de Krankenurlaub bei den Aarbechter. D'Wuert huet den Här Jacques-Yves Henckes.

- Question N° 369 du 9 mars 2004 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes concernant la modification projetée du régime des congés de maladie des ouvriers, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, bei der Tripartite, wou de Renteklau décidéiert gouf, ass och festgehale ginn, dass géng eng Etüd gemaach ginn iwwert d'Machbarkeet, fir de Congé de maladie vun den Aarbechter op den Niveau ze setzen vun dem Congé de maladie fir d'Privatbeamten. Dat huet relativ vill Oprou bruecht, souwuel an de Kreesser vun Commerce wéi vun Handwierk, mä och an de Kreesser vun Salarat. Ech wollt wëssen, wéi wäit déi Machbarkeetsetüd elo ass an ob se scho fäerdeg ass. Wa se fäerdeg ass, wat sinn dann d'Konklusiounen?

An déi zweet Fro ass, ob d'Regierung nach wëllt an deser Legislatur gesetzlech Moosname virhuelen, fir déi Moosnamen, déi eventuell décidéiert ginn, nach duerchzesetzen? Ech huelen un, dass et héchstwahrscheinlech - an dat ass eng subsidiäresch Fro, déi ech nach wollt dobäisetzen - muss iwwert de Wee vun enger Gesetzesännerung goen. Dat war eng aner Fro, déi ech wollt vun Iech beäntwert kréien.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Gesondheits- a Sozialminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Réunioun vum Comité de coordination tripartite am November hu mer effectivement doriwuer geschwat, wat d'Konsequenze wäere vun enger eventueller Uniformisatioun vun deene verschiddene Systemer vun dem Zréckbezuere vun de Congéde-maladien am Secteur privé, dat heescht fir d'Salariéen alleguerten, souwuel fir d'Employé-privé wéi och fir d'Ouvrieren.

Et ass absolut keng Décisioun geholl ginn. Mir hunn eis beispillsweis an en Szenario gesat, vu dass déi zwee Systemer jo komplett verschidde sinn: Wéi wär et, wa mir géingen uniformiséieren a beispillsweis soen, dass d'Patronat géif souwuel fir d'Ouvriere wéi och fir d'Employé-privé déi eischt sechs Woche vum Congé de maladie iwwerhuelen? Dat hätt zwou Konsequenzen en gros fir sech. Selbstverständlech géif den Taux d'équilibre bei de Cotisatiounen, wat d'Ouvrieren ubelaangt, staark erofgoen, dee bei den Employé-privé géif an d'Luucht goen.

Déi ganz Saach soll awer och neutral sinn an hire Konsequenzen, wat d'ekonomesch Considératiounen ubelaangt. Wéi gesot, mir si just um Stade vun esou enger Etüd. An där Etüd ass och e sou genannte Comité d'accompagnement mat dobäi, dee besteet aus de Partenaire-sociaux, dat heescht souwuel d'Syndikater wéi och de Patronat. Souwäit ech weess, kënn dee Comité, wéi gesot, a kommen déi Aarbechter, déi gemaach gi vun dem IGSS, der Inspection générale de la sécurité sociale, zesumme mat der UCM, relativ guitt weider.

Et war och schonn de 17. Februar eng Réunion commune mat dem Comité d'accompagnement. Déi nächst Réunion mat dem Comité d'accompagnement ass fir de 17. März geplangt, sou dass mir kënnen dovunner ausgoen, dass déi Etüd effectivement zäitgeméis Enn März ufanks Abrëll wäert fäerdeg sinn. Et wär elo nach verfréit, de Resultater vun deenen Analyse virzegräifen, mä wéi gesot, ech mengen, mir sinn am Timing, dat heescht Enn des Mounts huelen ech un, dass mer iwwert d'Konsequenze vun esou enger Mesure kënnen diskutieren, mä och dann ass nach guer keng Décisioun geholl.

M. le Président. - Ech wollt der Chamber matdeelen a Besuch op d'Fro vum Kolleg Fernand Greisen un den Här Minister Frieden, dass ënnert dem Datum vum 4. März den zoustännege Minister fir d'Relatioun mam Parlament, den Här François Biltgen, d'Antwort zoukomme gelooss huet, op déi Fro, déi de Kolleg Fernand Greisen gestallt huet. Ech mengen, an Tëschenzäit ass d'Antwort him och zugestallt ginn, sou dass also dee Punkt sech erleedegt hätt.

Da géinge mir weiderfuere mat eise Ordre du jour. Mir kommen als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung zur Question avec débat 38 vum Kolleg Alex Bodry iwwert de Protokoll vu Kyoto. Den Auteur vun der Question huet fénnef Minuten Zäit fir seng Haaptfro a fir no der Antwort vum Minister eng Zousatzfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minuten zou. D'Wuert huet elo de Kolleg Bodry.

9. Question avec débat N° 38 de M. Alex Bodry relative à l'exécution des engagements du Protocole de Kyoto

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bis den 31. März 2004, dat sinn also nach dräi Wochen, ass d'Lëtzebuerg Regierung gehalen, wéi déi aner europäesch Regierungen och, den nationalen Allocationsplang fir d'Emissionen-rechter fir d'Treibhausgase fir Betreiber souwuel der EU-Kommissioun wéi och deenen anere Memberstate matzedeele an ze publizieren. Et handelt sech dobäi ëm e wesentleche Beitrag zu der Klimaschutzproblematik. Fir déi gréisste Betreiber hei am Land, fir déi gréissten CO₂-Emittenten, dat sinn haaptsächlech d'Stolindustrie, d'Glasindustrie, d'Zementwierker an och grous Wierker am Beräich vun der Stromproduktioun, geet et drëm, iwwert deen nationale Plang de Gesamttotal vun den erlaabten CO₂-Emissionen festzehalen, an dat no objektiven an transparenten Kriterien.

Dese Plang, deen an enger europäescher Direktiv vum 13. Oktober 2003 virgeschriwwen ass, muss de Bemerkungen an den Awänn vun der Bevölkerung Rechnung droen. Esou e Plang, deen haaptsächlech also d'Industrie betrifft, huet natierlech direkt Auswirkungen op de Respekt vun de Lëtzebuerg Engagement am Beräich vun der Reduzéierung vun den Treibhausgasen, am Beräich vun dem Respekt vun eisen Engagement vum Kyoto. Wat d'Efforten an deem enge Beräich, hei am Industrieberäich méi oder manner grous sinn, mussen en parallèle méi oder manner grous Efforten an anere Beräicher gemaach ginn, wa mer wellen eng Reduzéierung vun den Emissionen errechen a wa mer wellen och als Lëtzebuerg e Beitrag zu der Léisung vun internationaler Klimaschutz bréngen. Dese Plang misst sech eigentlech logescherweis areien an e Gesamtkonzept, en detailléierten, chiffrierte Plang am Beräich Klimaschutz fir Lëtzebuerg mat Zilsetzungen, pro Secteur, fir esou kloerzestelle wéi mer eis international Engagement bis 2008/ 2012 wëlle respektieren.

Esouwäit zur Theorie. Komme mer zur Lëtzebuerg Praxis vun dem Moment. Lëtzebuerg huet zurzäit nach kee verbindleche Programm, keng prezis chiffriert Strategie fir bis 2010 d'Reduktiounsziel vu Kyoto kënnen ze errechen. Et gétt sécherlech eng Partie vu guitt gemengten Absichtserklärungen, et gétt och verbessert Bähilfe fir erneierbar Energien, mä soss gétt et häerzlech weineng, an dat geet manifestement net duer.

Et ass kee reellen Effort gemaach ginn am Fong fir och eng Verhaltensännerung ze bewierke vu sämtlechen Acteuren, fir och eng öffentlech Prise de conscience ze bewierken. Dat schéngt en essenzielle Punkt ze si wa mer wellen eis Engagement och eenegermoosse respektieren.

Déi liichtfankeg Aart a Weis, wéi des Regierung besonnesch elo mam Allocationsplang virgeet, ass kontraproduktiv. Anstatt an deem heiten Dossier virun der Chamber, mä awer virun allem och virun der Öffentlichkeit mat offene Kaarten ze spillen, anstatt all Donnéeën op den Dësch ze leeën, anstatt eng öffentlech Debat zu där doter Fro ze sichen an ze fördern, mécht d'Regierung an deene leschte Woche just de Contraire. Den nationalen Allocationsplang gétt ausschlieslech hannert zouenen Dieren an der nationaler Tripartite diskutiert. Der Öffentlichkeit gi soumadder all Donnéeë virethalen, d'Parlament gétt einfach ignoréiert an d'Zivilgesellschaft däréif nokucken ouni därfe matzeschwätzen.

Ech sinn der Meinung, dass des Geheimniskrämerei, des exzessiv Diskretioun an engem Dossier, wou eigentlech misst Offenheet herrschen, an engem kloer Widder-sproch steet, net nëmmen zu de Versprieche vun Transparenz an

Dialog, mat deenen des Regierung ugetratt ass, mä a kloerem Widder-sproch och steet zu den Texter vun der europäescher Direktiv vun 2003, déi et géllt hei ëmzesetzen, wou kloer drasteet, dass déi national Plang eréischt därfe verabschied ginn no Konsultatioun vun der Öffentlichkeit an nodeem och Bemerkungen, Suggestiounen, Kritikke vun der Öffentlichkeit Rechnung gedroe ginn ass an deem nationale Plang. Ech sinn also der Meinung, dass déi Aart a Weis wéi d'Regierung bis elo an deem doten Dossier virgaangen ass eigentlech en Holzwee duerstellt vum Politischen, mä awer och vum Juristeschen hier. Deen Dossier hei ass sécherlech bis elo falsch ugepaakt ginn.

Dofir eng Rei vu Froen, déi ech der Regierung hei zu deenen Allocationsplang wëll stellen, an och zu der Emsetzung vun eisen Engagement am Beräich Klimaschutz. Wéi wëllt des Regierung elo, ufank März, nach garantieren, dass bis Enn des Mounts, den Datum wou se muss also d'Notifikatioun vun hirem Plang virhuelen, d'Öffentlechkeet, d'Bevölkerung informéiert gétt, d'Bevölkerung, d'Öffentlechkeet ka matschwätzen an hir Awänn, hir Suggestiounen mat an deem dote Plang eranhuelen? Wéi ass dat méiglech an deem Zäitraum vun dräi Wochen, deen der Regierung nach bleift? Wéini wëllt d'Regierung mat deenen Donnéeën erausgoen an net nëmmen an der Tripartite driwwer diskutieren, mä haaptsächlech och déi öffentlech Debat hei zu Lëtzebuerg féieren, déi onbedéngt an esou engem wesentlech politeschen Thema noutwendeg ass?

Wéi gesinn, zum Fong elo, déi konkret Virschléi vun der Regierung aus, déi d'Regierung wëllt den 22. März an der Tripartite de Sozialpartner virleeën? Och d'Chamber huet e Recht gewuer ze ginn, wat d'Regierung wëlls huet, an d'Öffentlechkeet huet sécherlech och datselwecht Recht. Wat bedeiten déi Virschléi, déi d'Regierung mécht, fir d'Anhale vun eise Verpflichtungen am Beräich Klimaschutz wann ee weess, dass wat ee méi oder manner Fräiraum der Industrie léisst, dat op aneren Domäne wéi den Haushalter an dem Transport muss kompenséiert ginn? Dat sinn also konkret Froen, déi ech hei stellen. Ech wär frou, wann ech och kënn eng konkret Antwort drop kréien.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Wuert huet de Stattssekretär am Umweltministerium, den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif vläicht déi Antwort op zwee Aspekter opdeelen. Deen een Aspekt ass eischter dee vun der Prozedur hei bei der Direktiv, déi d'Regierung do ageschloen huet. Ech wollt awer och herno e puer Wieder verléieren iwwert de Fong respektiv den Inhalt vun där Direktiv.

Zur Prozedur: Et ass esou, dass am Fong geholl à la base hei de Kyoto-Protokoll steet, wou eng viregt Regierung sech engagéiert huet fir d'CO₂-Emissionen ze reduzieren. Ennert anere war dat deemools de sozialisteschen Umweltminister, deen zu Kyoto en Zil fir Lëtzebuerg proposéiert huet vu minus 28%, en Zil wou ech herno nach wäert eng Kéier drop zréckkommen, dat relativ ambitieus war.

Et ass elo esou, dass de Kyoto-Protokoll nach net a Kraaft ass, mä datt awer d'Europäesch Gemeinschaft décidéiert huet eng Direktiv ze maachen, fir déi Ziler, déi Kyoto festschreift, schonn an Europa kënnen ëmzesetzen, also och ouni d'Akraaftriede vum Protokoll vu Kyoto. Et ass scho gesot ginn: Bis den 31. März sollen déi eenzel Memberlänner e konkreten Allocationsplang

tionsplang opstellen, wou se also hiren, oder an deene Betriber déi relevant sinn, opgrond vun der Direktiv d'CO₂-Quoté mussen allouéiere fir eng éischt Période d'engagement, déi tëschent 2005 an 2007 läit, dat e bëssen, kënnt ee soen, och en éischten Essai ass, fir dann ze kucken, ob ee mat där Direktiv ka richtig schaffen.

Hei zu Lëtzebuerg wäerte grosso modo 15 Betriber dovunner betraff sinn. Et ass esou, datt ee beim Opstelle vun deem Allocatiounsplang natierlech muss kucken: Wat brauchen d'Betriber? Wéi vill gi mer de Betriber? Datt awer natierlech och déi aner Secteuren, zum Beispill den Transport, zum Beispill d'Haushalter, zum Beispill de ganzen Deel och vum Tanktourismus, datt deen och muss mat berücksichtig ginn. Wou sinn d'Aarbechten drun respektiv ass et da wirklech esou, datt dat alles hannert verschlossenen Dieren gemaach gëtt? Neen, soen ech ganz kloer.

Dës Regierung huet de 5. Mee 2003 en éischte Workshop, en éischte Séminaire organiséiert, wou allegueren déi Leit, déi interesséiert dru waren oder déi och méi konkret concernéiert dervu waren, vun der FEDIL iwwert d'Émweltgewerkschafte bis zur Chamber hin invitéiert waren, fir iwwerhaupt emol de ganze Projet ze explizéieren, well wann een déi Direktiv bis kennt an am Detail e bësse studéiert, gesäit een, datt do eng ganz Rei Froe sech stellen, wou also emol déi grouss Eckwäerter duergeluecht gi sinn a wou och ëmmer mat aller Transparenz d'Chifferen op den Dësch geluecht gi sinn. Dat war also déi éischt Etapp.

Duerno hu mer gemierkt, datt dat eng Aarbecht war, fir deen Allocatiounsplang opzestellen, wou mer als Ministère, als Verwaltung en eis Limité gestouss sinn, wou mer en däitschen Expert, den Dokter Ewringmann, chargéiert hunn eis ze hëllefen deen Allocatiounsplang mat auszuschaffen. Et ass esou, datt deen Dokter Ewringmann och fir déi däitsch Regierung zum Beispill - fir dat och als Referenz unzeginn - hiren Allocatiounsplang mat ausschafft. Et ass esou, datt och en Aarbechtsgrupp, en interministeriellen Aarbechtsgrupp, op d'Bee gesat ginn ass, wou déi eenzel Secteure vertraude sinn, natierlech den Environnement, mä och d'Économie, den Transport, de Logement an d'Finanzen an esou weider.

Wat ass d'Aarbecht? Ech mengen, et muss ee fir d'éischt awer emol all d'Donnéen zesummessammelen an opgrond vun deenen Donnéeën dann och éischt Proposé maachen. Mir hu virdrun de Problem explizéiert an deem Séminaire a mir sinn also elo an där Phas, wou d'Donnéen müssen ausgeschafft ginn, wou muss e Pabeier op den Dësch kommen.

Et ass och esou, dass dee Problem an der Tripartite diskutéiert ginn ass. Mir hunn och mat ONGen, zum Beispill mam Mouvement écologique, iwwert déi Problematik geschwat, hinnen déi Saachen exposéiert, an et ass och esou, dass virgesinn ass - de President vun der Émweltkommissioun huet dat och confirméiert, respektiv schon en Datum fixéiert -, dass wann déi Proposé bis um Dësch sinn, dat dann och hei a Form vun engem Hearing an der Chamber kann diskutéiert ginn.

Mä nach eng Kéier, et muss een awer fir d'éischt emol all déi Dokumenter zesummessammelen, an et muss ee kucken, fir dann eng Proposé ze hunn iwwert déi ee kann diskutéieren. Et ass esou, dass dat vill Aarbecht ass, dass deen däitschen Expert natierlech méi intensiv mat der FEDIL diskutéiert huet, well en do huet missen déi méi detailléiert Chifferen kréien. Wann also déi Proposen duerch sinn, an dese Freideg wäert d'Regierung éischt Texter kréien, well et sinn zwee Aspekter, esouwuel kréie mir eng Pro-

positioun fir den Allocatiounsplang fir Industriebetriber, déi konzerneiert sinn, wou awer och déi aner Secteuren an engems mat considéréiert ginn an, dass mer op där anerer Säit dese Freideg wäerten der Regierung e Gesetzestext proposéieren, well déi Direktiv och muss um juristesche Plang ëmgesat ginn, an deen ass och dese Freideg am Regierungsrot. Duerno bleift also dann nach Zäit, fir dat ze diskutéieren.

Ech kann op alle Fall net dee Virwurf acceptéieren, dass dat alles hannert zouenen Dieren geschitt wier. All déi Chifferen, déi een dofir brauch, si waren och an de Rapports d'activité, sinn iwwerall ze kréien. Et ass eben drëm gaange fir déi Chifferen da mat de konzerneierte Secteuren ze affinéieren.

A wann een dann zum Beispill kuckt wéi dat am Ausland ass. Et wär jo am Fong geholl flott, wann eng Froestonn un d'Regierung ass, wann een dann emol kënnt den Deputéierte froen, wéi et dann am Ausland ass. Wéi ass et zum Beispill an England bei de sozialistesche Kollegee vum Här Bodry, oder wéi ass et an Däitschland bei de sozialistesche Kollegee vum Här Bodry? Ech kann lech soe wéi do déi öffentlech Diskussioun ass.

(Interruptions diverses)
An England beim Tony Blair, fir lech e Beispill ze ginn - ech weess Här Krecké Dir héiert dat net gär - do ass, nodeems dass d'Regierung dee Plang decidéiert huet, deen op den Internet gesat ginn an d'Leit konnten E-Mail schécken.

An Däitschland gëtt dee Plang tëschent dem Här Clement an dem Här Tritin hannert verschlossenen Dieren diskutéiert, a wa se fäerdeg sinn, wäert d'Regierung en och op den Internet setzen.

Mir kënnen dat och hei zu Lëtzebuerg maachen. Mir wäerten dat och maachen, well dat an der Direktiv virgesinn ass.

(Interruptions diverses)
Mir inspiréieren eis also just un den Nopeschlänner, wou de Plang scho praktesch decidéiert ass, a wéi do d'Enquête publique oder d'öffentlech Unhéierung ass. Mir maache genau datselwecht wéi an engem anere Land, well se kruten och vun der Kommissioun deelweis recommandéiert, fir dee Wee ze goen.

Mir ginn awer méi wäit hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn dat an der Tripartite diskutéiert, mir hunn dat mat de Gewerkschaften diskutéiert, mir hunn dat och mat den Émweltgewerkschaften diskutéiert. Mir wäerten en Hearing hei an der Chamber hunn, an dann hu mer e groussen Débat gefouert, an zousätzlech wäerte mer et och nach maache wéi am Ausland, wou se sech just drop limitéieren, fir dat um Internet ze diskutéieren.

Mir ginn also vill méi wäit, an dofir wëll ech dee Virwurf, dass mir alles géifen hannert zouenen Dieren maachen, guer net acceptéieren.

Här President, ech wëll awer och nach kuerz zwee Wieder zum Inhalt vun der Direktiv soen, an op e puer Schwierigkeeten hiweisen, déi deen Allocatiounsplang, respektiv déi Direktiv mat sech bréngen.

Et ass esou, dass mer an den internationale Pabeieren - ech hunn nach geschter op mai Büro en Dokument kritt vun der Europäescher Kommissioun - nach ëmmer do stinn, wéi wa mer bei minus 44% wieren. Dat ass awer op Grond vun deene Chifferen, déi ech haut de Moie vun der Émweltverwaltung krut, déi sech op 2002 reflétéieren, net méi de Fall. Mir si kloer an eng Tendenz, dass d'CO₂-Emissiounen eropginn, an dass mer also vun deem Zil vu minus 28% wäerten ewechsteieren an da wäert et schwierig ginn, dat Zil herno 2008-2012 kënnen ze erreechen.

Eng aner Schwierigkeet ass zum Beispill fir d'Basis, déi minus 28% ze rechnen, respektiv déi 72% Quoten, déi ee sech kann zouestoën, ze rechnen. 1997 ass d'Chamber effektiv gefrot ginn, ob se mat deene minus 28% d'accord wier. Wann een awer d'Debatte vun deemools noliest, gesäit een, dass deemools vun enger Ausgangsbasis vu 15 Milliounen Tonne Rieds gaangen ass. Haut wësse mer, dass dat awer net méi déi richtig Ausgangsbasis ass. Mir ginn emol allgemengerweis dovun aus, dass et 13,8 Milliounen Tonne sinn, op déi misst gerechent ginn. Et ass och esou, dass den Alex Bodry sech als fréieren Émweltminister ëmmer a sengem internationale Courier op déi Zuel referéiert huet.

Eng aner Schwierigkeet an deem Dossier ass déi vum Rechnungsmodus, wou zum Beispill all Dréps Benzin, déi hei zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt, eis ugerechent gëtt als CO₂-Emissiounen, och wann dee Benzin herno net hei an de Motore verbrannt gëtt, mä am Ausland als CO₂ an d'Luucht geet.

Et wär awer ganz einfach wa mer wëllten eist Zil erreechen, bräicht een nëmmer d'Differenz vum Benzin par rapport zu Nopeschlänner opzehiewen, an da géif een d'Resultat gesinn. Da wiere mer och ganz schnell bei eistem Zil vu Kyoto, mä et ass awer ganz kloer, dat wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, mir ginn dovunner aus, dass mir dat net wëllen, dass mer wëllen déi Differenz behalen, well jo och domadder eng Rei Recetté verbundene sinn op déi mir net wëllen an eistem Statsbudget verzichten.

Et ass kloer, dass mer fir eis Ziler ze erreechen d'Prioritéit op national Mesurë wëllen a wäerte leeën. Do sinn nach verschidde Potenzialer, déi mir müssen ausreizen, déi och an deem Plang muss mat erageduecht ginn, sief dat, datt de Moment an der éischer Phas keng Quoten an déi Secteure ginn. Am Hausbau gëtt et zum Beispill eng Rei Méiglechkeete fir Energie ze spueren, forcément am öffentlichen Transport wou eng ganz Rei Initiativë geholl gi sinn.

Mä och mat all dem Ausreize vun deenen nationale Mesuren, an do referéieren ech mech op eng Greenpeace-Etüd, déi wäerten hir Effekter eréischt am Joer 2010, 2012 kréien, an dat sinn awer trotzdem, gesamt gesinn, Quantitéiten, déi minimal si par rapport zum Zil, dat mer eis gesat hunn.

Da sinn aner Schwierigkeete mat deem Rechnungsmodus wann ee schwätzt vun nationale Mesuren. Mir maachen hei zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Saachen, déi global gesi positiv si fir de Klimaschutz. Mir sinn dat Land, dat Weltmeeschter ass an der Photovoltaik. Mir sinn eis allegueren eens, dass d'Photovoltaik eppes ass, wou Energie produziéiert gëtt op wierklech eng absolut propper Aart a Weis, wou mer also, global gesinn, fir de Klimaschutz eppes maachen. Dat kënne mir eis net an eiser Kyoto-Bilanz an där Direktiv hei urrechnen. Et ass komplett neutral.

En anert Element ass dat vun der Cogeneratioun. D'Cogeneratioun ass eng Technik, déi eng ganz héich Energieeffizienz huet, déi eis awer och an der Kyoto-Bilanz op de Kapp fällt, obwuel mer d'Cogeneratioun fördern, well dat global gesinn eppes ass, wat positiv ass fir de Klimaschutz, se fällt eis awer an der Bilanz mat där spezieller IPPC-Rechnung an d'Wo.

Zum Beispill bei deene 15 Betriber, déi elo d'Quoté muss kréien, sinn der iwwer 1/3, bal d'Halschent, déi Cogeneratioun hunn, deelweis also an der Energieproduktioun tätig sinn. Natierlech ass do och den TGV mat dobäi, wou mer also eppes maache wat gutt ass fir

d'CO₂-Emissiounen, mä dat beelaacht awer eis Kyoto-Bilanz, nëmme fir lech opzeweisen, wéi schwierig déi ganz Diskussioun ass, an dofir kann een och heiansdo schwéier acceptéieren, dass ee seet, wann herno d'Rechnung net géif opgoen, da misste mer op déi flexibel Mechanismen zréckgräifen, a mir sollte fir d'éischt eis Hausaufgaben heiheem maachen. Mir maache se heiheem, mir maachen esouguer méi wéi mer mussen maachen, mä et gëtt eis net ugerechent.

Dir gesitt also, dass dat eng Rei Froe sinn, déi net evident sinn, an déi mer müssen an nächster Zukunft hei an der Chamber oder op anere Plazen diskutéieren.

Ech mengen, hei hunn ech elo eng Rei Eckwäerter gesot. Ech hunn lech Informatiounen ginn zu der Prozedur, mä mir wäerte sécherlech nach Geleeënheet kréien an den nächste Wochen, fir nach eng Kéier iwwert dee Sujet hei ze diskutéieren.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Bodry huet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP).- Ech géif gären nach zwou Froen nohaken. Ee prezise Chiffer hätt ech gären. Dir hutt gesot, Dir hutt praktesch de Moien nei Donnée kritt vun der Émweltverwaltung wat de Stand 2002 ugeet vun den Emissiounen par rapport zu eistem Zil. Ech wär frou, wann ech als Chamber och kënnt déi Donnée kréien, wéi mir elo do stinn. Zweetens wollt ech nach eng Kéier nohake wat déi Affär vun der Consultatioun vum Public ugeet.

Ech mengen, et kann net esou sinn, dass wann een e Workshop mécht am Mee 2003, wou keng konkret Chiffer pro Betrib um Dësch leien, déi sinn eréischt duerno erschafft ginn, dass een da seet, dat doten ass d'Consultation du public. Menger Ansicht muss also, nodeem déi konkret Zuele bekannt sinn, eng Consultatioun stattfannen, well nëmmer esou ass ee konform zum Artikel 9, deen de Regierunge virschreift, dass se müssen „tenir dûment compte des observations formulées par le public“, an de Public konnt, well en d'Donnéen net hat, bis elo keng Observatiounen féieren.

Dofir wollt ech nach eng Kéier nohaken, ob den Här Statssekretär net der Meenung ass, dass ier dee Plang do op Bréssel geet, well soss huet deen Hearing an der Chamber och guer keen Zweck, hei eng öffentlech Debatt soll zu deem Plang stattfannen, wann déi konkret Zuelen um Dësch leien. Dat ass Transparenz, dat ass Dialog, an dass een als Regierung géif ofwaarde wat d'Konklusiounen vun där öffentlecher Debatt sinn, ier se de Plang op Bréssel gëtt. Wann e bis zu Bréssel ass, an en ass deenen anere Länner notifizéiert, dann ass en en enger offizieller Prozedur dran, an dann ass u sech d'Regierung net méi befäegt dee Plang nach eng Kéier zréckzeziehen.

M. le Président.- Den Här Statssekretär Berger huet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.- Also, wat déi lescht Chifferen ubelaangt, do wëll ech prezisieren, dass dat haaptsächlech déi si vum Benzin, respektiv déi nationale Consumatioun, respektiv de Benzin-tourismus, wéi dat och nach allgemengerhand genannt gëtt, datt fir 2002 den nationale Benzinverbrauch bei ronn 1,6 Milliounen Tonne läit. Mir gesinn, datt dat praktesch stabel ass par rapport zu 2001. Datselwecht gëllt fir de sou genannten Export vum Benzin, wou mer bei 3,7 Milliounen Tonnen ongeféier sinn, wat praktesch, net grad op de Komma, déiselwecht Donnée si wéi 2001. Mir gesinn, datt do eng gewëss Stagnatioun ass.

M. Alex Bodry (LSAP).- Kënnt Der eis net soe wéi mer par rapport zu 1990 stinn, minus x Prozent?

M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.- Här Bodry, ech kann lech déi Statistiken noliwweren, mä Dir wësst awer ganz genau, datt et ganz geféierlech ass fir ëmmer nëmmer a Prozenter ze rechnen, well herno geet et ëm absolut Chiffren, déi mer müssen op Bréssel mellen. Dat ass de Punkt, an dat ass jo och déi Schwierigkeet, déi mer hunn, wa mer soen, wat d'Ausgangsbasis ass. Jiddferee schwätzt vu minus 28%. Deen ee gesäit et op 15 Milliounen Tonnen, deen anere mengt 13,8 Milliounen Tonnen. Deen anere mengt och nach 12,7 Milliounen Tonnen. Dofir ass et méi sennvoll, dat soen och d'Experten, fir net ëmmer a Prozenter ze schwätzen, mä an absolute Quantitéiten, well herno wa mer mussen realiséieren, dat ass net minus 28%, mä mir kréie gesot: Dir hutt esou vill Tonnen nach als Quoté gutt. Mir ginn de Betriber d'Quoten an Tonnen ausgedréckt an net a Prozenter. Dofir, mengen ech, ass et méi richtig, datt een no deem Schema verfiert.

Dann nach eng Kéier wat d'Consultation publique ubelaangt. An ech soen dat jo elo hei op der Chambertribün, do hunn ech jo genuch Témoins, fir datt mer dann och dozou stinn, datt dee Plang an der Chamber kann a soll diskutéiert ginn.

M. Alex Bodry (LSAP).- Ier en op Bréssel geet?

M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.- Natierlech ier en op Bréssel geet.

Nach eng Kéier, och wann et verschidde Leit net gefält, mir hunn eis och ëmfrot wéi dat am Ausland mat där Consultation publique leeft, wéi se dat do maachen, ob mir et dann hei zu Lëtzebuerg besonnesch schlecht géife maachen oder déi aner et besonnesch gutt, ob England säi Plang schon op Bréssel geschéckt huet, Holland an Däitschland um Punkt sinn, alles dat wollt mer gewuer ginn. Mir hunn den Dr Ewringmann gefrot, dee gutt placéiert ass, fir dat ze wëssen, well e fir déi däitsch Regierung dat mat ausschafft. Dat gëtt do op den Internet gesat. Punkt, Schluss. Et gëtt net am Bundestag diskutéiert. Keen Dibbelchen.

M. Alex Bodry (LSAP).- An déi sollen et besser maachen!

M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.- Mir maachen et besser hei zu Lëtzebuerg. Mir diskutéiere mat de Gewerkschaften. Mir diskutéieren an der Tripartite. Mir diskutéieren an der Chamber. Mir diskutéiere mat den Émweltgewerkschaften. An da maache mer och nach en Hearing an der Chamber, an duerno setze mer et dann op den Internet, datt all d'Leit kënnen hir Marken dozou abréngen, an dann eréischt schécke mer et op Bréssel.

Do kënne mer vläicht e puer Deeg a Verzug kommen, mä dat ass net immens schlëmm, well beim leschten Émweltconseil huet d'Margot Wallström, d'Émweltkommissarin, en éischten Zwëschebilan gemaach.

Ech hunn elo déi dräi Länner genannt, déi ee Plang erageschéckt hunn, respektiv um Punkt si fir een eranzeschécken. Iwwert d'Halschent vun den europäesche Memberlänner wäert net am Timing si fir den 31. Mäerz. Mir kucken deen Timing esouwäit wéi méiglech anzehalen. Wann d'Chamber schnell en Datum fënn, da kënne mer dat och maachen. Op alle Fall um Niveau vun der Regierung wäerte mer dese Freiden déi éischt Gesetzestexter hunn: Dat geet, wéi Dir sécher wësst nach an d'Tripartite. Eng ganz Rei

Aspekter si Wirtschaftsaspekter an dofir hu mer gemengt, et wär sännvoll et e puermol an der Tripartite ze diskutéieren, well do jo och den Industriesektor concernéiert ass.

Ech menge kënnen ze behaupten, datt mer hei zu Lëtzebuerg déi Procédure publique ganz large gestallt hunn am Verglach mat eisen Nopeschlänner a mer eis kee Virwurf brauchen ze maachen, wa mer dee Plang - do kann ech den Här Bodry berouegen - eréischt duerno op Bréissel schécken.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussion ass ofgeschloss a mir kommen zur Diskussion vum Projet de loi 5104 iwwert den europäeschen Haftbefehl. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Santer, Fayot, d'Madame Beissel, den Här Henckes. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar.

10. 5104 - Projet de loi relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Rapport de la Commission juridique

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den europäeschen Haftbefehl, dee mer haut an hei diskutéieren, geet a sech zréck op den Traité vum Amsterdam vum 1997, deen de sou genannten europäesche Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Justiz an d'Liewe geruff huet.

Dësen europäesche Raum verfollegt bekanntlech verschidden Objektiv:

Éischtens soll d'fräi Zirkulatioun vun de Persounen innerhalb vun der Europäescher Unioun garantéiert ginn.

Zweetens soll d'Kontroll vun den Aussegrenzen zu dëser EU verstärkt ginn duerch eng Rei vu Mesuren.

Drëttens gesäit dësen europäesche Raum eng gemeinsam Asyl- an Immigratiounspolitik vir.

Schlussendlech a véiertens gëtt e grousst Gewicht op d'Preventioun vun der Kriminalitéit, awer och op de Kampf géint dës Kriminalitéit geluecht.

Fir all dës Objektiv ze erreechen, gëtt et a sech zwou Strategien. Déi eng ass déi fir no an no zu enger kompletter Uniformisatioun vun de Législatiounen am Strofbereich vun deenen eenzelne Memberstaten ze kommen. Déi zweet ass déi géigesäit Unerkennung vun de Justizdécisionen vun deenen eenzelne Memberlänner.

De Sommet vun Tampere vum 1999 hat sech eigentlech fir déi zweet Strategie entscheet, déi sécherlech déi ass, déi méi schnell zu konkrete Resultater ka féieren.

Den europäeschen Haftbefehl ass a sech d'Resultat vun deene Reflexiounen um europäeschen Niveau, déi zum sou genannte Kompromëss vu Laeken vum Dezember 2001 gefouert hunn. Ech wëll dann och direkt betounen, datt wa wuel d'Attentat vum 11. September sécherlech derzou bäigedroen hunn dës Négociatiounen ze accélérieren, d'Iddi vum europäeschen Haftbefehl schon am Prinzip virdrun zréckbehalde gi war.

Här President, ech wëll a mengen Ausféierung fir d'alleréischt nach eng Kéier op d'Haaptelementer an d'Charakteristike vum europäeschen Haftbefehl agoen, a mech dann an engem zweeten Deel haaptsächlech mat dräi prezise Punkte beschäftegen: Deen éischten, de praktesche Fonctionne-

ment vun dëser neier Prozedur, duerno mat dem Prinzip vun der duebler Incriminatioun, a schlussendlech mat der deelweiser Retroaktivitéit vun de Strofdoten, déi dësé Projet zréckbehält.

ler ech awer heimadder ufänken, erlaabt mer e Merci ze adresséieren, an dat fir d'alleréischt un d'Kolleginnen an d'Kollegen aus der zoustänneger Kommissioun, déi, wéi ech dat vun hinne gewinnt sinn, op eng engagéiert a konstruktiv Manéier dësé Projet matdiskutéiert hunn. Op där anerer Säit awer och un d'Mataarbechter vum Ministère de la Justice, respektiv d'Représentantë vum Parquet, déi Damme Claudine Konsbruck a Martine Solovieff.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn dann elo déi Haapcharakteristike vun deem europäeschen Haftbefehl, sou wéi en am Projet de loi festgeschriwwen gëtt. Ech gesinn der haaptsächlech aacht, déi ech nach eng Kéier hei wëll kuerz resüméieren.

- De Mechanismus vum europäeschen Haftbefehl huet eng generell Portée an deem Sënn, datt et hei net drëm geet eng spezifesch Prozedur fir verschidde Forme vu Kriminalitéit anzeféieren, mä et drëm geet ganz einfach d'Regele vun der Ausliwwerung tëschent deene verschiddene Memberlänner duerch dësen neie Mechanismus ze ersetzen.

- Zweete grouse Prinzip ass deen, datt den europäeschen Haftbefehl sech baséiert op d'Feststellung, datt all Memberland dem Ugekloten déiselwecht Rechter zougesteet an datt d'Iwwerweisung vun enger Persoun aus engem Land an dat aner a sech keng Diminutioun vun dem Ugekloter senge Rechter ka mat sech bréngen. Dësé Prinzip verankert dann och d'Vetraue wat all eenzelne EU-Memberstat an déi verschidde Justizsystemer vun deenen anere Staten huet.

- Drëttens gëtt mat dësem europäeschen Haftbefehl den aktuelle Mechanismus vun der Extradition definitiv ofgeschaaft, wat dann och derzou féiert, datt et net méi, wéi dat bis elo de Fall ass, de Pouvoir exécutif ass mä de Pouvoir judiciaire, deen decidéiert, ob oder ob net eng Persoun den Autoritéite vun engem aneren EU-Memberstat iwwergé gëtt. Dëst schéngt mer e besonnesch wichteg Element ze sinn op dat een net genuch kann insistéieren, well domadder d'Roll vum Pouvoir exécutif an der Ausliwwerungsprozedur definitiv ofgeschaaft gëtt, an domadder eng ongesond Situatioun um Niveau vun der Gewaltentrennung verschwénnt.

- Véiertens, dësen neie Mechanismus stellt eigentlech e Kompromëss duer tëschent deenen zwou Approchen, déi ech virdru beschriwwen hunn, nämlech op där enger Säit d'géigesäit Unerkennung vun den eenzelne Justizdécisionen, an op där anerer Säit d'Harmonisatioun vum Strofrecht um communautäre Plang.

- Dat heescht dann och, an domadder kommen ech zum fënnefte Prinzip vum europäeschen Haftbefehl, de Prinzip vun der duebler Incriminatioun gëtt an deem Sënn aménagéiert, datt en net ofgeschaaft gëtt, mä awer eng Rei vun Ausnahmen kritt, op déi ech spéider nach wäert agoen.

- Sechstens huet dësen europäeschen Haftbefehl keng Influenz op d'Asylrecht, grad sou wéi all Land weider kann d'Exekutioun vun enger Iwwerliwwerung vun enger Persoun refuséieren, wa se e politeschen Hannergrond huet.

- Siwintens limitéiert dëst Gesetz d'Recht, fir ze refuséieren den europäeschen Haftbefehl auszeféieren, op dräi Hypotheesen, éischtens d'Amnestie, zweetens d'strofrechtlich Mannerjähregkeet vum Inculpéierten an drëttens d'definitiv Verurteilung fir déiselwecht Faite an engem aneren EU-Memberstat, énnert der Bedéngung aller-

déngs, dass d'Strof, déi fir dës Strofdoten ausgeschwat ginn ass, och exekutéiert gëtt.

- Aachtens a leschte grouse Prinzip, a sécherlech net deen am mannste wichtegen: An Zukunft kënnen och Statsbierger, déi d'Nationalitéit vun deem Land hunn, wat ausliwwert, och ausliwwert ginn, dat heescht, dass dee sacro-sainté Prinzip vun der Non-extradition des nationaux domadder definitiv opgehuewe gëtt.

Här President, dëst sinn also déi Haaptprinzipien a-kritären, déi den europäeschen Haftbefehl regelen.

Ech wëll awer elo am Detail op verschidden eenzel Punkten agoen, déi mir an dësem Projet wesentlech erschéngen. An deen éischte Punkt ass a sech dee vum Champ d'application vun deem Gesetz, wat mir haut hei diskutéieren an hoffentlech och wäerte stëmmen. De Prinzip ass eigentlech relativ einfach. Wann an Zukunft d'Autorité judiciaire aus engem vun den EU-Memberlänner d'Iwwerliwwerung vun enger Persoun freet, sief dat wéinst enger definitiver Verurteilung, sief dat wéinst strofrechtliche Poursuiten, muss dës Décision vun all aner Autorité judiciaire vun engem EU-Memberland automatesch unerkannt an och ipso facto exekutéiert ginn.

Dësé Mechanismus ass also wesentlech méi einfach ze handhaben, wéi dee vun der Ausliwwerung. D'Virdeeler vun dëser Prozedur leien op der Hand. Mat dësem Instrument muss an Zukunft all Kriminellen, géint deen an engem Land eng Poursuite leeft, direkt un dat Land ausliwwert ginn op Bas vum europäeschen Haftbefehl. Wat d'Terminologie vun där neier Prozedur betrëfft, gëtt et an Zukunft keng Extradition méi, mä eng sou genannten - an ech zitieren: „Remise d'une personne recherchée par l'autorité d'exécution à la demande de l'autorité d'émission.“

Wéi geet dat elo an der Praxis? Fir d'alleréischt muss e Formulär ausgefüllt gi vun der sou genannter Autorité d'émission. Dee Formulär ass u mai Rapport annexéiert a kann iwwer all méiglech Weeër, inklusiv den elektronische Wee, un d'Autoritéite vum Pays d'exécution adresséiert ginn.

Mir haten an der zoustänneger Kommissioun eng länger Diskussioun, ob mir sollten, wéi d'Kaderdécision dat och virgesäit, eng Zentralautoritéit am Gesetz bestëmmen. Mir hunn awer dovunner ofgesinn, well mir fonnt hunn, dass dës Autoritéit jo héchstens kéint de Procureur général d'État sinn. Mir hunn allerdéngs gemengt, dass dëst net noutwendeg wär, well jo souwisou dës Procureur général d'État d'Autorité hiérarchique vum Ministère public ass, an domadder d'Autoritéit iwwer all Officier vum Ministère public huet.

Et sief och nach dobäi gesot, dass, wa keng Zentralautoritéit am Text bestëmmt gëtt, automatesch de Parquet vun deem Arrondissement judiciaire, dee concernéiert ass, kompetent ass. Well déi Bestëmmung vun enger Zentralautoritéit an der Kaderdécision nëmme fakultativ ass, huet dofir d'Kommissioun och dovunner ofgesinn, esou eng Autoritéit ze designéieren, a läit d'ailleurs domadder an der Linn vun deenen allermeeschte Länner, déi bis elo den europäeschen Haftbefehl ratifizéiert hunn.

Ech wëll dann heimat iwwergoen op de Punkt vum Prinzip vun der duebler Incriminatioun, fir d'alleréischt emol nach eng Kéier festzhalen, dass dësé Prinzip weider bestoe bleift, awer eng Rei vun Derogatiounen wäert kréien. Ech wëll hei fir d'éischt nach eng Kéier preziséieren, dass, och wann de Prinzip vun der duebler Incriminatioun bei dësen Ausnahmen net méi

spillt, een hei net ka vun enger Atteinte vun dem Prinzip vun der Legalitéit vun de Strofdote schwätzen.

Et muss een nämlech wëssen, dass eng Persoun, déi um Territoire vun engem EU-Land Strofdote begéet, och an deem Land muss kënnen zur Verantwortung gezu ginn, an dëst och, wann dës Strofdoten net an hirem Hierkunftsland verfollegt ginn.

Ech géif mech och hei beruffen, souwuel op den Avis vum Statsrot wéi awer och op dee vum französische Statsrot, op dee sech eise Statsrot expressément stäipt. Am Projet de loi gëtt also elo eng Lëscht vun 32 Strofdote virgesinn, fir déi de Prinzip vun der duebler Incriminatioun net méi spillt, awer énnert der ausdrécklecher Konditioun, dass déi Strofdote musse mat enger minimaler Héchststrof vun 3 Joer Prisong bestrooft ginn.

Dat heescht also, dass hei énnert dës Regel nëmme Strofdote vun enger gewëssener Gravititéit falen. Wat heescht dat elo an der praktescher Ausféierung? Bei enger vun deene Strofdoten, déi an dëser Lëscht opgefouert ginn, an déi mat där minimaler Héchststrafungsstraf sanktionéiert ginn, geet et duer, dass dës Strofdot am État d'émission poursuiviéiert gëtt, an net méi och gläichzäitig am État d'exécution.

Ech wëll dann och nach eng Kéier am Numm vun der Kommissioun eis Suerg widderhuelen, dass déi Lëscht eng ganz Rei vu Strofdote comportéiert, déi an deenen eenzelne Länner verschidde konstitutiv Elementer beinhalten, sou dass d'strofrechtlech Qualifikatioun vun deene Strofdoten net ëmmer ganz einfach wäert sinn.

Nach muss een awer feststellen, dass déi Lëscht zumindest de Mérite huet, zimlech kloer Konture vun deene viséierte Strofdoten ze zeechen. Mir haten an der Kommissioun eng länger Diskussioun iwwert d'deelweist Ofschafung vum Prinzip vun der duebler Incriminatioun, dëst ganz besonnesch am Kontext vum Bankgeheimnis.

Verschidde Kolleginnen a Kollege féierten, dass déi Lëscht vun deenen 32 Strofdoten, déi och d'Escroquerie beinhalt, kéint benotzt ginn, fir d'Bankgeheimnis definitiv zu Fall ze bréngen. Och wann ech d'Suerg vun dëse Kolleginnen a Kollege kann novollzéien, sou mengen ech dach, dass se net berechtigt sinn, an dat aus zwee Grënn.

Éischtens ass, wat d'Interpretatioun vun enger Strofdot ubetrëfft, et ëmmer méiglech, iwwer eng Question préjudicielle den Europäesche Gerichtshaff ze saiséieren.

Zweetens ass et de toute façon elo schon esou, dass am Kontext vun der Entraide judiciaire en matière pénale d'Escroquerie fiscale drënen fällt, sou dass et eigentlech net sännvoll ass, sech groussaarteg Gedanken driwwer ze maachen, ob oder ob net d'Escroquerie fiscale énnert d'Strofdote vun der Lëscht vun dem europäeschen Haftbefehl fällt, well de toute façon jo haut scho kann énnert dem Régime vun der Entraide judiciaire en matière pénale eng Rechtshëllef bei enger Escroquerie fiscale ugefrot ginn.

Zur allgemenger Berouegung, an dat ass eis jo och nach eng Kéier bestätegt ginn, vun de Représentantë vum Parquet, ass säit der Adoptioun vum Gesetz iwwert d'Entraide judiciaire en matière pénale d'Zuel vun esou Demanden och am fiskale Bereich net wesentlech an d'Luucht gaangen.

Ofschléissend zu dësem Punkt géif ech also wëlle behaupten, dass contrairement zu deem, wat vu verschiddene Säite gefäert gëtt, d'deelweist Ofschafung vum Prinzip vun der duebler Incriminatioun net wäert d'Diere wäit opmaachen, fir definitiv d'Bankgeheimnis ewechzespullen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéim dann domadder zu engem drëtten Punkt, deen d'Kommissioun och méi laang beschäftegt huet a wou mir schlussendlech en Amendement zréckbehalen hunn, nämlech d'Fro vun der Retroaktivitéit souwuel vun der Prozedur wéi och vun de Strofdoten, déi à la base vun engem europäeschen Haftbefehl sinn.

Ech wëll dann elo nach eng Kéier hei op d'Problematik vun der Retroaktivitéit, sou wéi se am Artikel 37 festgeluecht ginn ass, zréckkommen. Am ursprénglechen Text vun der Regierung ass et jo esou gewiescht, dass den Text vun der Kaderdécision tel quel iwwerholl gi war, an dësen Text gesäit eng integral Retroaktivitéit vun de Strofdote vir, déi virum dem Akraaftriende vun dësem Gesetz begaange gi sinn.

Déiselwecht Kaderdécision huet awer och d'Méiglechkeet virgesinn, dass all Memberland dës Retroaktivitéit kéint ausschléisse fir déi Period vum 7. August 2002. Den Ursprungstext hat wéi gesot dës fakultativ Ausnahm net virgesinn. Mir sinn awer an der Kommissioun zur Konkursioun komm, dass ee bei all Gesetzentext, esou wäit wéi et méiglech ass an esou wäit keng exceptionell Grënn dogéint plädéieren, een ëmmer soll prinzipiell d'Retroaktivitéit fir Strofdoten ausschléissen. Dofir hu mer dann och en Amendement adoptéiert, deen also elo d'Retroaktivitéit vum 7. August 2002 formell ausschléisst. Mir sinn domadder an darselwechter Logik wéi ënner anerem Frankräich, Italien an Éisträich, déi och vun dëser Derogatioun Gebrauch gemaach hunn.

Wat heescht dat elo am Kloertext? An Zukunft ziele fir all Infractiounen, déi an iergendengem EU-Memberland vum 7. August 2002 begaange gi sinn, nach déi al Regele vun der Extradition respektiv spillt hei och nach de Verbuet fir seng national Bierger auszeliwweren. Fir Infractiounen, déi nom 7. August 2002 begaange gi sinn, spillen d'Regele vum europäeschen Haftbefehl, wat dann och am konkrete Fall heescht, dass zum Beispill e Lëtzebuurger Statsbierger kann an d'Belsch oder a Frankräich iwwergé ginn, wann him zum Beispill eng Escroquerie fiscale virgeworf gëtt. Och wann d'Kommissioun léiwer all Retroaktivitéit, och déi nom 7. August 2002 ausgeschloss gesinn hätt, esou huet d'Kaderdécision eis leider Gottes dës Méiglechkeet net gelooss.

Dësen Amendement ass net vun all Member vun der Kommissioun guttgehalde ginn, well d'Meenung opkomm ass, Lëtzebuerg géif sech erëm hei wëlle laanscht déi grouss Prinzipie vum europäeschen Haftbefehl drécken a sech an engem Eck mat Länner wéi Éisträich an Italien erëmfinden. Dës Meenung kann ech allerdéngs net deelen, well de Bierger nëmme kann opgrond vu Gesetz, déi an deem Moment a Kraaft ware wou en eng Strofdot begaangen huet, condamnéiert ginn. Fir am Sportsjargon ze bleiwe kéint een och soen, dass d'Spillregelen net kënnen während dem Spill geännert ginn.

Nach e lescht Wuert zu de Signalementen vum Informatiounssystem Schengen, oder ofgekierzt SIS. Dës Signalementen wäerten also an Zukunft d'Base vun all Haftbefehl sinn, an dëst vum A-Kraaftriende vun deenen heitegen Texten un. Dës Signalementen sinn u sech gläichzesetze mat engem Haftbefehl a ginn och duer fir d'Autoritéite vun deem Land, wat den Haftbefehl kritt, dozou ze bréngen, déijéineg Persoun oder Persounen den Autoritéite vum Pays d'émission ze iwwerginn.

Déi Signalementen kréien domadder eng grouss Valeur juridique, an ech géif mer och am Numm vun der Kommissioun wënschen, dass dës Schengener Informatiounssystem esou organiséiert an enca-dréiert gëtt, dass en esou wäit wéi

méiglech all Iertëmmer a Pannen ausschléisst. An Zukunft geet et nämlech duer, dass e Bierger an deem Informatiounssystem signaliséiert gëtt, fir dass en à tout moment an iergendwéi engem EU-Memberland ka festgeholl ginn an deem EU-Memberland iwwergé gëtt, dat d'Demande mécht. Et ass dofir onerlässlech, dass de Fonctionnement vun deem Informatiounssystem Schengen esou geregelt gëtt, dass den europäesche Bierger maximal virun all Zorte vun Abüen an Iertëmmer geschützt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst gesot kommen ech och domadder schonn zu menger Konkliouon. De Projet, dee mer haut stëmmen, ass e Meillesteen um Wee zum geplangten Espace de liberté, de sécurité et de justice esou wéi en am Traité vun Amsterdam zréckbehale ginn ass. En ass net nëmme en éischte Schrëtt a Richtung vun enger Harmonisatioun vum Strofrecht op EU-Niveau, Harmonisatioun, déi - an ech mengen, do si mer eis alleguerten hei eens - muss dat Endzil sinn, wat mer eis alleguerte setzen, och wann ech mer bewosst sinn, dass dann nach eng ganz Rei vun Hindernisser aus dem Wee ze raume sinn.

Den europäeschen Haftbefehl ass awer doniewent en effikass Instrument fir méi schnell a méi onkomplizéiert d'Kriminalitéit op EU-Niveau effizient ze bekämpfen an de Kriminellen an deene kierzesten Délaien hire Prozess ze maachen. Och wa sécherlech net all Froen an deem Kontext beäntwert sinn, géif ech dach soen, dass d'Virdeeler vun deem neien Instrument eventuell Nodeeler esou staark iwwerweien, dass eigentlech kee verantwortungsvolle Politiker, deem de Kampf géint d'Kriminalitéit a fir méi Sécherheet um Häerz läit, géint dese Projet ka stëmmen. An deem Sënn géif ech lech dofir alleguerte bieden, deem Projet Är Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Patrick Santer agedroen. Den Här Santer huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Patrick Santer (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Rapporteur, mengem Fraktiounskolleeg, dem Laurent Mosar, merci soe fir säi klaren a komplette Bericht an dëser juristeschem extrem komplexer a komplizierter Matière.

D'Ausliwwerung vun enger Persoun, déi sech an engem Land ophält, fir se an engem anere Land viru Geriicht ze stellen oder fir do strofrechtlech Uerteeler nozegoen, an anere Wierder am Kader vun der Poursuite oder der Exekutioun vu Strofen, ass traditionell als en Akt vum Pouvoir souverain ugesi ginn. D'Ausliwwerungsprozedur war also eng souverän staatlech Prerogativ, déi sech an engem Kontext vun heiansdo méi, heliansdo manner gespaante politeschen an diplomateschen tëschestaatleche Relatiounen ofgespillt huet. Och wa bei classeschen Ausliwwerungsprozeduren d'Gerichter heiansdo mat agebonne goufen, war de Stat eleng zoustänneg.

De Grond vun deem Souveränitätsakt läit an engem présumentéierte Mësstraue géigeniwwer dem Rechtssystem vun deem Stat, deem d'Ausliwwerung freet. Dat erkläert och, dass e Stat seng eege Bierger net ausgeliwert huet.

Dës klassesch Duerstellung vun der Ausliwwerungsprozedur, déi op tëschestaatlech Bezéiunge begrënnt, ass am Kader vun der Europäescher Unioun net méi vertriebar. Si ass den Erwaardunge vun engem Espace de liberté, de sécurité et de justice, dee säit dem Trai-

té vun Amsterdam vun 1997 als en Objectif majeur vun der Europäescher Unioun deklaréiert gouf, net méi ugepasst.

D'Ausliwwerungsprozedur ginn am europäesche Raum duerch eng Konventioun, déi am Kader vum Conseil de l'Europe ugeholl gouf vum 13. Dezember 1957 an déi 1975 an 1978 duerch zwee Protocoles additionnels vervollständegt ginn ass an duerch eng Konventioun vun 1977 iwwert d'Repression du terrorisme geregelt. Dës Konventiounen, och wa se hierer Zäit ugepasst waren an deemools e reelle Progrès duergestallt hunn, droen deene privilegiéierte Relatiounen tëschent de Memberstaaten an der Europäescher Unioun net genuch Rechnung.

D'Konventioun vum 19. Juni 1990, déi d'Schengener Accorden applizéiert, huet zwar d'Informationsmechanismen tëschent de Memberstate verbessert an d'Kontakter tëschent de verschiddenen nationalé Justizautoritéite vereinfacht, mä si huet näischt Neies par rapport zu dem classeschen Ausliwwerungsmechanismus vun der Konventioun vun 1957 matbruecht. Och déi méi rezent Konventiounen, déi am Kader vum Maastrichter Vertrag 1995 an 1996 ugeholl goufen an déi mer am Juni 2001 approuvéiert hunn, sinn an dëser Hinsicht net innovativ genuch.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Den europäeschen Haftbefehl, dee mer haut wäerten ëmsetzen, bedeit, wat d'Natur vun den Ausliwwerungsprozeduren ugeet, eng Revolutioun an deem Sënn, dass e grondsätzlech der politescher Natur an der tëschestaatlecher Natur vun der Ausliwwerung de Réck dréint. D'Ausliwwerungsprozedur ginn net nëmme vereinfacht a méi séier gemaach, si kréien och eng absolut nei Natur. D'Kärstéck vun der Prozedur ass deemno net méi d'Ausliwwerungsdemande vun engem Stat un en anere Stat, d'Demande, déi op enger internationaler Konventioun baséiert, mä den Haftbefehl selwer, dee vun enger Justizautoritéit ausgestallt gëtt an un eng aner Justizautoritéit verschéckt gëtt. D'Acteure sinn net méi d'Staten, mä d'Justizautoritéiten, déi direkt ënnertenee kommunikéieren, an d'Ausliwwerungsprozedur ënnerläit kenger internationaler Konventioun méi, mä gëtt duerch d'national Gesetzgebung geregelt.

Dës lescht Constatatioun, dass et déi national Gesetzgebung ass, déi d'Ausliwwerungsprozedur festleest a keng international Konventioun méi, ass eng logesch Schlussfolgerung vum Choix vum Instrument, deem um europäeschen Niveau benotzt ginn ass fir den europäeschen Haftbefehl ze regelen, an zwar d'Décision-cadre. Dir wësst, dass eng Décision-cadre de Memberstat, wat d'Resultat ugeet, bënnt, him awer de Choix léisst wat d'Moyenen ugeet, fir dëst Resultat ze errechen. D'Décision-cadre ass der Direktiv gläichzestellen, nëmme dass d'Décision-cadre a kengem Fall en Effet direct kann hunn, dat heescht, direkt, ouni national Transpositionsmoossnamen, engem Stat opposéiert ka ginn.

Den europäeschen Haftbefehl bedeit e fundamentale Paradigme-wissel vun enger classescher Konzeptioun, wou ënnerschwelligt Mësstraue géintiwwer engem auslänneschen, wann och europäesche Rechtssystem, d'Ausliwwerungsprozedur geprägt huet, ass den europäeschen Haftbefehl op engem géigesäiteg Vertrauen un déi jeeweileg Rechtssystemer an op eng Unerkennung vun den Uerteeler a Geriichtsentscheidungen vun de respektive Justizautoritéiten an deenen anere Memberstaaten opgebaut.

Deen am Amsterdamer Vertrag festgeschriwwene Raum vu Sécherheet, Fräiheet a Justiz kann een iwwer zwee Moyenen erree-

chen. Entweder duerch eng Harmoniséierung vun de Strafgesetzer oder iwwert de Prinzip vun der géigesäiteger Unerkennung vu Geriichtsentscheidungen. Et ass dese leschte Wee, mat enger Combinatioun vun der Harmoniséierung, mä besonnesch dese leschte Wee, dat heescht, déi géigesäiteg Unerkennung, déi et och an aner Gebidder am Europarecht gëtt, wéi zum Beispill am fraie Wuereverkéier, deen am Fall vum europäeschen Haftbefehl ugewannt ginn ass.

Den europäesche Conseil vun Tampere vum 15. a 16. Oktober 1999, dee sech exklusiv mat Justiz- an Affaires-intérieures-Froe beschäftigt huet, an deen an dese Froen de Prinzip vun der géigesäiteger Unerkennung festgehalten huet, kann als Gebuertstonn vum europäeschen Haftbefehl ugesi ginn.

Et ass falsch déi terroristesch Attentater vum 11. September 2001 als Ausléiser vun der Décision-cadre vum 13. Juni 2002 ze gesinn, nëmme well d'Propos vun der Kommissioun op de 15. September 2001 zréckgeet. Dat wier déi pré-label Konsultatiounsphas, déi bis an d'Joer 1999 zréckgeet, an de Plan d'action vun der Kommissioun iwwert de Crime organisé vum Fréijor 2000 vergiessen. Wouer ass et awer, dass den 11. September 2001 zwar net als Ausléiser, mä bestëmmt als Facilitateur vum europäeschen Haftbefehl fungéiert huet. Den europäeschen Haftbefehl wier komm, och ouni dës Attentater, mä vläicht net esou séier.

Här President, de Mechanismus hannert dem europäeschen Haftbefehl kléngt einfach, wann eng Justizautoritéit aus engem Memberstat d'Remise, dat heescht d'Ausliwwerung vun enger Persoun wëllt, entweder fir dës Persoun viru Geriicht ze stellen, oder fir eng Strof géint dës Persoun kënnen ze vollstrecken, da wenn dës Autoritéit sech un hiren Homologue aus dem Memberstat, wou dee Konzernéierte sech befënt, a seng Entscheedung gëtt dann an deem zweete Memberstat unerkannt an exekutéiert.

Datt et méi komplex wéi dat ass, hutt Der lech schonn am Bericht, dem mëndleche wéi och dem schriftleche Bericht vum Rapporteur kënnen iwwerzeegen. A well de Rapporteur d'Detailer vun der Prozedur schonn erkläert huet, wëllt ech lech dat net nach eng kéier virdroen an esou de Rapporteur onnéidegerweis paraphraséieren.

Här President, den europäeschen Haftbefehl huet besonnesch op zwee Punkten d'Opmierksamkeit vun der Politik an de spezialiséierte Medien gezunn. Den éischten ass dee vun der duebler Incriminatioun, an den zweeten dee vun der Ausliwwerung vun den eegene Bierger. Wat d'duebel Incriminatioun ugeet, wier et eng simplisteschem Vereinfachung vum Ausliwwerungsmechanismus vum europäeschen Haftbefehl, fir pauschal ze behaupten, den europäeschen Haftbefehl hätt dese Prinzip vun der duebler Incriminatioun ganz ofgeschaaft.

Dese Prinzip, deem a classeschen Ausliwwerungskonventiounen festgehale gëtt, seet, dass eng Ausliwwerung nëmme ka stattfannen, wann d'Infractioun, déi vun der Persoun, déi et auszeliwwere gëtt, begaange ginn ass, an déi Demande d'extradition begrënnt, also wann dës Infractioun esouwuel am Land, dat d'Ausliwwerung freet, bestrooft gëtt, wat natierlech a logesch schéngt, mä och an deem Land, dat d'Ausliwwerungsdemande auszeféieren huet. Dese Prinzip bleift direkt oder indirekt am europäeschen Haftbefehl bestoen.

Direkt am Artikel 3 (1) vum Projet de loi steet kloer, dass den europäeschen Haftbefehl net ausgefouert gëtt, wann d'Faiten, déi deem Haftbefehl zu Grond leien, net an eiser Gesetzgebung och bestrooft ginn. Dësen Artikel 3 (1) ass also eng kloer Bestätegung vum Prinzip vun der duebler Incriminatioun, mä seet den Artikel 3 (3) vum Projet, an enger ganzer Rei vu Fäll gëtt déi duebel Incriminatioun net kontrolléiert. Dofir bedéngt et, dass d'Faiten an eng vun deenen 32 Infractiounen, déi am Artikel 3 (3) opgeléist ginn, sech areien, an dass de Stat, deen d'Remise freet, esou Faite mat enger Mindesthéchststrof vun dräi Joer bestrooft.

D'Iddi, déi dohannert stécht, ass, dass Faiten, déi an déi Lëscht passen, wichteg, wann net essenziell Infractiounen duerstellen a souwiso an all Land bestrooft ginn, wat d'Kontroll vun der duebler Incriminatioun iwwerflësseg mécht.

Hei muss ee ganz gutt oppassen. Den Artikel 3 (3) beseet net, dass an deene Fäll, dat heescht, d'Lëscht vun deenen Infractiounen, plus Mindesthéchststrof, d'duebel Incriminatioun ofgeschaaft gëtt, mä dass keng Kontroll op deem Punkt gemaach gëtt.

D'Lëscht vun deenen Infractiounen ass dacks kritiséiert ginn, well se onkomplett oder vague formuléiert wier. Heizou muss gesot ginn, dass wann een dës Lëscht als juristeschem Infractiounen versteet, ee bestëmmt Recht huet, mä op dëser Lëscht sti keng juristeschem Termen, a wann dach, da si se net esou ze verstoen, mä generell Termen, déi op enger Rei vu juristeschem Infractiounen Uwendung fannen. De lëtzebuergesche Riichter, deen eng Demande am Kader vum europäeschen Haftbefehl kritt, muss examinéieren, ob d'Faiten an dës Lëscht erafalen, an dat mécht e mat senger Konzeptioun vum Recht, dat heescht mat senger Konzeptioun vum lëtzebuergeschem Recht.

Wann d'Antwort positiv ass, ass de lëtzebuergesche Riichter un d'Bedéngung vum auslännesche Recht gebonnen, an dann ass en dozou verflücht déi duebel Incriminatioun net ze kontrolléieren, dat heescht, net ze kontrolléieren ob datselwecht och hei am Land bestrooft ka ginn.

Wéi se dat héieren hunn, hu Verschiddener schonn ëm d'Finanzplaz gebaangt, a gesot, dass bei all Steuerhannerzéiung oder Fraude fiscale elo d'Acteure vun der Finanzplaz als Kompliz oder Coauteur a strofrechtlech Prozess am Ausland géife mat abezu ginn. Vun der Territorialitéit vun den Infractiounen, op déi ech wäert zréckkommen, emol ofgesinn, ass et zwar richtig, dass d'Lëscht vum Artikel 3 (3) vum Projet nëmme d'Froen opzielt, dës Opreegung, wa se a verschiddene Fäll och verständlech ass, ass et scho gi wéi Lëtzebuerg d'Escroquerie fiscale 1996 agefouert huet an zougehoos huet, dass a Fäll vun Escroquerie fiscale d'entraide judiciaire wäert gestatt ginn, et kann een no bal zéng Joer awer feststellen, dass d'Invasioun vun de Barbaren, déi deemools geféiert ginn ass, ausbliwwen ass.

Dobäi wëll ech awer betounen, dass et dem Image vun eiser Finanzplaz besser géif doen no bausse positiv Biller vun technescher Kompetenz an effikasse Servicer wéi de Projet iwwer d'Titrisatioun, dee mer elo gläich wäerte stëmmen, ze ginn, wéi se als onbesichtbar Festung mat héije Maueren an déiwe Griewer duerzestellen. Klamer emol zou.

(Interruptions diverses)

Et ass eng kleng Festung, also geet e Gruef duer!

Och wann d'Kontroll vun der duebler Incriminatioun a verschiddene Fäll net virgeholl gëtt, spillt awer d'duebel Incriminatioun och an

deene Fäll eng wichteg Roll. Si kënn souzosen duerch d'Hannerdier erëm eran.

De lëtzebuergesche Riichter brauch en europäeschen Haftbefehl net auszeféieren, wann d'Infractioun ganz oder deelweis um lëtzebuergesche Territoire stattfonnt huet, oder wa se ausserhalb vum Territoire vun deem Land, wat d'Ausliwwerung freet, stattfonnt huet, an d'lëtzebuergesche Recht esou extraterritorial Infractiounen net ënner Strof stellt.

Hei kënn also d'duebel Incriminatioun erëm an d'Spill, besonnesch a Fäll wou déi gesichte Persoun zu Lëtzebuerg wunnt, an duerch hiren hei am Land ausgeübte Beruff an eng strofrechtlech Affär wëssentlech oder net mat eragezu gëtt.

Den zweete Punkt, op deen ech wëll agoen, ass dee vun der Ausliwwerung vun den eegene Landsleit. De Verbuet vun der Ausliwwerung vun den eegene Bierger ass ee Prinzip, deen an alle classeschen Ausliwwerungskonventiounen steet. An der Konventioun vun 1996 steet zwar geschriwwen, dass: „L'extradition ne peut être refusée au motif que la personne qui fait l'objet de la demande d'extradition est un ressortissant de l'État membre requis.“ Bei der Approbatioun vun der Konventioun duerch ee Gesetz vum 20. Juni 2001, huet Lëtzebuerg erkläert, dass se d'Ausliwwerung vun hiren eegene Bierger net wäert autoriséieren.

Beim europäeschen Haftbefehl an deem fundamentale Paradigme-wissel, deen e mat sech bréngt, spillt d'Nationalitéit vun der auszeliwwerender Persoun keng Roll méi. Ausser an zwee Fäll: Éischtens, wann et sech beim europäeschen Haftbefehl ëm d'Vollstreckung vun enger scho gesprachener Strof handelt, also en Haftbefehl exécution, an déi gesichte Persoun an engem Land wunnt, brauch dat Land den europäeschen Haftbefehl net auszeféieren, wann et sech zur selwechter Zäit engagéiert, formell engagéiert, dës Strof auszeféieren an dës Persoun an engem vu sengen eegene Prisongen anzespären. Dës Méiglechkeet erstreckt sech net nëmme op d'Bierger, op d'Nationaux vun engem Land, mä och op all déi, déi an engem Land wunnen.

Den zweete Fall, wou d'Nationalitéit oder besser gesot den Domicilium vun der gesichter Persoun a Fro kënn, ass, wann dës Persoun am Kader vun der Instruktioun iwwert den europäeschen Haftbefehl gesicht gëtt. Wa se an engem Land wunnt, kann dat Land der Ausliwwerung, also dem europäeschen Haftbefehl stattginn, an dës Persoun ausliwweren, awer ënner der Bedingung, dass déi Persoun, wa se eng kéier bis condemnéiert ginn ass, erëm zréck an dat Land, wou se virdun domiciliéiert war, kënn, fir do hir Strof ofzesetzen. An dësen zwee Fäll, déi bei enger vu Mësstraue geprägter classescher Konventioun net méi erëmzefanne waren, dréngt awer hei de Paradigme-wissel vum europäeschen Haftbefehl ganz kloer duerch, dass heescht eng ëmmer present Unerkennung vun de Geriichtsentscheidungen an d'Vertrauen an dat anert Rechtssystem bannent der Europäescher Unioun.

Här President, déi dagdeeglech Ausféierung vum europäeschen Haftbefehl wäert och Problemer mat sech bréngen. Et dërf een zum Beispill net déi Lëscht mat den Infractiounen, wou keng Kontroll vun der duebler Incriminatioun duerchgefouert gëtt, mësbrauchten, fir d'Ausliwwerungen duerchzeboxen an aner Länner onnëtz an e falscht Licht ze stellen, si wëilten den europäeschen Haftbefehl an d'Logik vun der géigesäiteger Unerkennung vu Geriichtsdecisiounen net respektéieren.

Mir wësse jo, dass am Kader vun der Entraide judiciaire, wou Lëtzebuerg jo nëmme kooperéiert, wann et sech ëm eng Escroquerie fiscale handelt, d'Escroquerie fiscale als

Grond vun enger Demande d'entraide judiciaire net ugi gëtt, mä datt een do op aner Infractiounen zrëckgräift, wéi de Faux en écriture oder de Faux bilan, fir d'Escroquerie fiscale ze vertuschen. Esou Spillercher déngen net derzou dat géigesäitegt Vertrauen, wat awer d'Basis vum europäeschen Haftbefehl duerstellt, ze stäerken.

Mir mussen och oppassen, datt déi nei Memberstaten an all déi, déi nei Kandidate fir d'Europäesch Unioun sinn oder wëlle sinn, och déi néideg Garantië bidden, fir datt se dem europäeschen Haftbefehl kenne bäitrieden. Mengem Erachten no ass dat hautdésdags net an alle Länner de Fall. Wann d'Vetrauen an aner Rechtssystemer, déi et an der Europäescher Unioun gëtt, verschwénnt, dann ass et mam europäeschen Haftbefehl gedoen.

Et bleift awer, an dat steet am Considérant 12 vun der Décision-cadre vun 2002, dass déi europäesch Mënscherechtskonvention och bei der Ausféierung vum europäeschen Haftbefehl voll Uwendung féinnt an datt d'Regele vun där Konvention an d'Jurisprudenz vum europäesche Mënscherechtsgerichtshaff musse respektéiert ginn, wat eng zousätzlech Garantie fir de Justiciablen duerstellt. D'Gerichtsinstanze mussen déi Regelen a Jurisprudenz strikt uwenden, och wa se den europäeschen Haftbefehl ausféieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den europäeschen Haftbefehl ass e wichtege Schrëtt a Richtung vun engem eenheetleche Raum vu Sécherheet, Fräiheet a Justiz. Den europäeschen Haftbefehl ass den éischte Schrëtt a Richtung vun enger europäescher Justiz. An déi europäesch Justiz, och wa se duerch national Geriichter ugewant gëtt, ass à terme zumindest vun engem politesch, wirtschaftlech a sozial integriéierten Raum, deen d'Europäesch Unioun vu sech behaupt, net ewechzedenen.

An der Hoffnung, datt dat géigesäitegt Vertrauen net nëmme während den Négociatiounen vun der Décision-cadre, mä och während der Ausféierung vun dem sou geschaffene Regelwierk wäert weiderbestoe bleiwen a sech wäert verstärken, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen lech merci fir Är Opmerksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, mir setze mat deem Gesetz eng Décision-cadre vum Conseil vom 13. Juli 2002 em. De Lëtzebuurger Gesetzestext ass den 11. März 2003 deponéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 19. Dezember 2003 erausbruecht an den 3. März 2004 huet d'juristisch Kommissioun vun der Chamber hire Bericht ugeholl. Ech wollt an deem Zesummenhang de Bericht aus der Fieder vum Kommissionspräsident Laurent Mosar ganz ausdrécklech luewen. En ass ausféierlech a prezis zouglaich. Ech mengen, et ass eng gutt parlamentaresch Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass.

Dat verhënnert awer net, Här President, dass ee souwuel der Regierung wéi dem Statsrot de Virwurf net erspuere kann, bei deser wichtiger Aarbecht a Verzych geroden ze sinn. Dat émsou méi, wéi jo den Text den 1. Januar 2004 a Kraaft triede soll an och a Kraaft getrueden ass. Allerdéngs si jo nach eng Partie Länner, déi dat bis elo nach net gemaach hunn, dorënner ass och Lëtzebuerg.

Ech géif dat net soen, wann een net allgemeng e Verzych hei zu Lëtzebuerg am Émsetze vun europäeschen Texter géif constatéieren. Ech versti selbstverständlech,

dass de Justizministère, wéi och aner Ministèren, personalméisseg ënnerbesat ass an déi vill national an europäesch Aufgaben de Beamten iwwert de Kapp wuessen. An dat wäert mat der nächster Présidence ufanks 2005 net besser ginn. Ech verstinn och esouguer, datt de Statsrot fir säi ganz fouilléierten Avis Zäit gebraucht huet, mä trotzdem brauche mer, mengen ech, insgesamt ze laang Zäit bei der Transpositioun vun den europäeschen Texter. Menger Usicht no misst d'Regierung sech emol eng Kéier ganz seriö mat deem Problem do ofginn.

Här President, mir si mat deem Text op engem vun deene schwieeregste Gebidder vun der europäescher Politik. Mir sinn um Gebitt vum sou genannten drëtte Piller, dat heescht der Zesummenaarbecht um Gebitt vun der Justiz an der ënnerer Sécherheet. Dat ass e schwieer Gebitt, well et sech hei em wesentlech Elementer vun der nationaler Souveränitéit handelt, em d'Gerichter, em d'Police, em d'Unerkennung vun den Uerteeler, em d'Vetrauen an de Justizapparat vun den anere Länner.

Am allerschwieerigsten ass déi Zesummenaarbecht um Gebitt vum Strofrecht, déi am Vertrag vu Maastricht jo ënnert dem Titel 6 vum Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun enthalen ass. All Rapprochement op deem Gebitt si bis elo an den Usätz stieche bliwwen. Wéi de Rapporteur erwähnt, sinn 1995 an 1996 zwou Konventionen opgrond vum Artikel K3 vum Maastricht-Vertrag ugeholl ginn, déi awer ni a Kraaft getruede sinn, well net genuch Länner se ratifizéiert hunn. Schon eleng den Text vum deem Artikel K3 weist, wann een dee liest, wéi zögerlech d'Zesummenaarbecht vun de Geriichter um strofrectleche Gebitt war. Et goug ni Rieds vun décidéieren, et goug ëmmer Rieds vu Kooperatioun, déi ze erlichteren oder ze verstärken wär.

Nom Vertrag vun Amsterdam am Joer 1997 war et de Sommet vun Tampere am Joer 1999, deen en éiergäzege Programm fir den drëtte Piller festgeluecht huet. Doraus ass allerdéngs weineg Konkretes entstanden. Ech sinn der Meinung, souguer wa munches sech virum 11. September 2001 gemaach huet, dass, wann d'Attentat vum 11. September 2001 zu New York net stattfonnt hätt, mir haut nach ëmmer kee seriöen Text um Gebitt vun der penaler Zesummenaarbecht an Europa hätten.

Dir mierkt, dass et den Europäesche Rot, also de Rot vun de Stats- a Regierungschefen, war, deen zu Laeken 2001 e politesche Kompromiss fonnt huet an dass de Rot am Juni 2002 de Kompromiss eigentlech ofgeschloss respektiv formaliséiert huet. Et waren net d'Justiz- an d'Innenministeren, déi sech dozou duerchgerongen hunn, mä d'Stats- an d'Regierungschefen, déi de politesche Wëlle manifestéiert hunn, des Décisionen duerchzusetzen.

Ech kann nach erwähnen, Här President, dass am Verfassungsentwurf vum Konvent, an deem jo d'Pillieren ofgeschafft ginn, d'Kapitel iwwert de Raum vu Fräiheet, vu Sécherheet an der Justiz ee vun de wesentleche Fortschritter duerstellt. Déi strofrectleche Zesummenaarbecht soll, steet do, op déi géigesäitig Unerkennung vun de Jugementer an de Memberstate baséieren. Europäesch Gesetzter an net méi zwëschestaatlech Konventionen sollen des géigesäitig Unerkennung an d'Rapprochementen vun de Justizsystemer an de Wee leeden a gemeinsam minimal Regele festleeën.

Mä, wéi Dir wësst, gi besonnesch des Avancéieren an der Verfassung vun e puer Länner an der Uniounskonferenz contestéiert, a wann des Dispositionen an der Uniounskonferenz verwässert géifen, wär et e béise Schlag géint en Europa vun

der Justiz an der ënnerer Sécherheet, dat mer - mengen ech - alleguerte wëllen. Et wär en Échec fir d'Europäesch Unioun an hirem Kampf géint d'international Kriminalitéit, géint den Terrorismus a fir d'Sécherheet vun de Bierger. Et ass dofir och ze wënschen, dass eis Regierung besonnesch och an deem Gebitt an der Regierungskonferenz den Text vun der Verfassung verdeedegt.

Här President, wéi de Statsrot a meng Virriedner ganz richtig bemierkt hunn, ass den europäeschen Haftbefehl u sech e Broch mat der bishereger Praxis um Gebitt vun der Extraditioun. Des Extraditioun war bis elo d'Resultat vun enger intergouvernementaler respektiv zwëschestaatlecher Zesummenaarbecht, bei där all Land seng voll Souveränitéit behalen huet. Hei geschitt eng Aart Revolutioun. Am Kader vun enger Gerichtsprozedur erkennt all Land mat minimaler Kontroll d'Berechtigung vun engem Haftantrag vun enger Persoun duerch d'Gericht vun engem anere Memberstat un. Mir sinn also um Wee vun enger direkter gemeinschaftlecher Zesummenaarbecht um Gebitt vun de Gerichtsautoritéiten, ouni dass déi staatlech Autoritéiten anzegräifen hunn.

Mat wéi engem Kompromiss ass de Broch mat der traditioneller zwëschestaatlecher Extraditioun erreecht ginn? Engersäits gëtt déi traditionell duebel Incriminatioun bäibehalen. Dat heescht, dass d'Extraditioun nëmme zougestane gëtt, wann d'Infractioun, fir déi se gefrot gëtt, souwuel am Memberstat, deen den Haftbefehl stellt, wéi an deem Land, deen en zougestoe muss, als Infractioun besteet.

Anerersäits besteet déi duebel Incriminatioun net, wann et sech em Infractiounen handelt, déi op enger limitativer Lëscht vun 32 Infractiounen stinn, op deenen eng héchst Mindeststraf vun dräi Joer Prisong steet.

Dat ass d'Mëttel fir aus der klaschescher Logik vun der Extraditioun erauszekommen. Des betreffend Lëscht war an ass och nach ëmstridden, well eng Partie Verbrieche ganz allgemeng bezeechent ginn - ze vill allgemeng, wéi vill mengen, an ënner anerem och de Lëtzebuurger Statsrot. Well d'Bezeechnung vun deene Verbrieche esou allgemeng ass, huet d'belscht Gesetz zum Beispill eng Bestëmmung agefouert, déi eng Kontroll duerch d'belsch Geriichter vun dem Inhalt vun de Verbrieche virgesäit. Eise Statsrot seet, an de meeschte Fäll wär et kee Problem, den Terme générique vun der Lëscht op prezis Strofhandlungen unzepassen. Wéi ëmmer wäerten d'Ausnahme wuel déi eigentlech Problemer révéléieren.

Dat belscht Gesetz zum Beispill huet och nach zur Definitioun vun deem Terme Homicide volontaire, deen eben an der Lëscht ass, preziséiert, dass esouwuel d'Ofdriewung wéi och d'Euthanasie net ënner déi Notioun falen an also net fir den europäeschen Haftbefehl an der Belsch invoquéiert kenne ginn.

Eis juristesche Kommissioun vun der Chamber huet esou Bestëmmungen net virgesinn, well d'Regierung an d'Kommissioun och der Meinung sinn, esou eng Kontroll géif engersäits souwiesou intern am Geriicht virgeholl ginn an et kéint keng Ursach fir en Haftbefehl invoquéiert ginn, déi géint e bestehend Gesetz am Land, dat den Haftbefehl kritt, verstousse géif.

Wat d'Fiskalitéit ugeet, vun där jo och scho Rieds gung, ginn natierlech ënnert der Appellatioun vun den Termé Fraude an Escroquerie och steierlech Vergehen ugepeilt. Eis Kommissioun war der Mee-

nung, déi ech deelen, dass dëst keng nei Schwieeregkeet fir d'Zukunft vun eiser Finanzplaz wäert bréngen.

Här President, op där anerer Säit geet et natierlech drëm, dem Prévenu iwwerall déiselwecht Rechter ze garantéieren. Et ass kloer, dass d'Dynamik, déi duerch den europäeschen Haftbefehl entsteet, mëttelfristeg zu enger gewässer Upassung vun de Garantië fir den Ugekloten an och den Texter, wéi déi Prozeduren ze féiere sinn, féiere kann, ouni dass een eng komplett Harmoniséierung kritt.

En attendant mengen ech, muss ee sech awer Suerge maachen iwwert déi Garantië fir deen, dee vun engem europäeschen Haftbefehl concernéiert ass. De Statsrot mécht dozou ganz pertinent Observatiounen. E bemierkt, dass de Gesetzesprojet verschidde riichterlech Autoritéiten an d'Ausféierung vum Haftbefehl agräife léisst: De Procureur général, den Untersuchungsriichter, d'Chambre du conseil, d'Chambre du conseil vun der Cour d'appel. An e freet sech, ob déi verschidden Autoritéiten e Pouvoir d'appréciation am Fall vun der Ausféierung vun engem europäeschen Haftbefehl hunn.

De Statsrot erënnert och drun, dass de belsche Législateur dem Untersuchungsriichter ausdrécklech zougesteet, eng Décision iwwert d'Net-Ausféierung vum Haftbefehl auszeschwätzen.

Am Zesummenhang mam Artikel 6 vun eise Gesetz mécht mir besonnesch Suerge, dass e Signalement vun enger Persoun no dem Accord vu Schengen glächezsetzen ass mat engem Haftbefehl vun engem Memberstat. Dee Signalement ass normalerweis ganz kuerz, a souguer wann am Gesetz op Wonsch vum Statsrot virgesi gëtt, dass d'Original vun deem Signalement sechs Deeg no der Verhaftung vun der betreffender Persoun muss virleien, bleift dëst e Problem.

Wéi e Mënsch an de Schengen-Fichier kënn, ass net ëmmer nozevollzéien. Et gëtt kee Moyen esou e Signalement ze hannerfroen. Ze begreissen ass dofir, dass d'Gesetz virgesäit, dass de Procureur zousätzlech Informatiounen froe kann an och en Délai festleeë kann, fir des Informatiounen ze kréien. Dobäi kënn natierlech d'Méiglechkeet vun Recours, wéi se am Artikel 13 virgesinn ass.

De Statsrot mécht och drop opmierksam, dass all Juridiktion d'Méiglechkeet huet, gemäss Artikel 35 vum Traité de l'Union européenne, den Europäesche Geriichtshaff mat enger Question préjudicielle ze befaassen, wat d'Interpretation vun der Décision-cadre ugeet. Mä et bleift, datt et en individuelle Recours virun dem Europäesche Geriichtshaff, wéi dat haut virum Mënscherechtsgeriichtshaff vu Strossbuerg méiglech ass, net gëtt.

Ech erënnere drun, dass mer jo awer scho mol e Fall zu Lëtzebuerg haten, wou een opgrond vun engem Signalement am Schengen-Fichier expulséiert gouf, deen dann awer herno schlussendlech virun engem franséische Geriicht Recht kruit.

Et gëtt also e Problem vu Respekt vun de perséinleche Fräiheeten am Kader vun dem Kampf géint international Kriminalitéit an Terrorismus. Dat huet sech jo och nom 11. September 2001 an den USA gesien. Et ass e schmuele Wee zwëschen enger effikasser Verbriechebekämpfung an dem noutwendige Respekt vun de perséinleche Fräiheeten. Dee Wee musse mer selbstverständlech sichen. Mir erkennen selbstverständlech och un, dass d'Verbriechebekämpfung wesentlech ass, awer grad esou wesentlech ass och fir ons de Respekt vun de perséinleche Fräiheeten.

Ech wëll net, Här President, op d'Detailer vun de Prozeduren hei

agoen, déi vum Rapporteur prezis explizéiert gi sinn. Ons Kommissioun huet eng ganz Partie Verbesserung vum Conseil d'État iwwerholl, selwer och Propositionen gemaach, déi mer matgedroen hunn.

Här President, et bleift och ofschléissend eng allgemeng Appréciation ze ginn. Ech hu wuel verstanen, dass de Statsrot Ängschten ausgedréckt huet, wat déi praktesch Duerchféierung vum europäeschen Haftbefehl ugeet. Besonnesch ze denke gëtt mer seng Meinung, dass d'Extraditionsrecht kuerzfristeg duerch den europäeschen Haftbefehl ersat gëtt, ouni dass alles kloer ass, esouwuel wat d'Bezeechnung vun de Verbrieche, wéi d'Zoustännegkeet vun de Geriichter ugeet. E fährt dobäi fir d'Grundfräiheeten, déi ee bei aller Legitimitéit vun der Verbriechebekämpfung net aus den Ae verléieren däerf. Ech hunn awer och verstanen, dass de Statsrot, an do suivéieren ech se selbstverständlech, fir e wirklechen europäesche Raum vu Sécherheet a Justiz asteet, dee seriö a prezis opgebaut muss ginn.

Meng Konklusiounen, dräi un der Zuel.

Éischters stëmmt meng Fraktioun dëst Gesetz, well mer der Meinung sinn, dass den europäeschen Haftbefehl e wichteg Instrument ass fir an engem Europa ouni Grenzen den Terrorismus an d'international Kriminalitéit méi effikass ze bekämpfen. Et ass trotz alle Mängel e Schrëtt um Wee vun engem europäesche Raum vu Justiz an ënnerer Sécherheet, dee weider opzebauen ass.

Zweetens fanne mer, dass trotz alle Berfierchtungen am Gesetz eng Partie Garantien agebaut sinn, déi d'Kontroll duerch déi national Geriichter nach weider erméiglecht, ouni dass doduerch den europäeschen Haftbefehl renationaliséiert géif.

Drëttens sinn d'Garantië fir déi vum europäeschen Haftbefehl Betreffen am Gesetz ginn, iwwert déi ons Geriichter waache kënnen a musse, dat gegebenerfalls mat Hëllef vum Europäesche Geriichtshaff, deen onser Meinung no op deem Gebitt an der neier europäescher Verfassung an doriwwer eraus an dem Opbau vun engem europäesche Raum vu Sécherheet a Justiz méi e groussen Afloss muss kréien, fir d'Fräiheete vun de Bierger ze garantéieren.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel.

Mme Simone Beissel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop och mäi Merci dem Rapporteur Laurent Mosar fir säin excellente schrëftlechen a mëndleche Rapport an deem héich technesche Projet.

De Projet, dee mer haut zur Debatt virleien hunn, ass net nëmme héich technesch, mä en ass och e bëssen delikat, net nëmme well do e puer juristesche Grondprinzipien a Fro gestallt ginn, mä och well mir ganz kloer als Lëtzebuerg als EU-Member musse Faarf bekennen a folgender Fro.

Wéi vill Europa wëlle mir wirklech? Wëlle mir méi Europa mat engem reelle Rechtsraum innerhalb den europäesche Grenzen, vun dem neien Europa zu 25, e reellen Express européen de liberté, de sécurité et de justice?

Wa mir jo zu där Fro soen, an dat wëlle mer, heescht dat, dass mir d'accord si fir d'Ausliwwerungskompetenze vum politeschen an intergouvernementalen Niveau ewech an eleng de Justizautoritéiten vun zwee oder méi direkt betreffen EU-Memberstaten unzevertrauen. Dovunner ofgesinn ass de Projet immens wichtig, well hie jo de Problem vun der Ausliwwerung op eng nei Manéier léist an och sensiblement vereinfacht.

Fir de Projet vun haut richteg ze deiten, muss een e natierlech a säin historéische Kontext setzen, well d'Veinfachung vun den Extraditione vu Leit tëschent États membres vun der EU jo net vu gëschter ass. Déi éischt Konvention datéiert schonn op den 13. Dezember 1957 a si ass zu Paräis ofgeschloss ginn. An deemem Text ass jo haut och nach ëmmer den Droit commun op europäischem Niveau am Fall vun enger Extradition. Dat ass also de Basistext.

Mam Accord vu Schengen vum 14. Juni 1985 a virun allem duerch seng Convention d'application vun 1990 ass d'Harmonisatioun am Fall vun enger Ausliwwerung awer nach méi wäit gaangen. Duerch dës Konvention ginn nämlech eng Rei vu Moosname geholl fir d'Opléisung vun de Grenzen ze kompenséieren.

Zwou Konventionen, déi op d'Basis vum Artikel K3 vum Traité vu Maastricht geholl gi sinn, an zwar d'Konvention vum 10. März 1995, déi eng Vereinfachung vun den Extraditionsprozedur virgesäit, doniewent d'Konvention vum 2. September 1997 iwwert d'Extradition, weisen, dass e Wëllen do ass fir d'Prozeduren ze harmoniséieren. Dës Konventionen sinn awer bis elo nach net uwendbar, well d'Zuel vun deene Leit, déi se ratifizéiert hunn, nach net dem virgeschriwwene Quorum entsprécht.

Et ass e Fakt, dass dës punktuell Mesuren net wäit genuch gaangen sinn an esou gouf decidéiert fir op europäischem Niveau d'Extradition am Fong nei ze reforméieren an ze kucken fir en neie System erbäizeféieren, an dat virun allem virun dem Hannergrond vum Traité vun Amsterdam, dee kloer ausseet, dass seng Objektiv nëmme kënnen duerch eng progressiv Uniformisatioun vun de verschiddenen nationale Gesetzgebungen erreecht ginn oder awer duerch déi géigesäitg Unerkennung vun den nationalen Gerichtsdecisiounen.

1999 um Sommet vun Tampere, wou exklusiv iwwert d'Justiz an d'Affaires intérieures verhandelt ginn ass, ass dunn déi géigesäitg Unerkennung vu Gerichteuerteeler festgehale ginn. Op der Basis vun deenen Iwwerleeungen ass duerno och déi heiteg europäesch Decision-cadre um Sommet vu Laeken 2001 geholl ginn. Si ass definitiv duerch de Conseil den 13. Juni 2002 consacréiert ginn. Dat alles ass nach den Nogeschmaach a sinn nach Nowéie vun den terroristeschen Attacke vum 11. September 2001. Ech mengen och an deemem Text kënnt de Souci vun der Bekämpfung vum Terrorismus an der internationaler Kriminalitéit erëm eng Kéier voll eraus.

D'Decision-cadre bréngt um Niveau vun der Extradition eng fundamental Annerung an der Perspektiv vun engem Espace de liberté, de sécurité et de justice mat sech. Wat sinn dës Annerungen oder Spezifitéiten vun deem europäischem Haftbefehl? Ech ginn net méi op all Detailler an, well de Rapporteur huet dat excellent beschriwwen.

De Mechanismus vun europäischem Haftbefehl huet e generell Ausmooss. Dat heescht, dass net elo eng spezifesch Prozedur agefouert gëtt, mä e sech soll den aktuellen Regelen a Saachen Ausliwwerung, déi elo tëschent de Memberstate bestinn, substituieren. De System vun europäischem Haftbefehl fousst dorobber, dass all Memberstate dem Ugekloten déiselwecht Rechter ginn an dass seng Remise vun engem Land an en aner Land op kee Fall kann déi Rechter aschränken. Dat heescht also, dass all Land deem anere Land grousst Vertrauen a säi Rechtssystem entgéint bréngt. Dës Vertrauen ass d'Basis an immens wichteg fir déi juristesche Kooperatioun an dat reellt op d'Bee kréie vun deem esou ugestriefen Espace juridique europäischem am Kader vun der Ausliwwerung.

An der Hinsicht wou esou e System opgebaut gëtt, ass deen ale System natierlech hifälleg. An deem ale System huet esouwuel d'Gerichtsbarkeit, wéi d'Exekutiv agegraff. Bei där neier Prozedur ass nëmme nach d'Gerichtsbarkeit kompetent. Ech wëll net weider op den aktuellen Mechanismus vun der Ausliwwerung zrëckkommen. Wéi gesot, de Rapporteur huet e beleecht.

De Prinzip vun der double incrimination ass wuel nach ëmmer virgesinn, ausser fir déi 32 Strofdoten, déi op der Lëscht sinn an dem Projet de loi an déi iwwerhol si vun der Décision-cadre; Strofdoten, déi een allgemeng als héich kriminell ka betruechten.

Des Weidere gesäit den heitege Gesetzesprojet jo och vir, dass den Mandat d'arrêt nëmme kann a bestëmmte Fäll ofleihen, zum Beispill am Fall vun engem lëtzebuergesche Gesetz iwwer Amnestie. Och hei huet de Rapporteur schonn am Detail erkläert em wat et geet.

Wat elo de Refus facultatif vun der Iwwerliwwerung oder der Remise ueget, ass dat jo méiglech wann et em Strofdote geet, déi am Ausféierungsland ganz oder zum Deel begaange gi sinn, oder och am Fall vun der Verjährung vun der Action publique.

Eng grous Neierung fir Lëtzebuerg gëtt et natierlech mam Fakt, dass een och elo muss d'Lëtzebuurger, dat heescht, eis national Bierger ausliwweren. Bis dato huet Lëtzebuerg jo an deem dote System nach ëmmer eng Ausnahm gemaach.

U sech ass d'Basis vun europäischem Haftbefehl eigentlech zimlech einfach. Wann d'Gerichtsbarkeit vun engem Memberland d'Remise vun enger Persoun freet, entweder op der Basis vun enger definitiver Veruerteelung oder op der Basis vu strofrectleche Poursuiten, da gëtt dës Entscheidung unerkannt an och direkt duerchgefouert. Et muss een deem Mechanismus, dee jo ganz wäit geet, elo emol eng UlaChance ginn a sollte sech eventuell déi eng oder aner Kannerkrankheete melden, kann een de System jo nach eng Kéier op de Métier huelen an eventuell nobesseren.

Vill ass an eiser Kommissioun och iwwert den Artikel 37 vum heitege Projet diskutéiert ginn. Den Text hat jo a senger initialer Versioun virgesinn, dass deen neie Projet de loi géif eng ganz Rei vu juristeschen Instrumenter ersetzen, wéi zum Beispill déi europäesch Konvention vu 57 iwwert d'Extradition zwëschen de verschiddenen europäesche Länner. D'Kommissioun huet sech awer ganz kloer dergéint gestäipt, dass d'Procédure de remise e réckwierkende Charakter kréie géif, a sech esou och géif op Fakte stäipen, déi virun dem Akraaftriede vum heitege Projet de loi geschitt sinn.

Mir hunn eis an der Kommissioun dunn op den Artikel 32 vun der Décision-cadre beruff, dee jo spezifesch virgesäit, dass all Memberstat kann eng Erklärung maachen, dass hien als Memberstat géif widerfuere den ale System vun der Extradition fir Fakte bis zu engem gewëssen Datum bäizebehalen. Dësen Datum dierf awer net, wéi dat scho vu menge Virriedner ënerstrach ginn ass, nom 7. August 2002 sinn. De Statsrot huet bei deem Amendement gemengt, dass hien et besser fonnt hätt, wa Lëtzebuerg esou eng Deklaratioun scho bei der Adoptioun vun Artikel 32 gemaach hätt. Doriwwer léisst sech diskutieren.

Här President, dese Projet de loi ass e wichtige Schrëtt a Richtung reellen europäesche Rechtsraum. Hie soll et erlaben der internationaler Kriminalitéit an den terroristeschen Aktivitéiten e weideren effikasse Rigel virzeschieben, an esou d'Sécherheet vun den europäeschen Bierger verbesseren.

Ech ënnerstëtzen dee Projet de loi a bréngen heimat och den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Madame Beissel. Den nächsten geschriwwene Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, et ass e ganz wichtege Projet, dee mer haut stëmmen oder och net. Et ass derwäert, dass een driwwer debatiert, souguer seriö driwwer debatiert.

Et huet een de Rapporteur gelies an héieren, verschidde Riedner och, déi zwar am Prinzip der Chamber recommandéiere fir dës Gesetz ze stëmmen, mä awer och en etlech Onzougängelecheete vun deem Gesetzesprojet a vun dem Accord europäischem ervirgestrach hunn. An hei dierf een net vergiessen, dass een en matière pénale ass an een déi Gratlinn tëschent der Repressioun an der Verteidigung vun de Mënscherechter net dierf iwwerscheiden.

Et ass kloer, dass mir alleguerten der Meenung sinn, dass muss engeresch géint déi grous internationaler Kriminalitéit a géint den Terrorismus virgaange ginn. Et ass kloer, dass mir alleguerten opgrond vum Artikel 31 vun der europäescher Verfassung a mat deenen Decisiounen, déi zu Tampere an zu Laeken festgehale gi sinn, am Prinzip an déiselwecht Richtung wëlle goen, mä nach muss ee soen, dass deen éischte Schratt, deen hei gemaach ginn ass um Gebitt vun der Bekämpfung vun der internationaler Kriminalitéit, zwar en éischte Schratt ass mä op jiddfer Fall kee gelangene Schratt.

Et muss ee festhalen, dass et richteg ass, dass een en europäeschen Haftbefehl virgesäit. Déi Diskussioun ass jo och schonn eng ganz laang Zäit an Europa gefouert ginn. Ech wëll nëmme hiweisen op déi zwou Konventionen vun 1995 an 1997 zum selwechte Sujet, déi an der Debatt stongen a wou et keng wesentlech Progrès gi sinn, well eng etlech Länner net bereet waren, oder sech net dozou duerchrénge konnten, fir déi Konvention an d'nationale Recht ëmzesetzen, well verschidde Onzougängelecheeten do scho bestanen hunn.

Du kوم den 11. September, an duerch déi politesch Pressioun, déi sech doraus erginn huet, ass dunn e politeschen Accord fonnt gi fir kënne géint den Terrorismus méi staark virzegoen. Mä ëmmer wann een e politeschen Accord fënnt, da ginn och ganz oft d'Problemer, déi nach bestinn, ënner den Teppich gekieft, an et ass dat, wat bei deem Accord geschitt ass.

De ganze System baséiert op dem Fait, dass d'EU-Memberstate eng Justiz hunn an déi ee ka Vertrauen hunn, well déi déi europäesche Mënscherechtskonvention ënnerzeechent hunn, an esou keng Gefor wär, dass déi individuell Rechter an deene 15 respektiv 25 Länner vun Europa a Gefor wäeren. Mä d'Europäesche Kommissioun huet an hirem Avis iwwert d'strofrectleche Prozeduren awer drop higewisen, dass et nach Problemer géing ginn. Si seet, dass déi Rechter, déi am Accord virgesi sinn, zwar um Pabeier bestinn, mä well se net detailléiert si kann all Stat esou handeln wéi e wëllt respektiv aner Decisiounen huele wéi se a sene Gesetzer sinn oder déi änneren. Bref, et ass e blannt Vertrauen, wat gemaach gëtt. Et muss een och soen, dass et keng onofhängeg Evaluatioun vun de Gerichtssystemer an dem Fonctionnement vun de Gerichter an der EU gëtt, a mir

héieren, dass bal all europäescht Land, y inclues Lëtzebuerg, ganz oft um europäesche Mënscherechtsgericht veruerteelt gëtt, well verschidde Violatiounen festgestallt gi si beim Fonctionnement vun den nationalen europäesche Gerichter.

Den Ugekloten, déi Persoun, déi suspectéiert gëtt, eng kriminell Dot gemaach ze hunn oder Kompliz ze si bei enger Dot, oder bei enger versichtener Dot, ka sech fir seng Rechter ze wahren entweder op en internationalen Text vun der Europäescher Mënscherechtskonvention beruffen oder op déi Europäesche Mënscherechtscharta, wou den Text vun där Charta awer net juristesche bindend ass.

De Problem vum Signalement vun enger Persoun ass, dass déi scho ka verhaft ginn einfach duerch de Fait, dass se signaliséiert ass. Jiddfer ee weess, dass et do Panne gëtt, dass heiansdo Leit mat deemselwechten Numm kënnen verhaft ginn. Hei geet een also och op eng grous Inconnue hin, wann een dese System ausweit, ouni dass Rechter besti fir déi eenzel Persoun, fir sech ze verteidegen.

Da muss een den Artikel 5.1c vun der Europäescher Mënscherechtskonvention vergläiche mat dem Artikel 5.3 vun darselwechter Konvention. Jiddfer Persoun kann an de Prisong gesat gi wa Gefor besteet, dass se kéint eng Strofdot beagoen, oder wa se zu enger Strofdot veruerteelt ginn ass a kéint fortlafen, oder einfach wa Gefor besteet, dass se eng Strofdot kéint beagoen a fortlafen.

Et ass awer och an darselwechter Mënscherechtscharta virgesinn, dass esou eng Persoun direkt muss virun de Riichter gefouert an an engem rasonnablen Délai veruerteelt ginn, oder si muss, wann dat net geschitt, an engem rasonnablen Délai, während der Prozedur net op fraie Fouss gelooss ginn. Mä wann een an de Prisong gesat gëtt op Basis vun enger Ausweisung, op Basis vun engem Haftbefehl en vue de son extradition, da bestinn déi Rechter net. D'Europäesche Kommissioun huet op dese Problem opmierksam gemaach a gesot, mir missten hei méi prezis Texter virgesinn.

Do muss een och op den Artikel 6 vun darselwechter europäescher Mënscherechtskonvention hiweisen an op den Artikel 47 vun der Mënscherechtscharta. Do gëtt de Prinzip festgehale, dass jiddfer een Urecht huet op e gerechte Prozess, mä et muss een och wëssen, dass ënner engem gerechte Prozess festgehale ass, dass de Prozess muss kuerz sinn, also net ze laang daueren, dass d'Leit mussen en Affekt zur Verfügung gestallt kréien an eng Iwwersetzung muss zur Verfügung gestallt ginn, wann déi Persoun déi Sprooch vun deem Land, an dat se ausgewandert gëtt oder wou se interrogéiert gëtt, net versteeft. Am Prinzip steet dat leiten elo och hei an dem Text. Mä et gëtt net gesot, wéi datt dat soll geschéien, wéini dat soll geschéien. An et ass a verschiddene Länner zwar virgesinn, mä wou et net gratis ass, wou d'Délaien aneschters sinn.

Bref, d'Europäesche Kommissioun hat proposéiert fir am Text vum Accord iwwert den europäeschen Haftbefehl spezifesch Mesur virzegesinn, déi genee d'Rechter vun Bierger festhalen, wat seng Verteidigung viru Geriicht ueget. D'Justizministeren, an ënner hinnen de Lëtzebuurger Justizminister, hunn awer decidéiert fir d'Rechter vun Bierger, speziell vun Lëtzebuurger Bierger, deen eng speziell Protektioun bis elo hat, ze opferen zu Gonschte vun engem schnelle politeschen Accord iwwert den europäeschen Haftbefehl. Dat war falsch.

Ech wëll och hiweisen op den Artikel 8 vun der Europäescher Mënscherechtskonvention. Do gëtt geschwat vun Respekt vun Familjeliewen. De Prisonnier, den Untersuchungsgefangene soll

d'Méiglechkeet hunn, no bei senger Familjen am Prisong ze sinn, notament bei enger längerer Period oder während där Zäit, wou en an der Untersuchungshaft ass. Dat ass hei opgehewen. Dovunner steet guer näischt do.

Da gëtt en anere wichtege Prinzip hei an d'Bresch geschloen. Dat ass dee vun der duebeler Incrimination. No deemem Prinzip geet ee vun der Iddi aus, datt, well et an all Land ënnerschiddlech Texter an Opfaassung gëtt, wat strofrectlech Texter ueget, all Land d'Recht muss hu fir ze kucken ob déi Strofdot, déi an engem anere Land besteet, och a sengem Land strofbar ass. Et ass e fundamentale Prinzip. Haut laude mer d'Enn vun deemem Prinzip an. Woufir? Well et besteet eng Lëscht vun 32 Ausnahmen zu deemem Prinzip, wou bal zwee Drëttel vum Code pénal duerchgezu ginn.

Historesch a kulturell Differenze gëtt et tëschent den EU-Länner, an dat huet och zu verschiddenen ënnerschiddlechen Opfaassungen zu ethesche Froe gefouert. Éischters den Avortement, d'Euthanasie, den Drogeverkat, d'Legalisierung vum Haschisch. Hei muss ee festhalen, datt déi Lëscht vun 32 Infractions, déi mer virleien hunn, vague, onprezis ass.

Den Terrorismus gëtt an all Land ënnerschiddlech definéiert. An Italien ass dat toute organisation subversive. Dat ass nach en Text, deen aus der Zäit vum Mussolini kënnt. Et gesäit een also ongeféier, wéi wäit een hei kann den Terrorismus definéieren.

Den Här Rapporteur huet mat Recht geschriwwen: „que cette liste a néanmoins le mérite de tracer assez clairement les contours...“ - ech widerhuelen: „les contours des infractions visées.“ Et ass och bei de Konture bliwwen. Et ass bedauerlech, datt mer hei et net fäerdeg bruecht hunn um europäesche Plang fir déi Konturen an e prezisen Text ëmzewandelen. An de Rapporteur huet och mat Recht op déi Diskussiounen higewisen, déi an der Kommissioun gefouert gi sinn iwwer Problemer vun Interpretation.

Et gesäit een, datt gesot gëtt am Rapport, datt een deen Ablack, wa sech ee Problem vun Interpretation géng stellen, dee bei den Europäesche Gerichtshaff misst verweisen iwwert de Wee vun enger Question préjudicielle. Dat ass alles schéin a gutt. Mä datt ass d'Theorie! Well hier dat europäescht Gericht statuéiert, dauert dat dräi Joer. Während där Zäit setzt dann een am Prisong während dräi Joer, bis een dann eventuell kucke kann, ob dat dann de richtigen Text war a wéi dat dann ze interpretéieren ass.

An da muss een och kucken, datt eventuell, wann een hei gesäit Mord, dat dann op éischt Siicht kee Problem ass. Mä Mord a verschiddene Länner ass zum Beispill net iwwerall esou opgefaasst. Beispill: Holland a Belgien gesinn d'Euthanasie net als Mord un. An Irland an a Portugal gëtt den Avortement nach als Mord ugesinn. Irland huet elo gesot, datt et wëllt déi Leit, déi am Ausland enger irescher Fra bei engem Avortement medezinesche Hëllef leeschten, als Mäerder, als Kompliz zu engem Mord viru Geriicht stellen. D'Regierung an d'Chamberkommissioun gesinn do kee Problem.

(Interruption)

Jo?

M. Patrick Santer (CSV). - Dierf ech just e Commentaire ginn?

An der Doktrin, déi de Mandat d'arrêt europäischem doriwwer kommentéiert huet, ass ganz kloer d'Problematik vun Avortement diskutéiert ginn, an do sot déi autoriséiert Doktrin, datt den Avortement, deen a verschidde Länner ënner Strofstee, net ënner dem europäeschen Haftbefehl als Homicide volontaire soll considéiert ginn. Ech wollt dat just preziséieren.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech si ganz frou, datt den honorabelen Här Santer mech elo hei bestätegt. Well, et ass dach droleg...

(Interruption)

Neen. Waart elo. Ech äntwären lech elo drop. Et ass dach droleg, datt anscheinend d'Doktrin ënnerschiddlech interpretéiert gëtt. Well an der Belsch si se mat d'arselwechter Doktrin zur Konklusion komm, datt se et missten an den Text setzen an d'Ausnahm virgesinn. Datselwecht d'Hollänner. Datselwecht verschidden aner Länner.

(Interruptions)

Jo! Ma ja, gesitt Dir! Déi hunn déi Doktrin gelies an anescht interpretéiert wéi Dir. Et ass jo dat, wat ech soen. All Land muss hei kucken, datt et am Strofrechtliche prezis Texter kritt. Da brauch een enner Juriste keng Debatten ze féieren. Da sinn d'Texter kloer. Et brauch ee just nëmme dat ze maachen, wat d'Belsch gemaach hunn.

Ech bedauern, datt d'Kommissioun net en Amendement ugeholl huet, dee ganz einfach gewiescht wier am Artikel 3 en neie Punkt 4: „Pour l'application du point 3, les faits d'avortement visés par l'article du code pénal, ne sont pas considérés comme couverts par la notion d'homicide volontaire.“ Dat wier ganz einfach gewiescht an da wier all Doute aus dem Wee geraumt gewiescht. Ech mengen, et ass elo méiglech, datt een elo net wëllt op dee Wee goen. Mä fir mech perséinlech schéngt et awer, et ass besser, datt ee bei strofrechtlichen Texter prezis Texter huet.

Da gesi mer, wéi et och zu aner Problemer ka féieren, wat d'Interpretatioun vun de Stroftexter ugeet. E Beispill fir déi, déi sech fir d'Formel 1 interesséieren. Déi hunn Angscht hei virun dësem Gesetzestext.

(Interruptions)

Nee, well an Italien ass et esou, wann do eng Persoun eng Plainte mécht, well bei enger Formel-1-Course oder bei soss enger Moto-course eng Persoun leie bliwwen oder schwéier blesséiert ginn ass, da kann déi Persoun an Italien weinst Mord oder weinst versuchten Mord viru Geriicht geholl ginn, obwuel an allen aneren europäesche Länner et déi Infractioun net gëtt an als solches net als Mord virgesinn ass.

Dann hu mer hei de Problem gehat vun der Escroquerie fiscale. Am Text, dee mer virleien hunn, steet hei wuel Escroquerie. Ass d'Escroquerie fiscale da mat drënner oder net? De Rapporteur seet: „Il est clair“ - dat ass ni e gudden Ausdrock - „que la décision-cadre vise les infractions d'ordre fiscal, même s'il n'est pas encore établi avec certitude quel intitulé générique de la liste vise précisément ces infractions.“ Also hei elo an der Kommissioun selwer am Rapport soe mer, datt mer do esou e klengen Hokuspokus musse maachen, wat déi Definitiou do ugeet.

Mir wäerten dann herno gesinn, wat déi auslännesch Riichtere mengen iwwer ons Interpretatioun hei vum Text. Mä ons Interpretatioun vum Text ass hinne quiitschegal! Si decidéieren a Frankräich, an Däitschland an an England oder wou et dann eben ass, sou wéi si et fir richtig fannen an net, wéi mir et hei an der Chamber gemengt hunn.

Cyber-Kriminalitéit - ech weess ni genau, ob ech et soll op Franséisch oder Däitsch ausschwätzen -, dat ass zu Lëtzebuerg keng Infractioun. Wann Der um Internet verschidde Saachen downloaded, dann ass dat am Ausland e schwéieren Delikt, dee mat - a Frankräich huet een dat jo elo gesinn - bis zu zwéi Joer Prisong mat Sursis bestrooft gëtt, e puer Jonker sinn dozou veruerteelt ginn, mä zu Lëtzebuerg ass et keng kri-

minell Dot. Mä wann een dat awer elo hei zu Lëtzebuerg mécht, da kann e franséischen Untersuchungsrichter de Lëtzebuerger an de Prisong setzen.

Dat heescht, datt et an Zukunft esou ass, datt de Lëtzebuerger muss elo wësse wat fir eng gerecht strofrechtlich Prinzipien a 15 Länner an Europa bestinn, an e muss och nach wësse wat fir eng Strofrechtprozeduren an deene 15 Länner bestinn, a wa mer elo gläich op 25 Länner sinn, da musse mer dat op 25 Länner ausweiten. Ech mengen do gesäit ee wou de Problem sech stellt. Et ass derwäert, datt een en diskutéiert hätt, an ech bedauern nach eng Kéier, datt eng Regierung higeet an esou en Text aus politesche Grënn, nom 11. September, e politeschen Text festhält, wou et awer eng etlech juristisch Mängel ginn.

Dann ass de Problem vun der Spezialitéit opgeworf ginn. No dësem Prinzip kann eng Persoun, déi ausgelievert gëtt op Basis vun enger spezifescher Strofdot, no der Auslieferung nëmme weinst dëser Strofdot viru Geriicht kommen an net weinst enger anerer, enger neier Infractioun, déi den auslännesche Richter zrëckbehalen huet. Dat ass och elo eriwuer.

Une voix. - Dat ass net wouer!

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Dir kënnt also an Zukunft weinst Escroquerie ugeklot ginn a schlussendlech weinst enger anerer Infractioun veruerteelt ginn an net fir déi nei Infractioun woufir Der ausgelievert gi sidd. Dat ass méiglech. Dir musst vläicht Aren Accord dozou ginn - dat ass esou am Text virgesinn -, mä et ass awer méiglech, datt dat geschitt.

(Interruption)

Esou kann zum Beispill eng Persoun weinst Vol organisé am Zusammenhang mat enger politescher Aktivitéit verhaft ginn an dann herno kann dat als Requalifikatioun als terroristeschen Akt virgesi ginn.

Une voix. - Dat ass falsch!

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech wëll just nëmme drop hiweisen, datt ech déi Zitater, déi ech hei ginn, vum Syndicat national de la magistrature vun eminenten Droitsproffen iwwerholl hunn. Datselwecht gëllt och nach bei verschidden aneren Infractiounen, wou een net gesäit wéi déi Saache requalifizéiert kënne ginn. Dat ass de Problem dee virgesinn ass an an dësem Text ongenügend geléist ass, wou net genau gesot gëtt wéi dat Ganzt soll gehandhabt ginn, an ech bedauern et iwwerhaupt, datt de Prinzip selwer vun der Spezialitéit opgehuewe gëtt, ënnert deene Konditiounen wéi et elo am Gesetz steet. An deen Accord, dee kann och an all Land anescht ausgeluecht ginn. Dat heescht, mir kënnen hei mengen et wier esou, mä an anere Länner kann et anescht goen.

Da muss een och festhalen, datt den Transfert...

M. le Président. - Här Henckes, den Här Bettel wëllt lech eng Fro stellen.

M. Xavier Bettel (DP). - Här President, ech wollt just dem Här Henckes eng Fro stellen. Hie schwätzt hei vum Principe de spécialité. Dee gëtt et schon haut an deen ass haut genau deeselwechte wéi an deem neien Text. Ob den Här Henckes net déi Meinung deelt oder dat nach net am Code d'instruction criminelle gelies huet?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech wollt dem honorabelen Här Bettel keng Lektioun ginn,...

(Hilarité)

...mä ech wollt nëmme drop hiweisen, datt ech bien entendu dofir plädéieren, fir de Principe de spé-

cialité bäizebehalen. Dir hutt mech jo elo héieren. Dat Eenzegt, wat ech bedauern, dat ass, datt an dësem Text dee Prinzip opgehuewe gëtt. Dat ass dat wat net an der Rei ass, an e gëtt opgehuewen an deem Sënn datt kann doriwwer dérogiert ginn, a mir wëssen net...

(Interruptions diverses)

Doriwwer kann dérogiert ginn, an ech brauch hei just nëmme den Text virzeliesen, dat ass, datt den Accord vun der Persoun ka virgeholl ginn.

M. Xavier Bettel (DP). - Dat ass datselwecht haut, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech bleiwen elo bei mengem Text. Ech kann herno den Text virlesen.

(Brouhaha général)

M. le Président. - Den Här Rapporteur kann ëmmer agräifen. Här Rapporteur, wann ech gelift!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Här Henckes, Dir verfuert hei ëmmer mat all méiglechen Affirmatiounen. Dir hutt hei elo zwou Affirmatiounen vun lech ginn. Do wär ech awer frou, wann Der eis emol géift genau soe wou déi géife stoen, wou Der déi hierhutt. Éischtens hutt Der hei behaupt, hei géift déi Règle de la spécialité net spilen. Sot mir ganz genau wou dat an deem Text iwwer de Mandat steet! An zweetens hutt Der hei affirméiert, Dir hutt lech do beruff op iergendwéi grouss Spezialisten a Frankräich, déi Der do gelies hutt. Wär Der dann esou gentil an Dir géift dat Dokument, op dat Der lech do baséiert, hei der Chamber virlesen?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Kee Problem. Ech hunn et hei leien. Et ass kee Problem. Wann Der mer just erlaabt, datt ech herno lech den Text da virlese wann ech meng Interventioun fäerdeg gemaach hunn. Ech hu kee Problem fir dat doten ze maachen. Ech hätt just nëmme bedauert, datt den Här Rapporteur vläicht gutt gehat hätt den Text selwer virzeliesen. Ech bedauern, datt en den Text anscheinend e bësselchen iwwerflächlech gekuckt huet. Mä op jiddfer Fall do hunn ech hie verstanen.

(Interruptions diverses)

M. le Président. - Loosst den Här Henckes elo weiderschwätzen!

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech wëll hei soen, datt et och eng schwéier Linn ze zeeche gëtt iwwer déi Aart a Weis wéi hei kann an der Praxis prozedéiert ginn. Zum Beispill verschidde Länner gesinn d'Méiglechkeet vun enger Situation directe vir, wou et am Fong méiglech ass, datt eng Privatpersoun eng aner Persoun direkt viru Geriicht zéie kann, virun e Stroferiicht zéie kann. Dat besteet a verschiddenen europäesche Länner net. Wéi déi Problematik hei geléist gëtt, do wier ech frou wann den Här Rapporteur ons kéint soe wéi et a Problemer geléist gëtt vun enger Situation directe. Deen zweete Problem, deen ech wëllt un de Rapporteur stellen, ass dee wat een enner „autorité judiciaire compétente“ an enner „décision judiciaire“ virgesäit, an ech wëll do notament wëssen, ob Militärgeriichter an Ausnahmegeriichter och viséiert sinn oder net? Dat ass eng Fro, déi ee sech stelle kann, well et eng etlech Saachen an där Problematik sinn.

Da begrëissen ech, datt d'Kommissioun bereet war fir eng Proposition vu mir unzehuele fir d'Re-

troaktivitéit, déi am initialé Gesetzestext net virgesi war, awer ofgeschafte a fir den Datum vum 7. August 2002 zrëckbebehalen. Ech mengen dat ass positiv gewiescht, datt mer alleguerte konnten op dee Wee goen, well déi Retroaktivitéit a strofrechtliche Saachen ass awer eppes wat ganz geféierlech ass, an dofir hu sech och déi meescht auslännesch Gesetzgeber domat d'accord erkläert fir esou en Délai anzusetzen.

Dat wat een hei muss festhalen, dat ass, datt dee System vum europäeschen Haftbefehl prinzipiell an déi gutt Richtung geet, mä datt een awer gesäit, datt en eng etlech Onzoulängelechkeeten huet an datt eng etlech Präzisiounen feelen. De Risiko besteet, datt wann et zu e puer Panne kënnt, datt wann et zu e puer Fäll kënnt wou op eng Kéier d'Leit soen, hei si Mëscherechter mat Féiss getréppelt ginn, datt deen Ablack de ganze System un d'Wackele kënnt, an et ass dat wat mer bedauern. Dat ass, datt mer hei net d'Geleeenheet gehat hu fir zesumme mat der Regierung, esou wéi mir et als ADR ëmmer verlaangen, an der Virbereedungsphas, als Chamber iwwer de Wee vun der juristescher Kommissioun, an Zesummenarbecht mam Justizminister, en Text auszuschaffen, deen an déi richtig Richtung gaange wier, deen déi néideg Präzisiounen virgesinn hätt, esou wéi et hätt misse sinn. An Ablack besteet leider de Schutz virum Arbitraire vun auslännesche Gerichter nëmme um Pabeier, an et ass dat wat mer bedauern.

De Lëtzebuerger, dee konnt bis elo ausgelievert ginn, an Zukunft muss en ausgelievert ginn. Hei am Land muss de Lëtzebuerger wëssen, datt en an Zukunft all Gesetzgebung am Ausland muss respektéieren, all Strofgesetzgebung deen Ablack wou et eng...

(Interruptions diverses)

...an datt et eng etlech Schwierigkeiten an Interpretatiounen doriwwer gëtt.

(Interruption)

An doduerjer ass en Text hei entstanen, dee relativ onkloer ass an deen ongeféier an alle Parlamenten zu ganz groussen Debatten Ulass ginn huet, an ech brauch nëmme dem Rapporteur säin eegenen Text ze liese fir ze gesinn, datt et op e puer Punkten och bei him Douté ginn, an hien huet hei a senger Schlussinterventioun gesot, datt den Text zwar e puer negativ Punkten hätt, mä datt déi positiv géingen iwwerweien an dofir géif hien der Chamber recommandéieren, den Text ze stëmmen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Dat war awer op jiddfer Fall en Zougständnis, Här Rapporteur, datt Dir awer och gesitt, datt den Text e puer Onzoulängelechkeeten huet. Fir lech si se minimal, dat ass Är gutt Meinung, dat wëll ech och als solches respektéieren, mä dat ass ons Meinung net. Mir mengen, datt dat hei en Text ass, deen zu Abüe féiert, wou mer net sollen duerch déi Aart a Weis, wéi dat heiten zustane komm ass, de Regierung soen, si sollten op ähnelche Weeër nach weiderfuere mat onpräzisen Texter. Dat ass dat wat net gutt ass, datt ass dat wat mer net wëlle matdroen, well d'Rechter vum Bierger net onbedéngt ofgeschéert sinn, well et e Flou artistique ass, well d'Problemer ënnert den Dësch gekiert gi sinn an dofir wäert den ADR dësem Text net zoustëmmen.

(Interruption)

M. le Président. - Den Här Henckes ass awer elo fäerdeg.

M. Xavier Bettel (DP). - Ech wollt just dem Här Henckes d'Beimierung maachen, Här President, datt eng Lëscht do ass vun den Infractiounen an en net soll soen,

dass hei all Bierger misst a ganz Europa d'Dispositionen vun deenen anere Länner kennen. Mir hunn eng Lëscht. Géint wat hutt Dir eppes? Géint d'Traite des êtres humains, géint den Terrorismus, géint Bomben? Dat sinn déi Lëschten, déi do sinn. Et ass net egal wat.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Sot mer emol wéi an Italien den Terrorismus definéiert gëtt a bei ons? Elo ass alles roueg!

M. le Président. - Als lescht Diskussionsriednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRENG). - Här President, déi Gréng soe jo zu enger Harmonisierung vun de juristesche Systemen an der EU. Mir soen och jo zur Entwécklung vun enger europäescher Justiz- a Penalpolitik, net nëmme am Sënn vu méi Europa, mä och am Sënn vu méi Gerechtegheet a Gläicheit tëschent den EU-Biergerinnen a -Bierger, sous condition dass déi fundamentale Rechter vum Einzelnen ofgeschéert sinn. Dat ass awer eiser Meinung no, Här President, bei dësem Projet de loi net de Fall.

Zu Tampere konnte sech 1999 d'EU-Justizministere net op esou e Wee festleeen an dofir ass de System vun der géigesäiteger Unerkennung weidergefuert a verfestegt ginn. D'Philosophie vum europäeschen Haftbefehl geet also guer net an d'Richtung vun engem europawäit gültige Rechtssystem, mä, an dat ass da vläicht och dat Perverst un deem ganze Modell, deen an deem Projet hei enthalen ass, vun enger europäescher Auslieferungspolitik, op Grond awer vun total ënnerschiddlechen nationale Rechtssystemer. Dobäi sinn net nëmme Leit betraff, déi scho veruerteelt sinn, mä och déi, wou e Verdacht op eng Infractioun besteet.

Et kann een also soen, dass dee restriktiven europäeschen Apparat, wéi mer e scho vum Schengener Informationssystem hier kennen a wéi en dann elo och hei beim Haftbefehl wäert ugewannt ginn, gestärkt gëtt, ouni dass de Pendant dozou, nämlech d'Ausbildung vun deem europäesche Rechtssystem, deen och de Bierger an d'Biergerin géif schützen a gläich behandeln, géif scho bestoen.

Ech wëllt hei de Soziolog Jean-Claude Paye zitieren, deen am „Monde diplomatique“ zu där Thematik Stellung geholl huet an deen zu den Décisiounen, déi zënter dem 11. September 2001 vun den EU-Justizministere geholl goufen, gesot huet, si hätten als Resultat: « d'étendre la souveraineté des pays en matière pénale à l'ensemble du territoire de l'Union tout en supprimant les différents contrôles politiques et judiciaires de la légalité de leurs actes », an hie bezitt dat expressément och op den europäeschen Haftbefehl.

Grad wéi beim Antiterrorismus-Gesetz, seet hien, gëtt hei d'Utilisation vun exceptionellé Prozedure justifizéiert.

Een eischt Géigenargument, wat de Kritiker vum Mandat d'arrêt entgéint gehale gëtt, ass dat, dass jo hei d'double Incrimination géif bestoe bleiwen an dass en général nëmme déi Infractiounen, wou mindestens ee Joer Fräiheitsentzug als Héchststrof drop steet, hei konzernéiert sinn an deenen déi zwee konzernéiert Länner, also d'Auslieferungsländ an d'Land wat d'Demande op d'Auslieferung gestallt huet, déi Héchststrof setzen. Dat wier e Kompromëss mat deem ee kënnt liewen, och wann en a kenger Weis dozou bäidréit fir dee Prozess vun der Harmonisierung, vun deem ech elo geschwat hunn, ze stimulieren, an och wann eleng datt schon heescht, dass fir all Verdacht wou nëmme ee Joer Héchststrof besteet, schon de Mandat d'arrêt kann ugeleiert ginn, an also e

Signalement am Schengener Fichier gemaach gëtt.

En theoretescht Beispill ass d'Lëtzebuerger Drogengesetz - ech hu mer dat nach eng Käier ugekuckt -, wou bei eis schon um Kultivéieren vu Cannabisplanzen Héchststrofe bis fënnf Joer stinn. Op Grond vun esou engem Verdacht kënnst een also schon an de Schengener System kommen.

Net zu Lëtzebuerg, mä awer an aneren EU-Länner, an Éisträich a Griichenland an a Portugal gëtt et dann och nach Strofgesetze géint Homosexueller. Ech weess net genau wéi héich do d'Héchststrofe sinn, mä op alle Fall hunn déi europäesch Associatiounen vun den Homosexuellen sech awer scho bewiergt gewisen iwwert deen Text vun där Décision-cadre an ech mengen och, dass déi Suerg net onberechtigt ass.

An dann, an den Här Fayot huet et virdu scho gesot, konnte mer jo zu Lëtzebuerg och schon erliewe wat e Signalement am Schengener Informatiounssystem alles bewierkt. Mir erënneren eis all un de Fall vun Ahmed Flidja, deen op Grond vun esou engem Signalement vun de franséischen Autoritéiten aus Lëtzebuerg an Algerien refouléiert ginn ass an dunn duerno erstaunlecherweis awer a Frankräich konnt regulariséiert ginn, esou dass ee sech d'Fro stellt, wéi sou ass et zu deem Signalement komm? Wat stoung do derhannert a wéi sou huet en herno net méi gegollt? Doriwwer krute mer ni eng Opklärung. Mä op alle Fall kann ee sech awer da ganz kloer d'Fro stellen, wéi licht oder wéi schwéier, dass een eben dann an dee Schengener Informatiounssystem-fichier do kann erakommen.

Dese Mandat d'arrêt wier och e Komproméss, mat deem een op Grond vun der Tatsaach kënnst liewen, dass d'Politik ausgeschalt gëtt an dass d'Prozedur net méi iwwer Ambassaden a Ministeren, mä just nach tëschent Geriichter leeft, wat vläicht op manner politesche Kouhandel géif erauslafen. Dat hei Argument kann een awer direkt och erëm emdréinen a soen, dass de Schutz vun Einzelnen eventuell och doduerch kann ofhuelen, och wann an engem gewëssene Sënn hei vläicht méi Gerechtheek an Équitabilitéit géif entsto.

Mä do kënnst dann déi berühmte Lëscht mat deenen Infractionen an d'Spill, wou de Prinzip vun der double incrimination ausgesat gëtt, wann eng Héchststrof vu mindestens dräi Joer drop steet.

Här President, aner Leit heibanne maache sech vläicht méi Suergen iwwer Elementer wéi d'Fraude fiscale oder Escroquerie, déi op der Lëscht och gefouert ginn an d'Schutzpatréiner vun der Bankeplaz si jo schon hei defiléiert. Mir gesinn als Gréng an anere Beräicher Risiken, zum Beispill beim Stéchwuert Homicide volontaire, Coups et blessures graves. D'Beispill ass schon zitéiert ginn an den Här Fayot huet och schon drop higewisen, dass mer an der Kommissioun iwwert déi Problematik vun Abortement a vun der Euthanasie geschwat hunn, well mer nämlech gesinn hunn, dass an der Belsch do e ganz kloeren Text an d'Gesetz dragesat ginn ass.

Mir goufen eis an der Kommissioun net eens, ob esou Reserven dann eigentlech outwendeg wieren oder net. Zu deene Berouegungen, déi vu Säite vun der Regierung an och vom Parquet komm sinn, kann ee sech awer trotzdem am Nachhinein Froe stellen an op alle Fall weist dat Beispill wouzu d'Ophiewe vun der double incrimination vläicht kënnst féieren an et weist och wéi onprezis déi final Beräicher sinn, déi an där Lëscht opgezéelt sinn, wéi onprezis se gefaasst sinn. Amplaz vu kloeren Definitioune hu mer hei schwammeg Begrëffer, wou d'Parqueten herno mussen decidéieren wat drënner fällt a wat net a wa si sech net eens ginn, dann eben den Europäesche Geriichtshaff.

En anert Beispill ass dat vum Terrorismus, dee jo och an deser Lëscht gefouert gëtt a wou mer d'lescht Joer scho Geleeënheet haten d'Imprecisioun vun deem Konzept ze kritisieren an déi geféierlech Konsequenzen, déi sech doraus fir d'Biergerrechter kënnen erginn.

Déi Lëscht, dorop wëllt ech och nach hiweisen, well dat bis elo net gesot ginn ass, kann à tout moment vum Conseil des Ministres erweidert ginn, also dee vläicht nach relativ limitéierte Rahmen, deen elo hei geschafte ginn ass, wou d'double incrimination net spillt, kann duerch nach ausgeweit ginn.

En zweet Géigenargument géint d'Kritik um Konzept vum europäeschen Haftbefehl ass dat, d'Elementer vun deser Lëscht géife just fir Crimé gëllen, déi am jeeweiligen Demandeursland als Crime gëllen. An d'Beispill vun der Cyberkriminalitéit ass jo och schon genannt ginn, wou Lëtzebuerg déi entsprecheend Konventioun nach net emgesat huet an dowéinst an deem dote Gebitt och net géif poursuivieren an e Mandat d'arrêt ufroen.

Emgedréint kann een awer och soen, dass mir mussen ausliwweren, och wann et bei eis keng Infraction wier an et muss ee sech d'Fro stellen, wien da kontrolléiert a wéi da kontrolléiert gëtt, ob am Demandeursland eng entsprecheend Gesetzgebung an där Matière besteet an ob et no Meenung vum Exekutiounsland eng Infraction ass, déi sech op där Lëscht erëmfanne léisst oder net? D'Fro vun der Kontroll gouf jo dann och vum Statsrot opgeworf an deen huet sech an deem Beräich och ganz kritesch gewisen.

Da feelen och, Här President, am Lëtzebuerger Text verschidde Soutapes de sécurité, déi et an anere Länner gëtt. Ech zitieren do d'Belsch, wou een Artikel drasteet, dass d'Exekutioun vun engem Mandat d'arrêt refuséiert gëtt: „...s'il y a des raisons sérieuses de croire que l'exécution du mandat d'arrêt européen aurait pour effet de porter atteinte aux droits fondamentaux de la personne concernée, tel qu'ils sont consacrés par l'article 6 du traité sur l'Union européenne“.

En ähnlecht Beispill gëtt et am franséischen Text. Och do gëtt de Mandat refuséiert: „...s'il est établi que ledit mandat a été émis dans le but de poursuivre ou de punir une personne en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de son origine ethnique, de sa nationalité, de sa langue, de ses opinions politiques, ou de son orientation sexuelle, ou qu'il peut être porté atteinte à la situation de cette personne pour l'une de ces raisons“.

Et kann ee sech d'Fro stellen, firwat dass am Lëtzebuerger Text keen esou ee Saz drasteet. An ech hu mer d'Décision-cadre nach eng Käier ugekuckt. Och do ass eng interessant Entwécklung festzustellen, well am Projet vun der Décision-cadre ass et nach eng Clause de sauvegarde ginn - och déi huet ech hei virleien -, wou expressément gesot ginn ass, dass all Stat kéint, wann e mengt, dass esou eng Problematik virläit, eng Ausliwwerung refuséieren.

Am endgültigen Text vun der Décision-cadre ass dat net méi de Fall. Do gëtt et just nach e Considérant, deeselewachten Text, mengen ech, wéi mer en och an deem iwwert den Terrorismus hunn, wou just nach drasteet, dass: „...rien dans la présente décision-cadre ne peut être interprété comme une interdiction de refuser la remise d'une personne qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt européen, s'il y a des raisons de croire...“, an da kënnst déi Opzielung erëm eng Käier zrëck. Dat heescht et ass eng daitlech Ofschwächung do am Kader vun den Diskussiounen um europäeschen Niveau geschitt, an et misst een d'Fro och stellen, wat

fir eng Relevanz en Text nach huet wann e bei de Considérant steet an net méi am Text vun der Décision-cadre selwer. Op alle Fall feelt esou en Text am Lëtzebuerger Projet de loi.

De System vum europäeschen Haftbefehl baut um Prinzip vum géigesäitege Vertrauen op. Et ass awer eng Fro, ob dat Vertrauen ëmmer gerechtfertigt ass, grad wa mer un d'Erweidung denken an un de Fait, dass deenen neie Länner hir Rechtssystemer, hir polizeilech a juristesche Elementer nach net onbedéngt um leschte Stand sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, den europäeschen Haftbefehl féiert net zu enger Unificatioun vun de Législatiounen a penale Prozeduren, mä en erlaabt weiderhin d'Koexistenz vu ganz groussen Disparitéiten tëschent den EU-Memberstaaten. E géif eigentlech eréischt dann e Sënn maachen, wann d'Konstruktioun vun engem Droit pénal européen zustane komm ass. En ass och am Widersproch mat dem Traité constitutionnel vun der EU-Konventioun, déi am Artikel 171 eng Coopération judiciaire en matière pénale virgesäit, déi awer méi wäit geet wéi dat heiten, a vun engem Parquet européen schwätzt, oder vu Minimalregeln, wat d'Definitiou betrëfft vun Infractionen graves a vun deenen dozougehéirege Sanktiounen.

Ech weisen iwwregens drop hin, dass déi Gréng am Europaparlament sech ganz staark fir esou Minimalregeln och beim europäeschen Haftbefehl agesat hunn an och Amendementer presentéiert hunn, déi awer ofgelehnt goufen. Mir bleiwen, fir am Jargon vum europäesche Konvent ze schwätzen, mat deem Text vun der Décision-cadre an dann och mat der Émsetzung a Lëtzebuerger Recht am intergouvernementale Sumpf stiechen, amplaz e reelle Schrëtt a Richtung Europa ze maachen. Dat ass deen ee Grond, firwat mir als Gréng dese Projet oflehnen. Dat anert ass, wéi gesot, deen, dass hei d'Päerd vun hannen opgezäumt gëtt, dass de repressiven Apparat verstärkt gëtt ier e Code pénal européen zustane komm ass, wou Garantië fir de Schutz vun de Biergerinnen an de Bierger dran enthalte wäeren.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, d'Wuert ass um Här Justizminister Luc Frieden. Entschëllegt, den Här Henckes huet nach eng Fro. Här Henckes, wann ech glift.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, ech wollt virdrun...

(Interruption)

... - Här Rippinger, ech si frou, dat Der nees an der Chamber sidd -, just nëmme Folgendes soen, dat am Artikel 29 Paragraph 1, der Regel vun der Spezialitéit, iwwert déi virdrun eng Kleng Debatt war, festgehalten ass, an dat confirméiert dat, wat ech hei gesot hunn: „Une personne qui a été remise au Luxembourg sur base d'un arrêt européen ne peut être poursuivie, condamnée ou privée de liberté au Luxembourg pour une infraction commise avant sa remise autre que celle qui a motivé sa remise“.

An am Paragraph 2 gëtt d'Méiglechkeet virgesinn, dat ee kann doriwwer dérogiieren, wann eng Demande erabruucht gëtt bei de Geriichter. Da steet am Paragraph 3: „Les paragraphes points 1 et 2 ne s'appliquent pas dans les cas suivants...“, an do gi sechs Ausnahmen opgezéelt. Ënnert anerem: „...lorsque la personne remise a donné son consentement à sa remise et a renoncé à la règle de la

spécialité“. An enner f): „...lorsque la personne remise a expressément renoncé après sa remise à bénéficier de la règle de la spécialité pour des faits spécifiques antérieurs à sa remise“.

Dat heescht, wann hei Leit ausgeliewert ginn, da kann déi Règle de la spécialité enner verschiddene Konditiounen net méi spillen.

(Interruption)

...mä nëmme mat dem Accord, a wann d'Verteidigungsrechter an d'Iwwersetzungsrechter net garantéiert sinn, da gëtt et Problemer. Et ass dat, wat ech just wollt virgesinn, dat wann een an esou Fäll kënnst, wann een als Zeie gehéiert gëtt, wann een inculpéiert gëtt wéinst där enger Infraction oder wéinst enger anerer, dat dat dann zu Schwierigkeete ka féieren. Méi wëll ech hei net soen.

Et ass just, dat mer hei eng Virwëtzung hunn en matière pénale, an et ass dat wat mer bedauern a wat ech just wollt ervirsträchen. A wéi ech virdu geschwat hunn, hunn ech net méi an net manner gesot wéi dat, wat ech grad hei virgelies hunn.

M. le Président. - Elo huet awer den Här Justizminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem europäeschen Haftbefehl maache mer e Riseschrëtt a Richtung vun engem gemeinsamen Europa am Kampf géint déi organiséiert a schwéier grenziwwerschreident Kriminalitéit.

D'Europa vun der Fräiheet, vun der Sécherheet a vum Recht verlangt, dat ee konkret Aktiounen ennerhëlt. Den europäeschen Haftbefehl, dee mer a laange Méint op europäeschem Niveau négociéiert hunn, ass e konkret Beispill vun deem, wat mer an Europa musse maachen, wa mer d'Grenzen ofschafen op där enger Säit, a wa mer op där anerer Säit net wëllen d'Grenzen am Justizberäich, an domadder am Kampf géint d'Kriminalitéit bestoe loosnen.

Et ass ricteg wéi hei de Mëtten de Rapporteur, den Här Mosar - deem ech wëll merci soe fir seng Aarbecht - gesot huet, dat den europäeschen Haftbefehl net entstanen ass duerch d'Evenementer vum 11. September, dat e virdu schon a sengem Ursprung virgesi war, mä et ass awer grad esou ricteg an ech mengen, den Här Fayot huet dat gesot, dat wann et den 11. September net gi wär, dat mer net um Niveau vun de Justizministeren esou schnell an engem Accord komm wäeren, well mer enner dem Drock vun den Evenementer, enner dem Drock och vun dem Conseil européen um Niveau vun de Stats- a Regierungschefen eng Décision hu misse fannen, déi iwwregens Här Fayot, d'Justizministere fonnt hunn, a Laeken huet dat entérinéiert, well mer just wollten évitéieren, dat op deser Schwieriger Fro misst de Conseil européen déi definitiv Solutioun erausfannen.

Déi Solutioun, déi mer fonnt hunn, ass eng, déi sécher net perfekt ass. Firwat ass se net perfekt? Mä well mer hei à l'unanimité mussen decidéieren. Hätte mer dat awer net gemaach a wäere Leit an der Regierung gewiescht, déi wéi déi Gréng an den ADR géint desen Haftbefehl stëmmen, da géing ech gäre wëssen, wat an Europa geschitt wär, wa mer do opgestane wäeren a gesot hätten, mir géingen dat net an der Rei fannen, an et esou erlaabt hätten, dat a 15 Länner vun Europa an Zukunft komplizéiert, irresponsabel Extraditionsprozedure bestoe bliwwen wäeren.

Ech soen lech, dass ech a menger Carrière als Justizminister e puermol Situatiounen hat, wou Leit hei zu Lëtzebuerg eng schlëmm Infraction gemaach hunn an an d'Ausland gaange sinn, an dat Land, wou se d'Nationalitéit hunn,

a wou mir d'Extradition refuséiert kruten an engem Dossier vun engem Iwwerfall op e Geldtransporter, an engem Dossier vun enger schlëmmer Aggressioun, wou mer déi Leit net op Lëtzebuerg kritt hunn, well déi al Regele vun der Extradition eis net erlaabt hunn, déi Leit op Lëtzebuerg ze kréien.

Ech soe grad esou, dat wann an Europa eng schlëmme Infraction geschitt, da muss dat Land op schnellstem Wee et fäerdeg bréngen, fir déi Persoun virun hir Geriichtsbarkeeten ze kréien, dat do Recht geschwat gëtt. Mir hu jo och dofir net - an dofir soen ech, ass den Text vill besser, wéi wa mer einfach dohinner gaange wäeren a gesot hätten, mir si mat allem net d'accord, esou wéi et ganz einfach ass, wann een hei an der Opposition sëtzt. Wat hu mer gemaach?

(Interruption)

Nee, Dir kënnst elo keng Fro stellen. Ech wëll fir d'éischt meng Erklärung fäerdeg ginn. Da ginn ech lech d'Méiglechkeet.

Ech hu gesot an deene Verhandlungen - well ech sinn ee vun den Haapthandwierker vun dem europäeschen Haftbefehl gewiescht, well et war an der belscher Présidence - ech hu gesot: Mir musse kucken, dat mer hei en Text fannen, dee sech op déi grouss Kriminalitéit beschränkt, well d'Europäesch Kommissioun hat en Text proposéiert fir den europäeschen Haftbefehl - wat also heescht d'Ofschaffung vun der Extradition an der Europäescher Unioun - ze applizéieren op all Infractionen. An do huet Lëtzebuerg de Komproméss proposéiert gehat an dee Komproméss war fir ze soen: „Komm mir maachen et just op deene ganz gravé Strofdoten.“ An déi grave Strofdote sinn zu engem groussen Deel déi, an domat wollt ech mäi Saz fäerdeg maachen, Madame Wagener, zu engem groussen Deel déi, déi mer schon an Europa harmoniséiert hunn. Quitte dat der och derbäi sinn, déi mer nach net harmoniséiert hunn, mä déi mer alleguerten als grave ugesinn.

Well d'Leit froe sech bestëmmt och: Firwat sinn dat der dann 32? Mä déi hu mer geholl vun enger Annex vun der Europol-Konventioun, déi iwwregens och an deem Parlament gestëmmt ginn ass, a mir hu gesot: Mir huelen déi grave Infractionen. An ech hunn nach d'Lëtzebuerger Proposition derbäigefügt, dat et nëmme déi Infractione sinn, wou eng Mindesthéchststrof vun op d'mannst dräi Joer ass. D'Lëtzebuerger Proposition war iwwregens véier Joer an et sinn herno dräi Joer zréckbehalte ginn.

Dat heescht, wann an engem Land een eppes ganz Schlëmme mécht an deen hält sech an engem anere Land op, da schéngt et mir normal ze sinn, innerhalb vun deem Europa vun de 15 - well et ass am Europa vun deenen 15, wou de Mandat d'arrêt spillt, dat hei gehéiert net zum Acquis communautaire an dofir muss et vun deenen zéng neie Länner net direkt transposéiert ginn - da schéngt et mer evident, dat déi Persoun an dat Land gefouert gëtt.

Ech wëll lech hei och derbäi soen: Dat ass och haut de Fall. Just haut geet dat iwwert de Wee vun der Extradition. Ech hunn heiansdo de Mëtte gemengt ze héieren, dat d'Leit géinge mengen, haut géing een da guer net virun ee Geriicht kommen. Nee, haut gëtt dann nach eng Prozedur vun der Extradition derbäi gemaach an déi fällt duerch dat heiten ewech, fir am Fong méi schnell déi Prozeduren ze maachen. An ech muss lech soen: Wa mir hei zu Lëtzebuerg eng Persoun hunn, déi an engem anere Land vun der Europäescher Unioun eng schlëmme Infraction gemaach huet, da fannen ech et ricteg, dat, wa mer een Europa vum Recht hunn, déi Persoun virun déi Geriichter schnellstméiglech kënnst, wou se jugéiert gëtt iwwert d'Gravi-

téit an d'Existenz vun där Infractioun.

An dofir mengen ech, datt, wa mer Europa seriö huelen, wa mer wirklech den europäesche Rechtsraum wëlle schafen, vun deem der esou vill schwätzen, mä da muss een och Faarf bekennen an da muss ee kucken, dass een en Text féinnt, deen dat doten op eng uerdentlech Aart a Weis ëmsetzt. An dofir schéngt et mir net absurd, datt mer hei den europäeschen Haftbefehl maachen. Mir sinn dat zéngte Land, wat elo den europäeschen Haftbefehl wäert ëmsetzen. Et sinn der also nach e puer, déi et musse maachen.

Ech stellen och fest - dat soen ech dem Här Fayot -, datt mir am Mäerz 2003 de Projet de loi déposiert hunn. Mir sinn elo am Mäerz 2004, d'Regierung hat also hir Aarbecht gemaach, mä ech ginn awer och zou, datt déi, déi duerno deen Text musse kucken, virun allem de Statsrot, deen hei eng länger Zäit gebraucht huet, vill Aarbecht hunn, datt dat komplizéiert Texter sinn an datt et dofir heiansdo e bësse méi laang dauert. Mä wéi gesot, et sinn och nach fénnef aner Länner, déi e mussen ëmsetzen.

Den Text wär vläicht e bësse besser ginn, wa mer net mat der Unanimiteit hätte missen am Europäesche Conseil ofstëmme. An dat solle mer eis ganz gutt verhalen, wa mer an e puer Méint, vläicht an engem Joer, ech weess et net, iwwert den europäesche Verfassungstext ofstëmme. De Fait, datt mer à l'unanimité am Beräich vu Justiz an Intérieur ofstëmme, féiert ganz oft zu enger gewëssener Verwässerung vun Texter, well mer soss den Text iwwerhaapt net approvüert kréien. Hätte mer den Text awer hei net ugeholl, da géinge mer zouginn, datt mer an Europa den Terroristen an de Kriminalen et einfach géinge maachen, well et brauch een nëmme an een anert Land ze goen, fir d'Folgen ze évitéieren an ënnert de Prozedur-schwiergekeete vun den Extraditioune méiglechst laang kënnen senger Responsabilitéit ze entwäichen.

Ech muss lech soen, wann een de Kampf géint d'Kriminalitéit seriö hält, da muss een och hei zu dem Text jo soen. De Contraire maachen ass nee soen zu engem Europa, wat d'Kriminalitéit effikass bekämpft. Dofir brauche mer an Zukunft méi Harmonisatioun a Froe vun de schwéiere Strofdoten. Mir hunn dat zu Tampere gesot. Mir wëllen dat och weider maachen. Well mir hunn zum Deel dat iwwergens gemaach, wéi mer déi Décision-cadre iwwert d'Définitioun vun Terrorismus ugeholl hunn, wéi mer d'Décision-cadre ugeholl hunn iwwert d'Traite des êtres humains, d'Exploitation sexuelle des enfants. Et gétt eng ganz Rei vu schwéieren Infractiounen, déi mer schonn harmoniséiert hunn.

Ech bleiwen der Meenung, datt mer an Europa op deem Wee do nach musse wäit weidergoen. Waarde mer awer bis mer e Code pénal européen hätten - fir deen ech iwwergens sinn - a maachen dann eréischt de Mandat d'arrêt, also da sinn awer nach vill kriminell Doten an Europa geschitt, eier mer kënnen effikass d'Kriminalitéit bekämpfen. Dofir sinn ech och der Meenung, datt mer op de Wee vun engem Parquet européen musse goen, deen och awer nëmme zoustänneg ass fir schwéier grenz-iwwerschreidend Kriminalitéit. Doriwier wäerte mer jo och nach Diskussioune musse féieren am Kader vun der Regierungskonferenz, déi amgaangen ass d'Verfassung op d'Been ze setzen.

Op jiddfer Fall, wa mer desen europäeschen Haftbefehl haut hei stëmme: Déi, déi e stëmme, déi hu wesentlech dozou bäigedroen, datt mer de Kampf géint d'schwéier Kriminalitéit, déi grenz-iwwerschreidend an Europa ass, méi effikass upaken, datt mer méi schnell virun de Gerichter virukom-

men an datt mer domat e Stéck Europa bauen, e Stéck vun dem groussen europäesche Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Recht. Dat wäert eng vun de groussen Aufgabe vun Europa an deenen nächsten zéng Joer bleiwen. Hei ass e Piller vun deem gesat an dofir soen ech all deene merci, déi dese Projet de loi wäerte stëmme. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Madame Renée Wagener wollt nach eng Fro stellen.

Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG).- Ech stellen elo keng Fro. Här President, ech wollt dem Här Minister am Fong just mäin Erstaunen ausdrécken iwwert déi Vehemenz, mat där hien elo geschwat huet, besonnesch um Ufank vu senger Interventioun, wou et dréms gaangen ass, ob een éischter a Richtung Reconnaissance mutuelle geet oder Harmoniséierung vun europäesche Rechtssystem.

Well ech wéilt hien drun erënneren, dass mer an der éischter Réunioun, wou hien eis de Projet presentéiert huet, och eng Erklärung kritt hunn doriwier, wéi et historesch zu där Décision-cadre komm ass, a wou hie selwer gesot huet, ech zitieren: „Au cours des négociations au sein du Conseil, il est apparu rapidement qu'il y avait deux écoles, la première préconisant la reconnaissance mutuelle de toutes les décisions judiciaires comme de toutes les autres décisions des autorités judiciaires des différents pays membres...“ - Dat ass also dann de Mandat d'arrêt, dee mer elo hei kennen. - „...“, tandis que d'après la seconde école il faudrait d'abord procéder à une harmonisation du droit pénal au plan communautaire avant de pouvoir reconnaître systématiquement les décisions prises en matière pénale par les autorités judiciaires des différents États membres.“ An dann: „L'orateur adhère personnellement à la seconde école.“ Dat heescht, déi Positioun, déi mir als Gréng vertrieben, ass am Fong dat, wat de Minister deemools selwer perséinlech vertrueden huet.

Dofir kann ech net novollzéien, fir wat en dat elo esou schlémm féinnt. Mir sinn och net der Meenung, datt een all Schwéierverbrécher soll lafe loossen. Mir menge just, datt ee misst, ier datt et zu enger Ausliwierungspolitik kënn, eng gemeinsam Basis hu fir déi Ausliwierungspolitik an datt d'Reconnaissance mutuelle net de richtige Wee ass. Déi Philosophie gétt awer mat deem heite Projet verfestegt an éterniséiert, an do si mir dergéint.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech wéll just soen, datt mer grad dofir eis op déi Léscht vun deenen 32 Infractiounen gemaach hunn, well ech gesot hunn, ech si fir déi Schoul vun der Harmonisatioun, an dofir hunn ech gesot fir dat an dee Mandat d'arrêt do eranzebréngen. Mir waren net d'accord, datt et géing fir sämtlech Infractiounen spillen, mä nëmme fir déi Infractiounen, déi soit harmoniséiert sinn, soit déi, wou mer an all eisen Droit-pénalen der Meenung sinn, datt dat do grave Infractiounen sinn, déi in etwa nämlech considéiert ginn. Dofir huet sech am Fong déi Schoul vun der Harmonisatioun kombinéiert mat dem Prinzip vun der Reconnaissance mutuelle. D'duebel Incrimination bleift do bestoen, wou mer nach net um Wee si vun enger hallwer oder ganzer Harmonisatioun. Dofir, mengen ech, muss een dat Ganzt gesinn.

Mä mir stoungen zu engem gewëssene Moment, nodeem mer wesentlech Punkten duerchkritt hunn, virun der Fro: Soe mer jo oder nee heizou? An d'Fro ass: Soe mer jo oder nee zu enger schneller an effikasser Bekämpfung vun der Kriminalitéit an Europa?. An do war eis Äntwert kloer: Mir hu jo gesot.

M. le Président.- Den Här Henckes freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Ech mengen, Här President, et muss een zwou Saache festhalen. Déi éischt ass, dass den Här Justizminister a sengen éischte Wieder och gesot huet, datt den Text nach munch Imperfektionen huet. Domadder hutt Dir ugefaangen.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- All Text an Europa, deen e Kompromëss ass, dee vu 15 ugeholl gétt!

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Eng Feststellung.

Zweetens muss een och festhalen, datt mer alleguerte wëllen den Terrorismus an d'groussen Kriminalitéit bekämpfen. Dat Eenzegt wat mir gär hätten, dat si prezis Texter, well et ass jo och esou, datt hei d'Lëtzebuerger kënnen vun deene Saache betraff sinn, datt mer also do muss kucken, datt mer hei déi Rechter, déi ons hei zoustinn, datt mer déi kënnen bäibehalen.

An dat wat ech just wéll festhalen, dat ass, datt mer hei munch Problemer nach opweises hunn, déi net geléist sinn, an et ass doduerjer, wou ee muss awer als Opposition d'Recht behale fir e puer kritesch Wieder hei ze soen an ze bedauern, datt d'Regierung net mat der Chamberkommissioun déi iwwert déi Debat definéiert huet. An ech wéll drop hiweisen, datt et och e gudden Moyon gewiescht wär fir d'Regierung fir aktiv ze handeln, wa se plädéiert hätt fir déi Konventiounen vun 1995 an 1997, déi deeselwechte Punkt um Ordre du jour haten, deeselwechten Objet haten, wa mer déi hätte kënnen an Europa iwwert d'Bühn bréngen. Do hate mer uerdentlech a prezis Texter.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Kolleegen, mir kéimen normalerweis elo zur Lecture vun den Artikelen. Ech maachen lech awer eng Proposition: Den Här Finanzminister huet um sechs Auer en europäesche Finanzminister, deen op hie waart. Mir géingen elo uschléissend dat Gesetz, wat och a senger Kompetenz ass, nach virhuelen - et ass jo kee ganz laangt - an da géinge mer d'Lecture vun deenen zwéi Gesetzer matenee maachen, och de Vote.

Sidd Der domadder d'accord?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer also elo zur Diskussioun vun dem Projet de loi 5199 iwwert d'Titrisatioun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Krecké, Graas, Gibéryen an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dem Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Hauptert.

11. 5199 - Projet de loi relative à la titrisation et portant modification de

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu

- la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Hauptert (CSV), *rapporteur*.- Merci, Här President. De Projet 5199 huet als Zil de gesetzleche Kader ze schafen, fir den Développement vun engem neie Finanzprodukt fir eis Bankeplaz ze erméiglechen. Dëst neit Finanzinstrument heescht Titrisatioun oder op Däitsch och nach Verbriefung. D'Titrisatioun besteet doran, datt eng Gesellschaft, meeschtens handelt et sech ëm eng Bank, een Deel vun dem Aktiv vun hirem Bilan, a meeschtens sinn dat Créancen, enger anerer Gesellschaft, déi Organisme de titrisation heescht, verkeeft.

(Coups de cloche de la Présidence)

Deen Organisme de titrisation stellt, fir sech déi néideg Geldmëttel fir de Kaf vun deene Créancen ze beschafen, Titren, dat heescht Aktien aus, déi hien u potenziell Investisseure verkeeft. Esou kann zum Beispill eng Bank X, déi en décke Portefeuille vun Autoskredit huet a Liquiditéit brauch, dese Portefeuille engem Organisme de titrisation verkafen.

Hei stellt d'Fro sech natierlech vun dem Intérêt vun esou enger Operatioun. Fir d'Bank X läit den Intérêt op zwéi verschiddene Pläng. Éischtens, si ka sech nei Liquiditéit verschafen an déi a méi rentabel Produkter wéi Autoskredit uleeën. Zweetens, well d'Banken obligéiert sinn, e gewëssenen Undeel vun hire Kreditter duerch Eegekaptal ze decken, mussen se, wann deen obligatoreschen Undeel net méi assuréiert ass, entweder hirt Kapital erhéien oder een Deel vun hire Kreditter liquidéieren. D'Titrisatioun stellt an esou enger Situatioun eng gënschtege Geleeënheet fir e Finanzinstitut duer, een Deel vu senger Créancen ze verkafen an doduerch säin „Ratio Cooke“ ze verbessern. Dee Ratio ass fir d'cotatioun vun enger Bank ganz wichteg, well e gudden Ratio hir erlaabt zu méi gënschtege Konditiounen Geld geléint ze kréien, wat fir d'Geschäft vun enger Bank immens wichteg ass.

Fir den Organisme de titrisation anerersäits stellt d'Operatioun e Geschäft mat engem gewëssene Risiko duer. Hie keeft e Portefeuille mat enger méi oder wéineger grousser Décote, dat heescht mat enger Präisdifferenz op, a wann en dann all Kreditter rembourséiert kritt, verdéngt e Geld op der Differenz tëschent dem Akafspräis vun dem Portefeuille an dem Remboursement vun de Kreditter. Fir den Investisseur schlussendlech stellt d'Titrisatioun en alternativen Investissement zu den anere Bankprodukter duer. Et kann en Investissement mat méi oder wéineger grousssem Risiko sinn, dofir awer méi rentabel wéi aner Produkter.

Anerersäits awer, well de Portefeuille mat den Autoskredit zum Beispill mat all de Garantien, déi domat verbonne sinn, aus dem Bilan vun der Bank X an dee vun der Organisation de titrisation transféréiert gétt, stellt de Portefeuille vun den Autoskredit d'exklusiv Garantie vun den Investisseuren duer. Seng Garantie kann also méi grouss si wéi wann e bei der Bank X selwer investéiert hätt. Am Fall vun enger Faillite vun der Bank X nämlech wär den Investisseur mat senger Créance a Concurrence mat allen anere Créanciere vun der Bank getraut an hätt vläicht manner

aus sengem Investissement erauskritt wéi dat am Fall vun Recouvrement vun de Créancen duerch den Organisme de titrisation wär. Dat, wat den Intérêt vun der Titrisatioun fir déi betraffe Parteien ubelaangt.

De Projet stellt also de gesetzleche Kader fir den Développement vun dem Titrisatiounsgeschäft op der Finanzplaz Lëtzebuerg duer. De Projet ass gekennzeechent duerch eng grouss Souplesse fir d'Titrisatiounsooperatiounen zu Lëtzebuerg kënnen duerchgeféieren. D'Zil vun dem Projet ass fir eng Prozedur opzestellen, déi d'Titrisatioun zu engem rasonnabele Käschtepunkt erméiglecht, déi d'Protectioun vun den Investisseuren an d'Kontroll vun dem Risiko awer seriö reglementéiert. Den Opbau vun dem Projet gesäit folgendermoossen aus: Un éischter Stell definéiert e wat Titrisatioun ass a bestëmmt d'Formen ënnert deenen den Organisme de titrisation fonctionnéiere kann. Hei muss ee bemerken, datt den Organisme de titrisation entweder als Kapitalgesellschaft oder als Fong ka fonctionnéieren, eng Differenz, déi um steierleche Plang vu grousser Wichtigkeet ka sinn.

Des Weidere zielt de Projet d'Konditiounen op, déi en Organisme muss erfëlle fir bei eis zu Lëtzebuerg agréiert kënnen ze ginn an definéiert d'Surveillance vun dem Organisme duerch d'CSSF, dat heescht duerch d'Commission de surveillance du secteur financier. Des Weidere leet de Projet d'Dispositiounen vun der Liquidatioun vun dem Organisme de titrisation fest. Hie fixéiert d'Konditiounen wéi d'Konten gefouert mussen ginn, welcher Revisioun hien ënnerworfen ass a wellech steierlech Dispositiounen fir hien applicabel sinn. Dann hält de Projet och d'Risiko fest, déi titriséiert kënnen ginn. Hei geet de Projet méi wäit wéi d'Gesetzter vun eisen Nopeschlänner andeems en d'Titrisatioun vun deene verschiddenen Aktivposten vun engem Bilan erméiglecht, jo esouger Risiken, déi sech aus den Engagementer, déi eng Entreprise agaangen ass, erginn, oder och nach Risiken, déi sech aus hirer Aktivitéit erginn. An anere Länner ass d'Titrisatioun op d'Créance limitéiert.

Des Weidere gesäit de Projet d'Rechter an d'Flichte vun den Investisseuren an de Créanciere vun dem Organisme de titrisation vir. Hien definéiert d'Rechter an d'Flichte vun dem Représentant fiduciaire, en neie Beruff fir eis Finanzplaz, deem seng Missioun doran besteet, d'Gestioun an d'Verteidigung vun den Interesse vun den Investisseuren ze assuréieren. Des Weidere fixéiert de Projet d'Sanktiounen, deenen d'Opérateuren am Titrisatiounsgeschäft ausgesat sinn, wann hinnen Irregularitéiten an der Ausübung vun hirer Missioun ënnerlafen. A schlussendlech gesäit de Projet déi Modifikatiounen un de Gesetzter iwwert d'Finanzplaz, deem seng Missioun doran besteet, d'Gestioun an d'Verteidigung vun den Interesse vun den Investisseuren ze assuréieren. Des Weidere fixéiert de Projet d'Sanktiounen, deenen d'Opérateuren am Titrisatiounsgeschäft ausgesat sinn, wann hinnen Irregularitéiten an der Ausübung vun hirer Missioun ënnerlafen. A schlussendlech gesäit de Projet déi Modifikatiounen un de Gesetzter iwwert d'Finanzplaz, deem seng Missioun doran besteet, d'Gestioun an d'Verteidigung vun den Interesse vun den Investisseuren ze assuréieren. Des Weidere fixéiert de Projet d'Sanktiounen, deenen d'Opérateuren am Titrisatiounsgeschäft ausgesat sinn, wann hinnen Irregularitéiten an der Ausübung vun hirer Missioun ënnerlafen. A schlussendlech gesäit de Projet déi Modifikatiounen un de Gesetzter iwwert d'Finanzplaz, deem seng Missioun doran besteet, d'Gestioun an d'Verteidigung vun den Interesse vun den Investisseuren ze assuréieren.

Ech ginn hei net am Detail op de Projet an. D'Detailer fannt Der am schrëftleche Rapport vun der Kommissioun. Erlaabt mer just kuerz op déi steierlech Moosnamen anzegeen, déi de Projet encadréieren an déi wesentlech zum Succès vun dem Titrisatiounsgeschäft op der Finanzplaz Lëtzebuerg bäidroen wäerten.

1) D'Titrisatiounsfongen, also d'Fongen an net d'Titrisatiounsgesellschaften, si mat Ausnahm vun dem Droit d'apport kenger anerer Steuer bei eis am Land ënnerworfen, an d'Resultater, déi se ausschëden, ënnerleien och kenger Retenue à la source a sinn och net bei dem Steierzueler, deen net hei zu Lëtzebuerg wunn, ze besteieren. Si ënnerleien also och net wéi déi meescht Investitiounsfongen der Taxe d'abonnement.

2) Den Droit d'apport vun engem Organisme de titrisation gétt zu engem fixé Betrag erhuewen, deen 1.250 Euro net iwwerschreiden daerf.

3) D'Gestioun vun dem Organisme de titrisation, also déi Prestation de service, déi den Organisme senger Clienté leescht, ass fräi vun der TVA.

4) Wann den Organisme de titrisation ënnert der Form vun enger Gesellschaft fonctionnéiert, ënnerläit hien net der Verméigenssteuer.

Nieft all deene steierlechen Avantagen huet d'Chambre de Commerce gemengt, an de Statsrot huet se och deelweis an hiren Iwwerleeunge suivéiert, datt, wann d'Titrisationsgeschäft bei eis zu engem Erfolleg wéilt kommen, nach aner steierlech Virdeeler missten agebaut ginn.

Zum Beispill de steierlech neutralen Austausch vun den Titren, déi en Organisme de titrisation ausgestallt huet; oder d'Bewäertung bei dem Organisme de titrisation vun den ugeschaafte Gidder mat enger souzesuener illimitéierter Décote; oder och nach de Benefiss fir d'Lëtzebuurger Gesellschaften, déi an en Organisme de titrisation investéiere vum Regime vun de Mammen- an Duechtergesellschaften a leschtendlech d'Ofschwächung respektiv d'Verhënnung vun der duebeler Besteuerung vun de Resultater, déi vun engem Organisme de titrisation ausgeschott ginn.

D'Chamberkommissioun woullt d'Remarke respektiv d'Virschléi vun der Chambre de Commerce engersäits an dem Conseil d'État anersäits net suivéieren, well se deelweis net justifiéiert wieren oder zu steierlechen Abüen hätte féiere kënnen, déi dem Trésor public vill Steieren hätte kënnen entgoe loossen. Ech wéllt och hei op d'Argumentation vun der Chamberkommissioun, déi am schrëftleche Rapport détailléiert ass, hiweisen.

Wat déi méi formal Ëmännerungsvirschléi vum Statsrot ubelaangt, esou huet d'Chamberkommissioun se wäit gehendst ugeholl a se an deem Text, deem hei virläit, agebaut. D'Chamberkommissioun huet de Rapport unanime ugeholl a schléit der Chamber vir den Text esou ze stëmmen, wéi en hei virläit an ech ginn och domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen. Den Här Krecké huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net a menger Gewunnecht, dass ech ufänken de Rapporteur ze luewen. Mä an deem Fall muss ech soen, dass e sech ganz vill investéiert huet an och mat grousser Sachkenntnis dat do geleet huet an der Finanzkommissioun. Wéi gesot, dat kënnt vun Häerzen an ech félicitéieren him wierklech fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet. Ech hunn allerdéngs e kleng Problem a senger Duerstellung an ech wéll just op deem agoen.

En huet d'Duerstellung, wat de steierlechen Undeel ubelaangt, net genau a sengem Oflaf, esou wéi ech en op alle Fall an Erënnerung hunn, erëmginn. Ech wéll virausschécken, dass mer kee Problem domadder hunn, dass mer hei e gënschtege Régime fiscal maachen. Mä ech géing awer trotzdem an Erënnerung bréngen, dass mer hei e Régime fiscal hu vun de Fonds communs de placement, wou keng Taxe d'abonnement geschéit ass, dass mer eng Exemption op der TVA hunn, keen Impôt sur la fortune an den Droit d'accord limité hunn. Ech fannen, dass dat ganz vill um Fiskalplang ass an ech hu kee Problem domadder.

Ech wéll just soen, dass de Finanzminister, dee jo responsabel zeechent fir dat hei, zu engem Zeitpunkt, wou ech net weess wat e gepickt hat, gemengt huet d'LSAP géing wëllen de Betriber onnëtz

Steiergeschenker maachen. Dat ass iwwer Radio an Televisioun gaangen. Dat wat hien eis do virgeworf huet war totale Quatsch. Mir hunn ni esou eppes gesot. Mir hunn ni esou eppes gefuerdert. Mir hu gesot, mir mussen eis Steierlandschaft upassen an et ass net de Moment an engem Wahlprogramm hinzegoe grouss Versprechen de Betriber ze maachen, dass d'Steieren nach erofgesat ginn. Hien huet awer gemengt sech doriwuer ausloossen ze misen. Dat war zu engem Zeitpunkt, wou en esou e Projet wéi deen heiten déposiert hat, wou deen an der Diskussioun war a wou mer einfach musse soen, dass mer hei en extrem gënschtege Contexte fiscal schafen. Da ginn ech net zum selwechten Zeitpunkt anere Leit eppes virwerfen, déi näischt anescht fuerdere wéi dat wat hien elo selwer mécht.

Zweetens, wéll ech soen, Här President, dass et an der Finanzkommissioun schon esou wäit war, dass wat de Conseil d'État ubelaangt, de Représentant vun der Regierung scho seng positiv Astellung dozou zur Kenntnis ginn hat, also am Numm vum Finanzminister u sech wollt nach méi wäit goe wéi dat wat schlussendlech elo erauskomm ass, an dass eréischt du gefrot ginn ass op Awänn vun eiser Säit, mir géinge gär d'Steieradministration héieren.

D'Steieradministration, Här President, war formell. Si war net frou mat deem Projet de loi. Si akzeptéiert en, mä war radikal dergéint wat proposéiert gi war vum Conseil d'État. Esou ass et ofgelaf a mir hunn eis och dunn alleguer raliéiert un deem Text, deem elo do ass. Mir kënnen also mat deem Text liewen. Mir kënnen deem Text roueg stëmmen, well en entsprécht eiser Approche fir esou eppes ze maachen.

Ech acceptéieren allerdéngs net vu politesche Responsablen deeselwechte Moment en Discours ze féieren, wou se aner menge kënnen erwëscht ze hunn, dass se de Betriber wëllten onnëtz Geschenker maachen. Mir wëllen dat hei. Mir wëllen näischt anescht. Mir stëmmen dat hei an näischt anescht a mir wollten net méi wäit goe wéi de Représentant vun der Regierung ee Moment d'Intention hat.

Ech soen lech merci, Här President.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu dass dat hei jo e ganz techneschen a komplizéierten Dossier ass, wou éischer d'Spezialisten doheim sinn, wollt ech mech just op e puer Remarque limitéieren am Numm vun der Demokratescher Partei.

Et ass ganz kloer, eise Wëlle muss si fir d'Finanzplaz weiderhin nach méi attraktiv ze maachen a mat deem Gesetzesprojet komme mer deem ouni Zweifel no, well mer jo e weidere Créneau hei zu Lëtzebuerg schafen, deen dann och elo definitiv eng Base légale kritt. Mir schafen och domadder eng zousätzlech Méiglechkeet, fir nach anert Kapital an d'Land unzezéien.

Et ass jo munchmol esou, an de Rapporteur, den Norbert Hauptert, huet dat schon hei ënnerstrach, dass e Kreditetablissement en Deel vu sengen Aktiven net méi wéllt halen, well se net méi rentabel sinn, oder well se net méi interessant sinn, an dass se da kënnen duerch en Transfer un eng aner Gesellschaft ofgi ginn.

Ze begréissen ass u sech, dass dee juristesche Kader elo hei net ze vill contraignant geschafte ginn ass. D'Acquisition vun de Créancen an d'Emissionen vun den Titre sinn u sech elo zwou Hauptoperationen, a wichteg ass och ze

erwähnen, dass an deem Gesetz virgesinn ass, dass déi Operationen net onbedéngt musse vun deemselwechten Organismus ausgefouert ginn.

Duerch dese Projet kritt natierlech och d'CSSF nei Attributiounen. Ech mengen, et ass richtig, dass d'CSSF d'Méiglechkeet kritt, fir all Informatiounen unzufroe wat déi eenzel Organismen ubelaangt, well mir wësse jo allegueren, dass eis Finanzplaz dobausse ganz genee begutacht an observéiert gëtt an dass all Feeltret natierlech benotzt gëtt, fir se ze schwärzen. An deem Sënn si mer der Meenung, dass et richtig ass, dass d'CSSF e Maximum u Kontrollméiglechkeete kritt, fir dass Abüe kënnen ausgeschloss ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun allem natierlech d'Fro, ënner wéi enger Form d'Titrisation solle besteiert ginn, huet fir eng Rei vu Reaktiounen gesuergt. Och mäi Virriedner ass schonn drop agaangen. Esou wuel d'Chambre de Commerce, wéi och de Conseil d'État sinn der Meenung, mir géingen an deem Projet net wäit genuch goen. Och wann ee Gesprécher mat Fachleit gefouert huet, ass dat munchmol esou duergestallt ginn. Et ass natierlech esou, dass dese Marché awer ofhängeg ass vun engem favorable fiskaleschen Umfeld an d'Steierverwaltung huet eis erkläert, dass gefaart kënn ginn, wa mer géinge méi wäit goen, dass dat eng Répercussion hätt op d'Steierrecetten, virun allem natierlech op d'Kierperschaftsteuer a gegebenenfalls och op d'Gewerbesteier. Dowéinst muss ee wahrscheinlech en éischten Tëschebilan emol ofwaarden, fir ze kucke wéi sech deen neie Marché elo wäert hei entwéckelen.

Ech wéll dann nach kuerz op en anere Punkt agoen. Et ass jo en opent Geheimnis, dass eis Bankplaz an deenen nächste Joren neien, gréisseren Défien ausgesat ass, well vill Länner sinn amgaangen hir Législation ze adaptéieren, esou dass e Retour vum Kapital op hiren Territoire soll beschleunegt ginn. An anere Wieder heescht dat, dass mir musse vläicht an Zukunft nach méi verstärkt eng Nischepolitik maachen. Allerdéngs muss een dann natierlech och sai Produit dobausse ganz gutt ubidden an do si jo d'Fachleit der Meenung, dass d'Prospektioun an Zukunft nach méi geziilt sollt ginn.

Ech wéll drop hiweisen, an dat ass engem och gesot ginn, dass verschidden Internetsäiten an Zukunft nach misste méi op Englesch duergestallt ginn, fir dass dobaussen déi interesséiert Kreesser sech méi geziilt kënnen informéieren.

Op där anerer Säit gëtt et och an anere Länner gewësse Strukturen, fir eben hir Bankeplaz, hir Finanzplaz, nach besser duerzustellen. Ech denken zum Beispill un d'IDA an Irland. Dat heescht, Irish Development Agency. Et muss een op där anerer Säit allerdéngs soen, dass d'ABBIL och schonn eng Rei vun Efforté mécht, fir den Image de marque vun eiser Bankeplaz dobaussen nach ze verbessern.

D'Kommunikation vun der Finanzplaz Lëtzebuerg muss also e gemeinsaamt Zil sinn, fir d'Zukunft esou wuel vun der Politik wéi natierlech och vun de konzernéierten Acteuren.

Et muss een awer och hei soen, dass an deene leschte Joren enorm vill Ustrengeunge gemaach goufen, fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg weiderhin attraktiv ze halen an ech wéll an deem Kontext vläicht emol e Fachmann zitieren, de Professer Bruno Colmant, deen Administrateur délégué vun der ING Lëtzebuerg ass. Deen huet nämlech an der Zäitschrëft AGEFI de leschte 6. Februar Folgendes

geschriwwen: «Le Grand-Duché de Luxembourg a indéniablement créé un climat extrêmement favorable au développement de son secteur bancaire. Ce contexte se caractérise par une confidentialité reconnue, une fiscalité pragmatique et une législation sociale flexible».

Ech géing soen, mat deem Gesetzesprojet wäerte mer ouni Zweifel eis Finanzplaz och consolidéieren, respektiv nach méi attraktiv maachen an et ass also evident, dass d'demokratesch Fraktioun dann och hir Zoustëmmung dozou gëtt.

Ech wéll awer ofschléissend dem Norbert Hauptert nach e grouse Merci aussprechen, well en effektiv sech an deem därege Dossier hei ganz gutt erageschafft huet.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, ech wéll och am Numm vun eiser Fraktioun dem Kollege Norbert Hauptert merci soe fir sai Rapport. Mir waren eis an der Kommissioun alleguer eens, dass mer frou waren den Här Hauptert ze hunn, fir de Rapport ze maachen an deser ganz komplexer Matière. Mat den Experté vun der Steierverwaltung a vum Ministère hu mer dee ganz problematesche Projet duerchgeholl a waren zur Konklusion komm, dass et e Projet ass, deen am Interesse vun eiser Bankeplaz ass, an och dofir vun eiser Säit aus Zoustëmmung féinnt.

M. le Président. - De leschten Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Här President, meng Intervention wäert awer e bësse méi kritesch ausfallen. Déi Technik vun der Titrisation, déi hei soll geregelt ginn op eng vill méi favorabel Aart a Weis wéi an deene meeschten aneren europäesche Länner, souguer Irland, am Interesse vun den Investisseuren an déi Titrisationsfongen, bedeit jo, dass all méiglech wirtschaftlech Relatiounen téschent Leit kënnen an Zukunft ëmgewandelt ginn an Aktien, a sou genannt Titren, an och kommerzialiséiert ginn als solch. Zum Beispill Créancen, déi Banken hunn op Logementspréten, Découverté vu Bankkonten an esou weider, an och ganz Betriber oder Dealer vu Betriber. Et ass an der Kommissioun d'Beispill genannt gi vun engem Fliger vun der Luxair, och zukünftig Einnahme vu professionelle Sportsvereiner, a firwat net, wéi dat a Portugal geschitt ass, dass de Stat enger Titrisationsgesellschaft d'Recht iwwerdréit fir Steierscholden anzezéien. Dat ass alles prinzipiell méiglech mat esou Instrumenter, déi jo ganz breet gefasst sinn.

Ech mengen, dass dat Ganzt ekonomesch bedeit eng weider Bannung vun der realer Economie un déi kuerzfristeg Profiterwaardunge vu professionellen Investisseuren, an dass dat och natierlech Konsequenze kann hunn op d'Leit, déi an de Betriber schaffen, oder och zum Beispill op d'Consommateuren, well et sech hei och ëm Préten handelt, mä weder d'Salariatsvertreider nach d'Vertreider vum Konsumenteschutz sinn an deser Fro konsultéiert ginn, während awer den Avis gefrot ginn ass an och deementsprechend ausgefall ass, wéi een et konnt erwaarden, vun der Chambre de Commerce. Och den Institut de recherche Lippmann, dee mir hunn, huet net en Avis critique gemaach zu deem Ganzen, mä war selwer bedeelegt un der Ausschaffung vun deem Projet.

Kriticke sinn am Fong geholl just komm vun der Steierverwaltung, an zwar aus guddem Grond, wéi och schonn hei gesot ginn ass, well dat

Gesetz bedeit nämlech um steierleche Plang haaptäschlech zwou Saachen. Éischstens, déi sou genannt Titrisationsfonge wäerten zukünftig zu Lëtzebuerg kenger Betriebssteuer ënnerleie mat der Ausnahm vun engem minimalen Droit fixe bei hirer Grënnung. Si wäerte weder der Kierperschaftsteuer ënnerleien nach der Taxe d'abonnement, nach der TVA, nach der Verméigenssteuer, während awer zum Beispill déi aner Investitionsfongen, och d'Holdingsgesellschaften, awer an der Regel d'Taxe d'abonnement bezuelen, eng Taxe d'abonnement, déi gewässeremoossen eng pauschal Besteuerung duerstellt um Niveau vun den Aktien. Firwat ass déi Taxe d'abonnement deemools agefouert ginn? Den Här Steichen a sengem Buch iwwert den Droit fiscal spécial huet dat esou gekennzeechent, dass dat am Fong den Droit de péage ass, dee se dovun dispenséiert Akommessteuer hei zu Lëtzebuerg ze bezuelen, da bezuelen se weinstens déi forfaitaire Taxe d'abonnement.

Wat déi Taxe d'abonnement ugeet, do hu mir jo an der leschter Zäit hei doriwuer missen diskutéieren. Déi Taxe d'abonnement ass fir d'éischte Keier an der Geschicht beim Budgetgesetz fir gewëssen Investitionsfonge ganz ofgeschafft ginn, obschonn d'Finanzlag um Stat dat eigentlech guer net zouléisst. Et ass souguer geschitt op d'Propos vun där gréisster Oppositionspartei, der LSAP. Den Här Krecké huet virdrun hei gesot, dass dat och der Meenung vun der LSAP a vun him perséinlech entsprécht, dass dat misst esou geschéien.

Wat mat deem heite Gesetz geschitt, mat deem e jo och d'accord ass, dat ass, dass mer eng ganz nei Kategorie vu Fonge schafen, déi generell keng Taxe d'abonnement méi musse bezuelen. An dat ass, fannen ech, e weidere Schrëtt an der Aushielegung vum Steuerrecht am Interesse vu groussen Investitionsgesellschaften, déi op Lëtzebuerg aus deenen Ursache sech usidele kommen.

Zweetens soll de Lëtzebuurger Gesetzgeber de Mëtteg decidéieren, dass déi Ausschëddungen, déi déi Fongen an hir Investisseure maachen, dass déi Ausschëddungen, obscho se all Charakteristiken hunn an der Regel vun Dividenden, keng Dividende solle si steierrechtlech gesinn, mä Zësen. Wären et Dividenden, da misst eng Retenue à la source elo scho vun 20% zréckbehale ginn. Well et awer Kapitalzësen sinn, si se kenger esou enger Retenue ënnerworfen, also gëtt weider Kapital op Lëtzebuerg ugezu mat där neier Steiernisch, déi do geschafte gëtt, déi jo keng Niche de compétence ass, obwuel gesot gëtt d'Finanzplaz misst sech elo méi ëm d'Kompetenz bekëmmern, mä eng reng Niche de souveraineté, wou duerch d'Gesetzgebung decidéiert gëtt, dass dat esou soll geschéien.

D'Vertreider vun der Steierverwaltung hunn an der Finanzkommissioun onmëssverständlech hir Oflehnung vun deser Bestëmmung signaliséiert. Si hu gemengt Lëtzebuerg géif domadder international ënner Beschoss geroden. Si hu gesot, dat géif géint d'Regele vun Code de bonne conduite an Europa verstoussen an et wär e Véhicule dommageable an där Hisiicht. Si hu weider gesot, de Projet misst dofir och zu Bréssel extra signaliséiert ginn, fir dass e kéint ënnersicht ginn op déi Iwwerleeungen do hin. Ech fannen dat sinn awer staark Wieder vu Kritik un der Regierung.

Et ass och gesot ginn, dass de Statsrot an d'Chambre de Commerce wollten nach vill méi wäit goen. Si wollte finanziell Montagen nach zousätzlech zouloossen, déi et erlaabt hätten am wirtschaftleche Grupp zesumme mat Betriber, och nach d'Gewerbesteier, déi déi Betriber jo awer musse bezuelen, ze spueren. An deem Zesum-

menhang ass iwwregens och dat Beispill vum Luxair-Flieger genannt ginn. Sou wäit wollt d'Regierung net goen, mä et ass awer gefuerdert ginn.

M. le Président.- Här Urbany, Är Zäit ass ofgelaf!

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Jo, Här President. Ech weess.

Ech wëll schléissen andeem ech soen, dass dësse Projet ouni Zweifel bedeit, dass d'Bankeplaz mat esou engem Gesetz nach weider Fonge wäert unzéien, wou sech och Gewënner erwaart ginn, mä ech froe mech, wou den Intérêt fir Lëtzebuerg ass. Deen ass zweifelhaft, well Steiere bleiwe jo aus an d'ekonomesch Répercussione ginn och net determinéiert hei.

De Steierdumping an Europa gëtt awer weider ugedriwwen. Frankräich huet och elo e Gesetz gemaach fir déi Fongen unzezéien. Leidtragend wäert ouni Zweifel déi real Ekonomie sinn an déi Leit, déi an der realer Ekonomie schaffen. A wéi dat jo ausgesäit vis-à-vis vun de Leit, dat gesi mir zum Beispill bei deene Fuerderungen, déi d'ABBL elo huet vis-à-vis vun hire Beschäftegten, wou se gären de Kollektivvertrag ausser Kraaft setzt a wou d'Gewerkschaften Recht hunn elo do dergéint ze demonstrieren.

Ech stëmme selbstverständlech - dat hutt Dir, mengen ech, erausfonnt - géint dësse Projet.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Budgetminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Här President, dësse Projet de loi reit sech an an d'Strategie vun der Regierung, fir eng zolidd diversifiéiert, gutt iwwerwaachten a seriö Finanzplaz.

Mir hunn an deene leschte Joren eng ganz Rei vu Projeten hei am Parlament abruecht, déi zu där Diversifikatioun bäidroen an déi solle sécherstellen, dass Lëtzebuerg eng kompetitiv Finanzplaz ass. Ech erënneren un d'Gesetzer iwwert d'Investmentfongen, iwwert d'Fonds de pensions, iwwert d'Banque d'émission de lettres de gage, iwwer nei Beruffer vun dem Secteur financier, iwwert den Trust. Ech kënnt déi Rei laang viruféieren.

An deem Kontext geet et eis och drëm, dass mir fir nei Aktivitéiten, déi sech op anere Plazen eventuell usidelen, hei dat Émfeld geschaaft kréien, fir dass se zu Lëtzebuerg gemaach ginn, an domat, an dat soen ech deem leschte Riedner, och nei Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg schafen, respektiv évitéieren, dass Aarbechtsplazen op aner Finanzplazen ofwanderen. Dat ass eng Politik, déi mir op der Finanzplaz wéi an anere Secteure vun der Ekonomie maachen.

D'Choixen, déi hu misse getraff ginn, waren net där einfacher, mä ech wëll lech soen, an ech soen dat e puer Kollegeen, déi heibanen drop higewisen hunn, dass d'Steierverwaltung géint verschidden Dispositiounen gewiescht wär, déi awer och rappeliéiert hunn, dass de Conseil d'État an d'Chambre de Commerce gäre méi wäit gaange wäeren.

An enger Demokratie ass et normal, dass net d'Verwaltungen d'Texte decidéieren, mä dass d'Parlament an d'Regierung opgrond vu Virlage vun der Regierung d'Texte decidéieren. Ech soen lech, dass ech ville Banquiere begéint sinn, déi gesot hunn, Dir musst nach vill méi wäit goen an der steierlecher Regelung, fir dass dat iwwerhaupt attraktiv gëtt.

Et ass ganz kloer, an et ass och d'Aufgab vun der Steierverwaltung fir der Regierung ze soen, passt op, dat dote ka vill bedeiten. Esou wéi d'Steierverwaltung och bei

deene leschte grouse Steierreform fir d'Betriber a fir d'Privatpersonnen ëmmer gesot huet, si wär fir ee méi héije Steiersaz. Dat ass hir Aufgab, mä an dësem Land ass et esou, dass d'Regierungen decidéieren. Dofir huet den Här Krecké opgepasst, dass en nëmme vum Représentant vum Minister a vun der Verwaltung geschwat huet. D'Regierung huet hei e Mëtzelwee gesicht téschent deenen extreme Fuerderunge vun dem Marché an der Positioun vun der Verwaltung.

(Interruption)

Ech weess net vu wat fir engen Aussoen Dir schwätzt. Dësse Projet de loi hunn ech déposéiert an ech hunn hei zesumme mam Finanzminister, dee fir d'Steiersituatioun zoustänneg ass, gesot: Mir hunn déi Steierreform fir Betriber gemaach, déi eis un de Peloton de tête vun den attraktive Wirtschaftssiten zu Lëtzebuerg situéiert, a mir hunn hei op engem ganz spezifische Punkt, net eng generell Moosnam fir d'Betriber geholl, mir hunn op engem ganz spezifische Punkt dofir gesuergt, dass dës Finanzplaz konkurrenzfähig ass an et nach méi gëtt.

Ech deelen d'Meenung vun dem Här Graas, dass een no e puer Joer muss kucken, wéi dësse Mëtzelwee, deen d'Regierung proposéiert huet an deen d'Chamber schéngt ze stëmmen, sech ausgewierkt huet an ob een dann nach kann eng Etapp méi wäit goen. Dat muss een och maachen à la lumière vun deem, wat op anere Finanzzentere geschitt. An dofir mengen ech, ass dat hei mol e ganz gudde Schrëtt fir eng nei Aktivitéit zu Lëtzebuerg unzesidelen.

Ech wëll iwwregens soen, d'Titrisatioun gëtt et och haut schon en dehors vun dësem Gesetz an et wäert se och an Zukunft en dehors vun dësem Gesetz nach ginn. Mä hei schafe mir nach méi e klore juristische Kader, deen eng Zort vun Titrisatioun ka maachen. Sou wéi mir d'Fiducie schon hate virun dem Gesetz vun der Fiducie an deem neien iwwert den Trust, esou kann een och haut schon d'Titrisatioun maachen, déi net onbedéngt an de Statistiken iwwregens reflétéiert gëtt, an an Zukunft nach méi där Geschäfte zu Lëtzebuerg maachen, ouni dass mir awer - an dat ass och d'Suerg vir mir als Budgetminister -, domadder ze vill d'Recettes fiscales vum Stat a Gefor setzen.

Et war en Équilibre ze fannen, ech menge mir hunn e fonnt, an ech si ganz dankbar. Ech menge vill Leit, déi op der Finanzplaz schaffen, sinn dankbar, wann d'Chamber den Owend mat grousser Majoritéit, wéi ech hoffen a wéi ech mengen aus den Interventiounen héieren ze hunn, dësse Projet de loi wäert stëmmen.

Ech soe merci.

M. le Président.- Den Här Urbany freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Här President, ech froen nach eng Kéier kuerz d'Parole après ministre. Den Här Frieden huet elo gesot, et géifen Aarbechtsplazen geschafe gi mat deem Gesetz hei. En huet zwar net gesot wéi vill, mä fest steet awer och, dass duerch esou Investitiounsfongen allgemeng, awer och an Europa an an der Welt vill Aarbechtsplazen ofgeschaaft ginn, well déi Propriétaire vun esou Fonge gewësse Profiterwaardungen hunn, a wann déi net erfëllt ginn, da ginn d'Betriber einfach zougemaach - och, wa se net déficitaire sinn. Dat wollt ech awer och nach soen.

M. le Président.- D'Diskussion ass elo ofgeschloss. Mir maachen d'Lecture vun den Artikelen an och de Vote vum Projet am Uschloss un dee Projet, dee mir elo nach maachen, wat och nach e Finanzprojet ass, deen an d'Kompetenz vun Här Budgetminister Frieden geet.

Mir kommen also zur Diskussioun vum Projet de loi 5194 iwwert d'Banque centrale. Et sinn agegrodren déi Häre Krecké, Rippinger, Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Norbert Hauptert.

12. 5194 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'État ou de Gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.- Merci, Här President.

Dee Projet, dee mir hei virleien hunn, huet als Zil d'Approbatioun vun enger Décisioun vum Conseil vun der Europäescher Union, wat d'Modifikatioun vum Artikel 10.2 vun de Statute vun der europäescher Zentralbank ubelaangt. Den Artikel 10.3 regelt d'Décisionen, déi am Conseil des gouverneurs vun der Zentralbank geholl ginn. De Conseil des gouverneurs ass d'Décisionsorgan vun dem europäesche System vun den Zentralbanken. Hien definéiert am Fong geholl d'Politique monétaire vun der Communautéit a fixéiert den Zënssaz vun der Zentralbank oder och nach den Approvisionnement vun de Reserve vum europäesche System vun den Zentralbanken.

De Conseil des gouverneurs besteet haut aus sechs Membere vun dem Directoire, dat heescht, dem Direktionscomité vun der europäescher Zentralbank, an aus deene Gouverneure vun deene verschiddenen Nationalbanke vun de Länner aus der Eurozon. Den Emännerungsvorschlag vum Artikel 10.2 berout engersäits op der Suerg fir no der Erweiterung vun der Union eng effikass Prise de décision am Conseil des gouverneurs weider ze assuréieren, déi awer anerersäits duerch déi wirtschaftlech Representativitéit vun deene Länner, déi dës Décisioun droen, garantéiert ass.

Den neien Décisionssystem gesäit vir eng Limitatioun vun de Gouverneuren, déi den Droit de vote an dem Conseil des gouverneurs hunn, an dat no engem Rotationsprinzip. De Rotationsprinzip geschitt bannent de Gruppen an deenen d'Gouverneure vun deene verschiddene Länner no zwee Kritären opgedeelt ginn. Déi Kritäre bestinn engersäits aus dem Undeel vun all Land um PIB vu sämtleche Länner aus der Eurozon, an zweetens um Undeel vun all Land am agréierte Gesamtbilan vun de Währungsfinanzinstituter vun de Memberstaaten, déi den Euro adoptéiert hunn.

Dësse leschte Kritär spillt zu Gonschte vu Lëtzebuerg, dat sech do duerch herno am zweete Grupp vun deene Länner wäert behaapte kënnen. Den neie System gesäit zwou Etappe vir. Eng éischt Etapp soll geholl ginn, wann d'Zuel vun de Gouverneuren téschent 16 an 21 läit. De Moment hu mir jo 12 Länner, déi an der Eurozon sinn, mir hunn also 12 Gouverneuren nieft deene sechs aus dem Directoire. Da ginn zwee Gruppe vu Länner opgestallt, en éischte Grupp vun deene fënnf éischtklasséierte Länner no deene Kritären, déi ech elo grad ernimmt hunn, an en zweete Grupp vun al-

len anere Gouverneuren. Am éischte Grupp hu véier Gouverneuren d'Stëmmrecht an am zweete Grupp eelef Gouverneuren.

An der zweete Etapp, wann d'Zuel vun de Länner 22 erreecht oder méi, da ginn dräi Gruppen opgestallt, en éischte Grupp erëm vun deene fënnf éischtklasséierten an en zweete Grupp vun der Hal-schent vu sämtleche Gouverneuren an e Grupp vun dem Rescht vun de Länner. Do wäert Lëtzebuerg sech dann an dem zweete Grupp positionéieren. Am éischte Grupp bleiwen also véier Stëmme fir véier Gouverneuren, den zweete Grupp kritt aacht Stëmme an den drëtte Grupp dräi.

Et sief nach bemierkt, dass de Rotationsystem érischt ufänkt, wa véier weider Memberstaaten, déi d'Konvergenzkritären erfëllt hunn, den Euro adoptéiert hunn. D'Décision trëfft awer a Kraaft den éischten Dag vum zweete Mount, nodeem dat lescht Land déi Décision ratifizéiert huet.

Well et gutt wär, dass virun der Erweiterung dësse Projet oder dës Décision ratifizéiert wär, louch eng grous Urgence op dësem Projet. Ech wëll och dofir de Kollege vun der Finanzkommission merci soen, dass se, nodeem dass mer gëschter érischt de Rapport ugeholl hunn, domat d'accord waren, fir deen haut hei ze diskutéieren, fir dass mer den Délai vum 1. Mee net wäerten iwwerschreiden. Ech géing dann d'Chamber invitéieren, dësse Projet esou ze stëmmen wéi e vun der Kommission proposéiert gouf. Ech bréngen och domadden den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Jeannot Krecké agegrodren. Den Här Krecké huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech soen dem Här Hauptert merci fir déi Wierder iwwert dee Projet - dat erlaabt eis net méi drop anzegoen. Ech muss soen, an ech verstoppen et net, dass ech awer net frou sinn iwwert déi Procédure parlementaire, déi mir hu missen aschloen. E Gesetz virgestallt kréien, e Gesetz explizéiert kréien, e Rapporteur nennen, de Conseil d'État duerchhuelen an de Rapport an enger Sitzung: Dat ass keng gutt parlamentaresch Aarbecht. Mä ech ka leider dës Kéier mol net d'Majoritéit dofir verantwortlech zeechnen, well et eng aner Institution ass, déi leider hei hiren Avis e bëssen ze spéit eragin huet. A vu dass un der ganzer Saach jo en Avantage fir Lëtzebuerg läit, wa mir dat an dëser Aart a Weis an an dëser Formulatioun duerchkréien, ass eis Fraktioun mat deem Projet hei d'accord.

M. le Président.- Den nächsten Diskussionsriedner ass den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech bréngen och den Accord vun eiser Fraktioun. De Rapporteur huet eis, de Memberen aus der Kommission, merci gesot. Ech soe bien entendu och dem Rapporteur e grouse Merci, dass en ënnert deene Konditiounen de Rapport esou schnell fäerdeg gemaach huet. Et geet hei em eng Emschichtung vun der Stëmmeverdeeling bei der Banque centrale. Mir musse just oppassen, wann et herno em d'Kommission geet an d'Representatiounen an der Kommission, dass mir dann net deeselwechte Modell wielen. Domadder wëll ech dann den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus den Accord zu

dësem Projet bréngen. Ech mengen, sou wéi eis Virriedner gesot hunn, et ass ee Projet, dee positiv ass fir eist Land.

Mir bedauere selbstverständlech awer déi Prozedur, déi mir elo gëschter hu missen iwwer eis ergoe loossen, wou praktesch an enger Kommissiounssetzung d'ganz Prozedur gemaach ginn ass. Do muss een awer dem Kollege Rapporteur félicitéieren, deen am Fong schon de Rapport fäerdeg hat, ier en an der Kommission genannt gi war. Dat war och eng eemoleg Prozedur, déi mir do haten, wou mir am Fong den Avis de Projet presentéiert kritt haten, de Rapport ernannt hunn, de Projet presentéiert kritt hunn, de Rapport presentéiert kritt hunn, ugeholl kritt hunn, an alles.

Mä ech mengen, mir waren eis awer eens, dass an dësem Fall esou eng Prozedur huet missen esou séier goen, well mir och un den Délai gebonne si vum leschten Abrëll. Et bleift ze hoffen, dass dann och déi aner europäesche Staten - well sou wéi mir gëschter informéiert gi sinn, sinn nach 14 Länner, déi an dësem Mount mussen deen Exercice maachen - dat preparéieren. Och wa mir net frou sinn iwwert déi Prozedur wéi se gëschter an haut gelaf ass, Här President, beweist et awer, dass d'Lëtzebuurger Parlament, wann et muss sinn, souguer ka bannent manner wéi 48 Stonnen esou e Projet hei duerch seng intern Instanze goe loossen. Dat ass och eppes Positives: Wann et emol eng Kéier muss séier goen, da geet et séier. A wéi gesot, ech ginn d'Zoustëmmung vun eis zu dësem Projet.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Minister Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Här President, bei esou vill Eestëmmegeet wëll ech keng Komplikatiounen an d'Diskussion bréngen. Ech géing dofir just wëllen dem Här Deputéierten Norbert Hauptert vun der CSV merci soen, gradesou wéi ech do nach géing mäi Merci drunhänken, well ech hei vergiess hat vir-drun him och merci ze soe fir mäi Projet de loi vun der Titrisatioun. Ech mengen, dass déi zwee Projeten, déi mir den Owend hei stëmmen, wichteg sinn, fir d'Finanzplaz a fir d'Land, an déi zweet, déi Der elo grad stëmmt, huet wesentlech zu engem positivé Resultat gefouert, zu engem bessere Resultat fir eist Land, well mer eng staark Finanzplaz hunn, deem jo an der Gewichtung herno an der Zentralbank Rechnung gedroe gëtt. An dofir sinn ech wierklech am Numm vun der Regierung ganz dankbar fir déi gutt a schnell Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass.

Merci.

M. le Président.- D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi 5194.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme an enger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz,

Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. John Schummer), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Mme Simone Beissel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Emile Calmes) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Georges Wohlfart), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jos Scheuer), Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombero (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da kéime mer zur Lecture an zum Vote vun deenen zwee anere Projeten. Ech wollt dorop opmierksam maachen, den Här Minister Frieden huet émdisponéiert; wéinst der Wichtigkeet vum Gesetz wëllt en awer dobäibleiwe bei der Lecture vun den Artikelen a beim Vote. Ech menge mir erkennen dat un. Et si wierklech wichteg Gesetzer, déi elo nach hei ofgestëmmt ginn. Mir kommen dann zur Lecture vum Gesetzesprojekt 5104.

13. 5104 - Projet de loi relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne (suite)

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 37 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, elo géinge mer dann zur Ofstëmmung vum virleiende Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 5104 ass ugeholl mat 46 Jo- an 13 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Théo Stendebach), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par Mme Simone Beissel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Jeannot Belling), MM. Jean-Paul Rippinger et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Ma-

dy Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jos Scheuer), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké).

Ont voté non: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

14. 5199 - Projet de loi relative à la titrisation et portant modification de

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu

- la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (suite)

Da kéime mer elo zur Lecture vum Projet de loi 5199.

Lecture du texte du projet de loi (par MM. Jean Spautz et Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 91 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de virleiende Projet 5199.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 5199 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an enger Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Théo Stendebach), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Claude Meisch), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Gusty Graas) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di

Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Georges Wohlfart), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Fernand Greisen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

An da kéime mer elo zur Diskussion vum Projet de loi 5205 iwwert de Centre informatique. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Meyers, Di Bartolomeo, Greisen an Huss. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas.

15. 5205 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 mars 1974 créant un centre informatique de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Gusty Graas (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1964 hunn déi éischt Verwaltungen hei zu Lëtzebuerg gefrot, ob se kéinten e Computer kréien, mä just d'Post krut deemools d'Recht sech esou en Apparat unzeschaffen, awer d'Ära vun der Informatik an de staatleche Verwaltungen hat ugefaangen.

Natierlech kann een déi Équipe-menter aus de siwenzeger an aus den achtzeger Joren net mat deene performanten Apparater vun haut vergläichen, mä si hunn awer ouni Zweifel an de Verwaltungen eng Revolutioun ausgeléist, och wéi gesot wann dat awer eng positiv Revolutioun war. 1966 huet dunn déi deemoleg Regierung décidéiert eng Etüd ze maachen, fir ze kucken awéifern déi automatiséiert Aarbechte kënne méi zentraliséiert ginn. De 26. Abrëll 1968 ass dunn eng Kommissioun agesat ginn, déi sollt analyséieren wéi déi elektronesch Maschinnen elo sollt méi rationell an de Lëtzebuenger Verwaltungen benotzt ginn. An hirem Rapport huet dës Kommissioun sech fir en eenzelnen zentralen Ordinateur ausgeschwat, an de 4. Juni 1970 huet dunn de Conseil de Gouvernement dës Installatioun och décidéiert. Duerch d'Gesetz vum 29. März 1974 ass schlussendlech de Centre informatique de l'État geschaf ginn.

Wann am Ufank do och nëmmen 30 Leit geschaff hunn, sou huet sech allerdéngs d'Personal entrempt vervéierfacht well Enn 2003 hunn do net manner wéi 123 Leit geschaff. Och de Budget ass vun 1,6 Milliounen Euro op 38,4 Milliounen Euro fir d'Joer 2003 an d'Luucht gaangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet erlaabt et och kuerz op d'Evolutioun vun der Informatioun an eise Verwaltungen anzegoen. Bei der véierter Bewäertung duerch d'Europäesch Unioun hu mir e Score vu 47% erreecht. Dat ass eng Progressioun vun 32% par rapport zum Resultat vun 2001 a vu 15% am Verglach zum drëtten Benchmarking vum Oktober 2002.

Dese Projet huet als Objektiv, d'Gesetz vum 29. März 1974 iwwert de Centre informatique ofzeänneren. Et ass u sech nëmmen een Artikel an duerch dee ginn d'Artikelen 11 an 12 vum aktuelle Gesetz geännert. D'Nominatioun vum Direkter gëtt elo vun der Regierung virgeholl, an d'Konditiounen vun der Formatioun an der professioneller Erfahrung, esou wéi se am aktuelle Gesetz virgesi sinn, ginn elo fale gelooss. Enner anerem huet den Direkter vum CIE eng Expéienz vu fënnf Joer an der Gestiou vun enger staatlecher Verwaltung misse virweisen. Mat der grousser Evolutioun, déi allerdéngs dese Secteur an deene leschte Jore geholl huet, ass deementspreechend déi Konditioun haut och net méi onbedéngt noutwendeg. Et ass nämlech besonnesch an deemem Beräich ëmmer méi schwéier gi fir Spezialisten ze rekrutéieren, an dofir si mer och der Meinung, dass d'Regierung muss e gewëssene Fräiraum hunn, fir dës Nominatioun virzehuelen.

An dem aktuelle Gesetz, wat jo virgesäit, dass d'Nominatioun vum Direkter duerch de Grand-Duc geschitt, hunn nach misse folgend Konditiounen erfëllt ginn: Et huet een der Carrière supérieure natierlech vun de Chargés d'études informaticiens missen ugehéieren an et konnt een och a folgende Branche rekrutéiert ginn, der Informatik, der Économie, dem Droit oder der Mathematik. Da gëtt et awer och nach d'groussherzoglecht Règlement vum 29. Abrëll 1974, wat nach eng Rei aner Rekrutéierungsbestëmmunge festhält, déi duerch de Vote vun deemem Gesetz allerdéngs net ausser Kraaft gesat ginn.

Dës Gesetz reit sech awer och an den Esprit vun der Regierungserklärung vum 12. August 1999 an, wou festgehale gi war, dass de Passage vum Privatsecteur an den öffentleche Secteur soll méi einfach gemaach ginn. D'Formule „la nomination en fonction de directeur est faite au gré du Gouvernement“ hat jo bei Eenzelnen zu gewëssenen Aussoe gefouert. Allerdéngs muss een hei betounen, dat ass keen neien Text well e figuréiert och schonn an de Gesetzestext iwwert d'Reorganisatioun vun der Steierverwaltung an och iwwert d'Reorganisatioun vun der Administration de l'Enregistrement.

Wat elo déi eenzel Avisen ubelaangt, sou ass d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics d'accord mam Projet, si stellt allerdéngs d'Fro, ob et gutt wär wann een en Net-Universitaire géif op dese Postë beruffen. De Statsrot ass och net géint de Projet, mä en hätt léiwergesinn, wann een d'Missioun vum Centre informatique allgemeng adaptéiert hätt, an de Statssekretär Jos Schaack huet eis jo am Numm vun der Regierung zu deemem Awand an der Kommissioun déi néideg Erklärungen ginn, well d'Remarke vum Statsrot u sech jo nëmmen déi intern Organisatioun vum Centre informatique de l'État betreffen, an dofir bräicht ee jo net onbedéngt d'Gesetz vun 1974 emzeänneren.

De schréffleche Rapport gouf den 3. März virgeluecht a géint d'Stëmme vun de Kollege vun der LSAP an dem ADR ugeholl. Vu dass dat heiten awer eng wichteg Emännerung ass an déi och eng gewëssen Urgence duerstellt géing ech lech allerdéngs bieden, dem Projet de loi hei zouzestëmmen. Ech wäert och deementspreechend hei den Accord vun der Demokratescher Partei bréngen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Paul-Henri Meyers agedroen. Den Här Meyers huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers (CSV).- Här President, no deenen ausféierlechen Explikatiounen vum

Här Gusty Graas, deem ech fir säi Rapport merci soen, kënne mir den Accord zu deemem Projet ginn.

M. le Président.- Den nächste Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir licht anerer Meinung ze si wéi eis zwee Virriedner. Dat Gesetz, iwwert dat mir haut diskutéieren, richt ganz staark no Favoritismus, Génschtengswirtschaft oder souguer faulen Tricken. Mat deemem Gesetz gëtt sech d'Regierung d'Méiglechkeet, bei der Nominatioun vum neien Direkter vum Centre informatique de l'État ze schalten an ze walten, wéi se wëllt.

Den neie lakonesche Gesetzestext seet nämlech, dass d'Regierung no Gutdünken, no Belieben, à son gré d'Persoun op den Direkterstull ka setzen, déi ausser dass se der Regierung an de Krom passt, keng Konditiounen muss erfëllen. Dir hutt also richtig verstanen...

(Interruptions)

Une voix.- Dat hutt Dir nach ni gemaach!

Une autre voix.- Do sidd Dir dach Spezialist!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dir hutt also richtig verstanen! Dir hutt also richtig verstanen, dass hei den Direkter net méi wéi bis elo muss Universitaire sinn a mindestens fënnf Joer Erfahrung muss an de staatleche Verwaltungen hunn. Dës Konditioun gëtt einfach ofgeschaaft! An, wéi e bësse gewitzelt gouf am „Lëtzebuenger Land“, wann een deem zukünftegen Direkter dann eng Examensfro misst stellen, da géif déi heeschen: „Bass de an der CSV, oder bass de an der DP?“

Wann Dir d'„Lëtzebuenger Land“ gelies hutt, da sidd Dir e bësse méi iwwert d'Charakteristiken, déi kéint esou een Direkter erfëllen, gewuer ginn. Unisono ass deen heiten Text op heftig Kritik gestouss, och bei der Chambre des Fonctionnaires. Si ass dogéint, dass all Qualifikationskritäre fale gelooss ginn, an zu der Formel „au gré du Gouvernement“ iwwergaange gëtt, wat näischt anscheren heescht wéi à la tête du client. Si seet, dat wär eng Formel, déi an déi daischter Period nom Mëttelalter gepasst hätt. Dat hunn ech net gesot, dat huet d'Chambre des Fonctionnaires gesot, a si huet gesot, déi Formulatioun do géif no Sonnekinnek richen. Stellt lech e vir mat enger Perréck!

(Interruption)

Bon, ech hunn ëmmer nach Schwierigkeete fir dann un de Sonnekinnek ze denken, mä d'Chambre des Fonctionnaires huet dat an hirem Avis gemengt.

D'Chambre des Fonctionnaires huet dofir Ännerungen an deemem Gesetz proposéiert, an dat am Intérêt vum Respekt vun den demokratesche Regelen an der Transparenz, déi deene Leit ronderëm de Sonnekinnek jo anscheinend esou um Häerz läit.

D'Chambre des Fonctionnaires huet also gefrot, dass d'Qualifikatioun vum Direkter bei där vum Universitaire oder bei deem, deen Études supérieures huet, soll bleiwen. Si huet och gemengt, dass ee kéint déi fënnf Joer Expéienz fale loossen, mä si huet awer grad esou gemengt, dass déi Formel „au gré du Gouvernement“ net an dës Zäit erapasst. Och wa se vläicht an engem aneren Text drasteet, ass dat nach keng Ursach, fir dat erëm ze widderhuelen.

(Interruption)

Ech kommen nach dorop zrëck, Här Graas!

(Interruption)

Ech mengen net! Dir hutt lech un d'Vergaangenheet alignéiert, déi ganz rezent ass, well am Juli hutt Dir deeselwechten Trick schonn an enger anerer Verwaltung gemaach, bei der Administration de l'Environnement. Do hutt Dir genee deeselwechten Trick gemaach, well Dir een am Rucksack setzen hat, deen d'Qualifikatioun net hat, deen op deen dote Poste gepasst huet. Wat hutt Dir gemaach? Dir hutt net een anere geholl, mä Dir hutt den Text alignéiert, fir deen aus dem Rucksack kënnen op den Direkterstull ze setzen. Dat ass einfach.

Dir kënnt soen, dass an der Vergaangenheet och Saache gemaach gi sinn, déi vläicht duerno gericht hunn. Mä hei richt et net nëmmen duerno, Här Graas!

(Interruption)

Hei richt et net nëmmen duerno! Hei gitt Dir d'Texter manipuléieren, fir déi Leit, déi lech no stinn, kënnen op déi dote Plaz ze katapultéieren. Sot mir, firwat dass Dir sou eppes soss drai Méint virun de Wahle maacht!

Dir wëllt a Panik nach een, deen lech genehm ass, op déi heite Plaz setzen, an ech kommen nach drop zrëck, firwat dass Dir dat dote wëlles hutt. De Conseil d'État huet en ähnlechen Tenor gebraucht wéi d'Chambre des Fonctionnaires. En huet gemengt, dass et eigentlech eng komesch Operatioun wär, an enger Struktur, an enger Institution, déi genuch Problemer huet, fir där Institution nach zousätzlech Problemer ze schafen, amplaz déi reell Problemer ze léisen, amplaz Äntwerten op déi reell Problemer am Centre informatique ze ginn.

De Conseil d'État huet eppes gemaach, wat relativ selten ass. En huet gesot: „Maacht endlech Neel mat Käpp bei der Neidefinitioun vun de Missioun vum Centre informatique de l'État, bei deene sech stellende Froe bei de Strukturen!“ An de Rot vum Conseil d'État un d'Regierung: „Huet deen dote Projet nach eng Kéier op de Métier an dann ergänzt Dir e mat deene Punkten, déi wierklech wichteg sinn.“ Ech hunn d'Impressioun, dass den Här Graas als Rapporteur e ganz komesche Brëll hat...

(Interruption)

..., wéi en d'Avise gelies huet. Ech kommen direkt nach dorop zrëck.

Ech kann allerdéngs feststellen, dass d'Regierung, de Roi-Soleil, net dem Rot vum der Chambre des Fonctionnaires gefollegt huet, net op d'Fuerderunge vun der Chambre des Fonctionnaires agaangen ass, a wéinstens d'Conditions de recrutement op engem héijem Niveau gehalen huet, an och net dem Conseil d'État gefollegt huet, deen nach wollt zousätzlech Punkten am Gesetz behandelt hunn.

Et versteet een allerdéngs d'Reaktioun vun der Regierung, wann een e bëssen zrëckbléckt a kuckt, ënert wéi fir Konditiounen dee vieregten Direkter demissionéiert huet. Dat ass eis alleguerten nach an den Oueren, wéi de vieregten Direkter der Regierung virgeworf huet, si géif de Centre informatique de l'État démanteléieren, desintegréieren, et wär e Gemauschels, Gefréckels, e wär enttäuscht, e wär total desillusionéiert an e wär resignéiert. En huet also probéiert, nach eng Kéier bei sengem Ofgang ze soen, wat fir Problemer do sinn.

Mir wollten och e bësse méi Noes doriwuer gewuer ginn. Mir haten dunn d'Regierung oder villméi de President vun der Chamberkommissioun gefrot, ob et bei esou Accusatiounen dann net Usus wär, dass een dee Mann géif héieren an dass een em géif nolauschteren an dass een Explikatioun vum der Regierung géif kréien op déi Aussoe vun deem Mann. D'Majoritéit an der Chamberkommissioun huet do dergéint gestëmmt. Ech ka mir virstellen, firwat se et drai Méint virun de Wahlen net zu esou engem Sträit oder esou enger Auseen-

setzung mat jiddferengem ukomme léisst.

D'Regierung huet e Kandidat parat, deen d'Konditiounen net erfëllt. Déi Hürden, déi hir am Wee stinn, mussen am Hauruckverfahren aus dem Wee geraumt ginn. D'Texter mussen zurechtgeréckelt ginn, an da kann dee Mann oder déi Fra nominéiert ginn. Dofir, wann d'Regierung scho weess, ween et ass, e Mann oder eng Frau, eng Persoun déi keng Qualifikatioun ze hu brauch, mä déi awer esou brillant ass, dass se eise Centre informatique de l'État, dass se eist eLëtzebuerg esou weider ka bréngen wéi mir eis dat alleguerte wënschen - an dat ass jo noutwendeg, well mir ëmmer nach an der Voiture-balai sëtze beim Tour duerch Europa -, da wär ech frou, wann den Här Statssekretär eis wéinstens géif soe wien déi selte Pärle ass. Da kéinte mir eis vläicht e Bild dovunner maachen, an da kéint en eis vläicht iwwerzeegen.

Ech si scho bal fäerdeg.

(Interruptions diverses)

Normalerweis wär dann elo d'Formule komm „an ech félicitéieren dem Rapporteur fir säin excellenté Rapport“.

■ Une voix.- Très bien! Très bien!

■ Une autre voix.- Merci.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Mä dat kann ech awer lei- der dës Kéier net soen,...

(Interruptions diverses)

...well den Här Rapporteur huet a sengem Rapport geflunkert, dass et kraacht!

■ Plusieurs voix.- Ouh? Oohhh!

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- An ech explizéiere mech. En huet behaupt, dass d'Chambre des Fonctionnaires mam Projet averstane wär! En huet dat behaupt. Dir hutt selwer héiere wat d'Chambre des Fonctionnaires zu deem dote Projet gesot huet: Än- nert en, wann ech gelift. Et ass nëmmen een Artikel! Dir musst lech dat virstellen! D'Regierung huet een Artikel fäerdeg bruecht, an d'Chambre des Fonctionnaires huet proposéiert, deen Artikel gläich zweemol ze änneren.

Éischtens, doduerch dass se d'Rekrutierungsbestëmmungen erëm erageholl huet, an zweetens, dass soll „au gré du Gouvernement“ erausgeholl ginn. Also dat ass rekordverdächtig: Zweemol en Ännerungsantrag zu engem Artikel, dat muss ee fäerdeg bréngen!

An d'Chambre des Fonctionnaires huet gesot: „Mir kéinte mat deem Text d'accord sinn, wann déi zwou Ännerungen do komm sinn.“ Wann een e bësse logesch denkt, wann déi Ännerungen net kommen, dann ass een net domadder d'accord. Also mir bleiwe logesch: D'Chambre des Fonctionnaires ass mat deem Text net d'accord, an den Här Rapporteur huet sech da ganz elegant ausgedréckt an huet gesot, de Conseil d'État opposéiert sech dem Text net.

■ Une voix.- Dat stëmmt jo och.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Och do huet en dat erëm ganz llicht interpretéiert. De Conseil d'État opposéiert sech net deem doten Text, mä e seet ganz kloer: Huel en erëm op de Métier, huel en erëm eran, well en daagt näischt, a maach eppes aus deem Text, dass en eppes daagt. Dat huet de Conseil d'État gesot! En huet net eng Opposition formelle gemaach, en huet just gesot: Regierung, Dir hutt Är Hausaufgab net anstänneg gemaach, maacht se nei. Sou kann een och soen, dass de Conseil d'État sech net opposéiert huet, an als Konklu- sion wëll ech soen, dass et e ganz schlecht Gesetz ass.

Dat ass schwéier, e schlecht Gesetz mat engem Artikel ze maachen, mä Dir hutt et fäerdeg bruecht! Et ass e Gesetz mat parteipoliteschem Hannergrond, et ass déi falsch Äntwert op e reellt Problem, an e lescht Wuert just zu där zweeter Feststellung, déi de Rapporteur a sengem Rapport gemaach huet, grad wéi de Statssekretär virun him. En huet gesot, dass mer jo schliesslech an dem Onlineberäich zwar nach ëmmer déi Lescht an Europa sinn, mä dass mer awer déi gréisste Fortschréttler amgaange wäeren ze maachen, sou dass mer zwar ëmmer nach déi Lescht sinn, mä dass mer awer - an dat berouegt eis - just aus der Voiture-balai erauskomm sinn an hoffen, dass mer net um Zil eliminéiert ginn. An déi Interpretatioun, déi erageluecht ginn ass, déi gëtt awer nach e bësse méi nuancéiert wann een déi Gamme vu komplette Léisungen am Onlineberäich gesäit. Do leie mer ganz ganz wäit ofgeschloen, an do sinn déi Fortschréttler, Här Statssekretär, déi Dir an d'Vitrine gestallt hutt, iwwerhaupt net esou spektakulär,...

(Interruption)

...a fir lech wéinstens ze erspue- ren, dass Der mat deem Gesetz eppes maacht wat net gutt ass a wat e schlechten Nogeschaach huet, well een an enger Virwahlperiod a Panikreaktioun nach wëllt ee vu senge Leit platzéieren, bréngt mir en Amendement eran, fir déi gutt Propositionen ze ënnerstëtzen, déi d'Chambre des Fonctionnaires gemaach huet an déi et der Chambre des Fonctionnaires géif erlaben, fir deem heite Projet zoustëmme.

Här President, hei ass eisen Amendement, an ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

Amendement 1

Le paragraphe 1. de l'article unique est remplacé par le texte suivant:

„1. L'article 11, paragraphe (1) est modifié comme suit:

„Art. 11.- (1) Le cadre du personnel du centre informatique de l'État comprend les emplois et fonctions ci-après:

a) dans la carrière supérieure de l'administration un directeur.“

2. Au point a) de l'article 11, paragraphe (1), la mention „un directeur du centre“ est supprimée.

3. Les points a), b) et c) de l'article 11, paragraphe (1) sont changés en points b), c) et d).“

- Le paragraphe 2. de l'article unique est modifié comme suit:

„(2) Le directeur, détenteur d'un diplôme de quatre années d'études universitaires ou supérieures, est nommé par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement.“

(s.) Mars Di Bartolomeo, Alex Bodry, Ben Fayot, Jos Scheuer, Georges Wohlfart.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Fernand Greisen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

■ M. Fernand Greisen (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet soll d'Regierung also fräi Hand kréien, sech deen Direkter op de Centre informatique de l'État ze setzen, deen se am beschte fënnt. D'Personalpolitik vun deser Regierung steet also zur Debatt. Dat heite Gesetz vun 1974 ass schonn eng Kéier ëngeännert ginn. 1997 war et eng schwaarz-rout Regierung, déi mam Accord vu blo déi schlecht Personalpolitik wollt verbessern. Haut ass et eng schwaarz-blo Regierung, déi dës nach ëmmer

schlecht Personalpolitik wëllt mat anere Mëttele verbessern. 1974 huet et net geklappt, 1997 huet et och net geklappt, well dat Wichtigst vergiess gouf, eng allgemeng Reform vun eiser Verwaltung. Mir sinn eis och sécher, dass et haut trotz deem neien Usaz och nach ëmmer net klappt, well et nach ëmmer keng Verwaltungsreform gëtt.

Wa sech d'Regierung mat deem Gesetz d'Recht virbehält, den Direkter onofhängeg vum bestehende Beamtestatut kënnen ze ernennen, da beweist se jo, dass se onfäeg ass, ënner engem rigidem System, deen se sech och nach selwer geschafft huet, dass se sech also net an der Lag gesäit, d'Verwaltung anstänneg féieren ze kënnen, soss bräicht se dës Ausnahm net per Gesetz duerchzesetzen. Soss hätten och net all Spriecher vun den dräi Parteien, déi bis elo an der Regierung waren, ëmmer erëm op d'Noutwendegkeet vun enger Reform higewisen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech an der Chamberdebatt vun 1997 nogekuckt hunn, dunn hunn ech festgestallt, dass se all widerholl hunn, dass eng Reform onbedéngt noutwendeg wär, noutwendeg fir de Centre informatique virzebereden op déi heiteg Erausforderunge vun der Informatiouns- a Kommunikatiounsgesellschaft.

(Coups de cloche de la Présidence)

Deemools, 1997, war et awer kloer, dass de Projet näischt zur Verbesserung géif bäidroen. Haut ass et d'selwecht mat deem Projet, well et eben onni Reform net geet. Deemools huet den ADR als eenzege Grupp hei an der Chamber dogéint gestëmmt, haut gëtt et eben dofir siwe Géigestëmme amplaz vun nëmme fënnf, a mat deeneselwechten Argumenter wéi deemools.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Motivatioun fir déi éischt personalpolitesch Emännerung vun 1997 war déiselwecht wéi haut. Eng Verwaltung wéi de Centre informatique muss an deser Zäit vu formidable Méiglechkeeten a Fortschréttler vu Systemer a Servicer op en héich qualifizéiert Personal ziele kënnen, e Personal wat um leschte Stand vun der Entwécklung ass a wat an der Lag ass, do drun ze bleiwen. Dat hunn ech 1997 am Numm vum ADR gesot an dat stëmmt och nach haut. Do muss ech dann op d'Aussoe vum Rapporteur vum Projet zrëckkommen. Mäi Virriedner huet et och gesot, de Rapporteur schwätzt vu Verbesserungen, déi d'Lëtzebuerg Verwaltung am Vergläich mat aneren europäesche Verwaltungen gemaach hätt, an zwar um Gebitt vun eLëtzebuerg. Mäi Virriedner huet et gesot, mir sinn iwwerall déi Lescht am Verglach. Dir Dammen an Dir Hären, eng Verbesserung ass et och, wann ech am éischten Trimester an der Schoul nëmmen Daten hunn an am zweeten Trimester dann hunn ech awer elo eng Genügend kritt. An do sti mer!

Zum Schluss vu menger Interventioun e puer Sätz aus menger Ried vun 1997, well se haut méi wéi jee stëmme an dem ADR seng Meinung zu deem Projet erëmginn. D'Regierung gesäit ganz einfach keng Méiglechkeet, ënner deem bestehende Beamterrecht d'Servicer vum Centre informatique effizient ze gestalten. D'Regierung kritt d'Servicer net anescht an de Grëff als ewéi Leit mat Zoossiss un- zestrécken. Dat klappt net, d'Leit mussen anescht motivéiert ginn. Dat Ganzt ass e Constat d'échec vun der Personalpolitik beim Stat. Firwat huet de Centre informatique ëmmer méi Problemer duerch Kompetenzschwierigkeiten tëschent den eenzelne Verwaltungen?

Et ass héich Zäit, dass dës Regierung sech konkret ëm d'Verein- faching vun den administrativen Virgänger këmmert an dem Kompeten- tengerangel ënner de Ministère- en Ënn mécht. Mir froen den

zoustännege Statssekretär fir d'Re- forme administrative: Wou ass déi Reform drun, a sinn déi virgenannte Problemer berücksichtig?

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nëmme kuerz zu deemem Projet de loi hei Stellung huelen. Fir d'éischt fir ze soen, fir ze rappeléiere wat den Här Di Bartolomeo hei gesot huet wéi e vum Roi-Soleil geschwat huet. De Roi-Soleil an de Poopst, dat ware jo anscheinend Gestalten, déi infaillible waren. Als Politiker ass een net onbedéngt infaillible, an ech bezéien dat elo emol op mech selwer hei. An der Kommissiounssetzung, wéi mer jo zu deemem Projet geschwat haten, hunn ech gesot, ech géif am Fong kee Problem gesinn, fir deemem Projet de loi zoustëmme.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Här Di Bartolomeo, loosst Der mech vläicht schwätzen?

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo.

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- An der Kommissiounssetzung hunn ech gesot, ech géif au vu vum Rapport vum der Kommissioun, vum Projet de rapport géif ech kee Problem gesinn, dem Kommissionsbericht zoustëmme. Ech muss allerdéngs dozou soen, well ech da feelbar sinn, dass ech verpasst hat aus Zäit- grënn d'Avise genau ze liesen, a vu dass ech herno awer Zäit hat déi Rapporten all ze liesen, hunn ech gesinn, dass dat wat am Projet de rapport vum Rapporteur dra- steet iwwert d'Avise awer net deem entsprach huet, wat an den Avise selwer drasteet. An dofir ass et och esou, dass mir deemem Projet dann net wäerten zoustëmme, mä dass mir eis wäerten dobäi enthal- len, dass mer allerdéngs den Amendement vun der LSAP kënnen matstëmme.

Et ass nämlech esou, wann een dee Rapport kuckt, Avise wéi se re- süméiert gi si vum Rapporteur, da steet effektiv do: „La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics marque son accord.“ Wann awer d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics selwer domadder d'accord ass a kee Problem gesäit, dann ass et net un eis ze soen, do si mir dann total der- géint.

En Zweet ass, am Conseil d'État sengem Avis steet: „Le Conseil d'État ne s'opposant pas au projet“. Dat huet eis also den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics confirméiert, dat huet also d'selwecht ausgesinn. Dunn hunn ech mer geduecht, bon, okay, dann ass keng Opposi- tioun do, da kann dat jo net esou schlëmm ginn, wa si selwer do- madder d'accord sinn.

Wann een awer den Avis vum Conseil d'État an och den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics liest, da gesäit dat awer allerdéngs ganz anescher- ters aus. Ech zitéieren nëmmen am Schluss vum Conseil d'État sengem Rapport Kriticken, déi awer wierklech net en faveur vun deemem Projet schwätzen: „Le Conseil d'État a l'impression qu'au lieu d'instituer une organisation structurée, le Gouvernement se satisfait à mettre en place, en marge des organes prévus par la loi, des entités ad hoc, dont l'une chevauche l'autre, le tout dans un désordre parfait. Les administrations et les services publics ne sachant plus à quel saint se vouer s'adresseront de préférence à des consultants externes, dont ils font le consultant.“

An dann nach vill méi en décisive Saz: „Au lieu d'adapter les mis- sions du directeur du Centre infor-

matique de l'État et son administration aux données de l'environnement informatique et aux besoins de l'administration publique, le présent projet s'emploie à abaisser les conditions de recrutement", an da seet de Conseil d'État als Konklusio: „Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'État invite le Gouvernement à compléter le projet sous revue.“

An dat ass awer liicht eppes anescht, ech géif esouguer soe vill méi wéi liicht eppes anescht, wéi dat wat hei steet am Résumé vum Avis vum Conseil d'État, wou steet, dass e sech net géif opposéieren.

A wann ech kucke wat d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an hirem Avis seet, ech mengen, den Här Di Bartolomeo huet et hei och schonn zitéiert, dann ass dat och net grad datselwecht wéi dat wat de Rapporteur a sengem Résumé vu sengem Avis seet. Well do steet: „La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics marque son accord“, an hei steet awer „sous la réserve des adaptations proposées“, dat sinn der dräi, dovunner eng, d'Kondition vum Universitaire, an zweetens och nach vun der Experienz, seet d'Chambre des Fonctionnaires „pourrait donner son aval“. Dat heescht, ënner dräi Konditione kënn se eventuell hiren Aval gin, wann déi erfëllt wieren.

Or, déi si mam Projet hei net erfëllt, esou dass effektiv d'Konditione vun der Stee fir eis awer anerer sinn, wéi dat an der Kommission de Fall war. Mir gi vläicht net esou wäit wéi dat, wat den Här Di Bartolomeo an enger Polemik hei gesot huet, dass elo d'DP hire Kandidat schonn aus der Täsche géif zéien, wann d'Gesetz gestëmmt ass. Dat ka sinn, dat kann net sinn, ech mengen, wann een am Glashauss sëtzt, oder schonn emol gesiess huet, da soll een oppassen, dass een net ze vill mat Steng gehäit. Ech bezéien dat op déi dräi grouss Parteien hei am Sall. Jidderee soll virsiichteg sinn, wann e mat Steng gehäit.

Esou wäit wéll ech also net goen, Här Di Bartolomeo!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Wann ech esou eng schlecht parlamentaresch Aarbecht gemach hätt wéi Dir, da wier ech e bësse méi klenglaut! Wann Der nämlech Är Texter gelies hätt, dann hätt Der deen doten Iertum net gemach!

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Also Här Di Bartolomeo, ech hunn hei um Pult als Einleitung gesot, dass ech mech net géif zu deene Leit zielen, déi infaillible wieren, esou wéi de Roi-Soleil oder wéi de Poopst.

Ech sot, et kann ee Feeler maachen, a mäi Feeler war, dass ech effektiv d'Avis virun der Kommissionssitzung net am Detail gelies hat, a mech drop fiéiert hat, wat do war. Dat heescht also, ech hu selwer am Ufank dat zouginn, wat Dir mir elo ënnerstallt hutt, dass dat e Feeler war, an ech hätt se misse méi liesen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat kléngt esou gutt!

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dir braucht wierklech net vill, Här Di Bartolomeo!

Den Ennerscheid ass also deen, dass op Grond dovunner, dass déi Avisen an hiren Aussoen net deem entspreche wat am Résumé vum Avis vum Projet de rapport dran ass an dass awer wierklech Bedenken do si vun der Chambre des Fonctionnaires, virun allem weinst där Geschicht vum Universitaire, déi fir mech awer wierklech problematesch ass, mer dem Projet net zoustëmme kënnen. Mir wäerten eis dobäi enthalten. A well den Amendement awer genau an déi Richtung geet, kënnen mir natier-

lech den Amendement vun der LSAP matstëmmen.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Statssekretär Jos Schaack.

■ M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Réforme administrative*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol e grouss Merci un all déi Intervenant vum haut den Owend, a ganz besonnesch wéll ech dem Rapporteur Gusty Graas merci soe fir sän excellenten Rapport.

(Interruptions diverses)

Nodeem, Här President, ech allen Intervenanten zu deemem Projet mat ganz grousser Intérêt nogauschtert hunn, sinn ech net honnertprozenteg iwwerzeegt, ob et wierklech jidderengem, an do mengen ech besonnesch verschidde Leit aus der Opposition, kloer ass, firwat d'Regierung dese Projet erabruucht huet.

(Interruptions diverses)

Et muss een hei nämlech zwou Saachen auserneen halen. Op där enger Säit d'Organisation vun der gesamter Informatik beim Stat, an op där anerer Säit dee méi bescheidenen a begrenzten Objectif vun deemem Projet de loi, dee sech eenzeg an eleng op d'Condition de recrutement vum Gestionnaire vun enger wichteger Statsverwaltung beschränkt.

(Interruptions diverses)

Ech explizéiere mech a fänken u mat dem Objectif vun deemem Projet de loi. Ech kommen derno awer och nach op d'Organisation vun der Informatik vum Stat ze schwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, Enn September vum leschte Joer huet den deemoolegen Direkter vum Centre informatique eng Demande un d'Ministesch vun der Fonctio publique gericht, fir kënnen op den Datum vum 1. Oktober a Pension ze goen. Normalerweis wär dese vakante Posten och an deemselwechte Mount ausgeschriwwen ginn. D'Regierung war awer der Meenung, dass déi bestehend restriktiv Konditione an Gesetz, fir op desen extremem wictegen Direkteschposte genant ze ginn, ganz einfach net méi zäitgeméis wieren.

Ech explizéiere mech. Wann an 30 Joer Zäit - d'Kadergesetz vum Centre informatique datéiert tatsächlech aus dem Joer 1974 - nämlech eppes net stoe bliwwen ass, dann ass dat mat absoluter Sécherheet déi rasant Entwécklung vun der Informatik a vun deenen neien Technologien. An des Entwécklung bréngt ebe mat sech, dass esou eng fir de gesamte Statsapparat wictege Verwaltung, wéi déi vum Centre informatique, en Direkter brauch, deen am Intérêt supérieur vum Stat, dat heescht, déi beschit Viraussetzung wat Ausbildung, Laufbahn, Erfahrung, Motivatioun a perséinlechen Engagement matbréngt, fir des Verwaltung optimal ze leeden.

Et geet der Regierung also hei net drëm Rekrutierungsbedingungen erfzesetzen, mä den Text méi flexibel ze gestalten, an et ass fir mech och kloer, dass deen zukünftigen Direkter, an elo géif ech soen, passz ganz gutt op, Här Di Bartolomeo, all déi Konditione muss erfëllen, déi Viraussetzung sinn, fir an der Carrière supérieure beim Stat schaffen ze kënnen.

(Interruption)

Dir hutt Referenz gemach, dass déi Nominatioun sollt au gré du Gouvernement gemach ginn. Ech kann lech soen, mir hunn eis inspiréiert un dräi anere grousser Verwaltungen, an och nach un engem Établissement public, well nämlech am Kadergesetz vun der Administration des Bâtiments publics vum 18. Dezember 1975 seet den Artikel 8-1 Folgendes: „La nomination aux fonctions de directeur et de di-

recteur adjoint est faite au gré du Gouvernement“. Datselwecht fannt Der am Gesetz vum Commissariat aux Assurances, wat allerdéngs en Établissement public ass, wat datéiert vum 6. Dezember 1991. Dir fannt et, Här Di Bartolomeo, och am Gesetz vun der Steerverwaltung,...

(Interruptions diverses)

..., e Gesetz vum 17. Abrëll 1964, an Dir fannt et am Gesetz vum Enregistrement, wat e Gesetz ass vum 20. März 1970. Also, dat ass guer näischt Neies. Mir ass net bekannt, dass an iergendenger vun deenen dräi Verwaltungen an dem Établissement public, deen ech elo hei genannt hunn, och wann deen Text seet „au gré du Gouvernement“, jeemoos een do genannt gi wär, deen net Ressortissant vun der Carrière supérieure ass.

Et huet der Regierung dofir ganz wictege geschéngt, dese Posten net nëmmen op Kandidaten aus dem öffentleche Secteur, eventuell aus der eegener Verwaltung ze limitéieren, mä och fir Kandidaten vum dobaussen opzemaachen. Dat entsprécht der Approche, dem Esprit vun der Regierungserklärung, déi de Passage vum Privatsektor an den öffentleche Secteur wéllt favorisieren.

Dat ass de Grond, Här President, firwat mir lech haut des Gesetzesvirlag zum Vote ënnerbreeden, an ech betounen: Dat ass och den eenzeg. Niewebäi wéll ech ënnersträichen, dat ech nom Départ à la retraite vum Direkter e Beamten aus der Carrière supérieure, ee Beamten, dee souwuel mäi wéi iwwerengs der ganzer Regierung hiert vollst Vertrauen huet, mat dem Interim vun der Gestio vum Centre informatique beoptraagt hunn. Datselwecht Vertrauen zielt iwwerengs och fir déi ronn 140 Leit, wann ech...

(Interruptions)

...déi détachéiert mat derbärechen, déi am Moment am Centre informatique de l'État schaffen an an all deene leschte Joren hei eng ausgezecheent Aarbecht gemach hunn a momentan och nach weider maachen.

Nom Vote vum Projet 5205 gétt elo de Poste vum Direkter vum Centre informatique ausgeschriwwen, an ech rechnen domat, dass mer dann och relativ schnell e géee-gente Kandidat oder eng Kandidatin wäerte fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer och e puer Wuert ze soen zu den Observatioun vum Statsrot an zu deene Kriticken, déi haaptsächlech elo haut de Mëtze vun Oppositionssäit zu deemem Projet formuléiert goufen.

Et gouf jo gemengt, d'Regierung hätt vun der Geleehtheit solle profitéieren fir déi ganz Organisation vun der Informatik beim Stat ënner d'Lupp ze huelen an doduerjer där legislativer Aarbecht vill méi eng breet Basis ze ginn, wéi elo nëmmen d'Rekrutementskonditione fir en neien Direkter vum Centre informatique ze änneren.

Et sief dozou direkt nach eng Kéier widerholl, wat ech am Ufank scho gesot hunn, nämlech datt mer et da mat engem ganz aneren Objectif ze di gehat hätten. Dat war eben an deemem Moment guer net d'Absicht vun der Regierung. Wat nämlech déi allgemeng Organisation vun der Informatik beim Stat ubelaangt, sou beinhalt d'Gesetz vum 29. März 1974 a sengen Article 4, 5, 6, 7, 8 an 9 d'Base légale fir all méigleche organisatoresch Ännerunge virzehuelen. Et brauch een dofir net extra ze légiféieren.

Ech explizéiere mech. De Ministère de tutelle vum Centre informatique, an dat ass de Ministère de la Fonc-

tion publique et de la Réforme administrative, huet de Pouvoir des Verwaltung ze organisieren, ze dirigieren an ze orientieren. En huet ausserdeem déi politesch, finanziell an administrativ Verantwortung vum Centre informatique. D'Verwaltung selwer huet déi technesch Responsabilitéit vun hirer Aktivitéit. Wat elo déi politesch Verantwortung am Beräich vun der Société de l'information ubelaangt, esou wësst Der, datt d'Kompetenzen op deemem Gebitt téscht dem Statsministère an dem Ministère de la Fonction publique opgedeelt sinn.

Op där enger Säit hu mer de Programm eLëtzebuerg, deen dem Minister Biltgen ënnersteet, deen och d'Commission Nationale pour la Société de l'information, kuerz CNSI genannt, presidéiert. An op där anerer Säit hutt Der dann e ganze Volet eGovernment, dee vum Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative an ënner menger Verantwortung gesteuert gëtt.

Wictege ass awer och nach ervirzehiewen, dass d'Regierung en Audit organisationnel iwwert d'Informatik au sens large beim Stat an Opdrag ginn huet, dee vum Hierscht 2001 bis d'Fréijoer 2002 vum engem Consultant duerchgefouert ginn ass. Selbstverständlech war och hei de Centre informatique am Comité de pilotage représentiert. Den 20. Dezember 2002 huet de Regierungsrat dunn d'Recommandatioun vum deemem Audit ugeholl, déi am Résumé dorobber erauskommen, d'Décisions-, d'Exekutiouns- an d'Kontrollfouction op deemem Gebitt ënnerenaner ze trennen an opzedeelen.

Konkret ass eng nei sou genannt politesch Struktur an d'Liewe geruff ginn, déi ënner der Leedung vum Medeminister a mir selwer d'Strategien an d'Prioritéiten um Gebitt vun der Informatik an den neien Technologie beim Stat festleed. D'Verwaltungs ginn op eng dezentraliséiert Aart a Weis méi agebonnen. Dem Centre informatique seng Exekutiounsmissioun gi prezéiert a gefestegt, an et wäert och nach spéider eng nei Kontrollfouction geschafe ginn. An et ass och an deemem Kontext, wou et wierklech dréms geet d'Weihe fir d'Zukunft ze stellen.

An hei gesinn ech e weidert wictegt Argument, fir esou schnell wéi méiglech den neien Direkter fir de Centre informatique ze fannen an och ze nennen. Hien ass nämlech e ganz wictege Member vun deem politesche Gremium, vun deem ech geschwat hunn, wou jo d'Strategien an d'Missioun fir déi ganz Informatik beim Stat festgeluecht ginn. Hien huet also a senger Fouction eng ganz wictege Roll ze spille beim Iwwergang zu där sou genannter Administration électronique opgrond vun der Marschrichtung, déi vun der Regierung festgeluecht gëtt.

Erlaabt mer ofschléissend nach dozou ze soen, dass dat politesch Gremium am Moment amgaangen ass e Plan directeur fir den Iwwergang zur Administration électronique opzestellen. Des Aarbechte ginn nach am Laf vun deemem Joer ofgeschloss, sou datt een da kann higoen a Gesetzestexter ausschaffen déi a puncto Informatik an neien Technologien och nei Regeln an der Organisation an am Fonctionnement vum Stat wäerte festleeden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och hei ganz kuerz de Volet eGovernment an de Benchmarking ugeschwat ginn. Ech mengen, den honorabele Gusty Graas huet do schonn deelweis dat gesot, wat ech elo net méi wéll widerhuelen. Mä ech wollt lech awer eppes aneschts soen, nämlech dass ech perséinlech immens erstaunt war, wéi ech elo an enger Zeitung gelies hunn, dass de Chamberweb och gebenchmark ginn ass, an zwar vun der Europa-Universität vu Florenz a vun der Universität vu Genève.

Ech kann lech nëmme soen, perséinlech hunn ech, an och Leit, mat deenen ech geschwat hunn, ëmmer nëmme positiv gesot, dass dat, wat do op där Website ass, ville Leit ganz gutt weiderhëlleft, ausser dass Verschiddener sech e bësse beklot hunn, dass do esou Saachen net drop wäeren, wéi zum Beispill, dass ee kënn kucken, wéini déi eenzel Séancé wäeren. Mä dovunner ofgesinn, fannen ech, dass dat eng excellent Website ass. D'Resultat dovunner ass allerdéngs net esou immens...

(Interruption)

..., well vu 26 Parlamenten, déi gebenchmark gi sinn, ass d'Lëtzebuerger Parlament dat zweetlescht. Dir gesitt also, dass d'Resultater vu Benchmarkingen oft ganz relativ sinn an dass....

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

■ Une voix.- Dat ass eng Kritik um Här Rippinger!

■ M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Réforme administrative*.- ...an dass d'Qualitéit vun deenen eenzelne Servicer vun deem engen oder anere verschiddeartenart ausgeluecht gëtt.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Et ass an anere Wieder dat, wat ech niewebäi nach wollt soen. Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet!

(Interruptions diverses)

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, den Här Statssekretär huet vergiess Stellung zum Amendement ze bezéien.

■ M. le Président.- Abee, mir stëmme elo iwwert den Amendement of.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ah, très bien. Ech wier awer frou gewiescht.

(Interruptions et hilarité)

■ M. le Président.- D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies.

Amendement 1

Mir hunn een Amendement zum Article unique virleien, deen den Här Di Bartolomeo erabruucht huet. Mir stëmme elo doruwwer of. A wann en ugeholl ass, dann ass en ugeholl, well wann en ofgelehnt ass, ass automatesch deen ugeholl, deen de Gusty Graas am Numm vun der Kommission virgedroen huet.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech wéll just soen, Här President, hei stëmme mer géint den Antrag vun der Chambre des Fonctionnaires.

■ Une voix.- Aahhh!

■ M. le Président.- Dir maacht dat wéi Dir wéllt! Elo stëmme mer of an da gesi mer wéi dee Vote ausgeet!

(Hilarité)

D'Ofstëmmung geet elo iwwert den Amendement 1 vun de Sozialisten, deen den Här Di Bartolomeo abruucht huet.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalten sech.

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 34 Nee- a 24 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Er (par M. Georges Wohlfart), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par

Mme Mady Delvaux-Stehres), Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Fernand Greisen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Clement), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber

(par M. Théo Stendebach), Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Norbert Haupt), Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Simone Beissel), Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Jeannot Belling), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Kriepps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par M. Emile Calmes) et John Schummer.

Déi Affär ass gekläert. Da stëmmer elo of iwwert de Gesetzesprojet 5205 wéi e virläit a wéi en duerch de Berichterstatter virgestallt ginn ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass uegheoll mat 34 Jo-, 18 Neen-Stëmme a 6 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Nicolas Strotz), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Théo Stendebach), Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Nico Loes), Lucien Weiler (par M. Norbert Haupt) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Simone Beissel), Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Jeannot Belling), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Kriepps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Xavier Bettel), MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par M. Claude Meisch) et John Schummer.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Jean-Pierre Koepf), Aly Jaerling (par M. Fer-

nand Greisen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Kolleeginnen a Kollegen, domadder wäre mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer a fänkt um hallwer drai un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.45 heures)

Ordre du jour

5250 - Débat d'orientation sur l'égalité des chances entre femmes et hommes: suivi des initiatives parlementaires

(Rapport de la Commission de l'Égalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine - Débat - Motions et résolution - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Anne Brasseur, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendeng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Op eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer eng Debatt iwwert d'Chancéglichheet tëschent Mann a Fra. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwé bis elo déi Dammen Arendt, Err, Nagel, den Här Colombara, déi Damme Reuter, Frank, Mutsch an den Här Jaerling. D'Wuert elo de Rapporteur vun der Debatt, déi honorabel Madame Ferny Nicklaus-Faber.

5250 - Débat d'orientation sur l'égalité des chances entre femmes et hommes: suivi des initiatives parlementaires

Rapport de la Commission de l'Égalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut, drai Méint virum Enn vun deser Legislaturperiod, ass de Moment komm fir Bilan ze zéien, an zwar iwwert d'Aarbecht, déi an de leschte Joren ze Gonschte vun de Fraen an der Chancéglichheet gelescht gouf.

Vill wichteg Theme sinn hei an de vergaangene Joren diskutéiert ginn, sief dat iwwert d'Fraebedelegung bei de leschte Wahlen, d'Violence domestique, de Gender oder d'wirtschaftlech an d'sozial Situatioun vun der Fra. All dës Debat-

ten hunn intensiv dozou bägedroen, fir d'Situatioun vun de Fraen an der Gesellschaft ze verbesseren.

Tëscht 1996 an dem leschte Joer sinn der Regierung iwwert de Wee vu Motioune méi wéi 80 Recommandatioune gemaach ginn. Wa se och net all emgesat gi sinn, sou kann een awer feststellen, dass d'Impulser zur Gläichheitspolitik vun der Chamber an der Regierung gréisstendeels hiren Nidderschlag fannen.

Ech wéilt nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass d'Gesetz, déi vun der Chamber gestëmmt ginn, de Fundament vun der Gläichheet duerstellen, ouni déi d'Gläichheet sech net verwickleche kann. Ouni de legislative Wee si keng Verbesserung fir Chancéglichheet fir ons Frae méiglech. Ouni Gesetzer kënn kee Changement.

Wéi mir mat der Preparatioun vun deem Débat an der Kommissioun ugefaangen hunn, hu mer eis d'Fro gestallt, wéi ee Schwéierpunkt a puncto Fraepolitik een dëst Joer belichte kéint. Well mir ons wéi scho gesot um Enn vun enger Legislaturperiod befannen, si mer zur Konklusioun komm, déi vill Aarbecht, déi an deem Domän gelescht ginn ass, nach eng Kéier ënnert d'Lupp ze huelen. Et huet eis deemno an der Kommissioun wichteg geschéngt, dëst Joer e Suivi iwwert d'Motiounen ze maachen, déi am Kader vun de fréieren Debatten an der Chamber gestëmmt goufen. Wa mer all eenzel Motioun wëllen durchhuelen, da geet d'Zäit vun deem Mëtteg bäi wäitem net duer. Ech wäert mech also op dat eent oder dat anert Thema focaliséieren, dat mir als besonnesch wichteg erschéngt.

Am Kader vun den Orientéierungsdebatten aus dem Joer 1997 ass et

ëm d'Fraen an der Aarbechtswelt gaangen. Haut, am 21. Jorhonnert, gëtt et um Aarbechtsmaart nach ëmmer Diskrepanzen tëschent de Geschlechter. Ee Moyen, fir d'Chancéglichheet tëschent Fraen a Männer an der Aarbechtswelt ze promouvéieren, sinn d'Mesures positives, déi duerch d'PAN-Gesetz vum 12. Februar 1999 hire legale Kader kruten. Dës Moossnamen adresséieren sech un de private Secteur a gi finanziell vum Fraeministère ënnerstëtzt, wann d'Entrepreneuren an d'Promotioun vun der Gläichheit innerhalb vun hiren Betriber wëllen investéieren, zum Beispill um Niveau vum Reclutement oder der Vereenbarkeet vu Familljen a Beruff.

E gutt Beispill heifir sinn Dexia-Bil an d'Firma Siemens, déi dëst Joer mam Fraeförderungspräis vum Ministère de la Promotion féminine ausgezecht ginn, well si sech konsequent beméien, Fraen a Féierungspositionen ze stellen. Dës Moossname si berechtigt, well d'Fraen op dem Aarbechtsmaart generell ënnerrepresentéiert sinn, hir Carrièresperspektive bäi wäitem net esou gutt sinn, a si am Duerchschnitt nach 12% manner verdénge wéi hir männlech Kollegen.

En anere wichteg Moyen, fir Chancéglichheet ze promouvéieren an d'Ongerechtegkeeten um Aarbechtsmaart ze eliminéieren, sinn déi vill Informatiounscampagnen, déi organiséiert ginn. De Fraeministère schafft enk mat deene verschiddenen anere Ministären zesummen, mat de Beruffschamberen, der ADEM an anere wichtige Acteuren an deem Beräich. De Ministère de l'Éducation nationale organiséiert säit e puer Joer mat der Hëllef vu verschiddene Fraenorganisatiounen wéi zum Beispill „Femmes en détresse“, oder „Initiativ erëm schaffen“ speziell Formatiounen fir Fraen, déi op der Sich sinn no enger neier Aarbechtsplaz, a besonnesch fir déi, déi no enger längerer Ennerbriechung erëm op den Aarbechtsmaart zrëckkomme wëllen. Dës Moossnamen hunn als Zil, Fraen op der Sich no enger neier Aarbecht ze encadréieren an ze beroden.

D'Wiel vum spéidere Beruff ass ganz enk un déi schoulesch Éducatioun gebonnen. De schoulesche Wee vu ville Meedercher

ass nach ëmmer op déi sou genannten typesch Fraeberuffer axéiert. An de leschte Méint sinn eng Rei vun Informatiounscampagnen lancéiert ginn, fir de Meedercher respektiv de Fraen déi nei technologesch Kommunikatiounsmétele méi no ze bréngen, respektiv fir si ze encouragéieren, och a sou genannte Männerberuffer eranzegoen.

De Choix scolaire vun de Meedercher ass zu engem groussen Deel nach ëmmer klassesch an traditionell. Natierlech wierkt sech dee Choix scolaire op hir Beruffscarrière a selbstverständlech dann och op hire spéidere Salaire aus. D'Kommissioun ass deemno der Meinung, dass d'Regierung sech nach méi wéi bis elo am Kader vun der professioneller Ausbildung vun de Frae misst asetzen, fir hinnen e gréissere Choix u Formatiounen anzubidden, an zwar ausserhalb vun deenen traditionelle weibliche Beruffer.

Niewent enger zolider Grondausbildung ass natierlech d'Weiterbildung och e Piller, fir am Beruff virunzuekommen. Hei muss de Fraen awer och d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir un esou Weiterbildungs-moossnamen deelzuehuelen, an zwar zu Zäiten, déi och mam Familljeliewe kompatibel sinn.

Am Joer 1999 hu mer iwwert d'Fraen an de Féierungspositionen diskutéiert. Ech wéll hei ervirhiewen, dass am öffentlechen Déngscht ganz vill Efforté gemaach goufen, fir ëmmer méi Fraen op héich verantwortungsvoll Féierungspositionen ze setzen, an zwar haaptsächlech an der Kultur an am Enseignement. Wa mir eis awer elo d'Situatioun am Privatsektor ukucken, da kënnen mir feststellen, dass Fraen, obwuel se en Taux d'activité vun iwwer 50% duerstellen, a Féierungspositionen nach ëmmer eng Ausnahmsinn. Dës Situatioun wäert sech an Zukunft lues a lues änneren, well et sinn ëmmer méi Responsabel bereet, de Fraen hir Avantagen, wéi zum Beispill hir sozial Kompetenzen, am Hibleck op Décisiounsposten unzuerkennen.

Vill Meedercher hu besser Resultater op den Universitëten, an dach gesäit een der spéidere wéineg op Décisiounsposten erëm. Et gëtt och nach ëmmer wéineg Fraen, déi hir eegen Entreprise créieren. Trotzdem ass d'Tendenz steigend. Och géllt et lwwerzeegungs-aarbecht ze leeschten an d'Fraen ze motivéieren, sech selbstänneg ze maachen. Ech géing dofir an deem Sénn eng Motioun ofginn.

Net nëmmen am Primär, mä och am Postprimär gouf versicht déi Jugendlech fir déi verschidden Inegalitéiten tëschent de Geschlechter, déi an der Gesellschaft bestinn, ze sensibiliséieren. 10.000 Exemplaire vun der Broschür „Droits égaux pour filles et garçons, femmes et hommes“ goufen an deene verschiddene Lycées verdeeelt. Si soll als Basisreferenz fir de Cours d'instruction civique geholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll an deem Kontext drop opmierksam maachen, dass d'Egalitéit tëschent Mann a Fra nach ëmmer net an eiser Constitution verankert ass. Eis Kommissioun hat eng Propos gemaach, déi och de Conseil national des femmes iwwerholl huet, grad wéi d'Commission des institutions, déi dës Versioun - wann och a liicht ëmgeännerter Form - ugehall huet. Den Text läit zënter dem Mee d'lescht Joer beim Statsrot, an ech huelen un, dass en deemnächst wäert aviséiert ginn. Et ka jo schliesslech net esou sinn, dass mer elo aner Prioritéite bei den Aschreiwungen an eis Constitution setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Jore gesinn hu mer oft driwwer diskutéiert wat ee maache ka fir eng besser Conciliatioun tëschent Familljen- a Berufsliewen ze erreechen. De Congé parental ass zum Beispill esou eng positiv Mesure, déi et erlaabt d'Familljen- an d'Berufsliewen ënnert een Hutt ze kréien. Ech wëll net weider an den Detail vun deem Punkt agoen, dat mécht duerno meng Parteikolleegin Nancy Arendt.

An deemselwechte Kontext wëll ech nach eng Kéier déi excellent Aarbecht vum Éducatiounsministère am Beräich vun der Éducation précoce ervirhiewen, déi an der Populatioun ëmmer méi an Usproch geholl gëtt. Och wëll ech net vergiessen, dass et de Stat ass, deen déi verschidde Gemenge finanziell ënnerstëtzt wann et dréms geet, d'Éducation précoce an hire Gemengen ze instauréieren. Leider hu verschidde Gemenge Problemer de Précoce bei sech an der Gemeng unzebidden. Hei besteet also nach e gewëssenen Handlungsbedarf.

Ech wollt dann zu engem Punkt kommen, deen öfters a verschiddenen Debatten ugeschwat gouf an iwwert dee mer am Joer 2001 eng Orientéierungsdebat gefouert hunn: d'Violence domestique. Am Laf vun de leschte Joren huet de Fraeministère an Zesummenaarbecht mat verschiddenen Organisationscampagne zum Thema Violence domestique gemaach. Déi verschidde Medie goufe genotzt fir de grouse Public op dës Problematik opmierksam ze maachen. Esou ass nach kierzlech eng Campagne d'affichage an alle städtesche Bussen an um Réseau vun der CFL gelaf. D'Kommissioun ass awer der Meenung, dass dës Informationscampagnen nach méi percutant misste gi fir all Awunner hei am Land iwwert dat Gesetz ze informéieren a kloerzestellen, dass och Leit aus anere Kulture sech hei zu Lëtzebuerg un dat Gesetz ze halen hunn.

D'Orientéierungsdebat aus dem Joer 2001 huet sécherlech derzou bäigedroen, dass d'lescht Joer de Gesetzesprojet ausgeschafft gouf. Bemierkenswäert ass och, dass d'Gesetz iwwert d'Violence domestique de 15. Juli 2003 gestëmmt ginn ass mat enger Majoritéit vun 59 Stëmme an enger Abstentoun. D'Gesetz betrëfft generell Gewalt an der Famill, dat heescht Gewalt vun engem op deen anere Partner oder Partnerin, ob bestuet oder net, vun den Elteren op d'Kanner a vu Kanner op Elteren an esou weider. Och Männer kënnen Gewalt erliewen a fale selbstverständlech ënnert dat Gesetz. E wichtige Message vun deem Gesetz ass ouni Zweifel, dass d'Gewalt an der

Famill keen Tabuthema méi ass, dass d'Gesellschaft déi Gewalt net méi akzeptéiert. D'Affer vun häuslecher Gewalt - meeschtens Fraen a Kanner - kënnen elo geschützt ginn.

Et sinn elo véier Méint hier, dass dëst Gesetz a Kraaft getrueden ass. 64 Männer goufen an dëser kuerzer Zäit scho vun doheem ausgewisen. Dat ass eng erschreckend héich Zuel an iwwertreff all Estimatiounen, déi am Virfeld vun deem Gesetz opgestallt goufen. Et werft awer och en alarméierend Liicht op ons Gesellschaft an op ons Familljen. Dir gesitt, et war also net vu Muttwëll, dass mer dat Gesetz an der Chamber gestëmmt hunn, wou dach esou vill Stëmme der Meenung waren, dass dës Problem an der Gesellschaft net esou present ass wéi ëmmer behaupt gëtt an dass esou e Gesetz iwwert d'Violence domestique net noutwendeg gewiescht wär.

De positiven Echo iwwert dëst Gesetz, dee mer vun de verschiddenen Associatiounen kriit hunn, déi um Terrain aktiv sinn, bestätegt mech an och vill aner Leit heibanen, dass mer d'lescht Joer an déi richteg Richtung gaange si fir de Schutz vun de Fraen, mä och vun de Kanner am Fall vun häuslecher Gewalt ze verbesseren. Dës Wegweisungen, déi mir bis haut ze verzechnen hunn, stellen awer och 64 Familljeschicksaler duer. De Service d'assistance aux victimes de violence, deen am Kader vum Gesetz vum 15. Juli 2003 geschafte gouf, këmmert sech ëm déi Fraen an hir Familljen, déi Affer vun häuslecher Gewalt goufen. Si ënnerstëtzen d'Affer souwuel um psychologesche wéi och um juristeschen Niveau. Si maachen ausserdem vill Déplacementen um Terrain an assuréieren e gewëssene Suivi vun de betraffene Fraen. Dës Service d'assistance aux victimes bréngt e groussen Zäitopwand mat sech an ass un de Limité vu senger Capacitéiten ukomm.

Datselwecht gëllt fir d'Foyers d'accueil pour femmes battues. Och hei sinn d'Kapassitéiten iwwerschratt, an anscheinend stinn esouguer Frae mat Kanner op enger Waardelescht. Dës Zuele beleen, dass häuslech Gewalt laang en Tabuthema war, dat vun der Gesellschaft ignoréiert gouf. Eréischt dëst Gesetz huet ville Frae Mutt gemaach, fir aus dem Däiwelskrees vun der Gewalt ze flüchten. Och waren et dacks Noperen, déi Kenntnis vun deem Gesetz hatten an d'Police kontaktéiert hunn, fir Fraen aus hirer schlëmmer Situation ze befreien. Ech wollt nach eng Kéier rappeléieren, dass d'Leit vun der Police an de Parquet ganz speziell Formatiounen duerchlafen, wou se geléiert gi wéi ee sech bei dësen heiklen an heiansdo och geféierlechen Asätz ze verhalen huet. Fir dass mer och weider dës Fraen hëllef kënnen, muss mer déi bestehend Strukture verstärken oder ausbauen, well en d'Impressioun huet, dass dës 64 Fäll nëmmen d'Spëtzt vum Äisberg sinn an nach vill Frae wäerten an Zukunft nokommen.

Ech wëll och drop opmierksam maachen, dass d'Associatioun Femmes en détresse net genuch Moyenen a Personal huet fir sech méi speziell ëm d'Kanner ze këmmere, déi jo bekanntlech am meeschten ënnert dëser Situation ze leiden hunn. Ech wäert dofir an deem Sënn eng Motioun iwwerreechen.

(La motion 2 sera déposée ultérieurement par Mme Nancy Arendt.)

Och muss ee bedauern, dass no eisen Informatiounen keng speziell Formatioun, wéi mir se gefrot hatten, fir Generalisten a Pédiateren offréiert gëtt, déi et hinnen erlabe géif, am Fall vun der Feststellung vun häuslecher Gewalt besser kënnen ze reagéieren.

Bei all deene Mesuren däerf en net vergiessen, dass och d'Täter eng adequat Betreuung brauchen,

fir dass net bei där nächster Fra oder Frëndin deeselwechten Drama erëm vu vir ufängt a mer dann net vill mat dem Gesetz erreecht hunn.

Dofir gouf den 1. Dezember 2003 eng Täterhotline agericht, un déi sech gewalttätig Männer riichte kënnen, déi aus dem Däiwelskrees vun der Gewalt erauskomme wëllen. Dës Projet leeft am Kader vum europäesche Programm Daphne, an och parallel an Ueweréisträich an an der Émgegend vun Hamburg. Männer ginn hei an der gréisster Confidentialitéit vu speziell ausgebildete Persounen betreit. An dësen dräi Länner goufe bis den 31. Dezember 2003 18 Uruff entgéintgehall, dovun zwee vun Agresseuren aus Lëtzebuerg. Ech wëll hei drop hiweisen, dass Lëtzebuerg, grad wéi Éisträich, an deem Beräich absolut Pionéieraarbecht a ganz Europa geleescht huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt zum Schluss vu menger Interventioun nach e puer perséinlech Iwwerleeunge maachen. Dir gesitt, et ass vill fir d'Fraen an de verschiddenen Domänen ënnerholl ginn, fir hinnen déiselwecht Chancen an eiser Gesellschaft ze bidde wéi de Männer. Dobäi dierfe mer awer net déi Schwächst vergiessen, nämlech eis Kanner an eis al Leit.

Et ass un der Zäit, fir och emol Iwwerleeunge unzesellen awéiwäit dem Wuel vum Kand an all deem Rechnung gedroe gëtt. Ass et gutt fir e Kand, dass et moies fréi aus dem Schlof gerappt gëtt, fir sech esou den Horaire vum Berufsliewen unzupassen? E Kand ass kee klengen Erwuessenen, an huet natierlech och ganz aner Bedürfniser. Ass et gutt fir e Kand, wann et als Bébee fréizäiteg dee ganzen Dag iwwer vun der Mamm getrennt ass, ouni deen dach esou wichtige Kierperkontakt? Sinn do net emotional Defiziter virprogramméiert? Och net fir all Schoulkand ass eng ganz Dagesbetreuung oder ëmmer an engem Grupp ze si vu Virdeel. Et muss der Perséinlechkeet vun all Kand Rechnung gedroe ginn. Et däerf keen an e bestëmmte System eraforcéiert ginn. Och muss mer eis Gedanke maachen iwwer all déi verbalengestéiert Kanner, wou net nëmmen d'Zuel, mä och d'Gravitéit vun de Fäll zouhëlt.

Zu den eelere Leit erlaabt mer nach e Wuert. D'Europäesch Kommissioun huet an hirem Rapport 2004 festgehalen: « Eu égard au vieillissement de la population, il faut faire des possibilités de garde d'autres personnes dépendantes une priorité nationale ». Déi national Prioritéit dierf net an den Hannergrond gedrängt ginn. Ons al Leit hunn e Recht op Zouwendung a Respekt, well eis Land hinne vill ze verdanken huet. De Professor Robert Theis vun der Uni Lëtzebuerg huet bei Geleeënheet vun engem Seminaire gewarnt virun engem Wiessel vum Paradigma vun der Nächstelëit, zum Paradigma vun der Professionaliséierung an zwar duerch eng ëmmer méi grouss Individualiséierung vun eiser Gesellschaft. Aus iwwerdriwwenem Individualismus gëtt ganz schnell Egoismus, well kee sech méi fir deen anere verantwortlech fillt, an domat ëmmer méi Gläichgültigkeit an och Gewalt ervirbruecht gëtt, sief dat an der Famill, an der Schoul, op der Strooss, am Émgank mateneen.

Eng Remarque zum Schluss zu de Fraen an der Politik. Um politesche Plang sinn d'Frae lues mä sécher am Virmarsch. Mä och do muss mer eis bewusst sinn, dass nëmmen e konsequente Asaz, vill Aarbecht, vill Zäit, Ausdauer a perséinlechen Engagement kënnen zum Zil féieren. D'Konditiounen vun

der politescher Stee sinn nämlech déiselwecht fir d'Frae wéi fir d'Männer. Mir kréie keng Cadeau gemaach, well mir Frae sinn. Lamentéiere bréngt et net, mä jiddereen ass perséinlech gefuerdert. Mir hunn eis Chancen, also géllt et se ze notzen.

Merci.

■ **M. le Président.** - Den Här Bausch freet d'Wuert.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech wëll am Numm vu menger Fraktioun protestéieren dergéint, dass d'Madame Rapportrice, déi jo eigentlech d'Stellungnahme muss hei ofgi vun der Kommissioun, dat heescht d'Debatten erëmspigele vun der Kommissioun, Motiounen während hirem Rapport déposéiert am Numm vun der Majoritéit.

D'Madame Arendt hätt dat jo kënnen maachen, selbstverständlech am Numm vun der Majoritéit, mä ech mengen, et ass net Usus, laut eise Reglement, dass e Rapporteur eng Motioun déposéiert am Numm vun der Majoritéit, während deem wou en de Rapport virdréit.

Dofir fannen ech dat keng glécklech Aart a Weis wéi d'Madame Nicklaus hei virgaangen ass.

■ **M. le Président.** - Déi éischt Diskussiounsriednerin ass d'Mme Nancy Arendt. D'Mme Arendt huet d'Wuert.

Discussion générale

■ **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Här President, ech géif déi zwou Motiounen da wëllen a mengem Numm déposéieren, wann déi gréng Fraktioun dat géif erlaben.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que la facilitation de l'accès au financement peut contribuer à une implication plus importante des femmes dans la création et la gestion d'entreprises;*

- *constatant que le Comité de coordination tripartite a mis en place un groupe de travail sur le sujet des femmes créatrices d'entreprises dont les premières réunions de concertation ont déjà eu lieu au courant de l'année 2002;*

invite le Gouvernement

- *à informer la Chambre des Députés des résultats éventuels retenus par le groupe de travail mis en place par le Comité de coordination tripartite;*

- *de lancer une campagne de sensibilisation concernant la création d'entreprise par des femmes.*

(s.) Nancy Arendt, Jeannot Belling, Marie-Josée Frank, Maggy Nagel, Ferny Nicklaus-Faber.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *constatant que la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique constitue un instrument efficace en matière de protection des victimes de violence domestique;*

- *constatant que depuis l'entrée en vigueur de ladite loi, le nombre de personnes expulsées de leur domicile ne cesse d'augmenter;*

- *constatant que les capacités de logement dans les services d'hébergement pour femmes et enfants en situation de détresse sont épuisées;*

- *constatant que, dans la majorité des cas, des enfants sont les victimes directes ou indirectes de la violence domestique;*

- *considérant que ces enfants ont également besoin d'un encadrement spécifique;*

invite le Gouvernement

- *à donner aux associations dirigeant les différents services d'assistance aux victimes de violence domestique les moyens nécessaires afin qu'ils puissent, d'une*

part, augmenter leurs capacités d'accueil pour les victimes de violence domestique, et, d'autre part, mieux intégrer les enfants dans le cadre d'une prise en charge adaptée.

(s.) Nancy Arendt, Marie-Josée Frank, Maggy Nagel, Ferny Nicklaus-Faber, Marco Schank.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter 1996 organiséiere mer all Joer en Débat zur Fraenthematik, deen dozou bäidroen soll e méi spezifesche Sujet vun de Fraen ze bellichten.

Haut maache mer Réckbléck op déi vergaange Legislaturperiode, fir ze analyséiere wat alles geschaff ginn ass, mä awer och fir kritesch ze kucken, wat nach alles verbessert muss ginn, fir datt mer méi Gläichberechtigung tëschent de Fraen an de Männer op alle Gebidder hei zu Lëtzebuerg kënnen realiséieren.

Am Rapport goufen iwwer 80 Punkten ugeschnidden aus deene verschiddene Beräicher, op déi ech leider net kann allegueren agoen. D'Rapportrice, d'Madame Ferny Nicklaus-Faber, huet dat jo och schon am Detail gemaach an ech wëll hir vun dëser Plaz och e ganz grouse Merci soen, fir hire guddeschrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass hir ganz gutt gelongen déi Aarbecht, déi an deene leschte fénnef Joer zur Gläichheet vu Fraen a Männer realiséiert gouf, hei nach eng Kéier ervirzehiewen.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Am Laf vun deene leschte Jore gouf e wichteg Gesetz gestëmmt, dat haaptsächlech zum Schutz vun der Fra, de Kanner, awer och a méi raré Fäll vum Mann bäigedroen huet, nämlech dat iwwert d'Violence domestique. Wann ee gesäit, wéi vill Fraen a Kanner schonns duerch dëst Gesetz protégéiert goufen, da gesäit een och d'Wichtigkeet, déi dëst Gesetz mat sech bréngt. An den Diskussiounen mat de Responsable vum Planning familial huet een och daillech gemierkt, datt fir si net nëmmen d'Opklärung an d'Betreiung vun den Affer am Vierdergrond stinn, mä si sinn och der Meenung, datt dem Täter muss gehollef ginn, deen an enger gewëssener Aart a Weis jo och selwer en Affer ass, mä dat net ëmmer wëllt onbedéngt agesinn. Och si mussen eng gutt psychologesch Behandlung kréien, déi et hinnen erlaabt aus hire Feeler ze léieren an der Gewaltspirale ze entfléien.

Ech wollt hei nach eng Kéier drun erënneren, wéi enorm wichtig d'Formatioun an deem Kontext ass, déi d'Leit vun der Police an dem Parquet mussen duerchlafen, wou se geléiert ginn, wéi ee sech bei dësen heiklen an heiansdo geféierlechen Asätz ze verhalen huet, an datt dës Formatiounen a kengem Fall dierfen negligéiert ginn.

Ee vun deene gréisste Problemer, fir déi mer nach keng richteg Léisung fonnt hunn, ass dee vun der Betreiung vun de Kanner, déi ganz vill ënnert der häuslecher Gewalt ze leiden hunn. Si, déi oft op Problemer an hire Familljen opmierksam maachen, a souguer oft déi sinn, déi zum Telefon gräife fir Hëllef ze rufen, sinn niewent de betraffene Fraen déi Leidtragend, an hunn oft nach Joren duerno Problemer dës schwierig Phas an hirem Liewen ze verschaffen.

Meng Fro un d'Familljeministesch betrëfft den Encadrement vun dëse konzernéierte Kanner, wou ech an deem Sënn eng Motioun iwwerreecht hunn. Op wéi eng Aart a Weis gëtt no hinne gekuckt? Kënnst een hei net zum Beispill a Form vu Selbsthilfegruppe fir déi méi eeler Kanner eventuell eng Léisung gesinn, oder vläicht e psychologeschen Encadrement offréieren, deen et de Kanner erméiglecht mat hirem schwieriger Situation ëmzegoen, oder aner Méiglechkeeten an d'A ze faassen, déi vläicht schonn am Ausland existéieren?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säitdem den Traité vun Amsterdam 1997 a Kraaft getrueden ass, gëllt d'Gläichheet tëschent de Fraen an de Männer als eng prioritär Aufgab vun der Europäescher Unioun. Et géif der UNO no bis an d'Joer 2490 daueren, bis sech d'Gläichstellung tëschent de Geschlechter verwerkliche géif, wann een der normaler Evolutioun vun der Gläichberechtigung géif hire Laf loosson.

D'Iddi vum Gender, an d'Zil vum Gender mainstreaming si fir mech dofir wichteg, well si kënnen eis vläicht an der Zukunft erlabe méi schnell eng Gläichberechtigung vun de Geschlechter ze realiséieren.

Den Term Gender bezitt sech op déi gesellschaftlech a kulturell Identitéit vu Fra a Mann. Dës Identitéit stellt déi sozial Differenz vum Geschlecht duer, déi duerch eng strikt Verdeelung vun de Rollen, Funktiounen a Verantwortung tëschent Männer a Frae geprägt sinn.

Déi eenzeg Méiglechkeet, fir laangfristeg d'Gläichheit tëschent de Männer a Fraen ze realiséieren, ass a mengen Aen déi, den Objectif vun der Gläichheit an all Décisioun, an all Moosnam an an all Politik ze integréieren.

De Gender mainstreaming ass en techneschen a politeschen Prozess, deen d'Perspektiv vum Genre an allen Entscheidungs niveaue mat abënn. Dës Approche geet dovun aus, datt keng Moosnam oder politesch Décisioun komplett neutral ass, well se aneschters op Frae wéi op Männer wierkt. An ee vun den Ziler vum „gender mainstreaming“ ass et, dës ënnerschiddlech Wierkungen ze korrigéieren an d'Bedierfnesser wéi och d'sozial-ekonomesch Realitéit vun all Bierger ze betruachten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, innerhalb vum Projet „Gläichheit deelen“ gëtt e gesellschaftspolitescht Zil verfollegt, dat zur Flexibiliséierung vun der traditioneller Rolleverdeelung tëschent Fraen a Männer, Meedercher a Jonge féiere soll. All eenzelen Individuum soll d'Méiglechkeet erhalen, jenseits vun der traditioneller Konstruktiv vum de Geschlechter seng Fäegkeeten a Potenzialen ze entdecken an ze entwéckelen. Am Plan d'action vun 1997 an am Plan d'action „Peking+5“ vun 2001 huet sech d'Regierung derzou verpflichtet, d'Dimensioun vum Genre ënner anerem an de Beräich vun der Erziehung ze integréieren.

Ee Mentalitéitswiessel ass just iwert de Wee vun der Erziehung méiglech. Ech war wierklech positiv iwwerrascht, wéi mer an der Kommissioun gewuer goufen, wat fir eng Effortë schon ënnerholl gi sinn, fir de Gender flächendeckend an alle Fächer, op allen Altersniveaue ze integréieren an dës mat der Ënnerstützung vu bildleche Materialien, unhand vu Bicher, wou erreecht gëtt, déi stereotyp Handlungen, déi ee soss ëmmer am Liesmaterial erëmfonnt huet, ze verbessern. Ech wëllt an deem Kontext déi wierklech gutt Zesummenaarbecht vum Ministère de l'Enseignement supérieur an dee vun der Éducation nationale mat der Promotion féminine luewen, déi um Terrain geleescht gëtt.

D'Zil vun der geschlechtssensibler Pädagogik, zum Beispill, soll sinn, schon am Précoce an an der Spillschoul eng flexibel Vue vun deenen typesche Geschlechterrolle méiglech ze maachen. Dat heescht awer elo net, datt d'Meedercher an d'Jonge forcéiert gi Saachen ze maachen oder ze léieren, déi se net interesséieren. Nee, si kréien d'Méiglechkeete gebuede verschidde Saachen auszeprobéieren.

Wann een eppes ni gesinn oder kenne geléiert huet, kann ee sech och net bewosst derfir oder dergéint entscheiden. All Kand, ob Jong oder Meedchen, soll all seng

Méiglechkeeten därfen entwéckelen, ouni duerch Rollechierunge agëenkt ze ginn. Et schéngt mer den eenzege Wee ze sinn, fir d'Gläichberechtigung méi schnell an d'Wierklechkeet ëmzesetzen. Eng spezifesche Erziehung soll selbsterständlech fachiwiergeräifend sinn an däerf sech net nëmmen op d'Léierpersonal am Précoce, an der Spillschoul an am Primär begrenzen, och d'Proffen, d'Éducateuren a selbsterständlech d'Eltere mussen hiren Deel dozou bäidieren.

Ech si jo bestëmmt ee vun deene Jéngsten heibannen, mä awer sinn ech nach vun enger Generatioun groussege ginn, déi de Meedercher gesot huet, wat d'Fraen an d'Männer fir eng Roll an eiser Gesellschaft ze spillen hunn, wat se maache sollen a wat net, wat fir eng Beruffer fir deen een a Fro kommen an net fir deen aner. Ech fannen, datt all Beruffer sollen op si fir jiddereen. Et ass net wichteg, ob Mann oder Fra, mä wichteg ass et, dass ee sech derfir interesséiert an een et gäre mécht.

Ech mengen, et wär schued, wann e Land et net fäerdig bréngt dat Potenzial, wat an em stécht, 100% auszunutzen, a wann ee seng Leit, ob Jong oder Meedchen, duerch eng ze vill ageschränkten, eesäiteg oder ze vill traditionell Erziehung a senge Kapazitéiten an a sengem Choix limitéiert a méiglech Dieren oder Weeër vu vireran zoomécht.

E bësse schued fannen ech et och, wéi d'Madame Nicklaus et schon erwähnt huet, datt dës Formation continue an deem Beräich net obligatoresch ass fir allegueren d'Enseignanten - nëmmen dat net Léierpersonal däerf a muss dës interessant Approche mat op de Wee huelen. Och wann an der Zäit, trotz ville Beméiunge fir d'Erziehungspersonal a puncto d'Genderpädagogik ze sensibiliséieren, den Intérêt fir esou eng pädagogesch Approche geréng war, sou sinn ech dach frou elo ze wëssen - an d'Statistike vun de Weiterbildungscoursen beweisen et och -, datt den Intérêt vum d'Gender hautdesdags bei den Enseignanten wierklech grous ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kënn mer virstellen, datt déi zukünftig Gendergeneratioun, déi elo eruwiss, zu enger méi gläichberechtigter Gesellschaft bäidroen kann, an dat net Léierpersonal mat dëser Mentalitéit dee Wiessel, deen zu enger méi gerechter Opfaassung néideg ass, mat sech bréngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Artikel 119 vum Traité de Rome vun 1946 ass de Prinzip vum gläiche Loun fir gläiche Aarbecht scho festgehale ginn. Leider ass dese Prinzip eng Utopie, well nach ëmmer 12% vum Lounënnerschied tësche Mann a Frau mat dem Fait begrënt ginn, eng Fra ze sinn. Et ass och eng Tatsaach, datt haut d'Meedercher méi a besser Premierieren hu wéi d'Jongen an ëmmer méi Fraleit Unisofschlëss besetzen. Si hunn deemno theoretisch a praktesch déiselwech Qualifikatioun wéi hir männlech Kolleegen, mä leider Gottes gi se dach nach ëmmer um Aarbechtsmaart diskriminéiert.

Oft läit dat mol net esou um Fait, datt d'Frae Frae sinn, mä datt d'Fraen eventuell eng kéier Mamm kënnen ginn. Do läit fir mech déi gréissten Diskriminéierung. Wann d'Grënnung vun der Famill eng Barrière soll sinn an der beruflecher Carrière vun enger Fra, dann ass d'Léisung vun deem Problem fir mech eng vun deene gréissten Erausforderungen an der Politik. Et kann dach hautdesdags net méi esou sinn, datt d'Fra hiert Recht op eng beruflecher Carrière muss opginn, wa se Mamm gëtt a beim Mann dës Thematik mol net undiskutéiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anert Gesetz, wat um familljepolitesche Plang zu enger méi grouscher Gläichberechtigung bäi-

dréit, ass dat vum Congé parental. Ech perséinlech muss soen, datt ech dat Gesetz als jonk Mamm oder fir e jonke Papp vum familljenorientéierte Plang hier als eent vun deene beschte fannen. De Congé parental ass eng familljepolitesch Moosnam, well en eng Conciliatioun tëschent Berufsliewen a Kannererziehung mécht. Eng Fra oder ee Mann kritte hei d'Geleeënheet fir sech ëm hiert/säi Kand ze bekëmmern an dat an enger ganz wichtiger Phas vun der Erziehung vum Kand. Dese Congé ass deemno a mengen Aen eng gutt Approche, déi der gesellschaftlecher Entwécklung Rechnung dréit a se positiv begleet, well se op ass fir Fra a Mann an et un der Famill selwer ass ze entscheiden, wien en huele wëllt a wien net.

Ech fannen et eng ganz wichteg Moosnam, och aus dem Bléckwénkel vun der Familljen, well et ass jo gewosst, souwuel aus medezineschen souwéi aus éducativ Gesichtspunkten, datt dat éischt Joer d'Kand onbedéngt am Schutz vu sengen Elteren opwuesse soll. Datselwech zielt ëmsou méi fir Elengerzéiender, déi schaffe ginn. Dës Liewensform vu Fra a Kand oder Mann a Kand kënn an der heiteger Gesellschaft leider ëmmer méi oft vir.

D'Garantie de réemploi, déi mam Congé parental verbonnen ass, ass ëmsou méi wichteg, wann ee sech d'Problemer virun Aen hält, déi am Moment um Aarbechtsmaart existéieren. Wa mer déi lescht Zifferen vun der Caisse nationale des prestations familiales ënner d'Lupp huelen, sou kann ee feststellen, dass ëmmer méi Elengerzéiend vum Congé parental Gebrauch maachen. Waren et bei der Aféierung um 1. Januar 2000 nëmmen 77 Stéck, sou waren et am Januar vun deem Joer 151. Dat ass bal eng Verdueblung innerhalb vu véier Joer.

Wa mer elo d'Gesamtzuel kucken, sou goufe vun Januar 2000 bis Januar 2004 18.250 Congé-parentalé vun der Caisse nationale des prestations familiales indémniséiert. Et kann ee feststellen, dass am Duerchschnëtt pro Mount 377 nei Congé-parentalen accordéiert ginn, dovunner 301 u Fraen a 76 u Männer. Wann ee sech elo d'Opdeelung vun Congé parental tëschent Mann a Fra ukuckt, sou kann een hei och eng gewëssen Evolutioun feststellen. Vun deenen 2.283 Congé-parentalen, déi am Januar 2002 bezuelt goufen, falen der 1964 op Fraen an 319 op Männer. Zwee Joer méi spët goufen 2.918 Congé-parentalen indémniséiert. Dat sinn der bal 700 méi wéi 2002.

Wa mer dobäi den Undeel vun de Männer kucken, sou waren dat der 606, wat bal eng Verdueblung par rapport vu virun zwee Joer duerstellt - eng positiv Evolutioun, déi drop hindeit, datt awer vläicht e kleng Mentalitéitswiessel am Gang ass sech ze entwéckelen, well ëmmer méi jonk Männer dës Instrumente notze fir sech och an der Erziehung vun hire Kanner ze engagéieren.

A mengen Aen huet de Congé parental och e männerfrëndlechen Aspekt an deem Sënn, dass en um Niveau vun der Erziehung eng gewësse Gläichberechtigung mat sech bréngt, well och hei de Mann d'Méiglechkeet kritte, wann e wëllt, sech ëm seng Kanner ze bekëmmern. Esou erfreeslech dese Lichtbléck awer och ass, sou gëtt de Congé parental dach gréisstendeels vun de Frae geholl. D'Grënn, firwat d'Männer net méi oft op dës Mesure zréckgräifen, sinn haut nach déiselwech wéi déi, déi an enger Itiw vum KPMG am Joer 2002 iwwert den Impakt vum Congé parental zu Lëtzebuerg festgestallt goufen.

Den Elternurlaub ass gewëssermoossen nach ëmmer e Spiegelbild vun der traditioneller Rolleverdeelung tëschent Mann a Fra. D'Frae këmmere sech haaptsächlech an den éischten Joren ëm d'Erziehung vum Kand. D'Männer par contre këmmere sech an där Zäit ëm déi finanziell Besoinen a gräifen eréischt méi spët an d'Erziehung vum hire Kanner an. D'Grënn, firwat d'Männer net esou oft op de Congé parental zréckgräifen, si verschidden. Et sinn d'Männer, déi an de meeschte Familljen nach ëmmer déi sinn, déi méi verdéngt wéi hir Fraen an dofir och léiwer weider schaffe ginn. Et ass also de Lounausfall, deen den determinante Faktor ass bei deene meeschte Familljen an deen décidéiert, wien an der Famill dese Congé hëlt a wien net.

De Fait, dass Fraen nach majoritairement de Congé parental huelen, huet als Konsequenz, dass Verschiddener vun hinnen erëm déi normal Hausaarbecht iwwerhuelen an oft laang net méi um Aarbechtsmaart erëmzefanne sinn, an dann, wa se erëm interesséiert sinn, op nei Schwierigkeiten treffen, well se de Kontakt zur Aarbechtswelt ganz oft verluer hunn.

Et ass ganz kloer en Däiwelskrees an deem mer eis befannen, deen zwar vläicht mam gläichen Diplom ufänkt, mä dee virun allem mat der Perspektiv vun der traditioneller Rolleverdeelung et mat sech bréngt, dass et d'Fra ass, déi manner Pai offréiert kritte, doduerch dass et si prioritär ass, déi de Congé parental hëlt, an doduerch et och alt erëm d'Fra ass, déi, wann et ëm d'Aarbechtsplaz geet, vu vira benodeelegt gëtt. Et ass deemno evident, dass et hei souwuel bei de Männer wéi bei de Fraen zu engem Mentalitéitswiessel muss kommen wa mer gäre méi Fraen um Aarbechtsmaart erëmfinden. Nëmme wa mir a verstärktem Moos dem Mann seng Flichten als Papp unerkennen an akzeptéieren, huet d'Fra eng gerecht Chance um Aarbechtsmaart.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt zum Schluss vu menger Interventioun nach eng kéier kuerz op eng aner Méiglechkeet agoen, déi et och erlaabt, d'Familljeliewe mam Berufsliewen ze verbannen, an dat ass déi vun der Kannerbetrieung. Et ass kee Geheimnis, dass d'Waardeplazen an deene verschiddenen Opfangstrukturen onendlech laang sinn trotz de villen Efforten, déi vun der Regierungssäit ënnerholl goufen. An deser Legislaturperiod ass et fir d'éischt an der Geschicht vun eise Land, dass de Stat 50% vun den Infrastrukturen vum de Structures d'accueil vun de Schoukanner iwwerhëlt, an d'Unzuel vun de Crècheplaze geet ënner dem Impuls vun eiser Familljeministesch säit Jore permanent an d'Luucht.

Gouf et am Joer 1994 nach 39 konventionéiert Crèchen a Foyers de jour mat 974 Still, esou hu mir um 1. Januar 2004 57 konventionéiert Strukture mat iwwer 2.000 Plaze gezielt. Dir gesitt, d'Unzuel vun de geschafene Plazen huet sech net nëmme méi wéi verduebelt, mä et ginn och permanent neier weider geschaaft.

Dës verschidde Structures de garde si fir Ménages monoparentaux a fir berufstätteg Koppelen extrem wichteg wann et dorëms geet, d'Familljeliewe mam Berufsliewen ze verbannen. Oft hunn d'Familljen och net d'Moyenen, eng Crècheplaz fir d'Kanner ze bezuelen, an ech fannen et immens positiv, dass eise Stat an deem Kontext Familljen ënnerstëtzt mat klengem Revenu, ënner anerem andeems e Crècheplazen a private Strukture léint an déi hinnen da fir e méi bëllege Präis zur Verfügung stellt. Dës ass zum Beispill eng onheemlech wichteg Mesure fir déi Familljen, deenen et finanziell net esou gutt geet an déi zu zwee schaffe mussen, oder fir Elengerzéiender, déi einfach op esou Plazen ugewise sinn.

Och d' Aféierung vum Précoce, déi d'nächst Joer obligatoresch gëtt, ass eng flott Mesure wou d'Kanner gutt an adequat betreit ginn. Si kënn virun allem den auslännesche Kanner entgéint fir se méi schnell un eis Sprooch ze gewinnen, oder lëtzebuergesche Kanner, déi llicht Schwieeregkeeten hunn, a wou heimadder d'Méiglechkeet ginn ass, méi schnell integréiert ze ginn. Mä de Précoce kënn vläicht nëmme punktuell den Elteren entgéint wa se zu zwee schaffe ginn oder eleng erzéiend sinn. E léist net onbedéngt de Problem fir berufstätteg Elteren oder Elengerzéiender, well e keen Ersatz zu enger Crècheplaz duerstellt. D'Zäiten, wou d'Kanner am Précoce kënnen betreit ginn, si kaum mat normale Beruffer vereinbar, ausser et gi Synergie mat deenen zoustännege Gemenge gegrennt, wou och fir en Encadrement iwwert d'Mëttesstonn gesuergt gëtt an d'Betreiung eventuell iwwer véier Auer eraus existéiert. Mä dat sinn awer nach Ausnahmserscheinungen, an de Précoce ass och net an deem Sënn agefouert ginn.

Och aner Efforten, wéi zum Beispill déi, dass d'Fraen d'Kannerbetrieung an esouguer d'Frais du transport rembourséiert kréien, wa se sech enger Formation continue ënnerzéien, si positiv Mesur fir erëm éischter um Aarbechtsmaart integréiert ze ginn. Ech ginn awer oft d'Gefill net lass, dass mir et net besonnesch gutt fäerdig bréngen, dës Gesetze no baussen ze bréngen. Vill Frae wëssen oft net Bescheid vu wat fir enger Mesure se profitéieren kënnen, an an deem konkrete Fall ass anscheinend keng eng Fra, déi d'Méiglechkeet vun deem Gesetz an Usproch geholl huet.

Et geet also net duer fir gutt Gesetze fir d'Promotioun vun de Fraen ze stëmmen, och um Niveau vun der Öffentlechkeetsaarbecht ass d'Regierung gefuerdert. Ech sinn der Meinung, dass op deem Plang an deenen nächste Joren nach vill Aarbecht op eis duerkënn, wann een d'Entwécklung vun eise jonke Leit gesäit, déi ëmmer méi drop halen, hir Chancen um Aarbechtsmaart wëllen an Usproch ze huelen, ob Mann oder Fra.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Politik soll der Famill, der Fra an dem Mann, de Choix iwwerloosse wéi jiddereen säi Liewen organiséieren wëllt fir am beschte mat sengem Gewëssen d'Erausforderung vum Beruff mat der Famill ze vereenen. Et ass an der Politik fir dese Choix ze encadréieren an déi Konditiounen ze schafen, déi et erméiglechen, dass de Wëlle vun der Famill respektéiert gëtt. Dës muss e Schwéierpunkt vun eiser zukünftiger Familljepolitik bleiwen, an ech wënsche mer wierklech, dass mer et an Zukunft fäerdig bréngen, all zesummen déi richteg Léisungen ze fannen an ze ënnerstëtzen, déi et erlaben, gläichberechtigt de Mammen an de Pappen hei am Land d'Chance ze ginn, wa se et wëllen, d'Beruffsliewe mam Familljeliewen ze verbannen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Arendt. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Err ageschriwwen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen net derlaanscht fir där Remarque am perséinlechen Numm vun eiser Reporterin hei op der Tribün eppes ze äntwerten, déi probéiert huet, a mengen Ae wierklech op der falscher Plaz an am falsche Moment, all deene Fraen, déi Kanner hunn an déi wëlle schaffe goen, hei e schlecht Gewëssen ze maachen.

Ech wollt dann einfach de Spiess ëmderéinen a froen: Wie vun de Männer heibannen, deen och Papp ass, huet sech iwwerluecht ob e kënnt viruschaffé goen dee Moment wou seng Fra e Kand krut? An do wollt ech nach drop äntwerte mat engem Extrait vun der Agence Europe vum 8. März à l'occasion vum Fraendag, wou déi sozialistesche Parteien aus den nordesche Länner sech zesummegegoen hunn an der irescher Präsidentschaft en Dokument iwwerrecht hu wat heescht „L'Union européenne et l'égalité entre les genres“: „en demandant que l'on crée le poste de médiateur européen pour l'égalité des genres ou un autre poste au niveau surveillant l'évolution de l'égalité“, etc. Sou wéi ech meng Partei kennen, steet si honnertprozenteg hannert esou enger Revendicatioun.

M. le Président.- Madame Err, wann ech gelift, d'Madame Nicklaus wëllt lech eng Fro stellen.

Mme Lydie Err (LSAP).- Däerf ech vläicht meng Reflexioun hei fäerdeg maachen?

M. le Président.- Très bien, Madame Err, an duerno kënnt d'Madame Nicklaus dann.

Mme Lydie Err (LSAP).- Ech wollt par rapport zum Kannerkréien dat heiten nach äntwerten, ier d'Madame Nicklaus dann eng Fro stellt.

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.- Ech wëll guer keng Fro stellen!

Mme Lydie Err (LSAP).- Déi nämlecht PSEen hunn hei der irischer Präsidentschaft folgende Saz gesot: „Les taux de naissance dans les pays nordiques sont parmi les plus élevés en Europe et la participation des femmes au marché du travail est aussi parmi les plus élevés grâce aux investissements publics dans les soins pour les enfants et les possibilités de congé maternel et paternel. L'amélioration de l'égalité des genres est un atout pour les efforts visant à créer des emplois et développer l'économie à une époque pendant laquelle l'Europe fait face à des changements démographiques marqués par une proportion croissante des retraités.“ Well dat heiten ass déi Approche oder déi Äntwert, déi ech op déi perséinlech Remarque wëll ginn, an ech soen dem Här Fayot merci, dee mer elo hei virun e puer Minutten nach deen Extrait aus dëser Agence Europe gewisen huet, besser hätt en net kënne falen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Madame Nicklaus, wann ech gelift.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ass et eng Fro, Madame Nicklaus?

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.- Also ech mengen ech hu guer keng Fro ze stellen, ech wollt just...

(Interruptions diverses)

Ech hunn als Rapportrice zu all Moment d'Recht d'Wuert ze kréien, Här Krecké, dat wësst Der esou gutt wéi ech.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Krecké, loosst d'Madame Nicklaus elo schwätzen! Schwätzt weider, Madame Nicklaus.

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.- Et ass esou, ech hunn eng ganz kloer Trennung gemaach tëschent dem Rapport, wéi ech domat fäerdeg war hunn ech gesot: Ech erlabe mer e puer perséinlech Bemerkungen. Zu deene stinn ech och. Ech mengen als Mamm däerf ech hei och d'Recht hunn iwwer Kanner ze schwätzen!

Une voix.- Hutt Der da mat der CSV geschwat?

Mme Lydie Err (LSAP).- Also, ech hunn och drop gehale fir ze soen, dass ech déi Äntwert do och a mengem perséinlechen Numm ginn, well ech se net virdru mat menger Partei ofgeschwat hat. Ech sinn awer sécher, dass si wéi ëmmer hannert deem steet, wat ech hei zur Fraenthematik soen. Esou ass dat jo?

(Interruptions diverses et hilarité)

Op jidde Fall weist déi perséinlech Remarque vun eiser Rapporterin, dass et nach ëmmer néideg ass, all Joer eng Debatt zur Gläichstellung vun de Fraen a vun de Männer an der Chamber hei ofzehalen. Wann een dat gesot huet, ass et vläicht wichteg fir ze soen oder fir ze erkläre wat d'Gläichstellung ass, an ech wëllt vläicht eng Kéier dat preziséieren: Dat heescht, dass Männer a Fraen zwar net d'selwecht mä gläich a gläichwärtig sinn, an dat heescht och, dass d'Frae sollen déiselwecht Visibilitéit, Autonomie, Responsabilitéit a Participatioun hu wéi d'Männer, an zwar - an do ass de springende Punkt - net nëmme am öffentliche, mä och am private Liewen.

Et geet also net duer fir hei ze behaapte Gläichstellung wier eng Einbahnstrooss. Gläichstellung ass, wa se richtig praktizéiert a verstanen ass, eng Voie à double sens, wou net nëmme d'Frae sech mussen op de Genre de vie vun de Männer hibewegen, mä wou d'Männer och musse probéieren sech stéckweis jiddefalls op de Liewensstil oder op d'Beschäftigung vun de Fraen hinzebewegen, an dat schéngt dee Punkt ze sinn, wou et de Moment, besonnesch am Privatliwien, nach am meeschten happert.

D'Fraen hei zu Lëtzebuerg oder an Europa generell, do ass keen Zweifel drun, si besser dru wéi op villen anere Plaze vun der Welt. Dat huet ze di mam Liewensstandard, mat der Kultur, mat der Relioun, mä virun allem sécherlech och mat der Weiderentwécklung vun eise Demokratieverständnis. Trotzdem gëtt et an eise Land nach all drétt Frau, déi Gewalt perséinlech erlieft, sief et haislech Gewalt iwwer Viole, iwwer Traite, iwwer psychesch Gewalt, physesch Gewalt oder wat och ëmmer, an och hei ginn et bal nach ëmmer 50% vun de Fraen, déi net beruffstäteg sinn an déi sech doduerch an eng wirtschaftlech Ofhängegkeet, besonnesch am Alter fir sech selwer an déi Leit, fir déi se responsabel sinn, erabeginn. An dréitens, an dat ass och menger Meenung no e wichtige Punkt, verdénge Fraen hei zu Lëtzebuerg net esou wéi d'Madame Arendt et elo hei esou schimmeg presentéiert huet mat 12%, mä 28% manner wéi d'Männer.

(Interruption)

Ech weiss wat Der wëllt soen. Dir hutt alles dat erausgeholl wat lech net an de Krom passt, fir op e klenge Prozentsaz ze kommen. Dat hunn ech verstanen.

Mme Nancy Arendt (CSV).- Ech hunn dat gesot, wat statistesch beluecht ass an net dat wat mir perséinlech an de Krom passt.

Mme Lydie Err (LSAP).- Ech wëll hei richtig stellen, dass et sech bei der Gehälterdifferenz net ëm 12% handelt, mä total summa summarum ëm 28% an dass et och keng Manéier ass fir sech virun Tatsaachen d'Aen ze verstopen an ze hoffen, si géifen da vum selwen an d'Rei goen.

Firwat zu Lëtzebuerg an an Demokratie wéi bei eis nach ëmmer d'Tatsaachen déi sinn, déi ech elo opgezielt hunn, huet natierlech eng Ursach. Déi Ursach besteet an der Hierarchie vun de Geschlechter, déi zu Gonschte vum Mann och haut nach ëmmer besteet an d'Françoise Héritier, eng bekannte

franséisch Ethnologin, déi Professech am Collège de France ass an déi viru kuerzem eng Konferenz hei gehalen huet, huet am Fong déi Hierarchie vun de Geschlechter „valence différentielle des sexes“ genannt. Si huet och preziséiert, dass déi Valence différentielle des sexes net biologesch bedéngt ass, mä exklusiv berout op eng archaesch Visioun vum Geschlechterverhältnis, awer, an do ass am Fong dat Gutt bei der Saach, och wann et archaesch ass, ass et ganz kloer och an hiren Aen, dass dat net heescht, dass et unëmwendbar wier. Mä iwwert d'Manéier wéi ee kann do erugoen, do scheede sech natierlech d'Gesichter.

Firwat ass Geschlechterongläichheet net weider ze akzeptéieren? Well haut all ongläich Behandlung, all Apartheid - an och Fraendiskriminatioun ass eng Fraenapartheid - onakzeptabel ass ganz einfach vum Prinzip hier. D'Fraen hu Mänscherechter, och dann an och do wou se mat Féiss getréppelt ginn an ech denken do besonnesch un déi Fraen an deene Länner, wou et manner gutt ass wéi hei, an déi, well se den 8. März op d'Strooss gaange sinn, haut sech deelweis am Prisong erëmfannen, ouni elo Länner opzezielen. An ech wollt hei dovu profitéieren fir meng Solidaritéit mat deene Fraen op der Welt auszedecken, deenen et somme toute gesinn, vill méi schlecht ergeet wéi hei.

Ee Wuert och nach zu der Campaigne internationale vun Amnesty contre la violence faite aux femmes. A si preziséieren an hirem Communiqué wat se domadder mengen: « esclavage sexuelle, soi-disant crime d'honneur, mutilation génitale, trafic, prostitution, etc. », an ech mengen, dass et derwäert ass dat hei ervirzestrichen, well et alles aneschters wéi banal ass, dass eng international ONG, wéi Amnesty, sech setzt fir eppes wat ganz laang wéi e private Problem considéréiert ginn ass a sech normalerweis traditionell nëmme agesat huet fir Opfer vun Diskriminatiounen wat d'Mänscherechter ubelaangt, wa se da vu State perkutiert gi sinn. Och dat, mengen ech, ass keen Zoufall an huet wärscheinlech eppes domadder ze dinn, dass Amnesty d'lescht Joer eng Fra un d'Spéztz vun hirem Organisation kriit huet, déi déiselwecht Tatsaachen aus engem anere Bléckwénkel gesäit an déi deementspreechend a mengen Ae jiddefalls déi richtig Décisioun geholl huet.

Gewalt a Gläichberechtigung sinn onvereinbar an dofir ass et ganz wichteg iwwer Gewalt ze schwätze wann ee vu Gläichberechtigung schwätzt, an da kommen ech och zur Debatt wéi se fir haut iwwertitelt ass.

Ech fannen, dass déi Debatt all Joer erëmkënnt, ass jo scho bal eppes wéi e Sport. Mä de Sport fänkt un, muss ech soen, och fir déi Leit, déi um Sujet interesséiert sinn an e ganz Joer laang probéieren drop ze schaffen, eng frustrant Operatioun ze ginn, well se a mengen Ae weder konkret nach zukunftsorientéiert ass, an dat zwar net nëmme eleng dëst Joer, mä verschidentlech an deene Jore virdrun och.

Frustrant war déi Manéier wéi dëst Thema hei definéiert ginn ass, diktatoresch amplaz kontradiktöresch. Ech hat beispillsweis gemengt, et wier net oninteressant wann ee géif iwwer ongläich Paien tëschent Fraen a Männer schwätzen, déi mat darselwechter Ausbildung déiselwecht Aarbecht maachen an déi trotzdem, wéi schonn ugeklongen, ëmmer nach 28% manner verdéngen.

Ech hat och gemengt, et wier interessant iwwert den „gender mainstreaming“ eventuell am Detail

eppes ze kucken. Mä jiddefalls waren déi Suggestiounen net erwénscht an nodeem an engem éischte Moment gesot ginn ass, mir hätten eng Spezialdebatt iwwert d'Inégalité de traitement tëschent Männer a Fraen, ass déi dann elo kuerzfristeg d'lescht Woch och nach ofgesot ginn, esou dass et ganz kloer ass, dass déi Debatt iwwert déi wierklech Problemer, wou wierklech e Plan national d'action noutwendeg wier, net wëllen hei ugeschwat ginn, well sécherlech de Moment, esou kuerz virun de Wahlen, als net gënschteg fir eng wierklech Debatt um Fong erschéngt.

Frustratioun och iwwert déi Manéier wéi deen Dossier mat dem Titel, dee mer dann hunn, instruéiert ginn ass. Frustrant wéi mat den Expertinnen an der Kommissioun ëmgaange ginn ass, déi eis gehollef hunn eis an d'Bild ze setzen a frustrant virun allem och iwwert den Inhalt an d'Form vun dësem Rapport vun iwwer 40 Säiten, deen e Résumé ass vun de PVen, dee sech liest wéi e Fahrplan ouni Gebrauchsuweisung.

Ech jiddefalls menge vun där Problematik hei eppes ze verstoen an ech hat meng wierklech Méi fir erauszefannen, wat dee Rapport hei soll a virun allem hunn ech och elo nach net erausfonnt, och net no de Rieden, wou mer dann hi solle mat dësem Rapport. Esou reit dëse Rapport sech an an eng Rei vun anere Rapporten, déi och net iwwer e Gesetz, mä iwwer e gesellschaftspolitesch relevant Thema gehandelt hunn, wéi beispillsweis Jeunesse en détresse oder Immigration, déi zwar méi laangwierig a méi intensiv instruéiert gi sinn, mä deenen hir Konklusione grad esou wéineg prakteschen Nährwert hate wéi déi heiten.

Et ass dofir net schlecht, dass dës Legislatur op en Enn geet, well esou wéi et de Moment ass, op jidde Fall wat d'Fraesituatioun ubelaangt, wier et wierklech pessimistesche fir ze denken, et kënnt nach schlimmer kommen. Mä, an dat ass e Spréchwuert vu menger Mamm, et ass näischt esou schlecht, dass et net fir eppes gutt ass. Och dës Debatt huet mir dozou verhollef zwou positiv Saachen hei erauszefannen. Déi éischt wëll ech virausschécken, ech kommen nach dorober zréck, dat ass, dass an dëser Legislatur, an zwar d'lescht Joer dat Gesetz iwwert d'Privatgewalt hei gestëmmt ginn ass an dass sech do wierklech seriö drop virbereet ginn ass an dass och dorunner geschafft gëtt.

En zweete Punkt ass, dass trotz alle Frustratiounen iwwert d'Progressen ee muss soen, dass dat Bewosstsinn, dass Egalitéit net eng Fraen-, mä eng Gesellschaftsfrage ass, lues a lues mä sécher sech trotzdem duerchsetzt. Dat schéngt och dat ugekënnegt Émdeefe vun eise Ministère ze beweisen an dat schéngt an déi Richtung ze goen, wat ech engersäits natierlech begrëssen, well ech hu vun Ufank un deen Term „Promotion féminine“ gehaasst, well e mer virkënt, wéi wann d'Fraen do am Ausverkauf wieren. Anerersäits froen ech mech awer wéi eis Ministesch, déi de Moment nëmme méi e puer Méint nach am Amt ass...

(Interruptions diverses)

De Moment, soen ech, nëmme méi puer Méint am Amt ass, esou eppes ukënnege kann, ob een do raus soll liesen, dass si mengt, dass Lëtzebuerg Gott gegeben an definitiv en CSV-Stat bleiwe soll. Ech hoffen, dass dat net de Fall ass an dass si eventuell nach...

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine.- Ech hunn héchstens gesot, ech kënnt mer virstellen, dat an enger nächster Regierung dee Ministère géing ëmgenannt ginn. Ech hu vill Respekt virun de Wahlen, Madame Err, an ech denken net drun, dass et ëmmer déiselwecht musse sinn, déi op deeneselwechte Plaze sinn.

Mme Lydie Err (LSAP).- Très bien. Ofgesinn dovunner fannen ech, dass eis Suggestioun an déi richtig Richtung geet. Dass d'Egalitéit net eng Fraen-, mä eng Gesellschaftsfrage ass, ass eng Usiicht, déi och a menger eegener Partei nëmme begrenzt gedeelt gëtt, wat ech nëmme bedauere kann,...

(Interruptions)

...an dat ass deen diplomateschten Ausdruck, dee mer an dësem Kontext hei afält. Mä déi Diskussioun wëll ech hei net op dëser Tribün féieren, mä wéi e Familjestrait, do wou en opräizt, dat heescht a menger eegener Partei. Ech si jiddefalls...

(Interruptions)

Ech ginn lech eng Kopie vum PV, Madame Wagener.

Une voix.- Mengt Dir dann an der CSV wär et besser?

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst d'Madame Err schwätzen. Madame Err, wann ech gelift, fuert Dir virun.

Mme Lydie Err (LSAP).- Ech streiden dem Jeannot Krecké seng Remarque net of, well soss wär ech och net méi dran, mä ech sinn awer trotzdem sécher, dass eist Land a meng Partei agesinn - an ech hoffen deemnächst an net eréischt Mokussdag -, dass kee Land, keng Partei, dat heescht och keng Politik a keng Wirtschaft sech op Dauer de Luxus erlabe kann op een Deel vun den Talenter, der Schaffenskraaft, der Aarbecht an der Phantasie vu senger Fraen ze verzichten.

En anere positive Punkt, dee mer opgefall ass bei der Instruktioun vun dësem Dossier, dat ass, dass mer zu Lëtzebuerg, mir perséinlech jiddefalls onbekannterweis, grouss Fortschréttler schéngt gemaach ze hunn, wat den „gender training“ ubelaangt. Mir hu jo och d'lescht Woch Broschüren zoukomme gelooss, déi iwwert deen Thema handelen a vläicht ass et wichteg ze soen, wat den „gender training“ ass. Et ass d'Sensibilisatioun vun de Leit op d'Tatsaach, dass an eiser Gesellschaft et eppes wéi e Muster gëtt, nodeem d'Fraen an d'Männer sech behuelen, respektiv wéi vun hinnen erwaart gëtt, dass se sech behuele sollen. Dat Muster oder dee Verhaltensmodell gëllt et ze iwwerwannen, fir d'Gläichstellung vun alle Männer a vun alle Fraen ze erreechen.

Dat ass dann de Fall - an ech hunn dat schonn uklänge gelooss a menger Aféierung - net nëmme, wann d'Fraen et fäerdeg bruecht hunn am Berufsliewen an och an der Politik de Männer, wéi soll ech soen, de Männer Paroli ze bidden, mä och dann, wann d'Männer et interessant genuch fannen, mat de Fraen doheem an der Kannererzierung an am Stot maachen och hire Mann ze stellen.

Dat heescht also ganz kloer, dass et bei der Gläichstellung net dréms geet, an dat wëll ech hei eng Kéier preziséieren, dass d'Frae wëllen dat op d'Kopp geheien, wat de Moment do ass, an einfach de Männer hir Roll iwwerhuelen an d'Fraen d'Männer an déi Rollen erandrängen, an deene si haut sinn. Dann hätte mer nämlech net méi Egalitéit haut wéi mer der muer hätten. Mä et geet dréms, sech iergendwou an der Mëtt ze treffen, fir dass jiddefereen d'Méiglechkeet huet ausserhalb vun engem Fonctionnementsmodell dat ze maachen, wat hie fir sech richtig a wichteg féinnt.

Positiv ass fir mech och ze bewäerten, an net nëmme fir mech - esou huet et jiddefalls an der Kommissioun geklongen -, dass um Niveau vum Programm „Partageons l'égalité“ bei deene klenge Kanner a bei der Ausbildung a bei der Formation continue vun den Enseignan-

ten e gudder Programm besteet. Ech wollt heivunner profitéieren fir all deene Leit an deenen Experten, déi mer an der Kommissioun héieren hunn, mäi Respekt a meng Komplimenter ausgedrücken iwwert déi Fortschreitter, déi op deem Gebitt gemaach ginn, och wann déi Fortschreitter am Schiet vum Wësse vum grouss Public gemaach ginn.

Ech fannen et perséinlech just schued, dass all dat Wëssen do nëmme sech konzentréiert op kleng Kanner an op Léierpersonal, well ech denken, dass et wichteg wär, deen „gender training“ do och op deene Plazen ze maachen, wou Décisiounen geholl ginn, wéi notament beispillsweis an der Chamber, notament an der Regierung, an de Gemengen an an de Gemengekommissiounen. Ech komme méi spéit dorobber zréck. Den Dag vum 8. Mäerz huet jo verschidde Gemengen derzou bruecht fir um Niveau vum „gender mainstreaming“ eppes ze maachen an dat huet natierlech och eppes mat „gender training“ ze dinn.

E kuerze Réckbléck iwwert d'Motiounen - dat ass schonn uegklonnen - am Schnellverfahren a relativ selektiv, well ech duerno nach wëll op e puer aner Saachen zréckkommen. 1996 war déi éischt Debatt, an do war eng grouss Motioun, do steet bal alles dran, wat an all deenen anere Joren affinéiert ginn ass, iwwregens dofir awer net besser exekutiert ginn ass. Mä et sief dann. Déi Motioun huet sech op zwee Punkte beschränkt. Ech wëll haaptsächlech op déi agoen, well et de Résumé ass vun all deenen aneren.

Um internationale Plang zu der CEDAW-Konventioun, dat heescht d'international Mänscherechtsdeklaratioun vun de Fraen, ass gesot ginn, mir géingen d'Regierung opfuerderen d'Reserven, déi mer beim CEDAW gemaach hunn, opzehiewen. Déi zwou Reserve sinn deene meeschte Leit bekannt. Ech wëll se just kuerz hei uschneiden. Dat ass engersäits déi, dass um Haff bei eis eng Präferenz ass fir Jongen an der Successioun, an anerersäits, dass Lëtzebuerg nach ëmmer eng Inegalitéit huet, wat d'Weidgeri vum Numm ubelaangt bei Kanner, déi Elteren hunn, déi matenee bestuet sinn.

An deenen zwee Punkten, wat d'Reserven ubelaangt, ass nach näischt geschitt. Dach, et ass eppes Klenges geschitt um Niveau vum Numm. Do hu mer elo e Projet de loi, dee souguer vläicht nach duerchegeet. Wat da gutt wär, dass een dann hofft, well och dee Projet de loi gesäit mir aus, wéi wann et just eppes ass, dat soll schéin ausgesinn. E gesäit nämlech dräi Saache vir am Endeffekt, an zwar, dass iwwermuer déi Kanner, déi nom Gesetz op d'Welt kommen - well nëmme vun deene schwätzt de Projet de loi -, den Numm vun der Mamm oder vum Papp kënnen kréien, dass déi zwee Elterndeeler awer scho müssen de Moment, wou se bestuet ginn, dat heescht wou se nach net sécher sinn, nach net wëssen, ob se Kanner wëllen, sollen de Choix maache wéi den Numm vun deene Kanner soll ausgesinn. An deen drëtten Punkt vum Gesetz ass, dass all Kanner sollen de gläichen Numm kréien.

Wann een da gesäit, dass do vill Problemer ausgespuert ginn, da kann ee sech froen, ob dat do wierklech e Progrès ass, wa mer den Text do nach virum dem Enn vun der Legislatioun géifen iwwert d'Bühn bréngen, well d'Inegalitéit tëschent de Männer an de Fraen, wat den Numm ubelaangt, bleift natierlech bestoen, wann dat Gesetz net géllt fir déi Leit, déi haut scho Kanner hunn an déi hir Kanner eventuell gären aneschters genannt hätten, wéi dat dem Gesetz no, anscheinend net nëmme dem Gesetz no, mä enger Coutume no, ubruecht ass, mä déi am Fong keng Méiglechkeet kréien och während enger kuerzer Zäit duerno

dat ze änneren. Dat schéngt natierlech - An ech gesinn hei verschidde Kollege schmunzelen! - wierklech en Deelaspekt ze sinn, mä ech kann lech just soen, ech weess aus menger...

(Interruption)

Aus menger Erfahrung kann ech lech soen, dass den Numm ee vun deene sensibelste Punkten ass, wat d'Gläichstellungspolitik ubelaangt, well et do ëm d'Essenz geet vun deem, wat vun der Hierarchie vun de Männer an eiser Gesellschaft nach iwwreg bleift. Et ass net fir näischt, wou esou eng Klengegkeet wéi d'Emännerung vum Numm vun de Fraen op de Wierlerléschten hei véier oder fënnef Joer gedauert huet.

Ech hätt léiwer deen heite Projet géif och nach e bëssen daueren an der Hoffnung, dass dann eppes géing erauskommen, wat net nëmme en Egalitéitsprinzip fir muer an iwwermuer géif applizéieren, mä och deene Leit, déi haut net mat der Situatioun d'accord sinn, eng Méiglechkeet géif ginn, unhand vun engem geschlechtsneutralen Text aneschters kënnen mat den Nimm vun hire Kanner ëmzegoen.

Ech hu keng Zäit fir an den Detail ze goen: ech wollt lech awer just soen, dass aner Länner, beispillsweis Holland, bei där nämlecher Gesetzgebung iwwert den Numm Mesures transitoires fonnt hu fir eng Applicatioun vum Gesetz an der Zäit esou ze maachen, dass jiddferen eenegermoosse konnt dermat zefridde sinn.

Mir haten nach zwee Punkten um internationale Plang. Mir hunn deemools 1996 gefrot, d'Égalité de traitement soll an den Traité vu Maastricht kommen. Dat ass opgaangen. Wat elo iwwert den Traité vun Nice eraus mat där Egalitéit geschitt, ass eng aner Fro. Et gesäit jiddefalls de Moment net roseg aus. Et ass also net erfëllt.

Als drëtten Punkt ass gefrot ginn, Lëtzebuerg soll sech asetze fir e Protocole additionnel um Conseil de l'Europe iwwert d'Égalitéit an iwwert d'Non-discriminatioun vun de Fraen. Och dat ass net geschitt. Ech ginn awer gären zou, dass dat net weider verwonnerlech ass, awer dass et zwee Punkte wéinstens gëtt, déi un der interner Legislatioun leien, wou mer hätte kënnen virukommen, besonnesch dann, wa mer wëssen, dass mer d'Verfassung esou ëmgeännert hunn, dass och en Artikel kann ëmgeännert ginn, ouni dass e virdu révisabel erkläert ginn ass. Dat ass den Artikel 3, deen ech hei uschwätzen, och ouni weider wëllen an den Detail ze goen.

Um Niveau national war eis éischt Revendicatioun 1996, Kolleeginnen a Kollegen, fir den Egalitéitsprinzip an d'Verfassung eranze kréien. Ech hoffen, mir packen et nach, an ech hoffen och, mir packen et nach an enger akzeptabler Versioun, well sollt dat net de Fall sinn, dann hätte mer och do besser ze waarden an der Hoffnung, dass eventuell e puer Méint spéider eng Redaktioun méiglech wär, déi méi vaste zefriddestellend ass wéi déi, déi elo ass. Et muss een allerdéngs soen, dass Versiounen circuléieren, déi absolut akzeptabel wäeren, a mir waarde mat Spannung op den Avis vum Statsrot. Mir hoffen dann, dass mer dat wéinstens vun de Revendicatiounen vun 1996 bis 2004 packen.

Wichteg Punkten aus deser Motioun waren och Statistiken, Actionpositiven, d'Formation à l'égalité. D'Formation à l'égalité ass jo geschitt, mä bei deenen anere Punkten, wat d'Statistiken ubelaangt, Actions positives an Ähnlech, ass am Fong nëmme Funkstille ze vermellen. Dat kann een eigentlech nëmme bedauern.

Dofir ass et och evident, dass, wann een net nëmme vun deser Legislatioun kuckt, mä wann een de Bilan kuckt vun 1996 un, wou mer dann déi grouss Chance haten, net nëmme dat Instrument vun en-

gem Fraeministère ze kréien, mä och vun enger Chamberskommissioun, wat dovunner richtig bleift, da muss ech soen, dass ech och do vun deem Resultat elo am Fong nëmme ee Wuert kann zréckbehalen an zwar de Frust. Net dass net probéiert ginn ass eppes ze maachen, mä Frust iwwert dat wat finalement erreecht ginn ass.

Ech mengen et si vun 1996 u bis elo dräi wichteg Gesetzer do gewiescht, wéi ech se op jidde Fall emfannen: Dat war d'Gesetz iwwert de Congé parental, dat war d'Gesetz iwwert d'Violence domestique, an et kann een och nach soen eventuell, an et ass wichteg vläicht, dat iwwert den Harcèlement sexuel, obschonn och dat eigentlech hätt kënnen vill besser si wéi et ass, mä jiddefalls sinn dat dräi notabel Progrèsen.

Dat si vun 1996 bis 2004 aacht Joer fir dräi Gesetzer, an da muss ech soen, dass trotz allen Héichglanzbroschüren a Séminairen dat mer trotzdeem e bësse wéineg erschéngt, och da wann ech d'accord si fir ze soen, dass Egalitéit sech net an Zuele moosse léisst, net an Zuele vu Gesetzer, an dass munches geschitt ass um Niveau vum Bewusstsein vun der Wichtigkeet iwwert des Fro duerch all déi Aktiounen, déi par ailleurs gelaf sinn.

Mä ech huelen ee Beispill eraus, fir mäi Frust e bësse méi prezis ze erklären, an zwar dat iwwert d'Prostitutioun. Mir haten an der Commission juridique an an der Commission de l'Égalité iellelaang Debatten zum Sujet, an de Fraeministère huet Ausgangs d'lescht Joer - am Hierscht mengen ech war et - e ganz interessante Séminaire iwwert d'Traite des femmes organiséiert, dee super gelaf ass. Et war super auslännesch Experten do, et war e flotte Buffet, et war en absolut geniale Film, deen een zwar bal net kucken konnt, bref, et war alles wonnerbar, just ass bei de Konklusiounen vun deem wonnerbare Séminaire munches ze soen.

Éischtens ass op deem Séminaire - an ech weess dat well vill Frae mech dorobber ugeschwat hunn - net dovu geschwat gi wéi d'Situatioun par rapport zur Prostitutioun an zur Traite dann zu Lëtzebuerg ass. Ech fannen, dass et net ka sinn, dass ee Séminaire féllt mat auslänneschen Experten ouni eege Meenungen anzedroen iwwert dat wat dorauer ze zéien ass, virun allem och ouni politesch Konklusiounen aus esou engem Séminaire ze zéien, a wann dat net de Fall war um Séminaire selwer, dann hätt ee kënnen hoffen, dass d'Konklusiounen dann agefloss wieren an deen Aarbechtsgrupp, a mir wësse jo alleguerten, dass en Aarbechtsgrupp ëmmer dat beschtent Mëttel ass fir an engem Dossier net weiderzuekommen.

Dat ass natierlech och hei geschitt. En Aarbechtsgrupp, dee bis haut nach näischt no bausse gesot huet, deen awer - esou schéngt et - intern absolut net eens gëtt, besonnesch op deem Punkt wat de Visa d'artiste ubelaangt, an dat beweist nun eemol méi, dass dat Eenzegt, wat vun deem Aarbechtsgrupp verlaangt war, sécherlech dat war fir Zäit ze gewinnen, an dat ass jo opgaangen, an ech huelen u, dass déi Zäit och nach soll gewonne gi bis iwwert d'Wahlen eraus fir op deem delikate Sujet fir Gläichheetsfroen, vun der Prostitutioun a vun der Traite des femmes näischt auszesoen.

En zweet Beispill fir lech ze erklären firwat ech trotz Fortschreitter net zefridde sinn: den Dossier Violence domestique. Dat war iwwregens vum Thema hier sécherlech déi beschten Debatt, déi mer hei eng Kéier zum 8. Mäerz haten, well si hat zur Konklusioun, dass e bësse

méi spéit, e Joer drop oder annerhalft Joer drop, e Gesetz zum Thema komm ass, wat grosso modo deene Kritären entsprach huet, déi an enger Motioun zur Debatt festgehalte gi sinn.

Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kollegen, a mengen Aen eng exemplaresch Geschicht. Dat ass Neel mat Käpp gemaach amplaz no hannerzeg ze kucken wat alles geschitt ass a net net, an dat ass dat wat mer misste maache wa mer gären hätten, dass déi Debatt zum 8. Mäerz net eng Stilübung gëtt, mä dass sech an der Praxis, net nëmme an de Käpp mä och um Pabeier, eppes ännert. Och da wann ech d'accord si mat der Rapporterin - une fois n'est pas coutume - fir ze soen, dass Gesetzer net duerginn, et misst een d'Mentalitéit wiesselen. Jo, mä d'Gesetzer hëlfechen zweifelsohne e klengt Stéck dobäi, fir déi Mentalitéiten ze wiesselen an d'Gesetzer mussen och heiansdo de Mentalitéite viraus sinn. Et geet also net domat duer fir ëmmer dem Wieler an der Wielerin op de Mond ze kucken, fir nëmme just dat ze maache wat d'Majoritéit gären hätt, wann ee gären hätt, dass op dem Niveau vun der Gläichheet eppes soll geschéien.

Ech kommen zréck zu deem Séminaire vu Mondorf. Och dat war e super gutt organiséierte Séminaire. Do waren och contrairement zu deenen anere Lëtzebuerger Acteuren op der Tribün, an zwar net nëmme aus den ONGen, mä och aus dem Ministère der, déi net mat hirer Meinung hannert dem Bierg gehalten hunn. Mir hunn do an och an der Kommissioun e puer Schwaachpunkte gewise kritt, déi an deem Gesetz sinn, an déi Schwaachpunkten hu mer net emol an deem Rapport erëmfonnt, wou mer déiselwecht Acteuren zu deemselwechte Gesetz nach eng Kéier héieren hunn.

Mir hunn zum Beispill gesot kritt vu Leit, déi an der Praxis sech ëm d'Victimé bekëmmere vun der Violence domestique, dass en présence vum Mann, dee geruff ginn ass, ech weess net méi vu wem, well e seng Fra geschloen huet, d'Flicé gefrot hunn: „Madame, wëllt Der dann elo eng Plainte maachen an dass mer e mathuelen?“ Dat war ee vun de Punkte firwat mer dat Gesetz gebraucht hunn. A wann trotz Sensibilisatioun vun den Acteuren vun der Polizei a vu wem och ëmmer esou Froen nach um Terrain gestallt ginn, dann deet et mer Leed, dann hu mir zwar eist hei an der Chamber gemaach, mä da geet et net duer, da muss ee weiderfueren dat Versteesdemech, fir en neien Text an eng nei Mentalitéit kloerzemaachen.

Dann hu mer vun darselwechter Fraenorganisatioun Femmes en détresse a.s.b.l. gehéiert, wéi spärlech se gehale si wat den Traitement vu Kanner a gewalttätege Stéit ubelaangt, a gesot kritt, dass si leider kee Personal a keng Suen hätte fir Programmer fir Kanner ze maachen. Dobäi ass kloer, dass d'Kanner an all Stot mat Gewalt Opfer sinn, och da wa se et net direkt sinn. Also misst et, mengen ech, ganz kloer sinn - an dat mengen ech huet och d'Presidentin vun der Kommissioun hei gesot -, et misst ee kënnen verbesseren, well wa mer et net fäerdeg bréngen, d'Kanner virun deem ze schützen wat hir Mammen net konnten évitieren, dann huet och dat schéint Gesetz iwwert d'Violence domestique säin Zweck net erreecht.

Zweete Punkt zum selwechte Gesetz: Täterarbecht. Et ass schonn e bëssen hei uegklongen. Täterhotline, e Conseiller, deen halledags vum 1. Abrëll u soll agestallt gi fir Täterarbecht ze maachen, an hallef Zäit, an dat fannen ech interessant, an och do mengen ech sinn ech onzefridden. Elo gëtt gesot, dee Mann gëtt agestallt, e gëtt hallef vun Ministère bezuelt an zwar fir Täterarbecht ze maachen, déi aner Halschent vun der Zäit mécht hien Éducation sexuelle affective

an de Schoule mat jonke Leit. E mécht also am pure Sënn vun Wuert Gewaltpreventioun bei de Kanner, dat heescht hie schafft do wou et am sënnvollsten ass ze schaffen, an deen Deel vu senger Tätigkeet soll anscheinend net bezuelt ginn. Dat fannen ech wierklech ganz schued, well dat heiten ass e komplementären Aspekt zu dem Gesetz selwer, an heiansdo muss een iwwert den Text selwer erausschësse fir dat Zil, wat ee sech gesat huet, ze errechen.

Zum Schluss zwee Haaptuleiesen, déi ech un des Politik, un des oder eng aner Ministesch an deem nämlechen oder an deem ëmgedeeftene Ministère wëllt riichten. Zwou Saache mengen ech missten zu Lëtzebuerg fundamental änneren: Éischtens, wéi mam CEDAW ëmgaange ginn ass, dat heescht mat der internationaler Mänscherechtsdeklaratioun fir Fraen, wou mer mengen ech 2002 eise leschte Rapport presentéiert hunn a wou an der nächster Legislatioun also erëm e Rapport fälleg ass. Déi Manéier, wéi dee Rapport opgestallt ginn ass, ass am Fong esou, dass déi Konventioun net kann zum Droe kommen. Et kann net sinn, dass deen, deem seng Aarbecht kontrolléiert gëtt, dat heescht d'Regierung, dee Rapport do an der Regierung ausschafft ouni direkt Zesummenaarbecht mat den ONGen, ouni Zesummenaarbecht mat Experten a mat Expertinnen, déi et par ailleurs gëtt, a sech dann am Fong dohannert verstoppt fir de Rapport virstellen ze goen a Prezenz vu Vertrieeder oder vu Vertrieederinne vu verschidde ONGen.

Ech mengen, dass mer et musse fäerdeg bréngen an där nächster Legislatiounperiod am Intéret vun der Saach an net am Intéret vum Rapport, net nëmme am Intéret vum Rapport, fir zesumme mat alle Leit um Terrain an och deene Leit, déi an der Theorie op der Gläichstellung schaffen, ee Rapport auszuschaffen, dee gemeinsam ausgeschafft ginn ass, dee gemeinsam soll presentéiert ginn zu New York a wou d'Konklusiounen sollen hei zu Lëtzebuerg seriö analyséiert ginn, fir dass mer weiderkommen op engem Gebitt wou mer leider mat allen Instrumenter, déi mer eis ginn hunn, nach ëmmer politesch Hanterland sinn.

Ech kann lech just soen, dass ech a menger Qualitéit als Presidentin vun der Egalitéitskommissioun am Conseil de l'Europe op engem Séminaire war, Ausgangs d'lescht Joer, iwwer just déi CEDAW-Konventioun, wou probéiert ginn ass vun der UNO aus déi nei Länner drop virzebereede wéi se solle mat deem Instrument ëmgoen, an déi hunn do beispillsweis iellelaang Questionnaire gehat op déi se hu missen äntwerte fir erauszefannen ob se dat Instrument benotze wéi se sollen oder net. A wéi ech déi Froen do gelies hunn, dann hunn ech wéi esou oft a Fraefroen am Fong de Kapp ganz niddreg gehalten a gehofft, dass kee mech géing froe wéi et bei eis géif goen.

Ech ginn lech do, fir lech mäi gudde Wëllen ze beweisen, e puer vun deene Froe weider op déi déi nei Länner, déi an Europa erakommen, hu missen äntworten: Hutt Dir en nationaalt Reglement wéi e Rapport national ausgeschafft gëtt? Hutt Dir en Observatoire iwwert déi Manéier wéi d'Recommandatiounen, net nëmme iwwert déi Manéier wéi d'Fraen am legislative Prozess ofschneiden, mä och wéi d'Evolution ass par rapport zu de Konklusiounen vum CEDAW-Rapport vun deene Jore virdu? Hutt Dir e Mécanisme de suivi an der Regierung an an Ärer Chamber fir déi spezifesch Fraen- an Egalitéitspolitik ëmzesetzen? Hutt Dir en nationale Fraen- a Männergläichheitsentwicklungsplang an aus wat besteet en? Wéi gëtt en ugepasst an Ähnlech?

An Dir kennt lech jo wuel denken, dass ech do am Fong nëmme Bauklötz konnt staunen, obschonn ech zënter Jore mat deem Instru-

ment do schaffen. Ech denken, dass mir géife gutt drun doen dat Instrument do richtig an de Grëff ze huelen, wichteg ze huelen, gemeinsam drun ze schaffen, well et ass dat Eenzezt wat mer hunn. Et kënt dee Code civil sinn un deem d'Gläichheet vun de Frae gemooss gëtt an deemspriechend net ze ënnerschätzen ass.

Eng zweet Prioritéit, déi ech géing fir d'Zukunft wëllen weisen, dat ass iwwert den „gender training“ eraus, an dozou hu mer jo vill Positives héieren, den „gender mainstreaming“, dee menger Meenung no an och Acteuren no, déi zu Lëtzebuerg an deem „gender mainstreaming“ agebonne sinn, net ze friddestellend ass, well - dat ass op jidde Fall meng Aschätzung vun der Situatioun - d'Wëssen oder d'Bewosstsäin iwwert d'Geschlechterongläichheet nach net genügend gewosst ass.

Ech soen lech just ee Beispill, dass a Schweden, wat jo dat Land ass an Europa wat sécherlech am beschten do steet, all Joer, wann d'Année parlementaire erëm ugeet, d'Regierung sech dräi Deeg an e Séminaire zréckzitt, fir iwwert d'Genderfro nozedenken. Wat d'Parlament sengersäits mécht erzielt sech menger Kenntnis, dat stong net an d'arselwechter Zeitung. Jiddefalls mengen ech, wier et eng gutt Iddi, wa mir selwer, d'Chamber an eis Regierung, sech géifen d'Méi maachen, dann no den nächste Wahlen, well fir dës Käier ass et jo ze spéit, deen „gender training“ esou matzemaachen, dass se sech bewosst ginn em wat et geet, an der Hoffnung, dass domadder dann och den „gender mainstreaming“ besser ka funktionéieren.

Ech ginn lech an där Hisiicht eng Motioun an eng Resolutioun of, déi froen op Basis vun Argumenter, déi ech hei schonn erkläert hunn, dass soll bei den Deputéierten, bei der Regierung a bei de Fonctionnaire gekuckt ginn, déi no den nächste Wahlen solle Politiken ëmsetzen, eng Formation wär, eng Sensibilisatioun organiséiert ginn, iwwert d'Perspektiv vun der Egalitéit, fir dass mer déi Approche intégrée vun der Gläichheet an der Politik besser zu Lëtzebuerg kënnen ëmsetzen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- *considérant que l'égalité de dignité des femmes et des hommes est une condition indispensable pour arriver à une société plus équilibrée et plus juste pour tous;*

- *considérant que pour réaliser cette égale dignité des femmes et des hommes, il faut valoriser d'une manière égale la complémentarité des deux parties de l'humanité ainsi que leurs rôles respectifs dans la société;*

- *estimant que l'égalité suppose la prévention et la lutte contre toute forme de violence à l'égard des femmes (violence domestique, crimes d'honneur, prostitution, traite des êtres humains, harcèlement sexuel);*

- *considérant que pour atteindre ces objectifs, une stratégie s'impose, notamment celle de l'approche intégrée de l'égalité (gender mainstreaming);*

- *estimant que cette stratégie pré-suppose une volonté politique et une politique spécifique de l'égalité;*

- *considérant qu'une telle stratégie exige nécessairement des données statistiques ventilées par sexe ainsi qu'une sensibilisation spécifique du personnel politique et administratif;*

demande au Gouvernement

- *d'organiser à l'intention des acteurs impliqués dans la mise en place de la politique, et plus spécialement des membres du futur gouvernement, une formation voire une sensibilisation à la perspective de l'égalité entre les femmes et les*

hommes, afin que l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes devienne une réalité.

(s.) Lydie Err, Jean Asselborn, Mady Delvaux-Stehres, Dagmar Reuter-Angelsberg, Renée Wagener.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que l'égalité de dignité des femmes et des hommes est une condition indispensable pour arriver à une société plus équilibrée et plus juste pour tous;*

- *considérant que pour réaliser cette égale dignité des femmes et des hommes, il faut valoriser d'une manière égale la complémentarité des deux parties de l'humanité ainsi que leurs rôles respectifs dans la société;*

- *estimant que l'égalité suppose la prévention et la lutte contre toute forme de violence à l'égard des femmes (violence domestique, crimes d'honneur, prostitution, traite des êtres humains, harcèlement sexuel);*

- *considérant que pour atteindre ces objectifs, une stratégie s'impose, notamment celle de l'approche intégrée de l'égalité (gender mainstreaming);*

- *estimant que cette stratégie pré-suppose une volonté politique et une politique spécifique de l'égalité;*

- *considérant qu'une telle stratégie exige nécessairement des données statistiques ventilées par sexe ainsi qu'une sensibilisation spécifique du personnel politique et administratif;*

se prononce

- *en faveur de l'organisation à l'intention des élus issus des élections à venir, d'une formation voire d'une sensibilisation à la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes, afin que l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes devienne une réalité.*

(s.) Lydie Err, Jean Asselborn, Mady Delvaux-Stehres, Dagmar Reuter-Angelsberg, Renée Wagener.

Ee Wuert nach zum „gender mainstreaming“. E puer Komplimenter wëll ech lassginn, an zwar net nëmmen u Leit, déi heibanne sëtzen, mä u Gemengen, déi anlässlich zum 8. Mäerz d'lescht Woch an dës Woch den „gender mainstreaming“ fir hir eege Leit schonn organiséiert hunn. Verschidde Gemengen, notament déi vu Suessem a vu Beetebuerg, sinn also der Chamber an der Regierung an där Saach do viraus an doriwwer eraus hu se net nëmmen hir eege Leit dohinner hin informéiert a sensibiliséiert, mä och déi Leit, déi an de Gemengekommis-siounen sinn, dat heescht déi Leit, déi konsultativ Pouvoiren hunn. Ech fannen, dass dat einfach eng Approche ass, déi ze begrëssen an nachahmenswäert ass. Et sinn nach aner Gemengen, déi och zum 8. Mäerz, internationale Fraendag, Manifestatiounen gemaach hunn, mä déi vläicht erëm net dee prakteschen Nährwäert hate wéi déi Trainingen hei, déi am „gender mainstreaming“ kënnen d'Saach vun der Gläichheet tëschent de Männer an de Frae weiderbréngen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ee Kompliment wëll ech och lassginn un d'Genderhaus vu Réiden, wat géillt fir de Präzident, Useldeng, Biekerech, a vläicht nach Saachen, déi och Manifestatiounen zum 8. Mäerz organiséiert hunn, wat interessant ass an nachahmenswäert an zwo Hisiichten, an un déi Gemengeresponsablen, déi heibanne sëtzen an eventuell no-lauchteren. Passt gutt op!

Éischtens hunn déi Leit sech gruppeiert, fir dass net jiddereng d'asselwecht a senger Gemeng gemaach huet. Si hu sech also éischtens zesummegesat a si hunn, an

dat fannen ech wierklech eng relativ genial Iddi, et praktesch fäerdeg bruecht hire Projet finanzéieren ze loosse mat europäesche Gelder, well, haalt lech un, ech weess net ob Der et alleguete wësst, déi Gemenge jiddefalls, déi e spezielle Service hunn, déi wëssen, datt de Stat kee Frang bäisteiert zu Strukturen, déi um Niveau vun de Gemenge sollen hëllefen d'Gläichstellung an all eise Gemengen duerchzusetzen. Ech fannen, dass et dofir eng absolut Prioritéit wier, an de Buergermeeschter vun lechter-nach hunn ech hei besonnesch am A, dass den Osten elo dat lescht Land ass, wou nach guer näischt um Niveau vun de Gemenge passéiert ass.

(Hilarité)

■ **Une voix.**- Den Osten ass nach ëmmer kee Land!

■ **Mme Lydie Err (LSAP).**- Den Osten ass nach ëmmer kee Land, mä et ass nach ëmmer ee vun eise Wahlbezierker, an d'Madame Nagel lauschtert och ganz gespaant no. Ech denken, dass et derwäert wier, dass der lech de Projet zesummen eng Käier ukuckt wéi en am Präzidentall an zu Biekerech gemaach ginn ass, an Europa dat finanzéieren ze loosse, wat an Äre Gemenge fir lech alleguerten a fir d'Biergerinnen aus Äre Gemenge sech ka positiv auswierken, ouni dass der allze vill musst uwenden.

Ech hätt virun allem awer an deemselwechte Kontext nach ee Wunsch un dës oder un déi nächst Regierung, an zwar deen, dass ech et net normal fannen, dass de Stat opkënnit fir villes, wéi beispillsweis den Accueil vun de Kanner, Infrastrukture fir Jugendhaiser, alles Saachen, déi ech gutt fannen. 50% gëtt de Stat bäi fir d'Infrastrukturen a fir de Fonctionnement. 87% anscheinend, hunn ech mer gëschter soe gelooss, gëtt de Stat bäi wa Plaze geschafe gi fir Aktivitéite fir Seniore während dem Dag ze maachen. Och dat fannen ech alles gutt.

Mä ass et dann normal, dass Struktur fir Kanner, fir Jugendlecher a fir Eelerer dem Stat méi wäert si wéi d'Gläichstellungsplaz, besonnesch och doduerch well bei de Gläichstellungsplazen natierlech all déi aner Kategorië mat abegraff sinn? Well op déi Gläichstellungsplazen hei kënnen och Meedercher hikommen, déi Problemer hunn, al Fraen, déi mat hire Pensionen net kloer kommen oder Ähnlech. Ech menge just dofir, dass et gutt wier an dass mer op déi Aktivitéiten an de Gemenge sécherlech könnte besser zielen, wann och do géif de Stat säin Deel bäidroen an net nëmmen iwwert de LEADER-Program, wann ech richteg weess, déi Saache solle finanzéiert ginn.

En allerlescht Wuert dann - an dann eng Konklusioun zur Erheiterung - d'EU-Présidentschaft vu Lëtzebuerg geet d'nächst Joer un.

(Interruptions diverses)

Si wëssen et just nach net.

(Hilarité)

Also de Moment huet Irland d'Présidence an et ass fir d'éischt an der Geschicht vun Europa, dass e Rapport vun der Kommissioun iwwert d'Egalitéit an de Länner vun der EU virläit. An deem Rapport schneit och, wéi soll et aneschtens sinn, Lëtzebuerg net glouërlech of. Ech denken awer, dass et interessant ass och dat Instrument ze benotzen, fir weiderzecommen, an zwar net nëmmen um Niveau vum Land, mä um Niveau vun Europa, well ëmmer da wann et zu Lëtzebuerg e Progrès ginn ass, da war och Europa en Deel hëllefräich oder en Deel Schold drun, jee nodeem wéi ee sech dann dozou situéiert.

Irland huet och d'Beispill ginn a sengem Plan national de développement, e spezielle Budget accordéiert ze hu fir d'Gläichstellung vun de Fraen an hirem Land, an zwar e spezielle Budget fir e klengt Land wéi Irland vu 50 Milliounen Euro. Och dat fannen ech net déi allerleschten Iddi.

A mir si bei deem Leschte wat ech wollt hei uschwätzen, an zwar beim „gender budgeting“, dat heescht, e Budget esou opstellen an esou analyséieren, dass der Gläichheet tëschent de Männer an de Frae Rechnung gedroe gëtt an domadder am Fong den „gender mainstreaming“ an d'Praxis a Chifferen ëmsetzt. A vu dass jo Politik ëmmer eppes mat Suen ze dinn huet, mengen ech, komme mer och zu Lëtzebuerg net derlaanscht déi Appréciatioun ouni „gender budgeting“ ze maachen an ech ginn lech elo ee Beispill - an domadder halen ech dann definitiv op - aus der Schwäiz, wou zu Basel-Stadt en „gender budgeting“ opgestallt ginn ass.

Ech liesen lech hei e puer Saachen draus vir. „Um festzustellen wo auf Kosten der Frauen gespart ist, braucht es Budgets die aufzeigen wie die Ausgaben genau verteilt sind. Basel-Stadt hat als erster Kanton im vergangenen Jahr unter dem Titel „Der kleine Unterschied“ in den Staatsfinanzen ein solches Genderbudget veröffentlicht und Erstaunliches zu Tage gefördert“, wéi beispillsweis dat heiten: „Im Durchschnitt gibt der Kanton für eine Baselstädterin 15% weniger aus als für einen Baselstädter. Die Männer im Alter von 20 bis 65 kosten 127 Millionen Franken. Die Frauen im selben Alter nur 42 Millionen.“ Dat ass en Drëttel. Ech sinn zwar net gutt am Rechnen, mä dat misst esou ongeféier d'Proportiou sinn.

Den drëtten Punkt: „Die Polizei gibt für die männliche Bevölkerung zwischen 20 und 35 ungefähr viermal mehr aus als für die gleichaltrigen Frauen und eine Baselstädterin arbeitet pro Jahr 160 Stunden bezahlt und unbezahlt mehr als Männer. Dies entspricht einer Arbeitszeit von fast vier Wochen. Würde man die Frauen für die mehrgeleistete unbezahlte Arbeit nach Marktpreisen unbezahlt, würden sie rund 1.500 Millionen Franken zusätzlich verdienen. Allein dadurch würde sich das Einkommen der Frauen verdoppeln.“

A fir elo definitiv Schluss ze maachen, wollt ech lech nach just soen, dass den „gender budgeting“ och dozou ka féieren, fir opzestelle wat de Präis vun enger Hausfrau wier, wann all déi Aarbechten, déi se doheem mécht, géife bezuelt ginn, inklusiv déi, wéi hei steet, affektiv a sexuell Zouwendung...

(Interruptions diverses)

...deeglech mat enger Véirelstonn, an dat ass aus d'arselwechter Schwäizer Wochenzeitung do, 3.000...

(Interruptions)

Dat ass Äre Problem!

(Hilarité)

An zwar wier dee Präis, an ech soen lech dee just, fir lech ze weisen, wéi onfair...

(Interruptions)

Eleng dee Präis, deen differenzéiert berechent ass, bei deem, datt et sech em Haushaltshëllef handelt, em Spullen, Kachen oder wat och ëmmer, oder wéi gesot em affektiv a sexuell Zouwendung, déi berechent ginn ass mat engem Tarif - et ass iwwerens den deiersten Tarif, deen op där ganzer Lëscht hei ze fanne war...

(Hilarité)

..., den niddregsten ass dee vu Kannermeedchen a Serviertochter, dee mat 7 Schwäizer Frang d'Stonn berechent ginn ass, mat sou vill Stonnen d'Woch. Dat heiten ass berechent, deen Tarif sexuelles Vergnügen, emotionale Zuwen-

dung, durchschnittlich eine Viertelstunde.

(Hilarité)

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Madame Err, ech kenne Fraen, déi dreemen dovunner.

(Hilarité)

■ **Mme Lydie Err (LSAP).**- Mir laachen, déi géifen dervunner dreemen, wa se de Präis géinge kennen. Durchschnittlech eng Véirelstonn den Dag mat engem Stonnentarif vun 100 Schwäizer Frang op d'Stonn. Dat verduebelt par rapport zu der ganzer Aarbecht mat deenen normalen Tariffer fir Hausaarbecht d'Akommes vun enger Hausfrau, dat, wann ee géing een Genderbudget opstellen, déi Hausfraen an der Schwäiz géife kréien, nämlech iwwer 6.000 Schwäizer Frang, dat heescht bal 4.000 Euro géingen se verdéngen. Da wär d'Welt natierlech eng ganz aner an da géinge mer warscheinlech och iwwer aner Saachen hei schwätzen, wéi iwwer Gewalt vun de Männer vis-à-vis vun de Fraen.

Esou wäit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Zu de Motiounen ass am Fong och alles gesot. Ech hunn domadder d'Zäit opgebraucht.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Als nächst Riednerin ass d'Madame Maggy Nagel agedroen. D'Madame Nagel huet d'Wuert.

■ **Mme Maggy Nagel (DP).**- Här President, Dir Hären an Dir Dammen, wann ee bedenkt, datt mer aus enger Répp geschätzt gi sinn, da muss ech soen, no der Opzielung vun der Madame Err: Chapeau, wat mir alles kënnen a wat mir kënnen alles leeschten. Mä ech muss awer och soen, ech géing nach behaapten, datt déi Lëtzebuurger Fraen nach vill besser wäer wéi déi Schwäizer an datt et do nach méi en héijen Tarif géif ginn.

(Hilarité)

Ech wollt fir d'éischt der Madame Rapportrice merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport, an dann zum Thema kommen.

Lues a lues komme mer un d'Enn vun eiser Legislaturperiod an dofir huet d'Kommissioun vun der Egalité des Chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine fonnt, de Moment wär komm fir e Bilan vun hirer Aarbecht ze zéien. Et gung eis an der Kommissioun dorëms, erauszefannen, ob déi Orientéierungsdebatten zum Thema Fraepolitik, déi säit 1996 hei am Parlament gefouert goufen, konkret eppes un der Situatioun vun der Fra hei am Land verbessert hunn. Ech kann hei scho viwech mat Jo op dës Fro äntwerten. An ech baséiere mech net op d'Längt vun dem Rapport oder op déi impressionnant Zuel vun 83 Motiounen, déi am Kader vun deenen Debatte gestëmmt goufen. Ech wäert villméi op déi konkret Impulser agoen, déi an deenen Debatte gi goufen an déi a Gesetzesvirschléi resultéiert sinn. Ech wollt och nach eng Käier d'Positioun vun der DP an dësem Dossier presentéieren a méi spezifesch op d'Propose vu menger Partei agoen.

Här President, Dir Hären an Dir Dammen, et ass keen Zoufall, dass mer dës Debatt esou kuerz no dem internationalen Dag vun der Fra organiséieren. Mir gesinn och erëm dës Joer, dass den Dag vun der Fra wesentlech dozou bäidréit, d'Öffentlechkeet zu dësem Thema ze sensibiliséieren an op d'Discriminatiounen vun dem weibliche Geschlecht anzugeen.

An alle Beräicher vun eiser Gesellschaft, sief et an der Familjen oder am Beruff, solle mir eis op dësem Dag d'Fro stellen, ob d'Frae genau-

sou wéi d'Männer behandelt ginn an eise Land an déiselwech Rechter a Méiglechkeete gebuede kréien. Mat eisen Orientéierungsdebatten an deenen duerno folgende gesetzlechen Initiativen huele mir eisen Deel vu Responsabilitéit an droen dozou bäi, dass e gesetzleche Kader an eise Stat besteet, deen d'Chancégläichheet fir all eis Matbierger garantéiert.

Ech sinn awer och der Meenung, dass déi gesetzleche Initiativen eleng net duergo fir all geschlechtsbezunn Discriminatiounen aus der Welt ze schafen. Et ass och wichtig gewëssen Astellungen a Virtueeler vis-à-vis vun de Fraen ofzebauen an d'Mentalitéiten esouwiel beim Mann, mä awer och bei der Fra ze änneren. Den internationalen Dag vun der Fra dréit wesentlech dozou bäi. Mat deene parlamentareschen Debatten iwwer d'Chancégläichheet goufen haaptsächlech zwee Objektiv verfollegt.

Éischtens goug et eis an der Kommissioun doréms en detailléierten Inventaire iwwer d'Situatioun vun der Fra hei zu Lëtzebuerg ze maachen an zweetens gesitt Dir en de Motiounen, dass eis parlamentaresch Debatten en nützleche Reservoir un Iddien a Propositionen goufen, aus deenen nei Gesetze entstane sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann op dës Plaz net am Detail op all eenzel Motioun agoen, déi am Kader vun eisen Orientéierungsdebatten zur Fraepolitik déposéiert goufen. Wann een duerch de Rapport vun eiser Kommissioun liest, mierkt ee schnell, dass all déi Motiounen wichtig a grondleend Ännerungen proposéieren. Déi proposéiert Motiounen sinn och extrem villsäitig a beréiere bal all Beräicher vun eise Rechtsstat.

An der éischter Debatt vun 1996 gouf zum Beispill d'explizit Verankerung vun der Chancégläichheet an eiser Verfassung proposéiert. Gläichzäitig gouf awer och d'Organiséiere vu Coursen iwwer d'Chancégläichheet fir d'Personalchefen vun eise Betriber proposéiert, a mat der „Initiativ erëm schaffe“ Formatiounen fir Fraen, déi erëm wëlle berufstätig ginn, proposéiert. Et kann een awer elo der Kommissioun an dem Parlament wierklech net virwerfen, et hätt hinnen un Iddien a konkrete Propositionen gefeelt. Et kann ee kritesch géint vill Saachen sinn, mä et muss een awer och realistesch bleiwen, an do kann ech nëmme soen, dass grondleend en innovativ Gesetzer am Beräich Fraepolitik an dëser Legislaturperiod gestëmmt gi sinn.

Ech wollt nach eng Kéier e bësse méi am Detail op d'Highlighten an dësem Domän agoen. Mam Gesetz vum 28. Juni 2002 ass de Forfait d'éducation an d'Liewe geruff ginn. Mat dësem Forfait gëtt d'Erzéiungsaarbecht valoriséiert vun deene Mammen, déi hir Aarbecht opginn hunn, fir sech em d'Erzéiung vun hire Kanner ze këmmen. En Ustouss zu dëser Mesure war sécherlech déi Motioun 25, an där d'Regierung invitéiert gëtt, Moosnamen ze ergräifen, fir d'Chancégläichheet tëschent de Mammen, déi Hausfra sinn, an deenen aneren, déi schaffen, hierzestellen.

Mam Gesetz vum 12. Februar 1999 gouf de Congé parental agefouert. Obwuel d'Zuel vun de Männer, déi vun dëser Mesure profitéieren, nach net den initialen Erwaardungen entsprécht, kënnen mer elo scho gesinn, dass de Congé parental bei de Fraen op grouse Succès stéisst. Dës wichteg Mesure erméiglecht et dës Frae sech iwwer eng gewëssen Zäit ganz der Erzéiung vun hire Kanner ze widmen, ouni derbäi hir berufleche Carrière opzeginn.

Den 19. Mee 2003 gouf de Statsbeamtestatut reforméiert. Eng Serie vun Innovatiounen goufen agefouert, déi sollen hëllefen d'Chancégläichheet an der Fon-

tion publique ze assureieren. D'Aféierung vun der Méiglechkeet 75, 50 oder 25% beim Stat ze schaffen, ass bestëmmt eng ganz wichteg Moosnam vun där Reform vum Statut vum Fonctionnaire. Si erméiglecht virun allem de Fraen hiert Berufsliewe mat hirem Familljeliewen ze vereinbaren. Des Weidere wëll ech och drun erënneren, dass all déi Fraen, déi virum 1. Januar 1984 wéinst der Erziehung vun hire Kanner beim Stat demissionéiert haten, elo erëm d'Méiglechkeet hunn, beim Stat reintegréiert ze ginn.

Säit sengen Aféierungen an de Joren 1998/99 huet de Précoce e rege Succès kritt. D'Zuel vun de Gemengen, déi de Précoce ubidden, huet sech säit senger Aféierung vervéierfacht. 3/4 vun eise Gemenge bidden haut de Service un an iwwer 3.000 Kanner profitéieren haut vun dëser Offer. Och dës ass eng grouss Entlaaschtung fir Mammen, déi schaffen.

En anert gutt Beispill, dat mir erlaabt e positive Bilan iwwer eis Aarbecht ze zéien, ass dat nei Gesetz iwwer d'hauslech Gewalt. Bei der Debatt iwwer d'hauslech Gewalt hat d'Chamber nämlech virgeschloen, d'Gesetz esou ofzënnere, dass d'Opfer vun hauslecher Gewalt den Domicile familial net méi verlosse muss, mä au contraire den Täter. Dës Proposition ass am Gesetz vum 8. September 2003 iwwer d'hauslech Gewalt iwwerholl ginn.

Här President, Dir Hären an Dir Dammen, mat deene puer Beispiller wollt ech nach eng Kéier weisen wéi e wichteg Forum dës Orientéierungsdebatt iwwer d'Fraepolitik duerstellt. Déi zwee Objektiv vun dësem Forum, an zwar éischtens en Inventaire opzestellen iwwer d'Situatioun vun der Fra an zweetens konkret Propositionen opzestellen, goufen erfüllt. Et ass awer och kloer, dass eis Aarbecht an dësem Dossier nach net gedoen ass. Et gëtt nach ze vill Ongläichheeten tëschent Mann a Frau, déi mussen aus der Welt geschaaft ginn.

A mengen Aen ass déi Problematik hei zu Lëtzebuerg ähnlech wéi an aneren Nopeschlänner. Mir schützen d'Frae gégeniwwer Gewalt, ginn hinne fräien Zougank zu Bildung a Beruff a ginn hinnen dat aktiiv a passiv Wahlrecht. Trotz dëse sozialen Errongenschaften, déi eis haut selbstverständlech erschéngen, bleiwen nach zu Lëtzebuerg vill geschlechtsspezifesch Ongläichheeten bestoen.

Déi sichtbarst Diskriminéierung besteet wuel um Aarbechtsmaart, wou zu Lëtzebuerg d'Fraen nach ëmmer hir déiselwech Aarbecht an der Moyenne 12% manner Lohn kréien. Dës Differenz ass zwar daitlech méi kleng wéi den EU-Duerchschnitt, trotzdem ass se inakzeptabel. Och ass d'Beschäftigungssqu coast bei de Fraen hei am Land genau wéi an eisen Nopeschlänner daitlech méi niddreg wéi déi vun de Männer, an d'Frae riskéieren éischer ze veraarmen. An eise Wahlprogramm, dee mir elo gläich wäerte virstellen, gi mir ausféierlech op d'Fraepolitik an a maache konkret Verbesserungsvirschléi. Et ass eis wichtig, dat Thema ausféierlech an eise Programm ze behandelen.

Als DP bleiwe mir weiderhin der Iwwerzeugung, dass mir am beschten d'Ongläichheeten tëschent Fra a Mann kënnen vermännern andeems mir en Émfeld schafe wou d'Frae wierklech de Choix hu wéi si hiert Liewen tëschent Famill a Beruf opdeelen. Wann d'Frae sech entscheeden, sech ganz hirer Famill an der Erzéiung vun hire Kanner ze widmen, mussen si ausräichend geschützt sinn, fir net par rapport zu hire Liewenspartner a finanziell Ofhängegkeet ze geroden. Op där anerer Säit solle berufstätig Mammen iwwer genuch Strukturen, sief et Crèches, Garderien oder Schoulen, kënnen verfügen, fir kënnen hir Carrière opzebauen.

Här President, Dir Hären an Dir Dammen, den Hauptproblem ass an eise Aen nämlech net de Mangel u Kompetenz vun de Fraen, nee, au contraire gesäit een, dass EU-wäit haut d'Frae 55% vun den Akademiker stellen. Dës Frae sinn awer doduerch benodelegt, dass si allze oft mussen hir Carrière ënnerbriechen. Hallef Deeg schaffen oder Posté mat niddreger Responsabilitéit mussen akzeptéiert ginn. Hei sinn och de Stat an d'Gemenge gefuerdert fir ausräichend Strukturen ze schafen, sief et Garderien oder de Précoce, fir dës Mammen ze entlaaschten.

Am leschten Deel vu menger Ried wollt ech op de Rôle vun der Fra an der Politik agoen. Trotzdem wou sech fir dës Wahle méi Fraen opgestallt hunn, si mer nach wäit ewech vun enger ausräichender Representatioun vun der Fra an der Politik. Op den éischte Bléck schéngt d'Aféierung vu paritaire Léschten, souwuel fir d'Europa-, wéi och fir d'Landes- a Kommunalwahlen, eng schnell Léisung fir Fraen den Accès zur Politik ze erliichteren, fir mech ass d'Aféierung vu Quoten awer keng akzeptabel Léisung. Hei gëtt eng Diskriminéierung duerch eng aner ersat. An der liberaler Partei hunn d'Fraen an de leschte Jorzéngten ëmmer eng wichteg Roll gespillt. Si hunn hir Parteikollegen a Wieler duerch hir Kompetenz iwwerzeugt a sinn net duerch eng Quoteregelung un d'Parteispetzt geruscht.

Här President, Dir Hären an Dir Dammen, et gouf an dëser Legislaturperiod ouni Zweifel eng positiv a konstruktiv Aarbecht geleescht fir d'Ongläichheeten tëschent de Geschlechter ze verréngere.

Éischtens gouf am Parlament e puermol eng offen a objektiv Debatt iwwer dës Thema gefouert. Zweetens gouf wichteg Gesetze gestëmmt. E Beispill heifir ass ënner anerem d'Gesetz iwwer d'hauslech Gewalt. Dréttens gouf eng verstärkt Öffentlichkeetsaarbecht geleescht fir op déi verschidden Diskriminéierungen opmierksam ze maachen, a véiertens gouf de Précoce a ville Gemengen agefouert an d'Zuel vun de Crèches erhéicht. Ech gleewen dofir, dass mir kënnen e positiv Bilan haut zéien. Trotzdem bleift nach vill ze maachen an ech freeë mech schonns op déi nächst Orientéierungsdebatten am Beräich Fraepolitik.

Zum Schluss erlaabt mer nach all deene Leit merci ze soen, déi mir d'Chance haten an der Kommissioun unzehéieren, an oft hätt ee sech gewünschelt nach méi Zäit dës Leit ze bidden, déi eng formidable Aarbecht um Terrain geleescht hunn an ech sinn iwwerzeugt nach leeschte wäerten.

Ech wollt lech merci soe fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean Colombera agedroen. D'Wuert huet den Här Colombera.

M. Jean Colombera (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, obschonns mir an der Kommissioun géint dës Rapport gestëmmt haten, well en onkomplett ass - an den Här Aly Jaerling wäert herno nach driwwer ze schwätze kommen -, wëll ech awer der Madame Rapportrice Ferny Nicklaus-Faber fir hire mëndlechen a schrëftleche Bericht trotzdem merci soen, well si huet sech awer menger Meenung no gutt investéiert.

Am fënnefte Joer vun dëser Legislaturperiod versiche mir haut erauszefannen, ob d'Situatioun vun de Fraen hei am Land sech wesentlech gebessert huet, an ech

wëllt mat der Konklusioun ufänken: Trotz punktueller Verbesserung si mir der Meenung, dass sech hei zu Lëtzebuerg näischt Wesentleches geännert huet, dat d'Fraen hei am Land nach ëmmer déi zweet Gei spillen, dat mir ganz wäit vum Begrëff Chancégläichheet sinn an dat mir ni d'Chancégläichheet hei am Land wäerten errechen.

D'Politik vun der Chancégläichheet esou wéi eis Ministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs, dat momentan verkeeft, ass einfach a schlicht gesot déi falsch Politik, déi falsch Art a Weis fir eng Gläichberechtigung vun dem Mann a vun der Fra ze errechen.

Une voix.- Da maacht Dir Propositionen!

M. Jean Colombera (ADR).- D'Madame Minister huet zwar - an dat muss ee fairerweis soen - och verschidde gutt Initiativen ergraff...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Jean Colombera (ADR).- ...nämlech Mesuren, déi de Mobbing op der Aarbechtsplaz oder den Harcèlement sexuel op der Aarbechtsplaz dénoncéieren. Och d'Gesetz iwwer déi hauslech Gewalt ass ze begrëssen. Dobäi feelt et un allen Ecken u Ressourcen.

Am Rapport vun der Madame Rapportrice liese mir, dat 64 Männer säit A-Kraaft-Triede vun dësem Gesetz am November 2003 vun doheem ausgewise gi sinn, an d'Madame Rapportrice betount, dat dës eng grouss Zuel ass, well am Ministère haten déi concernéiert Leit nëmme mat 20 Fäll am Joer gerechent.

Här President, wéi ech virun dräi Joer hei eng Interpellatioun an der Chamber hat iwwer d'Gewalt an iwwer d'Kriminalitéit hunn ech op dës Problem higewisen an ech sinn deemools vun zwee CSV-Ministernen, dem Här Frieden an dem Här Wolter, ausgelacht ginn. Den Här Wolter huet de Phänomeen Gewalt als net weider beängstegend ugesinn. Ech sinn also net iwwerrascht, wann ech esou Aussoen am Rapport liesen.

Fait ass, dat Gewalt awer an eiser Gesellschaft Wuerzele gefaasst huet an dat hei muss gehandelt ginn, an och d'CSV muss handeln. Wat mech am Rapport iwwerrascht ass de Fait, dat guer kee Wuert drasteet iwwer spezifesch Programmer, déi an der Schoul missten ëmgesat ginn, do wou Jongen a Meedercher, dat heescht spéider Männer a Fraen, zesummeliewen. Hei huet een d'Impressioun, dat d'CSV-Ministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs, ee Projet iwwer d'hauslech Gewalt an hirem Eck élaboréiert, an déi aner Säit ass d'Madame Brasseur, déi net weess, dat et esou e Projet gëtt.

Ech sinn an der Schoul awer geléiert ginn, fréier wéi ech an d'Schoul gaange sinn, dat ech mech muss aneschtens verhalten. Ech si geléiert ginn, dat wann e Mann an eng Fra bei enger Dier stinn, de Mann muss der Fra de Virrang ginn. Ech si geléiert ginn, wann ech an engem Bus setzen, wann do eng schwanger Fra ass oder eng eeler Fra ass, da steet de Mann op an hie gëtt der Fra d'Plaz. Dat sinn ech geléiert ginn, dat ware Gentlemanmethoden, Dir Dammen an Dir Hären.

Haut gëtt an der Schoul den „gender mainstreaming“ propagandéiert. E Jong däréi soll a muss mat enger Pëppche spillen. Hien däréi och kräischen. E Meedchen däréi, soll a muss mat engem Bagger, mat engem Camion spillen.

Une voix.- Hatt muss net! Hatt muss net!

M. Jean Colombera (ADR).- Hatt däréi och jäizen a krazen, hatt däréi och rose ginn. Entschëllegt, mä wat soll dat? Ass dat alles wat mir de Kanner proposéieren? Hei muss ee Kloertext schwätzen. Hei

muss een de Kanner awer Messagen iwwermëttelen, an ee vun dëse Messagen ass, dat de Mann d'Fra muss respektéieren, schonns eleng well si vun Natur aus bestëmmt ass fir d'Liewen ze droen. Dee Message ass kloer, Punkt, Schluss, aus!

Wéi schlecht sech dës Regierung an dëser Affär vun der hauslecher Gewalt erauszitt, beleet d'Zitat op der Säit 37 vum Rapport: „Aucun cours n'est organisé pour les médecins, les pédiatres et les magistrats.“ Wann ech als Dokter eng Fra oder e Kand mat enger gebrachener Nues gesinn, misst et theoretisch méiglech sinn, dat ech op Basis vu verschiddenen Indizien misst erauszefannen, ob hei Gewalt am Spill war oder net. Wann een awer allerdéngs déi Indizien net kennt, da gëtt den Dokter ugeschmiert. Da kann d'Fra oder de Jong do behaupten, hie wär d'Trap erfogfall. Dofir wann ech gelift, Madame Minister, organiséiert déi Coursen esou schnell wéi méiglech, fir dat och déi verstoppte Gewalt entdeckt ka ginn.

Wéi ohnmächtig, dat dës Regierung ass, beweist de Fait, dat de Service d'assistance aux victimes des violences domestiques total iwwerfuerdert ass, dat nëmme dräi Leit do schaffen, dat kee Personal do ass fir sech extra em d'Kanner ze bekëmmen, déi an dëser Situatioun am schlëmmste betraff sinn.

D'Strukturen, fir geschloe Fraen opzehuelen, sinn iwwerfuerdert. Meng Fro: Wat soll dat? Wann een e Gesetz iwwer d'hauslech Gewalt mécht, da soll een och dofir surgen, dass um Terrain alles prett ass fir dat Gesetz ëmzesetzen an net dass lénks a riets Personal a Struktur feelen. Här President, esou wéi dësen Dossier ugepaakt gëtt, ass dat net de richtige Wee a mir wäerten als ADR nom 13. Juni, wa mer an der Regierung setzen,...

(Hilarité et interruptions diverses)

...dës Problem aneschtens behandelte wéi d'CSV a mir wäerten hinne weisen wéi hei am Land Politik gemaach gëtt.

Eng gutt Initiativ, déi d'Madame Minister och ënnerholl huet, ass déi, dass si den éischte Weltkongress vun der Matriarchatsforschung hei zu Lëtzebuerg organiséiert huet. An ech hat eng gewëssen Zäit d'Hoffnung, Madame Minister, dass Dir et géift packen. Dir waart um richtige Wee, fir dat patriarchaal Denken, dat mir hei an eiser westlecher Gesellschaft hunn, ze duerchbriechen. Dat ass eng vun deene Strategien, déi ee favoriséiere muss.

Viru véier Joer hat ech hei op der Tribün main Exposé gehalten iwwer déi indiansch Gesellschaft. Dat ass eng Gesellschaft, déi patriarchaal gefouert gëtt an ech si Partisan vun enger matriarcaler Gesellschaft.

Ech wëllt hei eng Klamer opmaachen. Mir stinn d'Hoer zu Bierg, wann eise Premier Jean-Claude Juncker sech fir d'Türkei asetzt a seet d'Türkei misst an d'EU. E Land wou eng aner Kultur an eng aner Relioun d'Fraen als Reserverad ugesäit, dat brauch net hei an Europa integréiert ze ginn. Wann hir Sitten, hir patriarchaal Denken d'Frae just als Statisten degradéiert, da si si beim ADR op der falscher Adress. Mir soen nee zu alle Länner, déi d'Fraen diskriminéieren.

Wann ee bedenkt, dass a Frankräich nach 30.000 Genitalverstümmelungen praktikéiert ginn. Wéi vill sinn et der hei zu Lëtzebuerg? Dat wëllt ech gär wëssen. Da kënnen mir hei nach laang op Chancégläichheet waarden.

Madame Minister, mech géing et och interesséieren: Wéi ass Är Position zum Voile islamique? Klamer zou.

Parallél zu deene positiven Aspekter, déi ech elo zitéiert hunn, mussen

mer awer zréckbehalen, dass eng ganz Lëscht vun negativen Erkenntnisser dës Chancéglaichheitspolitik begleeden an ech wäert och e puer Beispiller herno a menger Interventioun zitieren. Ech weisen awer drop hin, wann d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs op dëser Schinn wëllt weiterfueren, e Wee, dee fir eis falsch ass, da muss si och dofir suergen, dass d'Akzeptanz vun de Männer méi grouss gëtt, well eng Saach ass jo awer kloer: Wann ee sech géint d'Chancéglaichheit wiert, dann ass et de Mann! A wann alles gemaach gëtt fir d'Fra op déiselwecht Positioun ze kréie wéi de Mann, da muss een awer eng aner Strategie entwéckelen an net versiche fir mordicus d'Fraen no vir ze peitschen, fir dass si dat nämlech leeschte solle wéi de Mann.

Här President, ech hat, wéi gesot, d'Hoffnung op Basis vun deene positive Mesuren, déi ech virdrun zitieren hunn, dass eis Ministesch de richtegen Dréi géif fannen. Leider war dat eng Illusioun. Si huet sech net kennen duerchsetzen. Beispill: D'Participatioun vun de Fraen an de Wahlen. 1999 hu mir iwwert d'Participatioun vun de Fraen an der Politik geschwat. Kucke mir d'Lëscht vun de Parteien, déi sech 1999 presentéiert hunn, da konstatéiere mer Folgendes, huele mer déi fënnf grouss Parteien: d'CSV, d'DP, d'LSAP, den ADR an DÉI GRÉNG. Deemools ware 77 Kandidatinne vun 300 op der Lëscht. Dat ware 25,66%. Haut 2004 hu mir 91 Kandidatinne vun 300, dat ass en Zouwuess vu 4,67%. Dat heescht manner wéi 1% an engem Joer. Wa mir déi Chancéglaichheit hei erbäisprieche wëllen, dann dauert dat nach ganz genau 20 Joer.

Nëmmen zwou Parteien, DÉI GRÉNG an déi Lénk, hunn eng plus ou moins équilibréiert Lëscht. Mir als ADR hunn eis vu 14 op 15 Frae gesteigert. Mir si géint eng Quoteregulung, well mer der Meinung sinn, dass deejéineg sech melle soll, dee sech fir d'Politik beruff fillt. Ob dat elo 45 Männer oder 15 Frae sinn, oder 45 Fraen a 15 Männer, dat ass eis total egal. An eise Reien hu mir awer gemierkt, dass wéinst der zweefacher oder dräifacher Belaaschtung, dat heescht Stot a Politik, oder Stot, Beruff a Politik, d'Frae méi retizent ware fir sech als Kandidatin ze bewerben.

Wat d'CSV ugeet, déi huet fir eng 30%eg Quot plädéiert. Mat 20 Kandidatinne vu 60 ass déi Quot och agehale ginn, mä hei muss ee sech awer déi berechtigt Fro stellen: Firwat setzt eng Partei, déi sech fir d'Chancéglaichheit asetzt, eng Quot vun 30% an? Firwat dann net vu 50? Firwat net 30 Männer an 30 Fraen? Dir hutt dach de Ministère vun der Chancéglaichheit. Firwat sinn am Bezierk Norden, do wou d'Ministesch hierstaamt,...

(Interruptions diverses)

...nëmmen zwou Frae berücksichtegt ginn...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Den Här Colombera huet d'Wuert an déi aner sollen nolauschten!

M. Jean Colombera (ADR).- ..., wou awer gewosst war, dass d'Madame Marie-Josée Jacobs fir dräi Frae plädéiert huet? Zwou Frae si ganz genau 22%. Dat heescht wäit ënner 30%. Wann eis Ministesch sech net duerchsetze kann, an dat nach an hire Reien, mä wie soll sech dann duerchsetzen. De Comité des sages vun der CSV huet nee gesot. Wéi vill Frae sätzen an deem Comité des sages? Dat géif mech interesséieren.

(Interruptions diverses)

Aus reng elektorale Grënn huet de Comité des sages bestëmmt, dass am Norden en CSV-Mann méi Stëmme géif bréngen wéi eng CSV-

Fra. An dat ass déi traureg Realitéit. An et soll mir keen hei méi schwätze vu Chancéglaichheit, well dat gëtt et hei net.

Iwwregens, firwat ass meng Propos d'lescht Joer, déi ech gemaach hunn op dëser Tribün, fir eng Vizepräsidentin hei ze hunn, net ugeholl ginn? Mir misste logescherweis och eng Alterspräsidentin hunn niewent dem Chamberspräsident. Dat wier dat richtegt Signal, dat een dobausse géng iwwermëttelen. Dat géifen d'Leit dobausse verstoen an näischt aneschters. Mä leider ass d'CSV an hirem konservativen, patriarchalen Denke verkrampft a verklemmt, dass si esouguer hirer eegener Ministesch de Fouss stellt.

(Interruptions)

Mir sinn net besser wéi aner Länner, zum Beispill Amerika. Wéi steet et hei mat der Fraebewegung? Déi eenzeg Spëtzekandidatin war d'Geraldine Ferraro 1984, déi als Vizepräsidentin niewent dem Walter Mondale kandidéiert huet bei 21 Wahlen.

Et gi momentan fënnf weiblech Gouverneurinnen an deene 50 Bundesstaaten, 60 Deputéierten, dat sinn 13%, 13 Senatorinnen vun 100. Ech behaupten, dass wann an Amerika amplat vum Här Bush eng Fra un der Spëtz gewiescht wär, da wär kee Krich am Afghanistan an och kee Krich am Irak entstanden.

Aner Statistiken aus Amerika: Nëmme fënnf vun deene 500 gréisste Firme gi vu Frae geleet. Véier vun deenen 21 Top-Universitëte gi vu Frae geleet. Ech hunn dës Statistik hei ugefouert fir ze soen, dass dat patriarchal Denken och an der Supermuecht Amerika fest verankert ass.

En anere Punkt, deen eis als ADR bei dëser Politik stéiert, ass den Opuuff vun der Madame Jacobs, dass all Fra schaffe soll goen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Promotion féminine*.- Sot mer emol wou ech dee gemaach hunn! Och wann een eng Ligen zéngmol seet, bleibt et awer eng Ligen!

M. Jean Colombera (ADR).- Dat ass keng Ligen, Madame Jacobs! Mir hunn dat esou verstanen.

(Interruptions diverses)

Madame Jacobs, loosst mech schwätzen!

Mir versti sécherlech, Madame Jacobs, de Grondgedanken...

(Interruptions diverses)

Mir versti sécherlech, Madame Minister, de Grondgedanken, dass wann eng Koppel Schwieregkeeten huet a sech scheede léisst, dass dann d'Fra, wa se net schafft, a Schwieregkeete geréit. An et muss ee sécherlech alles ënnerhuelen, Madame Jacobs, fir dat ze verhënneren. Mä fir elo pauschal all Fra schaffen ze schécken, schéngt eis iwwerdrüwen. Eng Fra, déi schaffe wëllt goen, soll schaffe goen. Eng Fra, déi mengt si géif hire Kanner méi e groussen Déngscht leeschte wa se doheem bleibt, déi soll doheem bleiwen.

M. Lucien Weiler (CSV).- Domat si mir jo all d'accord.

M. Jean Colombera (ADR).- Gutt, Här Weiler.

M. Robert Mehlen (ADR).- Wat huet d'Madame Minister dann domat gemengt, wéi se gesot huet, mir mussen d'Fraen un d'Aarbecht kréien?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Promotion féminine*.- Et wär besser, wann Der eppes zitëiert, Dir géift et richtig zitëieren!

M. Robert Mehlen (ADR).- Ech zitëieren lech hei aus dem „Lëtzebuurger Wort“ vum Januar

1999, Madame Minister. Wéi ass et da mam Här Jean Jaans? Dann hat deen lech schlecht verstanen!

Une voix.- Loosst se dach nëmme braddelen!

M. Jean Colombera (ADR).- Ech wëll just eng Statistik erwähnen. Déi däitsch CSU huet festgehale, dass 1970 all 30. Kand verhaltensgestéiert wor an dass 2003 all fënnf Kand Problemer hat. Hei am Land ass et d'selwecht. 20% vun eise Kanner huele Ritalin, well se hyperaktiv sinn.

Wann d'Frae solle schaffe goen, wien iwwerhëlt d'Erzëiung vun de Kanner? Vläch d'Nopesch, déi dann och bezuelt gëtt. Sécher. Vläch d'Groussmamm, de Grousspapp, wa se nach liewen. Vläch de Papp nom Prinzipium „gender mainstreaming“, dat eng Fra déiselwecht Aarbecht ka maache wéi de Mann an de Mann déiselwecht Aarbecht maache ka wéi d'Fra.

Am Rapport vun dem Ministère de l'Education nationale gëtt bedauert, dass zum Beispill nëmme 4% vun de Meedercher Elektrotechnik, Informatik a Mechanik am technische Regime léieren an et sollt een alles ënnerhuelen, fir dass et 50 zu 50 gëtt. Och hei soe mer kloer neen. Jiddfere soll dat léieren, wat him am beschte läit.

Wat ass d'Gefor vun dësem „gender mainstreaming“? Wann eng Fra déiselwecht Aarbecht maache soll wéi e Mann an emgedréint och, da kritt een déi zwee Geschlechter net méi differenzéiert, da si se alleguerten déiselwecht Numeroen, an am krasse Fall muss eng Fra op der ARBED, am Gruef oder an der Pneuofabrik déiselwecht Leeschtung bréngen, obscho si net déiselwecht muskulär Kraaft opbréngt, an dat mat der Répercussiou, dass si éischer invalid gëtt, dass si éischer zu Medikamenter gräift, dass si éischer Depressioun kritt.

A wann ech Patron wär vun der ARBED, wann ech Patron wär vun der Pneuofabrik, wann ech Patron vun enger Entreprise wär, ech géif mech hidden eng Fra anzestellen, déi et net géif packen, och wann et am Gesetz géif stoen. Ech géif mech och hidden eng Fra, déi schwanger ass, nuets schaffen ze loosse. Dat géif ech net maachen.

Mme Marie-Josée Frank (CSV).- Dir hutt de Prinzip net verstanen.

M. Jean Colombera (ADR).- D'Chancéglaichheit, wann een ze vill fanatesch denkt, féiert dozou, dass jiddereen déiselwecht Nues huet an déiselwecht Leeschtung muss bréngen, egal ob en dozou fäeg ass oder net. An dat muss verhënnert ginn.

Et ass e fundamentale Feeler vun enger Partie vu Fraen, déi sech fir d'Fraerechter asetzen, dass se versiche fir de Mann ze iwwertrompen, dass se versiche fir de Mann nozeahmen, dass se versiche fir hien a senger Performance ze iwwerhuelen, an dat an alle Beräicher vun Liewen. Dës Attitud féiert zu engem partielle Succès, deen awer zerbréichlech ass, well hei zu groussen Deel de Fonctionnement vun der Gesellschaft mat der Famill als Basis gestéiert gëtt. An Zukunft muss d'Chancéglaichheit téschent Mann a Fra aneschters gefouert ginn. Déi ganz Gesellschaft muss verstoen an akzeptéieren, dass d'Fra als Wiesen deeselwechte Wäert huet, an dat ass de sprangende Punkt, deeselwechte Wäert huet wéi de Mann.

Dës fundamental Wouerecht dierf am praktesche Liewen net méi ugezweifelt ginn. Männer a Frae mussen zesumme wéi gläich Partner liewen, a si mussen déi Diffe-

renzen, déi zwëschent hinne bestinn, akzeptéieren a respektéieren. Et gi phytesch, mental a sentimental Ennerscheeder. Et ginn Ennerscheeder an der Wahrnehmung, am Verhalten an an de Fäegkeeten. Gläichheit heescht op jiddede Fall net d'Noahme vun engem anere Geschlecht, mä Akzeptanz vun anere Geschlecht a senger Diversitéit. Et ass wéi zwou Hänn: Zwou Hänn, eng lénks an eng riets, déi kennen nëmme beienee passen, wa se komplementar sinn.

Onofhängeg vum Sexe ass awer de Fait, dass zwou Persounen, déi déiselwecht Aarbecht maachen, dach awer och deeselwechte Loun kréien. D'Frae kréie jo bekanntlech hei an Europa 16% manner Gehalt wéi d'Männer bei gläicher Aarbecht. Hei zu Lëtzebuerg läit de Verdingscht vun de Frae bei 82% par rapport zu de Männer.

Chancéglaichheit heescht awer och Akzeptanz a Respekt vun de spezifesche Flichten, déi engersäits der Fra an anersäits dem Mann operleien alleng vun Natur aus, dat heescht Maternitéit fir d'Fra a Paternitéit fir de Mann. Et muss een et de Frae kloer soen, dass se hirt Gléck net wäerte fannen, wa se de Mann a senger Aarbecht an a sengem Verhalten noahmen. Si mussen Frae bleiwen a sech och als Fra respektéieren a schätze loosse. Dann eréischt si se mat de Männer gläichgestallt. Et ass nëmme esou, dass d'Fraen zu voller Entfaltung kommen an zum allgemenge Wuel vun der Gesellschaft bäidroe wäerten.

Fir dat ze erreeche muss obligatoresch e Mentalitéitswiessel bei de Frae selwer entsto. Si mussen fir d'éischt sech selwer sinn. Si mussen sech selwer respektéieren. Eng Professorin muss eng Aarbechterin oder eng Hausfra mat aneren Ae kucken, net vun uewen erof. Dasselwecht gëllt vun ënnen erop.

Virdrun huet d'Madame Lydie Err mat der Madame Rapportrice gestriden. Ass dat eng Aart a Weis fir dobaussen e Signal ze ginn? Sot mer dat emol!

(Brouhaha général)

Ass dat doten e Beispill vu Chancéglaichheit, Chancéglaichheit, déi mer wëllen no baussen iwwermëttelen?

(Interruptions)

Si sollen ophale sech selwer ze bekämpfen a sech ze diskreditéieren. Si solle matenee schaffen a sech net bekämpfen. Hei muss de Stat eng Virreiderroll spillen, Madame Jacobs! Wa Gesetzer gemaach ginn, da mussen déi Gesetzer fir jiddfere gëllen an hei dierf keng Ausnahm toleréiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt erausfonnt, wat ech domadder wollt soen.

(Brouhaha général)

Här President, d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet e Gesetz stëmme gelooss an duerchgeboxt, wou mir als ADR kal erwëscht goufen, a mir eis haut, praktesch zwee Joer no dësem Gesetz, nach net vun deem Schock erholl hunn.

(Hilarité)

Den Här Jaerling, den Här Greisen, den Här Henckes, den Här Koepp, den Här Gibéryen, den Här Mehlen an ech, mir sinn esou enttäuscht, dass hei am Land d'Frae vun enger Fraeministesch benodelegt ginn, fir keen anert Wuert ze gebrauchen. Mir hat geduecht, dass d'Madame Jacobs sech fir all Fra géif asetzen. Fir déi räich a fir déi manner räich.

(Interruption)

Besonesch fir déi manner räich, fir déi, déi un der Aarmutsgrenz liewen. De Combel bei der ganzer Saach ass, dass d'Madame Minister hei op der Tribün den 19. Februar 2004 gesot huet: „Et gëtt kee Gesetz, wat méi gerecht ass wéi dëst Gesetz.“

(Interruptions)

Soll ech et nach eng Kéier widderhuelen?

D'Madame Marie-Josée Jacobs huet den 19. Februar 2004 gesot: „Et gëtt kee Gesetz, wat méi gerecht ass wéi dëst Gesetz.“ D'Madame Minister muss eis dat erklären.

Mir bestinn drop, dass si hei op d'Tribün kënn an eis erkläert, firwat eng Fra mat zwee Kanner 6.000 Frang Mammerent kritt, an hir Nopesch, déi och zwee Kanner huet, keng 6.000 Frang Mammerent kritt.

(Interruptions)

Här President, wann d'Madame Minister hei an der Chamber seet, dass keen anert Gesetz méi gerecht ass wéi d'Gesetz iwwert d'Mammerent, da kommen ech zur Konkusioun, dass mir vum ADR, den Här Aly Jaerling, den Här Fernand Greisen, den Här Jacques-Yves Henckes, den Här Jean-Pierre Koepp, den Här Gast Gibéryen, den Här Roby Mehlen an ech entweder rommeldomm sinn oder d'Madame Ministesch Marie-Josée Jacobs wunnt op engem anere Planéit a si schwätzt eng aner Sprooch.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Här President, mir hunn déi lescht Zäit ganz vill Problemer mat den CSV-Ministernen. Den Här Juncker wëllt jo d'Türkei integréieren. Den Här Frieden wëllt gären Hale baue fir d'Asylanten. Den Här Wolter seet, et géif keng Kriminalitéit ginn. Den Här Biltgen seet, d'Deputéierte géifen domm Froe stellen. Den Här Boden mécht Saachen, déi guer net an der Chamberkommisioun diskutéiert goufen. Mat der Madame Hennicot-Schoepges hu mir souwisou eis Problemer, an Dir,...

(Interruptions)

...Madame Marie-Josée Jacobs, Dir maacht eis hei e Gesetz, wou Der d'Fraen ongläich behandelt.

Här President, mir fuerderen d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs op, fir dëst Gesetz vun der Mammerent...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

...réckgäenge ze maachen an ze änneren, esou dass all Mamm hei am Land hire Forfait kritt, an dat aus verschiddene Grënn.

Éischerens, well d'Madame Marie-Josée Jacobs eng Fra ass, déi sech muss fir d'Fraen asetzen.

Zweetens, well d'Frae vun Natur aus scho manner Rent kréie wéi de Mann.

Drëttens, well d'Frae mat enger Mindestrent d'Sue batter néideg hunn an all Frang, dee se méi kréien, mécht hir Liewensqualität besser.

Véiertens, well dat e Signal vum Stat ass, dass en d'Kannererzëiung vun all Mamm unerkennt.

Mir bieden d'Mme Ministesch dëst Gesetz virum 13. Juni emzeänneren. Mir wäerten net lassloosse bis all Fra hir Mammerent kritt.

An der nächster Legislaturperiod, egal wien hei sëtzt vum ADR, wäerte mir wider drop pochen, dass jiddfer Fra hir Mammerent kritt. A wa mir an der Regierung sätzen, ech soen lech dat elo hei, dann ass dat dat éischt Gesetz wat mir änneren wäerten. Mir wäerten dat Gesetz do änneren, fir dass jiddfere seng Mammerent kritt.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ënnerbriecht dach de Riedner net an engem Stéck!

(Interruptions diverses)

M. Jean Colombera (ADR).- A mir ginn nach méi wäit. All Fra soll sech mat den Educatiounsjoren eege Pensiounsdreher opbauen, an dat wär an där Period vun der Gebuert u vum Kand bis zu enger Period vun zwielef Joer.

Här President, d'Madame Minister kann an d'Geschicht vum Lëtzeburger Land agoen, wann et hir geléngt, de Fraen hei am Land eng nei Identitéit ze ginn, wann et hir geléngt, sech géint klengkaréiert Wahlpropagandiste vun hirer Partei duerchzusetzen. D'Sympathie vum Vollek a vum ADR wäert si awer eréischt kréien, wa si sech fir all Fraesetz, déi räich an déi manner räich, wa si et fäerdeg bréngt fir d'Chancéglichheet net als Kampf géint d'Männer unzegesinn, mä als Forderung vu Mann a Fra an hirer Diversitéit.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Als nächst Riednerin ass d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg agedroen. D'Madame Reuter huet d'Wuert.

(Interruptions diverses)

■ **Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et fält mir och elo hei schwéier eng Ried ze schmässen, no all deem.

(Interruptions diverses et hilarité)

D'Luet läit héich, jo. Och mir Gréng fannen, dass dee Rapport eng gutt Bestandsopnam ass an dass en d'Basis ass fir d'Aarbecht weiderzeféieren, mä dass mer net ze friden si mat der Konklusion, déi aus deser Bestandsopnam ervirgeet. Et geet net duer, dass et do um Schluss heescht, dass d'Kommissioun hofft, dass d'Regierung weiderfirt fir d'Remarquen an d'Empfehlung vum der Kommissioun a Considération ze zéien. Dat ass eis vill ze vill brav a verharmlousend. Bei de villen Ongerechtegkeeten, déi bleiwen an énnert deenen esou vill Fraen ze leiden hunn, geet et net duer, dass een einfach op de gudden Wëlle vun enger Regierung hofft.

Wann ech dat esou soen, wëll ech richteg verstane ginn. Et ass scho vill an d'Weeër geleet ginn, zënter dass de Fraeministère besteet an et ass och scho vill geschitt. Mir Fraen zéien do bei villen Initiativen zesummen an engem Seel, am Grouse wéi am Klengen, vun der Schafung vum Posté fir d'Frae-beoptraagt, vun deene mer nach vill méi an all Eck mussen hunn, bis zu neie Stroossen, déi endlech Fraennimm kritt hunn. Ech géif och d'Gemengen emol opfuereeren e bëssen ze kucke wa se Stroossen aweien, do emol mat Fraennimm ze fueren. Dat wär eng ganz flott Iddi. Mir hunn zu Suessem eng ganz Cité ageweit mat Fraennimm. Et ass schön, dass och Männer agesi wat wierklech lass ass a mat op dese Wee ginn.

Mä et ass awer och kloer, dass e puer Erfolger net duerginn an dass op ville Plazen d'Politik vun der Chancéglichheet gebremst gëtt. Dofir dierf eis d'Loff net ausgoen. Et muss weidergoe bis all déi Ongerechtegkeeten aus der Welt geschafft sinn. Alles wat bis elo um Gebitt vun der Chancéglichheet erreecht gouf, gong net vum selwen. Et war d'Resultat vu ville kloer Fuerderungen a vu ganz vill Aktiounen, déi vun de Fraen an hiren Organisatiounen virbruecht goufen. Hätte mer ëmmer nëmme just gehofft an näischt ënerholl, da wär wéineg oder guer näischt geschitt. Esou ass et och elo. Et geet drëm kloer Aktiounen ze fuerderen an eng Prioritéitslëscht virzeleeen un där et sech ze orientéiere géllt.

Wann een eng Bestandsopnam mécht, an dat ass hei wéi gesot gëtt gemaach, da muss een och de Courage hunn, et net nëmme bei de Feststellungen ze loosse, mä op de Gebitter konkret Revendicationen ze stelle wou et einfach net virugeet, an dat sinn eng ganz Rei Gebitter, wou sech am Alldag weist et ass eben net genuch geschitt, a wou mer op der Plaz trëppelen. Dat ass virun allem

am soziale Beräich, an der Aarbechtswelt an an der Politik.

Et geet drëm, dass mer endlech e Pensiuonssystem kréien, deen all Fra en eegene Rentenusproch garantéiert, ganz onofhängeg vun hirem Familljestand, ganz onofhängeg ob a wéi laang se geschafft huet. Och wa scho munches anescht ginn ass, bleift fir d'Fraen am Alter eng batter finanziell Situation, an dat besonnesch no enger Scheedung, wa se nëmme kuerzzäiteg berufstäteg waren an dofir de Stot gemaach an d'Kanner groussgezunn hunn. Am Fall vun enger Scheedung misst d'Fra am Verhältnis zur Dauer zum Bestietnes déi gläich Renterechter hu wéi hire Mann.

Wierklech gerecht gëtt eis Rentensituatioun awer nëmme a wierklech ofgeschafft kréie mer déi Altersarmut vun de Fraen nëmme, wa mer endlech d'Individualiséierung vun de Renten spréch aféieren. Dat bréngt de Fraen am Endeffekt vill méi wéi d'Mammerent, déi am Fong déi wierklech Problemer verwëscht. Et geet net duer, dass iwwerall bemängelt gëtt, dass et nach ëmmer Beräicher gëtt wou d'Frae fir déi gläich Aarbecht manner Lohn wéi d'Männer kréien, ech mengen et ass schon oft gesot ginn de Mëtteg, et sinn och verschidden Zuelen hei gefall. Meng Zuele sinn och 28% manner Lohn, an dovunner si 16% novollzéibar an et bleiwen der awer nach ëmmer 12% wou een net weess wéi déi ze rechtfertige sinn.

Mir erkenne selbstverständlech déi wesentlech Verbesserungen un, déi stattfonnt hunn an déi de Fraen hëlfeeren, sech um Aarbechtsmaart besser ze integréieren. Och déi Verbesserunge koumen awer net vum Himmel gefall, mä sinn d'Resultat vun engem laangen Asaz vun der Fraebewegung, vu kuerz- a laangfristegen Initiativen a Strategien. D'Politik huet des Revendicationen endlech opgegraff, awer et bleiwen nach vill inakzeptabel Differenzen, zum Beispill, dass d'Frae nach ëmmer op de Verantwortungsposten daitlech ënnervertruede sinn.

D'Theorie an d'Praxis stinn do nach ëmmer wäit auserneen. Wann ee vill Frae generell aus hirer Benoedegung befreie wëllt, da brauche mer eng speziell Begleitung fir si bei der Wiel vum Beruf. Besonnesch fir net oder schlecht qualifizéiert Frae muss fraespezifesch Aus- a Weiderrbildungsprogrammer weidergefouert ginn. Mir hunn awer och e Potenzial vun héich qualifizéiert Fraen, déi vergeblich waarden op den Aarbechtsmaart ze kommen.

An dofir muss eng fraegerecht Aarbechtspolitik och déi familiär Aspekter mat abezéien. Et muss méi flexibel Aarbechtszäiten duerchgesat ginn, nei Aarbechtsmodeller sinn noutwendeg, an da muss virun allem nach méi a flächendeckend Structures d'accueil geschafe gi mat flexibelen Öffnungszäiten. Mir brauchen esou Strukturen an alle Gemengen an de Regiounen, an et wär och flott wann d'Betriber op dee Wee géife goe fir emol Strukturen unzebidden.

Elo nach en anere Problem, dat ass d'Reform vum Wahlgesetz, wou et verpasst ginn ass fir endlech paritétesch Wahlleschten um nationale an um kommunale Plang anzeféieren.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG).** - Mir Gréng, mir sti fir eis Paritéit, déi mer op eise Lëschten hunn. Mir haten och e Gesetzesprojet ageeicht, mä deen ass verworf ginn. Ech wëll lech e bëssen ziele wéi et och hei niewendrun an eisen Nopeschlänner ass. Interessant ass d'Beispill aus dem Ausland wat d'paritétesch Lëschten do bewierkt hunn. An Däitschland existéieren zwar keng gesetzlech Regelungen,

mä déi meescht Parteien hunn d'Quoteregelung ugeholl, sou dass si op 32,5% am Bundestag kommen.

■ **Une voix.** - Déi hunn och en anere Wahlsystem.

■ **Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG).** - Jo, mir kënnen eise Wahlsystem jo dann och an deem Sënn änneren. Ech soe just déi Beispiller. Ech mengen, mir hunn eise Wahlsystem guer net geännert, ech wollt just déi Beispiller hei virbréngen.

A Frankräich hu se ganz ënnerschiddlech Mesurë getraff. Bei de Municipalen, also de Gemengewahlen, an an de Stied iwwer 3.500 Awunner mussen paritétesch Lëschte presentéiert ginn. Resultat: De Prozentsaz vun de Conseillers municipales ass vun 21,7% 1995 op 33% 2001 eropgaangen. Mä, elo lauschtert, bei de Parlamentswahlen haten d'Fransousen awer leider just virgesinn, déi Paritéit finanziell ze strofen, déi keng paritétesch Lëschte virgeluecht hunn. A wat ass geschitt? Déi grouss Parteien hu léiwier des Strofen a Kaf geholl, wéi 50% op hir Lëschten ze huelle! D'Resultat: Nëmme 12,3% Frae setzen an der Assemblée nationale, ee vun deenen niddregste Chiffren a ganz Europa! An dofir huet Frankräich reagéiert a setzt fir den 13. Juli paritétesch Lëschten op der Europawahl duerch. Frankräich huet et elo fäerdeg bruecht, wat fir vill Leit bei eis nach ëmmer eng Utopie ass.

Ganz anescht ass et och bei eise belschen Noper gaangen. D'Belsch hunn den Droit fondamental à l'égalité des chances entre hommes et femmes an hir Constitutioun ageschriwwen an hu virun de Wahle vun 2003 hiert Gesetz nach eng Kéier reforméiert. Dat neit Gesetz huet verlaangt, dass d'Kandidatëlëschte paritétesch besat ginn an dass op deenen dräi éischte Plazen déi zwee Geschlechter mussen vertruede sinn. Als Konsequenz hunn d'Belsch fir d'éischte Kéier an hirer Chambre des Représentants vun 29 Fraen 1999 op 53 Fraen am Joer 2003, dat heescht 35,3%, eropkomm.

Am Senat si 15 Fraen direkt gewielt ginn, dat heescht 37,5%, an no dem Jeu des suppléances sinn 22 Fraen am Senat, wat ëmmer nach 31% ausmécht. Et wär also flott wa mir mat eisen 20% Fraen hei an der Chamber a mat 15,4% Fraen am Gemengerot dierfte vun eisen Noperen léieren an endlech konkret Moosnamen ergräifen, dat heescht paritétesch Besetzung vum de Lëschten, wat bis elo leider nëmme DÉI GRÉNG an déi Lénk duerchgesat hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och nach e lescht Wuert zum Gender. Et ass hei schon immens ugeklungen an et ass scho vill driwwer geschwat ginn, meng Gemeng ass och zitéiert ginn, an och Beetebuerg. Mir si frou, dass eise Fraeservice op dee Wee gaange war fir déi Workshopen do ze organiséieren, mä ech muss awer och leider soen, dass de politeschen Interesse vun eise Politiker ganz geréng war. Dat muss een och kloer an daitlech soen, an dat heescht, dass do muss Formatioun gemaach gi bei deene Leit. Et ass schued, mä ech mengen et kann ee sech nëmme nach verbessere.

Ech wollt och nach schwätze vun där flotter Broschür, déi d'Promotion féminine erausginn huet, a leider ass dat da wahrscheinlech och méi hannert zouenen Dieren bliwwen, dass dat net bis bei d'Regierung a bei d'Politiker komm ass.

Mä ech mengen do kann ee jo nach ëmmer en neie Wee aschloen, an da wäerte mer do och e bësse méi bei eise Politiker Änerunge fannen. Mir mussen e Maximum un Initiativen huelle fir endlech zu engem Mentalitéitswessel ze komme bei de Kanner an de Schoulen an an de Familljen.

Mä dat ass jo och schon alles hei ugeklungen, dass an der Éducation nationale, op der Uni Lëtzebuerg an zu Fenteng gutt geforscht gëtt, a mir hoffen, dass, wa se eis hire Rapport virleeen Enn Mäerz, mer nach eng Kéier eng flott Debatte hei iwwer d'Gender kréien. Ech géif mer déi wënschen. Emmer erëm gëtt gesot dat wär net lücht, dat bräicht Zäit an et wär alles net esou schlëmm. Mä ëmmer gi vill Problemer dramatesch verharmlous, a wann dann endlech eppes geschitt, gesäit een, dass de Problem nach vill méi grouss ass wéi een am Ufank geduecht huet.

Ech wollt do och op d'Gesetz vun der Violence domestique kommen, Gewalt am Stot, an ech wollt do just soen, dass bei deene Wechweisungen och 105 Kanner betraff waren an déi 105 Kanner sech dann och ëmmer d'Gewalt mussen virun Aen halen. Ganz sécher ass och gi wéi wichteg et ass, dass dëst Gesetz massiv begleet gëtt, wéi et schon zum Deel geschitt. Ech mengen d'Formatioun vun der Police, vum Magistrat, vum Personal, déi mat den Täter schaffen, well et geet sécher net duer nëmme de gewalttätege Mann aus dem Haus ze geheien, och no him muss gekuckt ginn an och hie brauch Hëllef fir en anere Wee ze fannen.

Da kann ee frou sinn, dass mer eis ONGen hunn, wéi zum Beispill de Planning familial, déi sech do immens investéiert hunn. Et ass ze hoffen, dass dee Projet, deen elo leeft mat där Täterhotline, net verschwennt, well et en europäesche Projet ass. Wa keng Sue méi do sinn, net dass en dann net méi gültig ass. Dat wär schued. Ech hoffen, dass mer do eng Lösung fannen, dass deen awer ka weidergefouert ginn. Och déi Täterhotline muss dobaussen nach méi bekannt gemaach ginn, an ech mengen do sinn déi Leit, déi um Terrain schaffen, gewillt dat och ze maachen, a mir mussen si do ënnerstëtzen.

Gläichzäiteg gëtt engem ëmmer méi bewosst, dass och déi betraffe Frae weiderhi mussen betreit ginn an en charge mussen geholl ginn, ausserhalb vum de Fraenhäuser. Dëst Beispill beweist - an et ginn der nach genuch -, dass een d'Problemer vun der Chancéglichheet net dierf erofspillen oder ënnerschätzen, mä dass ee se aktiv a praxisbezu muss ugoen. Mir Gréng wäerten net midd ginn de Fraen eis Stëmm ze ginn a mir wëssen och, dass parteienüwwergräifend ëmmer méi Leit d'Bedeutung vun der Fraepolitik net méi vernoléisseg. Dann dauert et vläicht net méi laang a mir kréien d'Chancéglichheet endlech an d'Constitutioun ageschriwwen.

Zum Schluss wollt ech och nach eng Kéier un déi Fraen erënneren, déi am mannste Stëmm dorëmmer hunn. Wéi steet et em déi sou genannten Artistes de cabaret? Wéi steet et em déi Motioun, déi am September 2000 hei ugeholl ginn ass, déi eng sozial Ofsécherung vun dese Fraen a gläichzäiteg eng Klärung vun hirem Berufsstatut, vun hiren Openthalts- an Aarbechtserlabnisser verlaangt?

Weider goufen och Schutzmoosname fir des Frae gefuert an och Mesurë fir de Mënschenhandel ze bekämpfen. De Problem ass mat dausende vu Fraen aus dem ehemolegen Ostblock, déi hei bei eis an de Westen erageschleist ginn, bestëmmt net besser ginn. Dës Motioun vum September 2000 ass nach ëmmer ënnerwee, an déi jeeweileg Kommissioun wäert eis jo dann iergendwann dat Resultat

matdeelen, wat do erauskomm ass.

De Justizminister huet en Aarbechtsgrupp agesat fir d'Situatioun ze präwien an och ze kucken ob Lëtzebuerg konform mat den internationale Regelen ass. Och do ass bis elo nach näischt erauskomm. Ech mengen d'Madame Err hat dat och virdrun ugesprach. Et bleift also nach vill ze maachen, an den 8. Mäerz behält och weider méi wéi jee seng Berechtigung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als nächst Riednerin ass d'Madame Frank agedroen. D'Madame Frank huet d'Wuert.

■ **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll der Rapportrice, der Madame Ferny Nicklaus, merci soe fir déi Aarbecht, déi si am Kader vun deser Debatte geleescht huet, an och fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport.

Um Niveau vun der Chancéglichheet téschent Mann a Fra ass an deene leschte Jore vill Aarbecht geleescht ginn, an et ass elo just gesot ginn, et bleift nach vill ze maachen. Haut de Mëtteg ass vill iwwer berufstäteg Fraen a Mammen, hir Situatioun um Aarbechtsmaart an an der Politik geschwat ginn. Ausserdeem ass gekuckt gi wéi een eng besser Vereenbarkeet téschent Beruffs- a Familljeliewen erreche kann. An all desen Diskussiounen ass awer ee Grupp vu Frae bal net ernimmt ginn, deen anere spezifesche Problemer ausgesat ass wéi zum Beispill der Conciliatioun téschent Beruffs- a Familljeliewen. Ech denken hei ganz besonnesch un déi net berufstäteg Fraen a Mammen, nämlech un d'Hausfraen am Allgemengen.

Dofir wollt ech a menger Interventioun e bëssen hir Situatioun an eiser Gesellschaft bellichten. Aus deem Bericht vum europäesche Parlament iwwer d'Vereenbarkeet vu Beruffs-, Familljen- a Privatliwien ass ervirgaangen, dass an der Europäescher Unioun eng vu sechs Fraen téschent 25 a 54 Joer net berufstäteg ass. Dës Situatioun ass och hei zu Lëtzebuerg net vill anescht an huet verschidde Grënn. Vill Hausfraen hei am Land sinn aus lwwerzeegung Hausfraen. Ech sinn der Meinung, dass jiddfer Fra, wann d'Situatioun et erlaabt, fräi ass a selwer entscheede soll wéi eng Liewensrichtung - ob Famill oder/a Beruff - si aschloe wëllt. Jiddferee soll d'Méiglechkeet kréien, säin eegene Choix ze treffen. Och eng Fra, déi am Haushalt schafft, huet d'Recht respektéiert ze ginn an Unerkennung ze kréien.

Esou vun den Avantage doheem ze bleiwen ass, dass si méi Zäit a Gedold huet fir sech em d'Erzéiung vun hire Kanner ze këmmere. Och ass gewosst, dass d'Aarbecht vun den Hausfraen dem Stat eng selwech Investitiounen a ville Beräicher erspuert. Ech denken do besonnesch un déi vill Crècheplazen, déi nach misste geschafe ginn, wann eis Mammen all géife schaffe goen, an dat wou zurzäit jo nach vill Plaze fir Kanner a Crèchen a Structures d'accueil feelen.

Leider ass et an eiser Gesellschaft nach ëmmer esou, dass d'Hausfraenarbecht net gesetzlech anerkannt ass. Déi am Stot geleeschten Aarbechte ginn nach ëmmer als selbstverständlech ugesinn, an et kënn oft vir, dass d'Hausfrae vun hirem Émfeld belächelt gi wa se „nëmme doheem schaffen“ a sech „nëmme em d'Erzéiung vun hire Kanner këmmere“. Énnert deser gesellschaftlecher Geréngschätzung leide vill vun eisen Hausfraen. Dëst gëtt virun allem vun de Fraen als Zeeche vu sozialer Ongerechtegkeet an als eng Form vun Diskriminéierung ugesinn.

Wann awer elo eng Fra als Affekotin, Dokter, Infirmière léieren oder als Sekretärin schaffe geet, da gëtt se vun der Gesellschaft respektéiert. Firwat fënnt eng Fra haut oft kee Respekt, wa se kee Beruff huet oder fir eng Zäit ophält mat Schaffe fir sech ëm d'Erzëiung vun de Kanner ze këmmere? Nach ëmmer ass et esou, datt déi geleschten Aarbecht onbezuelt ass an deementsprechend anscheinend och wéineg wäert ass. Ech sinn awer der Meenung, onbezuelt aktiv ass net inaktiv.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Och wann et schwéier ass dës Aarbecht a Geld ze moossen ass festgestallt ginn, datt d'Frae weltwäit op éischter Plaz am Verdéngscht géinge leien, wann d'Familjenaarbecht géif matgerechert ginn. Dofir soll déi am Familjekrees geleschten Aarbecht net länger duerch d'Kennzeechen „sans état“ oder „néant“ ofgewäert ginn, mä richteg erfaasst an och gesellschaftlech unerkannt ginn.

Et ass deemno e gesellschaftspolitescht Thema wou gekuckt muss ginn, wéi een an Zukunft der Hausfra hir Aarbecht valoriséiert an op wéi eng Aart a Weis een eng gréisser Anerkennung vun dese Fraen an der Gesellschaft erreche kann. Nieft der gesellschaftlecher Diskriminierung vun net berufstätige Fraen, sinn déi sou genannten haaptberufflech Fraen oft sozialem Risiko ausgesat. Si verfüge gréisstendeels nëmmen iwwer ofgeleete finanziell Ressourcen an enger sozialer Sécherheet, déi un d'Existenz vun engem gutt fonctionnéierendem Bestietnis gebonne sinn.

D'Ongewëssheet virun der Zukunft ass grouss wann een no 10, 20 oder 30 Joer gescheet gëtt. D'Zuele vun Statec aus de Joren 2002 soen, dass méi wéi 50% vun alle Bestietnisser fréier oder spéider gescheet ginn. Déi Leidtragend si meeschtens d'Hausfraen, déi sech no enger Scheedung oft am sozialen a finanzielle Misär erëmfinden; an do fänken eigentlech d'Problemer eréischt un. Keng sozial Struktur schützen si, vill vun dese Frae sinn net sozial ofgesécher, hunn och keen eegent Akommes, respektiv keng eege Rent.

Elo kann een natierlech soen, dass se da muss schaffe goen. Et gëtt awer haut nach vill Fraen, déi guer kee Beruff hunn an dofir ass et vill méi schwéier eng Aarbecht ze fannen. Et ass wichteg, datt mer d'Meedercher an d'Frae motivéiere fir e Beruff ze léieren, deen hinnen et erlaabt sech sozial ze versécheren an hir eege Rent opzebauen oder ze verbesseren, wa si während enger Zäit opgehale hu mat schaffen. Mir sollen hinnen awer och d'Méiglechkeet ginn eng Formation matzemaachen, wa se erëm wëlle schaffe goen.

Wéi Der jo awer alleguerten heibanne wësst, ass et ganz schwieereg, jo bal onméiglech, wann eeler Fraen erëm wëlle schaffe goen, fir eng Plaz ze fannen. En Entrepreneur stellt léiwer jonk Leit an, wéi eeler Fraen, déi esou vill méi kaschten an dofir anscheinend net rentabel sinn.

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Dat ass awer net ëmmer de Fall.

■ **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Et ass awer ganz oft de Fall.

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Et gëtt Entrepreneur, déi frou si fir Fraen anzustellen, déi d'Kannererzëiungsphas hannert sech hunn.

(Interruptions)

■ **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Jo, gutt, ech mengen, et gëtt där enger an et gëtt där aner. Do si mer eis eens, Här Mehlen.

Dës Emstänn maachen et ville Fraen onméiglech de Wee an d'Beruffsliewen zréckzefannen a fir hi-

ren eegenen Ennerhalt opzekommen. Enk verbonne mat de beruflechen a finanzielle Problemer ass och de Problem vun der Wunneng. Wou ginn déi Fraen am Fall vun enger Scheedung wunnen? Vill kënnen sech jo keng Wunneng leeschten, well se wéineg oder bal keen Akommes hunn. Déi Saach gëtt ëmsou méi schlëmm, wann och nach Kanner musse versuergt ginn.

Et kommen dacks nach Faktore psychologescher Natur bäi, déi déi prekär Situatioun vun de Fraen nach verschlëmmen. Isolatioun, Depressioun a Resignatioun si Gefiller, déi den Alldag vun enger Fra an esou enger Situatioun begleeten. Do fänkt fir vill Fraen den Däiwelskrees un. En Däiwelskrees, dee schwéier ze iwwerwannen ass.

Wat kann een a solch konkrete Fäll maachen? Se einfach ignoréieren? Nee, dat denken ech net, well wa jiddferree soll an der Gesellschaft zielen, dann zielen och d'Hausfraen an Nout. Et muss dach méiglech sinn hei eng gerecht a würdeg Léisung ze fannen. Firwat kënnen Sozialbeitrëg vu berufstätige Liebenspartner net einfach gedeelt ginn an am Fall vun enger Scheedung der Fra oder dem Mann doheem ugerechert ginn? Eis Partei denkt doriwier an och iwwert de Statut no fir Dagesmamma respektiv -pappen ze schafen, deen de Persounen erlaabt ze kotiséieren an eng eege Rent opzebauen. Och d'Iddi vun enger Pension divorce ass net verwerflech. Ech mengen, d'Politik ass gefuergert fir no enger équitabler Léisung ze sichen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wichteg ass, dass mer verënnere, dass an Zukunft déi Fraen, déi doheem am Stot schaffen, als réckstänneg agestuft ginn an um gesellschaftlechen Niveau hir Aarbecht net unerkannt kréien.

■ **Une voix.** - Dat ass richteg.

■ **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - D'Individualiséierung vun de Renterechter, fir sozial Problemer vun de Fraen ze vermeiden, ass eng schrittweis, verlässlech, intelligent a gerecht Evolutioun, déi un d'Vergaangenheet uknëppt an eis duerch positiv Innovatioun, duerch d'Géigewaart an an d'Zukunft féiert.

Ech soen lech merci fir d'No-lauchteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

(Interruptions diverses)

■ **M. le Président.** - Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. D'Madame Mutsch huet d'Wuert.

(Brouhaha général)

■ **Une voix.** - Wéi ass et mat der Riedezäit?

■ **M. le Président.** - D'LSAP huet nach Riedezäit zegutt.

■ **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Här Chamberpresident, Dir Dammen an Dir Hären, de Ministère de la Promotion féminine, d'Chamberkommissioun fir d'Chancéglaichheet, d'Debatt, déi mer all Joer kënnen zum internationale Fraendag féieren, datt ass eng grouss Chance, well dat huet net all Land.

Mir soen dann all Joers - wa mer probéieren déi dote grouss Chance ze notzen -, et ass jo vill geschitt, mir hu schonn eppes erreicht. Méi awer fir eis elo selwer ze rassuréieren. Mir hu scho wichteg Problemer ugepaakt - an dat ass och ganz positiv - an nennen da beispillsweis d'Gewalt géint d'Fraen oder d'Pilotprojeten an eise Schoulen.

Wat mer awer hei am Haus am allerofftesten héieren, dat ass, dass mer esou lues a lues géingen ufänken e Mentalitéitswiessel ze kréien. Mengt Dir wierklech et wär opgrond vun engem Mentalitéitswiessel, dass mer haut d'Fraewahlrecht, d'Ausländerwahlrecht hätten

oder dass mer opgrond vun engem Mentalitéitswiessel de Respekt virun eiser Émwelt kënnen akloen oder d'Ofschafung vun der Aarbechtslosegkeet oder mënschewierdege Wunnraum schafen. Dat kënn net opgrond vun engem Mentalitéitswiessel. Déi fundamental gesellschaftlech Erausforderungen - dat ass eis Iwwerzeugung - léise sech net vun eleng, och wann e Mentalitéitswiessel do ass; wa mer da mol dovunner ausginn, dass en do wier.

Eiser Meenung no geet dat nëmme wann een - an dat ass och hei scho gesot ginn - e konkreten Aktionsprogramm mat enger oder mat e puer Zilsetzungen huet, mat engem Échéancier an d'Definitioun vun engem Ministère tutelle. Dat brauch à la rigueur net de Fraeministère ze sinn, wéi mer et héieren hu vu Vertrieeder vu skandinavische Länner, déi bei eis an d'Kommissioun komm sinn, et kann à la rigueur och en anere Ministère sinn, et brauch emol à la rigueur net de Ministère pour la Promotion féminine ze sinn, mä et muss e Ministère tutelle ginn, dee vernetzt a fächeriwwergräifend d'Emsetzung vun deem doten Aktionsprogramm op legislativem Plang am Verbond mat alle Ministären an Ugrëff hält, fir bis zu engem bestëmmten Échéancier eng bestëmmten Unzuel u Versuerungsinfrastrukturen op der Plaz ze hunn, fir den Ofbau vun de Loungerechtegkeete bis zu engem bestëmmten Datum erofgesat ze hunn, fir bis zu engem bestëmmten Datum d'Representatioun vun de Fraen a politeschen Décisionsgremien erbäigefuergert ze hunn; wéinst menger och an Etappen.

Bei all Respekt virun der Institution Fraeministère, bei all Respekt fir eis Ministesch an hir Mataarbechterinnen, déi et eescht mengen an déi de Maximum an hirem Aktionsfeld maachen an trotzdem eleng do stinn, mir géingen hei d'Behauptung opstellen, dass et à la rigueur egal ass, ob de Mentalitéitswiessel scho wäit genuch fortgeschritt ass. Et ass eigentlech egal, well de politesche Wëllen eleng géing duergoen.

Well am Fong geet eng Regierungsequipe duer, fir un der Substanz Verännerungen ervirzebréngen, eng dose vu Leit oder à la rigueur esouguer een eleng, deen un der Spëtzt vun där Regierung steet. Soss geet et weider wéi all Joer - an d'Madame Reuter huet et hei gesot -, dann ziele mer all eis Statistiken op: 12 Deputéierte vu 60, 9% Fraen als Buergermeeschter, 28% Niveaushwankunge bei der Lounongläichheet, an esou weider an esou weider, an eis Meedercher gi weider Coiffeusen an eis Jonge spille weider Chef. D'Wahlterminer gi verpasst, gesetzlech Méiglechkeete wéi d'Wahlgesetz ginn net genotzt, an d'Fraendebatte bleiwe Bestandsopnamen a Wonschdenken. An d'Associatiounen beméie sech hir Virschléi op den Dësch ze leeën, mä si ginn net mat op de Wee geholl.

De Ministère begleet d'politesch Grondausso, dass e Mentalitéitswiessel iergendwéini trotzdem wäert zur Asiicht féieren, dass et besser gëtt, an et soll ee jo och näischt forcieren.

Mir maachen eigentlech haut de Bilan vum Bilan, wéi mer et all Joer maachen, dee mir all Joer als Chamber op dat reduziere wat et ass, nämlech eng Bestandsopnam an de Bilan, a mir kommen deem, wat ëmmerhi 75% vun de Lëtzebuerger fest wëllen, nämlech eng Paritéit um politeschen a gesellschaftleche Plang, mir bleiwen deem Gesamtzil ganz wäit ewech. Et bleift Zukunftsmusek an des Legislativperiode huet eigentlech fundamental näischt un deser Situatioun geännert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech mer erlaben hei an dës Debatt anzegräifen, dann huet dat am Fong dräi Ursachen.

1. Wëll ech emol kloer hei mäi Protest virbréngen, wéi déi Debatten iwwert dëst fir d'Zesummeliwe wichteg Thema an der Kommissioun gefuergert gi sinn.

2. Well dee Rapport, deen hei virbruecht ginn ass, net komplett ass, well en net all Facett vum Problem iwwert d'Chancéglaichheet becéiert, an zudeem och keng grondleeënd Orientéierung virweist, mä nëmmen eng Bestandsopnam fir mech ass vun deem Bestehenden, an dat vun deem wat bis elo gelaf ass. An dofir huet den ADR och zu Recht deem Rapport an der Kommissioun net zougestëmmt.

3. Dat ass dee wichtegste Punkt, wëll ech awer hei iwwer e wichteg Gesetz schwätzen, dat am Zesammenhank mat der Chancéglaichheet op der Aarbechtsplaz eng eminent Bedeitung huet.

Här President, wann ech hei mäi Protest aleen iwwert d'Aart a Weis wéi d'Debatten an där zoustänneger Kommissioun gefuergert gi sinn, esou ass dat well wichteg Themen, déi mat der Chancéglaichheet zesammenhängen, einfach net zur Diskussioun zougelooos gi sinn. Zum Beispill d'Gesetz vum 7. am Heemount 1998 wat d'Delegéierte fir d'Chancéglaichheet an de Betriber agefuergert huet.

D'Madame Err huet gesot, dass vun 1996 un dräi wichteg Gesetze hei am Zesammenhank mat der Chancéglaichheet gestëmmt gi sinn. Madame Err, et waren der véier, an dat wichtegst fir mech war eben dat vun der Chancéglaichheet, an et ass och dofir kee Wonner, dass Dir lech net drun erënnert hutt, well an där zoustänneger Kommissioun duerno ni méi driwwer geschwat ginn ass.

Och wann elo am Rapport dëst Gesetz kuerz ernimmt gëtt, ass awer an der Kommissioun net am Fong driwwer diskutéiert ginn. Ech kommen op d'Wichtigkeet vun deem Gesetz am Zesammenhank mat der Chancéglaichheet nach eng Kéier zréck.

Des Weideren ass de Rapport, deen hei virbruecht ginn ass, net komplett, well e keng Orientéierung opweist, wéi dat soll geschéien, a wéi dat hätt eigentlech misse sinn. Dofir ass dat heite fir mech am Fong keng Orientéierungsdebatt, mä ganz einfach eng Bestandsopnam a just en Alibigeste vun der Majoritéit, fir eppes fir den Dag vun der Fra Opweises ze hunn, a ech ginn och de Verdacht net lass, dass dat mam Hannergedanke geschitt, fir op deem Wee Stëmme vun de Frae bei den ustehende Wahlen ze fänken.

Här President, haauptsächlech awer soll meng Interventioen hei dëngen, fir d'Wichtigkeet vun den Delegéierten iwwert d'Chancéglaichheet an de Betriber ervirzehiewen. E Gesetz, wou mir als ADR - mä Frënd Gast Gibéryen war deemools eise Spriecher - schonn deemools d'Schwieregkeeten erkannt hate fir esou eng Neierung an d'Praxis emzesetzen. Mir hunn dëst Gesetz méi als e psychologesche wéi e praktesche Fortschritt an der Saach ugesinn. A mir hunn alt erëm eng Kéier Recht behalen, wa mer d'Entwécklung an der Praxis analyséieren, well mer festgestallt hunn, dass d'Emsetzen an der Praxis nach net esou evident ass, hate mer et als ADR och fir wichteg emfonnt dëst Gesetz nach emol déif gräifend zur Diskussioun ze stellen.

De 4. am Wantermount 2003 hat ech d'Éier mä Frënd Jean Colom-

bera an der zoustänneger Kommissioun ze ersetzen, a mir hunn och do dat Thema vun den Delegéierte fir d'Chancéglaichheet an de Betriber ervirbruecht. Deemoools, also viru véier Méint, ass festgehal ginn, dass mer zu dësem Thema sollten och d'Gewerkschafte ruffen, fir gewuer ze ginn, wéi sech dës Gesetznitiative an der Praxis entwéckelt a wat een eventuell nach kënn maachen, fir dass d'Chancéglaichheet an de Betriber eppes Selbstverständlech gëtt, wéi dat och soll sinn.

Duerno ass zu deem Thema näischt méi geschitt, esou dass ech dëst Thema nach eng Kéier an der zoustänneger Kommissioun ervirbruecht hunn, mä well d'Madame Presidentin vun der Kommissioun mech einfach net zu Wuert komme gelooss huet, well si keng Zäit hat an huet misse fort, huet si d'Setzung einfach opgehewen.

Duerno hu mir als ADR eng schriftlech Demande un d'Kommissioun gericht, fir iwwert dat Thema nach emol ze schwätzen, an och d'Gewerkschaften zu Wuert kommen ze loossen. Dat war de 27. am Spierkel 2004. Dëst ass awer einfach vun der CSV-DP-Majoritéit, a besonnesch vun der Presidentin vun der Kommissioun, einfach ignoréiert ginn, esou dass mer haut hei virun engem onvollstännege Rapport stinn, deen eent vun deene wichtegsten Elementer iwwert d'Chancéglaichheet ignoréiert, nämlech d'Emsetze vun de Mesuren an d'Praxis an de Betriber. An dorunner ännert och näischt, dass am Rapport d'Delegéierte vun der Chancéglaichheet kuerz ernimmt ginn.

Här President, fir d'Wichtigkeet vun den Delegéierte fir d'Chancéglaichheet nach eng Kéier ze ënnermauern, wëll ech dofir hei nach emol un dat Gesetz erënnere. De 7. am Heemount 1998 huet d'Chamber dëst Gesetz gestëmmt, wat all Personaldelegatioun dozou verpflichtet och en Delegéierte fir d'Chancéglaichheet ze designéieren. Dozou ass awer ze bemerken, dass dës Dispositioun nëmme fir de Privatsecteur géilt, well am öffentleche Secteur nëmmen Delegéierte fir d'Chancéglaichheet an deenen Administratiounen agesat ginn, wou keng Personaldelegatioun besteet. Do stellt sech fir mech nodréiglech dann awer d'Fro, wéi esou dass dat net och am Privatsecteur esou gehandhaabt ginn ass. Dann hätt een nämlech och an de Betriber bis zu 15 Leit, wou ganz oft zwëschemenschlech Problemer bestinn, och eng Vertriidung fir d'Salariéen agefuergert.

No den Informatiounen vun der Gewerbeinspektioun gëtt et no de leschte Sozialwahlen ëm déi 2.000 Delegéiert fir Chancéglaichheet an deene jeeweilige Betriber. Opgrond vun engem groussherzogleche Reglement ginn d'Betriber opgefuerdert, der ITM, der Gewerbeinspektioun, innerhalb 15 Deeg no der Nominatioun, d'Nimm vun den Delegéierte fir Chancéglaichheet matzedeelen, wat déi meescht och maachen, awer leider nach net all.

D'Gewerbeinspektioun huet ëm déi 2.000 Personaldelegatioun gemellt kritt, a geet vun där Zuel aus, well d'Gesetz vum 7. am Heemount 1998 iwwert d'Chancéglaichheitsdelegéierten dat esou virschreift, dass et deemno och 2.000 Delegéierte fir d'Chancéglaichheet misst ginn.

Et wier deemno eminent wichteg, dass all Betriber der ITM seng Delegéierte fir d'Chancéglaichheet matdeelt, an och emol ze analyséieren, wat fir eng Betriber, dass dat nach net gemaach hunn, esou wéi et och eminent wichteg wier bei der Reform vun der ITM e Service Égalité des chances ze kreieren, verbonne mat engem Service psychologique.

Et ass einfach net zomuttbar, dass bei der ITM just eng Persoun sech ëm d'Betreiung vun de Personaldelegatiounen a mat all deem

wat domat zesammenhängt këmmert. Dofir wëll ech an deem Sënn eng Motioun hei deponéieren, fir bei der Reform vun der ITM e Service Egalité des chances mat deem dozou gehéierende qualifizéierte Personal anzeféieren.

Motion 4

D'Vollektivvertriederkummer,

- *sech baséierend op den Artikel 11bis 2 f) vum Gesetz vum 7. am Heemount 1998 iwwert d'Aféiere vun Delegéierte fir Chancëgläichheet, dee festleet, datt d'Delegéiert fir Chancëgläichheet d'Gewerbeinspektioun mat engem Sträifall, dee se net am Betrib geléist kréien, kënne saiséieren;*

- *stellt fest, datt et an der Gewerbeinspektioun kee Service gëtt, dee sech spezifesch ëm Problemer am Zesammenhang mat der Chancëgläichheet këmmert;*

fuerdert d'Regierung op

- *bei der bevirstoender Reform vun der Gewerbeinspektioun e Service fir Chancëgläichheet anzeféieren, mat deem heifir noutwendegem aarbechtsrechtlech, ökonomesch, juristes, sozial a psychologesch qualifizéierte Personal.*

(s.) Aly Jaerling, Jean Colomera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf.

Här President, d'Delegéierte fir Chancëgläichheet, meeschtens sinn et delegéiert Fraen, hunn zur Missioun d'Gläichheet vun de Gehälter a Léin tëschent Mann a Fra ze garantéieren, mä net nëmmen dat, an hiert Urecht op Formatioun a Promotioun ze förderen, an och hir Aarbechtsbedéngungen ze verbesseren.

Dës Delegéierten hu folgend Missiounen, eleng oder an der Zesammenaarbecht mat der Personaldelegatioun Avisen ofzeginn a Propositionen auszuschaffen a folgendem Zesammenhang.

Dem Employeur Propositionen ze maachen, fir d'Personal a Richtung Chancëgläichheet a Respect mutuel ze sensibiliséieren. Dem Employeur all Reklamatiounen, siefen se individueller oder kollektiver Natur, zoukommen ze looschen am Zesammenhang mat der Chancëgläichheet. Preventiv ze wierken oder schlichtend anzegräifen, siefen se kollektiver oder individueller Natur, tëschent dem Employeur an dem Salaré am Zesammenhang mat der Chancëgläichheet. Sech un d'Gewerbeinspektioun ze wenden, wann en Dossier net kann am Gudden traitéiert ginn. Eng ITM, déi awer, wéi scho bemierkt, net dat néidegt Personal huet, fir dës Missioun kënnen optimal ze erfëllen.

D'Delegéiert mussen Personalconsultatiounen an engem separate Lokal a voller Vertraulichkeet während der Aarbechtszäit oder derno kënnen ubidden. Se mussen hire préalablen Avis ginn, fir iwwer all Création de poste wat d'Deelzäit-aarbecht ubelaangt.

Den Employeur muss den Delegéierten déi néideg Fräizäit garantéieren, fir kënnen ouni Lounausfall u Formatiounscoursen deelzehuelen. Dës Coursë betreffen laut dem Gesetz eng ökonomesch, juristes, sozial a psychologesch Ausbildung am Zesammenhang mat der Funktioun. Si sinn deem zur Follg vun eminenter Wichtigkeet. Leider gëtt et awer fir dës Coursen nëmmen zwee hallef Deeg pro Joer bezuelte Fräizäit. Dat geet absolut net duer, fir eng optimal Formatioun vun den Delegéierte fir hir Aufgab ze garantéieren.

Während de Joren 2001-2003 hunn nëmmen 203 Delegéierte fir Chancëgläichheet u Formatiounscoursen deelgeholl, dat heescht 1.800 sinn iwwerhaupt nach net forméiert an op hir Missioun virbereet.

Et ass dofir wichtig, dass analyséiert gëtt, wéi sou dass déi keng Formatioun matmaachen, wou fir mech kloer ass, dass déi Forma-

tioun eigentlech misst obligatoresch si wéinst där delikater Missioun, déi déi Leit hunn.

Här President, déi Aufgaben, déi ech elo hei opgezielt hunn am Zesammenhang mat der Aarbecht vun den Delegéierte fir Chancëgläichheet, bewisen d'Wichtigkeet vun hirem Mandat. Si sinn et, déi dat, wat de Législateur am Interesse vun der Chancëgläichheet agefouert huet, an d'Praxis mussen ëmsetzen, an dofir brauche si eng adequat Formatioun. Dës Formatioun muss zumindest där vun de Personaldelegéierten ugepasst sinn, dat heescht fënnf Deeg pro Joer, egal wéi vill Leit am Betrib schaffen.

D'Formatioun misst menger Usicht no och obligatoresch sinn, an dofir wëll ech an deem Zesammenhang eng Motioun deponéieren, fir d'Formatiounszäit vun dem Délégué à l'égalité des chances der Formatiounszäit vun de Personaldelegéierten unzepassen, well den Delegéierte fir Chancëgläichheet dierf kee Poste de complaisance gi fir gutt Gewerkschaftsmilitanten. Dat ass e Poste, deen eng grouss Verantwortung beinhalt a grouss Uspréich un déi Persoun stellt, déi dee Poste anhëlt, an dofir muss deem esou eng Missioun unhëlt, och vun Ufank un hand un eng geziilt Formatioun kloergemaach ginn, wat fir eng Verantwortung en ze droe kritt.

Motion 5

D'Vollektivvertriederkummer,

- *der wichtiger Missioun bewosst, déi d'Delegéiert fir Chancëgläichheet an de Betriber erfëllen, fir Chancëgläichheet och an der Praxis ze garantéieren;*

- *stellt fest, datt d'Gewerbeinspektioun d'Zuel vun den Delegéierte fir Chancëgläichheet an de Betriber op 2.000 schätzt, datt awer vum Joer 1998 un nëmmen 203 vun dësen Delegéierten och déi Formatioun matgemaach hunn, déi am Gesetz vum 7. am Heemount 1998 am Artikel 11bis 5 virgesinn ass;*

- *ass der Meenung, datt déi zwee hallwer Deeg pro Joer, déi fir déi virzitéiert Formatiounszäit virgesi sinn, net duerginn, fir eng optimal Formatioun op juristeschem, ökonomeschem, sozialem a psychologeschem Plang kënnen ze kréien;*

- *ass iwwerzeegt, datt eng Formatiounszäit vu mindestens fënnf Deeg pro Joer wéi bei de Personaldelegéierten ubruecht wier, fir dës Formatiounsbedarf kënnen ze decken;*

fuerdert d'Regierung op

- *de Punkt 5 vum Artikel 11bis vum Gesetz vum 7. am Heemount 1998 iwwert d'Delegéiert fir Chancëgläichheet esou ze reforméieren, datt de betreffenden Delegéierten eng bezuelte Formatiounszäit vu fënnf Deeg zousteet, esou wéi dat bei de Personaldelegéierte gehandhaabt gëtt.*

(s.) Aly Jaerling, Jean Colomera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf.

Här President, fir mech ass d'Mandat vun Delegéierte fir Chancëgläichheet awer net nëmmen eng Missioun fir Gläichheet tëschent Mann a Fra an de Betriber. Mir hunn an de Betriber och behënnert Leit, déi eng spezifesch Integratioun néideg hunn an dem praktesch kee sech këmmert. Et misst also net nëmme gekuckt ginn, ob e Betrib d'Gläichheet tëschent Fraen a Männer respektéiert, mä och ob dee gesetzlech verlangten Undeel u Behënnerten an deem Betrib ass. Dofir misst bei all Création de poste vum Delegéierte fir Chancëgläichheet gekuckt ginn, ob deen net och kéint vun engem Behënnerten, sief et Mann oder Fra, besat ginn.

Dann ass et och esou, dass an eise Betriber eng Vielfalt vun Natiounen zesummeschaffe mussen, wat och zu xenophobeschen oder rassistesche Konflikter ka féieren. An hei kënn et d'Missioun vum Dele-

géierte fir Chancëgläichheet sinn, fir och eventuell an deem Beräich ze schlichten oder Propositionen ze maachen, wéi een eventuell Problemer an där Hisicht kéint léisen, ouni dass deem engen oder deem aneren eng Entloossung oder eng Plainte an d'Haus steet.

Här President, den ADR ass sech der Wichtigkeet vun dëser Debatt voll bewosst. Dofir versiche mir dës Problematik esou objektiv wéi méiglech unzegoen, ouni dem Drock vun där enger oder anerer Lobby nozeginn. Wa mir wierklech wëllen am Interesse vun der Fraerker, da muss mer mat klenger Schrëtt virgoen, fir e wierkleche Mentalitéitswiessel anzeleeden. All extrem Mesuren, ganz egal wéi gutt, dass se gemengt sinn, kënnen sech och kontraproduktiv fir d'Fraen auswierken, besonnesch um Aarbechtsmaart.

De Wëlle fir effektiv Gläichheet ze schafen, net nëmmen tëschent de Geschlechter mä fir all d'Bierger an eiser Gesellschaft, muss am Kapp ugoen a kann net nëmmen duerch gesetzlech oder reglementéiert Contraintë forcéiert ginn. Fir awer dat an d'Praxis ëmzesetzen, wat am Kapp soll ugoen, mussen déi Instrumenter, déi mir eis ginn hunn, och funktionsfäeg sinn, an déi Persounen, déi sech ëm d'Chancëgläichheet këmmere, mussen déi Formatioun kréien, déi am Gesetz vum 7. am Heemount 1998 integréiert ass. Et dierf net sinn, dass d'Delegéiert, déi déi tëschemenschlech Bezéiungen a Problemer léise sollen, ouni Formatioun op d'Leit lassgelooss ginn.

Här President, dat gesot, wëll ech de Wonsch hei ausdrécken, dass déi zoustänneg Kommissioun d'Gesetz vum 7. am Broochmount 1998 iwwert d'Delegéiert fir Chancëgläichheet enger déif gräifender Analys ënnerzitt, fir praxisorientéiert ze reforméieren, besonnesch awer fir dofir ze suergen, dass den Delegéierte fir Chancëgläichheet déi Formatioun zoukënn unhand vun där se capabel sinn hirer Missioun effektiv gerecht ze ginn, well nëmmen duerch eng adequat Formatioun si se hirer Saach och wierklech gewuess.

Ofschlëssend wëll ech dann nach eng Bemierkung dozou maachen, dass wann hei verschiddelech gesot ginn ass, dass d'Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra sollt an d'Verfassung kommen, ech einfach der Meenung sinn, wann den Artikel 10bis vun eiser Verfassung seet, d'Bierger si virum Gesetz all gläich, dass dat en absoluten Artikel ass, dee Gläichheet fir jiddfree schaaft, net nëmme fir Mann a Fra, mä och fir Behënnerten a fir Leit vun allen Natiounen, a mir net onbedingt nach mussen en extraen Artikel bei deen absoluten Artikel 10bis an d'Verfassung setzen, fir dass Gläichheet tëschent Mann a Fra garantéiert ass.

Virum Gesetz ass all Bierger gläich, a wann hei virum dësem Gesetzgeber net all Bierger gläich ass, da kann eis Verfassung net dofir a mir änneren och näischt, wa mir eis Verfassung do änneren.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - D'Berichtersterterin, d'Madame Nicklaus-Faber, huet d'Wuert gefrot.

■ **Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir als Rapportrice an als Presidentin vun der Commission Egalité des chances e puer Kloststellungen ze maachen.

Dat Gesetz iwwert den Délégué à l'égalité, dat dem Här Jaerling jo esou vill Suerge mécht, do war ech selwer Rapportrice, an dat geet bekanntlech op 1998 zrëck. Dat ass scho relativ laang. Mir haten ef-

ektiv an der Kommissioun - wou ech awer muss ervirsträichen, den Här Jaerling net Member ass an nëmme sporadesch optaucht - dat undiskutéiert wéi x aner Punkten och nach, déi doudsécher enger Diskussioun wäert sinn, mä mir kënnen net all Problemer an där Kommissioun behandelen. Mir hunn och eng gewëssen Zäitlimite, well soss kréich een ni e Rapport fäerdeg.

Dat anert, wat ech wollt soen, den Här Jaerling ass an déi lescht Kommissioun komm mam Här Colomera. Bekanntlech huet den ADR nëmmen ee Member an där Kommissioun zegutt. Et steet awer an eise Reglement, dass all Deputéierte kann an all Kommissioun goen. Dat wësse mer, mä et steet awer och dran, Här Jaerling, ech liesen lech vir: „...sans toutefois pouvoir prendre part au vote et sans pouvoir participer au débat“. Dat heescht, vu dass Dir net den Här Colomera ersat hutt, mä mat him komm sidd, hat Dir guer kee Recht ze schwätzen. Dir hutt lech derniewent beholl. Wéi an all Kommissioun erdeelt d'Presidentin respektiv de President d'Wuert. Dir hutt lech net doru gehalen. Dir sidd einfach lassgefuer. Dir hat d'Wuert iwwerhaupt net. Dat si Comportement, déi net toléabel sinn.

(Interruption)

Här Jaerling, ech sinn nach net fäerdeg.

Dir hutt lech verbaler Gewalt géint iwwer mir schëlleg gemaach.

(Hilarité)

Do ware Leit derbäi.

Dir haalt lech dru mat deem Blödsinn, fir d'Fraen ze attackéieren um Fraendag. An anere Länner schenken d'Männer de Fraen eng Rous fir de Fraendag. Dir gitt elei d'Fraen attackéieren. Ech fannen dat zimlech minabel.

M. le Président. - Den Här Jaerling freet d'Wuert.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, ech wëll elo fein bleiwe mat der Madame Nicklaus-Faber, awer net well haut de Fraendag ass, mä well ech ëmmer fein mat de Frae sinn a well ech d'Gläichberechtigung wierklech liewen an ee behandelte wéi deen aneren, an do gëtt et tëschent lech a mir e kapitalen Ennerscheid.

De 4. am Wantermount d'lescht Joer, viru véier Méint also, d'Madame Err war Presidentin, hunn ech de Problem vun den Delegéierte fir Chancëgläichheet an de Betriber ervirbruecht, an do ware mir an der Kommissioun d'accord - dat steet och am Rapport -, dass mer géifen iwwert dat Thema diskutéieren an och d'Gewerkschafte ruffen.

Dat kënn Der am Rapport noliessen. D'Madame Err an aner Memberen aus der Kommissioun kënnen als Zeien hei optrieden. Déi Geschicht, déi Dir, Mme Nicklaus, elo hei gezielt hutt, den Här Schummer ass bal vum Stull gefall. Dee war an där Kommissioun och dobäi.

Dann hunn ech an enger anerer Kommissiounssitzung den Här Colomera ersat an hat dunn d'Recht un den Debatten deelzehuelen an och d'Wuert ze froen. Do hutt Dir mir d'Wuert net ginn. Do hutt Dir lech einfach gehuewen a sidd Ärer Wee gaangen. Ech weess net wuer, vläicht op eng Karnevalssitzung, well et war Fuesent, mä op jidde Fall hutt Dir mir d'Wuert net ginn.

A wann Dir hei vu Respekt schwätzt,...

(Interruption)

...an Dir hutt och elo kee Respekt viru mir, soss géift Dir mech net andauernd ënnerbriechen, also schwätzt wann ech glift net vu Chancëgläichheet.

Ech wëll lech et elo nach eng Kéier soen: Ech hunn an där Kommissioun dat Thema nach eng Kéier

opgeworf an do hutt Dir mech ewechgebootscht wéi wann ech den Niki vun Tarchamps wier.

(Interruptions)

Här President, an do hu mer als ADR eng schrëftlech Demande un d'Kommissioun eragereecht. De 27. am Spierkel 2004 hutt Dir eng schrëftlech Demande kritt - dat ass de Februar, wann Dir et net sollt wëssen -, fir dat Thema op den Ordre du jour ze setzen, well mir der Meenung waren, dass déi Debatt hei net vollstänneg ass, wann net och iwwert déi Leit geschwat gëtt, déi dat, wat mir hei diskutéieren, an d'Praxis mussen ëmsetzen.

(Interruption)

Also, Madame Nicklaus, wann ech gelift!

An där leschter Sitzung war ech effektiv mam Här Colomera do, a wéi ech d'Wuert gefrot hunn, hutt Der mir et och ginn.

(Interruption)

Ech wëll lech just soen, Madame Nicklaus, wann Dir gar Chancëgläichheet hätt, wann Dir gare respektéiert sidd, wann ech gelift, da respektéiert och d'Männer. 99% vun de Männer sinn eierlech a brav mat hire Fraen. Iwwert déi, wou mir hei schwätzen, dat ass e klenger Prozentsaz, an ech kann net domat d'accord sinn, dass all d'Männer hei am Land diskriminéiert si wéinst 1%, dee sech dernieft behëlt.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - D'Madame Ministesch Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt der Madame Nicklaus-Faber merci soe fir hire Rapport an och fir hir Aarbecht, déi si am Laf vun de Joren an där Kommissioun gemaach huet, grad esou wéi allen Dammen an Hären, déi an där Kommissioun matgeschafft hunn an ech soen hinnen och merci fir hir Ennerstëtzung.

Här President, ech soll an 20 Minuten zu all deem Stellung huelen, wouriwwer elo dräi Stonnen diskutéiert gouf. Dir verstitt, datt dat eng onméiglech Aufgab ass. Dat bréngt ee beim beschte Wellen net fäerdeg.

Erlaabt mer drop opmierksam ze maachen, well hei gesot gouf, mir hätten am Laf vun de Joren nëmmen dräi oder véier Gesetzer gemaach, wou eppes geännert hätt, et sinn awer 19 Gesetzer, déi d'Fraen uginn, déi grondleeënd changéiert hunn. Mir hunn déi esou spontan zesummegeleuecht, wat net wëllt heeschen, datt et se alleguerte sinn. Ech wëll lech déi einfach esou iwwerrechen, Här President, fir datt d'Leit all se kënnen agesinn, se eventuell an de Procès-verbal kommen, gradesou wéi och eng Lésch vum de Publikatiounen an Etüden, déi de Ministère entweder alleng, mat aneren ONGen oder och Servicer zesumme gemaach huet.

Niewent deem jeeeweilige Regierungsprogramm sinn eis Aarbechte gericht no den Direktiven a Politiken, déi aus der Europäescher Union kommen, respektiv aus der UNO an do besonnesch no der CEDAW-Konventioun, déi de Mëtteg hei ervirgestrach gouf an déi géint all Diskriminatioun vun de Frae virgeet.

D'Fraen hunn Europa vill ze verdanken, och hei zu Lëtzebuerg. Ech denken un den Amsterdamer Vertrag, deen d'Mitgliedsstaten obligéiert all Forme vun Diskriminatioun ofzeschaffen, an op där anerer Säit d'Gläichstellung um Aarbechtsmaart ëmzesetzen, dat heescht gläiche Loun a gläich Behandlung, an och déi positiv Aktiounen propagéiert. Generell seet den Amsterdamer Vertrag, datt all Land verflucht ass d'Gläichstellung vu Mann a Fra ze realiséieren.

Niewent den EU-Vertrag an Direktiven ennerstetzt och de Fonds social européen déi verschidde Programmer vun deenen eist Land profitéiert, fir déi Chancéglichheet ëmzesetzen. Ech denken an déi verschidde Manifestationen, déi mir haten iwwer de Congé parental, d'Égalité de salaire, d'Égalité dans la prise de décision, an esou virun. Mir hunn awer och profitéiert vun engem gudden Austausch mat de Ministère vum verschiddenen europäesche Länner wéi Schweden, Dänemark, Éisträich, Däitschland, Italien a Portugal, Modeller, déi ennerstetzt goufe vun der Europäescher Kommissioun.

D'Aarbecht vun der Chamberkommissioun a vum Plenum gouf ëmgesat, esou wéi et och am Rapport drasteet, duerch Gesetzer, Aktiounen, Etüden a Publikatiounen. De Fraeministère ass ugewisen op d'Mataarbecht an d'Zesummenaarbecht vun deenen anere Ministären, deenen ech vun deser Platz aus wëll merci soe fir hir generell positiv Kooperatioun.

Mäi Merci geet awer och un d'Verwaltung an un d'Servicer, besonnesch un all d'ONGe fir hiren onermiddlechen Asaz op ville Gebidder fir d'Gläichstellung vu Fraen a Männer ze realiséieren. Och déi moralesch Ennerstetzung ass wichtig, fir meng Mataarbechterinnen a meng Mataarbechter an och fir mech selwer, well wann ee weess, wat Gläichstellung bedeit, enner anerem och Changementer an de Mentalitéite viraussetzt, da wësse mer, datt et net nëmme laangwiereg ass, mä och net vu jiddferengem liicht ze akzeptéieren ass. Dofir brauch een dann och eng gutt Ennerstetzung.

Ech wëll mech haut de Mëtteg haaptsächlech op dräi Gebidder beschränken, eng Kéier d'Fraen an der Décisioun, där politescher, wirtschaftlecher an an der Aarbechtswelt, a wëll och e Wuert iwwer d'Gewalt soen.

Wou sinn d'Fraen an den Entscheedungsgremien? Politesch gesinn, si mer manner gutt virukomm, wéi mir eis dat sécher gewünscht hätten. Dacks ass de Mëtteg higewise ginn op d'Kandidatelschte vun de Parteien fir d'Chamber- an d'Europawahl vum 13. Juni, wou generell d'Zuel vun de Kandidatinnen ongeféier bliwwen ass wéi viru fënnef Joer. Verschidde Parteien hunn Efforté gemaach mat méi Kandidatinnen, anerer hunn der manner drop. Wann direkt schonn net méi Kandidatinnen op de Lëscht sinn, dann ass de Risiko grouss, datt der och net méi no dese Wahlen an där neier Chamber als Deputéiert wäerte sinn.

Ech weess, datt d'Quotendiskussion fir vill Fraen a Männer schwéier ze akzeptéieren ass. D'Quote brauch een net als Freed un de Quoten, do wär ech och dergéint, mä d'Quote sinn en Instrument mat deem ee méi séier erreecht op méi eng héich Representatioun vu Fraen an der Politik ze kommen. Ech sinn iwwerzeugt, datt meng Partei méi Schwierigkeete gehat hätt 1/3 u Fraen opzestellen, wa mer des Bestëmmung net an de Statute gehat hätten. Ech hätt och léiwer gehat, an dat soen ech ganz éierlech, wa mir och am Norden déi Quot erfüllt hätten, sinn awer zefridden, datt mer et op nationalem Plang erreecht hunn.

Et gesäit een an deene Länner, wou eng Quoteregulung besteet, datt d'Fraen net nëmme a méi enger grousser Zuel Kandidatinne sinn, an d'Madame Reuter-Angelsberg huet dat och gesot, mä datt se och an enger méi grousser Zuel gewielt ginn. Ech denken, datt déi Regierung an déi Chamber, déi aus de Wahlen vum 13. Juni ervirginn, sech misste mat där Fro vun de Quoten unni Emotiounen ausernee setzen an déi richteg Konklusiounen zéien.

D'Beméiung vum Fraeministère, vun der Kommissioun hei an der Chamber, vun dem Conseil natio-

nal des Femmes a vu villen Organisations duerch Informatioun, Formatioun a Propaganda hu jiddfalls fir mech net déi erhoffte Resultater bruecht, an dofir stellt sech ëmsou méi d'Fro vun der obligatoresch am Gesetz verankerter Verbesserung vu mindestens engem Drëttel bis zur Paritéit, an dat schéngt mir méi wichteg wéi jee.

Bei de Gemengewahle si viru fënnef Joer 5% méi Frae gewielt ginn. Mir si vun 10 op 15% eropgaangen. Wa mir an deem Rhythmus virufueren, da brauche mir ongeféier 50 Joer fir op 50% ze kommen. 50% Frae sinn an eiser Gesellschaft, an esouguer e bëssen driwwer, an et gëtt kee Grund fir nach méi Zäit ze verléieren, fir Fraen a Männer zu gläichen Deeler un den Entscheedungen ze bedeelegen. Frae bréngen duerch hiert aneschtens sinn eng wichteg Komponent mat, déi och an der Politik gebraucht gëtt. An ech hoffen, datt déi Etüd, déi de Conseil national amgaangen ass ze maachen, méi Opschluss driwwer gëtt.

Leider, an ech sinn och ganz verdresslech doriwwer, datt mir et nach ëmmer net fäerdeg bruecht hunn, d'Égalitéit tëschent Männer a Fraen an eis Verfassung anzuschreiw. Ech hoffen, datt d'Chamber bis zum Enn vun der Legislaturperiode dese wichtige Prinzip ka stëmmen. Lëtzebuerg ass dat eenzegt Land vun deene 15 EU-Länner, wou dee Prinzip net ageschriwwen ass.

Bis elo hu mir och déi zwou Reservieren aus der CEDAW-Konventioun net ëmgesat: Eng Kéier d'lerfschaftsrecht am Haus Nassau an zweetens den Divorce déposiert an Avis vum Conseil d'État do ass, mä wou ech awer net weess wéi d'Suite sinn. Ebenfalls ass de Projet iwwer den Divorce déposiert an iwwer de Partenariat, wou et jo schéngt, datt d'Chancé besser sinn, fir datt en nach ka gestëmmt ginn.

Niewent der Lëtzebuerger Constitution wär et awer wichteg, d'Égalitéit tëschent Männer a Fraen explizit an déi europäesch Constitution anzuschreiw. An ech hoffen, datt vun där Zäit, déi bleift, profitéiert gëtt, fir och dese wichtige Prinzip do anzuschreiw.

Niewent der Politik feelen och Fraen an der Entscheedung an an der Economie. De Choix vum Beruff ass deen éischte wichtige Schrëtt, an do gesi mir ëmmer nach typesch Fraen- an typesch Männerberuffer: Fraen an der Vente, am Coiffeurssalon, an der Restauratioun, an d'Männer an der Technik, an der Informatik, dat heescht an deene Beruffer wou haaptsächlech Sue verdéngt ginn.

D'Frae sinn an der Regel gutt, esouguer besser ausgebild an hu méi Examen an och besser Schoulofschlëss, an dach treffe se ëmmer erëm déi typesch Choixen. Mir hu probéiert mat der Éducation nationale a mat de Fraenorganisatiounen, d'Meedercher fir méi technesch Beruffer ze motivéieren duerch Schnupperdeeg an de Betriber, d'Foire aux étudiants, de Girlsday, oder d'Projete wéi „Meedercher an der Technik“ an esou virun.

Wann d'Kanner als Klengkanner net geléiert ginn doheem, an der Crèche, am Précoce an an der Spillschoul, wat Gläichheet ass, fällt et schwéier, dat als Jugendlechen oder als Erwuessenen nach ze léieren. Vill Efforté si gemaach ginn an der Éducation, mä villes bleift nach ze maachen. Ech bedauern, datt eise Projet „Gläichheet deelen“ ni zur genereller Application an alle Spillschoule komm ass. Mir mussen eis dann och net wonnere, datt an der Aarbechtswelt déi stereotyp Biller och nach viru bestoe bliwwen. Déi lescht Zuele vum Statec soen, datt 51,8% vun de Fraen um Aarbechtsmaart sinn, géint 75,7% fir d'Männer. An der Lissaboner Strategie steet dran, dass mer d'Zil missten hunn, fir

2010 eng Fraebescheffung vu 60% ze erreechen. Wann d'Economie erëm unzitt, ass dat Zil och ze realiséieren, well déi jonk Fraen haut all op den Aarbechtsmaart wëlle kommen an och an deem Beruff wëlle schaffen, dee si geléiert hunn.

Fir de Rescht wëll ech nach eng Kéier hei fir d'177. Kéier soen, och wann dat eng Kéier an engem Artikel stoung, dass fir mech all Mënsch soll dat a sengem Liewe maachen, wat e fir richteg fënnt, ob e wëllt schaffe goen oder ob e wëllt doheem a senger Famillje schaffen, ob dat e Mann ass oder eng Fra.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP). - Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine. - Domadder denken ech, dass mer endlech eng Kéier domadder kënnen ophalen, och wann dat ëmmer erëm gutt kléngt wann een et seet, besonnesch bei där Clientèle wou ee mengt, dass een e puer Stëmme kënn kréien.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP). - Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine. - Frot emol léiwer bei lech an Ären eegene Reien no!

E wichtige Punkt bleift awer ze maachen, an dat ass déi Ongläichheet an de Gehälter oder an de Paie vun de Fraen. De Fraeministère huet mat der Chambre de Commerce, mat der Privatbeamtenchamber a mat den europäesche Partner e Projet gemaach, deen „égalité de salaire“ heescht, „défi du développement démocratique et économique“. Dobäi ass festgestallt ginn, dass effektiv d'Fraen zu Lëtzebuerg 28% an der Moyenne manner verdénge wéi d'Männer. No Ofreche vun de strukturellen Differenzen, wéi Familljepaus, Deelzäitaarbecht, manner Formation continue, bleiwen nach ëmmer 12% Ennerscheid, déi nëmme ze erkläre sinn do d'Fraen, verschidde Modeller vun Deelzäitaarbecht fir Männer a Fraen, besonnesch och wann d'Kanner kleng sinn, „job sharing“, Familljepaus oder Joresaarbechtszäite kann ee sech alles dorënner virstellen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mir hunn awer net nëmme eng Etüd an eng Broschür gemaach, mä mir hu mat de Sozialpartner Séminaire gemaach, fir eng Evaluatioun an eng Klassifikatioun vun den Aarbechten ze maachen. Hei hunn eis Schwäizer Experten, déi Katz a Baitsch heeschen, hir wëssenschaftlech iwwerprüfte Method virgestallt, wéi ee gläichwäerteg Aarbecht klassifizéiert a wéi een eng Gehälterkala opstellt. Ech si frou, dass mer Partner fonnt hunn, déi sech mat eis op dee Wee maachen, fir des Ongerechtegkeet aus dem Wee ze schafen.

Mat de Betriber maache mer positiv Aktiounen fir d'Fraen an de Betriber ze fördern. Mir kënnen des Aktiounen finanziell begleede säit dem PAN-Gesetz vum 1999. Wéi beim Lounënerscheid muss ee fir d'éischt wëssen, wéi d'Fraen an d'Männer am Betrib situéiert sinn, an da kann een eng positiv Aktioun maachen, an dofir bräicht een och eng Struktur. Éischtens bräicht een d'Engagement vum Patron, vun dem Verwaltungsrat oder dem Direkter vum Betrib, fir Gläichheet fir Männer a Fraen ze realiséieren. Zweetens hu mer e Questionnairestandard ausgeschafft, deen d'Bedürfnisser vum Personal soll erfassen, an drëttens, aus dese Resultater gëtt e Plan d'action opgebaut, deen am legale Kader Aktiounen a ville Beräicher ka maachen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Lauschtert wann ech gelift no!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine. - Véiertens gëtt gekuckt, wéi d'Ëmsetzung ass an deenen Aktiounen, a fënneftens d'Evaluatioun vum Plang an och d'Resultater, déi am Betrib erreecht goufen.

Wat kann eng Entreprise maachen? Éischtens, bei der Astellung geziilt op den Équiliber Mann a Fra kucken. Zweetens, bei gläicher Qualifikatioun Fraen a Männer an net traditionelle Beruffer astellen. An drëttens, d'Qualifikatioun an de professionelle Profil zielen an net d'Geschlecht. Bei der Definitioun vum Gehalt kuckt de Betrib op d'Qualifikatioun, an d'Funktioen gëtt qualifizéiert a bewäert, alles, d'Resultat, oder dat wat ech elo grad vun den Häre Katz a Baitsch gesot hunn.

Positiv Aktiounen sinn net nëmme eng geziilt Aktioun oder och méi Aktiounen, mä et geet drëm eng Kultur am Betrib anzeféieren an ze erhalen, wou jiddfer sech gutt spiert, sech valoriséiert a gebraucht gesäit. An engem positiven Umfeld schafft et sech besser a schafft een och léiwer. D'Leit, déi manner krank sinn, bleiwe méi laang am Betrib, an domat gëtt och dat finanziell Resultat vum Betrib besser. Et ass also e Gewënn fir deen, deen am Betrib schafft, an et ass e Gewënn fir de Betrib.

Wat kënnen och nach positiv Aktiounen sinn? Zum Beispill d'berufflech Virubildung, wou geziilt Formatiounen op allen Niveaue ugebuede gi fir d'Kompetenze vun de Leit ze notzen an ze stäerken. Iwwer d'PAN-Gesetz ass et méiglech, dass och Leit, déi am Congé oder an der Familljepaus sinn, kënnen an d'Formation continue vum Betrib kommen. Domat bleiwe se um meiste Stand vun der Entwécklung a bleiwen och mam Betrib verbonden, wat e Retour an de Betrib méi einfach mécht. Nei Modeller vun Aarbechtsorganisatioun, flexibel Aarbechtszäite fir Männer a Fraen, verschidde Modeller vun Deelzäitaarbecht fir Männer a Fraen, besonnesch och wann d'Kanner kleng sinn, „job sharing“, Familljepaus oder Joresaarbechtszäite kann ee sech alles dorënner virstellen.

Et kënnen och sozial Moosname gefördert ginn, wéi zum Beispill de Congé parental fir Pappen, deen zu Lëtzebuerg 13% ausmécht an an Däitschland 2% ass. Et kann een awer och mat de Patronen zesumme Verständnes an individuell Léisunge fannen, wann zum Beispill d'Kanner krank sinn an dat iwwer de Congé pour raisons familiales erausgeet. Et kann ee Servicer opbauen, déi de Privatbedürfnisser besser nokommen, an domat ass den Arbeitnehmer oder d'Arbeitnehmerin entlaascht, si ass méi disponibel an och méi konzentréiert bei hirer Aarbecht, Betribscrechë wou zum Beispill ee Réseau fir e puer Entrepreneuren entsteet, wat de Moment bei verschiddene Banken de Fall ass. Aner Servicer ginn ugebueden, wéi Traiteur, Bäcker, Apdik, Wäscherei an esou virun.

Et ass och wichteg, dass jiddfer Salarié informéiert gëtt a weess wat mat der Action positive soll erreecht ginn. Déi eenzel Persoun soll sech concernéiert spieren a wëssen, dass si och als eenzel Persoun betraff ass. Fir positiv Aktiounen an de Betriber ze erliichteren, goufe verschidde Aarbechtsmethoden ausgeschafft. Éischtens de Questionnaire-standard, zweetens den Egalitéitsplang an drëttens eng Broschür mat Erfahrungsbereichter als Beispill vu gudder Praxis. Véiertens besteet e Réseau vun deene Betriber, déi bis elo positiv Aktiounen gemaach hunn, an och deenen hir Erfahrungen, déi se austauschen. Fënneftens kënnen d'Betriber sech um Internetsite vum Fraeministère virstellen.

Am Plan pour l'emploi ass virgesinn, dass bei Kollektivvertragsverhandlungen iwwer Chancéglichheet muss verhandelt ginn. Alldéngs sinn d'Resultater net obligatoresch. Ech denken iwwer dese Erfahrungen an Aarbechtsmethode gëtt et méi liicht fir u Resultater ze kommen. Et ass schwierig iwwer eppes ze verhandelen, wann ee selwer net richteg weess, wat soll erreecht ginn. Et ass vill Klengaarbecht an Iwwerzeugung néideg, mä ech sinn zouversichtlech fir d'Zukunft, well et eng ganz gutt Zesummenaarbecht gëtt tëschent de Betriber an dem Fraeministère, woufir ech och alle ganz dankbar sinn.

Aner Aktiounen, déi mer gemaach hunn, dat ass de Prix féminin de l'Entreprise, dee säit 1993 besteet, fir Betriber, déi sech besonnesch fir d'Förderung an d'Ennerstetzung vun hirem weibliche Personal agesat hunn. Säit 2001 ginn déi Betriber mat deene beschte positiven Aktiounen ausgezechent. Ech war d'lescht Joer ganz stolz wéi de Président vun der FEDIL, den Här Krombach, dese Präis mat der Oscarverleihung verglach huet a fonnt huet, mir hätten e formidabile Succès, deen d'FEDIL net ëmmer mat hiren Aktiounen bei de Betriber hätt. Et ass jo och schéi wann een emol heiansdo gelueft gëtt.

Eng aner positiv Aktioun starte mer mam zweete Forum „Femmes et Entreprises“. 2002 hate mer mat den Entrepreneuren e Forum organiséiert a Fraen invitéiert, déi erëm zréck op den Aarbechtsmaart wollte kommen. Dëst Joer geet de Forum ëm Fraen, déi hiren eegene Betrib wëlle grënnen. Si kënnen op deem Forum Kontakt mat de Chef-d'entreprises, mat aneren Acteuren, déi de Frae kënnen Informatiounen ginn, déi ee brauch fir eng Entreprise ze grënnen. Doriwwer eraus soll en Netzwerk entstoe vu Fraen, déi Entreprises féieren. Dese Forum ass den 31. März dëst Joer an e gëtt organiséiert mat der Union des Entreprises luxembourgeoises an dem Ministère vun der Economie.

Aner wichteg Partner awer an deem Ganzen hei sinn niewent de Betriber an de Gewerkschaften unni Zweifel d'Chancéglichheedsdelegierten. Ech hunn nach keng definitiv Zuel elo no den Delegationswahlen vum November, mä et schéngt ronn 2.000 Délégués à l'égalité ze sinn. Virun de Wahlen waren 51% vun den Délégués à l'égalité Fraen, bei enger Presenz vu Fraen awer nëmme vun 33% an de Betriber. D'Formatiounen ginn haaptsächlech iwwer d'École supérieure du Travail gemaach, an zwar zwou bis dräi Formatiounen pro Joer. Den LCGB an den OGB-L hu Formatiounen ugebuede fir hir interesséiert Memberen. Am Kader vum Projet „Partageons l'égalité“ hu mir als Fraeministère participéiert. Mir hunn en „gender training“ fir Formateuren a Formatricen organiséiert. 15 Persounen hunn des Formatiounen gemaach, si schaffen a Formatiounsinstituter an och fir d'Privatbetriber, sou gutt fir déi Responsabel vum Personal wéi och fir d'Patronen.

Mëttlerweil besteet elo do och en Netzwerk vun Acteuren iwwer den „gender mainstreaming“ an der Aarbechtswelt, an deene verschiddene Ministären, an och mat der Uni Lëtzebuerg, wat selbstverständlech och doriwwer muss virugeen. D'Chancéglichheedsdelegierte spillen eng wichteg Roll, a besonnesch bei den Action-positiven, an et stellt ee fest, dass do wou esou Aktiounen gemaach goufen an Délégués à l'égalité vun Ufank an dobäi waren, des Aktiounen mat Succès ofgeschloss goufen. Generell denken ech, dass all Delegierten - net nëmme d'Chancéglichheedsdelegierten - misst iwwer Gläichheet tëschent Männer a Frae Formatiounen kréien. Ee Wonsch vun de Chancéglichheedsdelegierten ass och, méi Formatiounen ze kréien an och méi Zäit ze kréien, fir am Betrib fir

d'Salariéen zur Verfügung ze stoen.

Ofschléissend wollt ech e puer Beispiller vu Betriber zitieren, déi d'lescht Joer de Prix féminin de l'Entreprise kritt hunn. Eng kéier war et PriceWaterhouseCoopers, déi Karriereplanung gemaach hunn, wou Ennerbriechungen dra virgesi sinn, Deelzäitaarbecht ka gemaach ginn, oder wou een och ka während enger Zäit aus dem Betrieb erausgoen. Luxplan stellt geziilt Fraen an technesche Beruffer an a gëtt hinnen och Entscheidungsstellen. Ee Betrib, deen dëst Joer de Präis kritt huet, engagiert sech, d'Zuel vun de Fraen op deenen héchsten Décisionsstellen ze erhéijen, an zwar vum Vizepräsident bis zum Senior Vizepräsident. Mir gesinn, dass sech also villes beweegt huet, och wann et net esou séier geet wéi Verschiddener vun eis sech dat géife wënschen.

Vill Kollegeinne sinn de Mëtteg ewell hei op d'Harmoniséierung vun der Familljen a vum Beruff agaangen, an d'Madame Arendt ass drop agaangen, dass dës Regierung erstmoleg d'Gemenge mat 50% ennerstëtz bei den Infrastrukturen, fir den Accueil vun de Schoulkanner, a mat 50% fir déi Onkäschten, déi d'Elteren net kënnen bezuelen. Mir hunn zousätzlech als Familljeministère Plazen a Privatcrèche gelount an Elteren zum Präis vun de konventionéierte Crèchen zur Verfügung gestallt. Dat ass besonnesch am Interesse vun Leit mat kleng Paieren. Fir d'Zukunft brauche mer awer och iwwergräifend Modeller, zum Beispill wann d'Kanner krank sinn oder eng Dagesmamm net disponibel ass. Mir brauchen och méi alternativ Modeller, wéi zum Beispill Dagesmammen, déi och zu aneren Zäiten disponibel si wéi d'Öffnungszäiten an de Crèchen.

Haut de Mëtteg ass ganz kuerz eng kéier hei op de Problem higewise ginn, dee sech stellt wa Leit krank a fleegebedürfteg Mënschen hunn. Dat ass eppes wat zu Lëtzebuerg ni gesot an ni gefrot gëtt, well éischters duerch d'Afëierung vun der Fleegeversicherung an duerch de konsequenten Ausbau vu Centre-intégrées a Fleegeheimen fir eeler Leit, Servicer fir behënnt Leit, eigentlech keen Hindernis fir Leit do ass, déi wëlle schaffen goen an deem dote Bereich. Ech soen dat well mir dat als eppes Selbstverständlech empfannen. Mä frot emol wéi et am Ausland ausgesäit: Niewent dem Mangel u Plazen, déi iwwerhaupt do sinn, hu ganz dacks d'Leit iwwerhaupt d'finanziell Mëttelen net fir déi Servicer oder Heimer ze bezuelen. Ech sinn awer gären domadder d'accord fir ze soen, dass mer och an deenen nächste Joren eis Efforté viru musse féieren, fir Beruff a Famillje besser matenee kënnen ennerst een Hutt ze kréien.

Als leschte Punkt wëll ech agoen op alles dat wat mat Gewalt ze dinn huet, a besonnesch do och op d'Gesetz iwwert déi häuslech Gewalt. Aus den Zuele geet ervir, déi de Mëtteg jo awer méi dacks hei genannt goufen, dass zënter dem 1. November 64 Männer vun doheem ausgewise gi sinn, bis elo war keng Fra dobäi. Iwwer 100 Kanner si bei dëse Fäll an de Famillje betraff, a mat dem Service d'assistance fir d'Affer vu Gewalt, vu Femmes en détresse, siche mer Weeër fir deene spezifesch Bedierfnisse vun dëse Kanner kënnen Rechnung ze droen. De Service fir d'Affer schafft enk mat der Police zesummen an dee Service kritt d'Informatioun vun der Wechweisung, an da ruffe si beim Affer un a betriegen et.

Gëschter hat de Koordinatiounsgrupp tëschent der Police, dem Parquet, dem Service, dem Justiz an dem Fraeminister seng éischt Sëtzung, an ech si ganz frou iwwert déi positiv Approche, virun allem iwwert déi gutt Zesummenaarbecht. Op meng Fro ob op Grund vun den Erfahrung Changementer am Gesetz néideg wäeren, hunn all

Acteure gesot, si hätte kee Problem an deem Sënn festgestallt, sou dass een also ka soen, dass d'Chamber hei e gutt Gesetz gestëmmt huet. D'Formatioun geet och viru fir déi Leit, déi um Terrain sinn, ob dat fir d'Police ass, ob dat fir d'Magistrate ass oder och fir déi Leit, déi am soziale Secteur sinn. Verschiddener vun lech waren um Colloque de leschten November wou Riichter, Mataarbechterinnen a Mataarbechter vum Parquet, Affekoten, Police a Leit aus dem Sozialsecteur dobäi waren.

Här Colombero, et wär jo gutt wann Der géift nolauschtere wann ech op Är Froen äntwerten!

Mat dem Gesondheitsministère an den Doktere schaffe mir eng Informatiounsbroschür aus, wou e spezifesch Certificat médical iwwert déi häuslech Gewalt soll dobäi kommen. An et ass net well mer dat net wollt maachen, mä well mer op ganz dacks Nofroen an Offren, déi mer och do gemaach hunn, keen Uklang fonnt hunn, well keng Formatioun gemaach goufen. Et war net, dass mer net woussten, dass et e Problem wär, an et war net, dass mer net wësst wat mer misste maachen, mä et ass heiansdo, et kann een den Ochs bei d'Waasser féieren, mä et deet een en net onbedéngt saufen.

Ech si frou, mam Planning familial e Partner fonnt ze hunn, deen den 1. Abrëll an der Glesenerstrooss säi Service fir gewalttätig Männer opmécht. Et ass en hallwe Posten, deen iwwert de Fraeministère bezuelt gëtt, en hallwe Posten iwwert de Familljeministère wat d'Formatioun iwwert d'Éducation sexuelle ubelaangt an de Schoulen, an ech denken eigentlech, dass et jo egal ass, wien e bezuelt, d'Haaptsaach ass, dass d'Aarbecht gemaach gëtt.

Et ass och de Planning, dee säit dem 1. Dezember 2003 den europäesche Projet vun der Täterhotline geréiert. Dëse Projet gëtt iwwert den Daphne-Programm an iwwert de Fraeministère kofinanzéiert. 46 Männer hu sech bis elo an deenen dräi Regione gemellt, wat awer beweist, dass dat elo op jidde Fall nach net esou e groussen Erfolleg ass. Mir probéieren domat och enger Suerg vu verschiddenen Deputéierten entgéintzekommen, fir d'Täter och aus där Spiral vun der Gewalt erauszukréien. Gemeinsam wäerte mir mam Planning familial gesinn a matdeelen, wéi d'Erfahrung vum dëse Servicer sinn.

Allen déi sech bis elo agesat hu fir dëst Gesetz a seng Ennerstëtzung soen ech e grouse Merci, well dat war och alles net ganz evident. Leider hunn ech net vill Zäit fir op déi verschidden Aspekter méi am Detail anzugehen. Niewent der häuslecher Gewalt gëtt et awer och nach den Harcèlement sexuel op der Aarbechtsplaz, e Gesetz wat och an dëser Legislaturperiod gestëmmt gouf. Eng hallef dose Prozesser si gefouert ginn, e puer schréfflech a mëndlech Kloe si bei der ITM eragaangen. Déi grouss Angscht, d'Économie zu Lëtzebuerg géif zesummebriechen, wa mer esou e Gesetz géife maachen, ass also domadder emol jiddefalls net berechtigt gewiescht. Allerdéngs froen ech mech, ob net méi Fäll bestinn, mä d'ekonomesch Situatioun d'Leit ofhält fir Plaiten ze maachen.

D'Madame Arendt an d'Madame Reuter-Angelsberg sinn op d'Visae fir d'Artistinnen an de Cabareten agaangen. Den UNO-Komitee géint d'Fraendiskriminatiounen an de Commissaire vun de Mënscherechter hunn eis gefrot, d'Visaen ofzeschaffen. Den Här Gil-Robles ass sech awer och bewusst, dass domat de Problem net geléist ass, mä als Land gesi mer net aus wéi wa mer och nach dës Tätigkeete géifen ennerstëtzten.

D'Madame Arendt an d'Madame Reuter-Angelsberg sinn op d'Visae fir d'Artistinnen an de Cabareten agaangen. Den UNO-Komitee géint d'Fraendiskriminatiounen an de Commissaire vun de Mënscherechter hunn eis gefrot, d'Visaen ofzeschaffen. Den Här Gil-Robles ass sech awer och bewusst, dass domat de Problem net geléist ass, mä als Land gesi mer net aus wéi wa mer och nach dës Tätigkeete géifen ennerstëtzten.

■ Une voix.- Très bien!

■ Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Promotion féminine.* - D'Regierung ass op verschiddenen Niveaue amgaangen eng Léisung ze sichen, an de Justizminister wäert dem Regierungsrot eng koordinéiert Propos maache fir dëse Problem uerdentlech ze léisen.

Eng aner ekleg Form vu Gewalt ass de Mënschenhandel, an och iwwert deen ass de Mëtteg hei Rieds gaangen. Et ass en internationale Problem, dee mir probéieren och mat internationalen Organisatiounen hëllef ze bekämpfen, wéi zum Beispill mat der Organisation internationale pour la migration, mat Solvodi wéi der Lëtzebuurger ONG Maison de la porte ouverte, an hei geet et virun allem drëm, d'Infiltratioun vun organiséierte kriminelle Banden an Institutiounen, déi mat Affer schaffen, erauszefannen, respektiv em d'Formatioun vu Riichter a Riichterinnen an och vun der Polizei.

Mënschenhandel geet enk zesumme mat der Prostitutioun. Ech hu bis elo nach keng gutt Léisung fonnt, mol net mat der Professionaliséierung vun de Prostituéierten oder vun den Zuhälter. Dofir fannen ech, dass Schweden dee beschte Wee geet, an zwar d'Prostitutioun verbitt an dee bestrooft, deen de Sex kafe geet, an net d'Prostituéiert. Ech weess och, dass domat net all Problemer vun haut op muer geléist sinn, mä vun alle schlechte Léisungen ass se fir mech déi beschte. Vläch hu mer och eng kéier de Courage als Land fir mat op dee Wee ze goen, ech géif mer et op jidde Fall wënschen, am Interesse vun den Affer aus dem Mënschenhandel an och am Interesse vun de Mënscherechter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villes bleift ze soen a villes bleift och ze maachen. Ech gesinn awer, dass ech iwwert d'Zäit sinn an dofir géing ech lech merci soe fir Är Aarbecht an och fir Äert Interesse.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

■ M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir wäeren domadder um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung vun deene Motiounen a Resolutiounen, déi abruecht gi sinn. Dir hutt d'Motioun virun lech leien, si sinn also schréfflech ausgedeeelt ginn. Déi se abruecht hunn, déi hu se och explizéiert, an ech menge mir kënnen da vläch zur Ofstëmmung iwwerzegoen.

Motion 1

Dat ass fir d'éischt d'Motioun 1, déi d'Madame Nancy Arendt abruecht huet. Kënnen mer par main levée ofstëmme?

(Assentiment)

Vote

Also wie mat der Motioun 1 d'accord ass ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthaltungen?

Ech stelle fest, d'Motioun 1 ass eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun 2, och vun der Madame Nancy Arendt. Mir stëmme elo of iwwert d'Motioun 2. Par main levée?

(Assentiment)

Vote

Wien derfir ass ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthaltungen?

Ech stelle fest, dass d'Motioun 2 och eestëmmeg ugeholl ass.

Motion 3

Da komme mer un d'Motioun 3, déi vun der LSAP abruecht ginn ass duerch d'Madame Lydie Err. Kënnen mer och do par main levée ofstëmme?

(Négation)

Et ass e Vote électronique verlaangt.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 3 ass verworf mat 33 Neen-, 23 Jo-Stëmme an 1 Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Lydia Mutsch), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Théo Stendebach), Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber) et Lucien Weiler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par Mme Simone Beissel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps (par Mme Agny Durdu), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Gusty Graas) et John Schummer.

S'est abstenu: M. Fernand Greisen.

Motion 4

Da komme mer zur Motioun 4 vum Här Aly Jaerling, déi och ausgedeeelt ginn ass. De Vote électronique ass verlaangt fir d'Motioun vum Här Jaerling.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 4 ass mat 34 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul-Henri Meyers (par M. Théo Stendebach), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nancy Arendt), Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Nelly Stein);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Gusty Graas), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par Mme Agny Durdu), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel) et John Schummer.

Motion 5

Mir stëmme elo of iwwert d'Motioun 5.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass verworf mat 32 Nee-Stëmme a 24 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Théo Stendebach), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber) et Lucien Weiler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par Mme Agny Durdu), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel) et John Schummer.

Résolution 1

Dann hu mer nach eng Resolutioun virlie vun der LSAP, abruecht vun der Madame Lydie Err. Kënnen mer par main levée ofstëmme?

(Négation)

Et ass e Vote électronique verlaangt.

Mir stëmme elo iwwert d'Resolutioun 1.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Resolutioun ass mat 34 Nee-Stëmme géint 24 Jo-Stëmme an 1 Abstentiuon verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Nelly Stein), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Théo

Stendebach), Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Clau-

de Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Claude Meisch),

Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par Mme Agny Durdu), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par

Mme Maggy Nagel) et John Schummer.

S'est abstenu: M. Fernand Greisen.

Kollegen a Kolleginnen, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge

si virgesi fir de 16., 17. an 18. Mäerz. Den Ordre du jour gétt lech schréfflech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.09 heures)

MARDI, 16 MARS 2004

39^E SÉANCEPrésidence: M. Jean Spautz, Président
M. Nico Loes, Vice-Président

Ordre du jour

1. Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Madrid en date du 11 mars 2004
2. Communications
3. Déclaration de recevabilité
4. Ordre du jour
5. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 370 du 16 mars 2004 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant la transposition des dispositions contenues dans le dernier accord salarial pour les établissements publics, adressée à Monsieur le Secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Réforme administrative

- Question N° 371 du 16 mars 2004 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant les subsides étatiques pour soutenir l'investissement des particuliers dans des mesures d'économie d'énergie, adressée à Monsieur le Secrétaire d'État à l'Environnement

6. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la situation des travailleurs âgés sur le marché de l'emploi (*Discussion générale*)

7. 4956 - Projet de loi relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard - portant transposition de la Directive 2000/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et - abrogeant la loi modifiée du 23 juin 1909 ayant pour objet de faire courir de plein droit l'intérêt en faveur des créances de l'artisan et du détaillant et la loi du 22 février 1984 relative au taux de l'intérêt légal

(*Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden, Henri Grethen et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Madrid en date du 11 mars 2004

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, de leschten Donneschdeg, den 11. Mäerz, huet eis déi schrecklech Noriicht vun där tragescher terroristescher Attack zu Madrid erreecht. D'Fassungsglosegkeet an d'Entsetze ware grouss virun deenen Akte vu blannem Haass a vu grenzenlosem Terrorismus. Och dësen Terroranschlag wäert éiweg an eise Gedächtnisser als een Uschlag op eis Zivilisatioun, op eis Wäerter, op eis Fräiheet an op d'Demokratie bliewen.

Et ass deen dramateschsten an daitlechsten terroristeschen Ugrëff, deen d'Europäesch Unioun jee kannt huet. Dëst Massaker am

Häerz vu Madrid beweist eemol méi, dass d'Géigner vu Friden a Fräiheet zu allem entschloss sinn an dass d'Gefor iwwerall op der Welt an och bei eis an Europa lauert. Nëmmen duerch eng solidarresch Weltgemeinschaft an de Respekt viru moralesche Prinzipien ass et méiglech esou schlëmm Forme vun Haass a Gewalt ze bekämpfen.

Ech wëll op dëser Plaz de Courage an d'Solidaritéit vun deene Leit ervirsträichen, déi den 11. Mäerz zu Madrid net gezéckt vu sech an den Dénsgsch vum den Affar an hire Familljen ze setzen an Troust ze spenden. Et ass d'Flicht vun de Politiker dofir ze suergen, dass den Terrorismus kee sécheren Hafen an der EU fénnt. Lëtzebuerg ënerstëtzt all Efforté vun der internationaler Communautéit, fir dass déi Schëlleg vun deene schrecklechen Attentafer zur Rechenschaft gezu ginn.

Et ass dem Lëtzebuurger Parlament een déift Uleies deem spuenesche Vollek haut sai Matgefill, seng Solidaritéit, seng Emotioun, a seng déif Verbonnenheet auszedrücken. Eis Gedanke ginn natierlech un éischer Stell un déi onschëlleg Mënschen, déi hiert Liewen hu misse loossen, an un déi Leit, déi nach musse fir hiert Liewe

kämpfen, an och un hir Familljen, déi sech mat deem schreckleche Leed mussen ausernee setzen. Loosse mer hoffen, dass esou eng onmënschlech Tragédie sech ni méi widderhuele wäert.

Ech géif lech bieden opzestoen, fir eng Minutt am Stëllen un d'Affar an hir Familljen ze denken.

(Minute de silence)

Ech soen lech merci.

2. Communications

Folgend Kommunikatiounen hunn ech un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Par lettre du 8 mars 2004, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des positions et résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 9 au 12 février 2004:

position sur la conclusion d'un accord relatif à la participation de la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovaquie et la République slovaque à l'Espace économique européen et de quatre accords connexes;

position portant conclusion du protocole à la convention de Barcelone pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, relatif à la coopération en matière de prévention de la pollution par les navires et, en cas de situation critique, de lutte contre la pollution de la Méditerranée;

résolution sur les droits, les priorités et les recommandations de l'Union européenne dans la perspective de la 60^e session de la commission des droits de l'homme des Nations unies, qui se tiendra à Genève du 15 mars au 23 avril 2004;

résolution sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - La réforme des entreprises d'État dans les pays en développement, axée sur les services publics: nécessité d'évaluer toutes les solutions possibles (COM(2003) 326 - 2003/2158 (INI)) et la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Coopération de la Communauté européenne avec les pays tiers: comment la Commission envisage de soutenir, à l'avenir, le développement des entreprises;

résolution sur l'aménagement du temps de travail (révision de la directive 93/104/CE);

position sur la proposition de décision du Conseil autorisant les États membres à signer ou à ratifier, dans l'intérêt de la Communauté européenne, le protocole de 2003 à la convention internationale de 1992 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, ou à y adhérer, et autorisant l'Autriche et le Luxembourg à adhérer, dans l'intérêt de la Communauté européenne, aux instruments de référence;

résolution sur la crise du secteur sidérurgique (AST/Thyssen Krupp).

3. Déclaration de recevabilité

Esou wéi den Artikel 57 vum Chamberreglement et virgesäit, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunion vum 11. Mäerz virgeschloen, d'Proposition de loi 5309 vum Här Paul Helminger iwwert d'Wunnengsbaubäihëllef fir recevabel ze erklären.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Wat eis parlamentaresch Aarbechte vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen: D'Chamber siégéiert haut de Mëtteg, muer um hallwer dräi an iwwermuer och um hallwer dräi.

Haut de Mëtteg hu mer eng Froestonn un d'Regierung, dann eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Situatioun vun deenen eelere Leit um Aarbechtsmaart, an duerno de Projet de loi 4956 iwwert d'Intérêts de retard nom Modell 1.

Muer um hallwer dräi hu mer véier Projets de loi iwwert de Bau vun Alters- a Fleegeheemer jee weils nom Modell 1: de Projet 5981 zu Ettelbréck, den 5218 zu Gréiwemaacher, den 5219 zu Lëtzebuerg, an den 5222 nach eng Kéier zu Lëtzebuerg.

Iwwermuer en Donneschdeg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 5128 iwwert d'Droits d'auteur, dann de Projet de loi 5193 iwwert de Konsumenteschutz, duerno de Projet de loi 5192 iwwer eng Zuchverbindung tëschent Esch, Belval a Bieles, a fir d'lescht de Projet de loi 5233 iwwert de Bau vun engem Eisebunnsviadukt zu Lëtzebuerg. Jee weils nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen zur Froestonn un d'Regierung. Déi éischt Fro gétt vum Här Mars Di Bartolomeo un de Statssekretär fir den öffentlechen Dénsgsch gestallt a betrëfft den Accord salarial a puncto Etablissements publics. D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 370 du 16 mars 2004 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant la transposition des dispositions contenues dans le dernier accord salarial pour les établissements publics, adressée à Monsieur le Secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Réforme administrative

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bis haut ass e wesentleche Volet vum Accord salarial mat der Fonction publique vum 21. Mäerz 2002 net emgesat. D'Regierung hat mat der CGFP ofgemaach, dass an alle bestehenden an nach ze schafenden Etablissements publics d'Personal net méi, wéi dat haut de Fall ass, de Statut privé, dee vum Privatbeamten, géif kréien, mä d'Personal géif funktionariséiert ginn, also de Fonctionnairesstatut kréien.

D'CGFP huet sech an der Zwëschenzäit e puermol batter beschwéiert, dass deen zentrale Punkt vum Accord salarial net géif applizéiert ginn an huet oppe vun engem Vertragsbroch geschwat.

Den 21. Oktober hat ech d'Fro un de Statssekretär an der Fonction publique gestallt, wéi et mat der Emsetzung vun deem doten Accord géif stoen. De Statssekretär huet eis deemools hei an der Chamber gesot, d'Regierung géif de 14. November Propositione vun him kréien a si géif dann doriwwer decidéieren. Zënterhier sinn e puer Méint an d'Land gaangen a mir mengen, dass dat, wat de Statssekretär eis deemools versprach hat, dass nodeem e seng Kollegen informéiert hätt, en och d'Chamber géif informéieren, dass dat elo un der Zäit wär, an dofir wollt ech vum Statssekretär wësen, wéi d'Regierung dann elo deen Accord salarial géif emsetzen. Hält se sech dodrun, dass an Zukunft wéi versprach bei allen Etablissements publics, ob se bestinn oder ob se geschaaft ginn, de Statut public fir d'Personal géif agefouert ginn, oder kënn et zu enger eesäiteger Emännerung vun deem doten Accord?

Mir wäer ganz frou, wa mer Kloerheet hätten, well am Moment si mir amgang monter nei Etablissements publics ze schafen, an dofir wär et wichteg, dass ee wéisst wou ee mam Personal drun ass.

Merci.

■ M. le Président.- D'Wuert huet den Här Statssekretär Jos Schaack.

■ M. Joseph Schaack, Secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Réforme administrative.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung ass säit geraumer Zäit amgang eng Instruction gouvernementale ze elaboréieren, déi eng Ligne de conduite an allgemeng Regele bei der Kreatioun vun Etablissements publics soll fixéieren.

Dëse Punkt stong eng éischte Kéier um Ordre du jour vum Conseil de Gouvernement vum 14. November 2003, ass awer eréischte de 5. Dezember diskutéiert ginn.

No dëser Diskussioun ass zréckbehalte ginn, dass all Minister, wann hien et wënscht, schréfflech kënn zu dësem Projet d'Instruction Propositionen erareeche. Do derniewent ass de Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative amgang mat der CGFP iwwert d'Exekutioun vum Accord salarial vum 21. März 2002, wat besonnesch dësen Punkt ubelaangt, ze diskutieren. Zum gegebene Moment wäert ech selbstverständlich an der Chamberkommission vun der Fonction publique d'Instruction gouvernementale virstellen.

Ech soen lech merci fir Är Optimierksamkeit.

M. le Président. - Mir kommen zur Fro 371 vum Här Mars Di Bartolomeo un de Stattssekretär fir Umwelt iwwert déi staatlech Subventionierung vun Energiespüermoosname fir Privatleit. D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

- Question N° 371 du 16 mars 2004 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant les subsides étatiques pour soutenir l'investissement des particuliers dans des mesures d'économie d'énergie, adressée à Monsieur le Secrétaire d'État à l'Environnement

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Här President, et ass net üblech, dass een nach eng Äntwert vun engem Minister kommentéiert, mä ech muss allerdéngs soen, dass dem Här Stattssekretär d'Zäit fortleeft.

(Coups de cloche de la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Reglement vum 17. Juli 2001 huet d'Regierung substanzuell Subside fir erneierbar Energien, Photovoltaik Solnekollektoren, awer och fir Brennwaertkessel beschloss. Dëse Regime vu Subsidie sollt bis Enn 2004 lafen. Bis Januar, dat hat de Stattssekretär am Umweltministère eis gesot, waren iwwer 5.000 Demanden erakomm. D'Konsequenz dovu ware Waardezäite bis zu zéng Méint. D'Konsequenz dovu war, dass zu engem gewisse Moment d'Kreditterschöpf waren, an de Stattssekretär huet den 21. Januar vum dësem Joer op eng Question parlementaire gesot: Déi laang Waardezäite géifen ofgebaut ginn, do d'uech dass een zousätzlech Personal zäitweilg géif asetzen, an et géifen zousätzlech Kreditt beereetgestallt gi fir déi verschidden Demandé kënnen a seriösen Délaien ze liquidieren.

Véier Deeg méi spéit, an dofir ass meng Verwonnerung esou grouss, huet d'Regierung en conseil décidéiert fir dee Reglement vum 2001 zréckzeféieren an d'uech en anere Reglement ze ersetzen, wat eng relativ ongewéinlech Prozedur ass wann ee weess, dass dee Reglement souwisou sollt bis Enn 2004 auslafen. Aus deenen Informatiounen, déi mir hei an der Chamber kruten, ass ervirgaangen, dass déi Décisioun fir en neie Reglement ze bréngen dorop zréckzeféiere war, dass et zu enger regelrechter Explosioun vun de Subsidie bei de Photovoltaikanlage komm ass. Et ass kee Wuert driwwer geschwat ginn, wat bei de Brennwaertkesselse geschitt ass.

Fazit ass, dass d'Regierung décidéiert huet fir d'Subsiden, d'Subventionen, net nëmme bei de Photovoltaikanlagen, mä och bei de Brennwaertkesselen ze halbieren, dat heescht vu bis elo maximal 1.250 Euro op maximal 500 Euro pro Anlag, an et ass gesot ginn, dass deen neie Reglement géif den 1. Abréll a Kraaft tueden. Am Moment ass dee Reglement awer nach net do, mir hunn en nach net gesinn, an et kënn zu enger

gewässer Onrou bei de Leit, well d'Informatiounspolitik vis-à-vis vum grand-public jiddefalls méi wéi mangelhaft ass an d'Leit sech froe wéi dat dann elo genee gehandhabt gëtt. Gëllt dat fir bestallten Anlagen? Gëllt dat fir installéiert Anlagen? Gëllt dat fir Anlagen, déi vum Environnement ofgehall sinn? Froen déi, a mengen Ae jiddefalls, berechtigt sinn, well en anere Reglement besteet wou Leit quasi gezwonge sinn, bis Enn 2004 hir Anlagen ze conformieren.

Dofir meng Fro un den Här Stattssekretär: Wéi laang gëllen dann elo déi aktuell Taxen nach an der Praxis? Gëtt nom 1. Abréll näischt méi nom ale System subventionéiert? A wéi steet et mat der Erneuerung vun den Heizungsanlagen? Huet d'Regierung en Iwwerbléck iwwer wéi vill Anlagen nach mussen erneiert ginn a wéi vill Leit dann an deenen nächste Méint wäerten eidel ausgoen?

Merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Stattssekretär Eugène Berger.

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och drun erënneren, dass am Januar hei scho während enger Froestonn eng ähnlech Debatt war, wou ech op dee ganze Froekomplex agaange sinn. Ganz sinn awer gäre bereet, nach eng Kéier hei verschidde Saachen ze widderhuelen, déi deemools scho gesot gi sinn.

Ech wëll éischtens emol prezisieren, dass d'Regierung net e Reglement zréckgezunn huet, dat vum 2001, mä datt mer dee Reglement adaptéiert hunn aus verschiddeenen Ursachen, wou ech och nach wäert drop zréckkommen. Ech wëll awer och hei soen, dass d'Émweltkommission am Virfeld schon, wat eng relativ ongewéinlech Prozedur awer ass, informell informéiert ginn ass iwwert déi Change-menter. Den Här Di Bartolomeo misst vläicht dann och eng Kéier mat senge Kolleegen aus der Émweltkommission schwätzen, déi hätten dann och kënnen eng Rei Informatiounen dozou ginn. Dat ass also och mat diskutéiert ginn an der Émweltkommission, ier mer et an de Regierungsrot eraginn hunn, an ech mengen dat ass jo awer wierklech och den Ausdruck vun enger ganz participativer Roll vun der Chamber, a bei dësem Reglement besonnesch.

Et ass esou, dass mer eis orientéiert hu fir dee Reglement ze adaptieren un där Devise, déi mer 2001 am Viséier haten. Deemools hu mer gesot: Komm mir kucken, dass mer d'Photovoltaikanlagen esou fördern, dass ongeféier no dräizéng Joer e Retour ass, dass een duerno kann dann e kleng Benefiss maachen, well ee jo en Effort mécht fir den Environnement. Mir hunn an der Zwëschenzäit festgestallt gehat, dass d'Anlage méi bëlleg gi sinn, esou datt mer also do adaptéiert hunn un de Prix de marché vun den Anlagen, respektiv hu mer eng Distinction gemaach tëschen de kollektiven Anlagen an den individuellen Anlage bis véier Kilowatt.

Eng zweet Adaptatioun ass effektiv déi vum de Brennwaertkesselen. Dat ass eng Technologie, déi et normalerweis erméiglecht fir och e bëssen CO₂ ze spueren, well mer feststellen, dass awer dat mëttlerweil praktesch Standard ginn ass. Et kënn een et e bësse vergläiche mam Katalysator virun zéng Joer bei den Autoen. Am Ufank war et eppes wat relativ nei war, wat en zousätzlechen Effort war, mä haut gëtt dat ëmmer méi a méi Standard. Do hu mer also och - an Iwwereestimmung mat der Chambre des Métiers wëllt ech betounen, well mer dee Punkt och mat hinnen diskutéiert hunn - du festgehalten, dass mer géifen och dat adaptieren, well och op där enger Säit déi Technologie méi bëlleg ginn ass a

well et mëttlerweil op ville Plaze Standard ginn ass, fir dat net ganz ewechzuelen aus dem Reglement, fir dat ze adaptieren, op 500 Euro pro Installatioun.

Et sinn och zwee Stéichdatum gesot ginn. Bei de Photovoltaikanlagen ass gesot ginn, deen adaptéierte Reglement wäert funktionieren oder gëtt a Betruecht gezu vum deem Moment u wou d'Leit dann hir Demande de raccordement eraginn hunn. Bei der Photovoltaik war de 25. Januar festgeluecht ginn, a bei de Brennwaertkesselen hate mer och an der Diskussioun mat der Chambre des Métiers, fir dass si Zäit genuch hätte fir hir Memberen, fir hir Installateuren ze informieren, respektiv fir och bei de Leit dat kënnen ze maachen, gesot, dat géif ab dem 1. Abréll gemaach ginn.

Mir hunn dat an engem Communiqué prezisiéiert am Januar, mir hunn dat op eisen Internetsite gesat, mir hunn eng Hotline bei der Émweltverwaltung agericht. Leider hunn ech elo déi Telefonsnummer net derbäi, ech kann lech déi awer nach noreeche. Mir hunn d'Chambre des Métiers informéiert. Si hunn all hir Handwerksbetriber zesummegeruff wou ech och selwer dohinner gaange si fir hinnen déi nei Elementer ze prezisiere respektiv déi nei Prozedur ze presentieren. Ech mengen also, dass mer an där Hisiicht awer all déi Informatiounen weiderginn hunn.

Et ass esou, dass bei de Brennwaertkesselen normalerweis déi Anlag, déi installéiert ass den 1. Abréll, dann och ënnert den neie Regime respektiv nach ënnert deen anere Regime fällt. Et ass och esou, dass do elo net e groussen Abbruch geschitt ass. Mir hunn an der Moyenne, dass ass toutes demandes confondues, 180 Demanden d'Woch déi erakommen. Effektiv - dat ass wouer - si mer do personell gesinn e bëssen an der Quëtsch. Mir hunn dee Service, deen déi Demanden traitéiert, - do waren zwou Persounen, déi d'lescht Joer sech mat deenen Demandé beschäftegt hunn - praktesch doubléiert. Mir hunn elo véier Leit, déi mer an dee Service gesat hunn, well mer déi Demanden nach esou schnell wéi méiglech wëllen all duerchschaafen.

Mir kommen op eng Moyenne vum 120 bis 130 Demanden, déi mer kënnen an der Woch da liquidieren. Mir hoffen, dass mer dat awer nach kënn verbessern, an et ass also esou, dass natierlech dann - ech hunn elo gesot 180 Demandé kommen eran - 130 kënnen d'Woch traitéiert ginn, dass mer se also awer net all kënn sur le coup opschaffen. Mir soen och de Leit elo, wa se eng Demande maachen, kréie se direkt en Accusé de réception wou mer se drop hiweisen, dass dat e puer Méint kann daueren, also och, dass d'Leit en connaissance de cause sinn. Mir hoffen awer, dass nom deem Rush, dee mer hate besonnesch am November an Dezember, wou och nach Demanden opgeschaffe sinn, dass mer awer an der Métt vum deem Joer ongeféier an den Équilibrium kommen an d'Demandé kënnen a méi engem kuerzen Zäitraum maachen.

Op där anerer Säit muss ech awer och soen, dass mer eis freeën, dass déi Reglementer, dass déi Initiativ ginn vill Succès hunn, well d'Leit jo domadder dann och weisen, dass se prett si fir an dem Beräich vum den erneierbaren Energien och hiren Deel dozou bäizetroen, fir dass dat e Succès gëtt, an dofir maache mer dann och all méiglech Effort, fir dass déi Demanden esou schnell wéi méiglech och kënn bearbecht ginn.

Merci.

M. le Président. - Domadder wär dee Punkt ofgeschloss.

Fir haut de Mëtteg hunn déi Häre Jeannot Krecké a Lucien Lux am Numm vun der sozialistescher Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Situatioun vun deenen eelere Leit um Aarbechtsmaart ugefrot.

D'Riedezäit ass nom Artikel 78 vum Chamberreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minuten zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fénnef Minuten, der Sensibilité politique zwou Minuten an der Regierung eng Véirelstonn. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Glesener, Lux, Bettendorf, Jaerling an Huss. D'Wuert huet elo den Här Lucien Lux als Verrieder vun der sozialistescher Fraktioun.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la situation des travailleurs âgés sur le marché de l'emploi

M. Lucien Lux (LSAP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, eis Fraktioun huet dës Demande gemaach well mer der Iwwerzeugung waren, dass eng Debatt sech opdrängt, fir dass eng richtig Diskussioun net an eng falsch Richtung geet.

Wat ass eng richtig Diskussioun am Zesammenhang mat der Beschäftigung vun eelere Salariéen um Aarbechtsmaart? Mir mengen, dass am Kontext vun enger méi grousser Liewenserwaardung, vum de Fortschreiter vum der Medezin, awer och vum enger wuelverstanener Generatiounesolidaritéit, verbonne mat der Tatsaach, dass eeler Mataarbechterinnen a Mataarbechter e grouss Potenzial u Kompetenz an Erfahrung duerstellen, et grondsätzlech richtig ass, si sou laang wéi méiglech a wéi gewünscht am Aarbechtsprozess ze loossen.

Dofir brauch et, eiser Iwwerzeugung no, déi néideg Rahmebedingungen, fir dass dat méiglech gëtt. Brauch et awer och enger Aarbechtsqualität, déi verbessert muss ginn, well mer do, an dat wësse mer alleguerten heibannen, nach ganz vill Suergen hunn. Brauch et um Niveau vum der Gesondheet a virun allem neie Gesondheitsgeforen an der Aarbechtswelt och eng Verbesserung vum eiser Politik an deem Beräich. A brauch et virun allem - et muss een dat soen - eng Bekämpfung vum der Problematik vum Chômage insgesamt, souwuel um Niveau vum der Qualifizierungseffort vum eise jonke Leit, awer och um Niveau vum der Weiterbildung, wéi och eng Wuesstumspolitik an eng Aarbechtsmaartpolitik, déi der Situation ugepasst ass.

Et wär falsch - eiser Iwwerzeugung no - de Problem eleng ze quantifizieren a mat Chifferen a Pourcentagen erëmzeginn a bal mat Argusaen eleng op d'Statistiken ze kucken. Ech menge se soe munches aus, verstoppen awer och zum Beispill, wat Lëtzebuerg ubelaangt, déi Spécificitéiten déi mer hunn um Niveau vum engem Aarbechtsmaart, dee virun allem an der Groussregioun funktionéiert, an awer och um Niveau vum den Taxen, zum Beispill en Taux d'emploi féminin, deen erwuess ass aus och erëm eng Kéier de Spécifitéiten vum eisem Land an deene leschte Joren, fir net ze soen an deene leschte Jorzéngten.

D'Argumentatioun also, fir den Taux d'emploi an d'Luucht ze setzen, dierf keng „fin en soi“ ginn, a wann een eenzel Statistike kuckt am Verglach zu de 15 anere Länner, oder de 14 anere Länner, an der Europäescher Unioun, oder wann ee se vergläicht mat den Objektiver vu Lissabon bis 2010, da gesäit een, dass um Niveau vum

dem globalen Taux d'emploi Lëtzebuerg mat ronn 64% an dem EU-Duerchschnitt ganz gutt do läit, a par rapport zum Objectif vu Lissabon, dee 70% virgesinn huet, sécherlech nach Effort an deene leschte Joren ouni Zweifel haten; an dass mer um Niveau vum Taux féminin ganz grouss Effort an eng gutt Entwécklung an deene leschte Joren ouni Zweifel haten; an dass mer um Niveau vum Taux d'emploi vu 25, 26% par rapport zum Objectif vu 50%, sécherlech nach e groussen Effort ze maachen hunn.

Strategië sinn also gutt, awer si dierfen net eleng eng technokratesch Liesaart an Applicatioun kréien, mä si mussen, wéi gesot, de makroekonomesche Realitéit vum eisem Land Rechnung droen, an och der Aarbechts- a Gesondheitsqualität vum de Mënschen, em déi et geet.

Eng ganz Rei vun Institutionen hu mat vill Besonnenheet, ouni exzessiv Ausrutscher, sech mat deem Thema befasst. Et muss een och soen, dass mer eis an deene leschte Joren der Situatioun jo och méi wéi jee bewosst gi sinn, wann een d'Reformen um Niveau vum der Invaliditéit gesäit. An hirer Praxis, mat der Noutwendegkeet an der Prioritéit op Reklassementer, interner an externer, muss ee soen, dass mer um Rentendéisch d'Décioun, déi geholl ginn ass, fir eng Surcote ze maache bei deene Leit, déi méi wéi 55 Joer an 38 Cotisationsjoren hunn, fir also och do eng Incitatioun ze ginn, méi laang ze schaffen, dass dat schon Décisiounen waren, déi an déi richtig Richtung ginn.

Et dierf ee vläicht awer och hei an enger Klammer soen, dass mer, wa mer dann elo op eemol ufänke mam Fanger op d'Invaliditéitsproblemer ze weisen, net dierfe vergiessen, dass dat e Vehikel war oder en Instrument war, wat während Jore gebraucht ginn ass fir d'Leit - ech wëll bal dat ellent Wuert vum Dégraissage net gebrauchen -, dass dat eng Praxis war, déi jiddefereen, och d'Ekonomie, akzeptéiert huet, an dass mer also haut net sollen elo nodréiglech mam Fanger op déi Leit weisen, wou mer frou waren, dass mer do och eng gewisse Form vum Aarbechtsmaartpolitik an all deene Jore gemaach hunn.

Ech hu gesot, e richtig Thema net an déi falsch Richtung goe loossen. Den Aarbechtsminister huet den 28. Januar 2004 mat den Experte vum der OECD hire Rapport virgeluecht. Am „Lëtzebuurger Wort“, wann een dat gelies huet, deen Dag duerno, war dat vläicht net onschëlleg, dass gesot ginn ass, normalerweis gi Regierungen, eis Regierung oder eis Ministeren op Distanz, wa se nëmme OECD héieren. Wéi oft hu mer héieren, dass par rapport zu Aussoe vum der OECD Ministeren gesot hunn, et soll een dat net ze vill eescht huelen, d'Regierung géif sech deem net uschléissen, géif sech net solidarisiere mat deenen Aussoen. An am „Wort“ ass och gesot ginn, ech zitieren dat: „Die Regierung geht meistens auf Distanz. Diesmal könnte das Szenario aber anders verlaufen.“

An et ass eng éischt Fro - War et eng rhetoresch Fro? Ech weess et net. - gestallt ginn, och déi zitieren ech: „Hat der Vorruehstand «à la luxembourgeoise» ausgedient?“

An et hat een dann also d'Gefill, dass hei e Ballon d'essai gesat gëtt, fir emol ze kucke wéi dann déi éischt Reaktiounen géife ginn, en sachant bien, dass de Minister hei iwwert dee Rapport keng fréizäiteg Concertierung gemaach huet, éier hien en dann der Öffentlechkeet matgedeelt huet.

D'Presenz vum der OECD, an dat wat also den éischten Dag erauskom ass, hat vläicht de Minister selwer och e bëssen erféiert, well schon den 3. Februar, e puer Deeg duerno huet en an engem In-

terview - kënn ee vläicht soen - galant dach zréckgeruddert, well, ob-scho rhetoresch gesot gétt, ech zitieren och hei: „Die Augen dürfe man nicht länger verschließen“. D'Diagnos wär richtig, d'Therapie wär net ideal, et wär fatal, wa mer géifen de Kapp an de Sand stiechen.

An dann, wann een awer da gekuckt huet, wat da vu Reformvirschléi aus dem Mond vum Minister iwwreg bliwwen ass, da war dat net méi ganz vill, well e sech zum Préretraitesystem bekennt. U sech, dat eenzeg wat dann iwwreg bleibt,...

(Interruption)

...dat huet mech och gewonnen, déi eenzeg punktuell Proposition war dann déi fir d'Alterslimite beim Stat opzehiewen, obwuel mer e puer Méint virdrun - et war kuerz virun der grousser Vakanz - hei de Statut gestëmmt hunn, an do d'Alterslimite op 45 eropgestat hunn, dass déi op eemol am Tirang sécher gemierkt hunn, dass et do eng Direktiv vun 2000 géif ginn, déi am Prinzip eis operleet, fir iwwerhaapt keng Alterslimite méi ze hunn, an dass mer dann elo e Projet maachen, fir dat dann och ofzeschaffen.

Ech mengen och, an ech mengen dat ass e bésse kloer ginn, wann een eng reng Fixéierung mécht op Pourcentagen, op Zilsetzung par rapport zum Objectif vu Lissabon, dass een da schnell Problemer kritt fir, wann een de Mond spézt, dann herno och wierklech ze päifen. Mir kënnen eis mat eenzelne Virschléi vun der OECD, déi ech géing éischer soen Allerweltspiste sinn, averstanen erklären. Et gétt do gesot eng national Campagne fir e Mentalitéitswiessel, regelméisseg Concertéierungen, d'Schafung vun enger Base de données, global Analysen ufärdegen. Ech mengen, dat ass an der Rei, domadder kann ee gutt liewen. Anerer si franchement inakzeptabel, an ech mengen et wär wichteg, dat eng Kéier hei och kloer an daitlech ze soen.

Mir mengen, wann an deem Rapport vun der OECD gesot gétt, dass d'Resultater vum Rentendesch esou wäeren, dass d'Pensiounen hei zu Lëtzebuerg ze héich wäeren an dofir d'Leit léiwer géifen an d'Pensioun goen ewéi weider ze schaffen, dass mer déi Analys natierlech net kënnen deelen. Et gétt gesot, et misst een d'Konditiounen fir d'Préretraite erschweieren, fir net ze soen aushillegen: rendre plus difficile l'accès et moins attractive financièrement.

Wann ee sech d'Zuelen ukuckt, da géif een och do mengen, dass ee ganz staark misst differenzieren. De Prinzip vun der fréizäiteger Pensioun mat 57 bei 40 Cotisationsjore gétt a Fro gestallt an och, muss ee jo soen, gétt a Fro gestallt, déi sou genannten assimiléiert Zäiten, Erzéiungsjoren, Studiejoren, wat och eng Politik ass, déi, mengen ech, heibanne vu jiddferengem fir richtig befonnt gétt.

Wann de Minister also déi do Virschléi gemengt huet, innerhalb vun deem wat d'Presentatioun vun der OECD war, da wëlle mer soen, dass mer mat där Richtung do vun deene Punkten net kënnen d'accord sinn. Déi Verpackung ass bei der OECD vläicht des Kéier e bésse méi intelligent, den Inhalt bleibt a villen Hinsichte fir eis inakzeptabel.

Mir mengen dofir, dass eng Objektivierung noutwenneg ass. Mir brauchen also eng méi objektiv Debatt. Jo zu deem Zil. An ech hu gesot, mir hunn eis scho beweegt an eenzelne Moossnamen. Mir sollten an déi Richtung weidergoen, fir déi Kultur ze kréien, dass een de Leit dat méiglech mécht.

Jo och zum Zil am Kontext vun enger sécherer Finanzéierung vun eise Sozialversicherungssystemer. Jo zum Modell vu flexibelem Iwwergang, Altersdeeltzäit, der Méiglechkeet also Pensioun an Aar-

becht mateneen ze verbannen, dat besser dobausse bekannt ze maachen an ze kucken, dass et an déi Richtung geet.

Jo zum Préretraitesystem. Et muss ee jo soen, dass wann ee gesäit, an dem Avis vun de Gewerkschaften an de Berufskummeren, dass dat 0,6% ausmécht vun eisem gesamten Emploi, déi Leit déi vu Préretraite profitieren, 0,6%, da kann dat jo wuel net wéinstens quantifiziert de Problem sinn, dee mer op deem Niveau hunn. Mir hunn a mir brauchen och haut déi Préretraite a justement mir brauchen haut och déi Préretraite-solidaritéit, well mer de Leit jo musse kloer maachen dobausse wéi dat, wat si a priori als eppes gesi wat sech géintwärtig steet, dat heescht, dass d'Leit solle méi laang schaffen an anersäits sollen awer wéinst dem Chômage déi Jonk méi fréi op den Aarbechtsmaart kommen. Ech mengen, déi Akzeptanz musse mer also gewinnen. An ech denken och déi Préretraite fir déi Leit, déi 20 Joer Schichte geschafft hunn, bleibt weider e Stéck Solidaritéit, wat mer sollen oprecht erhalen.

D'Plattform, an ech hu se scho genannt, déi mir fir déi richtig géinge fanne fir déi weider Debatten, wär déi, déi den Avis vun OGB-L, LCGB, Privatbeamtechamber an Aarbechterkummer ubelaangt, déi relativiert villes wat bei der OECD gesot gétt. Si setzt déi richtig Akzenter. Si versicht virun allem kloer ze maachen, dass et ganz ennerschiddlech Biografië bei de Leit gétt an dass een déi soll versichen ze respektieren.

Mir mengen och, dass se seet an dat ennerschreibe mer, dass déi ganz Politik och muss gesi ginn als e gutt Stéck Humaniséierung vun der Aarbechtswelt an dass am Sënn vun enger wuelverstanener Nohaltgeet et net nëmmen drëm geet gesond Beem a proppert Waasser ze hunn, mä och dofir ze suergen, dass mer gesond Mataarbechterinnen a Mataarbechter an de Betriber hunn, ob se jonker oder eelere sinn an dass mer eis och deem Zil musse verschreiwelen.

Merci.

M. le Président. - Als éischte Riedner ass den Här Marcel Glesener agedroen. Den Här Glesener huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Glesener (CSV). - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, a regelméisseg Ofstänn ginn d'Bestimmunge vum Aarbechtsrecht a vum soziale Recht vun den Experte vun der OECD kritesch begutachtet an analysiert an och Virschléi gemaach, zum Beispill wat d'Indexéierung betrëfft. Dat huele mer da gewéinlech hei zur Kenntnis, mä et gétt net Ulass zu engem Débat hei an der Chamber.

De Bericht vun der OECD vun deem Joer huet sech enner anerem beschäftigt mat dem frëien Ausschneiden aus dem Berufsliewen an der Weiderbeschäftigung vun eeleren Arbeitnehmer. D'Tatsaach, dass den Aarbechtsminister zesumme mat den Experten deen Deel vum Bericht an der Öffentlechkeet virgestallt huet, wëllt mat Sécherheet net soen, dass den Aarbechtsminister sech mat de Schlussfolgerunge vun dem OECD-Bericht identifiziert an datt d'Regierung d'Schlussfolgerunge vun deem Rapport uwende wäert. Mä verschidden Aspekter aus deem Rapport hu mer scho fréier diskutiert an déi si mat Sécherheet och haut a muer diskussionswürdig. Wat awer net geschitt, an dat ass d'Meenung vu menger Partei, dat ass, dass d'Vorruehstandsregelung, d'Préretraite an deenen dräi Facetté wéi se besteet, mat Sécherheet net verschlechtert gi wäert.

Zweetens d'Gesetzgebung iwwert d'Invaliditéitspensioun gétt mat Sécherheet net zu Ongonschte vun deene Mënschen, déi duerch Krankheet oder Invaliditéit net méi schaffe kënnen, verschlechtert.

Drëtens, et besteet an deem Moment an och an der noer Zukunft absolut keen Ulass d'Pensionsentscheidunge vum Rentendesch a Fro ze stellen. A mat Sécherheet wäerte mer eng Politik weider verfollegen, dass all Mënsch, dee während 40 Joer geschafft huet, mat 57 Joer een Urecht huet a Pensioun kënnen ze goen.

Dat si Froen, och wa se iergendwéi a Fro gestallt gi vum OECD-Bericht, déi mat Sécherheet net zur allgemenger Politik hei zu Lëtzebuerg wäerte ginn. Mä zwee Froekomplexer mussen awer duerchdiskutiert ginn. Nämlech, et kann net sinn, dass mer an der Economie verzichten op d'Erfahrung, op d'Kenntnisser an op d'Wësse vun eelere Mënschen, déi während Jorzéngten an de Betriber an am Beruf aktiv waren, dass een dat net ausnotzt a benotzt. An dofir ass et noutwendeg a wichteg, dass an de Betriber iwwer Weiderbeschäftigungsméiglechkeete muss nogeduecht ginn, Weiderbeschäftigungsméiglechkeete fir eeler Leit, déi Mériten hunn an déi och Kenntnisser hunn, fir deenen d'Méiglechkeet ze ginn an Ureizer ze schafen, dass se och iwwert de Pensionsalter ewech eventuell, wa se wëllen, kënnen zur Verfügung stoen a méi laang schaffe gi wéi 60 Joer.

Dat kann ee realisieren duerch kierz Aarbechtszäite fir eeler Arbeitnehmer, fir en anerem Iwwergang aus dem Berufsliewen an d'Pensioun eran, duerch Pensionssteigerungsmodalitéiten, duerch Weiderbildung an Emschoulungen a virun allem awer och musse mer Ureizer schafen, dass d'Betriber eeler Arbeitnehmer och weider beschäftegen a weider beschäftege wëllen, wéi zum Beispill an deene Betriber, déi Leit beschäftegen a weider beschäftegen, déi am Pensionsalter sinn, fir do enner Emstänn d'Solidaritätssteuer erfzesenken.

Mir kënnen eis et also net erlauben an der Zukunft op d'Erfahrung an d'Kenntnisser an d'Wësse vun eeleren Arbeitnehmer ze verzichten, mä mir mussen deene Leit och d'Méiglechkeet ginn, och wa se am Pensionsalter sinn, wa se wëllen am Intérêt vun eiser Economie a vun eis alle weiderschaffen.

Mir schloen also vir, dass am Numm vun der Tripartite d'Sozialpartner, well em déi geet, mussen d'Méiglechkeeten ausloten eng Tripartite anzeberuffe wou en Inventar gemaach gétt iwwer all bestoend Moossnamen, déi zum Zil hunn d'Beschäftigungsquote vun eelere Matbierger ze steigern, ze préieren an eventuell ze verbessern, d'Betriebsmodeller duerch Kollektivvertrag auszeschaffen an och generell an de Betriber unzebedden.

Déi Diskussioun, Kolleeginnen a Kolleegen, muss awer gefouert ginn am Kontext mat der allgemenger Beschäftigungslag, an d'Beschäftigungssituatioun haut ass eng aner wéi se dat viru fennef Joer war. Dofir kënn et drop un, fir entsprechend de jeeweilige Bedingunge flexibel Moossnamen ze beschleissen, déi och da kënnen deenen a Fro Kommanden ugebuede ginn. Flexibel Léisunge sinn also ubruucht.

Dat sinn e puer kuerz Bemierkungen, déi ech am Numm vu menger Partei konnt maache während deene fennef Minuten, déi mer hei zur Verfügung stinn.

Ech soen lech merci!

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

M. Niki Bettendorf (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu de Kritik vum der OECD

zu verschiddenen Dispositionen an eiser Rentegesetzgebung ass villes ze soen. Et soll ee Kritike vu baussen eescht huelen. Et muss ee se awer och vun nationaler Sicht aus an hirer Gesamtheit gesinn. Dozou wëll ech direkt bemierken, dass een ee Land net ka mat deem anere vergläichen, dass et awer nützlich kann a muss sinn, wa mer Vergläicher zéien a Berechnungen opstellen, fir dass et eis net geet wéi zum Beispill beim Noper Däitschland, wou et vir an hannen net méi opgeet.

Ech hu gesot, mir kënnen net ee Land mat deem anere vergläichen an ech ginn lech hei just ee klenge Beispill. Ech war virun e puer Deeg a Moldawien, wou d'OECD och gesot huet, et misst méi laang geschafft ginn, bis 65 Joer. Déi Leit do wiere sech géint déi Virstellung, well bei hinnen ass d'Liewenswaardung nëmme 66 Joer, also an der Moyenne nëmmen ee Joer Pensioun. Do kann ee verstoen, dass sech heftegst géint d'Recommandatiounen vun der OECD gewiert gétt.

Zréck bei eis. Dësen OECD-Bericht spuert jo net mat Kritiken un der Rentereform. Resüméiert seet en, well zu Lëtzebuerg d'Pensiounen ze héich sinn, ginn d'Leit net encouragéiert fir méi laang ze schaffen. Dozou kënn ee villes soen. Et kënn een och soen, well mer vill verdéngen, gi vill Fraen net schaffen. Ee Beispill. Dat ass et sech awer ze einfach gemaach. Dës Regierung huet eng Rentereform gemaach well héich Reserven do sinn, op déi haut déi, déi schaffen, kënnen zielen oder déi, déi a Pensioun sinn, och en Urecht hunn. An och gouf dës Rentereform gemaach, fir endlech Ongerechtheeten, déi an eisem Rentewiese bestongen, auszemaerzen. A weider gi mer eis d'Moyene fir d'Finanzierbarkeit laangfristeg och ze garantieren.

Och d'Préretraite an d'Invalidierende bei eis sinn den Experte vun der OECD en Där am A. Meng Fro: Wat hätte mer sollen anescht maachen? An der schwieriger Situation, wou an der Stolindustrie 25.000 Aarbechtsplazen hu missen ofgebaut ginn, do hate mer de Choix zwëschen op där enger Säit Chômage an op där anerer Säit d'Invalidierende an d'Préretraite.

Lëtzebuerg huet déi zweet an drëtt Léisung geholl, an dat zu vollem Recht. Awer eng Ausnahmesituation huet hir Grenzen a muss hanerfröt ginn. Mir hunn dat hei zu Lëtzebuerg gemaach. Mir waren zu Lëtzebuerg Weltmeeschter, wat d'Invalidierenden ubelaangt huet. Nëmme een Deel vun eisen Invalidierende, an ech betounen een Deel, kruten d'Invalidierende aus ekonomeschen Ursachen. Dat war deemools ze verantworten, ass haut net méi tragbar, an dofir hu mer eis 2002 en neit Gesetz ginn. Et gesäit een, dass dat Gesetz seng Friichten dréit. Invalid gétt deen, deen invalid ass, an da bleibt en et och an der Zukunft.

Och d'Préretraite ass den Experte vun der OECD en Där am A. Reng mathematesch gesinn, ass dat sécher eppes, wat net grad dozou bäidréit, fir d'Leit länger um Aarbechtsmaart ze behalen, mä et war an et ass e wichteg Instrument, wat zur Erhaltung vun Aarbechtsplaze bäigedroen huet a bäidréit. Et war an et ass och eng Mesure fir enne bei deene Jonken den Aarbechtsmaart méi op ze maachen. Si ass och richtig a wichteg fir deene Leit, déi ëmmer schwéier geschafft hunn, déi nuets geschafft hunn, d'Méiglechkeet ze gi vun enger verdéngter Pensioun ze profitieren.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer wëllen errechen, dass Leit iwwer 55 Joer um Aarbechtsmaart solle bliewen, dass déi jonk Arbeitnehmer a schlussendlech och eis Wirtschaft könne vun der Erfahrung a vum Know-how vun den eelere Mataarbechter profitieren, da musse mir kucken, dass ee gra-

duellt Erauskammen aus dem Aarbechtsliewen an d'Pensioun méiglech ass an dass de Betreffenen och op sengem Paiziedel respektiv op senger Rent mierkt, dass säi weidert Engagement him eppes bréngt. Et dierfen him dofir och keng Steng administrativer Natur an d'Wee geluecht ginn, wann hie weider wëllt schaffen.

Mir musse kucken, dass bei der Embrace et keng Diskriminatioun vis-à-vis vun den eeleren Arbeitnehmer gétt. Hei ass en Émdenke vu Säite vun den Entrepreneuren nédeg. Mir musse kucken, dass den Aarbechter oder Employé iwwer 55 nach Perspektive kritt a sengem Beruf, dass en en Émfeld virfënt, dat e motiviert sech weiderzubilden, dass e bewiese kann, wéi kompetent en ass.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, sinn e puer Iwwerleeungen, déi d'Sozialpartner a mir als Chamber dann och musse weiderféieren. Un ons ass et fir ze decidieren, op wéi engem Wee mir weiderginn. Mir musse schnell eng Diskussioun doriwwer kréien, well de Vieillissement démographique esou bal net wäert gestoppt ginn. D'Demokratesch Partei ass jiddefalls dergéint, dass eppes vun uewen erfokretéiert gétt, just fir dass Lëtzebuerg an enger Statistik europawäit e bessen e puer Plazen no uewe rutscht. Et geet drëm fir d'Gesamtbild ze kucken, an doraus déi richtig Schléss ze zéien.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech esou hei nogelauschert hunn, ass am Fong nëmmen d'OECD ugesprach ginn, wann et drëms geet, fir d'Liewensarbeitszäit ze verlängeren. Ech wëll awer drun erënneren, dass virun zwee Joer och eise Wirtschaftsa Sozialrot ähnlech Iwwerleeungen ugestallt huet an ähnlech Recommendatiounen erausginn huet, fir an déi Richtung ze goen, e Wirtschafts- a Sozialrot, wou jo awer keng Leit vun der OECD drasetzen. Här Lux, ech kann lech dat weisen. Déi Recommendatiounen ähneln deenen Iwwerleeungen vun der OECD.

(Interruption)

Bon, et deet lech elo e bésse wéi, well Ar Gewerkschaft och mat dra sätzt, mä dat ass awer net esou schlëmm.

Wat ech awer wëll bemierken, dat ass, dass den Här Bettendorf gesot huet, dass d'Leit wéinst deenen ze héije Pensiounen zu Lëtzebuerg fréizäiteg a Pensioun géife goen. Ech géif awer éischer soen, an ech weess dat aus Erfahrung, dass...

(Interruption)

Dat hutt Dir elo virun e puer Minutte gesot.

M. Niki Bettendorf (DP). - Ech hunn zitiiert wat d'OECD gesot huet.

M. Aly Jaerling (ADR). - Et ass awer net esou, et ass wéinst dem Aarbechtsklima.

(Interruption)

Entschëllegt, mä Dir hutt et op jidde Fall gesot. Ech soen lech, et ass wéinst dem Aarbechtsklima, wou d'Leit esou fréi a Pensioun ginn a garantéiert net wéinst deenen ze héije Pensiounen am Privatsecteur.

Entschëllegt, ech hunn net matkritt, dass en een zitiiert huet. Ech hat e Moment net opgepasst. Ech hu kee Problem, fir meng Wierder zréckzehuelen.

Wat ech awer wëll soen, dat ass, wa mer effektiv wëllen higoen a Mesuren entamieren, fir dass d'Leit fräiwëlleg sollen - et soll jo op

fräiwëlleger Basis geschéien - méi laang schaffe goen, da soll een direkt net engem Joer oder no annerhallwem Joer ufänken déi Mesuren ze analyséieren, wéi zum Beispill den 0,01%, dee pro weidergeschaffent Joer zougestane gëtt, a kucke wéi wäit déi Mesurë gegraff hunn, ob se iwwerhaupt gegraff hunn. Et ass vläicht nach e bësse fréi, Här Lux, mä et kann een awer schonn ufänken ze kucken. Wann ech d'Rechnung maachen a kucken zum Beispill een, deen an d'Prétraite geet, deen huet jo an der Regel 40 Versécherungsjoren a 57 Joer. E kënt op de Facteur 97. Deen huet scho véiermol déi 0,01%, deen huet also keen Intérêt drun, fir nach weiderzeschaffen, well dee se jo d'office kritt. Et muss ee sech och emol déi Mesuren iwwerleeden.

Eppes anescht ass et, wa mer mengen, dass d'Leit solle méi laang schaffen, esou sinn ech awer net der Meenung, dass mer dann onbedéngt mussen higoen, a wéi dat elo amgaangen ass de Fall ze ginn an ëmmer méi ze ginn, fir déi Leit, déi krank sinn, ëmmer méi op den Aarbechtsmaart zrëckzegeheien. Et ass net wéi hei gesot ginn ass, dass d'Leit elo d'Pensioun éischer kréien. Dat ass net wouer. Wat een och feststellt, dass just bei dem Gesetz iwwert d'Reinsertion professionnelle eng Makulatur ka gemaach ginn. Et gëtt gekuckt, ob de Salarié nach a sengem Betrieb weiderschaffe kann. Wann de Patron nee seet, gëtt eng extern Réaffectation probéiert. Wann dat net de Fall ass, da gëtt gekuckt, ob en d'Invalidérent net ka kréien. An da kritt en e Revenu d'attente. A wann en an deem Revenu d'attente ass, an do ka menger Logik no d'Makulatur kommen, da steet e weder am Chômage nach bei de Pensiounstatistiken. An do ass de Problem.

Ech hoffen, dass et net an déi Richtung geet, dass mer all déi Leit, déi elo an déi Réinsertion professionnelle kommen an de Revenu d'attente geheien, alleng nëmme fir eis Chiffren ze manipuléieren, fir dass mer do sti wéi wa mer elo manner Invalidérentner hätten. Well mat deem Gesetz iwwert d'Reinsertion professionnelle, wou ech deemools net domadder d'accord war, well ech genau gesinn hunn, wat géif kommen, do ass elo de Fall do, dass awer nach Leit an der Luucht hänken, déi absolut guer näischt kréien.

Den Här Minister ass elo hei an dee weess dat. E muss mir bestätegen, dass dat esou ass, an dat och an Zukunft weider Iwwerhand hélt.

An da kënt déi aner Situatioun, dass déi Patronen, déi hir Leit ermhuelen, se och nach gehaltméisseg zrëckstufen. Se stufe se zrëck op hir Ufankbasis. Wat geschitt dann? Déi Leit, an do misst een awer iergendwéi eng Ännerung maachen, déi kënnen zum Beispill net vun der Indemnité de réemploi profitéieren, well se bei deemselwechte Patron erëm age stellt ginn. Wa se bei engem anere Patron géifen age stellt ginn, dann hätten se d'Indemnité de réemploi vu véier Joer, wou d'Loundifferenz bezuelt gëtt, zegutt. Wa se bei deemselwechte Patron erëm age stellt ginn, dann ass dat net esou.

(Interruption)

Nee, dat stëmmt net. Et deet mer Leed, Här Minister, da weisen ech lech erëm e puer Fäll, wou dat ofgelehnt ginn ass.

(Interruption)

Vum Ministère, net vum Patron. Do muss mir ganz gutt oppassen. Wa mer dat maachen, da gëtt praktesch jiddferen ermgeholl, an da bezilt de Stat, da bezilt d'Algemengheet déi Differenz.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*. - Här Jaerling, mir kënnen roueg eng Kéier eng Debatt maachen iwwert d'Invalidérentenproblematik. Mir hunn do eng Partie Abusën, wou de Patron - et gëtt net vill Fäll mä et

gëtt der - seet, ech stellen dech elo nach just zwou Stonnen an a bezuelen dech fir zwou Stonnen. De Rescht gees de bei de Stat sichen. Dat fanne mer net richtig, well et ass net konform zu deem, wat mir eis virgestallt hunn. Op deem Punkt wäerte mir d'Gesetz änneren. Do si mer amgaang mat de Sozialpartner dat ze änneren.

M. Aly Jaerling (ADR). - Ech schwätzen hei vun deem, wat besteet. Dir kënt näischt dergéint maachen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*. - Ech soen nach eng Kéier, et ass falsch ze soe beim Reclassement interne géife mir net hëllef. Mir hëllef beim Reclassement interne.

M. Aly Jaerling (ADR). - Op dem gesetzleche Wee net, Dir kënt net.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*. - Ma dach!

M. Aly Jaerling (ADR). - Dir schreift de Leit, an ech kommen an Zukunft bei lech an Dir maacht Äre Kreeppchen drënner, dass déi Leit Réemploi zegutt hunn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*. - Ech mengen, Dir schwätzt vun eppes anescht.

M. Aly Jaerling (ADR). - Nee, ech weess ganz genau vu wat ech schwätzen, well ech d'Praxis kennen. Ech war schonn e puermol bei lech mat esou Dossieren, an Dir wësst ganz genau, dass ech lech keng Dommheeten ziele kommen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*. - Dir schwätzt vun anere Fäll. Dir schwätzt nämlech vu Fäll, wou d'Gesetz net spillt, an net vun deene wou d'Gesetz spillt. Dir verwieselt déi zwou Säiten.

M. Aly Jaerling (ADR). - Bei deene meeschte Leit, déi wellen an d'Invalidérent goen, do kënt Dir d'Doktere froen, do kënt Dir déi Leit vum Terrain froen, do spillt iwwerhaupt kee Gesetz. Dat ass de Problem. An et ass dat, wat ech will soen, dass mer mussen oppassen, dass mer Mesurë maachen, fir dass d'Leit fräiwëlleg méi laang schaffe ginn - dat ass eng Saach -, mä elo einfach hinzogeg fir ze versichen elo hei eis Statistiken ze makuléieren, fir elo virun Europa gutt do ze stoen, andeem datt mer déi krank Leit mordicus erëm op den Aarbechtsmaart schécken, egal wéi krank, dass se sinn, also domadder kann een net d'accord sinn. Ech mengen, et ass och do, wou muss elo den Hiewel ugesat ginn, dass do sozial Gerechtegkeet kënt, well do an deem Beräich ass keng.

M. le Président. - Als nächst Riedner ass den Här Jean Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun deene Grénge will ech och e puer Wuert soen hei iwwert d'Situatioun vum Emploi a vum Chômage vun den eelere Beschäftegten um Aarbechtsmaart. Am Vergläich zum Ausland sinn dës Chômagezuele sécherlech, wann ee se mat Däitschland a Frankräich vergläicht, nach net esou schlëmm. Mä mir hunn awer trotzdeem lues a lues awer och do e Problem.

Wann e gewëssenen Alter iwwerschratt ass, da gëtt et och fir déi Leit, fir déi Salariéen iwwert deem Alter, ëmmer méi schwierig eng nei Aarbecht ze fannen. Dës Chômage tëschent 50 a 60 Joer, heiansdo och schonn drënner, ass een Deelaspekt vun der Chômageproblematik insgesamt. Et gëtt dofir sécherlech spezifesch Ursachen, mä et gëtt och allgemeng

Ursachen, déi doranner leien, datt am Kontext vun der Globaliséierung a vun der grenziwwerschrënder Konkurrenz, Betriber, virun allem transnational aktiv Entrepreneuren, alles versiche fir hir anscheinend ze héich Produktionskäschten ze senken an och fir kuerzfristeg den Aktionäre méiglechst héich Dividenden ze ginn.

Kuerzfristeg Profitdenken ëm praktesch jiddfer Präis, dat ass haut a ville Chefetagen d'Devise an net eng sozialverträglech Personalplanung, bei där och d'Interesse vun den eelere Arbeitnehmer garantéiert géife bleiwen.

D'Lëtzebuerger Situatioun ass zwar a villen Hisiichten atypesch, well hei nach all Joer vill nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, mä trotzdeem ass de Chômage an deene leschte Méint awer och an d'Luucht geklommen, an dovunner betraff sinn niewent jonken, déi op den Aarbechtsmaart drängen, och eeler Salariéen, déi zounemend a manche Sektore vun hirer Aarbechtsplaz an de Chômage oder an d'Prétraite oder an d'Invalidérent gedréngt gi sinn.

Vu Säite vun esou manche Patronatsverrieder a Betriebschefe gëtt dobäi eng Mentalitéit verbreet, datt eeler Salariéen eben net méi produktiv genuch oder net méi innovativ genuch wäeren. Et schéngt an de Chefetage vu manche Betriber praktesch en neie Jugendkult ausgebrach ze sinn. Jonk, dynamesch, innovativ sollen déi nei Aarbechtskräfte sinn, och wann an de Chefetage selwer oder an de Verwaltungsréit meeschtens de Géigendeel de Fall ass. A Wierklechkeet geet et éischer dorëmmer, datt een eeler Salariéer lass will ginn, well se a méi héije Gehaltskategorien dra sinn a well ee ganz einfach méi jonk Leit wellt astellen, well déi manner kaschten. Vun do hier, vun deem net ganz sozialen Denken hier, fällt et eelere Salariéen ëmmer méi schwéier, fir hir Aarbechtsplaz ze behalen oder fir eng nei ze fannen.

Esou laang et zu kengem méi soziale wirtschaftlechen Emdenken an eiser Gesellschaft a besonnesch an Europa insgesamt kënt, dierft sech un dës Situation och net vill änneren. A wann an deem Kontext d'OECD ënner anerem dofir plädéiert, datt d'Leit méi spët sollen a Rent goen, esou ass dat eleng och scho vun dohier onverständlech, well am Géigesaz dozou, wéi ech gesot hunn, vill Betriebschefe grad de Géigendeel praktizéieren an am léifste praktesch all iwwer 55 Joer al Salariéen an d'Prétraite oder an d'Invaliditéit géinge schécken.

An enger Äntwert vun de Gewerkschaften OGB-L an LCGB vum 3. März 2004 gëtt an eisen Ae mat gréisstendeels richtegen a gudden Argumenter op den OECD-Pabeier geäntwert. Als Gréng menge mer, datt d'Finanzéierung vun de Renten an deenen nächsten zéng, zwanzeg Joer sécherlech eng eescht Fro wäert bleiwen an datt och zu deem Zweck nei Finanzéierungsquelle mussen erschloss ginn. Mä mir plädéieren a Bezuch op d'Problematik vum Chômage, Aarbechtszäit a Rentenalter éischer fir differenziéiert a sozial orientéiert Léisungen, fir Deeler vun de Salariéen eventuell op fräiwëlleger Basis länger a Beschäftegung ze halen.

Dozou misst et virun allem positiv Ureizer ginn, fir de Betriber de wichtege Know-how an d'Expérience vun den eelere Leit ze erhalten. Esou positiv Ureizer wäere sécherlech zum Beispill besser an attraktiv Aarbechtsbedingungen, vun deenen och den honorabelen Här Lux hei scho geschwat huet, well et jo effektiv esou ass, datt mer ëmmer méi psychosomatesch Erkrankungen an och Depressiounen

hunn. Dat heescht an eiser Aarbechtskultur lafe Saache schif, well de Stress ëmmer méi grouss ginn ass. Esou Ureizer wäere sécherlech och d'gleitend Iwwergang an de Rentenalter, wéi zum Beispill Deelzäitarbechtsméiglechkeeten an esou virun, déi begleet misste sinn duerch steierlech Mesuren an duerch positiv Mesuren, zum Beispill um Gebitt vun de Cotisatiounen.

Wann am Gesetz vun 1995 iwwer eng Retraite progressive ze vill bürokratesch an administrativ Barrieren do sinn, da muss eben dat Gesetz hei nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn an an deem Sënn verbessert ginn.

D'Gewerkschaften insistéieren och op vereinfacht a reglementaresch Prozedure fir Weiterbildung och fir eeler Salariéen am Kader vun der Aarbechtszäit selwer. Eiser Meenung no ass zumindest bei Deeler vun de Salariéen, déi nach net ze vill ausgebrannt sinn, sécherlech nach Interesse do fir weidergebilt ze ginn, fir esou eng Formation continue ze kréien, well et sinn der eng Partie do, déi sécherlech eng Iddi méi laang deelweis wellt virschaffen. Wann déi also esou eng Formation continue géife maachen, wär dat sécherlech fir déi Leit, déi nach wierklech dat wëlle maachen, eng positiv Saach.

Ech kommen an deene fénnef Minuten, déi ech hei zur Verfügung hunn, lues a lues zur Konklusioun.

Dir Dammen an Dir Hären, iwwer geziilt Mesuren, sou wéi ech se opgezielt hunn - an et gëtt der sécherlech nach anerer -, wär et an eisen Ae méiglech d'Aarbecht vun eelere Salariéen erëm nei ze revaloriséieren, a fir och bei den eelere vun de Salariéen nei Motivatiounen ze schafen.

Déi zentral Fro awer, an domadder kommen ech zum Schluss, ass d'Fro, awéiwäit d'Chefetage vun de Betriber iwwerhaupt gewëllt sinn do matzogen. Do mengen ech alerdéngs, datt net nëmme vill Emdenken nach néideg ass, mä wahrscheinlech och nach vill politeschen Drock néideg ass, fir se zu diesem Emdenken ze bréngen.

Ech soen lech merci!

M. le Président. - Als nächst Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (dÉI LÉNK). - Merci. Den OECD-Rapport, deen hei diskutéiert gëtt, bréngt zwar interessant Donnéeën an nuancéiert Analysen, mä hien huet grosso modo eng Äntwert parat, an dat ass déi, datt d'Leit iwwer 50 Joer mussen méi laang schaffe goen. Déi Äntwert deelt en alerdéngs mat der offizieller Politik vun der Europäescher Union, déi mat ofgeseent ginn ass och vun eise Regierungen. Richtig ass, dass, wat d'Leit méi al ginn, wat méi Suen aus der Economie opbruecht mussen ginn, fir ënner anerem hir Pensiounen an de Gesondheetssystem kënnen ze bezuelen.

Ech sinn awer der Meenung, dass et an eisen Land genuch Wäerter gëtt, déi erschafe ginn, fir de soziale Standard an eiser Gesellschaft ze erhalen, wann déi Wäerter nëmme méi gerecht verdeelt ginn. De legale Pensiounsalter, 57 Joer oder 60 Joer bei 40 Versécherungsjoren a 65 Joer, dat ass eng sozial Errungenschaft, déi och dem Aarbechtsëmfeld haut nach villfach Rechnung dréit, heiansdo mat ganz neien Aspekter. Vill Leit an ëmmer méi Secteure sinn haut ausgebrannt. Besonnesch déi Leit, déi ënnert harde Bedingunge schonn am fréien Alter kierperlech geschafft hunn, kënnen einfach net méi laang schaffe goen. Hinnen d'Invalidérent ze erschwéieren ass e gesellschaftleche Skandal zënter Joren.

De Rapport schwätzt zum Beispill ganz däitlech vun Instruktiounen, déi un de Contrôle médical vun der

Sécurité sociale an deem Sënn ergaange sinn. Ech mengen, dofir sinn d'Regierungen zënter 1997 hei an deem Land verantwortlech, fir déi Instruktiounen, déi un de Contrôle médical vun der Sécurité sociale a puncto Invalidérente gaange sinn.

Et gëtt och Leit, déi wëlle schaffe goen, déi d'Patronen awer mat 50 Joer „comme des malpropres“, wéi heiansdo d'franséisch Frontalière soen, wann ee mat hinne schwätzt, virun d'Dier setzen. Soll fir si de Schutz vum Aarbechtsrecht nach weider geschwächt ginn, wéi de Rapport vun der OECD et virschléit? De Rapport kritiséiert Instrumenter wéi Prétraite oder virgezonnen Altersrent a wellt d'Invalidérent weiderhin esou restriktiv wann net nach méi wéi bis elo halen.

D'Salariatskummeren an d'Gewerkschaften hunn an hirem ganz interessante Pabeier alles widerluecht. D'Prétraite mécht nëmme e klengen Deel vun den Inaktiven iwwer 50 Joer aus, an d'Prétraite-solidarité a besonnesch d'Prétraite progressive gëtt wéineg oder guer net vun de Betriber ugewant. Et gëtt och vill Patronen, soen d'Gewerkschaften, déi refuséieren d'Leit intern ze reclasséieren, am Kader vum neie Gesetz iwwert d'Beruffsinvalitéit.

Ech hat déi Froen opgeworf an der Question avec débat, déi ech am November hei zu där Problematik virgedroen hat. De Rapport vun der OECD schléit vir, dass d'Leit sech sollen änneren, dass se méi employabel ginn, méi verfügbar ginn an en appeléiert och un d'Politik d'Gesetz ze änneren an heiansdo zaghaft un d'Betriber, de Potenzial vun deenen iwwer Fofzegjähregen ze notzen. E schléit awer net vir, dass sech d'Aarbechtswelt soll änneren, zum Beispill a Richtung Aarbechtszäitverkürzung, méi Congée fir Weiterbildung, sécher Aarbechtsbedingungen an Unerkennung vun de schaffende Leit am Betrieb mat demokratische Rechter.

E seet näischt iwwer ongerecht verdeelte Mëttel an der Gesellschaft, näischt iwwer néideg Emverdeelungen, näischt iwwer Selbstbestëmmung vun de Leit a Kooperatiounen, och iwwert d'Grenzen ewech, amplaz Konkurrenz a Verdeelungskampf. Ech sinn iwwerzeugt - ech will dat zum Schluss hei soen -, dass, wa sech näischt en profonheur an eiser Gesellschaft ännert an déi Richtung do, an och deen néidege Widerstand sech net mécht an déi néidege Bewegung net antrëtt an déi Richtung, riskéieren esou Iddien, wéi se elo am OECD-Rapport vertratt ginn a wou déi offiziell Politik nach seet, si hätt domat näischt um Hutt, riskéieren esou Iddie sech schlussendlech awer duerchsetzen an et brauch ee jo do nëmme iwwert d'Grenze kucken ze goen an Däitschland, wéi dat de Moment geschitt, an dat huet och näischt mat einfacher Parteipolitik ze dinn. Dat huet mat gesellschaftleche Grondstréimungen a Widerstand géint gesellschaftlech Grondstréimungen ze dinn.

Ech soen lech merci!

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*. - Merci, Här President. Merci och fir déi Debatt hei, well ech mengen, dass et wichtig ass, dass mer hei eng Debatt féieren. Ech muss och soen, dass se grosso modo objektiv gefouert gouf, wat och der Saach dénglech ass.

Ech will direkt soen, dass ech natierlech wouss, wéi ech dovunner geschwat hunn a wéi ech mat der OCDE dee Bericht veröffentleht hunn, dass ech géif en Tabuthema ugräifen an dass natierlech géife verschidde Leit - den Här Lux war och hei, hien ass elo hin- an

hiereschwankt tëschent där Versuchung - mer hei sozialpolitische Onbau virwerfen. Den Här Lux huet et net gemaach, mä anerer hunn dat gemaach. Also déi Leit, déi mir wëlle Sozialofbau virwerfen, déi sollen dat roueg versichen ze maachen. Ech scheien déi Diskussioun net, mä ech scheien awer och net d'Diskussioun iwwert d'Problemer, déi do sinn. Mir sollen net esou maache wéi wa mer keng Problemer hätten. Mir solle just mat Zäiten an objektiv iwwert d'Problemer schwätzen. Alldéngs begréissen ech d'Debatt vun de Mëtteg, well déi och gehollef huet déi Diskussioun ze versachlechen.

Ech hunn iwwerengs an deem Interview vum „Wort“, dat ech duerch gemaach hunn -Dir sidd jo en äifrege Lector vum „Lëtzebuurger Wort“, Här Lux, et schéngt jo Är Lieblingslecture ze sinn an Dir kennt lech nëmme verbesseren -...

(Hilarité)

...näischt aneschtlers gesot, wéi dat wat ech op där Pressekonferenz gesot hunn an ech zitieren dann eng vu mengé Lieblingslecturen, well ech hunn der e puer.

Dat ass d' „Tageblatt“, dat seet: „Arbeitsminister François Biltgen wertete die OCDE-Studie als Beitrag zur Versachlichung der Debatten. In den kommenden Wochen wolle er den Bericht mit den Sozialpartnern besprechen. Klar jedoch sei, dass es einfache Lösungen nicht gäbe. Letztendlich gehe es um die langfristige Absicherung der Renten und reelle Perspektiven für eine hochwertige Beschäftigung, so Biltgen, der an die Mitarbeit der Betriebe appelliert und sich dann für eine rasche Umsetzung der Antidiskriminierungsrichtlinien der EU aussprach.“ Et ass genee dat de Résumé vun deem wat ech och do gesot hunn a wat ech och haut soen a wat ech och an der nächster Zäit soen.

Zu der OCDE ass et net esou, dass mir als Regierung ni géife mat der OCDE zesummen oprieden. Ech wëll drun erënneren, dass viru sechs Méint d'Madame Brasseur an ech selwer en OCDE-Bericht, dee mer an Optrag ginn hunn iwwert d'Orientation scolaire an d'Orientation professionnelle, gemeinsam virgestallt hunn a mir sinn amgaangen, haaptsächlech d'Madame Brasseur, well dat méi an hirer Kompetenz ass wéi a menger, déi Schlussfolgerungen emsetzen, fir ze kucken, dass mer manner eng Sélection par l'échec maachen. Déi Recommandatioun zum Beispill, dass mer müssen d'schoulesch an d'berufflech Orientatioun besser matenee verzahnen. Dat si mer amgaang ze maachen an do schumme mer eis iwwerhaupt net. Mir waren allen zwee bereet dee Rapport an Optrag ze ginn. Mir maachen net alles wat d'OCDE seet, selbstverständlech, an deemools huet kee Mensch sech driwwer opgereegt, dass mer mat der OCDE do eppes virgestallt hunn.

Zu deem heite Bericht wëll ech och soen, dass et net esou ass wéi Der vläicht kennt verstanen hunn, dass mer d'Sozialpartner elo agebonnen hätten. Mir hu vum Ufank un, wéi d'OCDE un eis erugetrueden ass fir ze froen, maacht Dir och mat bei där Etüd iwwert d'Travailleur agés, déi mer an all Land maachen, hu mer jo gesot a mir hu vum Ufank un d'Sozialpartner mat agebonnen. Mir haten do zwou Réunione mat de Sozialpartner iwwert de Virentwurf, iwwert dee leschten Entwurf an d'Sozialpartner hunn den Entwurf all kritiert, ier dass d'OCDE en definitiv veröffentlecht huet a mir hunn och vum Ufank u gesot, an dat leeft jo och, dass mer nach géife mat de Sozialpartner zesummekommen.

Ech wëll och erënneren un eppes wat ech schonn e puermol hei an der Chamber gesot hunn, nämlech dass mer am Kader vun dem Comité permanent de l'emploi a vum ORPE, Observatoire des Relations Professionnelles et de l'Emploi,

beim CEPS eng weider Etüd an Optrag ginn hunn, fir e bësse méi qualitativ op d'Problemer anzugehen, souwuel beim Salarié wéi beim Betrib, woufir d'Leit eben zu Lëtzebuerg net méi laang schaffen. Dat alles ass zesummen an dat alles maache mer an der Sozialpartnerschaft an ech ginn net midd ze soen, dass mer hei keng Léisunge maachen ouni mat der Sozialpartnerschaft dat duerchediskutieren.

An ech kann och an deem Sënn nëmme dee Pabeier begréissen, den elo d'Gewerkschafte plus d'Berufskummere ginn hunn, déi natierlech, grad wéi ech och, net alles unhuete wat d'OCDE mécht, mä déi awer eng ganz Partie Weeër hei opzezeichnen, déi zum Deel sech mat deenen decken, déi ech soen. Et sinn och Ënnerscheeder tëschent deem wat hei d'Gewerkschafte soen a wat den Aarbechtsminister seet, mä déi sech zum groussen Deel mat deem decke wat mir och wëlle maachen a schonn eleng an deem Sënn sinn ech frou, dass mer esou e Pabeier hunn, also komme mer weider.

Ech waarden elo drop, dass d'Employeuren, d'UEL, datselwecht maachen an dass déi och konkret Weeër opleeën an da kënne mer an deem Dossier weidergehen, well mir packen et nëmme an der Sozialpartnerschaft, wéi de Marcel Glesener dat hei virgeschloen huet. Geneesou wäerte mer et maache fir an enger Tripartiter Organisatioun un dee Sujet weidergehen. Ech soen et just nach eng Kéier. Ech scheie mech net do virdrun, fir un esou en Tabuthema erunzegen, well et wier falsch wa mer géifen an zéng Joer driwwer diskutieren. Mir sollen elo driwwer diskutieren. Mir sollen uerdentlech Weeër erausfinden a konkret Weeër, an där ginn et der eng ganz Partie.

Bei der OCDE ass et dann och esou, an dofir muss Der e bëssen d'OCDE-Berichter am Detail liesen, dass an deem heite Bericht iwwert de Vieillissement économique de l'emploi eng ganz aner Approche dran ass wéi an deenen übleche Joresberichter, déi d'OCDE gemaach huet.

Zum Beispill huet an den übleche Joresberichter d'OCDE - do hunn ech mech ëmmer dogéint verwierft - all Kéiers gesot, ma Dir hutt net genuch eeler Salariéen, déi schaffen. Wat musst Der maachen, fir dass der méi schaffe ginn? Dir musst de Kënnegungsschutz fir eeler Salariéen ofschafen. De Kënnegungsschutz ass implicite do duerch, dass natierlech déi meescht eeler Leit laang am Betrib sinn an doduerch laang Délais de préavis an héich Indemnités de départ hunn. Do hu mer eis ëmmer dergéint verwierft an ech verwiere mech nach haut dergéint, well ech der Meenung sinn, dass wa mer dat géife maachen, de Kënnegungsschutz ofschafe fir déi Eeler, dann hätte mer net méi Eeler op der Aarbechtsplaz, mä dann hätte mer méi Eeler am Chômage a mir hätte méi jonk Grenzgänger op deenen doten Aarbechtsplazen.

Wann Der elo deen heite Bericht liest, stellt Der fest, dass dee vill méi nuancéiert ass. Déi Fuerderung zum Beispill, de Kënnegungsschutz ofzeschafen, kennt net méi erëm. Och d'OCDE huet eng Partie Progrès gemaach an der Diskussioun an dofir ass et och schlecht fir ze soen, ech diskutieren net mat der OCDE. Ech diskutiere mat der OCDE, well ech feststellen, dass och si léiert an hunn eng Partie Weeër hei opgezeichnet, wou ech mat hinnen eens sinn an Dir och, a mir hunn eng Partie Weeër wou mer net eens sinn. Mä et sinn awer eng ganz Partie wou een domadder eens ka sinn a wou ee ka weidergoen.

Ech mengen, et ass och wichtig, dass mer net ëmmer nëmme vun uewen erof Collimateure kréien a soen, dat interesséiert eis net, an an zéng Joer, après nous le dé-

luge, kënnen anerer kucke wéi se dat léisen, well déi fundamental Froen, déi mer eis musse stellen, dat sinn der zwou. Éischtens: Sollen eeler Salariéer méi laang schaffen, jo oder nee? An zweetens: Wa mer op déi éischt Fro jo soen, wéi maache mer dat dann?

Ech kommen op déi éischt Fro zrëck. Sollen a sollen, dat bedéngt erëm eng Kéier zwou Froestellungen an dat ass: Däerfen se respektiv mussen se?

Ech fänken emol mam däerfen un, an do gesi mer zwee grouss Problemer. Een ass effektiv d'Klima bei de Leit. Gitt e bëssen an d'Quartieren an an d'Caféen. D'Klima bei de Leit ass haut an de Käpp, wann s du nach mat 60 schafft, da bass du eigentlech e bëssen asozial. Da muss du schaffe goen. Also dat ass e Klimawissel, den och muss an de Käpp kommen.

An dat Zweet sinn d'Obstacelen. Mir hunn technesch Obstacelen. Ech kenne ganz vill Leit, déi wëllte méi laang schaffen, mä déi maachen et net. Eng vun den Ursaachen - de Marcel Glesener hat eng Partie a senger Interventioun opgezielt, mä et ginn nach anerer - ass zum Beispill d'Antikumulbestëmmunge bei de Pensiounen. Mir müssen eis iwwerleeën ob déi Antikumulbestëmmungen nach appropriéiert sinn. Mir haten zum Beispill en Obstacle am Aarbechtsrecht. Dat war de sou genannte Bopepermis. Een, den d'Pensioun hat a wollt schaffe goen, den huet misse beim Aarbechtsminister froen ob en dierft schaffe goen. Dee Bopepermis hu mer gemeinsam hei an der Unanimiteit, mengen ech, ofgeschafft.

Mir hunn nach eng Partie Obstacelen an ech mengen, mir sollen emol fir d'éischt déi Obstacelen aus dem Wee raumen, déi déi Leit hënneren, déi wëllte méi laang schaffen goen, dass se iwwerhaupt kënne schaffe goen. Dann hu mer emol schonn eppes gemaach, wou mer mat kengem Sträit kréien. Da si mer um däerfe schaffe goen an net um musse schaffe goen.

Musse schaffe goen, dat ass natierlech déi ganz Problematik vun eisem Pensiounssystem, awer och d'Problematik vun der Immigration an deem Land. Wa mer wëllen e Wuesstum hunn am Land, da bedeit dat, dass Aarbechtsplaze bäikommen, a wa mer wëllen d'Aarbechtsplaze besetzen, da muss mer d'Fro stellen, mat wem besetze mer se. Mir kënnen natierlech soen, jiddereen deen - an ech schwätzen emol net vun de Lëtzebuurger - hei am Land wunnt hält fréi op mat schaffen an dann huele mer ëmmer méi Grenzgänger oder nei Ausländer eran. Ech spieren awer, dass dat och e Problem ass, nämlech e Problem vun Intégratioun oder vun Assimiliatioun. Wa mer dat net wëllen, awer op där anerer Säit Wuesstum wëllen op den Aarbechtsplazen, da muss mer eis och iwwerleeën, wéi jiddereen ka méi laang schaffe goen. An dat ass déi aner Fro op déi mer müssen äntworten.

Wann dann d'Iddi komme wéi mer dat konkret maachen, ass eppes extrem wichtig an dat ass eben an deem Bericht nei fir d'OCDE. Dat ass, dass mer net nëmme d'Demandé kucken, mä och d'Offere kucken. Virdrun huet d'OCDE ëmmer nëmme gesot, Dir musst Är Regimer zesummesträichen, fir d'Leit ze zwénge méi laang schaffen ze goen. Elo ass et fir d'éischt, dass ech bei der OCDE matkréien, dass se soen, mä dat ass eppes, mä et ass gradesou wichtig, dass mer bei den Employeuren, an ech mengen, dat war jo awer haut iwwert d'Bänken alleguer unisono ze héieren, dass mer och am Betrib eppes änneren, an dass mer de Leit d'Méiglechkeet gi méi laang ze schaffen. An deen Équilibre tëschent der Demande vun de Leit,

de wëlle schaffe goen, an der Offer vun de Betriber, déi Eelerer asellen, do muss mer higoen an do ass déi grouss Erausforderung fir dat ze maachen.

Wann ech dann den OCDE-Bericht kucken, do fannt Der op de Säiten 8 bis 18 u sech de Résumé. Do steet viles dran. Do steet zum Beispill: „les pas dans la bonne direction“, wat mir guttgeschriwwer kréien, wat mir schonn an de vergangene Jore gemaach hunn.

Et ass jo net esou, dass mer näischt gemaach hätten, Här Lux. Se soen, dass mer manner Invalidepensiounen hunn an dofir méi Reclassements professionnels, säitdem mer dat gemaach hunn am Gesetz vun 2002: dass mer méi Surcote - Dir hutt dat selwer zitéiert - gemaach hunn, dass mer an der Fonction publique Mesures de promotion gemaach hu fir déi Eeler, an dass mer eng Campagne de sensibilisation gemaach hu géint d'Discrimination fondée sur l'âge. Mä do seet d'OCDE: „Il y a trop d'attentisme des acteurs économiques“, dat heescht, mer müssen d'Sozialpartner alle béid do méi sensibiliséieren.

Da kommen déi verschidde Richtungen: Retrait précoce de l'activité, réformer les dispositifs de sortie anticipée de la vie active - et ass do, wou mer am meeschten Diskussiounen driwwer kréien -, encourager les employeurs à revoir leur pratique de gestion des ressources humaines en terme d'âge - dat ass just fir d'OCDE wichtig, dass se dat och eng Kéier seet -, continuer à promouvoir l'employabilité des travailleurs agés.

Wann ech dann e puer Beispiller huelen, wat mer kënne maachen, kucken ech fir d'éischt d'Demande vun de Leit, de System vun der Préretraite. Hei ass ëmmer vun der Préretraite geschwat ginn, mä all déi Préretraiten, déi si verschidden. Déi Préretraite, déi am meeschten am Collimateur vun der OCDE ass, dat ass d'Préretraite-ajustement. Do wou d'Betriber soen, wa se wëlle restrukturieren, dass de Stat soll mathëllefe finanzieren, an da ginn déi Eeler fir d'éischt fortgeschéckt. D'Préretraite-ajustement ass e ganz anere System wéi d'Préretraite-solidarité, wéi och d'Préretraite-Schichtaarbecht.

D'Préretraite-Schichtaarbecht, dat ass e Recht fir de Salarié fir ze goen. An dat Recht schéngt mir wierklech justifiéiert ze sinn och an Zukunft. Wann een 20 Joer op Schicht geschafft huet, dann ass ee méi ugegraff gesondheetlech wéi déi aner, an do ass dat berechtigt. D'Préretraite-Schichtaarbecht ass vill manner am Collimateur wéi d'Préretraite-ajustement, wat eng Préretraite ass, déi d'Betriber froen.

Dann hu mer d'Préretraite progressive, déi net genuch gräift. Do solle mer ufänke mat Reformen ze maachen, an do waarden ech och op konkret Virschléi vun de Sozialpartner. Wéi kënne mer déi Préretraite progressive verstärken, respektiv wéi kënne mer d'Deelzäitarbecht bei deenen eeler Leit verstärken. An Dir kennt meng Virschléi, wou ech awer bei de Sozialpartner bis elo nach net duerch sinn.

Den Här Lux hat viru kuerzem schonn eng Kéier gemengt, d'Sozialpartner wäre sech net eens. Si ware sech bal net eens no mengen Informatiounen. Si verhandelen awer nach ëmmer weider. D'Verhandlung seinn awer net onbedéngt méi einfach, mä all déi Iddien, fir ze kucke wéi mer d'Deelzäitarbecht kënne bei den Eeleren förderen, notament wa muss restrukturéiert ginn, a wéi mir déi kënne vum Stat aus begleeden, dat bleift fir mech nach ëmmer eng Pist, déi mer solle goen. Do waarden ech drop, dass d'Sozialpartner mer definitiv soen, ob se eens sinn oder net eens sinn, mä wéi gesot, si hunn am Géigendeel zu deem, wat Dir gemengt hutt gehéiert ze hunn, erëm weider négociéiert.

Ech waarden elo op eng definitiv Äntwert, ouni mir all Illusionen ze maachen, mä et ass schonn ëmmer gutt wa se matenee schwätzen.

Dann ass hei eis Reform vun der Invalidepensioun ugeschwat gi fir déi Leit, déi net total invalid sinn, awer net méi kënnen op der leschter Schaff schaffen. Do hu mer mat de Sozialpartner d'nächst Woch nach eng Réunione, fir ze kucken en neie Projet op den Instanzewege ze ginn, wou mer eng Partie Saachen erëm ofännere par rapport zum Gesetz vun 2002 opgrond vun der Erfahrung. Dat muss ee maachen. Mir kënnen natierlech zéng Joer iwwer eng Reform diskutieren a mir maache keng. Mir hunn eng gemaach, waren och eens mat de Sozialpartner, waren och eens, dass mer dat kucken à la lumière de l'expérience, an dass mer esou séier wéi méiglech dann adaptieren, wa mer feststellen, dass verschidde Saachen net ginn.

Wann ech dann op d'Offer ze schwätze kommen - virdrun elo war vun der Demande vun de Leit Rieds -, do sinn zwou Saachen extrem wichtig, an zwar dass mer och bei dem Employeur déi Mentalitéit zerstieren, dass ee mat 50 Joer zum alen Eise gehéiert. Dat ass u sech dat, wat mech am meeschten an där heiter Debatt interesséiert, dass mer net sollen dobaussen, och wa mer vläicht heiansdo Applaus kréie vu Leit, déi gären an d'Pensioun ginn, mä mir sollen awer net an d'Käpp vun de Leit anhummeren, dass ee mat 50 Joer näischt méi wäert ass.

Ech kréie vill Bréiwer vu Leit, déi am Chômage sinn, déi 50 Joer hunn. Dat ass dégradant fir déi Leit, déi 50, 100 Demandé maachen a wierklech als éischt Äntwert kréien - ob dat déi richtig Äntwert ass oder net wou Patron -, Dir sidd ze al. Domadder gétt all Selbstwäert geholl, a mir müssen dofir an de Käpp vun de Leit, och an de Käpp vun den Employeuren dat änneren. A wa mir et net kënnen iwwer Campagnes de sensibilisation änneren, da muss mer et iwwert d'Gesetz änneren. Dofir hu mer e Gesetzesprojet hei virleien, souwuel fir de Privatsecteur wéi fir den öffentleche Secteur, wou mir déi Altersgrenz ophiewen, a wou mir dann och gegebenenfalls Strofen aféieren, wann do weider no deem Schema gefuer gétt.

Ech weess, dass d'Betriber et och net ëmmer einfach hunn, well ech héieren oft vu Betriber: Majo lauschtert emol, mir hunn do eng jeune équipe dynamique. Si sinn all 30 Joer a mir sollen e 50-Jähregen derbäisetzen. Och do muss mer aktiv ginn. Mir kënnen net einfach de Betriber soen, Dir gitt elo duerch d'ganz Welt Jonker sichen, an déi Eeler, déi hei am Land sinn, déi ginn an de Chômage geheit. Och do wäerten a wëlle mer virgoen, an dofir waarden ech op konkret Virschléi vum Patronat.

A wat nach wichtig ass op der Aarbechtsplaz, dat ass d'Qualité de l'emploi. Et ass evident, dass wa Murks, Stress a Geforen op der Aarbechtsplaz sinn, dass dann de Salarié sou séier wéi méiglech wëllt ophalen, fir dann nach eppes vu senger Pensioun ze hunn. Dofir déi ganz Politik „emploi de qualité“, wou mer jo och en Accord hu mat de Sozialpartner wat d'Aarbechtsaccidenter ubetrëfft. Och dat gehéiert dozou, d'Konditiounen esou ze schafen, dass an Zukunft d'Leit vum selwe wëlle méi laang schaffen goen.

Nach eng Kéier, dat ass eng Politik, wou jidderee gefuerdert ass. Et ass eng Politik, wou et keng einfach Léisunge gëtt. Déi einfach Léisungen, déi dagen näischt, weder an deem engen nach an deem anere Sënn. Ech si frou, dass mer amgaang sinn do eng propper Diskussioun ze kréien - an dofir war ech och frou iwwert d'Debatt de Mëtteg - a keng demagogesch Diskussioun, an da mengen ech misste mer an deenen nächste Jo-

ren och hei weiderkommen. Eise Souci ass net fir eis Statistiken ze verbesseren, eise Souci ass eppes ze maachen, fir dass een net méi mat 50 Joer, haut souguer schonn öfters mat 45 Joer gesot kritt, du daags näischt méi. Dat ass eise Souci a fir dee kämpfe mer.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Domadder ass dese Punkt ofgeschloss a mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 4956 iwwer d'Intérêts de retard.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Mosar, Fayot, d'Madame Durdu, den Här Henckes, d'Madame Wagener an den Här Urbany. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Patrick Santer.

7. 4956 - Projet de loi relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

- portant transposition de la Directive 2000/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et - abrogeant la loi modifiée du 23 juin 1909 ayant pour objet de faire courir de plein droit l'intérêt en faveur des créances de l'artisan et du détaillant et la loi du 22 février 1984 relative au taux de l'intérêt légal

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann dese Projet de loi e relativ harmlosen Titel dréit, huet en et awer a sech, an e wäert, op d'mannst dat hoffe mer, am Geschäftsliewen zu enger méi grousser Disziplin beim Anhale vu vertragleche Bestëmmunge féieren.

Wann een eppes keeft, da muss een des Wuere respektiv Servicer och bezuelen. Wann de Keefer nom Auslaf vun enger am Vertrag oder op der Rechnung festgeluechte Frist net bezilt, da kann e vum zoustännege Geriicht condamnéiert ginn dem Verkeefer de geschëllte Betrag ze bezuelen, an nach dobäi zousätzlech Intérëten op deem Montant.

Beim Projet de loi 4956 dréit et sech em d'Fro vun der Festleegung vun den Délais de paiement an den Intérêts de retard, dat heescht déi Zënsen, déi ufalen, wann den Débiteur net mat Zäite bezilt.

Mir hunn zwee Gesetzer, déi des Matière regelen, an zwar d'Gesetz vum 23. Juni 1909, dat festleet vu wéini un des Zënsen ulafen, an e Gesetz vum 22. Februar 1984 iwwert den Taux vun esou Zënsen. Mam heitege Projet wäerte mer zwee Regimer an engem Gesetz festhalen. Eischtens e Regime fir d'Vertrag téschent engem Professionellen an engem Endverbraucher, Kapitel 2 vum Projet de loi, an e Regime fir Vertrag téschent Betriber, téschent Betriber an dem Stat, enger Gemeng oder engem Établissement public. Dat ass am Kapitel 1 festgehalten.

De Regime, dee sech op Vertrag téschent engem Professionellen an engem Endverbraucher applizéiert, iwwerhëlt den heitege Regime vun de Gesetzer vun 1909 an 1984 mat enger klenger Ausnahm, déi Dir am Rapport noliese kënn. Als Endverbraucher sinn déi anezestufen, déi ënnert d'Gesetz vun

1983 iwwert de Verbraucherschutz falen.

De Regime, dee sech op d'Délais de paiement an d'Zënsatz bei Créancen, déi am Kader vu Vertrag téschent Betriber an dem Stat, enger Gemeng oder engem Établissement public ufalen, ass d'Kärstéck vu deem Projet de loi. Ier ech an den Detail vun deser neier Réglementatioun aginn, wéilt ech e puer méi grondsätzlech Bemierkunge maachen.

Déi Regeln, déi elo nei an de Projet de loi kommen, entstamen enger Direktiv vum 29. Juni 2000. De Statistike vun der Europäescher Kommissioun no ass de Fait, dass d'Rechnungen net oder mat ganz vill Verspéidung bezuelt ginn, de Grond vun all véiert Faillite oder Insolvenzprozedur. An dat ass jo och net oui Auswierkung op den Aarbechtsmaart. Dobäi kënn nach, dass wann e Créancier seng Aarbecht oder Servicer net bezuelt kritt, hie selwer a Schwieregkeete kënn, fir seng eege Créancen ze bezuele mat der Konsequenz, dass et esou zu Faillites en cascade komme kann.

Dës Problemer triede besonnesch bei Kleng- a Mëttelbetriber op, well grad déi wéinst hirer méi klenger Surface financière méi ufällig sinn a méi séier a Schwieregkeete geden, wann hir eege Rechnungen net bezuelt ginn. Op där anerer Säit, wann eng Gesellschaft Suen, déi se zegutt huet, andreiwe muss, kann dat net nëmme laang daueren, mä besonnesch bréngt d'Andreiwe vun enger Schold eng ganz Rei vu Fraisé mat sech.

Wann ech elo méi an den Detail vum Projet de loi a besonnesch vum Kapitel 1 vum Projet de loi ginn, da befaassen ech mech nëmme mam Text, dee vun der Commission juridique ugeholl ginn ass. Den initialen Text vum Projet de loi war, opgrond vu Kriticke vum Statsrot a vu verschiddene Berufschamberen, vun der Commission juridique emstrukturiert an iwwerschafft ginn. Deen Text, dee mer de Mëtteg wäerten ofstëmme, ass also grondverschiede vum initialen Text vum Projet de loi.

Wie fällt ënnert d'Kapitel 1 vum Projet de loi? D'Kapitel 1 vum Projet de loi fënn nëmme Uwendung wann d'Schold aus enger Transaction commerciale staamt. Am Projet de loi hu mer d'Definitioun vun der Transaction commerciale aus der Direktiv iwwerholl: Dat si Vertrag téschent Betriber oder téschent engem Betrib an de Pouvoirs publics. Als Betrib zielt all Struktur, wat och ëmmer hir juristesche Form ass, ob se d'Personnalité juridique huet oder net, déi enger wirtschaftlecher oder eegestänneger professioneller Aktivitéit noheet. Dat kënn Gesellschaften sinn, dat kënn Geschäftsléit sinn, Associations agricoles falen do drënner, Associations momentanées och, mä och d'Professions libérales falen ënnert d'Kapitel 1 vum Projet de loi.

Den Terme vu Pouvoirs publics viséiert de Stat, eng Gemeng, en Établissement public oder all aner staatlech oder parastaatlech Struktur, déi ënnert d'Direktiven iwwert d'öffentlech Ausschreiwunge falen. D'Créancen téschent esou Pouvoirs publics, téschent z.B. dem Stat an enger Gemeng oder téschent zwou Gemengen, sinn awer expressis verbis aus dem Gesetz ausgeschloss. De Statsrot hat den Terme vun Transaction commerciale kritiséiert a gesot, dat war eng Notioun, déi eisem Recht net ugepasst war, well och d'Professions libérales drënner géife falen. De Statsrot hat dofir den Terme vun Transaction d'affaires virgeschloen. Dës Propos gouf awer net vun der Commission juridique iwwerholl.

Op där enger Säit ass d'Transaction commerciale eng Notioun, déi an där Direktiv steet an esou eng autonom Interpretatioun muss kréien an déi och vun anere Memberstaten, déi des Direktiv emgesat hunn, iwwerholl ginn ass. Op

där anerer Säit steet d'Transaction d'affaires, wéi vum Statsrot virgeschloen, net grad mat eisem Code civil an Aklang, well et jo keng Transaktioun am eigentleche Sënn vum Wuert ass. Eng Transaktioun am Kader vum Code civil, an dat kënn Der am Artikel 2044 noliesen, ass e Vertrag, deen e Prozess oder eng Contestatioun zu Enn bréngt oder verhënnert. Hei handelt et sech em eng vertraglech Relatioun mat engem wirtschaftlechen Hannergrond. Wat fir eng juristesche Form des Relatioun unhuele kann, ass absolut irrelevant.

Niewent Transaktiounen téschent zwee Pouvoirs publics ginn och nach dräi aner Kategorie vum Transactions commerciales ausgeschloss, dat sinn d'Créancen, déi am Kader vun enger Insolvenzprozedur vum Créancier ufalen, Créancen, déi an enger Lettre de change oder engem Scheck stinn, an d'Créancen, déi am Kader vun der Indemnitioun vun engem Schued opkommen.

Wat fir een Zënsatz gëtt da bei esou Créancen aus enger Transaction commerciale ugewant? Bei esou Créancé gëtt den Zënsatz esou festgeluecht: Et hëlt een den Taux directeur vun der Europäescher Zentralbank, deen ass haut bei 2%, an et setzt ee 7% derbäi, dat heescht haut war deen Taux, also den Zënsatz, bei 9%. D'Marge vu 7% ka per Règlement grand-ducal erhéicht ginn. Den applicablen Zënsatz gëtt och am Mémorial publizéiert.

D'Parteien am Vertrag kënnen den Zënsatz, deen esou am Projet de loi festgehale gëtt, änneren. D'Commission juridique huet sech awer d'Fro gestallt, ob d'Parteien am Vertrag méi en héijen Zënsatz misste virgesinn oder ob se fräi wäeren, och méi en niddregen Zënsatz festzeleeën. Op eng deementsprechend Fro huet d'Europäesch Kommissioun eis geäntwert, datt d'Parteien am Vertrag fräi wäeren, entweder méi en héijen oder méi en niddregen Zënsatz unzeginn.

Vu wéini u leeft des Zënsatz? D'Zëse gi gerechent vun deem Moment u wou d'Frist fir d'Schold ze bezuelen ofgelaf ass. Wann d'Frist ofgelaf ass, da lafen d'Zënsen automatesch un. Wann näischt am Vertrag oder an der Rechnung steet iwwert esou eng Frist, da leet de Projet de loi eng presuméiert Frist vun 30 Deeg fest. Dës 30 Deeg lafen u vum Dag, wou den Débiteur d'Rechnung kritt huet. Wann deen Datum net preziséiert oder prezis ausgemaach ka ginn, oder wann d'Rechnung ausgestallt gouf ier en d'Wuere gelliwwert krut oder d'Servicer prestéiert gi sinn, da leeft déi Frist vun 30 Deeg vum Dag vun der Liwwerung vun de Wueren oder der Prestation de service un.

Wann am Vertrag eng Prozedur, en Agrément, eng Kontrollprozedur virgesinn ass, da lafen d'Zënsen 30 Deeg no der Kontroll oder dem Agrément un. Natierlech kënnen d'Zënsen nëmme ulafe wann de Créancier säin Deel vum Kontrakt respektéiert huet. Wann en zum Beispill déi falsch Wuere gelliwwert huet oder wann des Wueren net konform sinn zu deem wat am Vertrag steet, da kann en net dem Débiteur Zënsen op dee geschëllte Betrag verrechnen.

Wéi ass et mat de Käschten, déi e Créancier muss bezuele fir de geschëllte Betrag anzedreiwen? Bis haut kann de Créancier viru Geriicht nëmme eng Indemnité de procédure ufroen. An der Praxis ass et esou, datt d'Geriichter, och wa se den Débiteur zu esou enger Indemnité de procédure condamnieren, datt des Indemnité de procédure nach laang net duergéit fir all d'Käschten, déi duerch esou e Prozess entstane sinn, ze decken. Dofir gëtt elo am Projet de loi

d'Méiglechkeet fir de Créancier geschafen, viru Geriicht seng Fraisén zrëckzefroen. De Créancier muss dofir all déi Rechnungen, inklusiv d'Affekotsrechnungen, virweisen.

D'Geriicht kann den Débiteur zu der Réckerstattung vun esou Fraisé condamnieren, mä natierlech däerfen des Fraisén net disproportioniéiert par rapport zum geschëllte Betrag sinn. Wann dat de Fall wär, ass et um Richter de Montant festzesetzen, deen hien als proportioniéiert ugesäit. Et kann een natierlech net eng Indemnité de procédure an Zréckerstattung vun den Andriewungskäschten kumulativ froen. De Créancier muss de Choix maachen téschent der Indemnité de procédure, wou kee Justificatif gefrot ass, an der Zréckerstattung vun de Käschten ënnert deemem Projet de loi wou déi Montanté justifiéiert musse ginn.

An engem Vertrag kann och e forfaitaire Montant virgesi ginn, wann de Créancier um Geriicht muss kloer fir seng Suen anzedreiwen. Un dee Montant muss d'Geriicht sech natierlech halen. De Richter kann awer dese forfaitaire Montant entweder erofsetzen oder esouguer eropsetzen, wann en der Meinung ass, e wär ze héich respektiv ze niddreg ugesat.

Kënnen d'Parteien am Vertrag d'Bestëmmunge vum Projet de loi änneren? Mir hu scho gesinn, datt d'Parteien d'Méiglechkeet hu fir den Zënsatz ze änneren. Si kënnen och d'Fristen, no deenen d'Zënsen automatesch ulafen, per Vertrag änneren. Mä fir ze vermeiden, datt esou e Créancier abusive Clausé kënn ënnerschréien oder misst ënnerschréie fir de Marché ze kréien, hu mer eng Action en cessation virgesinn. De Créancier kann an enger Aart Référéprozedur froen, datt déi vertraglech Bestëmmungen, déi dem Kapitel 1 vum Projet de loi net entsprechen, als abusif erkläert ginn. Do kann dann de Richter, wann en den Emstänn entsprechend déi Clause als abusif erkläert, aner Bedingungen ordonnieren, oui awer dem Créancier méi Rechter ze gi wéi am Projet de loi virgesi sinn.

Zum Beispill wann am Vertrag virgesinn ass, datt d'Zënsen eréischt no 50 Deeg amplaz, wéi am Projet de loi virgesinn, no 30 Deeg ulafen, kann d'Geriicht den Emstänn entsprechend no virgesinn, datt d'Zënsen nom Oflafe vun enger Frist vu 40 Deeg ulafen, et kann awer keng Frist virgesi ginn, déi manner héich ass wéi 30 Deeg. Esou eng Action en cessation kann och vun enger Organisatioun ugefaange ginn, déi d'Rechter vun deene Kleng- a Mëttelbetriber vertritt. Do ass de Regime deeseweichten, just datt déi Organisatioun nëmme déi vertraglech Bestëmmunge kann ukloen, déi fir den Usage général geduecht sinn, zum Beispill allgemeng Geschäftsbedingungen.

Wéini trëtt dese Projet de loi a Kraaft? Bei Vertrag, déi no deenen üblechen dräi Deeg no der Publikatioun vum Gesetz am Mémorial a Kraaft trieden, renouveléiert oder prorogéiert ginn, ginn d'Bestëmmunge vum Projet de loi direkt ugewant. Bei deene Vertrag, déi elo scho bestinn, bleiwen d'Gesetzer vun 1909 an 1984 während enger Iwwergangszäit vun engem Joer applicabel. Mir wollten esou den Iwwergang vum heitege Regime op deen neien net vun haut op muer de Leit opzwängen.

Natierlech spillt an deemem Zesammenhang och d'Fro vum Effet direct vun der Direktiv, dat heescht d'Méiglechkeet fir eng Direktiv, wou den Délaï de transposition ofgelaf ass, direkt oui déi national Emsetzungsmaasures unzewenden. Dat bedéngt awer, datt d'Direktiv prezis genuch ass fir direkt ugewant ze ginn. Bei eiser Direktiv vum 29. Juni 2000 ass den Délaï den 8. August 2002, also virun enger Zäitche schonn, ofgelaf.

Wann d'Geriichter der Meinung sinn, datt déi verschidde Bestëmmungen oder datt verschidde Bestëmmunge vun der Direktiv prezis genuch sinn an de Bedéngunge vum Effet direct entsprechen, kann d'Geriicht d'Direktiv och op scho bestehend Vertrag uwenden, mä, an dat ass och wichtig, ass den Effet direct vun enger Direktiv nëmme op Relatiounen téschent dem Stat a Persounen, dat heescht, en Effet direct vertical beschränkt, da kann net téschent zwou Privatpersounen en Effet direct horizontal ugewant ginn.

Här President, wann een e Vertrag ënnerschréift, dann huet déi Person sech drun ze halen. Wann an engem Vertrag eng Frist fir de geschëllte Betrag ze bezuele festgeluecht ginn ass, da muss d'Schold bannent där Frist bezuelt ginn. Am Geschäftsliewen zielt nach ëmmer den Adage: „qui signe paie“, wien ënnerschréift, muss och dofir riichtstoen. Wann een eppes ze bezuelen huet, dann ass et onverstandlech, datt am Geschäftsliewen oder an de Relatiounen téschent engem Geschäftsmann, engem Betrib an de Pouvoirs publics de Créancier net zu sengem Geld kënn an dat an der Frist, déi vertraglech ausgehandelt gouf.

A wann dat och net de Fall sollt sinn, da muss deen, deen ze bezuelen huet, och gezwonge gi sengen Obligatiounen nozegoen. Dat geschitt an deemem Projet duerch méi en héijen Zënsatz. Den Zënsatz am Gesetz vum 22. Februar 1984 läit haut bei 4,75%. Den neien Zënsatz bei Transactions commerciales wäert dann elo bei 9% leien an dat geschitt och duerch d'Méiglechkeet d'Andriewungskäschten moyennant Justificatif natierlech zrëckbezuelt ze kréien.

De Projet de loi gëtt awer och de Vertragspartei genuch Spillraum fir d'Bestëmmungen iwwert d'Délais de paiement an den Zënsatz esou ze moduliere wéi et hirer spezieller Situatioun ugepasst ass, mat der Méiglechkeet fir de Créancier nach ëmmer abusive Clausen anuléiert ze kréien oder anescht ugewant ze kréien.

Bei deemem Projet geet et nëmme em d'Délais de paiement an d'Zënsatz. All aner Bestëmmunge vun eisem Recht, wéi zum Beispill d'Bestëmmungen iwwert den Anacisme, dat heescht Zënseszënsen, oder d'Influenz vun der Soustraitance bei Marchés publics bleiwen absolut ofgeännert.

Wann dese Projet de loi méi Disziplin beim Bezuele vu geschëllte Betrag bréngt, hoffe mer, datt esou och manner Betriber un de Rand vun der Faillite gedriwwen ginn.

Ech géif lech also bieden dese Projet de loi, deen eestëmmeg vun der Commission juridique guttgeheescht ginn ass, an der Versioun unzehuele wéi en am Rapport zrëckbehalte ginn ass an ech soen lech merci.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëmmer méi besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber kommen haut an eng finanziell schwierig Situatioun, well hir Clienté schlecht oder guer net bezuelen. Déiselwecht Tendenz fanne mer och ëmmer méi bei de liberale Beruffer, déi Problemer hu fir hir Rechnungen anzedreiwen.

All dës dréit net dozou bäi, an engem Moment wou des Entreprisé sech souwisou scho musse mat enger ëmmer méi grousser auslännescher Konkurrenz moossen, hir Situatioun ze verbesseren. Duerch déi schlecht Bezuelungsmoral entstinn dann och deene klengen a mëttleren Entreprisé substanzuell administrativ a finanziell Käschten, fir déi se a priori kee kënnen zur

Verantwortung zéien. Wann een op där anerer Säit weess, dass déi substanzuell Retarden am Bezuele vu Rechnunge keng weider schwéierwiegend Konsequenze fir d'Débiteuren hunn, well de legalen Zënssaz relativ niddreg ass, esou kann ee sech virstellen, datt et do eng ganz Rei vu Persoune gétt, déi systematesch am Réck vun dësen Entreprises a mat deenen hire Sue schaffen.

Et ass dann och aus all dëse gudde Grënn, wou d'EU-Kommissioun dem Europäesche Parlament eng Direktiv virgeschloen huet, déi als Objectif de Kampf géint d'Retarden am Bezuele vun de Rechnungen huet.

Här President, dat Gesetz, wat mer haut hei diskutéieren, ass genau d'Transpositioun vun där Direktiv an dofir sinn ech frou, datt, och wann et e bësselche méi laang gedauert huet, mer trotzdem elo haut dëst Gesetz stëmmen, wat sécherlech eisem Mëtzelstand an awer och eise fréie Beruffer eng wäertvoll Hëllef wäert sinn an hirem alldeegleche Kampf géint déi sou genannte mauvais payeurs.

Ech wëll dann och net méi op den Detail vum Projet agoen. De Rapporteur Patrick Santer huet dat, wéi mer et vun him gewinnt sinn, op seng bekannte kompetent an iwwersichtlech Manéier gemaach an ech wëll him och vun dëser Plaz aus e Merci soen, ganz besonnesch well hien och hei de Projet praktesch erëm frësch geschriwwen huet, nodeem de Statsrot an déi verschidde Beruffskummeren eng Rei vu méi fundamentale Kritiken virbruecht haten.

Ech wëll meng Ausféierungen op dräi Bemierkunge limitéieren.

1. Fir nach eng Kéier ze preziséieren, datt dëst Gesetz sech op all kommerziell Transaktioun bezitt, déi sech tëscht Geschäftsléit, Entreprises oder liberale Beruffer ofspillen, respektiv tëscht all deene Beruffer an der öffentlecher Hand. Et geet also hei net ëm d'Relatiounen par rapport zum dem Otto Normalverbraucher, deen net ënnert dëst Gesetz fällt. Wann also eng Privatpersoun zum Beispill Aarbechten un hirem Haus duerch eng Firma exekutéiere léisst, ziele beim Bezuele vun der Rechnung vun dëser Privatpersoun un déi Entreprise déi normal Regeln, esou wéi se an de Gesetz vum 23. Juni 1909, respektiv 22. Februar 1984 festgeschriwwen sinn an net d'Regelen wéi se elo an dësem Gesetz festgehale ginn.

2. Wéi gétt elo den Zënssaz fixéiert? De Rapporteur huet et schon erkläert. Hei ass also am Prinzip den Taux directeur vun der Europäescher Zentralbank, deen zréckbehalde gétt, plus 7% déi droppeschlo ginn. Ech wollt awer hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt et de Parteien erlaabt ass iwwert de Wee vun enger Konvention sech iwwert dësen Niveau vum Zënssaz ewechzesetzen, sief dat andeem ee méi en niddregen oder awer och méi en héijen Zënssaz virgesäit. Ech ka mer och virstellen, datt dës Méiglechkeet wäert an Zukunft vu ville Betriber an hire géigesäitegen Transaktiounen genotzt ginn, nach muss dëst dann awer ganz kloer am Virfeld festgeluecht ginn.

3. Den Text, dee mer haut hei stëmmen, huet eng allgemeng horizontal Uwendung. Dat heescht, e bezitt sech op all Form vu Verspéidungen am Bezuele vu Rechnungen, egal a wat fir engem Aktivitéitsberäich déi kommerziell Transaktiounen sech ofspillen. Et ass also, an de Rapporteur huet et och schon eng Kéier ënnerstrach, eng sou genannte „lex specialis“, déi an der Hierarchie iwwer all deenen anereren Dispositiounen vun anere Gesetzestexten unzesidelen ass an déi sech op all kommerziell Transaktiounen bezitt, esou wéi se an dësem Text definéiert ginn.

Dat gesot, Här President, kommen ech och schon zu menger Kon-

klusioun andeem ech fir d'alleréischte de Justizminister géif nach eng Kéier bidden an zesammenaarbecht mat sengem Kollege Mëtzelstandsminister eis Betriber iwwert déi nei Dispositiounen ze informéieren, well ech d'Gefill hunn, datt déi allermannst am Moment eigentlech au courant si wat hei genau op se zoukënn. Datselwecht géllt par ailleurs och wat den öffentleche Secteur ugeet, a ganz besonnesch och eis Gemengen an do kucken ech op mäi Kollege Jempy Klein a senger Qualitéit als President vum Syvicol, wou et gutt wier, wann een och d'Gemenge géif iwwert dës nei Regeln informéieren, well mer jo als Gemeengeverantwortlech alleguete wëssen, datt déi Prozeduren, déi mer nun ebe mussen respektéieren, oft relativ schwéierfällig a laangwierig sinn an eis Gemengen domadder riskéieren an Zukunft substanzuell zousätzlechen Zënssuerderungen ausgesetzt ze sinn.

Dëst gesot, sinn ech awer dovun iwwerzeegt, datt dëse Projet eng net onwesentlech Hëllef fir ganz besonnesch eis Kleng- a Mëtzelbetriber, awer och all d'liberal Beruffer wäert sinn, fir an Zukunft méi schnell hir Rechnunge bezuelt ze kréien a sech domadder an engem méi schwéiere Konkurrenzfeld behaupten.

Domadder bréngen ech dann och den Accord vu menger Fraktioun an ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président. - Als nächst Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech wollt selbstverständlech ganz besonnesch hei dem Rapporteur, dem Här Santer, fir seng Aarbecht merci soen. Hien huet ganz vill un dësem Gesetz geschafft an huet dat och mat ganz vill Akribie a Begeeschterung virgedroen, esou wäit wéi déi Matière hei Begeeschterung zouléisst.

Här President, vläicht fir d'éischt awer erëm eng Kéier eng kritesch Remarque iwwert d'Transpositioun vun dëser Direktiv. D'Direktiv ass vum 29. Juni 2000 a si hätt misse spéistens den 8. August 2002 transposéiert sinn. De Projet ass an den Délaien de 16. Mee 2002 déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 2. Juli 2002 virgeluecht an d'Chambres professionnelles, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce waren och nach ongeféier am Délai. Déi eng huet hiren Avis den 23. September 2002 virgeluecht, déi aner de 7. Oktober 2002. An dunn huet et bei der Chamber geklemmt, muss ee ganz éierlech soen. Et huet bis Ufank 2004 gedauert bis déi Aarbecht duerchgezu war.

Ech muss lech éierlech soen, ech hunn all Verständnis fir Problemer, déi kënnen a Verwaltung virkommen, och Problemer, déi an der Chamber kënnen virkommen, mä ech fannen dat net gutt, dass mer esou laang Zäit brauchen, fir esou wichteg Texter ze transposéieren, d'autant plus wou hei jiddferen unerkennt, dass dësen Text fir Kleng- a Mëtzelbetriber vun enger grousser wirtschaftlecher a finanzieller Importenz ka sinn. D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis duergeluecht, dass do duerch kënnen eng Partie Faillité verhënnert ginn, a wann dat méi schnell geschitt war, dat natierlech besser gewiescht war. Do muss jiddferen sech senger Responsabilitéit bewusst sinn.

Mir kënnen menger Ansicht no net esou viruere mat Texter, déi esou technesch sinn, ouni ons, wa mer se net kënnen schnell genuch ëmsetzen, d'Mëtzen ze ginn, och d'Ressourcen humaines ze ginn, fir dat méi schnell ze maachen. Et soll elo eng Evaluatioun kommen den 8. August 2004 vun der Kommissioun aus. Ech froe mech, op wat déi Evaluatioun zu Lëtzebuerg sech ka beruffen.

Här President, de Conseil d'État war a sengem Avis der Meinung dës Direktiv géif sech nëmmen op grenziwwergräifend Transaktiounen beschränken. De Conseil d'État huet gemengt, dass d'Europäesch Unioun keng Kompetenz hätt fir d'Transaktiounen an engem Land, dass se nëmme Kompetenzen hätt, fir grenziwwergräifend Transaktiounen.

Am Laf vun den Aarbechten huet sech awer gewisen, dass dës Beschränkung eigentlech net nützlich war. De Projet ass dunn ëmgeännert ginn, fir niewent der eigentlecher Transpositioun vun der Direktiv, wéi den Här Mosar richteg gesot huet, eng Direktiv, déi sech op d'Transaktiounen zwësche Professionelle bezitt, och nach déi national gesetzlech Bestëmmungen iwwer Transaktiounen zwësche Professionellen a Consommateure mat anzubauen. Dat ass dee Gesamtprojet, dee mir elo hunn, an ech mengen, et war eng glécklech Léisung, fir dat op déi Manéier ze maachen, fir esou e Gesamttext ze hunn, wou dann d'Betriber an och d'Particulier sech erëmfannen.

Dëst ass jo och a Relatioun gesat gi mat dem Gesetz iwwert d'Marchés publics vum 30. Juni 2003. Et ass an der Circulaire vum Innenministère un d'Gemengen iwwert d'Marchés publics op dëst Gesetz higewise ginn zu engem Abléck wou déi Transpositioun nach amgaange war.

Ech wëll derbäifügen, dass et wichteg ass, dass mer dësen Text elo hunn, well dee sech och um europäesche Plang an eng Aarbecht vun der Kommissioun aschreift fir Kleng- a Mëtzelbetriber, eng Aarbecht, déi Mët den 90er Joren ugaangen ass an déi ganz nützlich ass fir déi Kleng- a Mëtzelbetriber, well déi Problemer, déi déi Betriber zu Lëtzebuerg hunn, déi hunn déi Betriber iwwerall an der ganzer Europäescher Unioun.

An der Diskussioun iwwert déi Transpositioun an der zoustänneger Kommissioun ass op eemol, hunn ech gesinn an engem Rapport, Opreegung komm wéinst de Gemengen. Den Här Mosar huet dat jo och hei répercutéiert. Et gouf gesot, den Délai vun 30 Deeg war ze kuerz, et bräicht een op d'mannst, vu d'Prozeduren an de Gemengen, 90 Deeg. Schlussendlech ass den Délai bei 30 Deeg bliwwen, zu Recht mengen ech. Wann nämlech d'Gemenge vu Betriber eppes geliwwert kréien, solle se sech ariichten, dëst schnell ze bezuelen, well déi Betriber hu Paien ze bezuelen, an d'Arbeitnehmer, déi waarden och net een, zwee oder dräi Méint op hir Pai. Si hunn och hir Fournisseuren ze bezuelen. D'Gemenge kënnen sech bestëmmt Prozeduren zouleeën, déi et erlaben, hir Rechnunge schnell ze bezuelen.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

De President vum Syvicol, mäin excellente Kollege Jempy Klein, huet mer gesot, et war parfaitement méiglech, dass direkt no Ofschloss vun enger Aarbecht eng Réceptioun vun deenen Aarbechte gemeinsam a kontradiktoresch mam Bauhär oder vun der Firma kënn gemaach ginn, an opgrond dovunner kënn dann d'Rechnung opgestallt ginn a schnell bezuelt ginn. Et ass also net wéi wann de Syvicol an d'Dirigente vum Syvicol sech net mat där Matière bis elo befaasst hätten. Ech mengen, si hunn do eng ganz gutt Propositioun gemaach.

Här President, souwuel d'Chambre des Métiers wéi och d'Chambre de Commerce bemierken, dass et och eng ganz Partie Verbraucher gétt, déi net bezuelen. Dëst war besonnesch heefeg beim Bau oder souguer bei méi klengen Rechnungen

de Fall. Dofir gouf, wéi ech scho gesot hunn, en zweet Kapitel un d'Direktiv ugehaangen an deem d'Gesetzter vun 1909 an 1984 iwwert d'Créancé vum Handwierker a vum Commerçant behandelt ginn. Ob dëst d'Léisung allerdéngs fir dee Problem ass, d'Léisung, déi déi Chamberen do ugedeit hunn, weess ech net. Hoffentlech, mä dat muss een nach gesinn.

Dat gesot, Här President, géif meng Fraktioun selbstverständlech dësem Gesetz zoustëmmen, dat sécher e wichtegt Gesetz ass fir d'Relatiounen tëscht de Betriber, dem Stat, de Gemengen an och fir d'Relatiounen tëscht de Professionellen an de Consommateuren ze regelen.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Agny Durdu agedroen. Madame Durdu, Dir hutt d'Wuert.

Mme Agny Durdu (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Argumenter, déi déi Europäesch Kommissioun dozou bruecht hunn, fir eng Direktiv an dëser Matière auszeschaffen, sinn am Fong geholl vollstens verständlech. Et geet drëms, fir d'libre circulation, déi soll an der Europäescher Unioun si fir de Commerce deen tëscht den europäesche Länner besteet, beschtméiglech ze organiséieren an ze erlaben.

Wann de Problem deen awer ass, dass d'Créancieré Problemer hu fir hir Rechter anzekloen an dass se an deem enge Land op déi eng Aart a Weis an an deem anere Land op eng aner Aart a Weis behandelt ginn, dann ass et selbstverständlech, dass d'Fournisseuren e bëssen zécken, fir bis iwwert d'Grenze vun hirem Land erauszugeen. Aus deem Grond ass also déi Direktiv geschafte ginn, a si ass verständlech.

Wéi mir dësen Text, deen an e Projet de loi ëmgeschriwwen ginn ass, an der Kommissioun analyséiert hunn, hu mer awer och séier festgestallt, dass dësen Text géif eng Partie schwéierwiegend Annerunge bréngen fir eis Betriber a fir déi Professionell.

Ech mengen, et ass net néideg, dass ech op déi technesch Auswierkung vun dësem Gesetz nach eng Kéier aginn, de Rapporteur Patrick Santer, deen ech félicitéieren, net nëmme fir säi schrëftlechen a säi mündleche Rapport mä och fir déi Aarbecht, déi en an der Kommissioun gemaach huet, ass wierklech am Detail op déi technesch Emsetzungen agaan, déi mat sech bréngen, dass déi Professionell unbedingt mussen ganz vigilant si wa se Kontrakter ofschléissen, fir dass si an den Délaien hir Créancen, déi och si bei anere Professionellen hunn, andriewen an op där anerer Säit déi och bezuelen.

Et ass méi wéi eng Kéier op den öffentleche Secteur higewise ginn, sougutt op de Stat wéi op d'Gemengen. An de Patrick Santer hat zur Aféierung gesot, dëst Gesetz géif wahrscheinlech dozou féieren, dass déi eenzel Leit misste vill méi Disziplin un den Dag leeën, fir hir Créancen ze begläichen. Dat ass ganz besonnesch wouer, mengen ech, fir de Stat a fir d'Gemengen.

Alleng wann een d'Gemenge kuckt, deenen hir Prozeduren ech elo besser kennen, sou ass et heiansdo esou, dass déi intern Prozedure mat sech bréngen, dass tëscht dem Ofschloss vun engem Chantier, respektiv der Liwwerung vun dem Material, d'Kontroll, d'Ausstellung vum Mandat de paiement, dann et an de Schäfferot goen ze loossen, da bei de Receveur, fir dass endlech iwwerwise gétt, dass dat kann heiansdo méi wéi 30 Deeg daueren. Dëst Gesetz ass eng allgemeng Opfuerderung fir d'Gemengen, net nëmmen eng Opfuerderung mä carrément eng Obligatioun fir hir Délaien ze verkürzen.

Et war scho ganz richtig, dass den Här Mosar do en Appel gemaach huet un de Syvicol an un de President Jempy Klein, mä nach froen ech mech, ob mir hei den Innenminister esou sollen aus senger Verantwortung erausloossen, an ob et net ubruecht wär, dass eng Circulaire vum Innenminister géif un d'Gemenge verschéckt ginn, fir do drop opmierksam ze maachen. Ech mengen, intern an deenen eenzelne Verwaltung muss och jiddere wëssen op wat fir eng Aart a Weis e Publicitéit iwwert dëse Gesetzesprojet mécht.

Fir de Rescht wäert et wahrscheinlech, oder hoffen ech, dass et en Effet bénéfique op d'Relations commerciales huet. Mir sinn eis jo bewusst, op déi Demande hin, déi mer jo gestallt hate bei der Europäescher Kommissioun, ass et natierlech esou, dass ee kann derogéieren zu dësem Gesetz, an et wär ze hoffen, dass awer net ze vill derogéiert gétt an dass och do net ze vill Pouvoir bei deenen eben erëm eng Kéier ass, déi staark si par rapport zu deenen, déi eben nëmme Kleng- a Mëtzelbetriber sinn.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren an ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Durdu. Als nächst Riedner ass den honorabelen Här Jacques-Yves Henckes ageschriwwen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Merci, Här President. Ech menge mir stëmmen haut e ganz wichtegt Gesetz, well fir d'éischte Kéier festgehale gétt, datt et muss ënnert den Entreprises an ënnert den Entreprises an dem Stat an de Gemengen nees zu enger besserer Zahlungsmoral kommen. Et ass bedauerlech wann ee gesäit, datt verschidden Entreprises higinn a si benotzen deen, deem se Sue ginn hunn, fir dee quasiment ze obligéieren fir hinnen en zënnsfräie Kredit ze ginn. Dat wäert mat dësem Gesetz ophalen.

Op där anerer Säit muss ee soen, datt natierlech de Stat an d'Gemenge ganz oft och net mam gudde Beispill virginn. Ech wëll drun erënneren, datt onse Stat den Entreprises nach ganz vill TVA schëlleg ass an hinnen déi net bezilt. Dat geet och an d'Milliounebetrag. A wann d'Entreprise Suen zegutt hu vum Stat a si kréien déi net, dann dréckt dat ganz staark op hir Trésorerie an et kann esouguer derzou féieren, datt verschidde Betriber doduerjer an d'Faillite gerdien. Dofir ass et scho wichteg, datt mer endlech en Zeeche setze fir hei déi Zahlungsmoral ze verbessern.

Wat mer bedauern, dat ass, datt eng Direktiv néideg ass, fir datt mer iwwerhaupt op dese Wee ginn. Dat wat positiv um Gesetz ass, dat ass, datt elo prezis Prozedure festgehale sinn, datt et en Taux vun 9% wäert gi vun deem Abléck u wou dëst Gesetz a Kraaft trëtt. A fir déi, déi mengen, datt si um Geriicht esouguer sollten déi 9% éischter spille loossen, si hunn d'Méiglechkeet fir viru Geriicht ze froen, datt den Effet direct vun der Direktiv op den 8. August 2002 spillt.

Et ass positiv an dofir wäert och den ADR der Opfuerderung vum Rapporteur, dem Här Patrick Santer, nokommen an dësem Gesetz seng Zoustëmmung ginn.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Renée Wagener ageschriwwen. Madame Wagener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. D'Retards de paiement sinn an Europa d'Ursach bei engem vu véier Fäll vun Insolabilitéit, si verursachen de Verloscht vu 450.000 Aarbechtsplazen am Joer an der

Unioun, si generéieren 23,6 Milliarden Euro onbezuelt Scholden an 10,8 Milliarden Euro verlueren Interéiten. Déi Zuelen eleng soe scho wéi wichteg dës Direktiv ass, och wa se vläicht net jiddferree passionéiert, wéi mer et elo grad scho gehéiert hunn.

Den Délai de paiement variéiert och ganz staark an der Europäescher Unioun, e variéiert jee no Land. Et ass zum Beispill esou, dass déi niddregst Délaian an de skandinavesche Länner herrschen, déi leien am Duerchschnétt bei 32 Deeg, während a Südeuropa en Duerchschnétt vun 78 Deeg erreicht gëtt. Et gëtt eng Statistik vun 1997, wou een dat och ganz gutt kann nokucken. Allerdéngs feelt Lëtzebuerg an där Statistik. Ech weess net, ob et méi rezent Chiffere oder Statistike gëtt wou Lëtzebuerg dann och géif optauchen. Et wär natierlech da gutt ze wëssen, wou sech Lëtzebuerg dann an där Statistik géif ermënnen, bei deene Länner mat enger gudder Zahlungsmoral oder éischer bei deenen aneren.

Ech hat elo grad dat Nord-Süd-Gefälle beschriwwen. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zrëck. An deene Länner wou den Délai laang ass ass natierlech eng vun den Ursachen déi, dass et méi interessant ass fir d'Débiteure fir hire Créancier Geld ze scholde wéi es ze léine fir hir Rechnungen ze begläichen. An et ass och an deem Sënn, wou déi heiten Direktiv soll spillen. Et huet awer natierlech och eppes mat der Zahlungsweis ze dinn. Esou ass et notament esou, an ech mengen dovun ass Lëtzebuerg och beträff, dass d'Paiementer an d'Ausland, zum Beispill d'Virementen, ëmmer nach relativ laang kënnen daueren a domat och kënnen dozou bäidroen, dass déi Paiementer méi laang ginn.

Et ginn derniewent awer och Entrepreneuren, déi eng manner gutt Zahlungsmoral hu wéi anerer, zum Beispill ginn d'Pouvoirs publics explizit och genannt wann et ëm Entreprisé mat enger schlechter Zahlungsmoral geet. A bei de privaten Entrepreneuren ass et anscheinend och esou, dass déi grouss Entreprisé méi eng schlecht hu wéi d'PMEen. An deemselwechten Text, dee vun der Kommissioun publizéiert ginn ass, wou ech elo déi heiten Zuele virdu genannt hunn, gëtt nämlech gesot, dass déi grouss Entrepreneuren zweemol méi oft Retarden hu bei hire Paiementer an dass déi Retarden och zweemol méi laang si wéi bei de klengen a méittleren Entrepreneuren. Dat schwätzt jo am Fong och fir sech.

D'Direktiv, déi mer hei virleien hunn, ass awer am Fong net higaange fir ze harmoniséieren. Si huet eigentlech just eng Disposition par défaut agefouert, déi sech applizéiert wann d'Länner keng eege Regeln hu respektiv, oder besser gesot, wann tëschent den Entreprisé keng Regeln ausgeschafft goufen. An ech wäert herno nach eng Kéier op déi Problematik zrëckkommen, well dat warscheinlech de Knackpunkt och vun där Direktiv ass.

Den Här Fayot hat awer virdrun och schonn drop higewisen, dass Lëtzebuerg selwer bei der Ëmsetzung vun där Direktiv och e gewësse Retard de paiement, wann een dat kann an deem Fall esou ausdrécken, kritt huet an dass mer domat net nëmme zu deene Länner gehéieren, déi d'Direktiv spéit ëmsetzen, mä dass dat effektiv och déi Evaluatioun, déi sollt am August 2004 gemaach ginn, eigentlech a Fro stellt. Ech weess net, ob mir zu deene leschte Länner gehéieren, déi elo déi Direktiv hei ëmsetzen, mä op alle Fall mécht et jo net vill Sënn, wann net jiddferree do mat am Boot ass, wann ee wëllt eng Evaluatioun maachen. Ech denken, dass dat eng bedauerlech Attitüd ass.

Déi Attitüd fanne mer awer net nëmme beim Stat erëm, mä et huet een och an der Kommissioun kon-

te feststellen, an där enger Sitzung wou mer méi intensiv iwwert dee Projet hei geschwat hunn, dass haaptsächlech vun der Sait vun de Gemengepäpp a -mamm ganz grouss Ängsichten opkomm sinn, an zwar a Richtung, dass hir Gemenge kaum fäeg oder kompetent wäer fir déi Paiementer esou schnell ze organiséieren wéi dat eben hei géif verlaangt ginn. An d'Stéchwuert Nord-Süd-Gefälle: Zu Lëtzebuerg schéngt et dann ëmgedréint ze sinn, well ech ka mech erënnere, dass deemools vum Vertrieber vun Esch gesot ginn ass, si bräichte just ee Mount fir hir Paiementer ze maachen, während d'Stad Lëtzebuerg anscheinend dräi Méint brauch.

Do kann ee sech jo dann awer och Froe stellen, wourun et läit. Läit et wierklech drun, dass eng ganz Rei vu Prozedure mussen agehale ginn? Oder läit et einfach drun, dass d'Gemengen ënnerschiddlech gutt organiséiert sinn, vläicht och ënnerschiddlech wäit an hirer Informatiséierung vun de Paiementer virukomm sinn? Op alle Fall wär et och hei interessant emol eng Kéier Statistiken ze gesinn, wou déi eenzel Gemengen a vläicht och Pouvoir-publicen dann eigentlech dru si wann et ëm déi heite Problematik geet.

Domat sinn ech dann och scho beim Gesetz selwer. Ech wäert net méi op all déi Punkten zrëckkommen, déi virdu scho genannt ginn. Ech wëllt just drop opmierksam maachen, dass effektiv hei och Leit ausgeschloss si vun där Direktiv. Éischtens emol d'Consommateuren. Do hunn zwou Berufskummere drop higewisen, dass dat schued wär, well et d'Consommateure wäeren, déi notament net géifen zur Zäit bezuelen. Dat mag vläicht sinn, mä ëmgedréint schéngt et mer wéi wann d'Consommateuren hei och näischt kënnen akloen, wat dann och erëm eng Kéier bedauerlech ass, an et kann ee sech also d'Fro stellen ob déi Direktiv hei, esou positiv se och ass, net misst a Zukunft eng Kéier ausgeweit ginn.

An dann ass och ausgeschloss an der Direktiv, dass d'Pouvoir-publicen ënnerenaner ënner dës Direktiv falen, wa se also sech géigesäitig musse Paiementer maachen. Och do kéint ee sech d'Fro stellen, ob dat esou rasonabel ass an ob een net misst e bësse méi wäit goen.

Da kéim ech och schonn op déi Schwaachstell, déi ech virdrun ugedeit hunn, déi eigentlech schonn an der Direktiv ugeluecht ass an déi sech och dann erëm am Gesetz ermënnen, nämlech déi vun den Derogatiounen oder vun de Fäll, wou ee muss selwer regelen an de Kontrakter, nämlech engersäits den Délai an anersäits den Taux d'intérêt. Bédäit Aspekter kënnen ausgehandelt ginn an da spillt d'Direktiv net méi. Do kann ee sech dann d'Fro stellen, ob net elo d'office all Kontrakter wäerten an déi Richtung ofgeännert ginn, dass dat anescht virgesi gëtt an dass dann d'Direktiv am Fong keng Valeur méi huet. Ech géif dat bedauren.

Ech fannen, wann een an déi Richtung géif goen, wann d'Derogatiounen dann zur Normalitéit géife ginn, dat wier jo dann eigentlech net de But vun der Direktiv. D'Fro stellt sech och hei, ob d'Praxis net wäert weisen a relativ kuerzer Zäit, dass d'Direktiv dann e misst méi streng gemaach ginn.

Bon, mir hu jo nach eng Zäit vrun eis fir ze gesinn, wéi dass dann d'Ëmsetzung vun der Direktiv hei zu Lëtzebuerg wäert an der Praxis ausgesinn. Op alle Fall kann ech awer elo schonn d'Fro stellen, ob déi Direktiv sech dann net selwer aushiewelt.

Dat gesot, Här President, wëllt ech awer trotzdem den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Gesetz hei ginn, mat der Erwaardung awer, datt mer sécherlech relativ schnell wäerten eng verbessert Direktiv virleie kréien.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Madame Wagener. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Urbany ageschriwwen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Merci, Här President. Ech mengen d'Madame Wagener huet hire Brëll leie gelooss.

Den Objet vun deem heite Gesetzesprojet war jo ursprénglech d'Ëmsetze vun der europäescher Direktiv, déi exklusiv kommerziell Relatiounen beträff huet an och d'Relatiounen zwëscht Commerçanten a Pouvoirs publics. Et ass vill och doriwwer elo hei gesot ginn.

Ech si selbstverständlech der Meinung, dass d'Gemengen an de Stat sollen hir Rechnungen bezuelen. Allerdéngs kann een domat rechnen, dass verschidden Aspekter heivunner wéi héich Zënssätz, wann net ka bezuelt ginn an der Zäit, oder d'integral lwwerhuelen zum Beispill vun den Affekotekäschten, wat eng Première ass an eisem Recht, well bis elo ass et dat net ginn - bis elo ass et dat just an enger ganz ofgeschwächter Form ginn am Artikel 240 vum Code de Procédure civile -, dass dat nach wäert Konsequenzen hunn, déi awer opfale wäerten an Zukunft, och bei de Gemengen.

Mä ech wëll mech a menger kuerzer Riedezäit net mat deenen Aspekter beschäftegen, mä virun allem mat engem Aspekt, dat ass deem, dass den Objet vun deem Gesetz hei an der Zwëschenzäit ausgeweit ginn ass. An zwar stoung am ursprünglechen Text, Transaktiounen mat Consommateure wieren exceptéiert vun deem Gesetz hei. Dat ass weiderentwéckelt ginn, och op Drock vun de Chambres patronales, an eng Ëmännerung vun eiser nationaler Zënssouss, an zwar an zwou Richtungen.

Éischtens, Scholdzënse bei alle Leeschtungen, déi vu Professionellen u Konsumente geleescht ginn, do wäerten an Zukunft automatesch Zënse ulafen, dräi Méint no der Prestatioun. Sief dat elo eng Wuereleiwierung, eng Aarbecht oder e Service. Dat ass eng Aschränkung vun deem, wat bis elo den Artikel 1153 vum Code civil gesot huet, an zwar dass d'Zënse nëmme ulafen opgrond vun enger Mise en demeure écrite, par lettre recommandée, opgrond vun enger Ufuorderung un den Débiteur, dass et elo seriö gëtt an dass en elo soll bezuelen, soss géif e riskéieren, mussen Zënse ze bezuelen.

Et ass just eng Ausnahm ginn zu där Regelung do, duerch en anert Gesetz, an zwar d'Gesetz vun 1909, wat 1984 nach eng Kéier iwwerschaft ginn ass. E Gesetz wat gemaach ginn ass am Interesse vum Handwierker a vum klengen Verkeefer - Détaillant steet am Gesetz dran -, wou gesot ginn ass: D'Zënse lafen un dräi Méint no der Liwwerung oder no der Fäerdegstellung vun den Aarbechten, wann dat op der Facture steet.

Firwat ass deemools dat Gesetz agefouert ginn, géint den allgemenge Prinzip an eisem Recht? Dat ass well et sech do ëm Leit ganz offensichtlech handelt, déi selwer dacks an enger schlechter finanzieller Situatioun sinn, do duerch dass se vis-à-vis vun hiren eegene Lieferanten nom Handelsrecht ganz kuerz Délaian hu fir ze bezuelen. Et ass am Fong geholl e Gesetz wat gemaach ginn ass fir Leit, déi an enger ähnlecher sozialer Situatioun si wéi déi, déi mussen bezuelen. Et ass e Gesetz wat gemaach ginn ass fir de klengen Epicier oder den Handwierker vis-à-vis vu senge Clienten.

Wat awer elo hei geschitt - an ech wönnere mech, dass dat kengem ofgefall ass heibannen -, dat ass eng Ausdehnung vun deene Bestëmmungen op all Kontrakter déi gemaach ginn zwëscht Professionellen a Konsumenten, ob et sech hei ëm Wuere handelt, ëm Dëngschleeschungen oder ëm Aarbechten. Dat ass eng ganz breet Definitioun an déi betrëfft och am Prinzip alles, esou wäit ech se wéinstens verstinn. Si betrëfft zum Beispill d'Vente par correspondance, Servicer déi iwwer Internet ugebuede ginn, dat heescht Beräicher wou et sech net ëm Services de proximité handelt, mä Beräicher wou et am Fong geholl keng Ursaach gëtt fir deene besonnesch begënschtigt Bedingunge par rapport zum allgemenge Recht ze ginn. An domat ass den Droit commun, dee seet, dass d'Zënse eréischt vun der Mise en demeure ulafen, wäitgehend duerchlächert, an ech froe mech wéi wäit déi nei Regelung do an der Praxis nach wäert goen.

Déi zweet Saach, déi hei geännert ginn ass, dat ass, dass d'Gerichter forcéiert ginn, obligatoresch zousätzlech Zënse ze verhängen, fir déi Eventualitéit wou dräi Méint nodeem hiert Uerteel zougestallt ginn ass et nach net konnt exekutiert ginn. Bis elo war dat fakulativ fir d'Gerichter. Si hunn et net musse maachen. Et war keng Obligatioun.

Ech hunn déi Diskussioun nogekuckt, déi aner Leit 1983 an der Chamber hei dozou haten, wou och am urspréngleche Regierungstext eng Obligatioun virgesi war. Do huet zum Beispill den Här Hellinckx vun der DP, deen deemools Rapporteur war, gesot, d'Kommissioun wier der Meinung, dass déi Penaltéit vun 3% net soll automatesch spillen. Ech zitieren en: „...“, mä dass d'Tribunäl sollten e gewëssene Pouvoir d'appréciation kréien, fir eventuell Härtefall ze berücksichtegen“.

Ech hu virdrun den Här Fayot héieren, deen am Numm vun der LSAP säin Accord zu deem Gesetz hei ginn huet. Mä deemools huet den Här Robert Krieps gesot, ech zitieren en: „Ech géing hoffen, dass d'Gerichter wierklech nëmme dovu Gebrauch maachen - dat heescht vun där Fakultéit fir zousätzlech Zënse vun 3% ze verhängen - an deene Fall wou et zimlech kloer ass, dass et en Débiteur de mauvaise foi ass.“

A wann een d'Praxis vun de Gerichter kennt, da weess een och, dass dat an der Praxis esou gehandhaabt gëtt an dass déi zousätzlech 3% net systematesch verhaange ginn, wéi dat awer elo duerch e Gesetzestext hei soll obligatoresch gemaach ginn.

An et freet ee sech wierklech, wat déi 3% zousätzlech Zënse och dem Créancier da solle bréngen vis-à-vis vun engem Débiteur, dee Schwieregkeeten huet ze bezuelen, och wann e gudden Wëllen do ass a wann e bereet ass en Echancier zum Beispill anzegoen fir ze bezuelen. Et gëtt jo am iwwerengen och effikass Methode fir kënnen ze exekutieren. Et kann een net nëmme den Dierwiechter schécken, et kann een och Saisie op d'Pai maachen an esou weider.

A 4,75% legal Zënse, wéi se de Moment bestinn, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass jo schonn eng ganz appréciable Zomm, wann een déi op Joren a Joren zum Beispill, oder op Méint a Méint rechen, an och wann et sech ëm eng relativ grouss Zomm en principal handelt, déi soll exekutiert ginn.

Mä neen, hei gëtt gesot, automatesch mussen d'Gerichter dann nach 3% zousätzlech verhängen. Dat heescht, d'Scholdelaascht fir d'Leit, déi an der Situatioun sinn Débiteur ze sinn, gëtt dann nach vill méi grouss a läit da bal bei 8% am Ganzen. De Procureur général huet deemools gesot an engem Avis, et dierf net zu engem Enri-

chissement, zu enger Beräicherung vun de Créancier féieren.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ech wëll hei keng Lanz, Dir Damen an Dir Hären - ech sinn och geschwé fäerdeg -, brieche fir „mauvais payeurs“, mä et gëtt och Leit déi ouni hiert eegent Veschëden an eng schlecht Situatioun geroden.

De Chômage wiisst vun Dag zu Dag an ech fannen, et ass e bëssen eng Zoomuddung, och wann ee bedenkt wat fir eng Diskussioun deemools hei gefouert ginn ass, wann een elo seet, mir forcéieren d'Gerichter an alle Fäll nach 3% zousätzlech de Leit Zënse opzibrummen, dann, fannen ech, ass dat e ganz schlecht Gesetz wat mer hei solle stëmmen.

An ech wëll esouguer eng prinzipiell Fro hei opwerfen. Ech hu gesot, dat Gesetz war am Ufank nëmme e Gesetz fir Commerçanten. Elo sinn d'Konsumente beträff, all Konsumente nom Konsumentenschutzgesetz, steet an der Definitioun. Ech froe mech: Firwat sinn net déi zoustänneg Chambres salariales dee Moment ageschalt ginn an d'Procédure de consultation a si gefrot ginn hir Meinung dozou ze soen, well et si jo hir Adhérenten, déi dovun beträff sinn? Firwat ass d'Union luxembourgeoise des Consommateurs zum Beispill net ëm en Avis zu deem Gesetz hei gefrot ginn?

(Interruptions)

Ech mierken, dass déi Aspekter hei alleguerten lech net schenge bekannt ze sinn. D'Madame Wagener huet virdu gesot, et géif sech iwwerhaupt net op d'Konsumenten applizéieren. Dobäi ass et evident, dass et sech op d'Konsumenten applizéiert.

(Interruption)

Ee Moment Här Henckes, herno kënt Dir jo schwätzen, ech schwätzen dann och nach vläicht eng Kéier, mä de Moment ginn ech jo hei bedrängt fir fäerdeg ze ginn. Ech jäize ganz einfach esou, well keen nolauschtert, an Dir schwätzt ëmmer derteschent, Här Henckes!

An dobäi handelt et sech ëm e ganz wichteg Gesetz, wat d'Situatioun vun enger ganzer Partie vu Leit betrëfft, besonnesch an enger Situatioun, wou et de Leit dobaussen ufänt sozial méi schlecht ze goen.

Ech wëll wierklech kloer hei d'Fro opwerfen, ob mer net dat Gesetz hei ënner deenen Aspekter nach eng Kéier op de Métier sollen huelen, nach eng Kéier d'Avise an huelle vun der Union des Consommateurs a vun de Salariatskummere, fir emol ze kucke wat si dozou soen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, ech stelle fest, datt zu deemem Projet de loi bal alles gesot ass an datt dese Projet de loi, mat enger Ausnahm, eng ganz grouss Zoustëmmung hei fonnt huet an deenen Interventionen, grad esou wéi an der zoustänneger Kommissioun, an dofir géing ech just wëllen am Numm vun der Regierung dem Här Santer fir säi Rapport an der Kommissioun fir hir Aarbecht merci soen, well d'Kommissioun, dat muss een hei gesinn, huet den Text vun der Regierung largement ëmgeschriwwen. Dat ass, mengen ech, eng Aarbecht mat där d'Regierung an deem Sënn kann d'Accord sinn, well en awer nach grundsätzlech dat reflektéiert wat an der Direktiv vun eis am Joer 2000 approuvéiert ginn ass.

Ech géing just nach ee Saz bäifügen, nämlech deen, datt e puer Kolleegen heibanne gesot hunn, dat misst ee via Circulaire un d'Ge-

menge matdeelen, an och anescht de Leit matdeelen, datt dëst Gesetz gestëmmt gëtt. Ech sinn nach ëmmer dovun ausgaangen, datt iwwerall am Land de Mémorial géif gelies ginn, a wann een elo muss bei all Gesetz eng Kopie schécken, och nach un d'Gemengen, ech géing also proposéieren, datt ech dem Innenminister géif soen, e soll extra de Mémorial nach eng Kéier schécken, mä ech wëll awer och heibanne soen, et betrëfft net nëmmen d'Gemengen, et betrëfft och d'Betribler, an et ass esou, datt jidderee soll seng Rechnung bezuele wa se kënn, an dofir mengen ech, ass dat hei am Fong de „bon sens“, deen am Text de loi reflektéiert gëtt.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir

kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi.

Den Här Urbany freet nach d'Wuert.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Ech froe Parole après ministre. Ech stelle fest, datt de Minister net Stellung geholl huet zu deem wat ech virdrun hei gesot hunn.

M. le Président.- En huet Stellung geholl zu deem wat d'Riedner gesot hunn.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Ech war och ee vun de Riedner!

M. le Président.- Mir stëmmen elo of. Et ka jo jidderee stëmmen wéi en dat fir richtig fënnt. D'Lecture vun den Artikelen fänkt un.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 18 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de virleien- de Gesetzesprojet 4956.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a 7 Abstentionen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par

M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Jeannot Krecké), Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké et Mme Lydia Mutsch;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Girard, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wäre mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.16 heures)

Ordre du jour

1. Communication
2. 5189 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Ettelbruck
(Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Discussion générale)
3. 5218 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Grevenmacher
(Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Discussion générale)
4. 5219 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Luxembourg
et
5220 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Luxembourg
(Rapports de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Discussion générale)
5. 5189 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Ettelbruck (suite)
(Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
6. 5218 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Grevenmacher (suite)
(Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. 5219 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Luxembourg (suite)
(Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. 5220 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Luxembourg (suite)
(Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouve Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung der Chamber iergendeng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communication

Ech wollt da folgend Kommunikatioun maachen: Gëschter gouf op Ufro vun der Familljeministesch um Greffe vun der Chamber de

- *Projet de règlement grand-ducal 5310 portant exécution de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées*

déposéiert.

Mir kommen dann elo zur Diskussion vum Projet de loi 5189 iwwert de Bau vun engem Fleegeheim zu Ettelbréck. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn agedroen: den Här Wohlfart, d'Madame Durdu, den Här Colombero an d'Madame Wagener.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Weiler.

2. 5189 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Ettelbruck

Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt net ganz vill Phenomeener, déi d'lescht Jorhonnert esou geprägt hu wéi déi demographesch Entwécklung. D'Proportiou vun de Leit iwwer 65 Joer hält zënter Mëtt des leschte Jorhonnerts stänneg zou.

Dës Tendenz - dat bewiese wëssenschaftlech Etüden an och d'Realitéit - wäert sech am Laf vun deenen nächste Joren a Jorzéngte fortsetzen. D'Proportiou vun deenen eelere Leit ass vun 8% 1950 op ronn 10% am Joer 2000 eropgaangen. D'Experte ginn dovun aus, dass am Joer 2050 ongeféier 21% vun der Weltbevölkerung iwwer 60 Joer wäerten hunn. Wann Asien a virun allem Japan riskéieren déi eelste Populatioun ze hu mat engem Duerchschnittsalter vun 41 Joer, ass d'Situatioun an Europa net vill besser. Den Duerchschnittsalter läit hei, no engem Rapport vun der UNO, deen am Joer 2002 gemach ginn ass, bei 36 Joer.

Et ass virun allem d'Kategorie vun deene Mënschen iwwer 80 Joer, déi déi séierst Steigerung ze verzechnen huet. Hautdësdays stellt dës Kategorie 12% vun deenen eelere Leit duer. A 50 Joer wäert se ee Fénneftel vun dese Mënschen

ausmaachen. Dësen Trend ass eemoleg a mir wäerten erliwwen, wann deen Trend unhält, an näischt schwätzt dergéint, datt an e puer Jorzéngte fir d'éischte Kéier an der Geschicht vun der Mënscheit déi eeler Leit iwwer 65 Joer méi staark vertruete wäerte si wéi déi jonk.

Dës demographesch Entwécklung bitt op där enger Säit selbstverständlech vill Méiglechkeeten a vill Opportunitéiten, mä stellt awer och op där anerer Säit grouss Erausforderungen, sief et - ech wëll der nëmmen zwou ernimmen - bei der Gesondheetsversuergung oder och um Niveau vun der Finanzéierung vun de Renten a Pensiounen. Dobäi kommen nach eng Rei vun aneren Erausforderungen, déi iwwert dës Elementer, déi ech opgezéit hunn, erasginn.

Wa sech déi allermeeschte Leit selbstverständlech wënschen, sou laang wéi méiglech doheem ze liewen, stellt sech trotzdeem fir vill eeler Persounen vun engem gewësse Moment un d'Fro, wou se hire Liewenswond wëllen oder och musse verbréngen. Net jiddereen huet d'Méiglechkeet bei senger Famill déi lescht Zäit ze verbréngen. Wann ee kucke geet, wéi d'Famill ausgesinn huet virun 20, 30 a 40 Joer, da war déi nach anescht. Et sinn der vill heibannen, déi kënnen sech drun erënneren, wéi dat bei hinnen doheem war. Ech ka mech erënneren, bei eis ware véier al Leit an der Famill, déi vun enger Koppel versuergt goufen. Haut si vun deenen, déi aus deem Mariage ervirgaange sinn, keng méi, déi musen oder kënnen oder an der Noutwendegkeet sinn, fir doheem selwer eeler Leit ze verfleegen.

Dobäi gesäit een opgrond vun der Evoluitioun vun der Famill, sou wéi d'Famill an engem ganz kuerzen Zäitofschneitt changéiert huet vun deem, wéi mir se kann hunn - se ass jorhonnertelaang net sou evoluéiert wéi an deene leschten 30 a 40 Joer -, dass dat nei Erausforderungen an nei Problemer stellt, déi mir musen ugoen. Et ass also wichteg op d'Besoiné vun dese Leit anzegoen a Léisungen ze fannen, notamment am Beräich vun den Opfangstrukturen.

Dofir, Här President, gesäit dee Projet, dee mir haut de Mëtteg hei diskutéieren, vir, dem Stat ze erlaben d'Errichtung vun engem Centre de services intégrés de soins fir Seniorene zu Ettelbréck matzefinanzéieren. Et ass ee vun deene ville Beispiller vun enger konsequenter Politik fir den drëtten Alter, déi an deene leschten zéng Joer vun der leschter Koalitioun a vun deser Koalitioun duerchgezu

ginn ass. Mir kënnen eis erënneren un déi Diskussiounen, déi gefouert gi sinn, wou opgerechent ginn ass, ob een net besser hätt, amplaz eng Schoul, eng Sportsinfrastruktur oder eng Kulturinfrastruktur ze bauen, déi ze ersetzen duerch Konstruktiounen an deemem Beräich. Ech weess, datt et leider Leit an alle Parteie gëtt, déi sou Oprechnunge wéi déi dote maachen.

Abee, ween de Programm vun der Chamber kuckt, dee gesäit, dass mer haut de Mëtteg véier esou Ariichtunge wéi déi heiten als Projet stëmme wäerten. Dee gesäit, dass hei zwou Regierungen, déi lescht an dës, konsequent an déi Richtung gaange sinn, fir deem Bedarf, dee mer hunn, sou wäit wéi méiglech an no de finanzielle Moyenen, wéi se sech eben erginn, nozekommen.

Dese Projet dréit also der demographesch Evolution vun eiser Gesellschaft a virun allem och deene spezifesche Besoiné vun eelere Matmënsche Rechnung. Dat gesäit een, wann een de Projet am Detail kuckt. Et ass - wéi gesot - ee vun de Bausteng vum nationale Programm fir eeler Leit, deen esouwuel den Ausbau vun Opfangstrukture wéi och d'Schaffung vun aneren Hëllef- a Ennerstëtzungsméiglechkeete virgesäit mam Objektiv, Mënschen, eelere Leit, a puncto Logement ee méi grouss Choix ze loossen.

Et si virgesinn um aktuelle Site vun Centre hospitalier zu Ettelbréck: E Centre intégré fir eeler Leit, e Revalidatiounszenter an och eng Maison de soins, wourun nach eng Rei vu spezifesche Services ugegledert sinn. Déi nei Strukture solle bis zu 121 Leit ophuelen an 156 Therapieplazen ubidden. De Centre intégré ass geduecht fir Persounen iwwer 65 Joer, déi valide sinn, dat heescht, déi zu engem groussen Deel, wann net komplett, onofhängeg sinn. Et geet virun allem drëms, deene Leit bei deenen alldeeglechen Aktivitéiten a Flichten ze hëlfe, wa sou eng Hëllef gefrot respektiv néideg ass, an hinnen nozelauscheren a Bäistand ze ginn, wa se Problemer hunn. D'Onofhängegkeet vun de Pensionäre gëtt hei grouss geschriwwen a soll mat alle Mëttelen ënnerstëtzt ginn.

D'Revalidatiounsstruktur ass fir eeler Leit, déi op eng gréisser Hëllef ugewise si wéi déi, vun deenen ech virdu geschwat hunn am Centre intégré, mä bei deenen d'Chance besteet, datt se enges Dags erëm kënnen heemgoen. Dës Struktur soll d'Leit während enger méi kuerzer Zäit, am Regelfall

vu ganz kuerz bis zu dräi Méint maximum, unhuele mam Zil, dës Leit erëm un d'alldeeglecht Liewen, un déi alldeeglech Aktivitéiten an dat, wat eben am Alldag ufällt, ze gewinnen.

Wat dann d'Maison de soins ugeet, déi ass op d'Betreiung vun eelere Leit mat psychogeriatreschen oder gerontopsychiatresche Problemer spezialiséiert. Um Site vum Centre hospitalier kënnen och méttel bis schwéierement Leit an engem extra dofir aménagéierte Liewensraum opgeholl ginn.

Nieft dëse Strukturen, Här President, déi wéi gesot opgedeelt sinn a véier verschidde Kategorien, déi ech elo versicht hunn duerzeleeën, ginn eng Rei vu Servicer ugebueden am Kader vun deem neie Centre, déi de Pensionäre Relaxatiounsméiglechkeeten, och Musiktherapien an aner Aktivitéiten ubidden.

An dësem Kontext muss een ervirhiewen, datt den therapeutische Kontext, deen an dësem Projet u sech praktesch fir d'éischt hei zu Lëtzebuerg an deem Mooss emgesat gëtt, den Zilsetzung vum der UNO entsprécht, Zilsetzungen, déi 1999 am Kader vum internationale Joer vun de Behënnerte festgeloucht goufen.

All dës Servicer a Strukturen, Här President, erlaben et deem neie Centre, eeler Leit an alle Phasé vum Liewen an no hire spezifesch Besoin vum deenen eenzelen Fäll an deene verschidde Kategorien, déi de Projet enthält, opzehuelen. Mat der Schafung vun engem neie Gebai oder neie Gebai-lechkeeten, neie Strukturen, ass et awer eleng net gedoen. Et kënn de Problem derbäi, dass déi zukünftige Pensionäre och adequat mussen encadréiert ginn. Déi nei Struktur wäert iwwer eng pluridisziplinär Equipe vun Dokteren, Infirmieren, Kinéen, Psychologen a Sozialarbechter verfügen.

Erlaabt mer hei vläicht eng Parenthese opzemaachen. D'Schafung vun Opfangstrukturen ass nëmme een Deel, wann och e wichtegen Deel a vläicht och den Haaptdeel, mä an der Politik vum drëtten Alter stellt sech och d'Fro vu qualifiziertem Personal. Mir hunn net genuch qualifizéiert Fleegepersonal, sief dat um Niveau vun de Spideeler oder hei am Kader vun den Opfangstrukture fir eeler Leit.

D'Fro vum Personal wäert sech an Zukunft nach méi akut stellen, well d'Zuel vun de Schüler an de Schülerinnen, déi sech fir d'Fleegebeurter interesséieren, zënter e puer Joer konstant ass, wann net erpogeeet, obsonn dës Berufsspart excellent Aussichte bitt, well hei vill Chancen a vill Méiglechkeete sech an deenen nächste Jore wäerten opdoen. Dofir ass och déi lescht Sensibiliséierungscampagne vun der Regierung ze begrëssen, fir jonk Mënschen ze motivéieren, an dës Berufseranzegoen.

Et bleift op dësem Niveau allerdéngs vill ze doen, an et kann een nëmme hei den Appel widerhuelen, sech an dës Spart ze engagéieren, well et e Beräich ass mat seriösen a gudden Aarbechtsplazen, wou de Mënsch selwer sech och kann entfalten, währenddeems an anere Beräicher dat net de Fall ass. An esou schwierigen Zäite wéi haut denken ech, wär et wichtig, datt vill Schüler sech et sollten iwwerleeën an dës Spart wäelen.

Wat d'Finanzéierung vum Projet ugeet, esou ass ze preziséieren, datt de Stat 100% vun de Käschten iwwerhëlt, mat Ausnahm vum de Käschten, déi am Zesummenhang mat der Partie „Centre intégré pour personnes âgées“ stinn, wou eng Participatioun vum Stat, wéi dat normal ass, vun 80% virgesinn ass. Am Ganze wäert sech d'Dépense fir de Stat, nom Index vum 1. Oktober 2003, op ronn 35 Milliounen Euro, genau 34.878.828,64 Euro belafen. Dës finanziell Participatioun ass op Basis vum Artikel 13

vum ASFT-Gesetz vum 1998 festgeloucht ginn.

Ervirzehiewen ass e Kleng Problem, deen iwwerbleift. Mir hunn op där enger Säit d'Konventioun tëscht dem Stat an dem CHNP, an op där anerer Säit d'Konventioun tëscht dem CHNP an der Gemeng Ettelbréck. De Conseil d'État huet relevéiert, datt an där zweeter Konventioun tëscht dem Hôpital neuro-psychiatrique an der Gemeng keng Klausel dran ass, fir de Präis un d'Konstruktionspräisser ze adaptéieren. Do bleift eng Fro heron iwwereng eng Differenz, déi finanziert muss ginn, fir déi de Stat net opkomme wäert.

Ech hat e Gespréich mam Buergermeeschter iwwer déi Fro. Et ass esou, datt am Kader vun der Participatioun vum der Gemeng - déi 20%, déi d'Gemeng bäileet -, d'Gemeng en contrepartie den Advantage krit, datt déi Bierger aus der Gemeng kënnen préférentiel opgeholl ginn. An deem Kader do wäert en Arrangement fonnt ginn. Vläch schrauft d'Gemeng hir Participatioun, déi se krit, erof, respektiv kuckt den CHNP op där anerer Säit fir déi dote Problematik geléist ze kréien. Mir hunn och den CHNP doriwuer informéiert, well mer mengen, datt dat wierklech eng Fro ass, déi tëscht hinne zwee soll gekläert ginn an déi äischt ze dinn huet mat der Konventioun, déi de Stat ubelaangt.

Här President, dëse Projet ass e Projet, fir dee sech zënter laange Jore vill Leit engagéiert hunn. Et wäerte bal zéng Joer hier sinn, wéi déi éischt Iddien développéiert gi sinn, an et war, ech wëll dat hei relevéieren, de fréiere Buergermeeschter a fréiere Kollege hei an der Chamber, den Ed. Juncker, deen ee vun den Hauptleit war, déi hannendru gedrängt hunn, datt et zu dësem Projet sollt kommen, an dat mat sengem Schaffen- a Gemengerot vum deemools. A wann den Ed. geséich, datt dëse Centre, sou wéi hie sech en ëmmer virgestallt huet, ee vun deene gréissten a modernsten ass, wär hien doriwuer ganz stolz. Ettelbréck krit ee vun deene modernsten a polyvalentste Centren, déi et de Moment am Land opgrond vun deenen neisten Erkenntnisser gëtt. Ech denken, datt dat dem fréiere Buergermeeschter, Eierebuergermeeschter vun der Stad Ettelbréck, och sengem Nofolger, dem Pierre Kraus, an dem jetzege Buergermeeschter mat sengem Schaffen- a Gemengerot misst Satisfaktioun ginn.

Dat hei gëtt e Bijou an där ganzer Infrastruktur, déi mer hu vu Centres intégrés. Ettelbréck kann houfreg sinn, esou e Centre ze kréien. Ech denken, datt dëse Projet den Ufuerderungen, vun deenen ech einleitend geschwat hunn, entgéintkënn, a fir d'Leit aus der Région wierklech eng attraktiv Méiglechkeet duerstelle wäert. Deementsprechend bieden ech am Numm vun der Familljekommission, dëse Projet staark ze approuvéieren. Ech denken, datt dat geschitt. Et ass jo och an der Kommissioun geschitt. Ech brénge selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech merci, Här President.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Georges Wohlfart agedroen. Den Här Wohlfart huet d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Georges Wohlfart (LSAP).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, de Mëtteg schaffe mer den éischte Centre de services intégrés de soins pour seniors, wéi et esou schéin heescht. Dat geschitt wéi de Rapporteur, den honorablen Här Lucien Weiler, et gesot huet, zu Ettelbréck. Dat ass e ganz wichtige Schratt an eng nei Dimensioun an der Altersversuergung an onsem Land.

De Rapporteur wëll ech félicitéieren fir säi schrëftleche Rapport, mä och fir seng mëndlech Ausféierungen, wou en op d'Polyvalenz vun deem neien Zentrum higewisen huet an am Detail de Projet beschriwwen huet, wat mir et erlaabt nëmme e puer Remarquen zu dësem wichtige Gesetzestext ze maachen.

Éischtens: Den Ausféierung vum Rapporteur, datt, wat déi demographesch Situatioun ugeet, mer europawäit an och hei zu Lëtzebuerg mat enger neier Dimensioun konfrontéiert sinn, ass näischt bäizefügen, ëmsou méi wann ee weess, datt d'Liewenserwaardung vun de Lëtzebuerg all véier Joer em ee Joer zougëtt. Dat heescht, wa mer ons elo an der Diskussioun mat de Leit beschäftege vu 60 a 65 Joer un, ass et sécherlech eng Diskussioun, déi eng aner Dimensioun huet wéi viru 40 Joer, well d'Liewenserwaardung vill méi héich ass. Ech géif och mengen, datt den Alter vun de Leit, déi an en normale CIPA, wann ech dat esou dierf formuléieren, Madame Minister, eraginn, sécherlech hautdesdags wäit iwwer deene 65 Joer läit mat deene mer et hei ze dinn hunn.

Zréck zum Projet selwer. Ech mengen, et ass eng Innovatioun, datt mer hei zu Lëtzebuerg versichen, niewent deem, wat mer bis elo kann hunn als CIPA, och aneren eelere Matmënschen entgéintzekommen, andeem mer si a Strukturen ophuelen, déi den Numm „mëschwierdeg“ verdingen. Et ass geschwat gi vun der Revalidatioun vu Leit déi Problemer hunn, déi sech awer erëm eng Kéier an dat normaalt Liewe kënnen integréieren, déi och hei en Ennerdaach fannen, sief et, wann et sech em méi licht Fäll handelt, Leit déi dagsiwwer an de Strukture sinn, an och wann et vläch méi laang dauert, do kënnen opgeholl ginn.

Wat mech als Dokter immens zefriddestellt, dat sinn d'Punkten 3 a 4. Dat heescht, datt mer op där enger Säit spezialiséiert Fleegeheemer hu fir déi Leit, déi psychogeriatresche Problemer hunn, oder och gerontopsychiatresche Problemer. Dat sinn zwee schwéier Wierder, mä ech mengen, déi Leit, déi an der Psychiatrie an an der Gerontologie schaffen, wëssen, datt et do en enormen Nohuelbedarf gëtt, an dofir maache mer hei e Schrëtt an eng Richtung, déi nëmme ze begrëssen ass. Och fir déi véiert Kategorie vu Leit, déi hei ënnerkommen, déi dem Leit, ass dës Opfangstruktur sécherlech ganz, ganz wichtig.

E Wuert nach, Här President, zu deene spezielle Servicer, déi dohi kommen. Wann een noliest, wat alles virgesinn ass un Therapien, zum Deel un neien Therapien, dann ass et kee Wonner, datt hei eng multidisziplinär Equipe sech em dee ganzen Encadrement muss këmmen.

Zum Präis wëll ech näischt soen. Do huet vläch jiddereeng seng Meinung heibannen. Ech fannen awer, datt et e Präis ass, deen ubruucht ass, wa mer bedenke wéivill Leit mer kënnen permanent ënnerbréngen, a wéivill Leit kënnen enger Therapie sech ënnerzée loossen an doduerch de Wee op Besserung fir si ka garantiéiert ginn, esou datt ech am Fong geholl direkt ka soen, datt ons Partei dëse Projet wäert oni Virbehalter stëmmen, well mer e ganz neit Konzept hei verwierklechen an der Altersversuergung an onsem Land, wat ech schon ënnerstrach hunn. Ech wëll och drop hiweisen, datt ech perséinlech et eng ganz gutt Saach fannen, déi sécherlech derzou bäidréit, datt dem CHNP seng Renommée no bause revaloriséiert gëtt. Och fannen ech et eng gutt Saach, datt souwuel de Stat

wéi och d'Gemeng an de CHNP sech op dëse Site géeneegt hunn. Et ass richtig, datt mer d'Integratioun och vu Leit mat engem Handicap, egal wat fir enger Zort en och ëmmer ass, weider favoriséieren.

Ech wëll d'Madame Minister nach just drun erënneren, wat fir home-resch Diskussiounen mer virun zéng, zwielef Joer haten, wéi et em de Site gaangen ass vum aktuellen Hôpital Saint Louis zu Ettelbréck, deen aus Grënn, déi mer all kennen, gescheitert ass. Ech sinn also frou, dass mer haut an de Mentalitéite weiderkomm sinn an dass dëse Site konnt zréckbehale ginn.

De Lucien Weiler huet a sengem Rapport gesot, dass d'Gemeng Ettelbréck a virun allem den Ed. Juncker, seng Nofolger an d'Schäffe sech staark gemaach hu fir dës Infrastrukturen. Ech ka mech drun erënneren, dass ech als Statssekretär am Bauteministère eng Visite des lieux hat, Här President. Dat war den 23. Mee 1995 zu Ettelbréck. Da kann een haut soen: „tout ceci ne nous rajeunit guère“, mä ech mengen, dat Konzept, dat mer haut ofstëmme, huet jo am Laf vun der Zäit evoluéiert, wat sécherlech dozou bäigedroen huet, dass et e bësse méi laang gedauert huet wéi mer ons et all gewënscht haten, ier mer dëse Projet haut kënnen stëmme.

Ech wollt nach just zwou Froen opwerfen.

1. Ob d'Madame Ministesch mer ka soen, wat dann definitiv geschitt mam Site vun där aler Clinique Saint Louis? Ech ka mech drun erënneren, dass, wéi mer am Regierungsrat viru siwe Joer definitiv gréng Luucht ginn hu fir den Neibau, dass do ee Moment an der Diskussioun war, fir eventuell och déi Infrastruktur ze benotzen als Fleegeheim. Ech weess net inwiefern elo d'Iwwerleeunge weidergaange sinn.

2. Ech wollt an deemselwechten Zesummenhang och wëssen, Madame Minister, ob Der ons kënn soen, wéini dass d'Aarbechte vum Bau vum CIPA zu Wolz kënnen ulafen?

Ech mengen, Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir sinn ons all eens. An de leschten zéng Joer ass villes geschitt, an de Rapporteur huet gesot, dass mer an den Infrastrukturen fir den drëtten Alter grouss Efforte gemaach hunn, dass mer d'Leit kënnen ënnermënschwerdege Konditiounen versueren.

D'Strukturen opbauen ass wichtig. De Mëtteg hu mer jo véier Projeten, déi dat weider ënnermauern, mä en anere Volet, dee fir ons allegueret wichtig soll sinn, ass dee vun der Qualitéit, vun der Fleg an deenen Haiser. Eng vun de Suergen ass jo déi, dass mer hei zu Lëtzebuerg momentan net méi genügend jonk Leit hunn, déi sech fir déi paramedezinesch Berufser interesséieren, an do ass all Effort, deen d'Regierung ënnerhëlt, wichtig a fënn och d'Ennerstëtzung vun onser Fraktioun. Mir müssen dofir suergen, dass mer genügend Leit kréien, fir deenen héijen Ufuerderunge gerecht ze ginn, déi mir ons selwer am ASFT-Gesetz gesat hunn.

Madame Minister, an deem Zesummenhang wollt ech ganz zum Schluss d'Kolleginnen an d'Kollegen heibannen drun erënneren, dass mer viru ganz kuerzer Zäit, vläch engem Mount, eng Motioun eestëmmege ugeholl hunn, déi mä Frënd Lucien Lux deponéiert hat iwwer d'Qualitéit vun de Soinen an den Haiser. An ech mengen, dat ass wierklech eng Saach, déi mir an anere Leit um Häerz läit, dass mer et kënnen fäerdeg bréngen all Efforten ze ënnerhuelen, dass am Fong geholl all Leit, déi an de Maisons de soins oder an engem CIPA oder och an deenen neie Strukturen, déi mer de Mëtteg stëmme, ënner Daach kommen, d'Recht hunn op déi Qualitéit an der Fleg, déi si verdéngen.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

■ **M. le Président.** - Als nächst Riednerin ass d'Madame Agny Durdu agedroen. D'Madame Durdu huet d'Wuert.

■ **Mme Agny Durdu (DP).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, fir d'éischt wëllt ech dem Lucien Weiler als Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport e ganz häerzleche Merci ausdrécken. Ech selwer si jo net Member an der Familljekommissioun. Dofir huet et mech awer duebel interesséiert de Rapport ze liesen, deen zu dësem Projet de loi geschriwwen ginn ass. An ech muss mat Satisfaktioun feststellen, dass dëst en Altersheim wäert ginn, oder en Zentrum wäert ginn, deen op eng absolut polyvalent Aart a Weis funktionéiert. Et kommen heihinner einfach al Leit, déi iwwerhaapt keng Dépendance hunn; et kommen der dran, déi dépendant sinn; et kommen déi dran, déi Problemer mat der Demenz hunn, an ebe psychologesch a gerontologesch Problemer, an ech mengen, dass grad besonnesch dës Polyvalenz wierklech ze sichen ass, och an der Zukunft, wa mer Altersheimer bauen a wa mer un eis eeler Mënschen denken.

Ech freeë mech natierlech, an Dir erlaabt, dass ech dann e bëssen den Éisleker Stolz eraus loossen, dass deen éischte ganz modernen Zentrum op déi doten Aart a Weis am Norde vum Land gebaut gëtt, quitte dass Ettelbréck natierlech zentral läit a vun iwwerall ganz gutt errechbar ass. Mä ech fannen et wierklech flott, dass grad deen Zentrum op Ettelbréck kënn.

Et ass heibannen net zu Onrecht ënnerstrach ginn, dass an deene leschte Jore ganz vill am Beräich vun eisen ale Matmënsche gemaach ginn ass. Ech erënner mech nach un d'Diskussiounen, déi mer hate beim ASFT-Gesetz, an un d'Ausso vum Niki Bettendorf, deen deemools virun allem gesot huet: Et feelen eis Fleegebetter!

Haut si véier Projeten um Ordre du jour, wou mer endlech an dësem Beräich deem Manktum, dee mer do haten, entgéint wirken, an ech sinn och glécklech doriwuer. Wou ech natierlech net esou frou driwwer sinn, dat ass wann ech feststellen, dass déi éischt Démarchen ewell am Mee 1995 woren. Da muss ech soen: Et ass bei den Altersheimer wéi bei de Lycéeeën. Mir brauchen am Fong geholl vill ze vill Zäit, fir op déi Besoinen, déi an eiser Gesellschaft sinn, anzewirken. An deem Kontext muss ech soen, dat wat mech am meeschten interesséiert bei dësem Projet de loi an och bei deenen hannendru, dat ass wéi vill Bauzäit ongeféier programméiert ass, well ech mengen, jiddere weess, och wa gesot gëtt, mir brauchen esou vill Bauzäit, dass ëmmer kommunal Imprévué sinn. Mä ech mengen, mir missten eis ugewinnen an eiser Gesellschaft vill méi séier ze reagieren op d'Problemer, déi do sinn.

Ech wëllt nach just ofschléissend soen, dass ech och der Gemeng Ettelbréck félicitéieren, dass si sech mat 20% bedeelegt un deem Deel, deen dann eigentlech Altersheim ass. Et ass eng gutt Initiativ, déi Ettelbréck hei geholl huet, a si wäerten et gesinn, dass si ganz vill Succès mat esou enger Démarche wäerten hunn a ganz vill Luef wäerte kréie bei hirer lokaler Populatioun.

An ech brauch jo dann net ze soen, dass och d'DP dëse Projet wäert stëmme, deem ech „bonne chance“ wënschen.

Ech soe merci.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Jean Colombera agedroen. Den Här Colombera huet d'Wuert.

■ **M. Jean Colombera (ADR).** - Här President, Dir Damen an Dir

Hären, fir d'éischt e ganz grouse Merci un de Rapporteur, den Här Weiler, fir dese mëndlechen a schrëftleche Bericht.

Dese Projet, wéi den Här Wohlfart gesot huet, ass eng Innovatioun. Et ass d'Kreatioun vun engem modernen Zentrum fir eeler Leit zu Eitelbréck, deen éischten an där Form, an ech muss hei dann dräi Méint virun de Wahlen awer der Regierung des Kéier e Luef ausschwatzen, dass se op de Wee gaangen ass, fir esou een Zentrum fir eeler Leit ze kreéieren.

Wa mir elo queesch duerch d'Land ginn, an d'CIPA an aner Strukturen, déi elo bestinn, da gesi mir wéi déi eeler Persounen normalerweis op engem Stull do setzen, de Kapp hänke loossen, an et ass keen, dee sech mat hinne beschäftegt. Ech mengen, dat ass dat wat keng Persoun sech an deem Alter géif wënschen. Eng Persoun, déi schwéier geschafft huet, déi d'ganz Liewen do war fir hir Famill, déi wëllt och an engem gewëssenen Alter vläicht nach gär e bësse Gesellschaft hunn. Wa se dann eleng gelooss gëtt, ass dat iergendwéi ze bedauern an dat deet engem wéi am Häerz.

A grad mat deemem Projet versiche mer fir dat haut anescht ze maachen. Wat ech awer nach dozou wëll soen, dat ass, dass fréier d'Leit méi laang doheem bliwwen sinn; si haten hir Kanner an hir Kanneskanner, déi doheem waren a fir si gesuergt hunn. Dat war eng Satisfaktioun. Hautdésdags ass dat net méi esou wouer, well déi meescht Fraen a Mammen och nach dobausse schaffen, an dee Moment sinn déi eeler Leit awer op sech eleng gestallt.

Wat eng eeler Persoun brauch, ass eng effikass Compagnie. Mä wa keen do ass, da muss se eben dee Moment an eng Struktur goen, wou eng Compagnie garantéiert gëtt.

Wat och wichtig ze soen ass, ass de Fait vun der preventiver Medizin. Ech mengen, et ass ëmmer gutt, wann een al ass, wann ee keng Krankheet huet, egal wellech Krankheet: eng chronesch Krankheet, sief et Rheuma, sief et Parkinson. All chronesch Krankheet ass zevill, a mir mussen als Gesellschaft onbedéngt dofir suergen, dass mer d'Leit esou gesond hale wéi méiglech. Dofir main Appel un d'Regierung, awer dofir ze suergen, fir méi an d'Preventivmedizin ze investéieren. Wat mer méi an d'Preventivmedizin investéieren, wat mer sécherlech manner krank Leit wäerten hunn. Op jidde Fall wäerte mer eeler Leit hu mat méi Liewensqualitéit. Leit, déi keng Medikamenter brauchen, si besser drop wéi Leit, déi Medikamenter huelen.

Wichtig ass och ze wëssen, dass, wa mer esou en Zentrum kreéieren, mer dann och mussen eng pluridisziplinär Equipe hunn, spezialiséiert, forméiert Dokter, Psychologen, Infirmiären. An och do een Appel un d'Regierung. Mir wësse wéi et momentan ass an de Spideeler, an de CIPAs, och an der Fleegeversécherung; do kommen d'Infirmiären leider mat der Stoppauer a stoppen d'Zäit. An och dat dote mussen mer onbedéngt aus der Gesellschaft eraushuelen. Mir mussen einfach méi Zäit hu fir déi eeler Leit, fir mat hinne ze schwätzen. E Wuert adresséiert un eng eeler Persoun, dat kann hire ganzen Dag retten. Et brauch net vill ze sinn. An dofir, wann ech gelift, mussen mir an déi Richtung goen, dass mer méi Personal an déi Strukturen do erakréien, a sief et och Personal, wat nëmmen zoustänneg ass fir mat de Leit ze schwätzen.

Wéi gesot, nach eng Kéier eise Luef fir diesen neie Projet. Éischten, well do Leit opgeholl ginn, déi onofhängeg sinn. Zweetens, well do Leit opgeholl ginn, déi revalidéiert ginn. Drëtens, well eng Maison de soins fir gerontopsychiatresch Problemer kreéiert gëtt. Véiertens, well Persounen, déi dementsinn, och opgeholl ginn, an

da fenneftens, well verschidden Therapien an de Vierdergrond gestallt ginn, wéi zum Beispill d'Musiktherapie. Ech ka mer och virstellen, dass do vläicht aner Therapié wéi Molen, Sophrologie a Sophrorelaxologie och hire Wee wäerte fannen.

Zum Schluss géif ech d'Regierung bidden, esou an där Richtung weiderzefueren. Dës Kéier si se um richtige Wee. An ech ginn hei den Accord vu menger Partei.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als nächst Riednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt virausschicken, dass ech elo bei deem éischte Projet dann effektiv wäert zum éischte Projet schwätzen, mä datt ech duerno zu deenen dräi nächste Projeten zesumme wäert schwätzen, well ech och eng Rei vu méi allgemenge Consideratiounen hei nach wollt mat an d'Diskussioun bréngen, déi elo net onbedéngt nëmmen op een Altersheim géifen zoutreffen.

Elo dann awer, wéi gesot, zum Centre intégré, deen zu Eitelbréck soll entstoen. Do wëllt ech haaptsächlech net dat a Fro stellen, wat elo virdu gesot ginn ass, mä awer nach eng Kéier drop zréckkommen, dass et do um Niveau vum Gemengerot awer och zu gréisseren Diskussiounen komm ass, wou déi Gréng awer och e bësse Problemer hate mat der Aart a Weis, wéi de Projet ofgewéckelt ginn ass.

Et war net esou, dass mir eis deemools géint eng Struktur fir eeler Matbiergerinnen a -bierger vun der Gemeng ausgeschwat hätten. Am Géigendeel, déi Gréng hu sech an der Vergaangenheet ëmmer dofir agesat, dass soll esou schnell wéi méiglech en Haus geschafte ginn, wat de Bedierfnisser vun de Seniore géif gerecht ginn. Déi Gréng hu sech och ëmmer erëm dofir agesat, dass sollt esou en CIPA zu Eitelbréck entstoen. 1998 ass do och e Kompromiss ënnerschriwwen ginn, deen der Gemeng Eitelbréck d'Méiglechkeet sollt ginn, e CIPA zum Deel op engem Statsgrondstéck opzerrichten.

Mir hunn awer du misse feststellen, oder eis Leit, déi zu Eitelbréck am Gemengerot sinn, dass an deene leschten zwee Joer kee Geld fir esou en Altersheim am Gemengbudget virgesi war. An ëmsou méi iwwerrascht ware se dunn och, wéi en neit Konzept vum Familljeministere op den Dësch komm ass, ouni datt eng inhaltlech Diskussioun mat de Gemengepolitiker a -politikerinne vun der Oppositioun gefouert gi wär.

Dann nach vläicht e puer Wuert zu deem Konzept, sou wéi et hei virläit. Dat huet véier Standbeener: Eng Eenheet fir psychiatresch demment Persounen, eng Eenheet fir Patientinnen a Patienten, déi eng zäitlech begrenzte Fleg brauchen an eng Rehabilitatioun, eng Fleggeenheet an e classescht Altersheim. Ausserdem goufen innerhalb vun deem Haus eng ganz Rei vun Therapieméiglechkeeten ugebueden - dat ass virdu schonn ugeklongen -, wat een natierlech nëmme ka begrëssen.

Wann also vum Prinzip hier dat neit Konzept sécherlech e positivt ass, esou hält sech d'Begeescherung dach awer a Grenzen, besonnesch well des nei Struktur soll duerch de Verwaltungsrot vum CHNP bedriwwen ginn. De Schäfferot war och ganz entschloss fir dee Projet duerchzeseben an huet e ganz schnell virgedriwwen. Et war awer esou, dass et eng Resolutioun ginn ass, an där ganz kloer dra stoung, dass d'Gemeng sech mat 20% u 45 Better bedeelegt an net am Verwaltungsrot vum Établissement pu-

blic, deen souwuel Bauhär wéi och Bedreier vum Haus ass, vertruede wär.

Wien desen Établissement public ass, dat ass jo elo dann och ganz kloer: Et ass den CHNP. Do hunn déi Gréng dann awer Froen opzwerfen a si maache sech eben och ganz spezifesch zu Eitelbréck Suergen drëm, dass d'Qualitéit vun der Infrastruktur dowéinst kënn leiden. Si hunn och am Gemengerot ni ganz kloer Antwerte krut an hunn och bedauert, dass se d'Méiglechkeet net hate fir do déi Diskussioun ze féieren. Dat wär jo am Fond nëmmen am Sënn vun där beschteméiglecher Qualitéit vu Fleg a vun Encadrement vun eelere Leit gewiescht...

■ **(Coups de cloche de la Présidence)**

...a wär sécherlech eng sënnvoll Saach gewiescht.

Här President, an deser Infrastruktur sinn dann och Better virgesi fir Palliativmedizin, well vill Leit natierlech Angscht hu fir an deene classesche Strukturen op hiren Doud an hirt Sierwen zouzegeen. Esou Zëmmeren - oder d'Konzept dovunner - sinn awer mëttlerweil schonn erëm eng Kéier vereelt. Den Trend geet ganz kloer zum Abanne vun der Famill an d'Stierbegleitung an do kann ee sech dann d'Fro stellen, wéi dat an engem Zëmmer mat méi Better soll méiglech sinn.

D'Liewensqualitéit vun ale Leit reduzéiert sech, zemoos wa se krank gi respektiv wa se méi schwach ginn, zu engem groussem Deel op gutt lessen. Wann awer den CHNP dëst Haus wäert bedreien, da wäerten d'Pensionären duerch d'Sodexo bekäschtegt ginn, déi momentan eng grous Kichen op dem Grundbesetz vum CHNP opgericht huet an déi dann eben och wäert zum Asaz kommen. Et liest ee jo och am Text vum Projet de loi, dass d'lesse soll ugeliwwert ginn - iwwereng och eppes, wat mer bei anere Projeten ëmmer erëm scho monéiert hunn, a wou ee sech wierklech d'Fro ka stellen, ob dat sënnvoll ass.

E weidere wichtige Punkt, firwat déi Gréng dee Projet hei net esou kënne matdroen, läit doranner, dass der Gemeng nëmme 45 Better zur Verfügung stinn. Déi Gréng sinn der Meenung, dass des reduzéiert Bettenzuel der Gemeng Eitelbréck net gerecht gëtt an dass hei d'Gemeng fir Zwecker vum CHNP mëssbraucht gëtt. Den aktuelle Schäfferot wëllt hei eng Alibistruktur schafe mat méiglechst geréng Käschten an e schéngt dann och op d'Versteesdemech vun der Regierung gestouss ze sinn.

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.** - Mir sinn awer hei net am Eitelbrécker Gemengerot!

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Ech weess dat.

■ **(Interruptions)**

Här President, ech hunn elo hei eng Remarque vun der Ministesch gemaach krut. Ech weess, dass mir hei net am Eitelbrécker Gemengerot sinn, mä et ass awer en Thema, deen do diskutéiert ginn ass a wou manifestement déi Diskussioun sech net esou positiv an deem Gesetzesprojet, dee mer hei virleien hunn, niddergeschloen hunn. Dofir, mengen ech, soll een déi Kritiken och hei nach eng Kéier opwerfen an dat wäert och erklären, firwat mer eis bei deemem Projet wäerten enthalen.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Domadder wär d'Diskussioun vun deemem Projet ofgeschloss a mir géingen dann zum nächste Projet iwwergoen. Et ass ofgemaach, dass déi véier Projekte matenee behandelt ginn, an zum Schluss d'Leit vum den Artikele gemaach an dann noeneen ofgestëmmt gëtt.

Mir kommen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5218 iwwert de Bau vun engem Altersheim zu Gréiwemaacher. Et si schonn agedroen: den Här Scheuer, d'Madame Nagel, den Här Mehlen an d'Madame Wagener. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Marie-Josée Frank.

■ **3. 5218 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Grevenmacher**

■ **Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse**

■ **Mme Marie-Josée Frank (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet ass e wichtige Gesetzesprojet fir déi eeler Leit vun der Stad Maacher an hirem Region. Dese Gesetzesprojet, deen dem Stat et erlaabt, den Opbau vun engem Centre intégré fir eeler Leit matzefinanzéieren, dréit der demographescher Evolutioun vun eiser Gesellschaft Rechnung. Véier Projekte leien haut zur Ofstëmmung hei an der Chamber vir. An all dese Projekte spigelt sech de Wëlle vun eiser Regierung a virun allem vun eiser Familljeministescher erëm, fir op d'Besoiné vun eisen eelere Matmënschen anzegoen.

Et kann een net vun der Betreuung vun den eelere Leit vu Maacher schwätzen ouni e puer Wierder iwwert déi wäertvoll Sozialarbecht vun de Franziskanerschwëstereen ze verléieren, déi zënter 1869 an der Stad Maacher aktiv waren. Wann hir Opmierksamkeet an d'Aarbecht am Ufank de Weeskanner gegollt huet, sou huet sech villes am Laf vun de Jorzénge geännert. Franziskanerschwëstereen hu sech am Laf vun der Zäit ëm d'Erzëiung vun de Kanner mat der Schafung vun enger Privatschoul, ëm d'Fleg vun de Kranke mat dem Opbau vun engem Spidol gekëmmert, an och am ambulante Service ware se tätég, bis hin zur Betreuung vun eelere Leit.

Nodeems d'Spidol zu Maacher zougemaach ginn ass, waren d'Schwëstereen nëmme méi am Beräich vum Drëtten Alter a besonnesch vun der Fleg vun eisen eelere Matmënschen zu Gréiwemaacher an Émgéigend tätég. Ech sinn immens frou, Rapportrice vum virleiende Projet ze sinn, well ech hunn am Spidol zu Maacher meng éischt Experienze als diploméiert Infirmière gemaach an hu vill Erinnerungen u krank Leit aus der Muselregion, déi ech gefleegt hunn, un d'Doktere an un d'Personal, mat deenen ech do zesumme geschafft hunn.

■ **(Interruptions diverses)**

Dese Projet huet eng laang Virgeschicht. Eng éischt Konventioun tëschent dem Stat an dem Uerder vun de Franziskanerinnen mam Objekt, deen deemools bestehende Centre intégré um Site vum ale Spidol vu Gréiwemaacher auszebauen an ze moderniséieren, gouf den 30. Mee 1996 ënnerschriwwen. Déi finanziell Partizipatioun vum Stat zu deemem Projet gouf am Kader vun engem Spezialgesetz vum 8. September 1998 festgehalten. Deen deemolege Rapporteur war den Norbert Konter, a mäi Fraktiounskolleeg Nicolas Strotz huet deemools hei an der Chamber den Här Konter ersat.

An enger éischer Phas sinn aacht Zëmmeren op dem Site vum ale

Wäschhaus ageriicht ginn an d'Klinik ass ofgerappt ginn. Mä d'Aarbechte konnten net weidergefuert ginn, well deen neie Schäfferot vu Maacher am Joer 2000 d'Baugenehmung refuséiert hat, nodeems de Stadentwécklungsplang erstallt ginn ass an d'Commission des hommes de l'art vu Maacher der Meenung war, dass den Opbau vum geplangte Projet net mat der Infrastruktur vun der Stad an Aklang ze brénge wär. Dunn huet d'Konventioun mat der Familljeministescher missen en neie Site fannen, mä ausserhalb vun de Stadmaueren.

Eng nei Konventioun tëschent dem Stat an der Konventioun ass da schlussendlech den 21. März 2002 ënnerschriwwen ginn, nodeems en neien, dat heescht den aktuelle Site fir de CIPA zréckbehalen ginn ass, an dat an der Rue des Tanneurs zu Maacher. Et geet aus deem ervir, dass d'Gesetz vum 8. September 1998, vun deem ech virdu geschwat hunn, keen Objekt méi huet an och am Kader vum virleiende Gesetzesprojet wäert abrogéiert ginn.

Ech wëllt e puer Punkte vum Projet ervirhiewen, déi mer besonnesch wichtig sinn. Am neie Centre intégré sollen 107 Zëmmeren op dräi Stäck kommen, dovunner sollen der siwen vun Rez-de-jardin fir onheilbar krank Leit reservéiert ginn, also als Unité de fin de vie. D'Zëmmeren um Rez-de-jardin hunn eng direkt Vue op de Park. Et schéngt mir wichtig, dass des Zëmmeren fir déi onheilbar krank Leit reservéiert ginn. Si sollen déi lescht Momenter vun hirem Liewen an engem agreeabeln Umfeld verbréngen. An deser Unitéit ass och e Séjour virgesinn an e Raum fir d'Famill ze encadréieren.

Déi aner 100 Zëmmeren befanne sech um éischten, zweeten an drëtten Stack a si geduecht fir souwuel valid Leit, dat heescht Leit an engem gudden oder zefridde stellende physcheschen oder psycheschen Gesondheitszoustand, opzehuelen, mä och Pensionären, déi manner gutt sinn, dat heescht déi net méi valid sinn oder dementsinn, dat heescht eng licht respektiv avancéiert Demenz hunn. Zéng Gruppe mat siwe Validéitsgrader kënnen hei besser no individuelle Besoiné betreit ginn.

D'Tatsaach dass een ufänt méi systematesch Unités de fin de vie net nëmmen an de Spideeler, mä och an den Altersheimer ze schaffen, ass e kloert Zeechen, dass sech am Beräich vun der Palliativmedizin munches gedoen huet. Ech mengen, d'Gebailchekeiten ass dat eent, an dat Personal, wat dodra schafft, dat ass dat anert, an dofir ass et ganz wichtig, dass d'Personal, wat do schafft, och déi adäquat Formatioun huet fir Soins palliatifs kënnen ze maachen. Dofir mengen ech, dass ee muss nodenke fir an d'Initialformatioun vun den Infirmiären d'Soins palliatifs mat anzebannen.

Ech begrëssen, dass d'Regierung Mëtt Februar, knapp e puer Méint no der Orientéierungsdebat iwwert d'Palliativmedizin, e Projet iwwert d'Soins palliatifs deponéiert huet, dee mir muer an den zoustännegen Kommissiounen vun der Santé a vun der Ethik virgestallt kréien an deen do analyséiert gëtt. D'Errichtung vu Palliativunitéiten am Kader vun engem Centre intégré ass och an deem Sënn begrëssenswäert, well een domadder alle Besoiné vun deenen eelere Leit Rechnung dréit.

Eeler Leit, déi net méi wëllen oder net méi kënnen eleng liewen oder bei der Famill bleiwen, wëssen, dass se, wa se an deemem Centre ugeholl ginn, deen iwwert eng Unité de soins de fin de vie verfügt, och kënnen déi lescht méi schwéier Momenter vun hirem Liewen do verbréngen an net brauchen an d'Spidol transportéiert ze ginn, well wie wëllt scho seng lescht Stonne vun Liewen an engem Spidol verbréngen? D'Unités de soins de fin de vie sollen an al-

len Alters- a Fleegeheimer eng Selbstverständlechkeet ginn; dat ass mäi Wunsch an och sécherlech dee vun der Familljeministesesch.

Den Accueil gérontologique setzt net nëmmen op d'Fleeg vun de Pensionären oder d'Énnerstétzung vun deenen eelere Leit am Alldag, mä och op d'Promotioun vun deenen individuelle Kompetenzen, wat virdu scho vun alle Virriedner och ugeschwat ginn ass. Et ass wichteg, d'Onofhängegkeet vun eisen eelere Leit ze fördern iwwert de Wee vun Ateliers, vu Sport- a Konschaktivitéiten.

Dee virleiende Projet leet och ganz vill Wäert op den ökologeschen Aspekt. Dat ass e weidere Punkt vum Projet deen ech ervirhiewe wëll. Sou zum Beispill gëtt d'Énergie vun enger Cogénérationssystem, déi d'Gemeng Maacher op den Terrain vun der Kongregatioun wäert leeden, assuréiert. D'Gestioun vun der Energie wäert och maximal rationaliséiert ginn, wat fir een effektiven, méi émweltfrëndlechen, passiven Energieverbrauch steet. Et ass vill Wäert op déi praktesch Dispositioun vun den öffentlechen oder gemeinsame Raimlechkeete wéi dem Restaurant geluecht ginn, déi dann deem Rechnung dréit, dass all déi Zëmmerer Richtung Süd-leien.

Dann e puer Wieder zur Finanzéierung vun Centre intégré. De Stat dréit 80% vun de Käschten, déi sech op ronn 22,47 Milliounen Euro belafen, wat ronn 17,9 Milliounen Euro wäert ausmaachen, wann ee sech op dee leschtbekanntene Index bezieht. Déi aner 20% vun de Käschte gi vun der Kongregatioun a vun deene Gemenge gedroen, déi sech hei akaaft hunn. Eng Bemierkung wat d'staatelech Partizipatioun ueget: De Stat an d'Kongregatioun vun de Franziskanerinnen hunn den 10. Dezember 2003 en Avenant zu der initialer Konventioun ënnerschriwwen, d'Konventioun, déi den 21. März 2002 an net - wéi et am Rapport steet - 2003 vun de Parteien ënnerschriwwen gouf a vum Regierungsrat de 7. Februar 2003 approuvéiert ginn ass.

An deem Avenant ass eng staatelech Partizipatioun op Basis vun enger Valeur indiciaire zréckbehalen ginn, wéi déi, déi am Kader vun der Konventioun festgehale ginn ass. De Statsrot, dee sech iwwert des Virgoensweis perplex gewisen huet, huet a sengem Avis vum 27. Januar 2004 gemengt, et misst een de Montant vun der staatelecher Partizipatioun am Kader vum Artikel 2 vum Projet deementsprechend réévaluéieren. D'Familljekommissioun huet des Approche vum Statsrot gedeelt an doropshin den Artikel 2 geännert.

Wat d'Realisationsdélaien ueget, weist de Statsrot am Kader vun deem Projet, wéi och schonns am Kader vum Projet iwwert den Ettelbrécker CIPA, dee mäi Fraktiounskolleeg, den Här Lucien Weiler, virgedroen hat, op déi eventuell Schwierigkeeten hin, déi kënnen entstoe wann d'Aarbechten net zur Zäit ofgeschloss wäeren. Ech erënnere drun, dass de Punkt B vum Artikel 12 aus dem Gesetz vum 30. Juni 2003 iwwert d'Marchés publics virgesäit, dass d'Dauer vum Ofkommen net dräi Budgetexercicer dierf iwwerschreiden.

D'Kommissioun huet decidéiert, wéi scho beim Projet 5189 vu virdrun, de Gesetzesprojet ënner der Form vun engem neien Artikel 5 ze amendéieren, en Artikel dee virgesäit, dass d'Aarbechten net brauchen no dräi Exercicer ofgeschloss ze sinn.

Erlaabt mer zum Schluss nach eng kleng Bemierkung. Zur Zäit ginn um Site Ausgruewunge gemaach. Et sollen Iwwerreschter vun enger aler Kierch respektiv enger Kapell fonnt gi sinn. No Aussoe vu „Sites et Monuments“ sollen deenen awer keen historesche Wäert zougesprach ginn. Ech hoffen, dass dese Projet net verzögert gëtt, well dat wär ganz schlëmm fir d'Stad Maacher an hir Region.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Politik vun Drëten Alter, déi sech weise léisst, ass eng Politik, déi och den Uspréich vun eisen eelere Leit - an och betounen - an eiser Region Rechnung dréit. Fir de Kanton Maacher ass dese Projet immens wichteg. En dréit zur Verbesserung vun der Liewensqualität vun eisen eelere Matbierger bäi. Ech hoffen dowéinst, dass dese Projet schnellstméiglech ka realiséiert ginn. Ech géif dofir am Numm vun der Familljekommissioun bidden, dese Projet eestëmmege unzehuelen, an och ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jos Scheuer (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Centre intégré vu Gréiwemaacher huet e Schicksal, wat net vill Centres intégrés hunn an och kréie wäerten. E sollt schonn eng Kéier gebaut ginn. Et ass e Projet de loi gestëmmt ginn. Et war eng Konventioun virdrun ofgeschloss ginn, am Joer 1996 schonn, an dunn ass dee Projet net exekutiert ginn.

Ech sinn der Meenung, dass een d'Madame Minister an d'Kongregatioun vun de Franziskanerinnen, awer och de Maacher Schaffen- a Gemengerot soll félicitéieren fir dat wat se gemaach hunn.

Mir hunn objektiv gesi wierklech Zäit verluer, mä dee Projet u sech, deen huet gewonnen duerch dat wat elo geschitt ass. Wann een zréckkuckt wat deemools virgesi war, ech wëll net méi op den Detail agoen, da war dat eng Transformation vun deem ale Maacher Spidol. An dat aalt Maacher Spidol, dat ass jo, wéi d'Madame Rapportrice dat gesot huet, e ganz eegenartige Bau gewiescht, deen an de Stadmauer louch. Ech ka mech net méi esou genau un de Projet erënnere. Ech wollt och net e Verglach maachen, mä dee Projet, deen ass hei esou séiss-sauer diskutéiert ginn an der Chamber, well ee wosst, dass en net optimal wär.

D'Stad Maacher huet dunn e Bebauungsplang an e Stadentwécklungsplang maache gelooss, an am Kader vun deenen Iwwerleeungen ass dann och deen Terrain fonnt ginn, wou elo deen Neibau opgericht gëtt. Dat aalt Spidol war eng Institutioun, wou eng Serie vu Leit aus der Géigend behandelt gi sinn a sech hu misse behandle loossen ënner Konditiounen, déi een normalerweis net vergësst. Duerno ass et eng Zort Altersheim ginn an elo kritt et dann nei Funktiounen.

Awer deen neie CIPA, dee gëtt gebaut no deene modernste Kritären. 107 Better kommen dohinner. Laut Gesetz sollen 22,5 Milliounen Euro dran investéiert ginn. De Stat participéiert mat 80%. 20% gi vun der Kongregatioun vun de Franziskanerinnen gedroen. Dat ënnerscheet sech also och daitlech vun anere Centres intégrés, wou d'Gemeng oder d'Gemenge mat 20% derbäi sinn. Ze begrëssen ass och, dass de Statsrot seng Funktioun geltend gemaach huet fir op verschidde Problemer hinzewisen. Fir d'éischt, dass dee richtegen Index sollt agesat ginn an d'Gesetz. Dann huet de Statsrot awer och op e Problem higewisen, dee bestëmmt nach bei manchen Statsprojeten an och bei manchen Gemengeprojete Schwierigkeete wäert maachen, nämlech d'Dauer, d'Geltgkeet vun de Marchés publics. Déi zwee Joer, Madame Rapporteur, déi do ageschriwwen sinn, déi kënnen an deene meeschte Fäll net agehale ginn. An deem Fall hu mer dann am Gesetz deem Rechnung gedroen an dese Projet leeft also iwwer dräi Exercicen.

Begrëssenswäert ass och, dass allen ökologesche Kritäre Rechnung gedroe ginn ass. Och dat wär op deem ale Site net de Fall gewiescht. A wierklech ze begrëssen ass och, dass eng Zort Palliativstatioun dohinner kënt, déi ënner optimale Konditiounen do agericht gi kann.

Dee CIPA vu Maacher ass e Maillon an enger Kette vun Alters- a Fleegeheimer, déi vun der Musel erof bis d'Sauer erop existéieren. Ech huelen der nëmmen e puer eraus, déi an deene leschten zéng Joer gebaut respektiv nei gemaach gi sinn: Réimech; elo kréie mer da Gréiwemaacher; mir hu Waasserbëlleg mat engem komplett neie Gebai; mir hunn zu lechnach dräi Centres intégrés an nach e véiert privat derbäi; mir hu Berburg; mir hu Jonglénster, an et ginn och nach aner Privatinstitiounen zu Konsdref zum Beispill.

Dat féiert zur Iwwerleeung, dass d'Leit vun der Musel an der Sauer elo, wa se scho keng Spidolinfrasturktur méi hunn - déi si jo alleguert ewech gefall, déi puer déi existéiert hunn -, op d'mannst Infrastrukturen hunn, wou se hiren alen Dag kënnen verbréngen. Et ass duerchweegs eng Populatioun, déi op d'mannst esou aerdegebonden ass wéi d'Leit aus dem Éislek, an déi Leit si ganz schwéier ze verplanzen. De Miseler bleift gär un der Musel an dee vun der Sauer bleift gär un der Sauer. Domadder gëtt den Dépaysement ebe méi kleng. An de Centre intégré vu Gréiwemaacher, deen ass och nach agebonnen an déi Stad, wat en netten Avantage ass. Déi eeler Leit - déi Erfahrung maache mer ëmmer - fanne sech am wuelsten do, wou se net ofgeschnidde si vum Geschäftsliewen, vum gesellschaftlechen Liewen, do wou se sech kënnen an d'Stad bewegen ouni gréisser Schwierigkeeten a wou se kënnen Kontakt hale mam öffentlechen Liewen. Dat ass zu Maacher garantéiert.

Ech mengen, déi Décisioun, déi am Joer 2000 geholl ginn ass am Maacher Schafferot, an domadder dann och am Maacher Gemeengerot, war eng gutt Décisioun. E béselchen Zäit hu mer verluer, mä d'Endresultat wäert garantéiert deene Leit, déi an dee CIPA kommen, zegutt kommen. Mir stëmmen natierlech dese Projet och.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Maggy Nagel agedroen. D'Madame Nagel huet d'Wuert.

Mme Maggy Nagel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en héichmoderne Bau mat enger Infrastruktur, déi hiresgläiche sicht, sollt deen neie Centre intégré pour personnes âgées zu Maacher ginn. A Maacher, wéi meng Kollege Agny Durdu elo éineschters gesot huet vum Norden, läit bekanntlecherweis am Osten, Madame Minister. Och den Osten ass frou, dass dat hei e Projet gëtt, dee sech och ganz flott wäert do ënnen an deen Eck integréieren.

(Interruptions)

Voilà, an dat wollt ech soen. Haut gesi mer un deene Projeten, wéi gerecht eis Ministesch och déi Projeten am ganze Land verdeelt.

Komfortabel, altersugepasst a mënschlech an allen Hinsichten, esou soll deen neie Projet ginn. An de Programm vun deem Bau entsprécht also voll a ganz den Intentione vun der jëtzege Regierung, wat den nationale Programm fir eeler Leit ueget, an zwar eng permanent intensiv Entwécklung vun alle Méiglechkeeten, fir de gewénschte Maintien à domicile vun enger eelerer Persoun esou laang wéi méiglech ze garantéieren. Parallell

zu dese Mesurë sinn eng Rei vun Initiativen ergraff gi fir bestoend Zentren ze renovéieren an ze moderniséieren, mä awer och fir d'Unzuel vun den Zëmmeren oder vun de Wunnenge substanzuell ze augmentéieren. Mir als DP ware bereet fir dese Programm ze ënnerstetzen a sinn der Meenung, dass och an Zukunft esou Initiativë musse vum Stat mat gedroe ginn.

Den Objet vun deem Gesetz läit op där Linn, an zwar de Stat ze autoriséieren, sech um Finanzement vum Bau vun deem CIPA zu Maacher zu 80% ze bedeelegen, wat 17.976.000 Euro ausmécht; d'Participatioun un deenen 20%, déi Rescht bleiwen, gëtt vun der Kongregatioun gedroen.

No deem Vote vun haut ass also déi legal Basis geschafen an de Finanzement ass ofgeséichert. De Problem, dee sech elo nach wäert stellen, ass méi ee prakteschen, an zwar betrëfft en d'Prozedur vum PAP, virun allem den Avis vun der Commission d'aménagement aus dem Intérieur, dee säit Méint op sech waarde léisst, fir dass d'Gemeng Maacher an d'Approbatiousphas ka goen.

Déi aktuell Gemengenautoritéite sti wohlwollend an äusserst positiv zu deem heite Projet, a si hunn zesumme mat deenen néidege Fachleit fir ee PAP optéiert, deen net wéi 1996 um Site vun där aler Klinik mat Altersheim virgesi war a wou d'Envergere vum Gebai incompatibel mam Environnement architectural vun der aler Stad gewiescht wär, mä fir e PAP, deen e flotte moderne Projet matsen op enger grénger Wiss an der Rue des Tanneurs no beim Stadskär zouléisst. An ech géing lech, Madame Minister, bidden, bei Ärem Kollege dem Innenminister, dem Här Wolter, ze intervenéieren, dass deen Avis vun der Kommissioun esou séier wéi méiglech kënt gemaach ginn an dass d'Gemeng Maacher kënt och d'Prozedur parallel mat dem Vote vun deem Gesetz an den nächste Méint ufänken.

Déi eeler Pensionnaire wäerte sech also an deem neien Zenter wuel fillen, an egal wéi den Onofhängegkeetsgrad vun enger Persoun ass an deem Zenter, mat deenen, wéi schonn elo puermol ernimmt ginn ass, 107 Zëmmer, wäerten se doudsécher Würdeg emfaangen a behandelt ginn.

Ech wëllt ofschléissen andeems ech den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean Colombero agedroen. Den Här Colombero huet d'Wuert.

M. Jean Colombero (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ersetzen hei de Kollege Romy Mehlen. Ech wëllt da fir d'éischt a sengem Numm der Madame Rapportrice Marie-Josée Frank merci soe fir hiren Engagement. Si huet dat ganz excellent bruecht als fréier Infirmière. Si huet dat op eng ganz gutt Aart a Weis presentéiert an et huet ee gespuert, dass hiert Häerz op der richteger Plaz schléit. An dofir nach eng Kéier eist Kompliment un d'Madame Rapportrice.

Mir ginn natierlech den Accord zu deem Gesetzesprojet. Ech hätt awer nach eng Fro un d'Madame Familljeministesesch ze stellen. An deem Projet gëtt geschwat vun 107 Zëmmeren, déi an zéng Gruppe gedeelt ginn, an zwar gëtt et do déi verschiddenst Stadiume vun der Validitéit, dat heescht siwe Stadiume vu Leit, déi éischstens nach selwer kënnen hir Décisioun treffen, bis zu deene Leit, wou zum Schluss näischt méi geet, wou dann d'Palliativmedezin muss ugewant ginn.

Do steet da geschriwwen: „Cette répartition permet de prendre en compte par un aménagement adapté les besoins spécifiques de

chaque stade». Or, mir hu virdrun an deem Projet vun Ettelbréck geschwat vu spezifesche Services, déi da verschidde Spezifitéite wéi d'Psychomotricitéit, d'Musekstherapie, d'Relaxatioun oder de Metotraining géife mat abegräifen.

Do wollt ech d'Madame Ministesch froen: Gëtt esou e Programm och an deem CIPA hei ugewant oder net? Wa jo, da si mer natierlech duebel esou frou. Wann net, wat ass dann do d'Bremse fir dat anzeféieren?

Dat gesot, ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

M. le Président. - Als nächst Diskussiounsriednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG). - Merci, Här President. Wéi virdrun uegekënnegt, wëll ech elo e puer méi allgemeng Iwwerleeunge lassginn, déi sech eigentlech op all Projete bezéie mat deene mir haut ze dinn hunn. An ech wëllt do fir d'éischt op den Thema Architektur erëm eng Kéier zréckkommen, deen ech scho bei aneren Altersheimer hei opgeworf hunn.

Dat Konzept, wat mir eigentlech hei duerchgängeg virfannen, ass dat fir an engem Gebai oder zumindest an engem Projet deene verschidde Spezifitéiten an och vläicht Stadie vum al gi Rechnung ze droen. Dat kann ee sécherlech an deem Sënn begrëssen, dass vläicht eng gewësse Ghettoisierung, wéi se fréier geherrscht huet, dann net esou géif anrieden. Et kann ee sech awer emgedréint och d'Fro stellen, ob Leit, déi eigentlech geeschteg a physesch nach topfit sinn, sech kënnen a Strukturen ermännern, déi awer ganz staark u Kliniken erukommen. An dat trifft eigentlech fir déi meescht vun deene Projeten zou. Zweek dovunner si jo och esouguer fréier Kliniken.

Eiser Meenung no ass Alter keng Krankheet, et ass e Stadium vu Liewen, wou ee vläicht méi spezifesche Bedürfnisser huet, an deene sollt een dann och um Niveau vun der Architektur Rechnung droen. Sécherlech gëtt et déi Fäll, wou Revalidatioun, respektiv Soinen néideg sinn, mä et gëtt eben och nach e ganzen Deel vun der eelerer Bevölkerung, dee vläicht net méi wëllt an engem Haus, wat ëmmer méi eidel gëtt, eleng wunnen, mä deen awer och net onbedéngt d'Bedürfnis huet, schonn an en Altersheim ze goen.

Dofir soll eiser Meenung no d'Architektur och net klinikméisseg sinn. Dat trifft esouwuel op d'Gréisst vun den Altersheimer zou, wéi och op d'Unzuel vu Pensionnairen, mat deenen hei gerechent gëtt. Ech hu mer déi Projeten nach eng Kéier uegekuckt. Do ass eigentlech keen dobäi, wou d'Zuel vun den Zëmmeren ënner 100 läit, wat menger Meenung no et scho schwierig mécht, fir do e bëssen eng Atmosphär vun Normalitéit a vu Liewen, wéi een et virdrun hat, ka geschafé ginn.

Deen zweete Punkt, dass d'Dispositioun. All déi Leit, déi déi fréier zwou Kliniken, Sacré-Coeur an d'Elisabethklinik kennen, wëssen, dass et do wahrscheinlech schonn net ganz vill aneschtres méiglech ass, wéi een Zëmmer niwient deem aneren an e laange Gank, a wann ee sech d'Pläng ukuckt, wéi mir se an deene Projete de loi hei virleien hunn, dann ass et och tatsächlech dat, wat erëm eng Kéier proposéiert gëtt. An ech wëll lech just drop opmierksam maachen, dass et do awer nei Entwécklungen am Ausland gëtt wat altengerecht Wunne betrëfft, an ee Beispill wollt ech hei emol eng Kéier kuerz virstellen. Dat ass zu Wusterhausen - ech muss soen, ech weess selwer net esou genau wou dat läit, et läit a Brandenburg, mä méi kann ech lech awer dozou net soen - ...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*. - Da kënnen mer jo emol eng Kéier dohinner kucke goen.

Mme Renée Wagener (*DÉI GRÉNG*). - Majo, ganz gären. Et ass dat wat ech wollt am Uschloss un déi Presentatioun hei virschloen. Dir gräift mer do einfach vir, mä op alle Fall kann ech dat herno och ronderëm goe loossen, well ech dat fir en interessante Projet halen. Deen ass an engem Quartier ugeuecht, deen aus den 30er Joren ass, an et handelt sech ëm e Projet mat 30 Een- respektiv Zweekemmerwunnengen. Dat heescht, et si kleng Studiosen, an dee Projet ass, wéi gesot an engem Quartier, huet awer e kleng Bannenhaff, esou dass d'Leit hir Rou do kënnen fannen, a gläichzäiteg awer de Besuch zur Noperschaft bestoe bleift.

En plus, vu dass jo dann ëmmer gesot gëtt, esou Projete ginn immens deier, gëtt hei geschriwwen, dass en och dem Usproch op präiswäert Wunne bei gudder Qualität géif entgéintkommen.

Dat wéi gesot an engem däitsche Bundesland, wat sécherlech net mat grousser Finanz geseent ass, fir esou Projeten duerchzezéien, esou dass een also...

(Interruption)

Dat ass jo ganz interessant. Vlächtt könnte mer eis jo dann deen och ukucke goen.

(Interruption)

Här President, et schéngt esou ze sinn, dass d'Leit am léifste géifen déi Projete kucke goen, déi méi wäit ewech sinn, ech weess net firwat. Op alle Fall wëllt ech d'Iddi awer hei dann nach eng Kéier widerhuelen, ob ee sech entweder net soll esou e Projet op der Plaz ukucken, oder wann dat net méiglech ass, vlächtt einfach emol eng Konferenz zu deem Thema organiséieren, fir ze gesinn, wéi eng Alternativen et do gëtt.

Deen heite Projet hunn ech iwwerengans am Katalog vun der Ausstellung vun der Wüstenrotstiftung fonnt, net déi, déi elo amgaangen ass, mä déi virun e puer Joer an der Semaine du logement presentéiert ginn ass, a wou och nach eng ganz Rei aner flott Projeten dra sinn. Dat zum Thema Architektur.

Ech ginn da just nach ganz kuerz op déi Themen an, déi ech an de leschte Kéieren öfters behandelt hunn.

1. D'Kichen. Do hunn ech jo virdru scho monéiert, dass ech beim Eitelbrécker Projet net ganz zefridde wär. Ech gesinn awer, dass et aner Projete gëtt, wou et duerchaus méiglech ass eng aner Approche ze wäien, wou d'lessen op der Plaz gekacht gëtt. Am Elisabetheklinikprojekt ginn et Restaurants à thème. Dat kléngt jo wierklech ganz attraktiv. D'Fro stellt sech eben, stellt de Ministère de la Famille do Forderungen, wann e seng Konventionen opsetzt, oder hält en dat wat e kritikt? An ech géif fannen, dass de Ministère misst Forderungen opstellen. Datselwecht géillt iwwerengans och fir d'Energie, wou mer vun der Gaschaudière iwwert d'Cogénératioun bis dann och bei der Elisabetheklinik bis zum Réseau de chaleur urbaine alles fannen. An da stellt sech fir mech d'Fro, och wann et hei ganz positiv Usätz gëtt: Firwat soll een net Kritiken opstellen, fir dass méiglech vill vun deenen Altersheimer dann och esou ekologesch wéi méiglech funktionéieren, an och ebe mat Materialie gebaut oder ëmgebaut ginn, déi Sënn maachen?

Iwwerengans och do eng kleng Remarque. Bei engem vun deene Projeten - et ass mengen ech dee vun der Elisabetheklinik - gëtt dann och gesot, dass no de Prescriptions vum Guide écologique pour la construction et la rénovation des bâtiments publics établie par le Ministère des Travaux publics géif

gebaut ginn. Och dat fannen ech ganz positiv. Ech konnt allerdéngs net erausfannen, ob et sech do ëm en neie Guide handelt oder éischer ëm deen alen, deen eng Kéier vum Ökofonds geschafe gi war, an iwwert dee mer schonn a villen Diskussiounen och geschwat haten a gesot hunn, dass deen onbedéngt misst opgefrescht ginn. Zum Beispill wou mer beim Marchés-publics-Gesetz waren, hu mer do eng Rei vun Iddi gehat, an dass en och misst méi e bindende Charakter kréien.

E leschte Punkt, Här President, betrëfft den Träger vun deenen Altersheimer. Ech hu festgestallt, dass mer hei ee Projet hunn - an ech hu virdru schonn drop higewisen -, deen net onproblematesch ass, vun deem eng Klinik den Träger ass. Bei deenen dräi anere sinn et Kongregatiounen. Do kann ee sech awer méttlerweil och schonn d'Fro stellen, ob mer net an eng Richtung ginn oder eng Richtung bäibehalen, zu där ee sech zumindest mol kéint kritisches äusseren, well an engem Zäitalter, an deem och zu Lëtzebuerg net méi jidderee kathoulesch ass, an och an der eelerer Bevölkerung wahrscheinlech ëmmer méi Leit wäerte sinn, fir déi dat zoutreff, do kéint jo awer vlächtt iergendwann de Punkt, wou de fräie Choix, ob ee sech wëllt an engem laizistesche Kader an en Altersheim zréckzéien oder net, net méi méiglech ass.

Dofir wollt ech d'Madame Familljeministesch froen, ob et eng Statistik gëtt, wéi do d'Veerdeelung ass tëschent Träger, déi vlächtt e besse méi onofhängeg sinn a reliésier Hisiicht, an Träger, déi dann ebe Kongregatiounen sinn. Wéi gesot, dat ass e prinzipielle Problem. Et stellt sech jo dann awer och ganz konkret am Alldag de Problem, dat een, wann een eben net mat deem Glawen eens gëtt, deen an deene Kongregatiounen vertruete gëtt, dann awer ëmmer erëm domadder konfrontéiert ass.

Et brauch ee schonn nëmme ze kucken, dass an deene meeschten Zëmmerer Kräizer hänken. Do kéint ee vun de Signes ostensibles de religiosité schwätzen. Op alle Fall ass et eng Problematik, mat där mer eis vlächtt och mol sollten aussernee setzen. D'autant plus, ech hunn elo vu Laizismus geschwat, mä et gëtt och ëmmer méi Bevölkerungsgruppen zu Lëtzebuerg, déi enger anerer Relioun unhänken an dofir denken ech, wier et wichteg...

(Interruption)

Dat ass richtig, mä ob mer soss nach anerer hunn, dat weess ech net.

Ech géif et eigentlech am sënnvollste fannen, wa mer Altersheimer hätten, wou eben net erëm iwwerall opgedeelt gëtt, mä wou mer kéinten d'Leit zesammen hunn a wou se sech all géife wuel fillen, ob se elo eng Relioun hunn oder net.

Här President, dann nach just och an deem heite Kontext e leschte Punkt. Déi zwou Kliniken, déi ech virdru scho genannt hunn, de Sacré-Coeur an d'Elisabetheklinik, deenen hir Betriber, wann een dat esou ka soen, jo zesammen op de Kierchbieregeplénnert sinn, dat huet och bedéngt, dass do d'Kongregatioun am Fong en neie Betrib iwwerholl huet. Et stellt sech awer dann e bëssen d'Fro hei, wisou dass déi Gebaier, déi elo eidel gi sinn, dann awer ëmmer nach schéngen an der Hand vun deene Kongregatiounen ze sinn. Et hätt mech awer interesséiert ze wëssen, ob déi net dann hätte missen eventuell en de Stat goen oder ob dat esou kloer ass, wéi dat elo hei ofleefft, dat se an der Hand vun de Kongregatiounen bleiwen.

Dat gesot, Här President, wollt ech awer nach umierken, dass mer prinzipiell natierlech ëmmer dofir sinn, wann nei Strukturen an deem Beräich geschafe ginn, well jo grouss Nout hei ëmmer nach herrscht, a mer och dofir wäerte bei deene Projeten eisen Accord ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Mir kommen elo zur gemeinsamer Diskussioun vun de Projets de loi 5219 a 5220 iwwert de Bau vun engem Alters- a Fleegeheim zu Lëtzebuerg. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Delvaux, déi Häre Bettel an Henckes an d'Madame Wagener. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi 5219, déi honorable Madame Ferny Nicklaus-Faber.

4. 5219 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Luxembourg

5220 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Luxembourg

Rapports de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

Mme Ferny Nicklaus-Faber (*CSV*), *rapporteuse du projet de loi 5219*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'demographesch Entwécklung, déi eis Gesellschaft kennzeechent, stellt eng enorm Erausforderung duer, an dat op allen Niveaueen a virun allem um Niveau vum Logement a vum Encadrement vun deenen eelere Leit.

A menger Ried zum Ausbauprojet vum Heeschdrefer Schlass virun engem Joer hat ech schonn ervirgestrach, wéi wichteg et wier, dat d'Politik sech fir d'Rechter vu sengen eelere Bierger asetzt an op hir speziell Besoinen agoe géif. Mir wëssen, dat d'Leit ëmmer méi al ginn. Mir wëssen och, datt ab e gewisse Moment vill eeler Matbierger net méi eleng eens ginn, an och, wa vill Leit kënnen op d'Hëllef an d'Ennerstëtzung vun hirer Famill rechnen, kann awer net jiddferen oder wëllt och net jiddferen bei seng Kanner wunne goen. Et ass also wichteg genügend Opfangstrukture fir eeler Leit virzugesinn.

Den 1. Juli 2003 ware 4.500 Better an deene verschiddene Strukturen disponibel fir eng Populatioun vun ronn 63.000 Leit iwwer 65 Joer, wat eng Disponibilitéit vu 7,13% ausmécht. Och wann deesen Taux ee vun deenen héchsten an Europa ass, wäert dat mat der Zäit net duergoen. De Statec geet vun enger Capacitéit vu 5.480, also bal 1.000 Better méi, am Joer 2010 aus. Eis Famillministerin ass sech deeser Problematik bewosst an hält schonn zënter Jore konsequent Moosname fir mat de Besoinen a puncto Logement vun den eelere Leit Schrëtt ze halen. Alleng um Niveau vun de Centres intégrés sinn an deene leschte fënnf Joer aacht nei Projete vun der Chamber gestëmmt ginn, déi et dem Stat erlaben d'Schafung oder den Embau vun esou Strukturen matzefinanzéieren.

Mam virleiende Projet gi gläich véier Projeten haut an der Chamber ofgestëmmt mam Objectif nei Opfangstrukture fir eeler Leit ze schafen. Dëst beweist, datt d'Suerg ëm den Drëtten Alter e feste Bestanddeel vun eiser Politik ass. Et ass awer a mengen Aen net nëmme wichteg Opfangstrukturen ze schafen, mä och dofir ze suergen, dat d'Leit, déi an esou eng Struktur kommen, do bleiwe kënnen, wann hiren Zoustand sech géif verschlechteren.

Am Kader vun deem neie Centre intégré gëtt et eng ganz Rei vu Services, déi ugebuede ginn. Et kënnen

119 Leit do opgeholl ginn, egal ob se valid sinn oder op se op eng gréisser Hëllef an e méi intensiven Encadrement ugewise sinn. De virleiende Projet gesäit de Bau vun engem Centre intégré vir an zwar do, wou bis viru kuerzem d'Klinik Sacré-Coeur operationell war, déi zesumme mat anere Kliniken an de grousser Komplex vum Kierchbiereg transferéiert gouf.

119 Zëmmerer si virgesinn a wäerten op véier Stäck aménagéiert ginn, esou datt de Rez-de-chaussée fir déi öffentlech oder déi gemeinsam Raimlechkeete reservéiert ka ginn, wéi d'Cafeteria, d'Salle polyvalente oder d'Administration. Déi 119 Zëmmerer sinn op fënnf Unitéite verdeelt. All Unitéit huet eng Salle de séjour, déi mat enger Kitchenette équipéiert ass, esou datt net all Pensionnaire mussen ennenan an de Restaurant goe fir hir Molzechten anzehuelen. Et ass och gekuckt ginn, datt d'Salles de séjour zentral géife leien. Esou kritt een d'Distanz tëschent de gemeinsame Raimlechkeeten an den individuellen Zëmmerer reduzéiert.

Et kann een nach ervirhiewen, datt des Salles de séjour esou agericht ginn, datt d'Leit vun der Vue no baussen an der Luminositéit profitéieren kënnen an zwar duerch sou genannte „bow windows“. Et ass och grouss Wäert op den Agencement vun den Zëmmerer geluecht ginn, dee sech duerch eng grouss Flexibilitéit kennzeechent a fir e besseren Encadrement besonnesch vun den eelere behënnerte Leit steet. Et kann een d'Zëmmerer jee nom Handicap vun de Pensionnairen ariichten, zum Beispill andeem een d'Bett anescht ka stellen. Déi zousätzlech Plaz ass am Kader vun deem Projet virgesinn.

De Projet leet och vill Wäert op den ekologeschen Aspekt. Et ass opgepasst ginn, fir nëmme mat natierleche Matière ze schaffen. Ofwaasser a Reewaasser gi gesammelt a separat evakuéiert. Wat d'Ofwaasser aus der Kichen ugeet, ass nach ze bemerken, datt et an eng speziell Anlag, e sou genannte Séparateur de graisse, weidergeleet gëtt, wou deesen Offall traitéiert gëtt, ier en an den externé Réseau kéint. Am Allgemengen ass virgesinn, den Offall auszesortéieren. Dat si just e puer Punkten, déi ech wollt ervirhiewen. Fir de Rescht verweisen ech op de Projet selwer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Finanzéierung vum Projet ugeet, do dréit de Stat 80% vun de Käschten, wat eng Participatioun vu ronn 19,9 Milliounen Euro ausmécht. De Solde gëtt vun der Kongregatioun vun de Franziskanerinnen iwwerholl. Des Participatioun ass vum Regierungsrat op Basis vum Artikel 13 vum ASFT-Gesetz décidéiert ginn. De Projet entsprécht engem urgenten nationale Besoin un Infrastrukture fir eeler Leit an integréiert sech an den nationale Programm. Wéi scho beim Projet iwwert de Centre intégré zu Gréiwemaacher ass och hei en Avenant zur initialer Konvention, déi den 31. März 2002 ënnerschriwwen gouf a vum Regierungsrat de 7. Februar 2003 approuvéiert gouf, derbaikomm. Deesen Avenant ass den 10. Dezember 2003 ënnerschriwwen ginn.

Wéi schonn am Kader vum Maacher Projet huet de Statsrot sech och hei perplex gewisen iwwert d'Virgoensweis vun de Parteien, déi am Avenant d'staatelech Participatioun op Basis vun enger anerer Valeur indiciaire festgehalten hunn. De Statsrot ass der Meenung, et misst een de Montant vun der staatelecher Participatioun am Kader vum Artikel 2 deementsprechend reevaluéieren. D'Familljekommissioun, déi des Approche gedeelt huet, huet doropshi wéi schonn am Kader vum Projet 5218 den Artikel 2 ofgeännert. D'Kommissioun huet och décidéiert en neien Artikel 4 am Projet anzeféieren fir der Bemierkung zum Statsrot iwwer eventuell Schwierigkeeten um Niveau vun den Ofschlossdelaie Rechnung ze droen.

D'Gesetz iwwert d'Marchés publics vum 30. Juni 2003 gesäit vir, datt d'Dauer vum Otkommen dräi Budgetexercicen net daerf iwwerschréiden. Or, mir kréien opgrond vun deeser Dispositioun Schwierigkeete wann d'Aarbechten net rechtzäiteg ofgeschloss sinn. Den Artikel 4, deen am initialen Text zougefuegt ginn ass, stellt eng Ausnahm zum Gesetz vum 2003 iwwert d'Marchés publics duer andeems e virgesäit, datt d'Aarbechten net brauchen no dräi Exercicen ofgeschloss ze sinn.

Ech hoffen, datt ech net stéieren, déi aner Säit do.

(Interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet dréit dozou bäi, den Erausforderung vun der demographescher Evolutioun standzuehalen. Ech wëll nach just eng perséinlech Bemierkung maachen. Et ass gewosst an et ass och hei scho vum Häre Lucien Weiler ugeschwat ginn, dass mer schonn haut Schwierigkeeten hu fir genügend Fleegepersonal ze fannen. D'Schafung vu Centres intégrés fir eeler Leit stellt nämlech nëmme en Deel vun enger aktiver Politik vum Drëtten Alter duer, a mir mussen nees méi Schüler a Schülerinne fir Fleegeberuffer kënnen motivéieren. Am Numm vun der Familljekommissioun géif ech lech bieden, deese Projet unzehuelen, deen och den Accord vu menger Fraktioun huet.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi 5220, den honorabelen Häre Jean-Marie Halsdorf. Den Häre Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf (*CSV*), *rapporteur du projet de loi 5220*. - Häre President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet de loi schléisst sech am Fong geholl de Krees vun enger politescher Décisioun, déi an den 90er Joren, de Joren 1992/93, geholl gouf, an zwar déi fir en Hôpital Kirchberg ze bauen, an doduerch huet sech des Niewewierkung erginn, déi awer eng agréabel Suite huet a sech domadder begnügt, dass mer haut an hei mat deem Projet, deen d'Madame Ferny Nicklaus-Faber a meng Persoun hei virstellen, 234 nei Better kreéieren, wou Spideeler ëmfonctionnéiert ginn a Structures de longs séjours, eng Démarche, déi d'Madame Jacobs, d'Familljeministerin, scho méi wéi eng Kéier gemaach huet.

Am Ganzen hu mer dat scho fënnemol an eise Land fäerdeg bruecht: Beim Sacré-Coeur vun Dikrech, beim St-Joseph vu Wolz, dem Sacré-Coeur hei an der Stad, d'Spidol vu Stengefort a last but not least dann och d'Elisabetherine-Klinik, wou mer elo hei dann de Projet de loi stëmme fir des Struktur ze bauen. Am Ganze goufen an deene Joren dann 397 Better oder Plazen de longs séjours kreéiert, wat en appréciabele Chiffer ass, an iwwerhaupt muss ech soen huet d'Madame Minister an deene leschte Joren an deeser Legislatur gutt Aarbecht geleescht. Et goufen net manner wéi 1.698 - 1.698! - Better kreéiert vun 1999 bis 2004. Dat ass remarquabel an dat soll een och emol eng Kéier hei soen.

Et goufen net manner wéi 25 Projeten entaméiert, an d'Madame Nicklaus huet et och gesot, aacht Projet-de-loien an 20 Konventionen sinn ënnerschriwwen ginn. Dat beweist also kloer, dass hei eng gutt Politik gemaach ginn ass, an och déi Kritiken, déi kommen, deelweis an der Kommissioun ass gesot ginn, et géif eng Plus-value gemaach gi wa Spideeler ëmfonctionnéiert ginn, an och wat d'Madame Wagener elo gesot huet, ech mengen, déi sollen net gellen.

Wat hei zielt, dat ass, dass genuch Strukturen gebaut gi fir den Drëtten

Alter, an déi Strukture brauche mer, well et gëtt ëmmer méi Leit, dat huet den Här Scheuer och scho gesot, déi méi al ginn, an et muss ee feststellen, dat ass och witzeg, an ech wollt trotzdem hei d'Geleeënheet benotze fir dat ze soen, dass wann d'Leit méi al gi sinn et besonnesch d'Frae sinn, well an deene Strukture sinn 79,61% Fraen an nëmme 20,39% Männer. Dat ass schon eng komesch, éischter esouguer eng witzeg Feststellung, mä si ass awer richtig, a gradesou richtig ass et, dass 70,62% von de Leit méi wéi 80 Joer hunn, déi an deene Strukture sinn.

Dat sinn héich Chifferen an déi setzen awer och de Kader an déi weisen, dass d'Décisioun, fir grad hei an der Stad selwer eng Struktur ze bauen, eben an d'Klinik Ste-Elisabeth, richtig ass, well se am Zentrum läit a well se eis d'Méiglechkeete gëtt do eng Struktur ze bauen, déi, géif ech soen, den Erausforderunge vun der moderner Gesellschaft entgéintkëmt. A wann et laang gedauert hat, wéi ech gesot hunn, bis déi politesch Décisioun effektiv war, esou ass awer hei ganz schnell geschafft ginn, well déi Konventioun ass d'lescht Joer den 1. Juli 2003 ënnerschriwwen ginn an den 9. Oktober 2003 ass schon eng Projet de loi vun der Madame Minister déposéiert ginn, knapps dräi Méint méi spéit, an elo siwe Méint duerno gëtt hei an der Plénière dëse Projet da verabschiedet. Dat beweist also, dass hei séier geschafft ginn ass, dass gutt geschafft ginn ass an dass mer gutt weiderkomm sinn.

Dëse Projet de loi muss jo gemaach gi laut Artikel 99 vun der Constitutioun. Mä et ass nach eng Problematik, déi eis vläicht elo e bësse wäert an dësem Dossier hei, an dësem prezise Projet ophalen, an zwar déi, dass dës Terrainen, wou dat Spidol de Moment nach steet, „des terrains réservés aux constructions hospitalières“ sinn, laut PAG vun der Stad Lëtzebuerg. Hei muss also nach eng Émklaséierung gemaach ginn, déi e bëssen Zäit wäert an Usproch huelen, mä ech géif awer mengen, dat wär och an e puer Méint ze maachen, esou dass dëse flotte Projet, deen also, wéi ech et scho virdu gesot hunn, 115 Better wäert kreéieren, schnellstens kann emgesat ginn.

Et muss ee feststellen, wann een dat am Detail kuckt, dass um Rez-de-chaussée Aktivitéite si fir den Accueil an nach aner Spezifitéiten an dass op de Stäck doriwwer, éischten, zweeten, drëten an och véierte Stäck, dass do 97 Eebettzëmmer gemaach ginn an néng Zweebettzëmmeren, an da kommen op de leschte Stack uewen, dat ass och eppes Neies, Appartements, déi encadréiert ginn, wou een also kann eng Hëllef kréien, wou een also ka Prestatioun kréie wann een iergendwéi ofhängeg ass. Ech mengen, dat ass och eng flott Approche, eng nei Démarche, déi interessant ass an och grad do, hei an der Stad, wierklech wäert hir Friichten droen.

Ech hat gesot, ënnen um Rez-de-chaussée géife Strukture gemaach ginn, déi spezifesch sinn, d'Madame Wagener hat se och schon ugeschwat. Et kënn net nëmme ee Restaurant an dëst flott Haus, mä et kommen dräi Restauranten dran: den Hauptrestaurant an zwee Restaurants à thème, wat ech gutt fannen. Et kënn e Foyer du jour ënnen dran, et kënn eng Salle de conférence dran, et komme Butteken an dës Infrastruktur an och eng Cafeteria. Ech géif soen, dat wär dat Richteg op där richteger Plaz.

De Park dernieft, eng flott Struktur, dat kann nëmme Succès bréngen, an och d'Iddi fir den ëmmer méi grouse Bedarf u Vakanzebetter, dee sech breet mécht, fir deem ze begéinen, och déi Iddi fir hei eng 40 där Better anzeféieren ass och eng richtig Démarche vun dem Ministère de la Famille a vun der Madame Jacobs, esou dass dëse Projet sécherlech wäert - an e puer Joer, wa mer zrëckkucken, wäerte

mer dat och kënn kontrolléieren - dee richteg Projet op där richteger Plaz sinn, a mir wäerten alleguerten, déi Chamber hei wäert och zefridde si mat deem Projet, dee se haut dann hei verabschiedet.

De Projet als solchen, a wann een et an der Zeitung och gelies huet, am Här Jaans senger Chronik stoung et: 700 Milliounen gi praktesch haut fir esou Strukturen hei investéiert. Dëse Projet eleng kascht de Stat 20.290.838,09 Euro, dat ass den Index 579,98 vum Oktober 2003. Do huet d'Kommissioun dem Statsrot gefollegt. Si huet de leschten Index geholl, dee virlouch. Mir hunn och gefollegt, et ass virdu scho gesot ginn, am Kader vum Marchés-publics-Gesetz, dass mer och amendéiert hunn an engem Artikel 4 fir d'Aarbechten iwwer dräi Joer kënn fortgoen ze loossen. Mir sinn also hei an enger Logik, déi mer bis elo bei all Projet haten, an déi mer och an Zukunft wäerten hunn.

Dat Eenzegt wat nach net ugeschwat ginn ass, wat een an dësem Fall awer roueg ka relevéieren, dat ass, dass keng Fiche financière virläit, de Statsrot awer dës Kéier keng Problemer domat hat. Hien huet gesot en hätt genuch Duerchbléck an et wär transparent genuch, et misst net eng extra Fiche financière dobäi sinn. Dat ass och gutt esou, well dee Projet hei ass sécherlech am Interesse vun där ganzer Chamber, vun eis alleguerten. Ech géif och mengen, e géif dee grouse Konsensus heibanne fannen, e géif also d'Unanimitéit heibanne fannen, an dofir ass et och selbstverständlech, dass ech den Accord vu menger Fraktioun wäert bréngen, an ech géif dann domat meng Allocutioun schléissen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischt Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).- Merci, Här President. D'Madame Minister huet haut vill gutt Wieder vun dëser Tribün kritt. Ech weess, dass dat jo net all Dag geschitt an och net all Woch, dofir huelen ech un, dass se dat genéisst.

Ech ka mech dann uschléissen un all d'Riedner, déi se féliciteiere fir déi Projeten, déi hei virleien. Ouni dass ech e Spezialist fir Architektur sinn, mengen ech, wäeren et zwee schéi Projeten, déi an der Stad geplangt sinn, wat d'Architektur ugeet. Och wa se, wéi d'Madame Wagener richtig gesot huet, eigentlech de Kader virginn hunn, well dat fréier Spidoler waren, mä ech fannen haaptsächlech, dass et wonnerschéi Sité si wou d'Projeten hokommen. Déi schéinst, géif ech soen, bal an der Stad, an dat soll deenen ale Leit da gegonnt sinn.

Och wann ech perséinlech, an dat wëll ech awer hei soen, e klenge Regret hunn: Ech hat gehofft, an och dee Wunsch e puermol geäussert, dass ee vun deenen zwee fréiere Spideeler, ee vun deene Sité géif benotzt gi fir Wunnenge fir Studenten ze bauen. Mäi Wunsch ass awer net an Erfüllg gaangen, an ech fannen dat trotz allem schued, obschonn ech jidderengem e schéint Altersheim vergonnen. Besonnesch wann een déi Konzentratioun vun Infrastrukture gesäit fir eeler Leit, déi a praktesch engem Kilometer an der Stad konzentriert sinn.

Mir hunn eis e Méindeg e ganz interessanten a laangen Exposé vun eiem Landesplanungsminister ugehéiert, deen eis erkläert huet, et misst een de Raum gutt a rationell organiséieren an et sollt ee kuerz Weeër iwwerall virgesinn, an an deem Schema, hätt ech gemengt, wär et vläicht méi opportun gewiescht, eng vun deenen Infra-

strukture vläicht net an deeselwechte Quartier ze leeën, mä an ee Quartier an der Stad, deen och Besoinen hätt, wou méi Leit wunnen, wéi zum Beispill - ech wëll elo keng Präferenz ausdrécken - Bouneweg oder Gaasperech, Zeisseng, wat jo mat déi bevölkertst Quartiere vun der Stad sinn. A wann een och weess, dass d'Leit, déi an Infrastrukture sinn, am Fong ganz vill Besuch vun hire Frënn a Famillje kréien, wann déi net ze vill wäit ewech wunnen, da wär et och an deem Sënn interessant gewiescht, fir e bëssen ze dezentraliséieren, wat déi Infrastrukturen ugeet.

Ech weess natierlech, firwat dass déi zwee Haiser op déi Plaze kommen. Ech mengen d'Schwëstere kruten en neit Spidol a si haten en Terrain, an d'Schwëstere kréien elo zwee schéin nei Altersheimer. A vu dass d'Schwëstere ganz vill Know-how hunn, et ass e Champ d'activité wou si doheem sinn, wou si eppes dovunner kennen, wou se och Vertraue vun der Populatioun hunn, mécht et natierlech Sënn, fir op déi zwou Plazen esou Infrastrukture fir al Leit hinzesetzen. Do fir wäert d'sozialistesch Fraktioun och den Accord ginn zu dësem Projet.

Iwwert déi Froen zur Infrastruktur eraus, bleiwen natierlech ganz ganz vill Aspekter, déi een de Mëtteg kéint diskutéieren. Ech wëll net op de Problem vum Personal agoen. Ech wëll och net op dee vun der Qualitéit agoen, wou jo eng Motioun hei an der Chamber ugeholl ginn ass, dass et net duergeet, Infrastrukturen dohinner ze setzen, mä dass et och wichteg ass, déi Infrastrukturen esou ze kontrolléieren an ze encadréieren, dass déi Qualitéit, déi d'Leit legitim erwaarden, och erfëllt gëtt. Ech hoffen an ech denke jo och, dass deene Motiounen do eng Suite kënn.

Ech mengen och et wär wichteg ze klären, an dat ass en Appel dee sech manner un d'Familljeministesch went wéi un de Minister vun der Sécurité sociale, mä si kann dat jo vläicht weiderginn, dass et de Moment ee ganz akute Problem gëtt, fir déi Leit déi an engem Fleegeheim oder an engem CIPA sinn, dat ass, dass net genau gekläert ass, wat am Pensionspräis dran ass a wat net dran ass. An ech perséinlech fannen dat eigentlech inadmissibel.

Fir mech ass et kloer, dass een, deen an eng Fleegeversécherung fält, dee kritt en Deel vu senger Services domestiques bezuelt, an da kann et net sinn, dass d'Altersheim oder den CIPA déi Suen nach eng Kéier am Pensionspräis ophiift. Dofir géif ech wierklech drëm bidden, dass dat schnellstens gekläert gëtt, well dat schafft eng schlecht Atmosphär, et mécht Onrou, an et schuet eigentlech enger parallell gudder Gesetzgebung, wa se net anständig applizéiert gëtt. Ech géif hoffen, dass deen Appel weidergeet.

Den Här Halsdorf huet elo just gesot, et wäeren ënnert der Fiederféierung vun der Ministesch an deene fënnf Joer 1.698 Better geschafft ginn. Ech muss soen, ech bleiwen eigentlech e bësse virwëtzeg oder onzefridden oder net informéiert iwwert: Wéi soll dat dann elo weidergoen?

Ech hu gelies am Rapport d'activité vum Ministère de la Famille, dass mer 2002 eng Capacitéit vu 6,8% Better hate fir d'Populatioun iwwer 65 Joer. D'Madame Nicklaus huet elo just gesot, déi wär elo op 7,13, woubäi an deeselwechte Rapport steet, dass eis Nopeschlänner eng Capacitéit ustriewe vu 4%. Dat heescht, mir leie wäit iwwert der Capacitéit d'accueil vun eisen Nopeschlänner. Ech wëll och hei eng Klamer opmaachen. Eierlech gesot, mir dinn eis jo alleguer schwéier heibannen, iwwert dee

Sujet ze diskutéieren, och mat den Termen. Da schwätze mer vu Senioren a vu eelere Leit. Also mech nervt et fir ze soen, mir fänken u bei der Populatioun iwwer 65. Ech géif mengen, dass déi Leit mat 65 Joer net wëllen an eng Struktur goen. Déi meescht an deem Alter hunn hir Elteren an deene Strukturen - an ech kucke keen heibannen -, sou dass ech mengen, dass ee vläicht déi Alterslimite, wou een ufänkt ze soen, déi Populatioun huele mer eran an d'Planung, dass een déi mol vläicht sollt hiewen an een da méi eng realistesch Approche sollt kréien.

Et bleift awer, dass ech wëll froen: Et gëtt ëmmer esou schéin hei gesot, dat ass an der Planung, mä wéi vill méi wëlle mer dann nach plangen? A wat sinn d'Besoinen, déi mer dann nach hunn? Op wéi engem Secteur brauche mer nach Infrastrukturen? Brauche mer der nach fir de „court séjour“? Brauche mer der fir d'Rehabilitatioun? Brauche mer spezifesch realiséiert Strukture fir Demenz, wat mir, einfach esou aus menger Impressioun hier, ee risege Besoin schéngt ze sinn? Ech wär am Fong frou, wann een eng Kéier e groussen Débat doriwwer kéint féieren: Wat wëlle mer dann elo nach, wa mer déi Capacitéit hei geschafft hunn?

Eng Fro bleift mer, dat ass iwwert d'Dénomination. Vlächht hunn ech de Sujet net genuch suivéiert, mä mir stëmme haut zwee CIPAs an zwee Centres de services intégrés de soins pour seniors. Dat schéngt mer eng nei Dénomination ze sinn. Well fréier hate mir Maison-de-soinen, an déi sinn elo net méi in.

Vu Maison de retraite, do schwätze mer jo net méi, obschonn an engem Exposé des motifs deen Terme nach eng Kéier virkënn. Vu Logement encadré schwätze mer net, dat schéngt mer kloer. Dat ass eppes ganz anesch. Mä mir hunn also elo véier Termé wou mer eis schwéier dinn, fir se ze ënnerscheiden. Ech wär eigentlech interesséiert, wat dann elo d'Konzept ass vun der Zukunft, well och no deem ech de Rapporteur he no gelauschert hunn, schéngt et mer jo awer wéi wann déiselwecht Populatioun an deene Strukture géif opgeholl ginn. D'Iddi ass jo, dass ee kéint an esou eng Struktur goen, wann een nach eenegermoossen eens gëtt, ouni dass een e richtige Fleegefall ass, mä dass ee kann an darselwechter Infrastruktur, déi awer ënnerdeelt ass a spezialiséiert Strukturen, jee no der Schwieregkeet a jee no senger Besoinen, agegliedert ginn.

Wann dat d'Konzept ass wat ech mengen, wann dat Sënn mécht, da verstinn ech net wisou dat eent e CIPA ass an dat anert e Centre de services intégrés de soins, mä vlächht kann d'Madame Minister eis dat nach erklären.

Wéi gesot, ech mengen, dass, no deem dës Projete gestëmmt ginn, et vlächht un der Zäit wär, méi een allgemengen Débat ze féieren, fir eis ze froen, alleguerten zesammen: Wat wëlle mer nach un Infrastruktur? An dat wat mer haut ganz vergiess hunn a wou ech mengen, dass och en Handlungsbedarf besteet, dat ass: Wat wëlle mer u Servicer an un Infrastruktur fir de Maintien à domicile fir déi al Leit, fir déi fleegebedürftig Leit? Well och do ass et wichteg, dass een der Populatioun entgéintkëmt an dass een hinnen déi Servicer och doheem offrëiert, déi se legitim kënnen erwaarden.

Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der sozialistesch Fraktioun zu dëse Projeten an ech soe merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech d'lescht Woch bei eis an der Fraktioun gesot kritt hunn, ech dierft iwwert deen heite Projet schwätzen, dunn hunn ech mer dat Ganz e bëssen ugekuckt. Dunn hunn ech mat Leit ees geschwat an dunn hunn déi Leit mer spontan gesot, déi Projeten, dat sinn dach déi wou d'Schwëstere esou verwinnt ginn. Du sot ech: Wéi, d'Schwëstere ginn esou verwinnt? Du sot se mer, ma déi hunn dach do d'Ste Elisabeth gehat a si hunn de Sacré-Coeur gehat. Dat waren al Këschten, dat waren al Gebailechkeeten. Du kruten se um Kierchbiere e fonkelneit Spidol gebaut an elo kréien se d'Sacré-Coeur an d'Elisabethklinik frësch gemaach. Dat ass eppes wat ech vu Leit gesot kritt hunn.

Dunn hunn ech geäntwert, ma da lauschtert mer emol no: Éischt Saach ass, jorelaang a ganz laang huet kee sech hei am Land ëm déi eeler Leit bekëmmert, weder de Stat nach d'Gemengen, a just eis Schwëstere waren déi, déi sech ëm d'eeler Leit hei bekëmmert hunn. Dat muss ee soen.

(Interruptions diverses)

Ech soen elo net déi lescht 50 Joren. Awer ganz laang hu just d'Schwëstere sech ëm déi eeler Leit bekëmmert.

Déi zweet Saach ass, haut gëtt et e Vertrauen an déi Institutioun, déi d'Schwëstere sinn. Dat sot d'Madame Delvaux, si gëtt mer hei vollkomme Recht an et ass och ganz wichteg, well se och apte si fir déi Soinen an déi Centren ze géieren.

Ech gesi just hei, wann een iwwert de Centre universitaire an de Stattec kuckt an d'Populatioun zum Beispill zu Lëtzebuerg analyséiert: 1980 hate mer 363.500 Awunner hei am Land. Haut, 2003, si mer bei 448.300.

D'Décèsen deemoos, wou manner Leit hei gewunnt hunn, waren op 4.913 an haut si se bei 3.744. Dat heescht, mir hate manner Leit a méi Décèsen an haut hu mer méi Leit a manner Décèsen. Dat heescht, eis Pyramide des âges huet en décke Bauch an et gëtt ëmmer méi schmuel ënnen an ëmmer méi héich uewen.

Ech selwer si jo an engem Alter, wou ech hoffen nach laang ze liewen, an d'Espérance de vie vun de Leit gëtt ëmmer méi laang. Dat heescht, selbstverständlech mussen och Centren do si fir déi Leit ze emfänken an och d'Soinen ze prodiguéieren.

Zu deenen zwee Projeten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir d'éischt emol ze soen, an do doen ech dann déi aner Kap un, nämlech déi vum Gemengeconseiller vun der Stad Lëtzebuerg, an ech si frou, dass an der Avenue Emile Reuter, do wou dat Gebai ass, elo eppes geschitt, wa mer deen heite Projet gestëmmt hunn, well fir de Moment ass dat net ganz schéin. Wann ee vu vir kuckt ass dat esouguer zimlech moche an do gëtt endlech dann eppes Frësch gebaut.

An dann och beim Sacré-Coeur si verschidde Saachen, déi mer ganz gutt gefall hunn. Dat ass dee ganzen ekologesche Volet, deen zrëckbehale ginn ass fir d'Konstruktiv vum deem Spidol, wou gekuckt ginn ass, dass et soll esou ekologesch wéi méiglech gebaut ginn.

Am Ganzen, wann een d'Rechnung mécht, ginn haut 234 Better mat deene zwee Projete gebaut an déi siwen Appartements, déi gemaach ginn an deem Projet fir d'Ste Elisabeth.

Ech soen ëmmer, et soll een net spuere wann ee Saache soll fir déi Jonk maachen. Ech soen och, et soll een ni Sue spuere wann een eppes mécht fir eis eeler Generationen. Ech mengen, mir sinn alle-

guerte frou wa mer, wa mer eng Kéier an där Situatioun sinn, dass mer da propper an adequat Strukturen hunn, fir eis Soinen ze kréien.

Ech soen lech merci a selbstverständlech wäert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei och déi heiten zwee Projets de loi stëmmen.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 87 Deeg bis virun de Wahle kréie mer elo dat ugebuede wat während deene leschte Joren a Méint geplangt ginn ass vun der Regierung. Mieux vaut tard que jamais! Et ass scho wäert, datt op deem Gebitt Verschiddenes investéiert gëtt. Wat feelt, dat sinn déi reell Estimatiounen a Besoinen, déi um Plang gefrot ginn, op wat fir engen Donnéeë mer dat Ganzt baséieren. Mä et schéngt awer esou ze sinn, datt op Basis vun deenen Demanden, déi virleien, eng Demande fir zousätzlech Better fir eeler Leit, Centres intégrés an esou weider, effektiv besteet.

Et ass dofir néideg, datt gehandelt gëtt an et ass dat wat mer hei och wëlle begrëssen an dofir bréngen ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deemem Projet.

M. le Président. - Mir héieren elo d'Stellungnahm vun der Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs iwwert déi véier Projets de loi, déi mer elo grad diskutéiert hunn. D'Madame Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, datt ech vis-à-vis vun der leschter Woch haut en agréablen Nomëtteg an Ärer Gesellschaft verbruecht hunn. Dat ass déi éischt Bemierkung, déi ech wollt maachen an et ass een och heiansdo frou, wann een emol e gutt Wuert kriit. Op där anerer Säit géing ech soen, wa mer esou vill Begeescherung hätten an de Gemenge fir Strukture fir Demandeurs d'asile ze kréie wéi fir Altersheemer, da wiere meng Suergen nach vill manner grouss. Dofir Appel aux amateurs.

Et kann een net nëmmen op där enger Säit dat kréie wat ee gären hätt. Dann huet een och eng Responsabilitéit fir vläicht och aner Saachen ze huelen, déi engem manner gutt gefalen.

Ech géing fir d'éischt wëllen der Rapportrice, der Madame Frank, fir de Projet vu Gréiwemaacher merci soen, an ech si fir eng Kéier net ganz d'accord mat deem wat den honorablen Här Scheuer gesot huet. Ech mengen awer, datt et eng schwierig Situatioun wor a wann et eng Zäitche méi laang gedauert huet an och méi deier gouf, well e Projet, dee geplangt ass an dann op eemol keng Genuegung vun der Gemeng kriit, dann ass dat awer erëm domat verbonnen, datt nei muss geplangt ginn, datt en anere Site muss gesicht ginn, wat awer finanziell an och zäitlech näischt verbessert.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Mä de Projet u sech!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Also datt ass bei all deenen Projeten, déi méi laang daueren, wat ee méi aus der neier Erkenntnis léiert a wat een da besser kann oppassen, mä wéi gesot, déi Leit, déi dee Moment e Besoin hunn, sinn natierlech dofir, awer net schrecklech gutt eraus.

Ech géif och der Madame Ferny Nicklaus-Faber merci soe fir de Projet vum Sacré-Coeur, dem Här Haldorf fir d'Ste Elisabeth an dem

Här Weiler fir Ettelbréck, wou ech natierlech awer e bëssen traureg sinn, Madame Wagener, an d'Leit zu Ettelbréck ganz bestëmmt och, datt déi gréng Fraktioun dee Projet net wäert stëmmen.

Dir hutt haut eng ganz Partie vun Zifferen hei héieren. Ech wëll lech just soen, datt vun 1999 bis elo Transformatiounen gemaach gi sinn an zousätzlech Projeten, déi elo fäerdeg sinn, déi an Exekutioun sinn, Projeten, déi a Planifikatioun sinn am Gesamten an dat net 80 Deeg virun de Wahlen. 2.101 nei Better si geplangt, sinn am Bau, si fäerdeg. Do sinn all déi Projeten derbäi, déi Einzelner haut ugeschwat hunn, mat engem Gesamtkäschtepunkt vu 520.600.000 Euro oder plus ou moins 20.824.000.000 där aler Lëtzebuerg Frangen.

Domadder géing ech wëllen deene Leit, déi alleguer ëmmer mengen, mir géingen näischt doranner investéieren, soen, datt dat denken ech definitiv och eng Kéier bewisen ass, datt dat net de Fall ass.

D'Madame Delvaux huet hei zu Recht d'Fro opgeheit, wéi wäit datt mer domadder géinge virufueren? A mir wëssen aus där Regierung, wou mer gemeinsam dra waren, dass et eng Fro deemools war fir ze soen: Fuere mer virun nach ëmmer an déi dote Gebaier ze investéieren? Dir hutt och hei gesi wéi d'Zuelen am Ausland sinn, wou d'Leit dra ginn.

Ech hunn d'lescht Woch hei gesot am Débat iwwert d'Fraen, datt do ee vun de groussen Problemer, niender der Garde d'enfants, deen ass vun deenen eeleren an deene fleegebedürfte Leit. Dat ass ee Punkt, dee gëtt et zu Lëtzebuerg net, well mer, trotzdeem ëmmer nach gesot gëtt, datt net genuch Better do wieren, awer net an där Situatioun dra sinn, well ganz vill Leit sech och am Ausland déi Präisser iwwerhaapt net kënnen leeschten, fir kënnen an déi Haiser ze goen. Wa gesot gëtt, mir hunn esou vill Lëtzebuerg, déi am Ausland sinn, da sinn déi Haiser zu engem groussen Deel frou wa se Lëtzebuerg kréien, déi hire Präis do kënnen bezuelen, well hir eege Leit dat iwwerhaapt net kënnen maachen, well hir Pensiounen dat net ausweisen a well se net nach all déi aner Hëlfelefen hunn, iwwer Fleegerversicherung an aner Leeschtungen, déi mir hei zu Lëtzebuerg bezuelen.

Wéi gesot, ech si generell frou, datt jiddereen dat hei eng gutt Iddi féint. Net nëmmen, datt mer nei bauen, mä mir hunn och probéiert nei Konzepter op deene verschiddene Siten ze maachen. Dat bréngt mat sech, datt net jiddfer Projet d'selwecht ausgesäit wéi deen aner, well deen een a méi enger längerer Planungsphas dra war wéi deen aner.

Et ass hei gesot ginn, doduerch datt et méi laang Zäit gebraucht huet, ass dat elo alles besser ginn. Mir kucken, datt mer an den Haiser selwer Liewensgemeinschaften hunn, wou wierklech dann d'Leit a méi enger klenger Grupp beienee sinn, wou se sech och méi familiär fillen, wou awer och Gemeinschaftsraum do sinn, wou se alleguer matenee kënnen Aktivitéite maachen, wou d'Famillje kann do kommen, Plazen, wou Therapie gemaach gëtt, Ateliere fir zesummen aktiv ze sinn, wou mer Rampe bauen, am plaz datt mer Trapenhaiser bauen.

Ech wëll awer och besonnesch un déi Parcs protégés denken, déi mer zum Beispill zu Ettelbréck, mä och op anere Plaze maachen, fir deene Leit, déi dement sinn, besser gerecht ze ginn, well déi Leit eben, deemno a wéi engem Stadium se sinn, vill dorëmmer ginn an awer net méi wëssen, wat se maachen an domadder fir si a fir déi aner Leit och muss garantéiert sinn, datt hinnen näischt geschitt.

D'Dementebetreiung. Dir wësst, datt et eng vun deene Suergen

ass, déi mir ganz uewe läit, well een éischters gesäit, datt et mam Alter a mam Zouhuele vum Alter ëmmer méi Leit gëtt, déi dement ginn, an datt mer also och do nei Aarbechten an nei Aktivitéite maachen, mä och aneschtlers dat konzipéieren, d'Dagesbetreiung an interne Gruppen, déi an den Altersan an de Fleegeheimer selwer dra sinn, mä wou se awer nuets an deeneselwechten Zëmmeren oder och nieftenee sinn, sou wéi dat och soss war.

Ech hu laang Diskussiounen gefouert mat menge Leit am Ministère selwer, well ech ëmmer eigentlech dergéint war, fir d'Leit vuneneen ze trennen, fir déi eng net bei deenen aneren ze loosser. Ech muss awer soen, datt ech awer och mech beléiere gelooss hunn a mir soe gelooss hunn, et ass fir een, deen net dement ass, an dee mat aneren zesummen am Restaurant sëtzt, déi net ëmmer wëssen, wat se maachen, och net ganz evident fir dat Dag an Nuecht nozekucken an dat 360 Deeg am Joer. Vun dohier kann ech also verstoen, datt een awer vläicht och muss während Zäiten am Dag Trennung maache vun deenen engen a vun deenen aneren. Do ass et och d'selwecht mat deene verschiddene Gruppen, wou deen ee méi oder manner dement ass, datt een och do muss opdeele fir deem awer och gerecht ze ginn.

Da maache mer, wat och d'Dementebetreiung ubelaangt, och esou Nuetscaféen an deenen eenzelnen Haiser, dat heescht fir déi Leit, déi selwer an deene Caféen sinn an deenen Haiser dra sinn, datt een och dohinner ka kommen an datt een och nuets do en charge geholl gëtt: besonnesch fir dement Leit, déi jo dacks nuets net wëssen, wou se dru sinn, wou dann och Leit sinn, déi sech em se këmmen, ouni datt se duerch d'ganzt Haus dorëmmer geeschten an op eemol bei engem aneren am Zëmmer sinn an esou virun, wou se och eppes kënnen ze iesse kréien, wou wéi gesot, sech em se gekëmmert gëtt. Ganz vill Formatiounen gëtt och gemaach, wat d'Leit ubetrëfft, déi sech dorëmmer këmmen, vun dem RBS an och mat Spezialisten aus dem Ausland derbäi.

Nei ass och, dass eng ganz Partie vun Haiser mëttlerweil erlaben, datt ee säin Hausdéier ka matbréngen, selbstverständlech net a sengem Zëmmer, mä datt een en Déier ka matbréngen, wat jo fir eeler Leit ganz dacks déi eenzeg Gesellschaft nach ass, wann een am Alter ass, a wou et hinne schwéier fällt, wa se dat da missten zréckloossen, wa se géifen an esou eng Infrastruktur goen, ob dat Hënn oder Kaze sinn...

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

...oder och Hénger sinn. Dofir denken ech, dass dat och eppes ass fir si, wou se sech méi dran erëmfanne, wéi wann dat alles hinnen ewechgeholl gëtt.

Wichtig si selbstverständlech och déi intergénérationnel Kontakter, wou mer probéieren d'Familljen, d'Enkelnen, d'Urenkelkanner wëllkomm ze heeschen, wou Spillplaze bei deenen Haiser installéiert sinn, wou och an der Cafeteria Méiglechkeete sinn, dass deene Kanner d'Zäit net ze vill laang do gëtt. De Park, dee ronderëm esou Haiser ass, déi öffentlech Foussgängerweeër, wou een d'Kanner um Schoulwee gesi kann, droen dozou bäi, dass d'Bewunner sech wuel fillen.

Ech wëll do de flotte Projet ernimmen an de Buergermeeschter an de Schäfte vu Réimech kënnen mer konfirméieren, wat fir eng Freed, datt déi eeler Leit hunn, well se just derniewent elo de Précoce haten, a mat wat fir enger Begeeschter-

ung se sech an der Paus do op déi Plaze bewegen, wou se d'Kanner kënnen gesinn a mat deenen och Kontakt kréien. D'Kanner léieren eben och déi eeler Leit kennen, an op där anerer Säit sinn déi eeler Leit frou, fir ze gesinn, datt d'Welt och virugeet an datt déi nei Generatiounen och do sinn.

Geziilt Initiativen ënnerhuele mer eben och fir dat ze förderen, do derduerch datt Märchenstonnen organiséiert ginn, do derduerch datt eeler Leit a Kanner méi gemeinsam Opféierungen hunn. Mir waren zu Suessem, datt Kanner do waren aus dem Foyer du jour, déi do ëmmer hire Fuesbal hale gaange sinn. Also, et gëtt ganz vill Aktivitéiten iwwert d'Land fir deem méi gerecht ze ginn.

Ech hat elo grad ewell gesot, datt mer méi kleng Liewensgemeinschaften maachen an dat gesäit ee besonnesch gutt un deemem Projet vu Gréiwemaacher, wou aacht bis fofzeng oder maximal 20 Pensionnaire sinn, déi hir eege Gemeinschaftsraum hunn, déi och d'Autonomie doriwwer hunn, wéi se hiren Alldag wëlle gestalten an och vill Fräiheet derbäi behalen, wéi se dat och wëllen zum Beispill dekoréieren.

Wichtig ass och, datt mer oppe Mëttesdëscher hunn, wou aner Leit kënnen erakommen. Op der Rumm zum Beispill kann ee Mëttswochsmëttes iesse goen an da kann een och Kontakter hu mat deene Leit, déi dobausse sinn. Mir maachen also ganz villes, fir datt déi Leit sech net isoléiert spieren. Dir wësst och, datt mer méi geziilt ëmmer kucken, fir mëtten an den Uertschaften ze sinn an net méi op d'Wiss bauen ze goen, wat eng Zäitche d'Theorie war. Haut ass et éischer, dass ee seet: Et muss een alles maachen, fir datt d'Leit och am Zentrum sinn. Wa se selwer net méi kënnen erausgoen, datt se awer mol nach e Mensch gesinn, dee laanschtt kënt op der enger Säit, oder op där anerer Säit awer och een éischer bei si op Besuch kënt, wéi wa se wäit dovunner ewech sinn.

Mir probéieren och, datt déi Leit, déi an deenen Haiser dra sinn, sou wäit wéi si selwer dat nach kënnen, och kënnen matbestimmen zum Beispill an och kënnen matschaffen, sou wäit wéi dat an hire Fäegkeeten ass, beim lessen ze maachen, bei den Hausdéieren, fir déi an der Rei ze halen, bei der Gestiou vun der Cafeteria oder hauseegenen Épicerien. Wéi gesot, bei der Betreiung vun den Déieren oder der Aktivitéit am Gaart geet et einfach drëm, datt, wann een eng Aufgab kann iwwerhuelen, een och d'Gefill huet, dass een nach an der Gesellschaft gebraucht gëtt. Dat ass eppes, wat selbstverständlech och wichtig ass fir d'Selbstwäertgefill vun deenen eenzelne Leit.

Et ass och de Mëtten hei vun der Madame Delvaux besonnesch nach eng Kéier op d'Qualitéitsécherung insistéiert ginn. Mir hate probéiert, wat den Accueil gérontologique ubelaangt, och do méi Qualitéitsécherung eranzekréien. De Conseil d'État hat, denken ech, vläicht och zu Recht gesot, dass dat näischt doranner verluer hätt, mä datt mer muss kucken iwwert d'ASFT-Gesetz an den nächste Joren ze kucken, wéi mer dat kënnen maachen. Mir gesinn, datt zum Beispill am Handicapéierteberäich vill méi op déi Qualitéit och gekuckt gëtt. Eng Qualitéit, déi een net nëmmen...

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Ech géing awer em e bësse méi Opmierksamkeet bieden. D'Ministesch mécht sech Méi fir all Froen ze beäntweren, an et si Kolleegen, déi féiere Causettercher, wéi wa se géingen op der Strooss sëtzen. Ech mengen, esou kann een net schaffen.

Also, Kolleeginnen a Kolleegen, ech bieden em Är Opmierksam-

keet. Et ass ganz wäert, wat hei gesot gëtt. An dann herno ass och jiddereen en connaissance de cause iwwer dat, wat mer ofstëmmen.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Merci, Här President.

Wéi gesot geet et virun allem mol drëm fir ze kucken, datt een déi Qualitéit och ka kontrolléieren duerch intern an extern Auditen. Zum Beispill hu mer awer een Haus, an deem ewell d'ISO-Norm agefouert gouf, fir eben déi Kontrollen an déi Qualitéiten awer kënnen anzeféieren.

Zu Recht ass och drop higewise ginn, datt et net ëmmer esou evident war ze wëssen, wien elo wat en charge hëlt. Wat kréien d'Leit berechent? Do denken ech, datt mer elo iwwert d'Gesetz vun dem Accueil gérontologique zesumme mat der Fleegerversicherung méi Méiglechkeeten hunn, fir ze soen: Dat dote muss an deem Präis do dra sinn, an da geet et net, datt nach erëm eng Kéier separat niewendru facturéiert gëtt. Dat war eng grouss Diskussioun, déi mer haten, och mat enger Rei vun Träger an och mat hirem gemeinsame Potenzial, do wou se gesot hunn: Mir maachen dat selwer mat der COPAS. Mir wëssen, wéi mer dat musse maachen, mir brauche keng Virschreften doriwwer.

Ech sinn awer där Meenung, datt een iergendwou am Reglement muss festleeën, wat dorënner fällt a wat net dorënner fällt, well dat awer soss dozou féiert, datt déi eng Leit an deenen engen Haiser aneschtlers behandelt gi wéi déi aner. Dat kann net zum Gudden sinn.

Et ass och vill hei geschwat ginn iwwert d'Restauratioun, a besonnesch d'Madame Wagener hat och gesot, dass et wichtig war, datt d'Leit géinge gutt ze iesse kréien. Ech sinn och absolut där Meenung. Ech gehéieren net zu deenen, déi mengen, datt ee mat 85 Joer, well dat ass mëttlerweil sou den Alter vun deene Leit an deenen Haiser, datt een do nach misst schrecklech insistéieren op Regime, déi misste gehale ginn. Wann d'Leit selwer net méi drop halen, da kann ech jiddereengem gutt vergonnen, datt en e Stéck Schockela ässt, och wann en zockerkrank ass. Wann e wëllt Mettwurscht iessen, da soll hien dat och kënnen maachen, well fir sech dofir och nach ze quälen an och nach déi kleng Freed an Liewen net méi zu hunn, déi engem et erlaben et awer e bësselche méi agréabel ze hunn, ass net gutt. Et soll een de Leit dat awer selbstverständlech vergonnen.

Dofir ass et och wichtig, datt een Alternative kriit zu den Dagesmenüen, wou mueres an owes a verschiddenen Haiser och Buffeten ugebuede ginn, wou se also och kënnen sech dorobber zerwéieren wéi se wëllen, och vläicht flexibel Zäiten do sinn, datt een net muss nëmme just zu enger bestëmmter Zäit iessen. Dann hu mer och an deenen Haiser alleguer gesot, si missten obligatoresch Zwëschemolzechte maachen.

Ech denke besonnesch elo un déi déck Hëtzt vum leschte Summer, wou et drëm gaangen ass, datt d'Leit och genuch ze drénke kriit hunn, net wéi dat am Ausland geschitt ass, wou eng ganz Partie vu Leit gestuerwe sinn. Hei hu Servicer aus den Établissements publics mer gesot, mir hätten nach ni esou wéineg Leit an eisen Haiser stierwe gehat wéi d'lescht Joer am Summer bei eis - ech denken och net, datt et an deenen aneren aneschtlers war. Also sinn trotz där batterer Hëtzt manner Leit an der Moyenne gestuerwe wéi déi Jore virun, wat beweist, datt déi Leit hir Aarbecht uerdentlech maachen an och dofir, well mat Zäite gesot gouf, datt se duerno misste kucken.

Dann ass gesot ginn: Wat geschitt alles an deenen Haiser? Also méttlerweil gétt an deenen Haiser eng ganz Partie Saachen uegebueden an dat zum Beispill och iwwert d'Revalidatioun, wou et och virun allem ëm Leit geet, déi en traumatescht Erliefnis haten oder déi operéiert goufen, a mir wëssen, datt haut d'Leit net méi laang an de Klinike kënne gehale ginn. Et ass fir déi eeler Leit och meeschtens net gutt, wa se ze vill laang do gehale ginn, well dat Personal, wat do ass, sech méi intensiv muss këmmen ëm déi akut Krank, esou datt et wichteg ass, datt ee méiglechst séier erauskënnt, oder weinst den Infektionsgefahren, déi do sinn, datt een also erëm a säi gewinnte Milieu zrëckkënnt, mä datt dann awer och do mat engem geschafft gétt an datt een och do dat Personal disponibel huet wat da mat engem erëm léiert goen, wann ech zum Beispill gefall war, oder wann ech e Schlag kritt hat fir erëm léieren ze schwätzen. Dat alles ass jo awer wichteg an dat fällt ënnert déi Revalidatioun.

A ganz ville vun deenen Haiser sinn och Vakanzebetter, an déi sinn och ëmmer méi néideg well mer och gesinn, datt déi Leit, déi elo an der Fleegeversécherung dra sinn, ganz laang doheem vun hire Familljen en charge geholl ginn. An d'Madame Delvaux hat zu Recht gesot, heiansdo sinn déi 65 Joer al, wou d'Elteren haut an den Haiser dra sinn. Da kann ee sech virstellen, datt déi net méi onbedéngt ëmmer amstand sinn duerzhalen, an dofir ass et wichteg, datt een och Vakanzebetter huet, an datt déi dann och eng Kéier am Joer oder och zweemol am Joer kënnen entlaascht gi vun deenen Aarbechten an och doduerjer méi laang amstand bleiwe fir sech och doheem ëm hir Leit ze këmmen.

Mir hunn och am Familljeministère de Seniorentelefon. Dat ass de 478-6000 wou d'Leit sech kënnen informéieren an och hir Familljen, wou se sech och kënne beschwéieren, wa mol an engem Haus iergendeppes net esou gelaf ass oder och bei engem Service wéi dat hätt solle sinn. Well ech denken dat gétt et iwwerall an dofir ass et och wichteg, datt ee sech iergendwouhi ka wenden, wou ee sech kann och wende wann een Urgencen huet, wou Leit kënne gehollef kréien, déi vläicht selwer keng Plaz fannen an esou virun, oder och Tëschelesungen, déi organiséiert ginn, oder och déi Admissiounen virbereeden.

Stierfbegleedung hu mer och elo an enger ganzer Rei vun deenen Haiser. Da wäerte mer d'Palliativmedezin aféieren, well mer och festgestallt hunn, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, well eis Recherche an deene Saachen ass jo net esou schrecklech grouss, mä mer wëssen aus dem Ausland, datt besonnesch och dement Leit am Alter méi schlecht versuergt ginn.

Eng éisträichesch Doktesch huet gesot, datt Leit, déi dement sinn, wa se zum Beispill eng Héft brieden, een Dréttel nëmme vun deem Morphium kréien, deen aner Leit kréien, déi hire Geescht vun engem Dag zum anere stierwen, mä ganz dacks méi laang do leien, wou se also mussen en charge geholl ginn. Formatioun muss och gemaach gi fir d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter aus deenen Haiser, Palliativéquipien déi bestinn, fir kënnen duerch d'Haus ze goen, oder awer och Palliativstatiounen an den Haiser selwer.

Ganz vill ass haut de Mëtteg hei vun de Leit gesot ginn iwwert d'Personal. Ech wëll och do soen, datt all déi Haiser an all déi Servicer längst net méi kënnte fonctionnéiere wa mer net kënnen op déi

auslännesch Mataarbechterinnen a Mataarbechter zielen, déi awer och zur Konditioun gesat kréien, datt se musse Lëtzebuergesch schwätzen, well mer besonnesch wëssen, datt déi Generatioun, déi am Krich an d'Schoul gaangen ass, d'Geleeheneit net hat fir Franséisch ze schwätzen. Virun allem kënnt och dobäi wann d'Leit bis an e gewëssenen Alter kommen an och nach dement Leit, datt se dat dann och net méi beherrschen.

Fir mech ass et wichteg, datt een éischtens Personal huet wat eng gutt Basisformatioun huet, an ech froe mech ob mer an Zukunft net méi mussen insistéiere fir eng Spezialisatioun ze kréien, wann ee bis Infirmier oder Infirmière ass, fir eben och eng Spezialisatioun an der Gerontologie ze maachen, well et eng Wëssenschaft ass, déi esou vill changéiert huet an deene leschte Joren, datt dat wichteg ass. Mä jiddefalls muss och ëmmer erëm Formation continue gemaach ginn, Supervisioun muss gemaach ginn, well een och weess, datt déi Leit awer méi séier riskéieren an de Burnout ze kommen, well se awer ze dinn hu mat Leit, déi ëmmer méi fleegebedürfteg ginn, a Leit, déi ëmmer méi schwach ginn an zum Schluss stierwen. Dat ass eppes fir deen Einzelne wat och schwéier ze erdroen ass, a wa mer net wëllen hunn, datt se fréizäiteg aus dem Beruff erausginn, brauch een also wéi gesot esougutt d'Formation continue wéi och d'Supervisioun.

Ech sinn och frou, datt mer hei zu Lëtzebuerg zesumme mat der Madame Hennicot op der Universitéit e Master an der Gerontologie agouert hunn, wou eben och Leit, déi Kaderpositiounen do hunn, sech doranner kënne spezialiséieren. Iwwert den Accueil gérontologique hu mer virun engem Mount ongeféier hei dat Gesetz gestëmmt wat eis wéi gesot eben d'Méiglechkeet gétt, eng Kéier ze participéiere bei dem Pensionspräis an der Héicht vun deene 75.000 aler Lëtzeburger Frang, mä virun allem wou mer och kënnen dat, wat mer elo grad gesot hunn, festleeë wat dorënner fällt.

Wichteg si selbstverständlech och d'Aides a Soins à domicile, déi iwwerhaupt eréischt richteg organisiert gi sinn an zum Droe koumen duerch d'Fleegeversécherung, mä wou et awer och drëm geet, dat och virun auszebauen. Zum Beispill ass an der Schwäiz gesi ginn, datt vill eeler Leit duerch Depressioun oder duerch Demenz vergiessen eppes akafen ze goen. Déi hunn eng Aktioun gegrënnt „volle Kühlshränke“, wou si fir d'Leit akafe ginn, well se soss riskéieren eben ze erhéieren oder zum Deel ze erhéieren, well se einfach iwwerhaupt näischt doheem hunn. Wa se dann op eemol géifen drun denken, da gi se de Frigidaire opmaachen, jo, dann ass näischt dran, da kann ee selbstverständlech och näischt iessen.

Hei ass och geschwat ginn iwwert de Logement encadré. Ech muss soen, datt mer eng Partie, ech weess jo elo net wéi Äert Konzept do an Däitschland ausgesäit oder a Brandenburg, mä jiddefalls zu Lëtzebuerg hu mer eng Rei vun esou Projeten, déi ewell zënter enger Rei vu Jore bestinn. Ech denken zum Beispill u Walfer wou esou altengerecht Wunnenge sinn, an dann op där anerer Säit un d'Madame Stein, déi zu Schëffleng zënter Joren amgaangen ass dorunner ze schaffen. Zu Elwen wäerte mer esou eppes maache wou d'Leit erakommen a wou se kënnen entweder ee Schlofzëmmer oder zwee Schlofzëmmer kréien, wéi eben déi Gebaier do konzipiéiert sinn, an och kënnen do bleiwen a mat deene Servicer, déi vu baussen erakommen, oder och mat Personal wat do ass awer och richteg nogekuckt ginn.

Mir haten heiansdo esou Situatiounen, do huet dat geheescht Logement encadré an dann ass gesot ginn, ma da gi mer enger Infir-

mière, déi hei am Haus schafft, am Haus e Quartier an da kann déi no de Leit kucke goen. Mä d'Infirmière ass am Dag fort schaffe gaangen an da war awer keen do. Also wann een dat mécht, da muss een dat selbstverständlech richteg maachen, a wéi gesot dat geet haut alles vill besser wéi dat fréier gaangen ass, well eben déi Servicer och vun Hëllef Doheem, vun de Soins an den Aides à domicile vill besser ausgebaut sinn.

Dat wou mer haut och nach Bedarf hunn a wou et och wichteg ass, an an Einzelne vun deene Projeten ass dat och dran, dat sinn déi Kurzzeitopenthalter. Dat ass op eemol, an dat wësse mer alleguerter wéi et geet, vun engem Dag zum aneren heescht et: Elo ass meng Mamm gestuerwen a si huet mäi Papp versuergt, oder emgekéiert, a wat maache mer dann elo? Elo muss si awer direkt, well elo geet dat net méi, elo ass déi eleng doheem, elo muss mer awer kucken, datt eppes do geschitt. Dofir fanne mer et och wichteg, datt een eben och Plazen huet wou een an enger Iwwergangszäit kann dohinner kommen.

Den honorabelen Här Wohlfart hat gefrot wéi et mam Saint-Louis wier. Ech kann lech dorop keng Äntwert ginn, Här Wohlfart. Mir hu gesi hei bei deenen zwee Projeten an der Stad, déi zwou Kliniken, déi ginn allen zwou ratzekal ofgerappt, well mer festgestallt hunn, datt dat 30% manner kascht wéi wa mer an déi Haiser investéiert hätten. Dobäi ass d'Klinik Sacré-Coeur jo wahrhaftig keng schrecklech al gewiescht, mä fir einfach ze gesinn, datt dat awer eppes ass wou een net mir näischt dir näischt ka soen: Elo maache mer dorauer en Altersheim, well och keng Sanitäranlagen an all deenen Zëmmeren oder an all eenzel Zëmmer sinn. Dat féiert dann dozou, datt dat dann awer en enorme Coût géing kréien an awer nach ëmmer net richteg funktionsfäeg wär, esou datt ech mengen, datt dat sech net onbedéngt do eegent.

Beim Bau vu Wolz ass et esou, datt elo de Kommodo-Inkommodo eraus ass. Dee muss 30 Deeg do hänken an duerno muss een da kucken. Ech denken, mir si jo net hei, fir datt mer nëmme wëllen nach probéieren e Grondsteen ze leeën, fir datt mer nach eng Kéier virun de Wahlen an d'Zeitung kommen. Mir wäerte kucken, wann déi Genehmigungen alleguerter do sinn, datt dat da wahrscheinlech am Hierscht ass an datt mer dann och domadder virukommen.

D'Madame Durdu hat gefrot wéi laang datt dat ongeféier géing daueren. Dat hânt natierlech ëmmer e bësselchen dovunner of. Bei deenen do zwou Kliniken, déi emol mussen fir d'éischt ofgerappt ginn, dauert et natierlech e bësselche méi laang wéi wann Der kënnt op e fräien Terrain baue goen, mä am Regelfall sinn awer déi Bauzäiten tëschtent dräi a véier Joer, wa mir bis fäerdege geplangt hunn, an ech ginn lech do och total Recht, datt mer vill ze vill laang Zäit brauchen. Elo geet et nach hei, an deenen heite Projete vill méi séier wéi an deenen, déi mer bauen iwwer Bâtiments publics wéi Wolz, wou mer dann elo geschwënn eelef Joer amgaange sinn, a wa mer domadder fäerdege sinn, wäerte mer 15 Joer do um Triiwewe sinn. De Buergermeeschter Müller ass ewell laang dout, de Minister Johnny Lahure ass ewell laang dout, a vun deene Leit, déi hätte sollen do erakommen, ass iwwerhaupt net méi ze schwätzen.

Also et ass wierklech eppes wou een awer sech emol seriö och Froen a Gedanke muss maachen, och hei an der Chamber, ob een net awer eng Rei vu Prozedure misst kucken e bësselchen ze

vereinfachen an net ëmmer nëmme kucken ze goe wou elo nach vläicht een ee kann uschäissen a wou elo nach een eng Kontroll kënnt dozwëscheschalten, wat alles dozou féiert, datt et nach vill méi laang dauert.

Zum Schluss wëll ech vläicht just e Wuert soen iwwert déi reliéis Träger. Éischtens muss ee gesinn, datt mer d'Terrainen gratis zur Verfügung gestallt kréien, datt hu mer och net soss iwwerall. Och d'Gemenge sinn net ëmmer esou generéis fir engem déi fir näischt ze ginn. Da muss een alt frou si wann een déi huet. Dobäi participéiere se zu engem groussen Deel och bei de Konstruktione selwer a si hunn och selbstverständlech d'Obligatioun, datt se jiddferee mussen ophuelen, egal wéi deem Einzelne seng Iwwerzeegung ass, an datt och ee wéi deen anere muss behandelt ginn.

Ech ka vläicht zum Schluss, Här President, eng Anekdot erzielen, well ech jo aus deem Geschäft do komm sinn. Viru laanger Zäit eng Kéier, deemools hu mer nach an den Zëmmeren Wäiwaasserdëppercher gehat, an d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg weess sech bestëmmt nach drun ze erënneren, an dann owes ass d'Schwëster de Leit dann d'Wäiwaasser droe gaangen. Da mussen heiansdo d'Wäiwaasserdëppercher gebotzt ginn. An do war dann ee Mann, deen hat sech just schrecklech opgereegt iwwert d'Schwësteren an iwwer Gott an d'Welt, an zoufälleg kum duerno dunn eent, datt ass d'Wäiwaasserdëppche siche komm fir et ze botzen, an do hat de Mann geschellt. Dunn hat hie gesot: „Elo grad hat ech hei esou eng politesch Diskussioun an du kum eng Joffer mer d'Wäiwaasserdëppche sichen. Elo bréngt mer dat awer direkt zrëck!“

Fir ze weisen, mä dat ass, wéi gesot, 20 Joer hier. Haut wier dat vläicht aneschtens, mä ech mengen net, dass haut an deenen Haiser nach esou vill Schwësteren dra sinn, dass d'Gefor grouss wär, dass se géingen d'Leit domadder belästegen. An ech denken och, dass de Respekt grouss genuch ass, och vis-à-vis vun deenen eelere Leit, dass do een, deen domadder näischt am Sënn huet, net domadder belästegt gétt op deene Plazen. An dass op där anerer Plaz et jo awer selbstverständlech eng ganz Partie och öffentlech a Gemengenhaiser gétt.

Ech wëll soen, dass eleng am Beräich vu SERVIOR, dem Établissement public, och 14 verschidden Haiser bestinn, iwwert d'Land verstreet, esou dass een, deen dat wierklech guer net kënnt verdroen, dann och d'Méiglechkeet hätt, fir op eng aner Plaz ze goen.

Ech géif jiddefalls der Chamber villmools merci soen, dass se déi véier wichteg Projeten hei stëmmt, an hoffen, dass dat dann elo alles an där Vitesse och virugeet, dass mer net nëmmen ukomme mat bauen, mä dass déi Leit, déi dorobber waarden, och kënne méiglechst séier ënnerdaach kommen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vun deene véier Projets de loi a stëmme een nom aneren of.

5. 5189 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Ettelbruck (suite)

Mir fänken dann u mat dem Projet 5189 iwwert dat Haus vun Ettelbréck.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme elo iwwert de Projet 5189 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si ent-hale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmme a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Marco Schank) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Jeannot Krecké), Alex Bodry (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 5218 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Grevenmacher (suite)

Da komme mer zur Lecture vum Projet de loi 5218, dat ass de Centre intégré vu Gréiwemaacher.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 5 si gelies an ugeholl.

Mir stëmme elo of iwwert dat neit Heim zu Gréiwemaacher, de Projet 5218.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si ent-hale sech.

De Projet de loi ass eestëmmege ugeholl mat 58 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Laurent Mosar), Lucien Weiler (par M. Nicolas Strotz) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beïssel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par Mme Simone Beïssel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Jeannot Krecké), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jos Scheuer), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 5219 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Luxembourg (suite)

Da kéime mer zum Projet 5219.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ueholl.

Mir stëmme iwwert de Projet de loi 5219 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ueholl mat 58 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Théo Stendebach), Lucien Weiler (par M. Nicolas Strotz) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beïssel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos

Sommaire des séances publiques

Communications	page 452
Mission de la Commission spéciale "Immigration"	pages 452-453
Déclaration de recevabilité	page 453
Retrait du rôle de quatre propositions de loi	page 453
Ordre du jour	page 453
Dépôt d'une proposition de loi	page 453
Heure de questions au Gouvernement	

- Question N° 366 du 9 mars 2004 de Monsieur le Député Norbert Hauptert concernant l'extension du réseau routier dans le Sud du Luxembourg et les documents y relatifs publiés sur le site de l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée à Madame la Ministre des Travaux publics page 453

- Question N° 367 du 9 mars 2004 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant le subventionnement des communes, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur pages 453-454

- Question N° 368 du 9 mars 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar concernant la reconnaissance mutuelle des avertissements taxés et des procès-verbaux dressés en matière d'infractions au Code de la route, adressée à Monsieur le Ministre de la Justice page 454

- Question N° 369 du 9 mars 2004 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes concernant la modification projetée du régime des congés de maladie des ouvriers, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 454

- Question avec débat N° 38 de M. Alex Bodry relative à l'exécution des engagements du Protocole de Kyoto pages 454-456

5104 - Projet de loi relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne pages 456-462 page 465

5199 - Projet de loi relative à la titrisation et portant modification de

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu

- la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée pages 462-464 page 465

5194 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne pages 464-465

Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 5220 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Luxembourg (suite)

An da kéime mer zum leschte Projet, den 5220.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ueholl.

Mir stëmme elo of iwwert dee Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ueholl mat 56 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Marco Schank) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beïssel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jean-Pierre Klein), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos

2505 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 mars 1974 créant un centre informatique de l'Etat pages 465-468

5250 - Débat d'orientation sur l'égalité des chances entre femmes et hommes: suivi des initiatives parlementaires pages 468-481

Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Madrid en date du 11 mars 2004 page 481

Communications page 481

Déclaration de recevabilité page 481

Ordre du jour page 481

Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 370 du 16 mars 2004 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant la transposition des dispositions contenues dans le dernier accord salarial pour les établissements publics, adressée à Monsieur le Secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Réforme administrative pages 481-482

- Question N° 371 du 16 mars 2004 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant les subsides étatiques pour soutenir l'investissement des particuliers dans des mesures d'économie d'énergie, adressée à Monsieur le Secrétaire d'État à l'Environnement page 482

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la situation des travailleurs âgés sur le marché de l'emploi pages 482-486

4956 - Projet de loi relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard - portant transposition de la Directive 2000/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et - abrogeant la loi modifiée du 23 juin 1909 ayant pour objet de faire courir de plein droit l'intérêt en faveur des créances de l'artisan et du détaillant et la loi du 22 février 1984 relative au taux de l'intérêt légal pages 486-489

Communication page 489

5189 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Ettelbruck pages 489-491 page 496

5218 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Grevenmacher pages 491-493 pages 496-497

5219 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Luxembourg et

5220 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Luxembourg pages 493-496 page 497

Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtteg a fänkt um hallwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.48 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 11 / 2003-2004

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2339	Jeannot Krecké	Étude en vue de la création d'une société internationale de valorisation des droits d'auteur et des droits voisins en ligne
2468	Georges Wohlfart	Bureau des passeports
2471	Lucien Clement	Piste cyclable reliant Remich et Mondorf-les-Bains
2502	Jean Huss	Législation en vigueur et âgée de plus de cent ans
2503	Fernand Greisen	Application de la loi du 20 juin 2003 sur les marchés publics pour la reconversion des friches industrielles dans le sud du pays
2524	Jean Colombera	Grand orgue pour la salle de concert à Luxembourg-Kirchberg
2527	Mars Di Bartolomeo	Compétitivité des entreprises
2528	Mars Di Bartolomeo	Subventions étatiques pour la construction d'écoles primaires et préscolaires
2537	Mars Di Bartolomeo	Zones protégées nationales majeures
2539	Ben Fayot	Liaison routière Kirchberg-Biergerkräiz
2540	Xavier Bettel	Taux de suicide chez les jeunes de moins de 25 ans
2542	Marc Zanussi	Stations d'épuration
2550	Gusty Graas	Panneaux routiers alimentés par l'énergie solaire
2551	Jeannot Krecké	Relevé des paiements de l'Administration des Contributions directes
2554	Jean Colombera	Stress comme maladie professionnelle
2560	Jean-Pierre Koepf	Conditions d'octroi du RMG
2566	Marc Zanussi	Accès Internet haut débit
2567	Marc Zanussi	Rapport du "Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand"
2569	Xavier Bettel	Législation pour l'exploitation d'un salon de tatouage ou de piercing
2570	Aly Jaerling	Forfait d'éducation
2571	Aly Jaerling	Statut des agents municipaux
2572	Jean-Pierre Klein	Investissements en faveur des infrastructures scolaires
2574	Claude Meisch	Consommation des Alcopops
2575	Laurent Mosar	Publipostage abusif ou "spamming"
2576	Patrick Santer	Mesures pour la réduction des nuisances sonores dues au trafic
2579	Aly Jaerling	Agrandissement du Centre socio-éducatif de l'État
2580	Nancy Arendt	Entretien et remise en état des gares qui ne sont plus desservies
2581	Nancy Arendt	Conduite de jour d'un véhicule avec phares allumés
2584	Gusty Graas	Substances nauséabondes déversées dans l'Ernz Noire
2585	Ferny Nicklaus-Faber	Assurance dépendance
2586	Jean Colombera	Remboursement partiel des médicaments homéopathiques
2588	Gusty Graas	Règlement de la part de la Bibliothèque nationale du prix de revient des publications soumises à l'obligation du dépôt légal
2589	Jean-Marie Halsdorf	Élimination des cadavres d'animaux
2593	Ben Fayot	Augmentation des tarifs de l'École européenne
2594	Aly Jaerling	Cellule de reclassement - Arcelor
2595	Laurent Mosar	Législation en matière d'offre de programmes télévisés
2596	Gast Gibéryen	Projet de construction d'un magasin IKEA
2597	Jean Huss	Augmentation de l'incidence de troubles dépressifs
2598	Serge Urbany	Orientation des élèves du régime technique de l'enseignement secondaire technique
2599	Serge Urbany	Conditions régissant les contrats des logements à prix réduits
2600	Jean-Pierre Klein	Orthographe luxembourgeoise des noms des localités
2601	Robert Mehlen	Subventions destinées aux organes de presse
2603	Aly Jaerling	Problème du jeu pathologique
2605	Camille Gira	Contrats de travail des agents du Service ré-éducatif ambulatoire
2606	Camille Gira	Titre de transport électronique e-go
2607	Lucien Lux	Entreposage de déchets par l'Administration des Ponts et Chaussées
2608	Laurent Mosar	Statut de l'agent pompier professionnel
2609	Jean Huss	Contamination au PER
2611	Camille Gira	Plan directeur sectoriel "stations de base pour réseaux publics de communications mobiles"

Question 2339 (18.8.2003) de M. Jeannot Krecké (LSAP) concernant l'étude en vue de la création d'une société internationale de valorisation des droits d'auteur et des droits voisins en ligne:

Le rapport d'activité 2002 du Ministère de l'Économie informe que Me André Bertrand a présenté son étude en vue de la création au Luxembourg d'une société internationale de valorisation des droits d'auteur et des droits voisins en ligne. Cette étude fournirait des pistes de réflexions en vue de la création d'un cadre légal et réglementaire propice à l'implantation au Luxembourg d'une société de gestion collective de droits à vocation européenne, voire internationale.

A cet égard, Monsieur le Ministre de l'Économie pourrait-il m'informer si l'étude de Me Bertrand a été entre-temps finalisée et, le cas échéant rendre le contenu de cette étude public, comme annoncé dans son rapport d'activité 2002?

Réponse (12.2.2004) de M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie*:

Dans le cadre du projet e-Luxembourg no 22, Me André Bertrand a été chargé de confectionner une étude en vue de la création au Luxembourg d'une société internationale de valorisation des droits d'auteur et des droits voisins en ligne.

Cette étude a effectivement été finalisée et est jointe en annexe pour votre information (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Question 2468 (20.11.2003) de M. Georges Wohlfart (LSAP) concernant le bureau des passeports:

Selon mes informations, les appels téléphoniques au bureau des passeports, visas et légalisations restent toujours sans réponse. Un message avertit le public que toutes les lignes seraient occupées et qu'il faudrait patienter quelques instants. Cependant ce message se répète de façon ininterrompue.

Les renseignements recueillis auprès de la centrale téléphonique du Gouvernement confirment cette situation. Par ailleurs, Madame la Ministre a répondu en avril 2002 à la question parlementaire N°1554 du Député Ben Fayot qu'une firme spécialisée serait chargée d'examiner les insuffisances au niveau de l'accueil téléphonique et de proposer les remèdes nécessaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quelles sont les conclusions et les propositions de cette firme?

- Quelles sont les raisons qui expliquent que cet accueil téléphonique ne fonctionne toujours pas?

- Dans quels délais est-ce que le bureau des passeports sera de nouveau accessible au public par voie téléphonique?

Réponse (13.2.2004) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*:

La firme spécialisée chargée d'examiner les insuffisances au niveau de l'accueil téléphonique au bureau des passeports a décelé des insuffisances tant au niveau de l'équipement qu'au niveau de l'organisation de l'accueil téléphonique. Depuis lors les imperfections au niveau technique ont pu être redressées en majeure partie.

Le bureau des passeports a été également renforcé au niveau de son effectif pour parer, entre

autres, également aux insuffisances de l'organisation de l'accueil téléphonique. De même le bureau des passeports dispose depuis deux années d'un site sur le WEB qui fournit des renseignements très détaillés sur les procédures à suivre pour l'obtention ou la prolongation d'un passeport ou d'un visa ainsi que sur les documents de voyage nécessaires pour se rendre à l'étranger ou pour venir au Luxembourg. Ce site renseigne également sur l'adresse du bureau des passeports ainsi que sur ses heures d'ouverture.

La plupart des communes qui disposent d'un site sur le WEB renseignent également sur les procédures et sur les délais en matière d'obtention d'un passeport. Or, ce genre de question fait l'objet de la majeure partie des appels téléphoniques qui sont adressés au bureau des passeports. Il s'ensuit que lors de certaines périodes de pointes les appels téléphoniques se multiplient et provoquent des goulots d'étranglement sur les lignes existantes.

Depuis décembre 2003 les capacités techniques d'accueil ont été améliorées substantiellement, ce qui a permis d'éliminer en grande partie la surcharge des lignes sans que pour autant le problème ait pu être résolu à cent pour cent.

Soucieux cependant de garantir un service d'accueil impeccable au public, d'autres solutions sont actuellement à l'étude dont notamment un central téléphonique propre au bureau des passeports.

Question 2471 (25.11.2003) de M. Lucien Clement (CSV) concernant la piste cyclable reliant Remich et Mondorf-les-Bains:

Les discussions autour d'une piste cyclable reliant les communes de Remich et de Mondorf-les-Bains datent depuis 1988. Les travaux n'en sont qu'à leurs débuts, mais se trouvent d'ores et déjà interrompus depuis quelques semaines. Depuis lors, le projet n'avance plus et les entreprises engagées risquent de faire valoir des dommages-intérêts au cas où les travaux ne recommenceraient pas dans les plus brefs délais. À ce qu'il paraît, la reprise des travaux ainsi que la mise en service de la piste sont également retardées par un certain manque de clarté au niveau des compétences des deux ministères concernés, à savoir le Ministère des Travaux publics et le Ministère de l'Environnement.

Pour ces raisons, je voudrais poser les questions suivantes aux deux Ministres concernés:

- Quelles sont les raisons exactes à la base de l'interruption des travaux pour la piste cyclable entre Remich et Mondorf-les-Bains?

- Quand les travaux peuvent-ils être repris en vue de la finalisation de la piste?

- Y a-t-il une date approximative prévue pour la mise en service?

- À qui incombent les charges financières, au cas où les entrepreneurs demanderaient des dommages-intérêts?

Réponse commune (11.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics* et de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Lucien Clement relative à la fermeture du chantier de construction de la piste cyclable PC7 entre Ellange/Gare et Remich, il y a lieu de constater que suivant rapport de Monsieur le Ministre de

L'Environnement les services des Eaux et Forêts sont intervenus pour suspendre les travaux puisque différents points de l'autorisation du 8 mai 2001 concernant la restauration des murs en maçonnerie sèche n'ont pas été respectés par le Ministère des Travaux publics. En effet, d'importants terrassements et fondations ont été réalisés sur le tracé de la voie du chemin de fer du «Jangeli» pour ainsi réaliser des murs en béton avec une face avant de pierres naturelles au lieu de murs en maçonnerie sèche.

Une surface de plus ou moins 30 ares a été déboisée et drainée. Un remblai provisoire a été réalisé dans la forêt tout près de la surface drainée.

Tous ces travaux n'ont pas été autorisés étant donné qu'aucun plan de réalisation n'a été introduit.

En outre, d'après l'article 37 de la loi de 1982, l'autorisation devient caduque s'il n'en est usé dans un délai de deux ans après sa délivrance, c'est-à-dire que l'autorisation du 8 mai 2001 n'était valable que jusqu'au 8 mai 2003.

Lors d'une visite des lieux sur le chantier, il a été retenu que l'administration des Ponts et Chaussées introduirait dans les meilleurs délais un dossier contenant des modifications par rapport à l'ancien dossier, ceci dans le but de se conformer à la loi de 1982 concernant la conservation de la nature et de débloquent le dossier.

Suivant rapport de l'administration des Ponts et Chaussées, il se trouve que le long de l'ancienne voie ferroviaire «Jangeli» servant d'assise à la construction de la piste cyclable, les anciens talus situés en amont de la future piste cyclable ont été renforcés dans le temps à l'aide de pierres naturelles posées en forme de perrés dans le but de consolider les talus et pour maintenir en place la terre végétale. Par contre un mur en maçonnerie sèche, digne de ce nom était inexistant et en conséquence il était tout à fait impossible et illusoire de procéder à une restauration comme préconisée dans l'autorisation ministérielle.

Afin d'adapter le profil en long de la piste cyclable à la situation existante et afin de tenir compte de la disposition topographique peu favorable du talus, ayant une tendance à l'instabilité par glissement de terrain, la construction d'un mur de soutènement présentait la seule solution valable pour résoudre le problème.

Cette décision a été appuyée par un rapport géotechnique de l'ingénieur géologue de l'État.

Sans vouloir minimiser les incidences sur l'environnement naturel qui sont tout à fait inévitables au moment même de l'exécution des travaux, il faut mettre en évidence que ces nuisances ne sont pas du tout irréversibles et que l'équilibre du milieu naturel sera rétabli en peu de temps.

D'un autre côté, la sécurité des usagers de la piste cyclable doit être garantie à tout moment par le maître d'ouvrage, même dans une zone critique du point de vue géologique et les services des Ponts et Chaussées sont tenus en conséquence à exécuter les travaux selon les règles de l'art.

Pour le moment il est difficile d'avancer une date pour la réouverture du chantier.

Il en est de même pour la date de mise en service qui, au départ, était prévue pour la fin du mois de juin 2004.

En ce qui concerne les dommages-intérêts à payer le cas échéant à l'entrepreneur, la Commission des Soumissions a élaboré un modèle de calcul pour indemnité d'arrêt de chantier, modèle qui sera communiqué à l'administration des Ponts et Chaussées pour préparer un avenant visant à indemniser l'entreprise (arrêt de travaux par fait de commettant).

Question 2502 (8.12.2003) de M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) concernant la législation en vigueur et âgée de plus de cent ans:

Quel est le nombre des législations toujours en vigueur et antérieures au 1^{er} janvier 1900?

Réponse (9.1.2004) de M. François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement: (cf. compte rendu N°8/2003-2004)

En complément à ma réponse à la question parlementaire sous objet, concernant la législation toujours en vigueur et antérieure au 1^{er} janvier 1900, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe (original + disquette) le relevé des actes législatifs et réglementaires datant d'avant 1900, qui sont toujours en vigueur au Grand-Duché.

Je tiens cependant à attirer l'attention de l'honorable Député sur le fait que cette liste pourrait se révéler incomplète.

En effet, en l'état actuel, il est impossible de dresser une liste exhaustive des textes législatifs et réglementaires datant d'avant 1900 et qui sont encore en vigueur, pour laquelle toute incertitude puisse être exclue, à moins de relire systématiquement l'ensemble des Mémoires dès leur première parution (1815), et même les publications antérieures, ce qui constitue un travail nécessitant un investissement en personnel et en temps de travail considérable.

S'y ajoute le problème des abrogations résultant de l'effet de la formule «toutes les lois contraires à la présente loi sont abrogées», que l'on rencontre assez fréquemment, et celui des abrogations implicites, même sans formule spécifique.

Pour la même raison, l'indication d'éventuelles modifications ne saurait être complète.

Soucieux de réduire progressivement le degré d'incertitude décrit ci-dessus et conscient de l'intérêt que présente le fait de disposer d'un tel relevé fiable, le Service Central de Législation s'est chargé de cette tâche dans le cadre du projet «legilux.lu», en en confiant la réalisation à une entreprise spécialisée. Cependant, en raison de la complexité et du volume de ces travaux (tous les Mémoires et autres publications d'antan et qui contiennent des actes ayant intéressé ou intéressant le Luxembourg doivent en effet être revus et étudiés méticuleusement), cette liste exhaustive ne pourra être achevée avant trois ans.

Veillez noter également que la présente liste ne comprend que les lois, les arrêtés royaux grand-ducaux, les édits, les décrets, les ordonnances ainsi que les arrêtés ducaux et grand-ducaux. Les autres actes, tels que par exemple les arrêtés ministériels, circulaires, instructions ministérielles, etc., n'ont pas été pris en considération.

Question 2503 (9.12.2003) de M. Fernand Greisen (ADR) concernant l'application de la loi du 20 juin 2003 sur les marchés publics pour la reconversion des friches industrielles dans le sud du pays:

Conformément à cette loi, les marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs publics doivent répondre aux principes fondamentaux qui sont: égalité de traitement, recours à la concurrence et gestion judicieuse des deniers publics et transparence.

L'article 2 de loi du 30 juin 2003, qui définit le «pouvoir adjudicateur», retient parmi d'autres notamment «tout organisme créé pour satisfaire spécifiquement aux besoins

d'intérêt général» et dont «soit la gestion est soumise à un contrôle, soit l'organe d'administration de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignées par l'État, les collectivités territoriales ou d'autres organismes de droit public.»

Dans l'annexe IVA, désignant les services à inclure au sens de l'article 24 de la loi précitée, sont repris notamment: «les services d'architecture, services d'ingénierie, services d'aménagement urbain et paysager, services connexes de consultation scientifiques et techniques et services d'essais et d'analyses techniques.»

Partenaires et actionnaires à 50% dans la société AGORA, l'État et le Syndicat communal Pro Sud sont représentés majoritairement avec six personnes dans un conseil de gérance de dix conseillers. Dès lors les conditions de la loi sur marchés publics doivent s'appliquer conformément à la loi sur les marchés publics.

Or, il m'a été rapporté que: certains marchés publics dans ce domaine ont été conclus par la société AGORA sans se conformer aux conditions obligatoires du cahier général des charges, p. ex. marchés négociés après remise officielle de l'offre et modification des conditions de remise de prix sans respecter la règle fondamentale d'égalité de traitement entre tous les candidats, choix d'un concurrent sur bases de critères non précisés préalablement et modifiés en cours de négociation, etc.

Madame la Ministre, respectivement Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de ces faits et est-ce qu'ils peuvent confirmer que le recours obligatoire soit à la soumission publique, soit à la soumission restreinte, avec ou sans publication d'avis, est applicable pour les marchés en question?

Est-ce que Madame la Ministre, respectivement Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'il est possible de recourir à la procédure du marché négocié dans ces cas précis et dans l'affirmative, quels sont les textes de loi permettant cette façon d'agir?

À défaut, quelles mesures les Ministres concernés entendent-ils prendre pour rappeler à AGORA ses obligations de pouvoir adjudicataire?

Réponse commune (9.3.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur et de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

Dans le contexte des travaux parlementaires ayant conduit à l'adoption de la loi du 1^{er} août 2001 autorisant les interventions financières de l'État en faveur de la société de développement ayant pour objet la reconversion d'anciens sites sidérurgiques, la Commission des Finances et du Budget a rappelé que la société de développement AGORA a pour mission de viabiliser et de développer les friches industrielles, d'une surface d'environ 650 ha, de l'ARBED situées dans le sud du pays dans un sens favorable à l'intérêt général (économique, social, écologique, aménagement du territoire et culturel) en respectant les principes de gestion et de valorisation de l'économie privée.

Dans le document parlementaire il a été bien précisé que la forme de la société de développement est de droit privé et que cette société est régie par les principes de l'économie du marché.

La structure de la société tant en ses organes de gestion qu'au niveau financier, a été marquée par la volonté d'avoir une répartition égale des droits et obligations

entre l'État et ARBED. Pour cette raison, les statuts et le contrat entre associés ont prévu que, tant au niveau du capital qu'au niveau du pouvoir de décision au sein du conseil de gérance il n'y ait pas de prépondérance du secteur public (de l'État et des communes) par rapport au secteur privé. Par conséquent, la société de développement n'est pas soumise à la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics.

Même si la société de développement AGORA n'est pas soumise à ces procédures, la direction d'AGORA est évidemment tenue de procéder à des appels à la concurrence avant la conclusion de contrats.

Question 2524 (16.12.2003) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le grand orgue pour la salle de concert à Luxembourg-Kirchberg:

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°1684 du 16 mai 2002 (cf. compte rendu N°10/2002-2003) Madame la Ministre des Travaux publics m'avait répondu que pour une raison bien précise aucun projet pour le grand orgue de la nouvelle salle de concert n'avait été retenu à l'époque.

Dans ce contexte j'aimerais demander les précisions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Est-ce qu'un nouvel appel de candidatures a été lancé?
2. Est-ce que vous pourriez me faire savoir si le jury d'experts s'est prononcé pour un facteur d'orgue et le cas échéant pour lequel?
3. Est-ce que vous pourriez m'informer sur la composition du jury?
4. Est-ce que tous les membres du jury étaient présents lors du vote du meilleur projet?
5. Quelle était la rémunération de ce jury?

Réponse (19.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Suite à une première consultation infructueuse de facteurs d'orgue en 2002, j'ai chargé l'Établissement public Salle de Concert Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte de la tâche de choisir le facteur d'orgue. Dans le cadre des recherches effectuées parmi un nombre considérable de facteurs d'orgue de grande renommée, il a été possible d'en dégager cinq qui ont promis d'assurer la mise en place de l'instrument dans les délais impartis et avant l'ouverture de la Salle de Concert. Ces cinq facteurs d'orgue ont par la suite été invités à remettre un projet étayé d'une offre de prix.

2) Au cours d'une entrevue courant janvier 2004, le jury m'a communiqué le résultat de ses délibérations et m'a soumis une proposition unanime.

Actuellement les démarches sont en cours en vue de la conclusion d'un accord contractuel avec le facteur d'orgue recommandé ainsi que de l'élaboration de l'expression architecturale du buffet de l'orgue, ensemble avec l'Atelier d'architecture Christian De Portzamparc.

3) Le jury est composé des personnes ci-après:

- Bramwell Tovey (Orchestre Philharmonique du Luxembourg)
- Benedikt Fohr (Orchestre Philharmonique du Luxembourg)
- Guy Dockendorf (Ministère de la Culture, Établissement public Salle de Concert Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte)
- Alexandre Müllenbach (Conseil supérieur de la Musique, compositeur)

- Matthias Naske (Établissement public Salle de Concert Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte)

Dans le souci d'augmenter le degré d'objectivité des décisions à prendre, le jury a sollicité en outre le concours d'experts d'orgue de niveau international aux fins d'un avis consultatif. Il s'agit notamment des experts suivants:

- Daniel Roth (titulaire du Grand-Orgue A. Cavallé-Coll de Saint-Sulpice à Paris, professeur d'Orgue à la Musikhochschule de Francfort-sur-le-Main)

- Martin Haselböck (chef d'orchestre et organiste connu sur le plan international)

- Thomas Trotter (organiste connu sur le plan international)

- Alfred Solder (organiste, journaliste dans le domaine musical auprès de l'ORF)

4) Les experts internationaux ont examiné les propositions et présenté une prise de position écrite, en se basant sur les critères de sélection suivants:

- l'originalité de la disposition artistique

- la fonctionnalité de l'instrument proposé

- le rang occupé sur le plan international par le facteur d'orgue respectif sur le marché mondial de l'orgue, en considérant particulièrement la qualité d'actuels instruments de référence.

En raison d'autres engagements aux États-Unis Monsieur Bramwell Tovey s'est fait représenter par Monsieur Benedikt Fohr lors des délibérations en décembre 2003 et janvier 2004.

5) Les membres du jury nommés sub 3) n'ont pas bénéficié d'une rémunération pour leurs prestations. Les experts internationaux consultés ont été honorés à raison de € 500 par personne pour leurs avis écrits.

Question 2527 (17.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la compétitivité des entreprises:

Afin de consolider l'emploi et de renforcer la compétitivité des entreprises dans le secteur des classes moyennes, le Gouvernement a présenté un plan d'action actualisé qui s'articule autour de dix axes et qui devait comprendre plusieurs dizaines de mesures.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les mesures qui ont été réalisées entre-temps?

- Quels en sont le cas échéant les résultats?

Réponse (13.2.2004) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

Dans l'objectif de consolider l'emploi et de renforcer la compétitivité de nos entreprises dans un contexte de concurrence accrue, le Gouvernement avait adopté en 2001 une actualisation du plan d'action en faveur des PME. Depuis la présentation de ce plan d'action, des avancements substantiels sont à enregistrer à l'actif des cent mesures prévues qui sont regroupées en dix chapitres.

Un bilan largement positif peut donc être dressé de l'action du Gouvernement étant donné que la très large majorité des mesures proposées dans le Plan d'action ont été mises en œuvre depuis la présentation du programme à la Chambre des Députés.

Un rapport détaillé sur les mesures prises a été rédigé par mes services. Ce rapport d'une quinzaine de pages joint à la présente réponse est disponible auprès du secrétariat du Ministère des Classes

moyennes, du Tourisme et du Logement. Une consultation de ce rapport pourra se faire également par le biais du nouveau site Internet du Ministère des Classes moyennes qui deviendra opérationnel dans quelques semaines (*rapport à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Question 2528 (17.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les subventions étatiques pour la construction d'écoles primaires et préscolaires:

En janvier 2003, Monsieur le Ministre avait annoncé que les subventions étatiques pour la construction d'écoles primaires et préscolaires allaient être relevées substantiellement et rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 2002 pour passer à un taux variant de 25 à 65%.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre combien de communes ont pu profiter entre-temps de cette adaptation promise des subsides respectivement combien d'engagements ont été pris par le Gouvernement.

Est-il exact que l'Inspection générale des Finances s'est opposée à l'application rétroactive de la nouvelle mesure?

Est-ce que le litige a pu être réglé entre-temps?

Dans quels délais le Ministère entend-il verser les subsides prémentionnés?

Réponse (19.2.2004) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Sur base d'accords trouvés dans le cadre de la préparation du projet de budget pour 2003, le Ministère de l'Intérieur avait effectivement communiqué au début de l'année 2003 la décision de relever certains taux de subsides à savoir ceux pour les infrastructures dans l'intérêt de l'éducation précoce et pour les écoles centrales de 50 à 75% et celui pour les équipements collectifs de base de 0-40 à 25-65%. Il était prévu d'appliquer ces nouveaux taux plus favorables pour tous les engagements pris à partir du 1^{er} janvier 2002.

Or, au cours de l'exécution du budget 2003 et lors de la préparation du budget de l'État pour l'année 2004, le Ministère du Budget, en présence de l'Inspection générale des Finances, s'est opposé à cette augmentation et ce malgré l'assurance du Ministère de l'Intérieur de renoncer à toute augmentation des crédits prévus au programme pluriannuel 2002-2006 et d'étaler, si nécessaire, la liquidation des subsides sur plus d'exercices. Cet étalement n'aurait certainement pas été nécessaire pour les subsides liés à la situation financière des communes, des subsides dont le taux moyen n'a cessé de décroître ces dernières années en raison d'un resserrement des écarts de revenus par habitant entre les différentes communes.

En ce qui concerne l'éducation précoce et les écoles centrales, aucun engagement n'a été pris à l'égard d'une commune en faisant application du taux plus favorable. Par contre, 17 communes ont pu bénéficier d'un engagement de subsides calculé en appliquant le taux plus favorable en ce qui concerne les équipements collectifs de base avant que l'Inspection générale des Finances n'ait empêché l'engagement de subsides supplémentaires.

Le sujet des subsides aux communes sera abordé une nouvelle fois à l'occasion de la préparation du prochain budget de l'État.

Question 2537 (18.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les zones protégées nationales majeures:

Récemment, le Ministère de l'Environnement a annoncé que selon un plan pluriannuel les différentes zones protégées nationales majeures seraient aménagées.

Or, la gestion adéquate de différentes zones de protection nationales nécessite la mise en place de centres d'accueil spécifiques.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les priorités de son Ministère en la matière?

- Quel est l'état d'avancement des différents projets?

- Quels sont les projets en voie d'élaboration?

- Quels sont les moyens en personnel qui seront mis à disposition de ces centres?

Réponse (11.2.2004) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

Les projets prioritaires en voie d'élaboration sont les suivants:

- Haff Réimech:

Un avant-projet de loi sera soumis à la Commission d'analyse critique dès que le concept didactique et l'estimation du coût de sa mise en œuvre seront finalisés.

- Ellergronn et Manternach:

L'aménagement des bâtiments est pratiquement achevé. Les expositions seront en place au printemps. Les deux centres reçoivent déjà des visiteurs.

- Vallée de la Mamer:

Le centre d'accueil serait aménagé dans le château de Schoenfels. Un avant-projet de loi est actuellement en élaboration.

- Haard / Dudelange:

Il n'y a pas encore de résultats concrets au sujet de la maîtrise foncière du terrain «AFFILUX».

- Müllerthal:

L'Administration des Eaux et Forêts étudie différentes possibilités pour l'implantation d'un centre d'accueil à Berdorf ou Consdorf.

- Grünewald:

Le centre d'accueil serait composé de l'ancienne ferme «Waldhof» et de la maison forestière au lieu-dit «Staffelter». Les travaux de restauration concernant la maison forestière débuteront ce printemps. L'Administration des Eaux et Forêts fera élaborer une planification pour le «Waldhof» au cours de l'exercice 2004.

- Schwarzenhaff/Steinfort:

La restauration des bâtiments est actuellement en cours. Le Ministère de l'Environnement envisage l'aménagement d'une exposition.

Dans les centres déjà opérationnels de Manternach et Ellergronn la gestion et les permanences sont effectuées et coordonnées par le personnel de l'Administration des Eaux et Forêts et des employés ou CAT engagés à ces fins.

A moyen terme il est prévu de former du personnel spécialisé au sein de l'Administration pour ces missions.

Question 2539 (18.12.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant la liaison routière Kirchberg-Biergerkräiz:

La presse a rapporté les détails d'un document élaboré par l'Administration des Ponts et Chaussées et destiné à préfigurer le réseau routier du pays pour les années à venir. Parmi les projets imaginés

par l'administration est prévue une liaison directe entre le plateau de Kirchberg, avec comme point de départ l'endroit où se trouvent les bâtiments de la FIL, passant par le Kuebeberg, enjambant Weimerskirch à la hauteur de la rue Schetzel et du Raspert, passant au-dessus d'Eich et rejoignant les hauteurs de l'Eicherfeld pour arriver au Biergerkräiz. L'idée semble être de permettre à la circulation automobile du Kirchberg de retrouver aussi rapidement que possible le réseau autoroutier à l'ouest de la capitale.

Il est évident qu'un tel projet routier risque de transformer de fond en comble l'ensemble des quartiers de la ville touchés et en particulier de nuire gravement à la qualité de la vie des habitants concernés. Par ailleurs, il est bien connu que les tracés de relations routières élaborés par l'administration auront dans le débat futur un impact certain pour les décisions politiques.

Voilà pourquoi j'aimerais demander à Madame le Ministre si ces projets ont été élaborés à son initiative. Comment faut-il concevoir la cohésion du travail gouvernemental étant entendu que l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept) est en cours d'élaboration au Ministère de l'Aménagement du Territoire? Même si un projet comme celui indiqué va sans doute être qualifié de projection à moyen terme sans valeur contraignante pour les décideurs politiques, j'aimerais demander à Madame le Ministre ce qu'elle pense de ces projections.

Réponse (13.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

En réponse à la question parlementaire N°2539 de l'honorable Député Ben Fayot concernant la liaison routière Kirchberg-Biergerkräiz, j'ai l'honneur de préciser que cette proposition fait partie d'une série de projections qu'à son initiative l'Administration des Ponts et Chaussées a élaborées. Si, en principe, je ne suis pas opposée à de telles initiatives émanant de l'administration, il est tout aussi clair que le dernier mot appartient aux décideurs politiques. Pour cette raison l'élaboration de l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept) a été initiée par le Gouvernement.

Fonctionnant sur la base d'une collaboration interministérielle l'étude IVL déterminera les différentes mesures à prendre pour répondre aux besoins du pays dans le respect des sensibilités de tous les acteurs concernés.

Le département des Travaux publics se tiendra aux orientations découlant de cette étude.

Question 2540 (18.12.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le taux de suicide chez les jeunes de moins de 25 ans:

Il y a un an j'avais posé à Madame le Ministre une question concernant les suicides chez les jeunes (*cf. compte rendu N°4/2001-2002*). À l'époque j'avais constaté qu'en Belgique, le suicide était la deuxième cause de décès chez les jeunes de moins de 25 ans. En effet, selon les derniers chiffres disponibles, 194 jeunes de moins de 25 ans avaient mis volontairement fin à leur existence en Belgique. Pour les autorités belges, ce constat montrait la nécessité de mettre en place des programmes de prévention.

- Madame le Ministre m'avait fait part de manière très détaillée de la situation au Grand-Duché. Dans ce contexte j'aimerais poser les ques-

tions suivantes à Madame le Ministre de la Famille et de la Jeunesse:

- Madame le Ministre peut-elle m'informer si elle dispose des derniers chiffres concernant le taux de suicide chez les jeunes de moins de 25 ans?

- Dans l'affirmative, Madame le Ministre peut-elle m'informer si le nombre de suicides chez les jeunes a augmenté pendant les douze derniers mois au Luxembourg?

- Quelles sont les structures psychologiques existantes pour les jeunes en dépression?

- Est-ce qu'il existe un suivi pour des jeunes ayant commis une tentative de suicide?

- Madame le Ministre dispose-t-elle de chiffres concernant le suicide en général au Grand-Duché pour l'année écoulée?

Réponse conjointe (3.2.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Ad 1 et Ad 2

Nombre de jeunes qui sont décédés par suicide de 1998 à 2002

Âge	1998			1999			2000			2001			2002		
	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F
10-14	0	1	1	1	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15-19	1	2	1	2	2	0	0	0	0	2	2	0	3	4	1
20-24	3	4	1	3	3	0	3	4	1	2	3	1	4	4	0
Total	7			7			4			5			8		

G: Garçons TOT: Total F: Filles

Comparaison du nombre de jeunes décédés par suicide entre périodes d'années

Âge	1968-1977			1978-1987			1988-1997			*1998-2002		
	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F
10-14	6	7	1	3	3	0	1	2	1	1	3	2
15-19	7	10	3	17	25	8	16	20	4	8	10	2
20-24	17	25	8	22	28	6	29	31	2	15	18	3
Total	30	42	12	42	56	14	46	53	7	24	31	7

G: Garçons TOT: Total F: Filles

* La dernière période se rapporte à cinq ans seulement et non pas à dix ans comme les autres.

Remarque:

Pour évaluer et analyser les chiffres concernant certaines causes de maladie et de décès dans notre petit pays à population réduite, on doit prendre en considération le problème spécifique des petits nombres.

Les chiffres d'année en année peuvent varier d'une manière considérable, sans que cela n'implique

une amélioration ou aggravation réelle et significative d'un certain problème. Pour voir des tendances fiables et significatives, il est recommandé de faire des analyses sur des périodes de temps de trois ou cinq ans au moins.

L'estimation de l'ampleur réelle du problème est possible par la comparaison de taux/nombre défini de population.

Évolution des taux de mortalité par suicide chez les jeunes, par sexe, par tranche d'âge et par période (taux/100.000)

Âge	1968-1977			1978-1987			1988-1997			*1998-2002		
	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F
10-14	4,6	2,8	0,8	2,5	1,3	0	0,9	0,9	0,9	1,5	2,3	3,1
15-19	5,3	3,9	2,3	12,5	9,3	6,1	14,0	8,9	3,7	12,9	8,2	3,4
20-24	13,4	9,8	6,0	15,0	9,5	6,1	21,0	11,4	1,5	23,3	14,2	4,8
Total	7,6	5,4	3,2	10,4	7,01	3,6	12,6	7,4	2,0	12,4	8,2	3,8

G: Garçons TOT: Total F: Filles
Taux de mortalité pour 100.000

- De 1968 à 2002 les taux de mortalité/100.000 par suicide des jeunes est passé de 5,4 à 8,2; ceci correspond à une augmentation d'environ 50%.

- Pour les garçons ce taux est passé de 7,6 à 12,4; ce qui correspond à une augmentation de 63%.

- Pour les filles le taux est passé de 3,2 à 3,8; ce qui correspond à une augmentation de 18%.

Ad 5

Comparaison du nombre de décès par suicide des jeunes par rapport à celui de la population totale

	1998			1999			2000			2001			2002			1998-2002		
	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F
Total jeunes	4	7	3	6	7	1	3	4	1	4	5	1	7	8	1	24	31	7
Pop. totale	54	73	19	55	78	23	51	66	15	53	77	24	68	92	24	281	386	105

Comparaison des taux de mortalité par suicide par rapport à ceux de la population totale

	1998			1999			2000			2001			2002			1998-2002		
	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F	G	TOT	F
Total jeunes	10,76	9,6	8,34	15,81	9,4	2,74	7,73	5,3	2,70	10,11	6,4	2,62	17,49	10,2	2,59	12,4	8,2	3,76
Pop. totale	25,56	17	8,72	25,62	17,9	10,41	23,43	15	6,71	24,22	17,3	10,66	30,77	20,5	10,56	25,94	17,6	9,42

Ad. 3 Structures psychologiques pour jeunes en dépression

Avant d'énumérer les structures „psychologiques“ proprement dites, nous aimerions souligner le fait que les souffrances psychologiques et/ou psychiatriques du jeune ne peuvent être comparées ou confondues avec les souffrances psychiatriques d'un adulte. Alors que souvent cette souffrance peut être identifiée comme telle chez l'adulte, c'est beaucoup moins souvent le cas chez l'adolescent qui se trouve en pleine crise de développement et de recherche de son identité. La souffrance du jeune peut avoir beaucoup de facettes: maux somatiques (maux de tête, insomnies, maux de ventre...), problèmes scolaires, agressivité, excès de drogues (légal autant que illégaux), ...et problèmes psychologiques et psychiatriques proprement dits. Les infrastructures abordées par le jeune, sa famille, les professionnels qui sont en contact avec lui, présentent la même grande diversité et jouent, chacune avec son approche spécifique, un rôle important dans la prise en charge du jeune et de son entourage (médecins généralistes, services sociaux, services „jeunes“ centres de prévention de drogues, Planning Familial, Solidarité Jeunes...). Aussi se doit-il de souligner l'importance cruciale de l'approche multidisciplinaire et intersectorielle du soutien mis à disposition.

Structures psychologiques spécifiques (les plus importantes):

- Centre d'information et de prévention
- Centre de santé mentale
- Réseau Psy
- Psy Jeunes
- Kanner- a Jugendtelefon
- Centre de jour pédopsychiatrique/CHL
- Service de pédopsychiatrie/Hôpital du Kirchberg

Ad. 4

Nos services n'ont pas de données concernant les modalités de thérapie pour jeunes ayant commis une tentative de suicide.

Pourtant, nous pensons, que chaque jeune qui est pris en charge par un spécialiste pour tentative de suicide, sera soumis en général à un traitement et un suivi individuel et familial de longue durée et profitera d'une prise en charge multidisciplinaire et intersectorielle.

Question 2542 (19.12.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant les stations d'épuration:

L'importance des stations d'épuration pour la préservation de l'environnement n'est plus à démontrer.

Le financement des frais d'investissement de ces stations est réparti entre l'État (90%) et les communes (10%). Les frais de fonctionnement quant à eux sont supportés en totalité par les communes, la part de chacune d'elle étant bien souvent encore déterminée en fonction de l'importance de sa population.

De nombreux syndicats intercommunaux s'interrogent justement sur cette répartition qu'ils n'estiment pas être équitable considérant que les habitants des communes ne sont pas forcément ceux qui produisent la plus grande pollution. Afin de faire supporter à chaque agent pollueur les frais engendrés par la pollution qu'il produit réellement, ces syndicats souhaiteraient déterminer la part de chacun sur la base d'équivalents/habitants.

Monsieur le Ministre peut-il me faire savoir s'il existe une base légale fixant une telle répartition des frais?

Dans l'affirmative, quels sont les critères de calcul ayant une assise juridique leur permettant d'être applicables sans être contestés ni attaquables?

Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une législation en la matière serait utile afin de donner aux syndicats et aux communes la faculté d'appliquer ce mode de calcul équitable?

Réponse (9.3.2004) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Avant de répondre à vos questions, permettez-moi de vous signaler que j'étais très étonné de devoir constater que cinq ans après la constitution de l'actuel Gouvernement dans lequel le Ministre de l'Intérieur a obtenu toutes les compétences en matière de la gestion de l'eau, il fut encore possible qu'une question parlementaire relative à l'eau soit adressée au Ministre de l'Environnement.

En ce qui concerne les questions posées, et en tant que Ministre ayant la gestion de l'eau ainsi que les affaires communales dans ses compétences, je voudrais bien renvoyer à la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection de la gestion de l'eau, à la directive cadre sur l'eau qui sera transposée prochainement dans notre législation, à la loi communale et à la nouvelle loi sur les syndicats de communes ainsi qu'à ma circulaire N°1705 réf. 4.001 du 22 décembre 1994 proposant aux communes de se donner la base juridique permettant une tarification des eaux usées selon le principe du pollueur payeur. Les communes ont d'ores et déjà toutes les facilités pour se donner une tarification de l'eau adéquate et définir leurs participations dans leurs syndicats de communes selon les mêmes principes.

Question 2550 (29.12.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant les panneaux routiers alimentés par de l'énergie solaire:

Il est fait que l'utilisation de l'énergie solaire gagne de plus en plus d'ampleur. Ainsi, il est louable que certains panneaux routiers clignotants soient également équipés avec une installation photovoltaïque. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Combien de panneaux routiers sont actuellement alimentés par de l'énergie solaire?

- Est-ce qu'il est prévu d'utiliser davantage l'énergie solaire dans ce domaine?

Réponse (13.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

Les signaux routiers mis en place par l'Administration des Ponts et Chaussées sont en règle générale des panneaux revêtus de films réfléchissants. Il est très rare que cette administration recoure à des panneaux éclairés, voire clignotants, de sorte qu'elle n'a pas d'expérience en matière d'équipement photovoltaïque comme source d'énergie.

Les panneaux du type éclairé ou clignotant sont généralement posés par les autorités communales sur base d'une autorisation par permission de voirie octroyée par le Ministère des Travaux publics. Comme il ne sera guère possible de prescrire dans le cadre de ces autorisations une source d'énergie précise, il faudrait sensibiliser les autorités communales à recourir dans une plus large mesure à cette technique.

Question 2551 (29.12.2003) de M. Jeannot Krecké (LSAP) concernant le relevé des paiements de l'Administration des Contributions directes:

Il me revient que depuis le 1^{er} juillet 2002 l'Administration des Contribu-

tions directes (ACD) ne communique plus les relevés des paiements reçus, ni les créances auxquelles ces paiements ont été affectés. D'après une note transmise par le préposé de la Recette Luxembourg de l'ACD aux fiduciaires comptables, cette décision aurait été motivée par «le nombre croissant de demandes».

En l'absence des informations fournies par les listes des paiements, les contribuables ne sont évidemment pas en mesure d'établir des déclarations exactes. Il va sans dire que cela entraîne un surplus de travail pour les bureaux d'imposition, qui sont obligés de procéder systématiquement à des rectifications.

Compte tenu de ce qui précède, Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il compte parer à cette situation et, le cas échéant, me communiquer le contenu des mesures prévues?

Réponse (20.2.2004) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances:

Les trois bureaux de recette de l'Administration des Contributions ont été touchés au cours des dernières années d'un nombre toujours croissant de demandes de fiduciaires comptables qui désirent avoir des relevés de tous les paiements faits par leurs mandants depuis une ou plusieurs années indiquant également l'imputation de ces paiements. Il va sans dire qu'à l'heure actuelle, eu égard notamment à l'absence d'un programme informatique spécial traitant ces données et les transmettant aux redevables, l'administration estime qu'elle ne saurait faire droit à de telles demandes de la part des fiduciaires comptables étant donné que

1. pour chaque versement en numéraire, le bureau de recette remet à l'intéressé une quittance documentant le détail de l'imputation;

2. lors de chaque virement par l'intermédiaire d'un institut de crédit, les redevables reçoivent des états de débits qui constituent quittance valable et

3. en cas de paiement par un tiers saisi ensuite à la notification d'une sommation à tiers détenteur ou d'une saisie-arrêt, une information indiquant l'imputation des montants payés est adressée par le bureau de recette aux redevables pour le compte desquels a été fait le paiement.

Sur la base des documents énumérés ci-avant et des extraits de comptes trimestriels émis par les bureaux de recette, chaque redevable a la possibilité de constater lui-même sa situation vis-à-vis de l'administration.

Dans des cas exceptionnels les bureaux de recette ne s'opposent cependant pas à délivrer un extrait de compte supplémentaire indiquant l'arriéré à une date donnée et à fournir tous renseignements verbaux nécessaires si des redevables éprouvent des difficultés lors de l'examen des décomptes des impôts. Il va sans dire que les extraits et relevés de toute nature ne pourront être adressés aux fiduciaires comptables mais seront envoyés directement aux redevables.

Question 2554 (5.1.2004) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le stress comme maladie professionnelle:

Le stress étant facteur de nombreuses maladies fonctionnelles et organiques, ayant des répercussions sur l'économie nationale et sur le budget de la sécurité so-

ciale, il serait souhaitable d'entreprendre une stratégie globale à l'encontre de ce fléau.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quelle est la position du Gouvernement face à une législation reconnaissant le stress comme maladie professionnelle?

2. Est-ce que le Gouvernement a développé un plan d'action pour combattre le stress dans les entreprises?

3. Le Gouvernement envisage-t-il des mesures pour favoriser l'essor et l'établissement de sociétés privées spécialisées dans le domaine anti-stress?

Réponse (16.2.2004) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. À la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi, l'Association d'Assurance contre les Accidents a fourni les éléments de réponse suivants à la première question.

Le problème de la reconnaissance du stress comme maladie professionnelle a déjà été soulevé à plusieurs reprises, tant sur le plan national que sur le plan international. En suivant les discussions des experts, on peut se rendre compte que la reconnaissance se heurte essentiellement à la fixation de critères objectifs permettant d'imputer la cause principale aux conditions de travail. La fixation d'un taux d'IPP en cas d'une reconnaissance éventuelle pose un autre problème.

Comme vous le savez, le stress n'est actuellement pas repris sur la liste des maladies professionnelles arrêtée par règlement grand-ducal du 27 mars 1986 et modifiée par les règlements grand-ducaux du 2 octobre 1992 et du 17 août 1998.

L'insertion d'une nouvelle maladie dans la liste se fait à l'initiative de la Commission supérieure des Maladies professionnelles. Celle-ci suit l'évolution des listes des maladies professionnelles dans les pays avoisinants et plus particulièrement l'évolution de la liste allemande sur laquelle la liste luxembourgeoise est basée ainsi que les recommandations de la Commission de l'Union européenne. Le stress ne figure pas dans la recommandation de la Commission du 19 septembre 2003 concernant la liste européenne des maladies professionnelles ni sur la liste des maladies professionnelles en vigueur en Allemagne.

2. Pour combattre le stress dans les entreprises le Gouvernement propose un plan d'action en quatre étapes:

- la sensibilisation, en vue de la prise de conscience générale, qui doit continuer à se faire systématiquement au niveau national et sectoriel, mais surtout au niveau des entreprises,

- la prévention, qui doit commencer par une amélioration du climat de travail,

- la médiation, qui compensera obligatoirement le désavantage d'une approche se limitant à une législation purement répressive constituée par une intervention après coup (souvent après le licenciement ou la démission de la victime),

- la lutte répressive qui ne doit cependant pas intervenir de manière précoce, comme l'a encore relevé le BIT dans son rapport sur la réforme de l'Inspection du Travail et des Mines en soulignant sa faveur pour une approche préventive.

Alors que les deux premières étapes peuvent être réalisées notamment par le biais du partenariat social et par le dialogue social national et/ou interprofessionnel, la médiation sera rattachée au Comité permanent du Travail et de l'Emploi dans le cadre de la réforme de l'Inspection du Travail et des Mines.

Parallèlement, comme malheureusement beaucoup de salariés ont peur de faire le pas vers une administration, il a été décidé de soustraire le sujet, sous le contrôle notamment de l'Inspection du Travail et des Mines, à des personnes ou associations spécialisées.

Dans cette optique et dans un souci de lutter de manière efficace contre le stress et le mobbing dans le monde du travail, le Ministre de la Santé et le Ministre du Travail et de l'Emploi ont décidé ensemble de conventionner des acteurs privés.

3. En vue de l'accompagnement des quatre étapes de lutte contre le harcèlement moral, le Ministère du Travail et de l'Emploi a conclu une convention avec l'Association luxembourgeoise contre le harcèlement moral et le stress au travail, Mobbing a.s.b.l., qui a pour objet de soutenir des victimes du harcèlement moral et du stress au travail.

Cette convention a permis en 2003 de soutenir l'Association par la mise à disposition de fonds et elle sera reconduite en 2004.

Par ailleurs, à partir de l'année en cours, le Ministère de la Santé soutiendra financièrement l'Association Stress a.s.b.l.

Question 2560 (8.1.2004) de M. Jean-Pierre Koepp (ADR) concernant les conditions d'octroi du RMG:

D'Gesetz iwwert den RMG vum 29. Abrëll 1999 schreift am éischte Kapitel ënnert dem Artikel 2 iwwert déi allgemeng Konditiounen, datt jiddereen, deen eng Demandé mécht, e feste Wunnsätz zu Lëtzebuerg muss hu fir Urecht ze hunn op den RMG. Mä an der Praxis kennt et leider vir, datt verschidde Leit d'Konditioun "y être domicilié et y résider effectivement" aus de verschiddensten Ursaachen net méi erfëllen. Domat ass eng wichteg Konditioun net erfëllt an den Dossier, oft vu wierklech hëllefbedürftige Leit, gëtt negativ beäntwert.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madame Ministesch:

1. Wéi eng Méiglechkeete vu sozialer Hëllef ginn deene Leit ugebueden, déi d'Konditioun vum Wunnsätz net erfëllen?

2. Wéi vill Demandé goufen an deene leschten zwee Joer op Grand vum net Erfëlle vun der Konditioun vum Wunnsätz verworf?

Réponse (19.2.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

Den Artikel 2 vum Gesetz vum 29. Abrëll 1999 iwwert den RMG gesäit ënner anerem vir:

Peut prétendre aux prestations de la présente loi, toute personne qui remplit les conditions suivantes:

- Être autorisée à résider sur le territoire du Grand-Duché, y être domiciliée et y résider effectivement.

- La personne doit avoir résidé au Grand-Duché de Luxembourg pendant cinq ans au moins au cours des vingt dernières années, sauf si elle est reconnue apatride au sens de l'article 23 de la Convention relative au statut des apatrides, faite à New York, le 28 septembre 1954, ou si elle est reconnue réfugiée politique au sens de l'article 23 de la Convention relative au statut de réfugié politique, faite à Genève, le 28 juillet 1951.

All Bierger, deen d'Lëtzebuerg Nationalitéit huet, an all EU-Bierger (Espace économique européen mat abegraff, dat si Liechtenstein, Norwegen an Island) huet also domat Urecht op den RMG ouni Residenzdurée. Et geet also duer, datt een hei am Land wunnt an op der Wunnsätzgemeng ugemellt ass („y être domicilié et y résider effectivement“). All EU-Bierger muss aus-

serdeem berechtigt sinn, am Grand-Duché ze wunnen an eng gültig Ausländerkaart virweise kënnen.

Net EU-Bierger mussen fënnef Joer Residenz virweisen an och autoriséiert sinn am Grand-Duché ze wunnen.

De Solidaritéitsfonds accordéiert den RMG fir Leit déi net „y résider effectivement“ sinn, wa si temporär an enger Therapie am Ausland sinn, déi vun der Krankekeess autoriséiert ass, oder eeler Leit, déi keng Plaz an engem Altersheem am Grand-Duché fannen an dofir an d'Ausland an en Altersheem ginn. Dës Leit bleiwen an alle Fäll am Grand-Duché domiciliéiert.

D'Demandé fir den RMG vu Leit déi, net d'Residenzkläusel erfëllen oder net méi erfëllen, gi vum nationale Solidaritéitsfonds refuséiert. Et sinn ongeféier eng 15 Dossieren, déi pro Mount refuséiert ginn oder wou den RMG entzu gétt.

D'Leit, déi dës Residenzkläusel net erfëllen awer autoriséiert sinn hei am Land ze wunnen an och hei domiciliéiert sinn (Artikel 15 vum Gesetz vum 28 Mee 1897 „en cas de nécessité urgente, secours provisoirement par la commune où il se trouve“), kënnen vum Office social vun hirer Wunnsätzgemeng finanziell ënnerstëtzt ginn.

Zu dësem Zweck solle si da bei der verantwortl. Assistante sociale virstelt ginn. D'Assistante sociale mécht eng Enquête an e Rapport, deen un den Office social vun der Gemeng virgeleet gétt. An enger Sëtzung vum Office social décidéieren d'Membere vum Office dann iwwert d'Héicht vun der Ennerstëtzung.

Question 2566 (9.1.2004) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant l'accès Internet haut débit:

L'accès Internet haut débit connaît de plus en plus d'adeptes, aussi au Luxembourg.

Monsieur le Ministre peut-il me fournir les informations statistiques suivantes:

- le nombre d'abonnés à l'Internet via DSL et câble au Luxembourg?

- le pourcentage de ces abonnés par rapport au total des accès Internet (c'est-à-dire pénétration du haut débit)?

- la comparaison entre la pénétration de l'accès Internet haut débit au Luxembourg et dans nos pays voisins?

- les prix moyens des accès haut débit par DSL et par câble au Luxembourg et les comparaisons avec les prix moyens dans nos pays voisins?

Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il de ces chiffres et comparaisons? Notre pays se trouve-t-il en bonne position en matière de pénétration de l'Internet haut débit dans le concert européen? Par quels moyens le Gouvernement entend-il favoriser la démocratisation rapide de l'Internet haut débit dans notre pays?

Réponse (16.2.2004) de M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications:

Dans le cadre de eEurope, l'accès Internet à haut débit est défini comme celui dont la vitesse de transmission des données est égale ou dépasse 256 Kbit/s dans le sens descendant.

N'est donc pas considéré comme un accès Internet à haut débit l'accès par ISDN dont la vitesse maximale est de 128 Kbit/s. La grande majorité des foyers luxembourgeois est connectée à Internet via ISDN.

Fin 2002, le taux de pénétration haut débit au Luxembourg était relativement bas comparé aux autres États membres de l'OCDE. Cette

situation s'explique par le fait que les premières offres ADSL et câble modem (CATV)¹ n'ont été lancées au Luxembourg qu'en 2001 respectivement 2002, avec un certain décalage par rapport aux pays voisins.

Depuis quelques mois cependant, les consommateurs ont commencé à manifester leur intérêt pour l'Internet à haut débit. Fin 2003, le taux de pénétration du haut débit au Luxembourg était de l'ordre de 8% des ménages (89% ADSL, 11% CATV), avec une nette tendance à la hausse. On compte actuellement environ 14.000 abonnés à l'Internet haut débit (+/- 12.000 abonnés ADSL, +/- 2.000 abonnés CATV).

Il n'existe pas de chiffres actualisés qui permettraient d'opérer une comparaison entre le taux de pénétration du haut débit au Luxembourg et la situation dans les autres pays européens. On peut cependant estimer que le Luxembourg se situe dans la moyenne européenne.

En ce qui concerne les coûts d'accès, on constate que les prix pratiqués au Luxembourg se situent dans la moyenne des autres pays européens, si l'on prend en compte le pouvoir d'achat des résidents luxembourgeois (prix pondérés par rapport au PIB):

Prix de la large bande par unité de 100 Kbit/s, en pourcentage du PIB mensuel²:

Pays	Prix abonnement ADSL en EUR	Prix abonnement en % du PIB
Belgique	39.54	2.44
Norvège	40.00	1.56
Allemagne	29.95	1.66
Pays-Bas	19.95	1.04
Autriche	29.90	1.53
Luxembourg	31.05	0.92
France	34.90	1.97
Royaume-Uni	39.00	2.20
Italie	49.95	2.75
Danemark	48.00	2.32
Irlande	54.45	2.52
Suisse	31.00	1.52
Portugal	34.99	2.78
Grèce	18.96	1.50
Espagne	29.90	2.06
Suède	40.00	2.17
Finlande	48.00	2.61

Durant les derniers mois, on a pu constater une tendance généralisée à la baisse des prix d'accès. Par ailleurs, selon une étude menée en 2003³, les prix d'accès ne semblent pas constituer une barrière majeure à l'introduction du haut débit.

Le succès croissant du haut débit va de pair avec l'apparition de nouvelles applications et de nouveaux contenus. Les citoyens qui ne bénéficient pas d'un accès Internet à haut débit risquent à terme d'être exclus des avantages qu'offre cette technologie et ce dans des domaines clés tels que l'enseignement, la santé, la culture et les services publics en ligne.

Pour l'instant cependant, la grande majorité des utilisateurs Internet semble se satisfaire d'une connexion ISDN.

Le Gouvernement s'est fixé comme objectif d'assurer à tous les citoyens une accessibilité au haut débit⁴.

Actuellement, 93% de la population peuvent avoir accès au haut débit, soit par CATV, soit par ADSL. En principe, un subventionnement étatique n'est donc pas nécessaire en vue d'atteindre une accessibilité pour tous. Chaque utilisateur Internet pourra ainsi déterminer le moment propice pour son passage au haut débit.

En outre, le Gouvernement veille à promouvoir la concurrence entre opérateurs et plateformes. Actuellement, de plus en plus d'offres CATV voient le jour au Luxembourg. Dans ce cadre, des études statistiques ont montré une corrélation positive entre une concurrence élevée entre plateformes et le nombre de ménages connectés au haut débit⁵.

Parallèlement, le Gouvernement accompagne le déploiement du haut débit par la mise en place

d'une politique de sécurité des réseaux et par le financement de projets eLuxembourg.

1 Technologie utilisant le réseau de câblodistribution

2 N'ont été pris en compte que les offres des opérateurs historiques

3 Étude ILRES

4 Sous réserve des limites technologiques

5 voir notamment DotEcon and Criterion Economies, octobre 2003

Question 2567 (9.1.2004) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant le rapport du „Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand“:

Dans son récent rapport 2003 adressé au Gouvernement et à la Chambre des Députés, le «Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» formule toute une série de remarques et de suggestions, plus particulièrement au sujet des enfants à besoins spécifiques.

J'aimerais connaître la position du Gouvernement en réaction à ce rapport.

Par quels moyens et endéans quels délais le Gouvernement entend-il plus particulièrement assurer:

- l'élargissement de l'offre d'activités de loisirs pour enfants à besoins spécifiques, notamment pendant les vacances scolaires d'été;

- l'augmentation du nombre de lits disponibles à titre de dépannage des parents d'enfants à besoins spécifiques; à l'heure actuelle, il semble que seule la Fondation du Tricentenaire à Walferdange réponde à la demande croissante de tels dépannages pendant les week-ends et vacances, et encore la liste d'attente y est-elle longue;

- la création d'un service de pédiatrie sociale permettant de prendre en charge en milieu hospitalier les nouveaux nés de femmes qualifiées «à risques» (drogues, troubles psychiatriques, handicap...);

- la prise en charge par l'assurance maladie des séances de logopédie pour enfants en dessous de quatre ans;

- une meilleure formation initiale et continue des enseignants en vue d'une détection plus rapide et efficace des problèmes liés à la dyslexie, à la dyscalculie ainsi qu'à l'hyper- et à l'hypoactivité?

Réponse commune (19.2.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1) L'offre d'activités de loisirs pour enfants à besoins spécifiques est actuellement assurée par différents prestataires de services sociaux privés ou publics. Avant d'aborder l'élargissement de l'offre en la matière, il s'avère indispensable de réaliser en premier lieu une analyse détaillée des besoins et attentes des enfants et familles concernés. Dans un deuxième temps, il s'agira de dresser un tableau complet des mesures actuellement offertes, de leur période d'activité et de leurs critères d'admission. Sur base de ces évaluations il sera possible de déterminer les mesures à mettre en place pour pallier de manière cohérente et coordonnée à la demande des enfants à besoins spécifiques et de leurs familles.

2) Il est vrai que parmi les services conventionnés pour personnes

handicapées, la Fondation du Tricentenaire est seule à gérer un service dont la mission principale consiste à offrir un accueil temporaire à des enfants et adultes handicapés. Néanmoins il convient de préciser que la majorité des services d'hébergement conventionnés pour personnes handicapées offrent à côté des places fixes, un certain pourcentage de places dites «temporaires» qui peuvent être occupées par des enfants ou par des adultes. Ces places temporaires servent de manière régulière comme dépannage à des familles d'enfants à besoins spécifiques. En ce qui concerne l'élargissement de l'offre en la matière, il est à relever que le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse prévoit de manière systématique parmi les places fixes qui sont créées dans les nouveaux groupes d'hébergement conventionnés par l'État des places pour un accueil temporaire d'enfants ou d'adultes handicapés. Par ailleurs, il est prévu d'augmenter le nombre de places dans le service d'accueil temporaire de la Fondation du Tricentenaire à Walferdange et ceci au plus tard pour l'année 2005.

3) S'il est évident que les nouveaux nés de femmes qualifiées «à risques» doivent bénéficier d'une attention particulière, il faut se poser la question si cette prestation ne devrait pas être garantie dans le cadre de tout service de pédiatrie. Il importe d'éviter toute ségrégation voire stigmatisation dès le jeune âge.

Il est cependant tout aussi évident que l'encadrement des nouveaux nés de femmes qualifiées à risque dépasse un traitement hospitalier médical classique et requiert une adaptation de la dotation en personnel. Celle-ci devrait faire l'objet de négociations avec l'Union des Caisses de Maladie.

4) La Commission de Nomenclature prévue à l'article 65 du CAS a été saisie de demandes concernant l'abaissement de l'âge de la prise en charge des séances de logopédie, notamment par la cellule d'évaluation et d'orientation prévue dans le cadre de l'assurance dépendance. Les travaux préparatoires et les conciliations afférentes sont sur le point d'être finalisés de sorte que ce point figurera à l'ordre du jour d'une des toutes prochaines réunions de la Commission.

5) En ce qui concerne la formation des enseignants, voire des instituteurs, celle-ci relève des compétences du Ministère de la Culture de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, tandis que la formation continue relève de celles du Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.

Aux fins évoquées par Monsieur le Député, de nombreuses conférences, colloques et séminaires ont été organisés pendant les cinq dernières années.

À titre d'exemple je renvoie au colloque: «Difficultés d'apprendre, difficultés d'enseigner» organisé en 2002 ainsi qu'aux nombreuses formations continues publiées dans le numéro spécial du Courrier de l'Éducation nationale et notamment celui du premier semestre 2003/2004:

Grundkurs ADHS: Auf der Spur zu einer Fehlerkultur; Workshop: «Lesen und Schreiben: schwach» Diagnostisches Instrument im Bereich der Rechtschreibung; Die Hamburger Schreibprobe; Décrochage scolaire et construction de réponses positives; Wie kann ich Kindern mit Lernstörung helfen etc.

Le recueil relatif au deuxième semestre sera publié le 15 février 2004 au plus tard.

Dans le présent contexte j'ai le plaisir d'annoncer le colloque: «Hyperactivité: penser la complexité», organisé les 18 et 19 mars 2004 à Mondorf-les-Bains avec le

concours d'experts nationaux et internationaux.

Question 2569 (13.1.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la législation pour l'exploitation d'un salon de tatouage ou de piercing:

Il me revient qu'au Grand-Duché de Luxembourg la législation actuelle concernant la possibilité d'exploiter un salon de tatouage ou de piercing ne satisfait pas tout le monde. En effet, il ne serait pas nécessaire d'avoir suivi une formation professionnelle spéciale et que de ce fait certaines personnes font des tatouages et des piercings sans avoir la formation nécessaire. De plus, aucune autorisation de commerce ne serait nécessaire. Aux États-Unis il existe depuis cinq ans une obligation d'avoir une autorisation appelée „Bloodborne Pathogens“ pour pouvoir effectuer des piercings.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre des Classes moyennes:

- s'ils peuvent me confirmer ces informations;

- dans l'affirmative si Monsieur le Ministre des Classes moyennes peut me donner de plus amples informations concernant le nombre de personnes ayant une autorisation pour faire des tatouages et des piercings et des conditions nécessaires pour pouvoir exercer une telle activité au Luxembourg;

- si Messieurs les Ministres comptent remédier à la situation?

Réponse commune (26.2.2004) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

En ce qui concerne l'accès à la profession, la loi sur le droit d'établissement du 28 décembre 1988, qui régit les autorisations de commerce, ne permet pas actuellement de soumettre les salons de tatouage et de piercing à un agrément du Ministre des Classes moyennes.

Sous ce rapport, aucune qualification professionnelle spécifique n'est par conséquent exigée.

Cependant, un projet de loi N°5147 déposé au début de l'année 2003, va procéder à une refonte du droit d'établissement:

- toutes les activités commerciales, y compris donc les salons en question, seront soumises à une autorisation de commerce;

- en principe, l'octroi des autorisations de commerce nécessitera seulement une qualification professionnelle en gestion d'entreprise; le projet de loi prévoit cependant la possibilité d'exiger, si cela s'avère nécessaire, une qualification professionnelle complémentaire dans la branche spécifique envisagée pour des raisons impératives de sécurité et de santé.

Il me revient encore que la Chambre de Commerce envisage de mettre sur pied une formation professionnelle ad hoc pour ces salons.

En ce qui concerne l'exercice de la profession et notamment pour ce qui est du volet hygiène et santé lié à ces activités, il y a lieu de rappeler à l'honorable Député que les Divisions de la Santé au Travail et de l'Inspection sanitaire de la Direction de la Santé ont élaboré fin 2002 des recommandations en matière d'hygiène, de santé et de sécurité au travail concernant les salons de tatouages et/ou de piercing.

La Direction de la Santé a conscience que les actes de piercing et de tatouages peuvent être à l'origine de la transmission d'infections bactériennes et virales de

client à client par le biais des instruments, de l'opérateur vers le client mais également vers l'opérateur en cas de piqûre accidentelle. Les recommandations émises concernent l'hygiène au travail (actes de bonne pratique, méthode de stérilisation et de désinfection applicable aux HIV et précautions à prendre pour éviter la transmission des virus lors de manipulations sanguines) et la protection de la santé et de la sécurité au travail des travailleurs réalisant les actes en question et/ou nettoyant les instruments et équipements de travail.

En conséquence, l'accès à la profession de ces salons sera encadré et des garanties quant à l'exploitation de ces salons et à leur fonctionnement existent et pourront être au besoin renforcées.

Question 2570 (13.1.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le forfait d'éducation:

De leschte Freide war an der Press vun engem angebleche Revirement a Saachen Erziehungspauschal ze liesen a schonns an der Artikelwvrschréft gouf behaupt: „Endlos-Streit um die Erziehungspauschale / Gilt nun doch für alle Kinder.“

Aus där Äntwert op eng parlamentaresch Ufro (N°2469 - cf. *compte rendu N°7/2003-2004*), aus där dëst soll ervirgoen, steet dat awer guer net esou daitlech. Zwar sot Dir elo net méi, wéi nach an der Äntwert op meng Fro N°2360 vum 22. am Karschnatz 2003 (cf. *compte rendu N°2/2003-2004*), datt d'Kand och misst hei am Land gebuer sinn, wat jo net konform zum Gesetz war. Als Kritär géllt elo anscheinend nëmmen nach d'"résidence effective" vum „parent bénéficiaire“ zum Zäitpunkt vun der Gebuert, sou wéi et och am Gesetz steet. Dat ännert laut lech an der Praxis näischt, well „jusqu'à présent (le Fonds n'a) pas encore prononcé de refus dans le cas d'une personne demanderesse dont la résidence effective a été au Luxembourg et dont le lieu de naissance de l'enfant a été à l'étranger“.

Mä dat war jo net den eigentleche Problem. De Problem besteet bei deene Lëtzeburger, déi zum Zäitpunkt vun der Gebuert vun hirem Kand am Ausland gelieft hunn a mat hirem Kand erëm an d'Land koumen - z.B. wéinst engem Universitätsstudium oder well se vun hirem Patron (z.B. vun der ARBED a Brasilien) eng Zäit an d'Ausland „détachéiert“ goufen, etc. Dat sidd Dir net bereet als „cas de force majeure“ unzekerkenen (cf. *Äntwert op meng uewe genannte parlamentaresch Ufro*) a vun Ärer Méiglechkeet gebrauch ze maachen, fir ze „dispenser de la condition de résidence effective au Grand-Duché de Luxembourg“.

Dofir ass Är jéngste Stellungnahm an deem Sënn interessant, wéi Dir elo betount, datt d'Recht op de Forfait aus der Erziehung vum Kand zu Lëtzebuerg géing ervirgoen („La naissance du droit est, par ailleurs, liée à la condition de l'éducation de l'enfant au Luxembourg“). Erausliese kéint een och, datt d'Residenzklausel u sech just e „critère administratif“ ass.

Elo stelle sech natierlech eng Rei Froen:

- 1) Géllt d'Erziehungspauschal elo tatsächlech fir all Kanner?
- 2) Wéi vill Demandé fir d'Erziehungspauschal goufe schonns ofgelehnt, well déi effektiv Residenz vun den Elteren (respektiv „parent bénéficiaire“) zum Zäitpunkt vun der Gebuert vum Kand am Ausland war?
- 3) Wéi vill Kanner, déi Usproch op d'Erziehungspauschal kéinte ginn a bei deenen de „parent bénéficiaire“ haut zu Lëtzebuerg wunnt, sinnen

a) am Ausland gebuer a

b) bei wéi villen dovunner huet de berechtigten Elterendeel zu deem Zäitpunkt net zu Lëtzebuerg gewunnt?

4) Sidd Dir bereet an Zukunft Är Dispenseméiglechkeet vun der Residenzklausel méi „large“ ze handhaben - andeem Dir elo an éischter Linn op d'Erziehung vum Kand hei am Land kucke wëllt?

Réponse (20.2.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

L'article 1^{er} de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation définit le champ d'application personnel de la prestation. Le texte prévoit une condition de résidence dont le chef du parent bénéficiaire qui, au moment de la naissance, doit être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg et y résider effectivement. Le seul critère pour faire naître le droit au forfait d'éducation reste celui de résidence effective du parent bénéficiaire, mais ce au moment de la naissance de l'enfant respectivement de l'adoption de l'enfant.

Au plan administratif, c'est le seul critère à pouvoir être vérifié et dès qu'il y est satisfait, l'organisme gestionnaire présume que l'éducation de l'enfant a également eu lieu sur le territoire luxembourgeois. La naissance du droit est, par ailleurs, liée à la condition de l'éducation de l'enfant au Luxembourg.

À l'heure actuelle, 198 dossiers ont été refusés, alors que cette condition de résidence effective n'a pas été respectée.

L'alinéa 2 de l'article 1^{er} prévoit en outre une ouverture quant à la condition du domicile et de la résidence effective et dispose que: «le Ministre ayant en ses attributions la Famille peut dispenser de la condition de résidence effective au Luxembourg si au moment de la naissance de l'enfant le parent était éloigné du territoire national pour des raisons de force majeure.» Pour autant que les dossiers à instruire ne démontraient le contraire le Fonds national de Solidarité n'a jusqu'à présent par encore prononcé de refus dans le cas d'une personne demanderesse dont la résidence effective a été au Luxembourg et dont le lieu de naissance de l'enfant a été à l'étranger.

Au fur et à mesure de l'instruction des dossiers relatifs à la problématique des enfants nés à l'étranger, les demandes de dispense vont être soumises pour approbation à Madame la Ministre de la Famille et le bénéficiaire est informé par écrit de la décision prise avec la possibilité soit d'une réclamation devant le Comité directeur endéans d'un délai de 40 jours, soit d'un recours auprès des juridictions sociales du Luxembourg après envoi d'une décision susceptible d'un recours.

Question 2571 (15.1.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le statut des agents municipaux:

Nach ëmmer ass feststellen, datt eng Rei sou genannten „agents municipaux“ (Pecherten) net an Eegeninitiativ Protokoller ausstelle kënnen, well se keen entsprechen- de Statut hunn.

Dowéinst, war ze héieren, géing elo esou e Statut ausgeschafft ginn. Bis haut gétt et awer keng nei Informatiounen, wat dese Statut ugeet - obwuel verschidde Gemengen, a besonnesch déi betreffen Agenten, esou e Statut dréngenst erbäiwünschen an och brauchen.

Am Zesammenhang mat de Kompetenzen tëschent Stat a Gemenge gouf an der zoustänneger Kommissioun iwwert d'Kompetenze vun den „agents municipaux“ diskutéiert, ouni datt awer mat konkrete Virschléi konnt ofgeschloss ginn.

Dofir dës Froen:

1) Wéi wäit sinn d'Aarbechten um Statut fir d'Pecherte fortgeschratt?

2) Wéini ass mat der éischter offizieller Versioun ze rechnen a wéini soll dës fir déi betreffen „agents municipaux“ gëllen?

3) A wat fir eng Richtung ziilt dese Statut, wat sinn déi wesentlech Punkten?

4) Ass eng Approche a Richtung deelweis Polizeikompetenzen an der Diskussioun an ass doriwwer schonns mat der Polizeidirektioun Récksprooch geholl ginn?

5) Gi Méiglechkeete geschaf fir déi Agenten, déi momentan net méi als Pecherte wierken, an den neie Statut ze integréieren?

Réponse (12.2.2004) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

1) - 3) An der Regierungserklärung vum 12. August 1999 huet de Statsminister gesot: «D'Regierung wäert duerfir surgen, datt d'Buergermeeschteren déi adequat Mëtelen an d'Hand kréien, fir hir Polizeiattributiounen effektiv kënnen auszuféieren. Zu deem Zweck kréien déi sou genannten „agents municipaux“ ee Statut, deen hinnen et soll erlaben, d'Applikatioun vun de Gemengereglementer effektiv ze kontrolléieren.»

Eng Reform vum Statut vun den «agents municipaux» bedéngt eng Analys vun zwee verschiddenen Aspekter: engersäits d'Erweiderung vun de Kompetenze vun deesen Agenten am Beräich vum Stroosseverkéier an anerersäits eng Ausdehnung vun hiren Attributiounen op de Beräich vun der Uwendung vun de Polizeireglementer an der Gemeng.

Den éischten Aspekt, deen d'Gesetzgebung iwwert de Stroosseverkéier betrëfft, ass an der staatlecher Verkéierskommissioun beilicht ginn. Dës Kommissioun huet hiren Avis den 20. September 2002 ofginn.

Den zweeten Aspekt, deen d'Gemengegesetz an d'Zesummenaarbecht mat der Police ugeet, ass amgang vun engem Aarbechtsgrupp am Ministère de l'Intérieur ënnersicht ze ginn. Dese Grupp stäipt sech bei senger Aarbecht op déi Prinzipien, déi d'Verkéierskommissioun an hirem Avis festgehalten huet. Dës Prinzipie si folgend: Et ass net néideg, den «agents municipaux» d'Qualitéit vun engem «officier de police judiciaire» oder engem «agent de police judiciaire» ze ginn. D'«agents municipaux» kréie keng Waff a si dierfen net Situatiounen ausgesat ginn an deene se riskéiere Gewalt mussen unzewenden. Si sollen eng Kontroll vun der Identitéit kënnen maache vun deene Leit, déi géint d'Gesetz handelen, awer keng Iwwerprüfung vun der Identitéit wéi se am Artikel 45 vum Strofgesetz virgesinn ass.

4) Et ass kloer, dass eng eventuell Reform vum Statut vum «agent municipal» net kann als Zil hunn, den «agents municipaux» Polizeikompetenzen, déi bis elo vun den Uerdnungskräften exercéiert ginn, ze iwwerdreien. Mir wäerten also keng nei «police municipale» schafen.

Dëst ass och ganz kloer d'Mee- nung vun der Polizeidirektioun, déi dat och ëmmer nees am Aarbechtsgrupp (cf. *Äntwert op déi 3. Fro*) virbruecht huet.

5) Wat déi lescht Fro vum Här Jaerling ubelaangt, wäert et esou bleiwen, dass nëmme vereedegt Fonctionnairen de Statut vum «agent municipal» kënnen kréien.

Question 2572 (15.1.2004) de M. Jean-Pierre Klein (LSAP) concernant les investissements en faveur des infrastructures scolaires:

Lors de la cérémonie des vœux de Nouvel An au Ministère des Travaux publics, Madame la Ministre a affirmé que les dépenses d'investissements en faveur des infrastructures scolaires faites au cours de la présente législature seraient supérieures à celles effectuées lors des 15 années précédant son entrée en fonction.

Sachant que tout Ministre des Travaux publics ne peut faire construire que les écoles qui sont proposées et dont le programme de construction est arrêté par le Ministre de l'Éducation nationale, Madame la Ministre des Travaux publics entend-elle suggérer que les Ministres ayant animé le Ministère de l'Éducation nationale pendant la période 1984-1999 n'aient pas fait leur travail?

- Madame la Ministre peut-elle dresser un tableau des investissements couverts par l'enveloppe de 559 millions € dont elle a fait état?

- Combien de ces projets et lesquels, exécutés ou en cours d'exécution, furent votés sous le précédent Gouvernement?

- Combien de projets et lesquels ont été initiés par le présent Gouvernement?

- Parmi ces derniers projets, lesquels ont déjà connu un débat d'exécution?

- Quelle partie des 559 millions € dont fait état le Ministre sera vraisemblablement utilisée sous le Gouvernement qui sortira du scrutin du 13 juin 2004?

- Quel fut le nombre de salles de classe préfabriquées utilisées par l'Éducation nationale au début de l'année scolaire 1999/2000? Combien de ces salles de classe préfabriquées servent au cours de la présente année scolaire?

- Le coût de ces salles de classe préfabriquées est-il contenu dans l'enveloppe des 559 millions €?

Réponse (13.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

Ma déclaration faite à l'occasion de la cérémonie des vœux de Nouvel An au Ministère des Travaux publics reflète assez fidèlement le texte issu de mon discours tenu au plénum de la Chambre des Députés concernant le projet de loi N°5196 - projet de loi relatif à la construction d'un lycée technique et d'un internat à Redange-sur-Attert.

En voici, verbatim, le formulé:

- Här President, Dir Dammen an dir Hären, ech si frou, dass mir haut dese Projet an där schéiner Unanimitéit gestëmmt kréien, a wann een den Iwwerbléck mécht, déi d'Investissementer, déi dës Regierung an d'Schoule gestach huet, da gesäit een, dass d'Schoul ganz kloer eng Prioritéit huet. An der Period vun 1985-1999 hunn déi successiv Regierungen der Chamber fir 547 Milliounen € Projeten zum Vote virgeluecht, déi alleguer- te gestëmmt gi sinn, déi deelweis ugefaange gi sinn, deelweis faerdeg gi sinn. An dës Regierung huet fir 159 Milliounen € Projeten en cours de route, si huet des Weidere Projete fir 400 Milliounen € gestëmmt oder en instance législative, dat heescht an der Kommissioun, insgesamt also e Montant vu 559 Milliounen €.

ad 1.1)

Les investissements couverts par l'enveloppe de 559 mio € sont regroupés en deux parties.

D'un côté, les investissements dont j'ai fait état se réfèrent, pour un montant de 159,79 mio € à des projets scolaires en cours de chan-

tier pendant la présente législature et énumérés ci-après:

Internat public à Diekirch	18,59 mio €
Lycée technique à Esch/Alzette - Raemerich	64,80 mio €
Lycée technique Nic Biever à Dudelange (Extension)	44,08 mio €
Lycée classique à Diekirch - Transformation	26,37 mio €
Lycée technique Joseph Bech à Grevenmacher (Extension)	5,95 mio €
Total:	159,79 mio €

D'un autre côté, un montant de 400,66 mio € est à retenir pour les six projets scolaires suivants, qui sont des projets en étude et votés au cours de la présente législature:

ad 1.2)	
Lycée du Nord à Wiltz (2 ^e phase)	66,00 mio €
Lycée technique Mathias Adam à Pétange	106,59 mio €
Bâtiment Annexe du Lycée technique à Dommeldange	26,70 mio €
Lycée technique et Internat à Redange/Attert	89,87 mio €
Lycée technique de Lallange à Esch/Alzette	98,00 mio €
Lycée Vauban	13,50 mio €
Total:	400,66 mio €

ad 2)

Les projets votés sous le précédent Gouvernement sont ceux qui correspondent aux cinq projets «en cours de chantier» énumérés sous le point 1.1) ci-avant.

ad 3)

Les projets initiés sous le présent Gouvernement sont ceux qui correspondent aux six projets «en étude» énumérés sous le point 1.2) ci-avant.

Peut-être convient-il d'y ajouter cinq autres projets, initiés mais non encore votés, et évoluant en phase de programmation et d'avant-projet, ainsi que de négociation avec divers autres intervenants. Ces projets scolaires sont les suivants:

Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg
Lycée technique à Junglinster
Deuxième École européenne à Mamer
Extension du Lycée technique à Bonnevoie
Lycée Hubert Clement à Esch/Alzette
ad 4)

Un démarrage des travaux d'exécution est à enregistrer pour les bâtiments du Lycée du Nord à Wiltz ainsi que pour le Lycée technique Mathias Adam à Pétange.

Pour ce qui concerne le premier nommé, il convient de noter que les travaux de démolition de l'École régionale ont été effectués, de même que la construction du parking provisoire. Par ailleurs, la soumission relative aux travaux de gros œuvre est fixée au 18 février 2004, de sorte que le début des travaux est à prévoir pour ce printemps.

Quant au bâtiment scolaire à Pétange, les travaux d'assainissement des terrains respectivement les travaux de terrassement ont débuté au mois de février 2004. L'ouverture de la soumission pour les travaux de gros œuvre ayant eu lieu le 28 janvier 2004, le démarrage de ces travaux est également envisagé pour ce printemps.

Pour ce qui concerne les quatre projets scolaires restants, c'est-à-dire les bâtiments scolaires à Dommeldange, Redange/Attert, Esch/Lallange et le Lycée Vauban, il faut préciser que ces projets évoluent en phase d'avant-projet détaillé notamment au niveau des études d'exécution.

ad 5)

À la date du 31 janvier 2004 il a été enregistré, pour les onze projets concernés, un montant de 136,1 mio € correspondant aux dépenses engagées et un montant de 68,1 mio € pour les dépenses effectivement liquidées.

Les montants exacts couvrant la pleine période jusqu'au 13 juin 2004 ne peuvent cependant être définis avec plus de précision. Il est évident que tous les travaux en cours seront poursuivis jusqu'à cette date pour être repris et continués sous le futur Gouvernement.

ad 6)

En début d'année scolaire 1999/2000, le Ministère de l'Éducation nationale signalait un nombre approximatif de 285 unités pour les salles de classe normales, les salles spéciales et les ateliers.

La présente année scolaire fait état d'un nombre approximatif de 295 unités pour ces mêmes besoins.

Une partie de ces salles préfabriquées résulte de la nécessité d'assurer la continuation des activités scolaires au niveau d'établissements existants et assujettis à des travaux de transformation. Ainsi, par la mise à disposition des salles, le prolongement normal de l'enseignement a pu être garanti en parallèle avec les activités du chantier.

Une autre partie de ces pavillons est plutôt liée à la nécessité de faire face à l'explosion considérable du nombre d'élèves au cours des dernières années, permettant ainsi de disposer d'une solution acceptable à court terme et largement préférable aux projets de nouvelles constructions qui sont toujours tributaires de délais en raison des multiples réglementations qui grevent leur processus administratif.

ad 7)

En principe, le coût des salles de classe préfabriquées n'est pas compris dans cette enveloppe, à l'exception toutefois du Lycée technique Nic Biever à Dudelange (pour un montant de 2,2 mio €) et du Lycée technique de Lallange à Esch/Alzette (0,9 mio €).

Question 2574 (15.1.2004) de M. Claude Meisch (DP) concernant la consommation des Alcopops:

Une étude réalisée par la «Bundeszentrale für Gesundheitliche Aufklärung» sur la consommation des Alcopops, c'est-à-dire des boissons sucrées mais fortement alcoolisées, a relevé des résultats alarmants. Ainsi 48% des adolescents entre 14 et 17 ans affirment consommer au moins une fois par mois de telles boissons. 39% des jeunes adultes déclarent boire régulièrement des Alcopops.

Des telles boissons sont également accessibles au Luxembourg.

Je voudrais donc savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il existe une étude sur la consommation au Luxembourg des Alcopops et leurs conséquences sur la santé? Existe-t-il des statistiques sur la consommation de telles boissons, détaillant notamment l'âge de ses éventuels consommateurs;

- quel est le cadre légal actuel de la distribution de ces boissons? À partir de quel âge l'achat de ces boissons est autorisé? La vente de ces produits notamment aux sta-

tions d'essence et dans les supermarchés n'incite-elle pas spécifiquement les adolescents à consommer de telles boissons;

- d'autres pays ont introduit (France, 1997) ou veulent introduire (Allemagne) une taxe sur la consommation de ces boissons. Quelle est l'intention du Gouvernement luxembourgeois quant à la vente de ces produits?

Réponse (20.2.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Je me permets de rendre l'honorable parlementaire attentif à la réponse, annexée en copie, que j'ai donnée en mai 2003 à une question parlementaire de Monsieur le Député Marco Schank, ayant partiellement le même objet (cf. *compte rendu N°15/2002-2003*).

J'y évoque l'étude «Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg», publiée début 2003, aux termes de laquelle 8,6% des garçons et 12,9 des filles de la tranche d'âge allant de 13 à 19 ans consomment des soft-drinks alcoolisés.

La décision de la médecine préventive de la Direction de la Santé a, ensemble avec le Centre de Prévention des Toxicomanies (CePT), édité un dépliant «Alkoholische Mischgetränke-Designerdrinks-Die süße Versuchung», largement diffusé.

Le CePT organise régulièrement des conférences à l'intention des parents et des formations continues à l'intention des enseignants et du personnel d'encadrement psycho social, reprenant entre autres le sujet en discussion.

Par ailleurs, la distribution des autocollants «Keen Alkohol ènner 16 Joer» aux commerces concernés et aux communes continue.

Pour ce qui est de la disponibilité des boissons alcoolisées dites pré-mixées sur le marché, la marge de manoeuvre des autorités nationales est considérablement restreinte, compte tenu du principe communautaire de la libre circulation des biens répondant aux exigences communautaires. Dans le contexte il échet toutefois de mentionner une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les obligations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires. Cette proposition concerne non seulement l'étiquetage, mais encore la présentation des denrées alimentaires ainsi que la publicité les concernant. Elle vise à interdire pour les boissons titrant plus de 1,2% d'alcool en volume toute allégation de santé et toute allégation nutritionnelle autre que celles portant sur une réduction de la teneur en alcool ou du contenu énergétique.

Question 2575 (15.1.2004) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le publipostage abusif ou „spamming“:

Le phénomène du «spamming» ou du «publipostage abusif» se définit comme l'envoi de courrier électronique non sollicité, le plus souvent à caractère commercial. Il a pour effet notable de ralentir les transmissions sur Internet et de participer activement au trafic existant sur le réseau pouvant aller jusqu'à la saturation de celui-ci. Le phénomène ne se limite pas aux utilisateurs privés d'Internet mais concerne aujourd'hui avant tout les messageries électroniques de nombreuses firmes et administrations publiques, qui sont de plus en plus polluées par ce publipostage.

Malgré l'existence de logiciels de filtrage, qui, tout au début, ont eu le mérite d'endiguer passagèrement ces messages, une solution technique durable semble être hors de

portée des décideurs politiques en la matière. Dans certains pays de l'Union européenne, comme la France, le législateur réfléchit sur une stratégie à emprunter pour maîtriser le problème et se trouve souvent divisé entre deux solutions juridiques permettant de réglementer le «spamming»: l'opt-in et l'opt-out.

Le système de l'opt-in interdit aux annonceurs l'expédition de messages publicitaires à leurs destinataires à moins que ceux-ci n'aient préalablement accepté d'en recevoir. Le système de l'opt-out permet au destinataire qui a reçu un courrier électronique non sollicité de s'opposer par la suite à l'envoi de nouveaux messages de l'expéditeur. Le régime de l'opt-in est donc bien plus protecteur pour l'internaute que l'opt-out, car il exige une autorisation préalable de celui-ci pour tout envoi de courrier. L'opt-in nécessite ainsi une démarche active, une manifestation de la volonté de l'internaute qui affirme expressément vouloir recevoir de messages publicitaires. L'opt-out permet en revanche d'envoyer des messages aux internautes sans interdiction de principe préalable, à charge pour eux de manifester leur refus de recevoir à l'avenir de tels messages. Par l'ordonnance N°2001-741 du 23 août 2001, la France a transposé la directive communautaire du 20 mai 1997 sur la vente à distance, soumettant le courrier commercial électronique au régime de l'opt-out.

Si mes informations sont bonnes, l'Union européenne n'a pas tranché de manière définitive entre l'opt-out et l'opt-in. La directive 97/7 du 20 mai 1997 sur la vente à distance prévoit un régime minimum de garanties en instaurant l'opt-out mais laisse aux États membres la possibilité d'instaurer un régime plus favorable au consommateur (l'opt-in). La directive 2000/31 du 8 août 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société d'information précise les modalités d'application de l'opt-out: elle impose une identification claire et non équivoque de l'émetteur dès la réception du courrier électronique par le destinataire et demande aux États membres de prendre des mesures visant à garantir que les prestataires qui envoient par courrier électronique des communications commerciales non sollicitées consultent régulièrement les registres „opt-out“ dans lesquels les personnes physiques qui ne souhaitent pas recevoir ce type de communications peuvent s'inscrire.

Le 12 juillet 2002 le Parlement européen a adopté la directive 2002/58 sur «le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques». Cette directive adopte l'opt-in car elle prévoit que la prospection commerciale au moyen de courriers électroniques envoyés par des „systèmes automatisés sans intervention humaine“ ne peut viser que des personnes ayant donné leur consentement préalable. Cependant, l'opt-out a vocation à s'appliquer lorsqu'une société a obtenu de ses clients leurs coordonnées électroniques et les exploite à des fins de prospection directe pour des produits ou services analogues qu'elle-même fournit.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie:

- Quels sont les efforts du Gouvernement luxembourgeois afin de maîtriser la problématique ci expliquée qui embarrasse de plus en plus les messageries électroniques et de nos citoyens et du monde professionnel?

- Est-ce que le Gouvernement entend légiférer en la matière? Quelle sera la base pour un éventuel texte législatif?

Réponse (11.2.2004) de M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie:

La directive 2000/31/CE relative au commerce électronique a laissé aux États membres le choix entre un régime de «opt-in» et un régime de «opt-out» en matière de communications commerciales non sollicitées. Dans le régime de l'«opt-in» aucune communication commerciale ne peut être envoyée à un client potentiel sans l'accord exprès préalable de celui-ci. Dans le régime de l'«opt-out» par contre, régime initialement retenu par le Luxembourg dans sa transposition de la directive, le commerçant peut envoyer des communications commerciales, sauf aux personnes qui ont expressément exprimé leur refus.

La directive 2002/58/CE sur le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques ne laisse plus le choix entre un régime de «opt-in» et un régime de «opt-out», mais impose clairement l'«opt-in», de sorte que la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique qui a transposé la directive 2000/31/CE va être modifiée dans ce sens. Ce projet (N°5095) est actuellement entre les mains du Conseil d'État.

Autrement dit, les communications commerciales non sollicitées à des clients potentiels sont aujourd'hui interdites, sauf dans le cas où il y a eu un contact antérieur entre le commerçant et le client au cours duquel le client a volontairement laissé ses coordonnées électroniques au commerçant. Même dans ce cas là, le client doit toujours être en mesure de refuser par la suite l'envoi de communications commerciales non sollicitées. Le commerçant est tenu de respecter cette volonté sous peine de sanctions prévues à l'article 48, paragraphe (4), du projet de loi N°5095. Les critères de forme qu'une communication commerciale électronique doit remplir sont par ailleurs clairement définis dans les articles 46 et 47 de la loi relative au commerce électronique pré mentionnée.

La loi relative au commerce électronique réglemente les communications commerciales, afin qu'un honnête commerçant situé à Luxembourg puisse s'adresser à des clients potentiels, se faire connaître, ceci dans un cadre bien défini. À l'époque des négociations sur la directive relative au commerce électronique et de sa transposition en droit luxembourgeois, le problème du «spamming» était loin d'être aussi aigu qu'aujourd'hui; à cette époque le spam ne représentait même pas 5% du trafic mondial de courrier électronique (aujourd'hui plus de 50%), de sorte que le législateur avait en effet souhaité laisser la possibilité aux entreprises luxembourgeoises, et particulièrement aux PME, d'utiliser l'Internet pour se faire connaître et faire connaître leurs offres, en choisissant l'opt-out, la loi sur le commerce électronique ne s'appliquant qu'aux opérateurs luxembourgeois. Mais ce choix n'aurait rien changé au phénomène du «spamming».

En effet, le phénomène du «spamming», encore appelé «junkmail», va au-delà de cette problématique. Le spam qui envahit les boîtes électroniques ne respecte aucune législation, qu'elle soit luxembourgeoise ou étrangère. Le spam, qui est souvent mensonger ou trompeur, consiste en l'envoi massif et indifférencié de communications commerciales qui, rien que dans leur forme, ne remplissent aucune des conditions qu'une communication commerciale électronique devrait remplir d'un point de vue légal. En général, les adresses des

expéditeurs n'existent plus une fois que les messages ont été envoyés, de sorte qu'on ne peut même pas s'opposer à ces envois. Le problème du «spamming» n'est pas un problème national, ni d'ailleurs un problème communautaire, c'est un fléau international. Ni une législation communautaire, ni a fortiori une législation luxembourgeoise, ne sont en mesure d'enrayer ce phénomène qui trouve son origine en très grande majorité dans les États tiers. À ce jour, 98% des spams viennent en effet des États-Unis. Il faut donc orienter les efforts dans d'autres directions pour voir quelle est la meilleure façon pour combattre le «spamming». Des efforts importants sont entrepris au niveau de l'OCDE et la Commission européenne travaille avec des représentants de la U.S. Federal Trade Commission, en charge de la problématique du spamming aux États-Unis est prévu, afin d'élaborer une politique commune contre le phénomène du «spamming».

Question 2576 (15.1.2004) de M. Patrick Santer (CSV) concernant les mesures pour la réduction des nuisances sonores dues au trafic:

Des routes fortement fréquentées, et a fortiori des autoroutes, engendrent une quantité importante de nuisances sonores. D'où la nécessité de prévoir dès leur conception des mesures réduisant autant que possible le bruit dû à la circulation afin de protéger autant que faire se peut la qualité de vie des riverains.

Lorsqu'une autoroute ou voie d'importante circulation routière a déjà été construite, des aménagements allant dans le sens de la réduction du bruit s'imposent de toute évidence. Pour ne prendre qu'un exemple: l'autoroute A6/E25 traverse la localité de Strassen. Utilisée comme moyen de transit pour traverser notre pays, et donc fortement fréquentée notamment par des poids lourds, cette autoroute génère de graves inconvénients pour les habitants de Strassen qui habitent le long de l'A6/E25.

- Quelles sont les mesures actuellement prévues lors de la conception d'une autoroute ou d'une voie de circulation importante en vue de réduire les nuisances sonores dues au trafic ou plus généralement pour préserver la qualité de vie des riverains?

- Est-ce que Madame la Ministre envisage de doter l'autoroute A6/E25 de dispositifs réduisant le bruit généré par la circulation sur cette voie? Plus particulièrement, ne serait-il pas approprié de couvrir la partie de cette autoroute qui traverse la localité de Strassen pour en quelque sorte l'encapsuler et réduire ainsi les nuisances sonores au minimum?

Réponse (20.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

En réponse à la question parlementaire de Monsieur Patrick Santer je puis fournir les précisions suivantes:

a) concernant la première question de l'honorable Député:

Au stade de la conception d'une voie de circulation rapide, la situation des immissions sonores est systématiquement analysée depuis dix ans. En défaut d'une législation spécifique, on se base sur un accord interministériel des Ministères de l'Environnement et des Travaux publics, pour dimensionner les protections phoniques éventuelles suivant la norme allemande RLS90. Les valeurs limites sont dans des quartiers résidentiels suivant la „Sechzehnte Verordnung zur Durchführung des Bundesimmissionsgesetzes“ 59 dB(A) pendant la journée et 49 dB(A) pendant la nuit.

b) en ce qui concerne la situation du bruit à la hauteur de Strassen, il faut savoir qu'au moment de la conception du Contournement Sud-ouest de la ville de Luxembourg la sensibilité pour l'impact sonore d'une voie de circulation à haut débit était inexistante. Dans les années quatre-vingt-dix, l'Administration des Ponts et Chaussées était de plus en plus sollicitée par des réclamations de riverains. Depuis la mise en place des protections phoniques entre Strassen et Helfenterbréck en 1993 (revêtement absorbant sur murs de soutènement, écrans transparents sur ponts, écrans en bois aux bords de l'autoroute), les services des Ponts et Chaussées n'ont plus été confrontés à des réclamations. Après la réduction du bruit de l'autoroute par les protections phoniques, c'est plutôt l'impact sonore de la route d'Arlon qui est prépondérant, de sorte qu'une couverture de l'autoroute - mesure extrêmement onéreuse et à la hauteur des rampes d'accès inefficace - ne donnera pas le résultat escompté.

Question 2579 (16.1.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'agrandissement du Centre socio-éducatif de l'État:

D'Regierung plangt zu Dräibuer de Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) duerch eng geschlossene Sektoun (UNISEC) fir kriminell Jugendlecher ze vergréisseren. Mengen Informatiounen no ass et awer elo esou, datt den Émweltministère d'Baupläng vun der Regierung en bloc verworf huet, well domadder anscheinend d'Natur ze staark ugegraff gëtt. Esou misst fir de Bau vun der UNISEC anscheinend eng Baach verluecht ginn. Déi negativ Auswierkung vum esou engem Agréff an d'Natur ka jidderee sech llicht virstellen.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un déi zwee Ministeren:

1. Stëmme meng Informatiounen, datt d'Pläng fir de Bau vun der UNISEC aus Émweltgrënn vum Émweltministère verworf gi sinn? Wa jo, aus wat fir enge geneeë Grënn?

2. Sinn déi zwee Ministeren an deem Fall net och der Meenung, datt de Site fir d'UNISEC domadder immens ongëschteg ass a sech also d'Sich no engem alternativ Site opzwéngt?

3. Rechtfertegt de Bau vun der UNISEC d'Verleeë vum enger Baach an domadder verbonnen esou e groussen Agréff an d'Natur? Wat géing esou en Agréff an d'Natur vun Aarbechten no sech zéien, a wéi héich wier de Käschtépunkt vun esou enger Operatioun?

Réponse (15.3.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

Et stëmmt net, dass den Émweltministère d'Pläng fir de Bau vun der Unité de Sécurité verworf huet. D'Bautenautorisation leien all vir.

Et stëmmt, dass zu Dräibuer um Site vum Centre socio-éducatif de l'État eng Baach verluecht gëtt. Dat huet awer direkt nëischt mat der Unité de Sécurité ze dinn. D'Baach leeft am Ablack duerch e Kanal ënner engem vun de Gebaier duerch. Bei all Héichwaasser entsti Problemer. Aus deem Grond gëtt vun de geplangten Aarbechte profitéiert, fir dës Situation an enker Zesummenaarbecht mat de kompetente Verwaltungen ze regelen.

Réponse (27.1.2004) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

(cf. compte rendu N°10/2003-2004)

Question 2580 (16.1.2004) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant l'entretien et la remise en état des gares qui ne sont plus desservies:

Le réseau ferré luxembourgeois est aujourd'hui constitué de 21 lignes différentes et s'étend sur une longueur totale de 274 km. Au cours des efforts de restructuration de ces dernières années, de nombreuses gares ont été soit fermées au trafic voyageurs, soit laissées à l'abandon.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports:

- Combien de gares ou points d'arrêt ne sont plus desservis par les trains des CFL?

- De quelle manière, les CFL ont organisé l'entretien ainsi que la remise en état de ces gares, qui, de leur point de vue architectural, constituent souvent de vrais monuments culturels?

Réponse (16.2.2004) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:

L'honorable Députée souhaite être informé sur la fermeture de gares au trafic voyageurs et sur l'entretien des gares existantes.

Au courant de la dernière décennie trois arrêts ont été fermés au trafic voyageurs. La gare de Rumelange-Ottange a été fermée en date du 2 juin 1996 suite à la demande de la commune de Rumelange qui voulait procéder à un réaménagement du centre de la localité. L'arrêt de Bellain a été abandonné en date du 24 mai 1998 suite à un manque de voyageurs utilisant cet arrêt. Enfin, l'arrêt de Luxembourg-Howald a été fermé en date du 24 septembre 2000 suite à une faible fréquentation de cet arrêt par les usagers du rail et dans le souci de ne pas entraver la fluidité du trafic sur la ligne ferroviaire de Zoufftgen/frontière à Luxembourg.

À côté des fermetures des gares précitées plusieurs arrêts ferroviaires ont par contre été mis en service. À partir du 29 septembre 1991 l'arrêt Cents-Hamm est desservi par les trains du trafic voyageurs de la relation Luxembourg-Wasserbillig. Une année plus tard l'arrêt d'Audun-le-Tiche en France a été mis en service, suivi de l'arrêt de Heisdorf sur la ligne de Luxembourg à Troisvierges/frontière en date du 23 mai 1993. La ville de Dudelange a reçu deux arrêts supplémentaires en date du 30 mai 1999. Avec la dernière rentrée scolaire en septembre 2003 l'arrêt de Mamer-Lycée a été mis en service. Enfin, l'arrêt de Volmerange-les-Mines est desservi par des trains voyageurs depuis le 14 décembre 2003.

Actuellement le réseau ferré luxembourgeois compte 67 gares et points d'arrêts ouverts au trafic voyageurs, y compris les deux arrêts d'Audun-le-Tiche et de Volmerange-les-Mines desservis par les CFL nonobstant le fait qu'ils sont situés sur le territoire français.

L'entretien des différentes gares et de leurs bâtiments ainsi que la maintenance des installations techniques sont assurés au besoin suivant les errements en vigueur aux CFL.

Les bâtiments n'ayant aucune utilité pour l'exploitation ferroviaire sont mis en état et transformés dans l'optique d'une nouvelle affectation. Le paiement des coûts de ces travaux fait l'objet de négociations avec les administrations communales concernées qui sont normalement autorisées moyennant contrat de bail à sous-louer les locaux en question.

Enfin, les bâtiments vétustes pour lesquels aucune affectation nouvelle compatible avec la proximité des voies ferrées ne peut être trouvée ou qui rendent impossible la

réalisation de nouveaux projets ferroviaires sont démolis.

Question 2581 (16.1.2004) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant la conduite de jour d'un véhicule avec phares allumés:

Des recherches dans toute l'Europe ont montré que deux tiers de tous les accidents de circulation avec blessés se sont produits de jour. Dans les années 70, on a constaté dans les pays scandinaves que l'introduction de la conduite de jour avec phares allumés a aidé à réduire le nombre des accidents de voitures survenant dans le trafic croisé. Les effets positifs de la conduite de jour avec les phares allumés me paraissent évidents:

- une nette réduction du risque d'accident par une meilleure perception des voitures des véhicules venant d'en face;

- une meilleure perception de son propre véhicule par les autres usagers du trafic, et ce notamment dans des conditions d'éclairage difficiles;

- une meilleure estimation de la distance des véhicules venant d'en face et une perception améliorée des mouvements du véhicule.

À l'instar de ce qui précède; j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois en ce qui concerne l'obligation pour les automobilistes luxembourgeois d'allumer leurs phares durant la journée pour les mois d'hiver et d'automne ainsi que lorsque les conditions météorologiques l'imposent?

- Quels sont les efforts au niveau de l'Union européenne en vue de règles communes, étant donné la situation dans les pays scandinaves et en Italie, où les automobilistes sont obligés d'allumer leurs phares durant leurs trajets sur les autoroutes et les routes nationales importantes?

Réponse (16.2.2004) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:

En se référant à plusieurs études européennes sur l'éclairage diurne des véhicules ayant démontré une augmentation de la sécurité routière, l'honorable Députée s'enquiert sur la position du Gouvernement quant à l'obligation de l'éclairage des véhicules le jour et sur les efforts entamés au niveau de l'Union européenne en vue de l'introduction de règles harmonisées sur ce plan.

Les récentes analyses faites au niveau européen au sujet des effets de l'éclairage diurne des véhicules sur la sécurité routière concluent sans équivoque à l'existence d'un effet bénéfique.

Les craintes antérieurement exprimées en ce qui concerne d'éventuels effets négatifs de l'éclairage diurne sur la visibilité d'autres usagers de la route, dont notamment les motocyclistes, les cyclistes et les piétons, sont relativisées dans les études récentes.

Persistent néanmoins des arguments d'ordre économique et écologique contre l'introduction d'une telle mesure, en particulier pour ce qui est de l'augmentation de la consommation de carburant, des émissions de CO₂ et de la consommation d'ampoules.

En conséquence et dans l'optique d'une harmonisation de l'éclairage diurne des véhicules au niveau communautaire, la Commission européenne a lancé une étude qui

devrait, d'une part, fournir les éclaircissements supplémentaires nécessaires quant aux aspects techniques, environnementaux et financiers liés à une telle mesure et, d'autre part, faire des recommandations sur les modalités de mise en œuvre de cette mesure.

Au début des années 90, le Ministère des Transports avait été d'accord pour participer à une initiative du BÉNELUX qui prévoyait une expérience pilote à réaliser dans les trois pays en vue de pouvoir conclure sur les bienfaits sur la sécurité routière de l'éclairage diurne obligatoire. Cette initiative a échoué suite au retrait des autorités néerlandaises.

Dans les conditions données, il me semble de mise d'attendre l'aboutissement des études communautaires en cours et les propositions que la Commission européenne en dégagera avant de réserver à l'idée de l'usage diurne des feux les suites appropriées, de préférence dans le cadre d'un projet commun à l'ensemble de l'Union européenne.

Question 2584 (20.1.2004) de M. Gusty Graas (DP) concernant les substances nauséabondes déversées dans l'Ernz Noire:

La Direction des Douanes et des Accises a récemment communiqué qu'à proximité immédiate de la cascade dite «Schiessentümpel» des substances nauséabondes s'étaient déversées dans l'Ernz Noire. Suite à des analyses de laboratoire, il se serait révélé que les substances prélevées étaient hautement nocives pour la faune et la flore aquatiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- De quelles substances s'agit-il exactement?

- Quelle fut l'envergure des dégâts causés, surtout concernant le cheptel piscicole?

- Quelles mesures furent prises afin de remédier à cette pollution?

Réponse (20.2.2004) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Les substances détectées dans l'Ernz Noire à la hauteur de la cascade «Schiessentümpel» étaient essentiellement des matières organiques consommatrices d'oxygène. Les analyses ont en particulier permis de détecter de l'alcool éthylique dont la présence laisse supposer que l'origine de la pollution réside dans des rejets de distillerie.

À ma connaissance, aucun dépérissement de poissons n'a été signalé; néanmoins, sur une longueur d'une centaine de mètres, tous les micro-organismes benthiques ont été détruits, ce qui porte à admettre que le rejet a été répitif.

Les fonctionnaires des Services de la Gestion de l'Eau ont procédé immédiatement à une investigation sur place et ont pu identifier une entreprise qui pourrait être à l'origine du rejet. Comme cette entreprise est tenue, au titre de son autorisation délivrée conformément à la loi sur les établissements classés, de collecter tous ses effluents potentiellement polluants dans une citerne étanche, l'Administration de l'Environnement a été mise en intervention. Elle a pris toutes les mesures qui s'imposent pour que les rejets en question soient arrêtés.

Question 2585 (21.1.2004) de Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV) concernant l'assurance dépendance:

L'article 393 de la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance comporte pour les prestataires du maintien à domicile l'engagement de dispenser les aides et soins de façon continue de jour et de nuit pendant tous les jours de l'année. Si mes informations sont bonnes, le projet de loi N°5146 modifiant différentes dispositions du code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance prévoit d'abroger les dispositions de l'article 393, pour le compte d'un nouvel article 388. Cette modification supprime le terme «de jour, et de nuit» de la version actuelle du texte de la loi de 1998. Cette suppression est justifiée dans l'exposé des motifs comme suit:

«... en ce qui concerne précisément le maintien à domicile, bien que des efforts soient réalisés, il n'est pas encore possible aux réseaux du maintien à domicile de garantir une prise en charge de nuit (...). On notera cependant que les prestataires du maintien à domicile semblent maintenant en mesure d'assurer la prise en charge continue tous les jours de l'année. Il a ainsi semblé judicieux de supprimer „de jour et de nuit“.»

Or la dispensation continue des aides et des soins de jour et de nuit pendant toute l'année constitue une des conditions sine qua non pour le maintien des personnes âgées à leur domicile.

Dans ma question parlementaire N°1589 du 22 mars 2002 (cf. compte rendu N°6/2001-2002), Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale m'a répondu qu'un groupe de travail aurait été instauré afin de préparer les modifications à envisager au niveau de la législation sur l'assurance dépendance et que la prise en charge des aides et soins par les réseaux professionnels de l'assurance dépendance pendant la nuit figurerait parmi les sujets qui sont traités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce que la modification susmentionnée est un des résultats de ce groupe de travail?

- Quelles sont les autres conclusions de ce groupe?

- En cas de changement de la législation qui va prendre soin des personnes âgées pendant la nuit?

- Est-il envisagé d'instaurer un service d'urgence pour les personnes âgées ayant besoin d'une aide ou d'une personne pendant la nuit?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas une augmentation considérable des demandes d'admission en maisons de soins en cas de modification de la législation?

Réponse (26.2.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Alors que l'alinéa 3) de l'article 393 de la loi du 19 juin 1998 portant introduction de l'assurance dépendance engage les prestataires à assurer «la dispensation continue des aides et des soins de jour et de nuit pendant tous les jours de l'année», cette disposition est restée lettre morte depuis sa mise en vigueur.

Le contrat d'aides et de soins négocié entre l'Union des Caisses de Maladie et les prestataires d'aides et de soins œuvrant dans le cadre du maintien à domicile retient en effet à son article 12, que cet engagement à dispenser de façon continue de jour et de nuit les aides et soins se réfère uniquement à la plage horaire située entre 6 heures du matin et 22 heures du soir. Aucune prise en charge, ni service d'urgence ne sont dès lors envisagés entre 22 heures du soir et 6 heures du matin.

Le groupe de travail instauré afin de préparer les modifications législatives à envisager au niveau de

l'assurance dépendance a aussi traité le sujet de la prise en charge des personnes dépendantes à leur domicile pendant la nuit.

L'exposé des motifs du projet de loi N°5146 reprend les conclusions dudit groupe dans les termes suivants: Garantir une prise en charge continue, y compris la nuit, reste bien entendu un objectif à moyen terme mais ne s'avère pas encore possible actuellement, les réseaux du maintien à domicile n'étant pas en mesure pour l'instant de garantir cette prise en charge de nuit.

Force est de constater qu'il n'est pas dans les intentions du groupe de travail de proposer une modification de la législation en vue d'empêcher la prise en charge de nuit des aides et soins, mais plutôt d'accorder la législation actuelle de l'assurance dépendance avec son application effective sur le terrain. C'est ensuite au niveau de la convention cadre, prévue au nouvel article 388 dudit projet de loi, que seront définitivement négociées les applications pratiques des textes législatifs afférents, notamment en ce qui concerne l'engagement de dispenser les aides et soins de façon continue tous les jours de l'année et donc aussi au cours de la nuit.

Considérant que parmi les 6.703 bénéficiaires de l'assurance dépendance au premier juin 2003, 2.649 séjournent en établissement d'aides et de soins ce qui représente environ 60% de la capacité d'accueil en long séjour, on ne peut craindre que cette modification législative engendre un quelconque changement dans la prise en charge actuelle des personnes dépendantes vivant à domicile et n'augmente le nombre des demandes d'admission en établissement d'aides et de soins.

Question 2586 (21.1.2004) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le remboursement partiel des médicaments homéopathiques:

Le Conseil de Gouvernement a décidé de rembourser en partie les médicaments homéopathiques qui avaient été déremboursés dans un premier temps par la loi sur la liste positive des médicaments.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- 1) Quelle est la procédure qui a été retenue pour faire avancer ce dossier?
- 2) Quelle sera la date probable avec laquelle on pourra compter pour bénéficier du remboursement partiel des médicaments homéopathiques?
- 3) Quelles seront les modalités du remboursement?
- 4) Est-ce que les médicaments homéopathiques complexes (c'est-à-dire avec plusieurs substances médicamenteuses) entreront aussi dans le remboursement?

Réponse (26.2.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

J'ai l'honneur de signaler à Monsieur le Député que le projet de loi N°5260 modifiant l'article 22 du code des assurances sociales a été déposé à la Chambre des Députés le 8 décembre 2003. Ce projet a pour objet de préciser le principe de l'inclusion de certaines catégories de médicaments homéopathiques dans la liste positive et, en raison de la nature spécifique des médicaments homéopathiques, d'en différencier les critères d'inscription par rapport notamment aux médicaments allopathiques.

Le projet prévoit d'inclure dans la liste positive exclusivement les médicaments homéopathiques unitaires fabriqués à partir de

souches végétales, minérales ou chimiques et commercialisés sous les formes pharmaceutiques orales de globules, granules, comprimés ou gouttes.

Il ne m'appartient pas de me prononcer sur les futures modalités de remboursement des médicaments homéopathiques alors que leur fixation ressort de la compétence de l'Union des Caisses de Maladie.

Question 2588 (21.1.2004) de M. Gusty Graas (DP) concernant le règlement de la part de la Bibliothèque nationale du prix de revient des publications soumises à l'obligation du dépôt légal:

Le règlement grand-ducal du 10 août 1992 réglementant le dépôt légal en faveur de la Bibliothèque nationale en tant qu'agence bibliographique, soumet à l'obligation du dépôt légal les publications de toute nature, imprimées ou reproduites par un procédé autre que l'imprimerie. Ainsi les livres, brochures et périodiques doivent y être déposés en quatre exemplaires. Sauf pour les publications dont le prix de vente dépasse le montant de 150 €, le dépôt légal ne donne lieu à paiement.

Or, ces publications se trouvent en libre accès pour consultation sur place, voire sont disponibles pour prêt à domicile. Ainsi, certaines publications sont librement accessibles au public sans pour autant que l'auteur ou l'éditeur n'ait été indemnisé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Ne serait-il pas opportun de prévoir le règlement de la part de la Bibliothèque nationale du prix de revient des publications soumises à l'obligation du dépôt légal?

Réponse (2.3.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

À la fin du 19^e, mais surtout au 20^e siècle, presque tous les pays du monde se sont dotés des instruments légaux nécessaires à l'introduction du dépôt légal en faveur de leurs bibliothèques nationales ou d'autres organismes agréés. Dans tous ces pays, le dépôt légal ne donne pas lieu à paiement sauf dans certains cas exceptionnels définis par la loi.

Au Luxembourg, le dépôt légal fut introduit par la loi du 5 décembre 1958 portant organisation de la Bibliothèque nationale et des Archives de l'État. Depuis, il a été réformé et trouvé ses bases légales dans l'article 9 de la loi du 28 décembre 1988 portant réorganisation des instituts culturels de l'État qui a été précisé par le règlement grand-ducal du 10 août 1992 réglementant le dépôt légal en faveur de la Bibliothèque nationale en tant qu'agence bibliographique.

Le dépôt légal a pour fonction essentielle de préserver pour les générations futures l'ensemble du patrimoine imprimé de la nation. Il permet à la Bibliothèque nationale de jouer son rôle de conservatoire de la mémoire collective nationale et contribue ainsi à assurer la traçabilité de la production intellectuelle de notre pays. Des quatre exemplaires de livres, brochures ou périodiques qui entrent par dépôt légal, un exemplaire est immédiatement transféré à la collection dite «gelée» ou «de sécurité» qui - par souci de préservation - n'est pas accessible au public. Un exemplaire est réservé à la consultation sur place et donc exclu du prêt.

Conformément à l'article 9 du règlement grand-ducal du 10 août 1992, un exemplaire des ouvrages

ayant trait à la langue et à la littérature luxembourgeoises et aux domaines connexes est transmis au Centre national de Littérature à Mersch.

Les ouvrages entrant par dépôt légal sont catalogués et intégrés dans le catalogue en ligne de la Bibliothèque nationale et des bibliothèques associées. Ils sont recensés dans la Bibliographie nationale qui est diffusée non seulement au Luxembourg, mais également à l'étranger, notamment dans les bibliothèques nationales des pays européens. La Bibliographie nationale paraît tous les ans, depuis 2003 également en version en ligne consultable sur le site Internet (www.bn.lu) de la Bibliothèque nationale.

Afin de pouvoir répondre correctement à sa mission de conservation à long terme du patrimoine imprimé de la nation d'une part, et à sa mission de diffusion et de promotion de la culture nationale d'autre part, la Bibliothèque nationale acquiert au moins deux exemplaires supplémentaires des titres déposés par les éditeurs.

Il est intéressant de relever encore que la récente étude sur «Les pratiques de lecture au Luxembourg», réalisée par le CEPS/INSTEAD à la demande du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, met en évidence que c'est parmi les lecteurs qui lisent le plus et achètent le plus de livres que «figurent les plus fortes proportions d'emprunteurs de livres en bibliothèque» (p. 69).

Il résulte de ce qui précède que le dépôt légal à titre gratuit se justifie par la nécessité de la conservation du patrimoine national imprimé ainsi que par la mission de diffusion de la culture nationale octroyée à la Bibliothèque nationale et que les éditeurs bénéficient, en contrepartie du dépôt gratuit, de la promotion de leurs publications et de leur valorisation à long terme, y compris lorsque ces publications ne seront plus disponibles en librairie.

Question 2589 (22.1.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant l'élimination des cadavres d'animaux:

Les communes sont assez souvent confrontées à la problématique de l'élimination des cadavres d'animaux, du fait qu'elles ne disposent pas des infrastructures adéquates en la matière. Les interventions ponctuelles des services des sapeurs-pompiers qui s'en chargent ne constituent en aucun cas une solution satisfaisante. Un certain nombre de firmes s'étant spécialisées dans ce domaine organisent des collectes gratuites pendant les jours ouvrables. En pratique, les cadavres sont enlevés le lendemain de l'enregistrement et éliminés au clos d'équarrissage du Schwanenthal. Il est toutefois souhaitable que les communes disposent d'une structure centrale qui pourrait s'adresser à plusieurs communes dans le cadre d'une organisation intercommunale ou régionale.

Dans ce contexte, je désire poser les questions suivantes au Ministre de l'Agriculture:

- Quelle est la base législative en matière d'élimination de cadavres d'animaux?
- Comment et sous quelles conditions l'élimination de cadavres d'animaux peut-elle s'organiser aux niveaux communal, intercommunal ou régional?

Réponse (8.3.2004) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

Pour répondre à la question parlementaire de l'honorable Monsieur Jean-Marie Halsdorf au sujet de la problématique de l'élimination des cadavres d'animaux au niveau communal, il importe de distinguer entre animaux de compagnie et animaux de production.

Concernant les cadavres des animaux de production, y compris les viandes confisquées et les déchets de viande, la loi du 6 septembre 1962 concernant la destruction et l'utilisation des cadavres d'animaux, de viandes confisquées et des déchets de viande et son règlement d'exécution du 4 juillet 1973 disposent que les cadavres d'animaux des espèces chevaline, bovine, porcine et caprine d'un poids supérieur à 25kg sont à céder exclusivement au clos d'équarrissage au Schwanenthal.

Par contre, les cadavres d'animaux des autres espèces, ne sont à céder obligatoirement au clos que sur réquisition du vétérinaire inspecteur et seulement dans le cas où ils sont morts par suite d'épizootie.

L'élimination des cadavres d'animaux de compagnie n'est donc pas réglementée d'une manière conséquente. En pratique, on constate qu'elle est réalisée actuellement de la manière suivante:

- soit le propriétaire délaisse le cadavre au médecin vétérinaire traitant qui charge la société du clos d'équarrissage du Schwanenthal de la collecte;

- soit le propriétaire contacte lui-même le clos d'équarrissage pour venir enlever le cadavre à sa propriété. Cette variante court le risque que le ramassage ne soit effectué qu'après un certain délai et que le camion de collecte, en circulant dans les ruelles des grandes agglomérations, ne soit cause de nuisances olfactives;

- dans certaines communes, la collecte ou du moins l'entrepôt réfrigéré des cadavres d'animaux est assuré par les services des sapeurs-pompiers.

Il ressort de ces constatations qu'une certaine logistique concernant l'enlèvement des cadavres d'animaux de compagnie est mise en place, mais que cette élimination pourrait être améliorée, surtout dans les grandes agglomérations où la détention des animaux de compagnie est à tendance croissante.

Le système d'enlèvement des cadavres d'animaux pourrait être amélioré par l'une des variantes actuellement en discussion au niveau des Services vétérinaires:

- une collecte séparée des cadavres d'animaux de compagnie au moyen d'un véhicule spécialement adapté mis en service par la société du clos d'équarrissage du Schwanenthal à l'instar d'un service semblable existant actuellement au niveau régional en Belgique. D'après les dires de l'exploitant de cette société, trois tournées hebdomadaires seraient à envisager;

- l'installation, sur les sites des centres de recyclage des déchets intercommunaux, d'entrepôts frigorifiques à basse température pour la réception des cadavres d'animaux de compagnie et qui seraient enlevés régulièrement par les soins de la société du clos d'équarrissage;

- la réalisation d'un centre d'incinération pour animaux de compagnie; certaines initiatives entamées à ce sujet par des particuliers seraient à soutenir, notamment par les communes afin d'assurer une élimination correcte et digne de ces animaux.

Question 2593 (23.1.2004) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'augmentation des tarifs de l'École européenne:

Il me revient que l'École européenne de Luxembourg s'apprête à augmenter très sérieusement les tarifs pour les enfants résidents dont les parents ne sont pas membres d'une institution communautaire.

Madame le Ministre peut-elle me confirmer qu'une telle augmentation est prévue et quels sont les montants en cause? Pourquoi l'École européenne envisage-t-elle cette augmentation?

Réponse (11.2.2004) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

L'organisation des Écoles européennes ne relève pas de la compétence des États sur le territoire desquels elles sont implantées. Néanmoins, à ce stade je suis en mesure de vous donner les informations suivantes.

Le minerval des enfants fréquentant une école européenne et dont les parents ne travaillent pas auprès d'une institution européenne est fixé par le Conseil supérieur des Écoles européennes.

À l'ordre du jour de la dernière réunion du Conseil supérieur (26 au 28 janvier 2004) figura la demande du représentant de la Commission européenne de fixer progressivement le minerval pour ces enfants au montant du coût réel d'un élève, c'est-à-dire à environ 10.000 euros par année scolaire.

La Commission européenne, dont la contribution financière au budget global des écoles européennes s'élève à environ 60%, a présenté cette demande à cause des restrictions budgétaires auxquelles elle dit devoir faire face.

Faute de temps, ce point de l'ordre du jour n'a pu être traité lors de la réunion du 26 au 28 janvier 2004.

Question 2594 (23.1.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la cellule de reclassement - Arcelor:

Mengen Informatiounen no wëllt d'Direktioun vun Arcelor massiv Personal an der CDR (Cellule de reclassement), déi deelweis vum Stat subventionéiert gëtt, versetzen. Besonnesch eeler Mataarbechter mat langen Dénagschtjore schéngen mengen Informatiounen no viséiert, sécherlech wéint hire méi héije Lounkäschten.

Doniewent maache sech d'Sidérurgisten a mengen Ae berechtigt Gedanken doriwwer ob d',Préretreite ajustement" weidergefouert gëtt.

Kënnen déi Häre Ministere mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass der Regierung bekannt, datt Arcelor amgaangen ass eng Opstockung vun vun der CDR virzehuelen?
2. Wéi vill Sidérgüsté sinn an der CDR ageschriwwen? Op wat fir enger Affektatioun an op wat fir eng Aart a Weis ginn hir Lounkäschte vun Stat iwwerhollt?
3. Huet d'Arcelor eng Demande agereecht fir d',Préretreite-ajustement" weiderzeféieren? Wa jo, ënner wat fir enge Bedingungen?
4. Huet d'Zouso fir d'Weiderféiere vun der „Préretreite-ajustement" eppes dermat ze dinn, datt elo d'CDR opgestockt soll ginn?
5. Huet d'Regierung der Arcelor Zousoe gemaach am Zesammenhang mam Opstocke vun der CDR oder mat der Erhéijung vun de staatleche Subsidé fir d'CDR?

Réponse (1.3.2004) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. De «Comité de surveillance des effectifs de la sidérurgie», zesumme gesat aus Vertrieeder vun Aarbechtsministère, dem Wirtschaftsministère, der Direktioun vun Arce-

lor an den zwou national representative Gewerkschaften, kënn re-gelméisseg zesummen.

Während dëse Sëtzunge gëtt och d'Evolution vun de Leit an der CDR analyséiert an et konnt ee feststellen, dass d'Zuel vun den ageschriwwene Leit am Joer 2003 zréckgaangen ass.

Am Fall wou d'wirtschaftlech Entwécklung géif een negativen Impakt op dës Evolution hunn, wäerten déi zoustänneg Instanze sech mat där Problematik beschäftegen.

2. An der Moyenne waren am Joer 2003 301 Siderurgisten am Sulfefectif, 85 goufen un extern Firmae verléint, 16 ware mat Noutstands-aarbechte beschäftegt an 200 hunn Aarbechten op internë Chantiere verriicht.

D'Finanzéierung vun der CDR ass an de Bestëmmunge vum Accord Tripartite-Stolsecteur vum 9. Januar 2002 virgesinn.

Den Accord gesäit vir, datt d'CDR weider dem Iwwerschoss vu Leit an der Lëtzebuurger Stolindustrie bis Enn 2004 Beschäftegung soll ubidden. Am Prinzip leeft d'CDR also Enn 2004 aus an domat dem Stat seng Partizipatioun.

D'Finanzéierungskonditiounen hunn net geännert: Verrechnung vun der Aarbecht un d'Gesellschaft wou se beschäftegt sinn an Deelen vun de reschtliche Käschten, déi net ofgedeckt sinn, zu 80% duerch de Beschäftegungsfong an zu 20% duerch d'Entreprises, déi Personal verléinen.

D'Paie vum Personal, dat aussergewéinlech Aarbechte verriicht, baséiere sech op Kontrakter mat deene betreffende Verwaltungen.

3. + 4. D'Konventioun „préretreite-ajustement“ leeft nach bis den 31. Dezember 2004 a momentan läit keng Demande vir, fir d'Konventioun doriwwe eraus weiderzeféieren.

5. D'Regierung ass net mat enger dementspreechender Demande konfrontéiert zinn an huet also och keng esou Zousoe gemaach.

Question 2595 (26.1.2004) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la législation en matière d'offre de programmes télévisés:

Si mes informations sont bonnes, la société Coditel est actuellement la seule société ayant enlevé le programme Eurosport de son offre de programmes via télédistribution. Cette suppression a été effectuée sans avertissement préalable des consommateurs, qui se retrouvent désormais privés d'un programme sportif de très bonne qualité. Je tiens à vous rappeler qu'Eurosport a signé un accord avec l'Association des Antennes collectives (AAC), qui devrait normalement garantir une transmission dudit programme par tous les offreurs de programmes via télédistribution.

Comme conséquence inhérente, il me semble qu'une telle manière d'agir de la société susmentionnée contribue à détourner le consommateur vers les programmes transmis via satellites, provoquant ainsi une multiplication d'antennes paraboliques dans nos villes et localités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Communications:

- Est-ce que la société Coditel a agi en toute conformité avec les dispositions législatives en vigueur?

- N'estimez-vous pas opportun d'envisager une modification de la législation en vigueur afin de garantir que le téléspectateur puisse se réjouir d'une offre de programmes qui correspond au mieux à ses préférences télévisuelles?

Réponse (11.3.2004) de M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications:

En matière de retransmission de programmes par les réseaux de télé-distribution luxembourgeois, trois cas de figure différents peuvent se présenter: en règle générale les câblodistributeurs reprennent les programmes gratuitement. Uniquement les droits d'auteur sont acquittés. Mais dans certains cas l'opérateur du réseau est prêt à payer au-delà des droits d'auteur une certaine somme à l'éditeur du programme pour avoir le droit de retransmettre ce programme. À l'inverse il existe aussi des cas où c'est l'éditeur du programme qui doit rémunérer le câblodistributeur afin que son programme soit repris dans le câble.

D'après mes informations les opérateurs de télédistribution ne peuvent pas reprendre gratuitement le programme Eurosport, la société éditrice de ce programme demandant une rémunération non négligeable. Aucune disposition légale n'oblige la société Coditel à retransmettre ce programme.

Je suis certes favorable à une extension des possibilités actuelles dont disposent les pouvoirs publics pour imposer aux câblodistributeurs des obligations en matière de retransmission de programmes. Ainsi les câblodistributeurs pourraient être obligés de distribuer certains programmes ayant un intérêt particulier pour le public résident. Pour d'autres programmes ils devraient au moins être tenus d'offrir leur service dans les limites de la capacité disponible et dans des conditions non discriminatoires.

Cependant il ne me semble pas opportun d'obliger un câblodistributeur de reprendre un programme pour lequel on lui demande une rémunération spécifique, au-delà des droits d'auteur normalement dus. Ce coût risquerait d'ailleurs d'être répercuté sur le prix de l'abonnement des téléspectateurs. En ce sens je ne suis pas favorable à la modification législative suggérée.

Je rappelle aussi que ce sont surtout des programmes bénéficiant d'une concession luxembourgeoise et conçus spécifiquement pour le public luxembourgeois qui se voient actuellement contraints de payer pour avoir accès à certains réseaux câblés. Il serait pour le moins paradoxal que les autorités publiques obligent un câblodistributeur à retransmettre un programme comme Eurosport exigeant une rémunération substantielle, alors même que des programmes luxembourgeois disponibles gratuitement doivent eux payer pour être repris par le câble.

Question 2596 (26.1.2004) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant le projet de construction d'un magasin IKEA:

De grouse Miwwelkonzern IKEA plängt am Gewerbegebit zu Grass, just hannert der Grenz, de Bau vun engem grouse Miwwel-geschäft. Dës Pläng suergen nawell fir vill Opreegung, well esou e Projet e groussen Afloss op d'Liewensqualitéit vun de Bierger huet an d'Ëmwelt nohalteg beaflosst gëtt. Enner anerem gëtt wéinst méi engem grouse Verkéier an enger Verschlechterung vun der Liewens-qualitéit vun zwou lëtzebuergesche Gemengen d'Annuléierung vun der Genehmigungsprozedur fir IKEA gefuerdert. D'Ëmweltverwaltungs-Regierung soll an dësem Sënn bei der belscher Regierung intervenéieren.

Op enger Pressekonferenz ass och signaléiert ginn, datt géint déi europäesch Direktiv verstouss gëtt, well d'Belsch sech anscheinend bis elo net mat der lëtzebuergescher Regierung concertéiert huet,

wat awer bei engem Projet, dee grenzüberschreitend Auswierkungen huet, obligatoresch ass. Bis elo wieren déi lëtzebuergesch Autoritéiten iwwert d'Pläng vun IKEA net informéiert ginn. Doniewent ginn och nach eng ganz Rei vun Ëmweltproblemer opgeworf (Iwwerschwemmungsgefahr, Ofwässer, Buedemversiegelung asw.).

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ass eis Regierung iwwert d'Baupläng vun IKEA, konform zu den europäeschen Direktiven, vun der belscher Regierung informéiert ginn? Wann neen, firwat net? Wa jo, huet do schonns en Austausch vun den Observatiounen a Bedenke stattfonnt a sinn eventuell Problemer schonns beschwat ginn?

2) Gedenkt déi lëtzebuergesch Regierung bei de belschen Autoritéiten ze intervenéieren, fir dëse Projet ze verhënneren an op déi eventuell Nodeeler fir d'Awunner an d'Ëmwelt opmierksam ze maachen?

3) Wéi eng Haltung gedenkt d'Regierung an Zukunft an deem Dossier anzehuelen?

Réponse (19.2.2004) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

1) Der Regierung ass den Dossier net offiziell geschéckt ginn. D'Ëmweltverwaltung huet eng Kopie vum Dossier beim Ministère de la Région wallonne - Direction de la Prévention et des Autorisations - vun Namur ugefrot an den 30. Januar 2004 krit. Et schéngt esou ze sinn, dass keen direkte Verstouss géint d'Impaktstudiendirektive virläit, well déi Direktiv fir déi Kategorie vu Projeten net applicabel ass. Et ass ze klären, ob dat intert belscht Recht respektéiert ginn ass. No eisem interne Recht hätten d'Nopeschgemengen eng Kopie vum Dossier misse kréien. D'Regierung wäert an hiren Observatiounen zum Dossier dorop agoen. D'Waasserwirtschaftsamt ass vun den Nopeschgemengen ugeschwat gi fir d'Ofwaasserproblematik ze studéieren.

2) D'Regierung setzt sech, wéi déi concernéiert Gemengen, dofir an, d'Liewensqualitéit vun de betraffene Bierger ze schützen. D'Regierung wäert den zoustänneg belschen Autoritéiten Observatiounen zum Dossier zoukomme loossen a se opfuerderen deene Rechnung ze droen.

3) D'Regierung pousseiert de Suivi vum Dossier fir gegebene-falls nom Proportionalitéitsprinzip ze intervenéieren an encouragéiert déi zoustänneg Gemengen dat Noutwendegst ze ënnerhuelen, fir hir Bierger ze schützen.

Question 2597 (26.1.2004) de M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) concernant l'augmentation de l'incidence de troubles dépressifs:

Depuis quelques années, force est de constater que les maladies dites „psychiques“ et plus spécialement des troubles dépressifs ou des dépressions manifestes connaissent une évolution inquiétante.

Ainsi dans certains pays avoisinants, l'augmentation de l'incidence de troubles dépressifs se traduirait aussi bien au niveau du nombre et de la durée des attestations de congés de maladies qu'au niveau du nombre des prescriptions de médicaments antidépresseurs.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Santé les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques fiables relatives à l'incidence et l'évolution de troubles ou pathologies dépressives dans notre pays?

- Si tel est le cas, quelle est l'évolution des chiffres y relatifs?

- Quelles sont, d'après Monsieur le Ministre de la Santé, les raisons essentielles de l'augmentation de l'incidence des troubles ou pathologies dépressives?

- Quelle est l'incidence éventuelle de facteurs économiques et sociaux?

- Quelle est l'incidence éventuelle sur l'organisme humain de contaminants chimiques à faible dose, par exemple de substances neurotoxiques ou de perturbateurs endocriniens?

- Quelles mesures préventives ou autres Monsieur le Ministre de la Santé envisage-t-il de prendre afin de remédier à la situation préoccupante actuelle?

Réponse (19.2.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Je voudrais d'emblée rendre l'honorable parlementaire attentif à la réponse que j'ai donnée en février 2002 à une question similaire de Madame la Députée Lydia Mutsch que j'annexe en copie (cf. *compte rendu N°5/2001-2002 - question N°1518*). Comme le phénomène de la dépression et sa prévalence dans la population sont à évolution lente, les informations y fournies restent pour l'essentiel valables.

Les dépressions n'étant pas des maladies à déclaration obligatoire et pouvant être prises en charge en milieu hospitalier dans des services divers et sous des libellés divers, il est malaisé de suivre leur progression d'année en année.

Toutefois la prescription d'antidépresseurs, réunis sous le code ATC N06A, fournit un indice sérieux, malheureusement dans le sens d'une aggravation constante du phénomène. Si en 2000, 175.447 emballages ont été prescrits pour un total de 195 millions de francs, les chiffres correspondants s'élèvent pour 2001 et 2002 à respectivement 197.883 emballages pour 5.634.492 euros et à 218.910 emballages pour 6.366.215 euros, soit une progression plus rapide que celle du nombre des affiliés. La banalisation et la déstigmatisation du diagnostic «dépression» figurent sans doute parmi les causes de cette progression.

Il est généralement admis que les dépressions augmentent avec la perte de la cohésion sociale, tout comme il y a une corrélation avec le chômage et l'évolution économique incertaine. En revanche, il est tout aussi connu qu'en temps de grandes crises, notamment en temps de guerre, les suicides baissent d'une manière significative.

Par ailleurs des études comparées démontrent l'incidence du climat. Les dépressions sont en effet nettement moins nombreuses dans les pays ensoleillés.

S'agissant des mesures préventives, je voudrais signaler la distribution au courant des années 2002 et 2003 d'une brochure sur les dépressions et le suicide à tous les élèves du secondaire et du secondaire technique.

Enfin, dans le cadre des activités de promotion de la santé, mes services reprennent systématiquement chaque année les thèmes de l'hygiène de vie, de l'alimentation saine et de l'exercice physique régulier, meilleurs remparts contre la dépression.

Question 2598 (26.1.2004) de M. Serge Urbany (déli Lénk) concernant l'orientation des élèves du régime technique de l'enseignement secondaire technique:

Le règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves des classes du cycle inférieur et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique ainsi que les conditions d'admission aux classes des différents régimes du cycle moyen, qui est déjà entré en vigueur pour l'année scolaire en cours, limite considérablement l'accès aux formations du régime technique de l'EST. En effet, l'admission en 10^e de ce régime pré-suppose un bilan supérieur à 40 et des notes annuelles supérieures à 40 dans les branches spécifiques des différentes formations. D'après les informations qui me parviennent actuellement de plusieurs lycées techniques et qui se basent sur les résultats du premier trimestre, le nombre d'élèves qui pourraient encore accéder sous ces nouvelles conditions aux classes de 10^e régime technique à partir de l'année scolaire 2004-2005 serait en chute libre (diminution de deux tiers au moins). Dès lors, le régime technique ne jouerait plus à l'avenir qu'un rôle marginal au sein de l'EST - à raison d'une classe par formation dans certains lycées régionaux - et la formation du technicien deviendrait la formation majoritaire des cycles moyen et supérieur de cet ordre d'enseignement. Je voudrais à ce sujet poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale:

- Quelles sont les informations - certainement plus complètes que les miennes - dont le MENFPS dispose à l'heure actuelle quant à l'orientation prévisible des élèves de l'EST pour 2004-2005? Viennent-elles corroborer mes données?

- Est-ce que le MENFPS s'est attendu à une telle «marginalisation» future du régime technique au sein de l'EST par l'intermédiaire du nouveau règlement?

- Dans l'affirmative, comment cette marginalisation du régime technique, contraire à l'esprit des lois portant organisation de l'EST - qui visaient à ouvrir cet ordre d'enseignement vers le bac et des formations supérieures générales - se légitimerait-elle? Je rappelle qu'une telle orientation ne s'impose nullement au vu des résultats du bac technique de 2003, commentés comme suit par le MENFPS dans sa note d'information à la presse du 2 juillet 2003: «À l'enseignement secondaire technique, les résultats du régime technique se sont nettement améliorés. Le taux d'admis directs est de 69,1% en 2003, alors qu'il était de 65,1% en 2002. Le taux des refus directs est tombé de 17,2% à 13,2%.»

- Dans l'affirmative encore, comment le MENFPS compte-t-il subvenir aux besoins en matière de certaines professions qui demandent un bac technique - je pense notamment à la profession d'infirmier ou d'infirmière?

- Dans la négative, quelles actions le MENFPS compte-t-il prendre pour contrecarrer cette marginalisation prévisible du régime technique?

- Quelle place sera réservée à l'avenir à la formation du technicien dans les carrières de la fonction publique?

La formation du technicien a été mise en place dès le début des années 1990 et elle regroupe actuellement environ un quart des élèves des cycles moyen et supérieur; or à ma connaissance, elle n'est reconnue dans aucun plan de carrière des institutions publiques. À l'occasion des examens de recrutement, les techniciens sont généralement invités à concourir ensemble avec les détenteurs d'un CATP pour les carrières inférieures, alors que le niveau de leurs études se situe à un niveau bien plus élevé. S'ils sont admis aux concours de la carrière moyenne, ils y entrent en compétition avec les détenteurs d'un bac classique ou

technique et ils n'ont guère de chance de s'y imposer, étant donné que ces concours mettent l'accent sur la maîtrise des langues.

Alors qu'il apparaît qu'à l'avenir, le poids de cette formation au sein de l'EST tend à s'accroître très fortement (cf. supra), quelles propositions le MENFPS entend-il soumettre au Gouvernement à l'adresse du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Intérieur au sujet de la carrière du technicien dans les administrations publiques?

Réponse (1.3.2004) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

Pourquoi avons-nous fait cette réforme? À l'heure actuelle, 30% des élèves échouent en classe de 10^e, la première année du cycle de formation qui les mène vers un diplôme ou un certificat. Cette situation dramatique est due au fait que l'orientation des élèves lors du passage de la classe de 9^e à la classe de 10^e fonctionne mal et que des élèves s'inscrivent à des formations qui sont trop exigeantes pour eux. Pour illustrer la situation telle qu'elle existait jusqu'en 2002-2003, on peut donner l'exemple de l'élève qui, ayant réussi sa classe de 9^e avec un bilan de 40 points exigé pour accéder à une classe de 10^e technique générale préparant à des études d'ingénieur, pouvait s'y inscrire avec une note annuelle de 30, voire de 27 points en mathématiques, même si, au vu de ces résultats, le conseil de classe le lui déconseillait. De même, un élève pouvait s'inscrire en division administrative et commerciale - section demandant des compétences linguistiques élevées - bien qu'ayant des faiblesses manifestes en français. Une étude récente a montré que 90% de ces élèves échouent en classe de 10^e dans les branches principales, parce que déjà en classe de 9^e leurs connaissances étaient déficitaires.

Les modifications apportées par le nouveau règlement du 20 juillet 2003, en vigueur cette année scolaire, misent sur une appréciation plus réaliste des capacités de l'élève, augmentant de ce fait ses chances de réussite. L'accès aux classes de 10^e est soumis à la condition supplémentaire d'avoir de bonnes notes pour les branches qui sont importantes dans la formation visée.

Il faut noter que les nouvelles dispositions ont été prises à la demande expresse du collège des directeurs de l'enseignement secondaire technique, alarmé par le grand nombre d'échecs et la démotivation des élèves, ainsi que celle des enseignants impuissants en face d'élèves qui n'avaient aucune chance de réussite, étant donné que les capacités requises dans les branches importantes de la formation leur faisaient défaut. Les chambres professionnelles quant à elles, regrettaient que bon nombre d'élèves n'entament un apprentissage qu'après plusieurs années de frustration et d'échecs répétés dans des formations trop exigeantes.

Au 1^{er} trimestre, certains directeurs de lycées techniques ont exprimé leur crainte que les effectifs des classes de 10^e du régime technique diminueraient l'année prochaine. Les données sur lesquelles sont fondées ces craintes restent à vérifier. Une étude prospective concernant la promotion des élèves de la classe de 9^e sur la base des nouveaux critères n'ayant pas été faite en ce moment précoce de l'année scolaire, je prévois de faire procéder à une vérification des chiffres qui ont été avancés et à une étude prospective sur la base des résultats obtenus à la fin du 2^e trimestre.

L'objectif de l'école, en matière de formation, est de donner à chaque élève une qualification qui correspond à ses goûts et ses capacités. À cette fin, les lois de 1979 et de

1990, portant sur l'enseignement secondaire technique, ont créé de nouvelles formations, celles du bachelier technique et celles du technicien, situées à des niveaux intermédiaires entre le certificat d'apprentissage et le diplôme de fin d'études secondaires. Elles ont aussi ouvert, pour les détenteurs de ces nouveaux diplômes, l'accès aux études supérieures. Cette ouverture est devenue un puissant facteur de motivation pour l'enseignement technique, un vecteur d'ascension sociale pour les élèves qui ne sont pas admis à l'enseignement secondaire classique. Le résultat est appréciable: en l'espace d'une génération le nombre de jeunes obtenant un diplôme de niveau bac a doublé; il atteint aujourd'hui 50% d'une cohorte d'âge. C'est un acquis précieux pour notre économie, qui a de plus en plus besoin de main-d'œuvre hautement qualifiée, et pour notre société, qui reconnaît la valeur des formations techniques.

Une école qui se veut être une école du succès s'efforce d'amener le maximum de jeunes au niveau de qualification le plus élevé correspondant à leurs capacités. Les réformes récentes de la division supérieure de l'enseignement secondaire, à savoir la création de nouvelles voies de formation à l'enseignement secondaire technique, la création de voies de formation dans lesquelles l'enseignement est dispensé en langue française, témoignent des efforts entrepris pour que le plus grand nombre de jeunes capables de suivre des études de ce niveau puissent obtenir une qualification de niveau bac dans de bonnes conditions.

Toutefois, à l'enseignement secondaire technique, ce résultat est acquis, comme on l'a vu, au prix d'un très grand nombre d'échecs.

L'école est donc confrontée à deux défis: il est d'un côté nécessaire de maintenir la qualité des formations - on ne crée pas plus d'égalité en réduisant les exigences, on en crée moins - et d'un autre côté il est nécessaire de combattre ce fléau que constitue l'échec inutile.

J'ai fait de la lutte contre l'échec une priorité de mon action, et cela à quatre niveaux:

- en définissant dans les programmes les contenus essentiels que l'élève doit connaître pour suivre avec succès l'enseignement. Dans de nombreuses branches, les travaux sont en cours. Cela permettra de mieux préparer et de mieux évaluer les élèves;

- en agissant sur les structures: le projet pilote «cycle inférieur» prévoit que les élèves sont suivis par une équipe restreinte d'enseignants tout au long des trois années du cycle inférieur au sein d'une même classe. Les élèves ne sont donc pas répartis sur différentes classes correspondant à différentes voies pédagogiques;

- en améliorant l'orientation: le tutorat a été mis en place et plus récemment l'éducation au choix a été introduite dans les écoles. Il s'agit là d'actions qui porteront pleinement leurs fruits dans quelques années;

- en adaptant les critères de promotion par l'introduction de seuils plus réalistes. Le relèvement du seuil de compensation d'une note insuffisante de 25 points à 27 points a été bien accueilli. La hausse des échecs que certains prédisaient n'a pas eu lieu, au contraire, les élèves n'ont pas spéculé sur le seuil minimum et ont fourni plus d'efforts. L'adaptation des critères de promotion pour le passage de la classe de 9^e à la classe de 10^e va dans le même sens.

Que l'honorable Député soupçonne dans cette adaptation des critères d'admission une manœuvre de marginalisation des formations qui mènent au bac technique n'est pas acceptable. Je me

permets de rappeler les nombreux efforts et initiatives de ces dernières années pour valoriser le régime technique. Les formations commerciales et administratives ont été réformées, notamment la formation «communication et organisation» qui a été modernisée et relancée après avoir été laissée à l'abandon pendant deux décennies. La division technique générale a été dotée d'une nouvelle section informatique. En plus, des aménagements ont été faits au niveau de l'enseignement des langues pour éviter que des langues non pertinentes pour la formation en cause ne constituent une entrave insurmontable à l'acquisition d'une qualification.

Il ne peut donc pas être question, comme le suggère l'honorable Député, de velléités tendant à réduire le nombre des futurs bacheliers techniques ou de marginaliser le régime technique. Tout comme il n'est pas question de réduire le nombre de techniciens, ni celui des apprentis que l'honorable Député a oubliés dans sa question. Aux yeux de l'école, l'obtention d'un CATP constitue un succès scolaire au même titre qu'un autre, pourvu que, comme les autres, il ait été obtenu dans des conditions acceptables et non à la suite d'échecs et de déboires répétés. L'action ne vise donc nullement à réduire le nombre de diplômés ou à modifier la répartition des diplômés entre les différentes voies de formation, mais porte sur une meilleure orientation et la réduction des échecs et déboires initiaux et intermédiaires qui sont très démotivants à l'âge de l'adolescence.

Concernant la question de l'honorable Député comment subvenir aux besoins de certaines professions qui demandent un bac technique, il faut rappeler que l'éducation des jeunes ne se fait pas uniquement en fonction des besoins de l'économie ou de nos entreprises. L'organisation de l'école ne saurait se faire au gré des besoins en main d'œuvre ressentis dans un secteur précis. D'ailleurs au Luxembourg les besoins sont loin d'être couverts dans un grand nombre de secteurs, notamment dans les professions des sciences et de l'ingénierie, de l'informatique et les professions de la santé; la récente campagne d'information sur les professions de santé a été lancée parce que, de surcroît, le nombre d'élèves inscrits dans cette division a diminué au cours des dernières années.

Concernant la carrière du technicien, il convient de rappeler que la législation prévoit «qu'en vue de l'accès à des professions réglementées et de l'admission aux emplois du secteur public» le diplôme de technicien «confère les mêmes droits que le diplôme de fin d'études secondaires». La fonction publique autorise les détenteurs d'un diplôme de technicien à participer aux examens concours tant pour la carrière de l'expéditionnaire technique que pour celle du rédacteur. Le rédacteur, comme le nom l'indique, doit faire preuve de connaissances avancées en langues et en rédaction. Les épreuves des concours sont déterminées en fonction de ces exigences et les détenteurs d'un diplôme de technicien n'ont pas autant de chances de se classer en rang utile à ce concours.

Question 2599 (26.2.2004) de M. Serge Urbany (*déi Lénk*) concernant les conditions régissant les contrats des logements à prix réduits:

Je me réfère à un article paru dans l'édition du 15 janvier du journal «Le Quotidien» qui relate le cas de deux mères célibataires résidant

dans des logements gérés par l'a.s.b.l. «Ennerdaach» dans la commune de Differdange. Il y est question d'une expulsion à compter du 1^{er} février 2004 en raison d'un non-respect de certains points du contrat de bail. Refusant d'utiliser les machines à laver communes et payantes se situant dans la cave de l'établissement, les femmes en question utiliseraient depuis un certain temps leurs propres machines en liant l'arrivée d'eau des douches aux machines à laver. Or, selon les affirmations de l'association «Ennerdaach», les locataires n'auraient pas le droit de toucher aux installations présentes dans l'appartement d'autant plus qu'elles ne disposeraient pas d'assurance en cas de dégâts des eaux. Ce non-respect justifierait ainsi une expulsion effective à compter du 1^{er} février 2004.

Prenant surtout en considération la détresse sociale et morale que la décision d'expulsion inflige à ces personnes, je voudrais vous poser les questions suivantes:

1) D'un côté, l'a.s.b.l. «Ennerdaach» fournit des logements à coûts réduits à des personnes qui ne peuvent supporter les loyers souvent exorbitants du marché actuel. De l'autre, cette même a.s.b.l. demande aux locataires de payer par le biais de jetons un droit d'utilisation des machines à laver communes. Dans le cas cité par «Le Quotidien», cette participation pécuniaire s'élève à 360 euros par mois. N'estimez-vous pas, Madame la Ministre, qu'il y a contradiction entre la mission de soutien social de l'a.s.b.l. et cette demande de participation qui grève sérieusement un budget modeste alimenté par le revenu minimum garanti?

2) L'a.s.b.l. «Ennerdaach» justifie l'interdiction d'utiliser des machines à laver avec l'argument que les locataires, n'étant pas assurés, ne pourraient assumer les frais de réparation en cas de dégâts des eaux. Dans ce cas, n'estimez-vous pas qu'une telle a.s.b.l. devrait pouvoir prendre en charge les frais d'assurance?

3) D'un point de vue général et considérant que cette a.s.b.l. se voit subventionnée à hauteur de 40% par l'État, n'estimez-vous pas que votre département ministériel devrait intervenir afin de trouver une solution évitant que cette expulsion devienne effective? En outre, ne faudrait-il pas revoir les conditions qui régissent les contrats propres à ce type d'initiatives, afin d'éviter qu'à l'avenir ne se reproduisent de telles situations aux effets paradoxaux? Quel du caractère social de ces initiatives, si elles reprennent d'une main ce qu'elles ont donné par l'autre?

Réponse conjointe (2.3.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse* et de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

De prime abord, il y a lieu de préciser que les deux départements ministériels visés par cette question parlementaire sont liés déjà depuis plusieurs années à l'association sans but lucratif «Ennerdaach» moyennant des conventions signées entre les parties et ayant trait respectivement à la mise à disposition et/ou à l'aménagement de logements ainsi qu'à la prise en charge financière de 1,5 postes de personnel encadrant.

L'objectif principal poursuivi par «Ennerdaach a.s.b.l.» consiste - rappelons-le - à mettre des logements pour une durée limitée à disposition de personnes seules ou à des ménages, avec ou sans enfants à charge, qui se trouvent dans une situation telle qu'il leur n'est pas possible d'accéder à un logement locatif par leurs propres moyens.

Au cours de toutes ces années, les deux départements ministériels ont

su apprécier le bon travail réalisé par «Ennerdaach», qui, au-delà de sa mission principale de mise à disposition de logements, assure également, en cas de besoin, un encadrement social de ses locataires.

En ce qui concerne les points relevés par l'honorable Député en rapport à un article paru récemment dans un quotidien dans lequel est reproché entre autres à l'association d'avoir résilié de façon non justifiée un contrat de bail, il y a lieu de souligner que les litiges entre «Ennerdaach», en sa qualité de bailleur, et ses locataires relève exclusivement du droit privé et que la loi sur les baux à loyer traite de la protection des personnes contraintes à déguerpir de leur logement.

À relever qu'à ce sujet le président de l'association vient de se prononcer point par point par écrit vis-à-vis des deux Ministres. Force est de constater que ses prises de position détaillées s'avèrent être à l'opposé des affirmations du quotidien, y comprises celles faisant référence au règlement interne de l'association concernant l'utilisation des machines à laver communes.

Pour conclure, les deux départements ministériels sollicités par cette question parlementaire tiennent à souligner qu'ils s'absentent de vouloir assumer dans cette affaire un rôle d'enquêteur ou d'arbitre, vu qu'il ne leur incombe pas d'exercer un quelconque pouvoir judiciaire, tout en exprimant vis-à-vis de l'association sans but lucratif «Ennerdaach» leur confiance de gérer, comme dans le passé, ses logements en bon père de famille.

Question 2600 (28.1.2004) de M. Jean-Pierre Klein (*LSAP*) concernant l'orthographe luxembourgeoise des noms des localités:

La langue luxembourgeoise forme matière d'enseignement et de ce fait les règles orthographiques sont régies par le règlement grand-ducal du 30 juillet 1999 portant réforme du système officiel d'orthographe luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quelle est l'instance compétente pour déterminer l'orthographe luxembourgeoise exacte des noms des localités? S'agit-il des communes, de l'Administration des Ponts et Chaussées, du Ministère de l'Intérieur, du Conseil d'État ou bien du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise?

- Quelle est l'instance compétente pour décider de l'utilisation du nom luxembourgeois usuel, régional ou local sur les panneaux de signalisation, dans les annuaires téléphoniques, sur les documents officiels (exemples: «Baastduerf» ou «Baasdref», «Wuermer» ou «Wormer», «Veianen» ou «Veinen»)?

Réponse (2.3.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Zu de Froe vum Här Deputéierte Jean-Pierre Klein wollt ech déi heiten Informatioun ginn:

(1) Den Orthographiesgrupp vum «Conseil permanent de la langue luxembourgeoise» huet als Konsequenz vu sengen Aarbechten an de Joren 1999 an 2000 eng nei Lëscht mat de Lëtzebuerger Uertsnumm an der adaptéierter Orthographie zesummegestallt.

Dës Lëscht hunn ech am Joer 2001 «pour avis» un all d'Buergermeeschter geschéckt. Mat den Äntwerten op mäi Bréif huet sech eng allgemeng Erkenntnis aus der Onomastik bestätegt: D'Schreifevise vun den Uertsnumm ass eppes historesch Gewuessenes a follegt net ëmmer direkt der Evolu-

tion vun der Rechtschreiwung an enger Sprooch. Dat gëllt ëmsou méi fir d'Lëtzebuergesch, eng Sprooch, déi hir Entwécklung vun der geschwätere zur geschriwwener Sprooch nach net esou laang hanneru sech huet.

(2) D'Schrëftbild vun den Uerts-nimm huet sech am Laf vun de Jor-zéngten an d'Bewosstsi vun den Awunner ageprägt. Vill vun den Uerts-nimm sinn an de leschte Joren duerch Gemengerotsbeschluss entscheet ginn. Dës Décisioune berouen ëmmer op de Kenntniss vun eenzelne Lokalvarianten, historeschen Dokumenter an „Sensibilitätsgrënn“, déi op de leschte Weltkrich zrëckginn. Zu där Zäit kruten eenzel Uertschaften eng Schreifweis vun de Besatzer opgezongen, déi haut vläicht orthographesch richteg ass, mä virun allem déi eeler Awunner un eng batter Zäit aus hirer Vergaangenheet erënnert.

Fir de Räichtum vun eiser Sprooch ze erhalen ass et wichteg, d'Lokalvarianté vun den Uerts-nimm net ze vergiessen. Datt eis Enquête vum Joer 2001 Erfolleg hat, gesi mer dorunner, datt ëmmer erëm Ufroen un eis gestallt ginn, wéi deen een oder aneren Uerts-nimm richteg geschriwwen gëtt. Dat geschitt oft wann aus verkéierstehnesche Grënn nei Strooseschëlter opgestallt gi mussen.

Question 2601 (28.1.2004) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant les subventions destinées aux organes de presse:

Fir d'Meenungsvielfalt an eise Land ze stäipen, ginn eng Partie Presseorganer (Zeitungen a Sender) mat budgetäre Mëttele subventionéiert. An deem Zesummenhank géif ech lech, Här Minister, gäre folgend Fro stellen:

1. No wat fir Kritäre ginn dës Bähëllef verdeelt?
2. Wéi vill ass am Joer 2003 am Ganzen als Pressehëllef ausbezuellet ginn?
3. Wéi verdeelen dës Bähëllef sech op déi verschidde Presseorganer?

Réponse (19.2.2004) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

D'Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Promotioun vun der geschriwwener Press gesäit keng Subventioun fir Radio oder Televisioun vir. Et gëllt nëmme fir Dages-a-Wochenzeitungen.

D'Kritäre fir an de Genoss vun deene Subventiounen ze komme sinn am Artikel 2 festgeluecht:

„Als Presseorgan am Sënn vun dem Gesetz ass all gedréckte Publikatioun déi:

- a) zu Lëtzebuerg erauskënnt, an dat weinstens eemol d'Woch, et sief dann eng héijer Gewalt géif dat verhéieren;
- b) vun enger physescher oder morescher Persoun am Grand-Duché erausgi gëtt, fir Handel mat Informatioun ze maachen;
- c) eng Redaktiounséquipe vu Minimum fënnf Journalisten huet, déi voll a ganz mat engem Aarbechtskontrakt op onbegrenzten Dauer un den Editeur gebonne sinn a vum Presserot eng Pressekaart kritt hunn, sief et als Journalist, sief et als Journalist-Stagiaire; zwee Journaliste mat Hallefdaags-Kontrakter zielen hei als ee Journalist, dee voll beschäftegt ass;
- d) déi ganz Populatioun erreeche kann an haaptsächlech op Lëtzebuergesch, Franséisch oder Däitsch ass;
- e) allgemeng Informatioun offréiert, national wéi international, an zwar an engems iwwer politesch, ekonomesch, sozial a kulturell Themen;

f) sech haaptsächlech duerch de Verkauf finanziéiert a jee no Fall och duerch Publizitéit, déi awer an der Moyenne net méi wéi 50% vun der Zuel vun de Säiten daerf anhuelen;

g) déi ee ka kafen oder abonnéieren, ouni Member vun iergendenger Associatioun oder Organisatioun mussen ze sinn;

d'Lëtzebuurger Editioun vun enger auslännescher Publikatioun fällt allerdéngs net ënnert d'Gesetz, et sief dann, dës auslännesch Publikatioun géif a kenger Form vun enger direkter oder indirekter Pressehëllef profitéieren, egal wéi d'Modalitéite vun esou enger Hëllef wieren.“

Et gëtt all Joer e Referenzsatz festgeluecht, op Grond vun dem Käschtepunkt vun dem Gehalt vu fënnf Journalisten a vum Präis vun 120 Tonnen Zeitungspabeier. Een Drëttel vun dem Wäert kritt all Organ als Grondhëllef. Dobäi kënn dann nach een 2.325tel pro redaktionell Säit, déi am Joer erauskomm ass. 2003 war dat eng Grondhëllef vun 118.508 € an eng Subventioun pro redaktionell Säit vun 101,94 €.

Am Joer 2003 sinn am Ganze 6.040.984 € ausbezuellet ginn.

Dovun hu kritt:

Luxemburger Wort	1.159.497 €
Tageblatt	1.141.418 €
Voix du Luxembourg	922.354 €
Le Quotidien	824.324 €
Lëtzebuurger Journal	494.147 €
Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek	296.146 €
Télécran	282.379 €
Lëtzebuurger Revue	276.102 €
Le Jeudi	265.059 €
D'Lëtzebuurger Land	200.215 €
Woxx	179.343 €

Bei Radio an Televisioun gëtt et keng Subventioun fir de Meenungspluralismus ze stäipen. Den Établissement de Radiodiffusion socioculturelle ass en Etablissement public deen de Radioprogramm Honnert,7 mécht. Dee gëtt duerch eng jährelch Dotatioun iwwert de Statsbudget finanziéiert. Dat woren am Joer 2003 3.148.490 €.

Question 2603 (29.1.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le problème du jeu pathologique:

Kierzlech gouf eng Organisatioun („Anonym Glécksspiller“) an d'Lien geruff, déi sech zum Zil gesat huet, de Spillsüchtigen aus hirer Sucht erauszehëllef an och preventiv géint d'Spillsucht ze wieren.

An Ärer Äntwert op meng parlamentärsch Ufro (N°2347 - cf. *compte rendu N°1/2003-2004*) iwwert d'Spillsucht hutt Dir matgedeelt, datt et keng Statistiken iwwert d'Spillsucht hei zu Lëtzebuerg gëtt. Allerdéngs gouf op der Grënnungspressekonferenz vun der virgenannter Organisatioun vir geschätzt 4.500 Glécksspillsüchtigen hei am Land geschwat, vun deene ronn 400 am Laf vun hirem Liewen dësem selwer en Enn géinge setzen. An Ärem Schreiwes hutt Dir indirekt zouginn, datt et keng speziell staatlech Ulafstell gëtt fir Leit mat deem genannte krankhafte Verhalen.

Bestätegt hutt Dir, datt d'Spillsucht e reelle Problem hei am Land ass. Dëst gëtt och duerch d'Zuele vum Statsbudget ënnermauert. Souwuel am Budget 2003 wéi och am Budgetsprojéit 2004 ginn iwwer 13 Millioune Euro als Recetten am Zesummenhank mat Glécksspiller (Casino, Lotto, etc.) verbucht respektiv encaisséiert ginn.

Ouni ze vergiessen, datt och d'Loterie nationale, och wann hir Bene-

fisser karitativen Zwecker zoukommen, grous Recetten an zënter e puer Joer och staark steigend Émsatz mécht, déi an direkter Relatioun mam Spillverhale vun de Leit stinn.

All dës gewaltig Zommen, déi opgrond vum mënschlechen Hang zu Glécksspiller encaisséiert ginn, weisen drop hin, datt d'Spillsucht en eeschte Problem hei am Land ass. E Problem, deen nach méi grous ass wéi en aus deesen offizielle Chifferen erauszeliesen ass, well d'Gléckspillerei net nëmme an an iwwer öffentlech Etablissementer floréiert.

Deemno schéngt et onbedéngt noutwendeg ze reagéieren, an dofir ass och déi Organisatioun, déi sech elo geziilt mat der Spillsucht beschäftege wëllt, ze begreissen a misst ënnerstëtzt ginn.

Dofir folgend Froen:

- 1) Huet den Här Minister Kenntnis vun der virzitéierter Organisatioun respektiv schonns Kontakter mat hir?
- 2) Wier et net sënnvoll, eng Konventioun mat dëser Organisatioun an d'A ze faassen, fir hir méi en offizielle Charakter ze ginn?
- 3) Wéi bewäert de Gesondheitsministère déi genannt Schätzung vu Glécksspillsüchtigen?
- 4) Wier et net ubruecht eng Rei vun deenen iwwer d'Spillsucht akasséiert Gelder dëser Organisatioun als Ennerstëtzung zoukommen ze loosse fir Bierger, déi spillsüchtig goufen, ze hëllef, well et jo keng spezifesch staatlech Ulafstell gëtt?

Réponse (2.3.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

D'Organisatioun «Anonym Glécksspiller» huet kierzlech bei mengem Ministère an och beim Familljeministère ee Subsid ugefrot.

Et muss fir d'éischt gepréift ginn, ob déi Organisatioun op Grond vum sou genannten ASFT-Gesetz vum 8. September 1998 genehmigungspflichteg ass, a wa jo, wat fir ee Ministère dofir zoustänneg ass. Eréischt da wa se eng Genehmigung huet, kann eng Konventioun mat hir ofgeschloss ginn.

Wéi ech schonns a menger Äntwert vum 9. September 2003 un den éirewäerten Deputéierte gesot hunn (cf. *compte rendu N°1/2003-2004*), ass et net méiglech, verlässlech Zuelen iwwer Leit, déi der Spillsucht verfall sinn, unze-ginn.

D'Fro ob een déi Gelder, déi de Stat iwwert d'Spillsucht akasséiert, enger Organisatioun zoukomme loosse soll, déi sech ëm déi Leit bekëmmert, ass net am Kompetenzberäich vu mengem Ministère. Ech mengen awer, datt dat géint de «principe de la non-affectation des recettes» géif verstoussen.

Question 2605 (30.1.2004) de M. Camille Gira (DÉI GRÉNG) concernant les contrats de travail des agents du Service ré-éducatif ambulatoire:

Dans sa réponse du 11 août 2003 à une question parlementaire concernant les contrats à durée déterminée des agents du Service ré-éducatif ambulatoire (SREA), Madame la Ministre de l'Éducation nationale avait précisé qu'une «...réorganisation fut prémisses indispensables d'un changement de la situation de travail des agents concernés» et que „l'avis d'autres Ministères sera entendu sur la proposition d'une conversion des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée“ (cf. *compte rendu N°22/2002-2003 - question N°2280*).

Selon mes informations, cette réorganisation est entre-temps en place:

- ainsi, des équipes pluridisciplinaires stables sont instaurées pour les différents arrondissements d'inspection,
- le nombre d'heures de travail n'a pas été augmenté depuis 2000, à savoir +/- 100 heures par arrondissement,
- pour une distribution équilibrée des compétences, une partie du personnel a été transférée d'un lieu de travail à un autre, ce qui entraîne des trajets de déplacement plus importants, une adaptation au nouveau milieu de travail etc.,

- contrairement à ce que révèle l'enquête menée en 2000, les intervenants du Service élaborent actuellement un plan éducatif individuel pour chaque enfant pris en charge, correspondant à ses besoins et possibilités spécifiques.

Mais au lieu de recevoir enfin, en récompense à tous ses efforts, les contrats à durée indéterminée promis, le personnel du SREA, dont le contrat a été renouvelé annuellement jusqu'à présent, bénéficie depuis septembre 2003 de deux contrats temporaires par an.

Cette situation favorise un climat de travail pesant et peu rassurant pour les personnes concernées, et provoque un va-et-vient perpétuel au niveau des engagements.

- Quelle est la raison et la justification pour ne pas remplacer les contrats annuels par des contrats à durée indéterminée?

- Est-ce que l'avis d'autres Ministères a été entendu et quel en a été le résultat?

- Pourquoi les personnes concernées - une centaine d'employés - ne sont-elles pas informées de leur avenir professionnel au sein du SREA?

Réponse (1.3.2004) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

Je constate avec satisfaction que la réorganisation du Service ré-éducatif ambulatoire trouve une résonance positive et je rappelle qu'elle fut nécessaire afin d'optimiser les mesures d'accompagnement mises en œuvre en faveur du maintien de l'intégration des enfants handicapés et à besoins éducatifs spéciaux dans des classes de l'enseignement ordinaire.

En ce qui concerne les changements du lieu de travail qui en ont découlé pour les intervenants, il est indéniable que la collaboration au sein d'un service ambulatoire requiert flexibilité et mobilité de la part de ses membres.

Les assistants en classe sont censés se déplacer dans les écoles dans lesquelles les enfants à besoins éducatifs spéciaux sont scolarisés. Vu la progression scolaire des élèves et la fluctuation des besoins particuliers, le travail des professionnels du Service ré-éducatif ambulatoire est lié d'office à des changements permanents du milieu de travail et les agents en question ont intégré ce Service en connaissance de cause.

Dans l'intérêt de toutes les parties impliquées, je partage néanmoins le souci de régulariser la situation de travail des membres du personnel du Service ré-éducatif ambulatoire par une conversion de leurs contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée.

Toutefois je ne puis me rallier au point de vue de Monsieur le Député, estimant que les contrats à durée indéterminée auraient dû être octroyés en tant que récompense à tous ces efforts.

Je tiens à préciser que les intervenants du Service ré-éducatif ambulatoire, bien que détenteurs de contrats à durée déterminée, sont rémunérés selon leur qualification et qu'ils bénéficient des avances en grade prévus.

Le fait que deux contrats leur ont été octroyés pour l'année scolaire 2003/2004 résulte précisément de l'intention de préparer une éventuelle conversion des contrats, étant donné que contrats à durée déterminée et contrats à durée indéterminée relèvent de postes budgétaires différents et que l'année scolaire ne coïncide pas avec l'année budgétaire. Le splitting en deux contrats séparés a résulté de raisons purement administratives, et il fut entamé après concertation avec les membres de la Commission d'Économies et de Rationalisation. Les agents concernés en ont été informés avant le début de l'année scolaire en cours.

Cette conversion n'a pas été retenue pour l'exercice 2004, à cause des restrictions budgétaires générales pour l'exercice 2004, limitant au strict nécessaire le renforcement en personnel.

Lors d'une rencontre avec une délégation des membres du personnel du Service ré-éducatif ambulatoire, je leur ai réitéré ma volonté de poursuivre mes efforts en vue d'une conversion des contrats en question en contrats à durée indéterminée pour l'exercice budgétaire 2005.

Je tiens à rappeler une fois de plus l'importance et l'utilité du Service ré-éducatif ambulatoire pour l'école luxembourgeoise. C'est l'organisme par excellence pour assurer la scolarisation d'enfants à besoins spécifiques dans différents ordres d'enseignement.

Question 2606 (30.1.2004) de M. Camille Gira (DÉI GRÉNG) concernant le titre de transport électronique e-go:

En 2003 la carte e-go, un nouveau support pour titres de transport existants, valable à terme sur la totalité du réseau des transports en commun au Luxembourg a été lancée à titre d'essai.

- Combien de personnes participent à cette phase test?

- Quel est le bilan?

- Quand ce nouveau titre de transport électronique sera-t-il mis en place sur tout le réseau des transports en commun?

Réponse (11.3.2004) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:

Monsieur le Député s'enquiert sur l'état du projet d'introduction d'un nouveau système de perception tarifaire électronique dans les transports publics.

Le projet pilote a été lancé sous la dénomination e-go en février 2003 avec un nombre de 275 volontaires sur les lignes publiques (trains et bus) entre Luxembourg et Mersch.

Suite aux résultats favorables des sondages auprès des voyageurs et aux avis positifs des exploitants concernés, j'ai pris la décision de continuer à faire évoluer le système au niveau national.

Entre-temps, les installations techniques indispensables ont été réalisées dans les 60 gares des CFL et dans 750 autobus affectés au transport public.

Compte tenu des délais préparatoires importants dus à la technicité de l'équipement requis, une mise en œuvre généralisée du système pourra être envisagée au plus tôt pour début 2005.

Question 2607 (30.1.2004) de M. Lucien Lux (LSAP) concernant l'entreposage de déchets par l'Administration des Ponts et Chaussées:

En dates du 23 et 27 janvier 2003, un quotidien luxembourgeois a fait état de l'entreposage régulier à

Hellange en pleine nature de déchets collectés lors des travaux d'entretien de la voirie de l'État par l'Administration des Ponts et Chaussées. Les déchets collectés sont déposés le long de l'autoroute tout en étant exposés au vent et de la pluie. La conséquence en est que des déchets sont emportés par le vent dans la forêt avoisinante et peuvent s'infiltrer dans le sol.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et Madame la Ministre des Travaux publics:

- Pour quelles raisons les déchets ramassés sur les routes et autoroutes ne sont-ils pas directement transportés au dépôt central à Bertrange?

- En ce qui concerne l'entrepôt de Hellange, Monsieur le Ministre de l'Environnement peut-il me confirmer que l'Administration des Ponts et Chaussées ne possède pas d'autorisation pour déposer les déchets à l'endroit en question? Dans l'affirmative, à quelle date l'Administration des Ponts et Chaussées va-t-elle soulever l'entreposage, dans ce cas illégal, à Hellange?

- Quel est l'impact environnemental de la pollution à Hellange? Les nappes phréatiques sont-elles menacées? Monsieur le Ministre envisage-t-il de faire des analyses des sols et des eaux souterraines?

- Est-il exact que le dépôt central de Bertrange a atteint ses limites et que l'Administration des Ponts et Chaussées envisage de l'agrandir?

Réponse commune (8.3.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics et de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

En principe les déchets ramassés sur les autoroutes sont entre stockés au dépôt des Ponts et Chaussées à Bertrange avant d'être éliminés définitivement dans le respect des lois et règlements en vigueur.

En ce qui concerne l'entrepôt de Hellange, il s'agit d'une plate-forme utilisée pendant les travaux de construction de l'autoroute de la Sarre comme zone de stockage. Les Ponts et Chaussées l'ont également utilisé comme dépôt pour le matériel de signalisation et de balisage utilisé pour protéger et signaler les zones de travaux. Comme les travaux ne sont pas encore achevés, la plate-forme continue d'être utilisée. En ce qui concerne le dépôt de déchets de balayages, il s'agit d'un dépôt provisoire des boues enlevées sur l'autoroute de la Sarre avant la mise en place de la couche de roulement définitive.

Des échantillons des dépôts ont été prélevés par l'Administration de l'Environnement en vue de déterminer l'impact des dépôts sur l'environnement. Les analyses ont porté sur la concentration en hydrocarbures C10-C40 dans les dépôts ainsi que sur la lixivibilité de certaines substances ou éléments dont notamment les métaux lourds cuivre, zinc, plomb, cadmium, chrome, nickel, mercure et l'arsenic.

En ce qui concerne les analyses du lixiviat, toutes les valeurs sont inférieures aux normes du niveau oEL de la liste ALEX-02. Ce niveau fixe les concentrations maximales pour des eaux pouvant s'écouler librement soit dans les eaux souterraines, soit dans des ruisseaux.

Les concentrations en hydrocarbures ne dépassent pas le seuil du niveau oPW1 de la liste ALEX-02. Ce seuil fixe les concentrations maximales pour des sols qui peuvent être utilisés à toutes les fins possibles, y inclus des fins très sensibles.

Ces résultats permettent donc de conclure qu'il n'émane pas de danger des dépôts pour les nappes phréatiques. À ceci s'ajoute que les dépôts se trouvent sur des sols

constitués de marnes argileuses très peu perméables. Des analyses supplémentaires du sol et des eaux souterraines ne sont pas utiles.

Les analyses étant terminées, les déchets seront éliminés définitivement au cours du mois de mars.

En ce qui concerne le dépôt central des Ponts et Chaussées à Bertrange, celui-ci n'a pas atteint ses limites. Il est cependant vrai que la surface de stockage est fortement réduite depuis un an du fait que des travaux de reconstructions sont en cours sur le site. La nouvelle zone de stockage sera disponible fin avril 2004.

Question 2608 (30.1.2004) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le statut de l'agent pompier professionnel:

Les tâches du pompier professionnel sont devenues de plus en plus complexes et demandent aujourd'hui des compétences en matière de prévention, de sauvetage et d'aide médicale urgente. Une formation adéquate et continue est indispensable à l'agent pompier pour qu'il puisse assumer les responsabilités qui lui incombent envers toutes les personnes impliquées dans les interventions.

Si mes informations sont bonnes, la profession du pompier professionnel ne dispose d'aucune base légale, à l'exception de l'article 100 de la loi communale du 13 décembre 1988 qui dispose que: «...chaque commune est tenue de créer ou de maintenir un service d'incendie et de sauvetage assuré par au moins un corps de sapeurs-pompiers volontaires ou professionnels et disposant des locaux et du matériel nécessaires...». La Commission des Affaires intérieures est actuellement chargée d'analyser le projet de loi N°4536 portant création d'une administration des services de secours. Dans ce contexte se pose la question de savoir si l'article 100 de la loi communale du 13 décembre 1988 est suffisant pour permettre au Ministre de l'Intérieur de prendre un règlement grand-ducal.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que l'article 100 de la loi communale constitue une base légale suffisante en vue de la reconnaissance du statut de l'agent pompier professionnel?

- Si tel est le cas, est-ce que Monsieur le Ministre envisage de prendre, sur base de l'article précité, un règlement grand-ducal précisant les conditions d'admission, de formation et de promotion des pompiers professionnels?

Réponse (12.2.2004) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

En réponse à la question de Monsieur Mosar, j'aimerais préciser que l'article 100 de la loi communale du 13 décembre 1988, cité par l'honorable Député ne constitue certainement pas une base légale suffisante pour fixer le statut de l'agent pompier professionnel. Par contre, l'article 101 de la même loi permet sans aucun doute de déterminer par voie réglementaire le statut en question. Ce texte est libellé comme suit: «L'organisation générale, la composition, le fonctionnement et la mission des services communaux d'incendie et de sauvetage sont fixés par règlement grand-ducal.» Il me paraît donc effectivement superflu d'amender le projet de loi N°4536 portant création d'une administration des services de secours - projet dont les amendements proposés par la Commission des Affaires intérieures de la Chambre des Députés sont actuellement examinés par le Conseil d'État et qui devrait encore être soumis au vote de la

Chambre avant la fin de la présente période législative - pour régler la question soulevée par Monsieur Mosar.

Il va sans dire que je soumettrai, après l'entrée en vigueur du projet de loi N°4536, tous les projets de règlements grand-ducaux y prévus au Gouvernement en Conseil pour approbation. Dans ce contexte, j'envisage effectivement d'examiner l'opportunité de réglementer le statut des sapeurs-pompiers professionnels (conditions de formation, attributions, responsabilités). À cet effet, un groupe de travail, au sein duquel seront représentées toutes les parties concernées, sera mis en place pour analyser les problèmes se posant en l'espèce et les moyens d'y remédier.

J'aimerais enfin rappeler à l'honorable Député que le règlement grand-ducal modifié du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'État fixe la carrière de l'agent pompier et détermine les conditions et la forme des nominations aux différents emplois de la carrière ainsi que les modalités de l'examen de promotion des sapeurs-pompiers professionnels. Le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1990 portant fixation des conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux pour sa part fixe les programmes des examens de la carrière en question. Ce texte sera soumis prochainement à une réforme globale: par application des procédures d'usage en la matière, toutes les parties concernées seront associées à cette réforme.

Question 2609 (2.2.2004) de M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) concernant la contamination au PER:

En guise de réponse à ma question parlementaire 2507 relative à la contamination de complexes administratifs sur le site d'une ancienne blanchisserie industrielle au lieu dit «Pulvermühle» (cf. compte rendu N°8/2003-2004) vous confirmez que l'ancienne entreprise de nettoyage ne disposait pas d'autorisation d'exploitation et que lors de la cessation des activités aucun assainissement sérieux du site n'a été entrepris

Le risques et nuisances graves pour l'environnement et la santé du perchloréthylène étant largement connus depuis au moins 20 ans, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Comment a-t-il été possible qu'un établissement aussi problématique ait pu fonctionner aussi longtemps sans autorisation d'exploitation et apparemment sans contrôles des administrations concernées?

- Comment a-t-il été possible qu'aucune dépollution sérieuse du site n'ait été entreprise et que les nouveaux bâtiments administratifs n'aient pas non plus été soumis à la procédure commodo/incommodo?

- Comment les administrations étatiques ainsi que les ministères responsables ont-ils pu ignorer pendant de longues années ces situations illégales?

- Pourquoi, face au risque cancérigène, les Ministères concernés n'ont-ils pas procédé à un arrêt d'exploitation immédiat après les premières analyses de l'air confirmant la contamination des bureaux?

- Ne pensez-vous pas que les fonctions de contrôle et de suivi des administrations étatiques

concernées devraient être renforcées de façon substantielle afin d'éviter à l'avenir des affaires aussi scandaleuses?

Réponse (2.3.2004) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

En ce qui concerne le premier point de la question, une réponse ne peut être fournie que par les responsables d'antan. Les Services compétents de l'Administration de l'Environnement et de l'Inspection du Travail et des Mines sont intervenus au début des années 1990 dans l'entreprise de nettoyage à sec «Express». Des modifications ont été apportées suite à ces interventions par les responsables de l'entreprise, de même qu'un dossier de demande «commodo» a été introduit, dossier qui a fait l'objet en 1995 d'une autorisation de la part du Ministre ayant eu le Travail dans ses attributions.

En ce qui concerne le deuxième point, il y a lieu de relever que d'une manière générale, il appartient à un exploitant d'un établissement classé de solliciter une autorisation „commodo/incommodo” faute de quoi il risque de s'exposer à des sanctions administratives et/ou pénales. Les locaux de l'ancienne blanchisserie ont été transformés en bureaux administratifs. Sur base d'une appréciation globale du site une autorisation „commodo/incommodo” est requise. Dans le cadre de la demande d'autorisation „l'état du site d'implantation de l'établissement” est (e.a.) à indiquer. L'exploitant a été informé de la nécessité d'accomplir une pareille étude dans le cadre de la demande d'autorisation. Au demeurant, les locaux ne sont pas exploités en raison de la mise en demeure du 12 novembre 2003 du Ministre de l'Environnement en vue de faire arrêter l'exploitation irrégulière jusqu'à régularisation. Dans ce contexte il importe de mentionner que les locaux ne sont actuellement pas exploités en raison du départ des locataires. De surcroît, un arrêté daté au 22 janvier 2004 enjoignant à l'ancien exploitant de „faire établir un programme analytique en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle du sol, du sous-sol, des eaux souterraines et des constructions de l'établissement concerné” a été délivré par le Ministre de l'Environnement sur base d'un courrier du 4 septembre 2003 de l'ancien exploitant qualifié comme déclaration de cessation.

Quant au troisième point de la question, au regard de ce qui précède, il y a lieu d'interroger les responsables d'antan.

En ce qui concerne le quatrième point, le Ministre de la Santé informe que la substance en question (le perchloréthylène) est classée par la Deutsche Forschungsgemeinschaft en catégorie 3B. Il s'ensuit que cette commission scientifique n'a pas fixé de valeur d'exposition limite sans que le caractère cancérigène de la substance soit définitivement établi. Le risque cancérigène incriminé par l'honorable Député ne conduit pas toujours automatiquement à l'arrêt immédiat de l'exploitation d'une entreprise. Le risque cancérigène étant ubiquitaire, on doit toujours tenir compte dans le suivi par la médecine du travail des niveaux et des durées d'exposition avant d'évoquer des risques aigus. Dans le cadre de l'exposition au perchloréthylène, les travailleurs de l'entreprise ont subi, à quelques semaines d'intervalle, deux analyses sanguines montrant des valeurs supérieures aux valeurs normales pour des personnes non professionnellement exposées (les valeurs se situent entre dix et 25 microgrammes par litre). Des personnes professionnellement exposées (par exemple certaines personnes employées dans des blanchisseries) présentent des valeurs à peu près dix fois supérieures sans que les établissements en question se voient retirer leurs autorisations d'exploitation.

Quant au dernier point de la question, les Services du Ministère de l'Environnement (Administration de l'Environnement, Division des Déchets et Division des Établissements Classés), du Ministère de l'Intérieur (Services de la Gestion de l'Eau), du Ministère de la Santé (Division de la Santé au Travail) et du Ministère du Travail et de l'Emploi (Inspection du Travail et des Mines) se sont concertés à plusieurs reprises afin d'intervenir sur base des compétences respectives.

Question 2611 (2.2.2004) de M. Camille Gira (DÉI GRÉNG) concernant le plan directeur sectoriel „stations de base pour réseaux publics de communications mobiles”:

En mai 2003 le projet de plan directeur sectoriel «stations de base pour réseaux publics de communications mobiles» a été transmis aux communes pour avis. D'après la loi sur l'aménagement du territoire, les communes doivent émettre leur avis dans un délai de trois mois. Le plan sectoriel ainsi avisé est ensuite soumis au Conseil supérieur, qui dispose lui aussi de trois mois pour transmettre son avis au Comité interministériel.

D'après ces dispositions, le Conseil supérieur aurait dû présenter son avis au Comité interministériel au mois de novembre 2003.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Le Conseil supérieur a-t-il déjà émis son avis sur le plan directeur sectoriel «stations de base pour réseaux publics de communications mobiles»?

- Quand le projet de plan sectoriel en question fera-t-il l'objet de la déclaration du Ministre au nom du Gouvernement à la Chambre des Députés, tel que prévu par la loi sur l'aménagement du territoire?

Réponse (27.2.2004) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Par la présente je voudrais préciser que le Conseil supérieur de l'Aménagement du territoire a rendu son avis le 29 janvier 2004. Le projet de plan sectoriel «stations de base pour réseaux publics de communications mobiles» a par ailleurs été nouvellement discuté, ensemble avec l'avis précité, au Comité interministériel de l'Aménagement du territoire.

Dès que l'avis du Comité interministériel sera disponible, le projet en question sera d'abord inscrit à l'ordre du jour d'un prochain Conseil de Gouvernement auquel il incombera alors de définir la marche à suivre.

Chamber TV
weist all öffentlech
Sëtzung
live an integral
mat enger
Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun
19:00 Auer un